



Commune de Donzère
Département de la Drôme

Modification n°2 du Plan Local D'urbanisme

Rapport de présentation



Mai 2017

Sommaire

I.	Cadre de la procédure et présentation du document d'urbanisme local	3
I.1	Le document de planification local.....	3
I.2	contexte de la procédure.....	4
I.3	Object de la modification.....	4
II.	Présentation de la modification.....	4
II.1	Présentation du secteur.....	4
a.	Localisation	4
b.	Contexte situationnel :.....	5
c.	Contexte urbain :.....	5
d.	Contexte économique :.....	6
e.	Equipements du secteur.....	6
II.2	Nature de la modification et justification	7
a.	Ce que prévoit et permet le PLU, état des lieux	7
b.	Effet de la modification	7
III.	Approche environnementale	10
	Evaluation des incidences Natura 2000	12

I. Cadre de la procédure et présentation du document d'urbanisme local

I.1 Le document de planification local

Afin de prendre en compte les dispositions réglementaires de la loi SRU et de la loi Grenelle, le conseil municipal a prescrit la révision générale du Plan d'occupation des Sols (POS) en PLU en février 2011. Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Donzère a été approuvé le 03 mars 2012, il succède au POS de 1991.

Afin de tenir compte des évolutions de son territoire, le PLU a fait l'objet :

- d'une révision simplifiée approuvée le 27 février 2014
- d'une première modification approuvée le 11 mars 2016
- d'une modification simplifiée en date du 22 février 2017

Rappel des objectifs du PLU :

Dans le respect des textes réglementaires de référence, le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Donzère, fixe les conditions d'un développement harmonieux et durable de son territoire. Cette ambition s'exprime au travers de 5 objectifs fondamentaux explicités et déclinés au Projet d'aménagement et de Développement Durables :

3

Les 5 grandes orientations du PLU de Donzère

Orientation n°1

Soutenir la dynamique démographique et répondre aux besoins de logements en veillant aux enjeux de diversité de l'habitat

Orientation n°2

Favoriser une urbanisation structurée en plaine et maîtrisée au nord du centre-bourg

Orientation n°3

Poursuivre le développement et la diversification du tissu économique local

Orientation n°4

Organiser les déplacements à l'échelle de la Ville et du bassin de mobilité

Orientation n°5

Valoriser l'environnement et le cadre de vie

La présente procédure vise à concrétiser l'orientation n°4 du projet de territoire Donzérois.

I.2 contexte de la procédure

Dans le respect de son projet de territoire retranscrit au PADD, et notamment sur le volet économique, la Commune initie la seconde modification du PLU afin de poursuivre le développement et la diversification de la zone économique des Eoliennes située au Nord du territoire.

Cette procédure s'inscrit dans la poursuite de la première modification et suivant une même ambition : **renforcer l'appareil industriel et artisanal de la Commune pour garantir sa vitalité économique.**

I.3 Object de la modification

La seconde modification du PLU de Donzère est focalisée sur un objet unique visant à créer un second secteur UEa (existant par ailleurs) sur la zone des Eoliennes actuellement classé en zone Ue.

La modification menée dans le respect des articles L153-36 et suivants du code de l'Urbanisme a pour objet de permettre l'implantation d'une nouvelle entreprise sur ce pôle économique de premier rang.

Elle s'inscrit en parfaite cohérence avec les évolutions récentes de la ZA des éoliennes, dans l'objectif constant et durable de compléter le principal site économique de la Commune.

II. Présentation de la modification

II.1 Présentation du secteur

4

a. Localisation

Le secteur visé par la modification se positionne au sein de la Zone d'activités des Eoliennes au Nord du territoire communal. Il couvre une superficie de 8.7 hectares en entrée de zone, sur des terrains à ce jour libres de toute construction.



Localisation à l'échelle de la Commune



b. Contexte situationnel :

La zone d'activités est encadrée par l'Autoroute A 7 à l'Est et la RN7 à l'Ouest. La présence de ces deux infrastructures majeures participe à la délimitation claire de la zone d'activités en dehors de tout usage résidentiel.

Eloignée du centre bourg de Donzère, la zone est très peu fréquentée en dehors des activités en place (pas de perméabilité fonctionnelle immédiate avec des zones résidentielles).

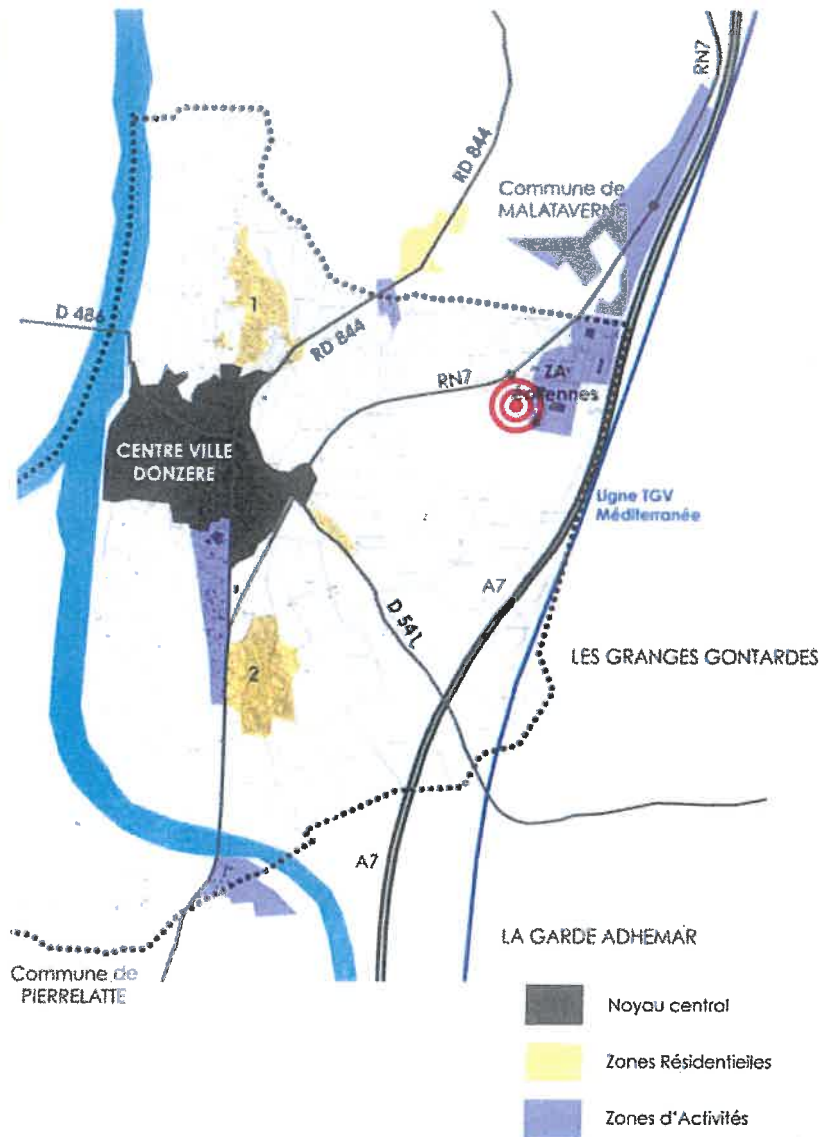
c. Contexte urbain :

Environnement urbain :

Il s'agit d'une zone dédiée au monde économique regroupant à ce jour 9 entreprises au sein d'une zone équipée et structurée parfaitement desservie.

Les zones d'habitats agglomérées les plus proches sont distantes de 2 km de la ZA ; le centre ville est quant à lui éloigné de 2.5km.

d. Contexte économique :



Parc économique

La commune de Donzère, recense 2 zones économiques majeures : la zone industrielle des Eoliennes et la zone artisanale des Gresses. A titre second, l'ancienne chocolaterie d'Aiguebelle a été aménagée en zone d'activités tertiaire.

La zone d'activités des Eoliennes située à la sortie Sud de Montélimar (A7) se développe sur une superficie de 73 hectares, dont 35 sont actuellement occupés.

La modification porte exclusivement sur le secteur des éoliennes.

e. Equipements du secteur

Voirie et accès

Le site est aisément accessible depuis la RN7 via un aménagement routier spécifiquement créé et dimensionné, elle-même reliée à l'autoroute A7 (échangeur Montélimar sud).

Réseaux

L'ensemble de la ZA dispose d'un niveau complet d'équipement (eaux, assainissement, électricité) qui a notamment motivé son classement en zone Ue au PLU, dans le respect du code de l'urbanisme.

► Par ses qualités situationnelles, une excellente accessibilité, un niveau d'équipement complet et adapté, une identité affirmée, la ZA des éoliennes participe à la vitalité économique de la Commune et doit en tant que telle être renforcée.

Ces qualités ainsi que l'éloignement aux zones résidentielles comme du centre bourg en font un espace particulièrement propice à l'implantation de tous types d'activités sans créer de nuisances sur le cadre de vie des donzerois.

II.2 Nature de la modification et justification

a. Présentation de la modification

En tant que pôle économique majeur de la Commune, la Zone d'activités doit permettre l'accueil de nouvelles entreprises pour en assurer le dynamisme, le développement voire le renouvellement. A ce titre et afin de concrétiser le projet de territoire Donzérois, la Commune souhaite élargir le champ d'implantation des Installations Classées pour l'Environnement (ICPE) sur une partie de la zone Ue des éoliennes et cela afin de répondre à une demande identifiée. Cette orientation nouvelle sur ce site s'avère particulièrement adaptée à la ZA des éoliennes :

- Espace économique confiné entre les infrastructures routières qui la borde, et site parfaitement desservi
- Espace éloigné de toute zone d'habitat et inhibant de fait d'éventuelles nuisances aux habitants
- Unité fonctionnelle dédiée à renforcer, dans la continuité des récentes adaptations du PLU dont la modification de l'orientation et de programmation relative à l'extension de la zone d'activités des Eoliennes et du règlement de zone AUem introduisant la possibilité d'accueillir tous types d'ICPE (déclaration, enregistrement, autorisation).

Il s'agit d'une évolution positive d'un secteur d'emprise limitée au regard de la totalité de la zone pour tendre vers une densification et une diversification de ce poumon économique. Elle permettra de compléter le tissu économique local dans le respect des logiques fonctionnelles actuelles comme futures retranscrites dans le PLU (PADD et OAP). Elle permettra d'inciter des activités nouvelles à venir s'implanter afin de compléter la trame urbaine.

b. Ce que prévoit et permet le PLU, état des lieux

Zonage et règlement

La présente modification concerne exclusivement la ZA des éoliennes dont le zonage et le règlement sont explicitement destinés à l'accueil d'activités diverses (Zone Ue).

Extrait du règlement du PLU p42 :

La zone Ue est destinée principalement à des activités de natures diverses : artisanat, bureaux, entrepôts, commerces et industries.

L'ensemble de la ZA bénéficie d'un zonage homogène permettant à tout type d'activité de s'y installer, exception faite des ICPE soumis à autorisation. Une zone AUem en extension directe de la ZA permettra un développement ultérieur de ce parc économique à fort rayonnement encadré par une orientation d'aménagement et de programmation.

c. Effet de la modification

La modification a une portée mineure sur le PLU, seul le plan de zonage est modifié à l'occasion de la seconde modification avec la mutation de 8.7 ha de zone Ue en secteur Uea. Le zonage Uea existant par ailleurs sur le territoire, permet la même diversité économique que la zone Ue, la différenciation de zonage se base sur le règlement qui permet en secteur Uea l'implantation d'ICPE de toutes catégories y compris celles soumises à autorisation en complément des autres catégories permises.

Le règlement de secteur Uea précise que :

*« - dans le secteur Uea, sont autorisées les installations classées soumises à déclaration, à enregistrement et à autorisation **à condition** que leur présence n'entraîne aucune inconvénient pour le voisinage et que soient mises en œuvre toutes les dispositions utiles pour les rendre compatibles avec le milieu environnant ; » (extrait du règlement p43).*

A titre de rappel, les ICPE sont catégorisées en fonction des volumes d'activités ou des puissances et des substances utilisées. Les ICPE soumis à autorisation font l'objet d'une demande d'autorisation d'exploiter instruite par les services de l'Etat. Dans le cas d' ICPE soumise à autorisation, les travaux ne peuvent pas être exécutés avant que le préfet ait pris l'arrêté d'autorisation.

Les choix de délimitation du secteur ont été faits dans un souci de cohérence :

- création d'un secteur en entrée de zone sans délaissé de zonage inexploitable,
- création d'une unité foncière confortable permettant un spectre large d'activité
- dans prolongement direct de la zone AUem (zone de développement futur) qui vise un développement plus diversifié (tous types d'ICPE admis) avec des hauteurs plus importantes.

Ainsi sur le site 3 zonages économiques coexistent pour atteindre les objectifs de développement escompté pour la ZA. Les zonages possèdent des distinctions réglementaires permettant une meilleure diversité d'usage et de forme.

Dans le respect de l'article L153-31 (extrait ci-dessous) et L153-36, la modification n°2 **n'aura pas pour effet de :**

« 1° changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

2° réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

4° d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier. »

La procédure est donc parfaitement adaptée à son objet.

Extrait de plan de zonage ZA des Eoliennes AVANT MODIFICATION



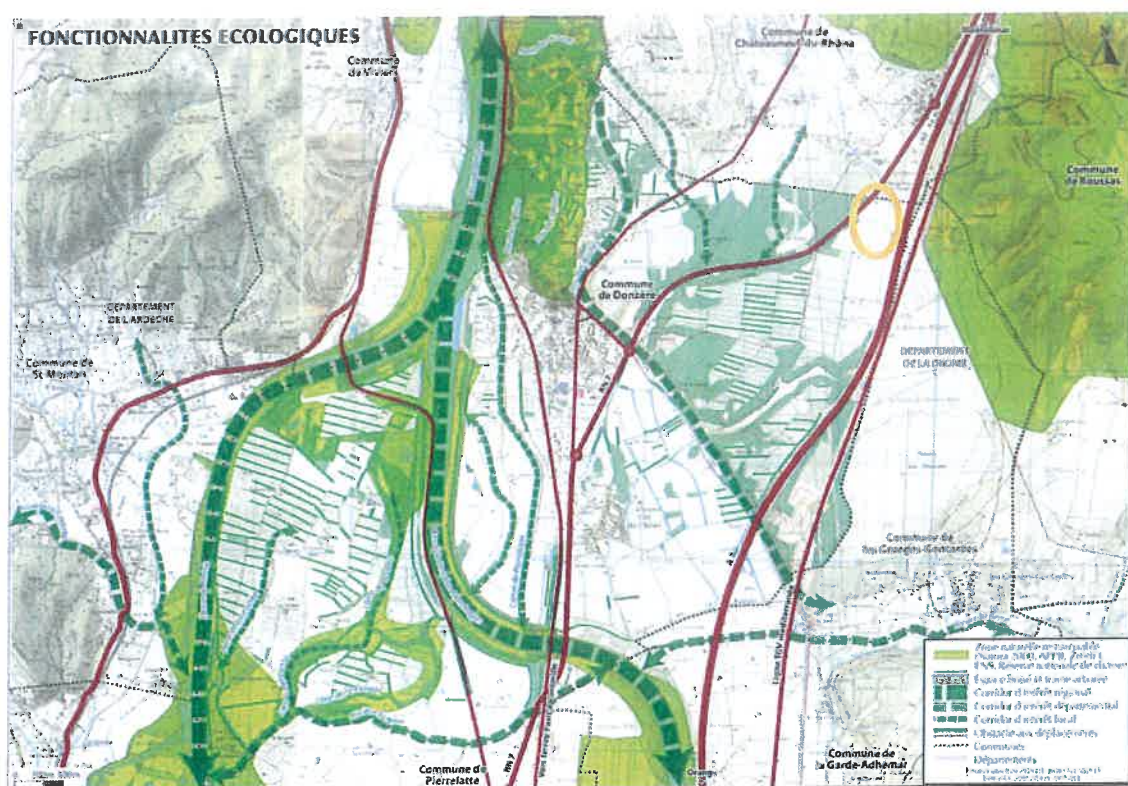
Extrait de plan de zonage ZA des Eoliennes APRES MODIFICATION



10

Modification unique :
8.7 hectares de zone Ue mute en secetur Ueo
Parcelles concernées par le changement de zonage : C 1795, 1793, 1814,
1815, 1797

Mai 2017



Cartographie issue du rapport de présentation du PLU approuvé en mars 2012 (partie 2 état initial de l'environnement)

12

Evaluation des incidences Natura 2000

La commune de Donzère est concernée par le **Site d'Intérêt Communautaire « milieux alluviaux du Rhône aval » FR 8201677 (arrêté du 17 octobre 2008)**.

On notera également la présence **Site d'Intérêt Communautaire des « Sables du Tricastin » (FR8201676)** hors limite communale.

Les séparations géographiques et écologiques (pas de corridor identifié reliant la zone d'étude et le SIC) ainsi que la présence d'infrastructure de transport partitionnant l'espace, permettent de préjuger de l'absence d'incidences sur les sites d'intérêt communautaire.

I - Rapport de présentation complémentaire

Modifie la pièce n°1 du PLU : Rapport de présentation

1- Nature de modification proposée, justification et description

1. Modification et/ou suppression de certains emplacements réservés

1.1 Nature de la modification

La commune souhaite supprimer les deux emplacements réservés suivants :

- ✓ Suppression de l'emplacement réservé n°15, entre l'avenue Jean Moulin et la route des Barrages (lieu-dit Chocolaterie), destiné à la « Création d'une voie de desserte » (3000 m²) et dont le bénéficiaire est la commune,
- ✓ Suppression de l'emplacement réservé n°29, au lieu-dit Ferminas le bas, destiné à une « Maison de l'environnement et aménagements paysagers » (5500 m²) et dont le bénéficiaire est la commune.

1.1.2 Justification de la modification

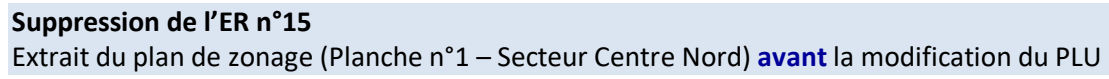
La suppression des emplacements réservés n°15 et n°29 est justifiée par le fait que la Commune ne souhaite plus porter ces projets.

1.1.3 Description de la modification

La suppression des emplacements réservés (ER) n°15 et n°29 est transcrite sur le plan de zonage n°1 du PLU en vigueur (voir les cartes ci-après : AVANT et APRES modification).

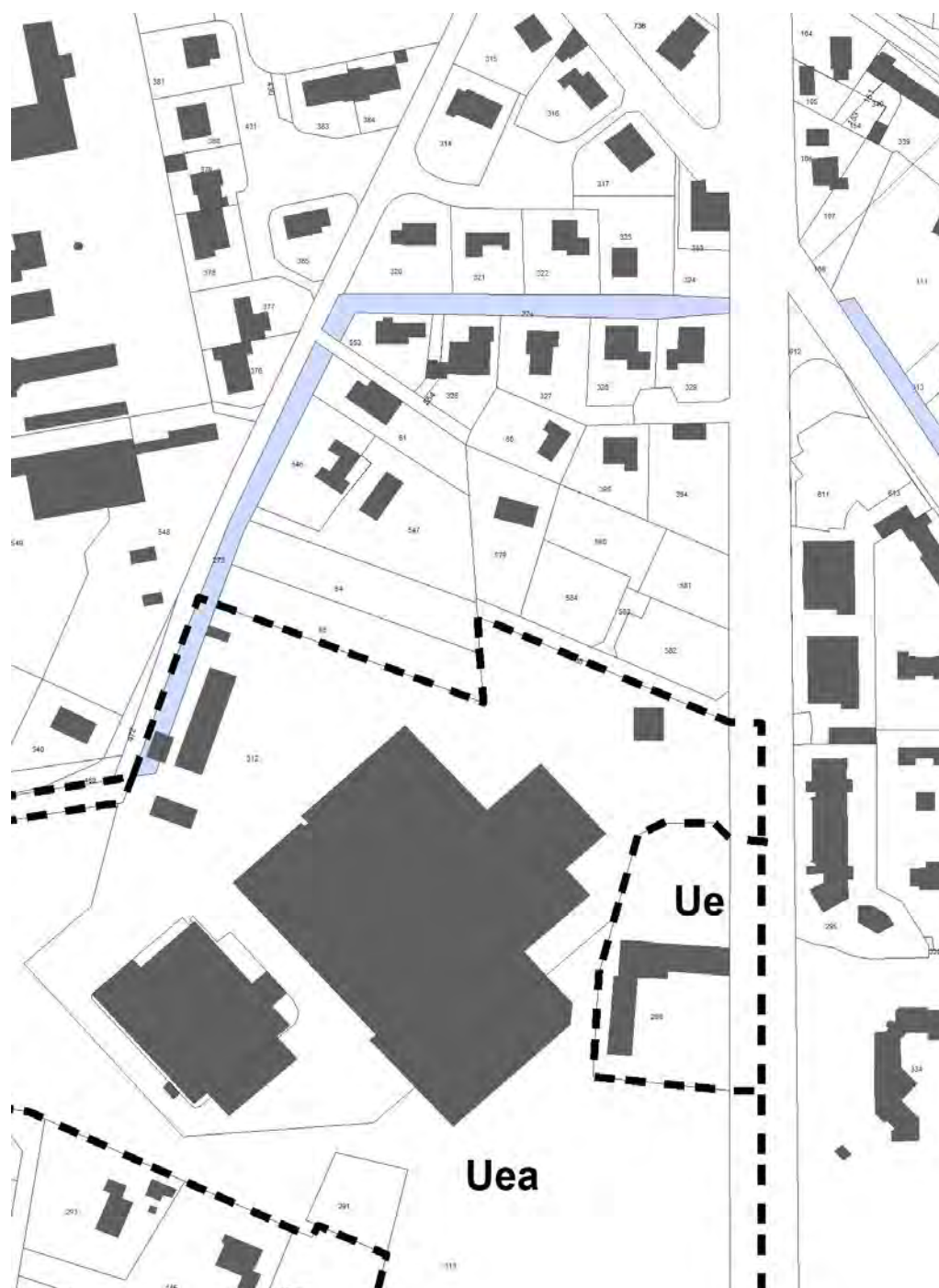
Suppression de l'ER n°15
Extrait du plan de zonage (Planche n°1 – Secteur Centre Nord) **avant** la modification du PLU

Suppression de l'ER n°15
Extrait du plan de zonage (Planche n°1 – Secteur Centre Nord) **avant** la modification du PLU



Suppression de l'ER n°15

Extrait du plan de zonage (Planche n°1 – Secteur Centre Nord) **après** la modification du PLU



Suppression de l'ER n°29

Extrait du plan de zonage (Planche n°1 – Secteur Centre Nord) **avant** la modification du PLU



Suppression de l'ER n°29

Extrait du plan de zonage (Planche n°1 – Secteur Centre Nord) **après** la modification du PLU



2. Modification des conditions de desserte des terrains (article 3) des zones à urbaniser afin d'adapter la largeur minimum des voies ouvertes à la circulation

2.1 Nature de la modification

La Commune souhaite modifier la rédaction de l'article 3 des zones AUc, AUd et AUe afin de réduire la largeur minimum des plates-formes des voies nouvelles ouvertes à la circulation. Le règlement impose actuellement une plate-forme d'au moins 8 mètres. Le règlement du PLU, après modification, permet d'adapter cette règle générale à des cas particuliers.

2.2 Justification de la modification

Le règlement actuel du PLU impose une plate-forme de 8 mètres lors de la création de voies nouvelles ouvertes à la circulation. La notion de plate-forme intègre la bande de roulement ainsi que ses dépendances (trottoirs, bandes cyclables, mobilier urbain, etc.). Or il apparaît qu'une plate-forme de 8 mètres dans les zones AUc, AUd et AUe AUd est surdimensionnée au regard des caractéristiques de certaines opérations (taille limitée de l'opération, topographie contrainte de certains sites, etc.). Il apparaît dès lors nécessaire à la Commune de permettre d'adapter cette règle générale à des cas particuliers, en fonction des caractéristiques de chaque opération, de manière coordonnée entre le porteur de projet et les services compétents de la Collectivité.

2.3 Description de la modification

Le § 2) de l'article 3 (CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC) des zones AUc, AUd et AUe a été modifié en conséquence.

Rédaction de l'article 3 des zones AUc, AUd et AUe **avant** la modification du PLU

«Toute voie nouvelle ouverte à la circulation automobile doit être réalisée avec une plate-forme d'au moins 8 mètres de largeur ; [...] ».

Rédaction de l'article 3 des zones AUc, AUd et AUe **après** la modification du PLU

«Toute voie nouvelle ouverte à la circulation automobile doit être réalisée avec une plate-forme d'au moins 8 mètres de largeur. **Toutefois, lorsque les caractéristiques de certaines opérations (taille limitée de l'opération, topographie contrainte de certains sites, etc.) le justifient, la largeur de la plate-forme pourra être inférieure à 8 mètres, tout en respectant une largeur minimum de 4 mètres ; [...] ».**

2- Incidences de la modification sur l'environnement

2.1 Approche globale

Les modifications apportées dans le cadre de la modification simplifiée n°1 du PLU n'ont pas d'incidences sur l'environnement. Les dispositions contenues dans le dossier de modification simplifiée n°1 du PLU ne modifient pas le PADD et permettent donc de répondre aux objectifs de développement durable énoncés à l'article L101-2 du code de l'urbanisme.

Rappel de l'article L101-2 du code de l'urbanisme

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

2.2 Approche par modification apportée

MODIF. 1 / Suppression de deux emplacements réservés dans le plan de zonage

Enjeu environnemental		Incidences sur l'environnement
Climatologie	▪	Absence d'impact
Relief	▪	Absence d'impact
Géologie	▪	Absence d'impact
Qualité de l'air	▪	Absence d'impact
Eaux souterraines	▪	Absence d'impact
Eaux superficielles	▪	Absence d'impact
Risque inondation	▪	Absence d'impact
Milieu naturel	▪	Absence d'impact
Patrimoine culturel	▪	Absence d'impact
Cadre paysager	▪	Absence d'impact
Réseaux	▪	Absence d'impact
Gestion des déchets	▪	Absence d'impact
Consommation d'énergie	▪	Absence d'impact
Agriculture	▪	Absence d'impact
Bruit	▪	Absence d'impact

→ Compte-tenu du fait que la suppression des emplacements réservés n°115 et n°29 est justifiée par le fait que la commune ne souhaite plus mettre en œuvre les aménagements prévus car ils ne correspondent plus aux besoins de la collectivité, il n'y a pas d'impact négatif sur l'environnement.

Enjeu environnemental		Incidences sur l'environnement
Climatologie	▪	Absence d'impact
Relief	▪	Absence d'impact
Géologie	▪	Absence d'impact
Qualité de l'air	▪	Absence d'impact
Eaux souterraines	▪	Absence d'impact
Eaux superficielles	▪	Absence d'impact
Risque inondation	▪	Absence d'impact
Milieu naturel	▪	Absence d'impact
Patrimoine culturel	▪	Absence d'impact
Cadre paysager	▪	Absence d'impact
Réseaux	▪	Absence d'impact
Gestion des déchets	▪	Absence d'impact
Consommation d'énergie	▪	Absence d'impact
Agriculture	▪	Absence d'impact
Bruit	▪	Absence d'impact

→ La modification de l'article 3 des zones AUc, AUd et AUe afin de réduire, dans certains cas, la largeur minimum des plates-formes des voies nouvelles ouvertes à la circulation n'a pas d'impact négatif puisque la nouvelle rédaction permet à la fois de garantir la sécurisation des déplacements (bande de roulement d'au moins 4 mètres de largeur) tout en limitant la consommation d'espace (la largeur initiale d'une plate-forme d'au moins 8 mètres étant dans certains cas surdimensionnée).

2.3 – Approche liée à la prise en compte des documents stratégiques

2.3.1 La prise en compte du PLH

La Commune de Donzère n'est pas couverte par un PLH.

2.3.2 La prise en compte du Plan de Déplacements Urbains (PDU)

La Commune de Donzère n'est pas couverte par un PDU.

2.3.3 La prise en compte du Schéma de cohérence territoriale (SCOT)

La Commune de Donzère n'est pas couverte par un SCOT.

2.3.4 La prise en compte du SDAGE Rhône Méditerranée

Les modifications envisagées dans le cadre de la présente modification simplifiée du PLU s'inscrivent dans le respect des 9 orientations fondamentales du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône Méditerranée 2016-2021.

2.4 La prise en compte du PLU

2.4.1 Le rapport de présentation

Les modifications apportées sont présentées et justifiées dans le présent rapport de présentation complémentaire au rapport de présentation du PLU en vigueur.

2.4.2 Le règlement écrit

Le règlement écrit est modifié conformément aux points présentés précédemment (voir les § « Nature des modifications proposées et justification »).

2.4.3 Le plan de zonage

Le plan de zonage est modifié conformément aux points présentés précédemment (voir les § « Nature des modifications proposées et justification »).

2.4.4 Les autres pièces du PLU

Les autres pièces du PLU ne sont pas modifiées.

Rappel : les évolutions liées à la modification simplifiée n°1 du PLU s'inscrivent dans le cadre de l'économie générale du PADD (Projet d'aménagement et de développement durables) puisque toutes répondent aux objectifs et aux orientations énoncés dans le PADD.

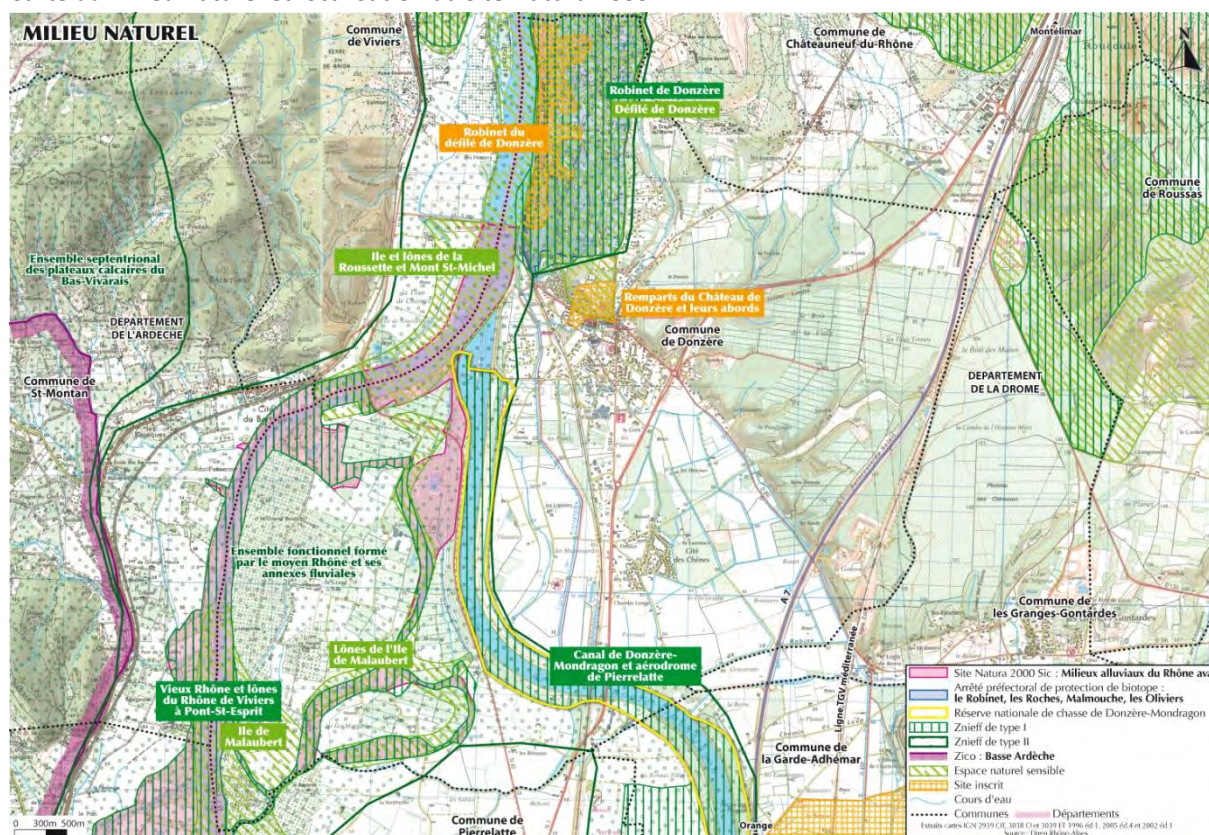
2.5 La prise en compte du site Natura 2000

La commune de Donzère comporte une partie du Site d'Importance Communautaire dénommé « Milieux alluviaux du Rhône aval » référencé FR8201677, inscrit dans le réseau Natura 2000, suivant proposition de la France à l'Europe en avril 2002.

Ce site de 2 112 hectares s'étend pour 56 % sur le département de la Drôme et 44 % sur celui de l'Ardèche. Sur la commune de Donzère, il comporte le lit majeur du Rhône depuis la sortie du défilé du Robinet avec une étroite bande de terres en jonction, au niveau des îles de Margerie, vers la rive ouest du canal de Donzère à Mondragon qu'il englobe.

Le site abrite une grande diversité de milieux : forêt alluviale, forêt mixte, prairies à molinie, pelouses calcaires,... Le site abrite ainsi 3 habitats d'intérêt communautaire prioritaires et est intéressant pour un grand nombre d'invertébrés, de poissons et de mammifères (dont la loutre et le castor).

Carte du milieu naturel et localisation du site Natura 2000



Sur la commune, le site englobe les milieux localisés en bordure du Rhône, mais également les différentes annexes fluviales (lône Caderousse, lône du Bayard, lône de Saint-Ferréol) localisées dans la plaine.

Compte-tenu de la nature et de la localisation des modifications envisagées dans le cadre de la présente modification simplifiée du PLU, celles-ci ne sont donc pas de nature à affecter le site Natura 2000 « Milieux alluviaux du Rhône aval ».

I - Rapport de présentation complémentaire

Modifie la **pièce n°1 du PLU** : Rapport de présentation

1. Nature des modifications proposées, justification et description

1.1 Suppression / réduction de six emplacements réservés dans le plan de zonage

1.1.1 Nature de la modification

La commune souhaite supprimer les cinq emplacements réservés suivants :

- ✓ Suppression totale de l'emplacement réservé n°10, au lieu-dit Ferminas le bas, destiné à l'« aménagement d'un giratoire et des accès » (4 180 m²) et dont le bénéficiaire est la commune,
- ✓ Suppression totale de l'emplacement réservé n°11, au lieu-dit Ferminas le bas, destiné à une « voie de desserte » (1 900 m²) et dont le bénéficiaire est la commune,
- ✓ Suppression totale de l'emplacement réservé n°12, au lieu-dit Le Devois, destiné à la « création d'un gymnase » (13 000 m²) et dont le bénéficiaire est la commune,
- ✓ Suppression totale de l'emplacement réservé n°13, au lieu-dit Pradas, destiné au « réaménagement de la desserte et création de stationnements » (1 260 m²) et dont le bénéficiaire est la commune,
- ✓ Suppression totale de l'emplacement réservé n°28, au lieu-dit Pradas, destiné au « stationnement et équipement public d'animation » (6 500 m²) et dont le bénéficiaire est la commune.

Elle souhaite en outre réduire l'emprise de l'emplacement réservé n°14, au lieu-dit Pradas, destiné à l'« Aménagement d'un bassin de gestion des eaux pluviales » et dont le bénéficiaire est la commune. L'emprise de l'ER n°14 passera de 3 000 m² à 1 500 m²,

1.1.2 Justification de la modification

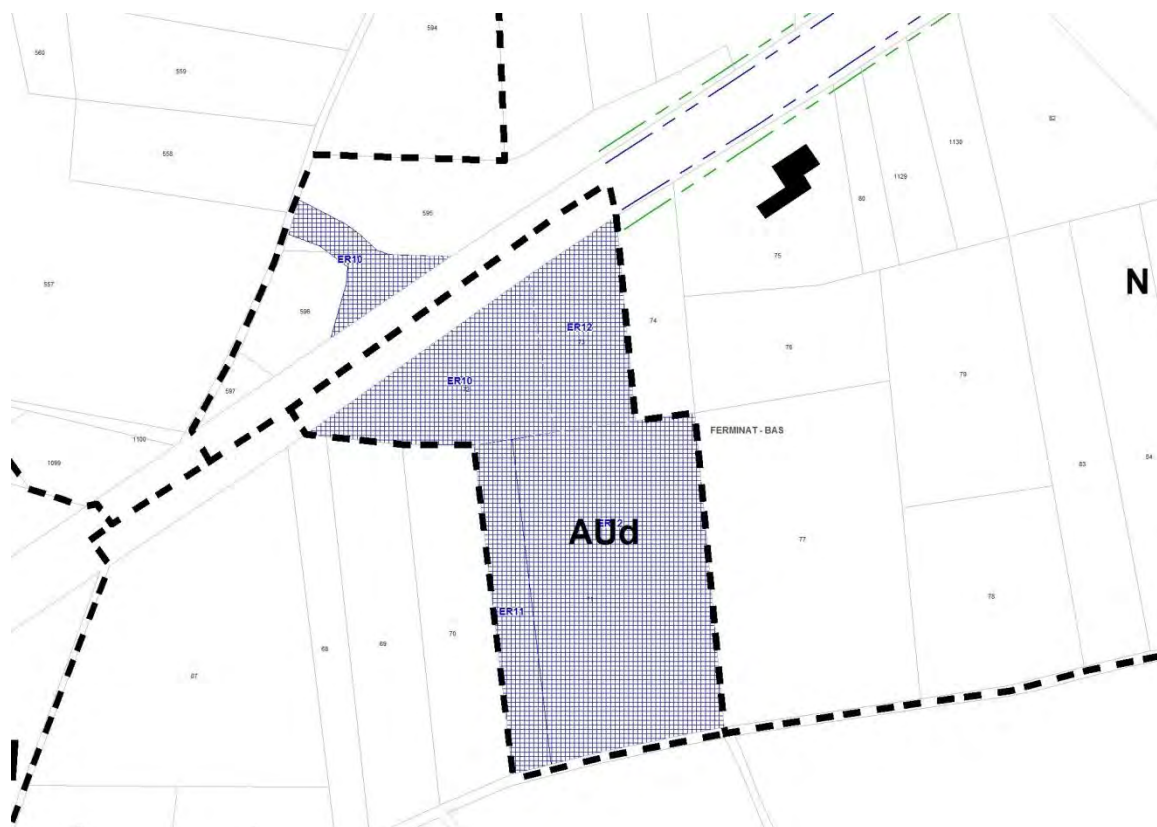
La suppression des emplacements réservés n°10, 11, 12, 13 et 28 est justifiée par le fait que les terrains sont devenus une propriété communale et/ou sont en cours d'acquisition.

La réduction de l'emprise de l'emplacement réservé n°14 se justifie par le fait que le bassin prévu initialement couvrira une emprise moins importante.

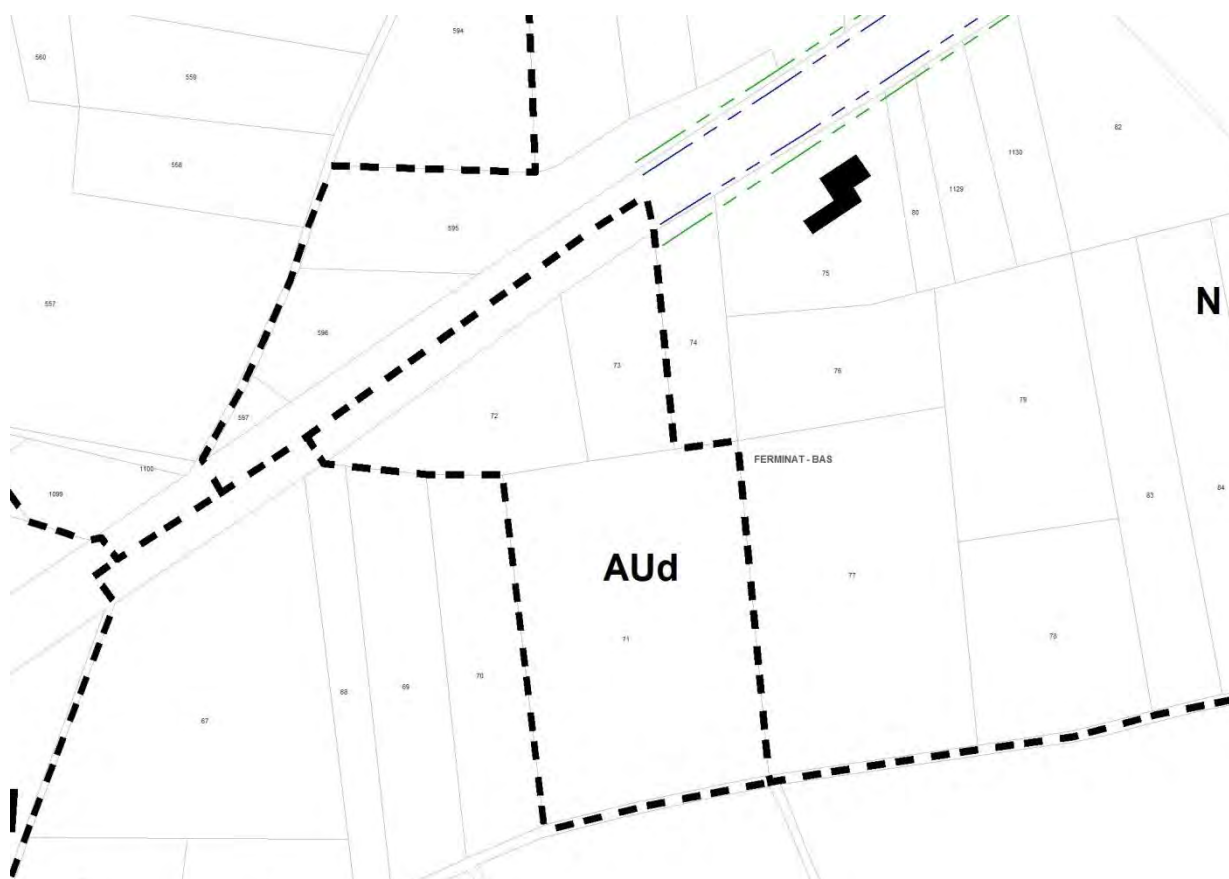
1.1.3 Description de la modification

La suppression des emplacements réservés (ER) n°10, 11, 12, 13 et 28 ainsi que la réduction de l'emprise de l'ER n°14 est transcrite sur le plan de zonage n°1 du PLU en vigueur (voir les cartes ci-après : AVANT et APRES modification).

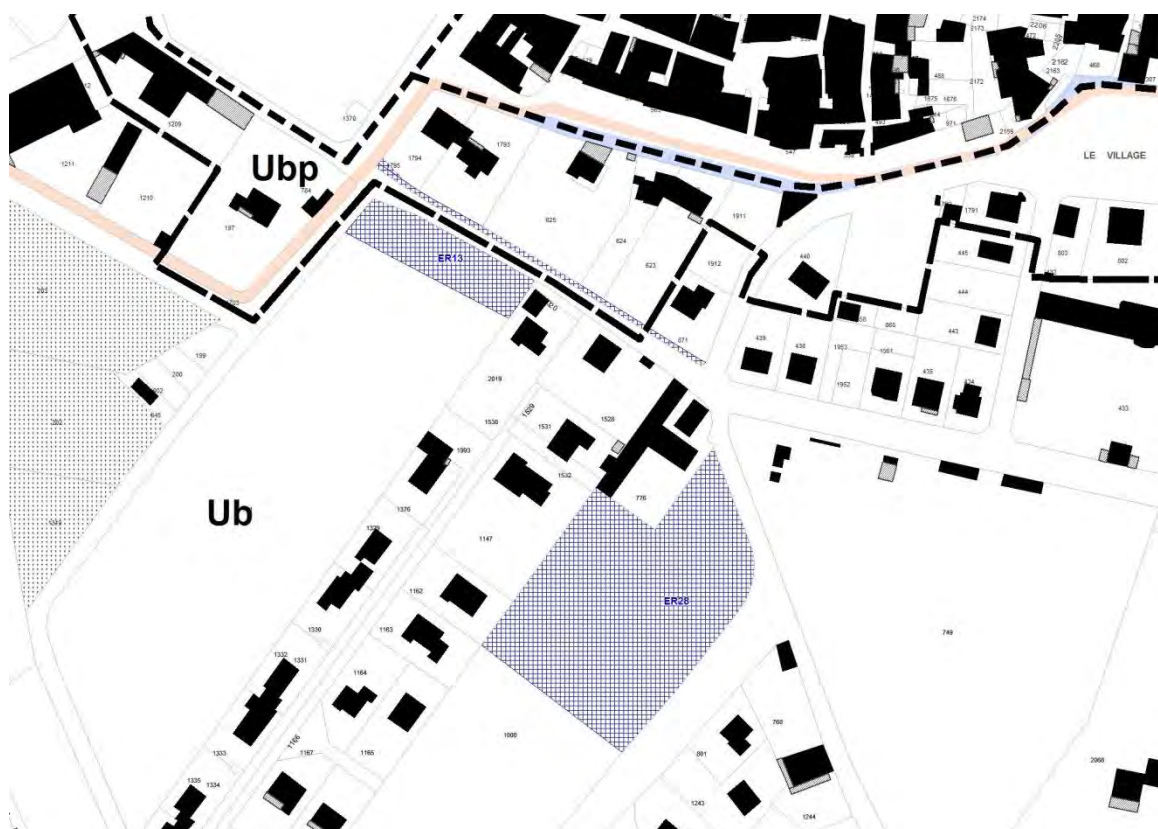
Suppression des ER n°10, 11 et 12 / Zonage **AVANT** la modification
(Extrait de la planche n°1)



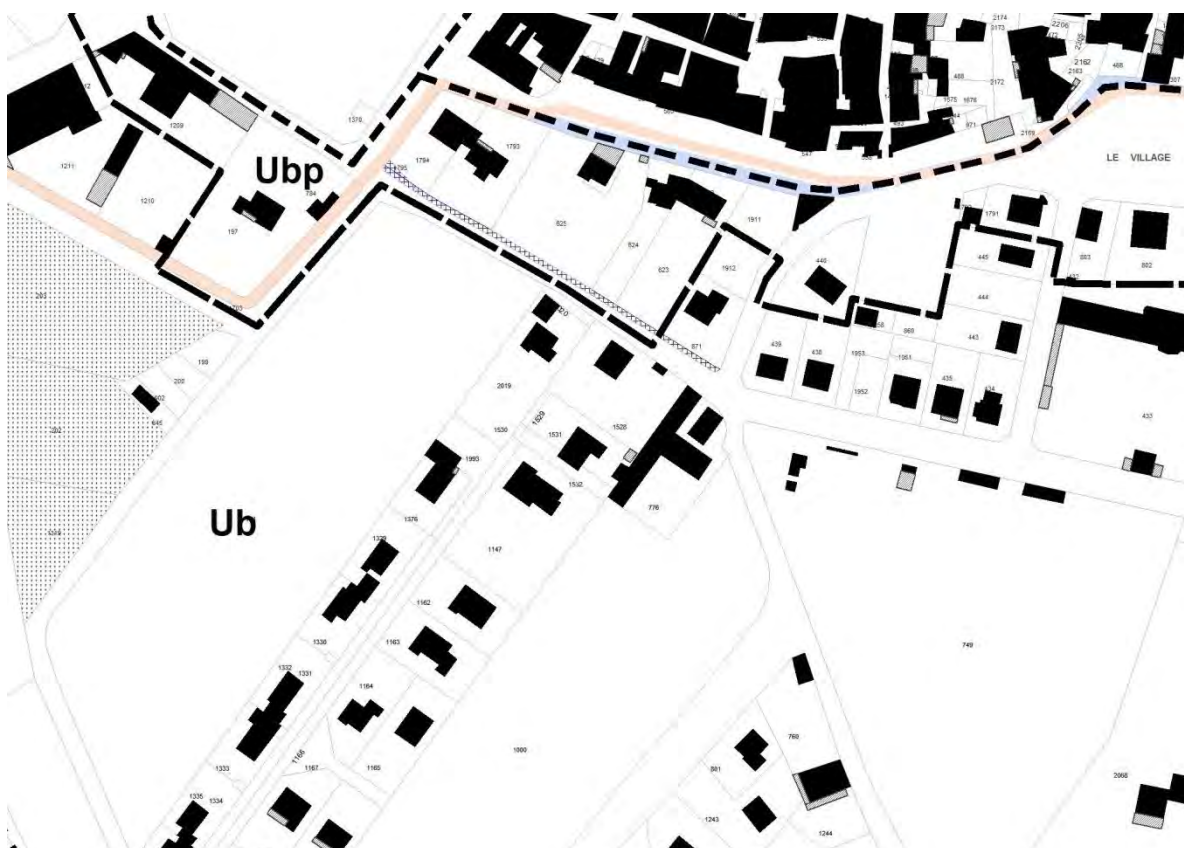
Suppression des ER n°10, 11 et 12 / Zonage **APRÈS** la modification
(Extrait de la planche n°1)



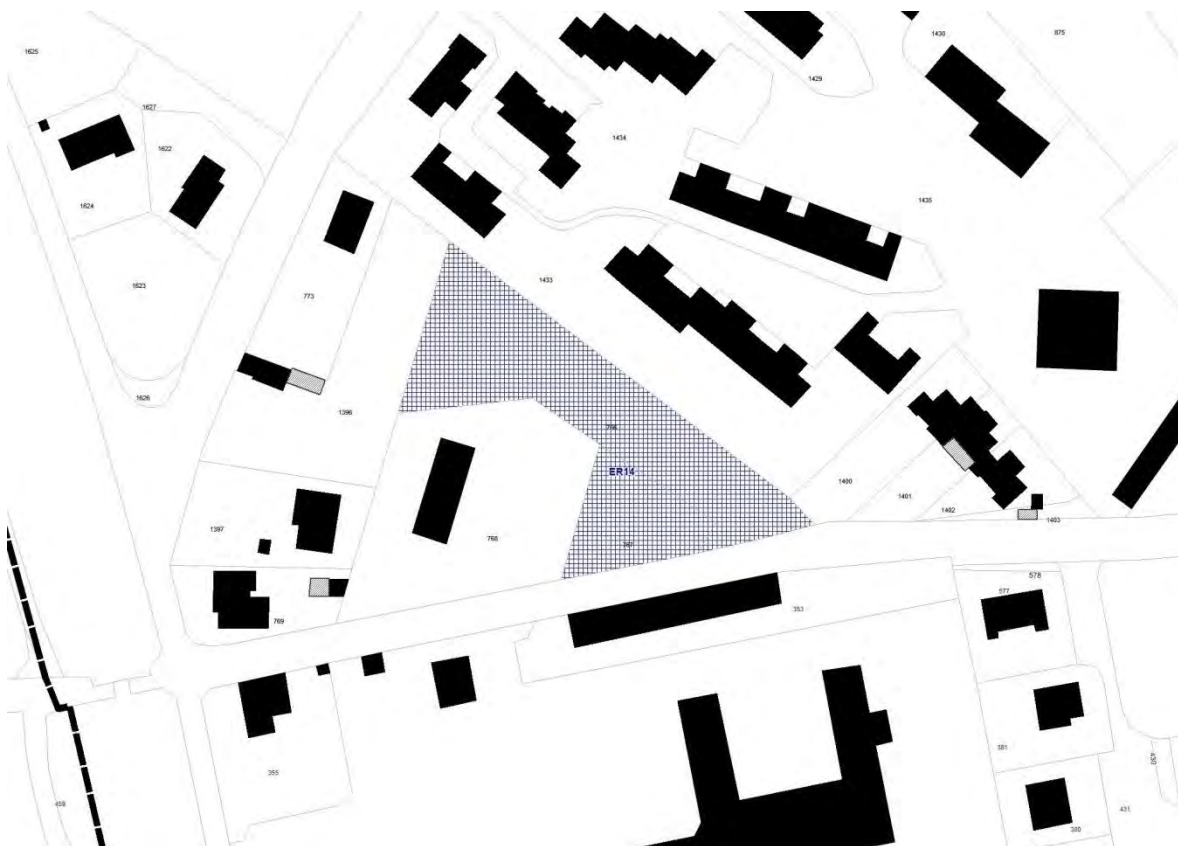
Suppression des ER n°13 et 28 / Zonage **AVANT** la modification
(Extrait de la planche n°1)



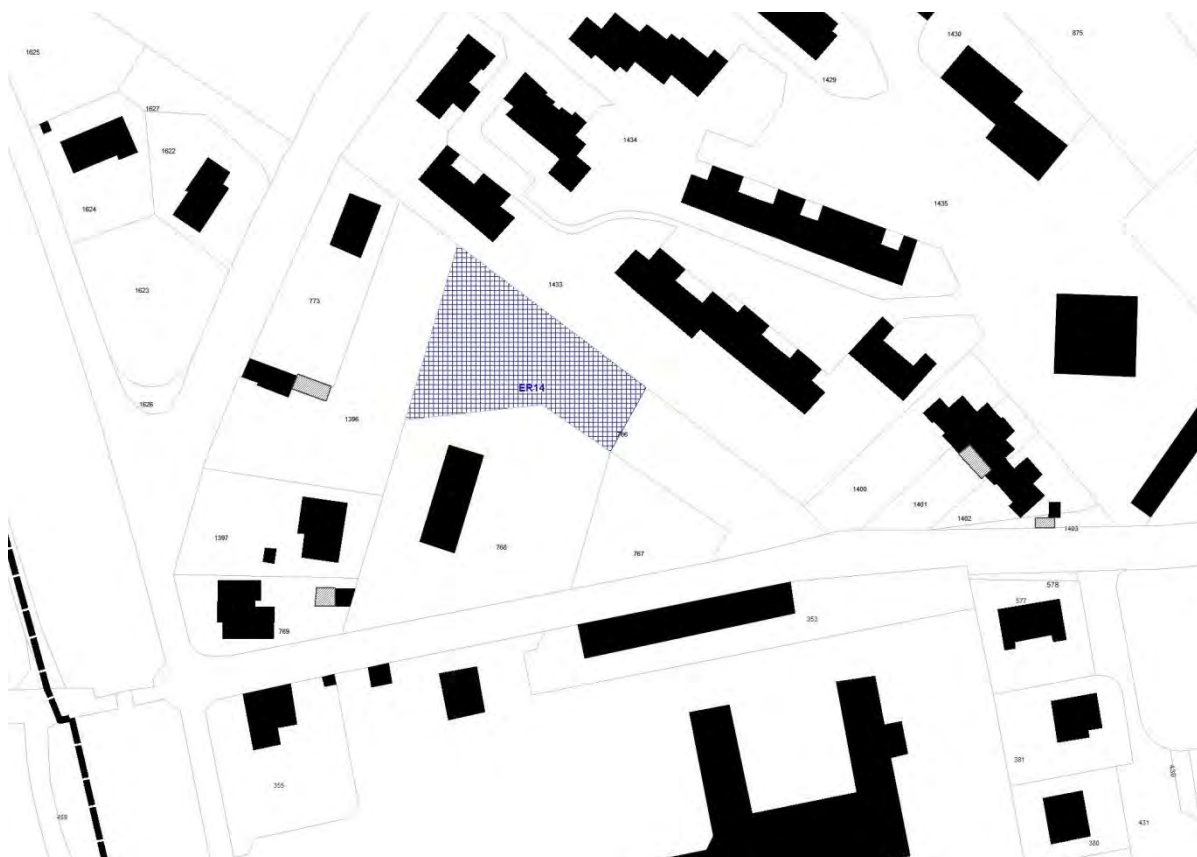
Suppression des ER n°13 et 28 / Zonage **APRÈS** la modification
(Extrait de la planche n°1)



Réduction de l'emprise de l'ER n°14 / Zonage AVANT la modification
(Extrait de la planche n°1)



Réduction de l'emprise de l'ER n°14 / Zonage APRÈS la modification
(Extrait de la planche n°1)



Liste des emplacements réservés figurant au plan de zonage AVANT la modification
(Extrait de la planche n°1)

Liste des emplacements réservés

Número	Localisation	Affectation	Bénéficiaire du droit de réservation	Superficie approximative
ER 1	Bouchillons (nord)	Création d'un cheminement doux	Commune	1 350 m ²
ER 2	Bouchillons (nord)	Création d'une voie de desserte	Commune	800 m ²
ER 3	Les Riailles	Elargissement de la voie de desserte	Commune	525 m ²
ER 4	Les Riailles	Bassin de gestion des eaux pluviales	Commune	1 600 m ²
ER 5	Les Riailles - D144	Création d'un cheminement doux	Commune	1 100 m ²
ER 6	Les Riailles - D144	Création d'un cheminement doux	Commune	760 m ²
ER 7	Le Molard	Aménagement paysager en lien avec l'entité archéologique (villa, nécropole, ferme)	Commune	1 600 m ²
ER 8	Chevières-Bas à Coudouly	Création d'une voie de desserte	Commune	18 900 m ²
ER 9	N7, la Vialle nord	Aménagement d'un giratoire	Commune	19 000 m ²
ER 10	D844, Ferminas le bas	Aménagement d'un giratoire et des accès	Commune	4 180 m ²
ER 11	D844, Ferminas le bas	Voie de desserte	Commune	1 900 m ²
ER 12	Le Devois	Création d'un gymnase	Commune	13 000 m ²
ER 13	Pradas	Réaménagement de la desserte et création de stationnements	Commune	1 260 m ²
ER 14	Pradas	Aménagement d'un bassin de gestion des eaux pluviales	Commune	3 000 m ²
ER 15	Chocolaterie	Création d'une voie de desserte	Commune	3 000 m ²
ER 16	Gresses (sud)	Création d'une voie de desserte	Commune	4 700 m ²
ER 17	Les Kermes	Aménagement d'une aire de jeux	Commune	1 250 m ²
ER 18	Peyraud	Aménagement permettant le passage d'engins pour l'entretien et transformateur	Etat	3 000 m ²
ER 19	ZA Les Eoliennes	Création d'une voie de desserte	Commune	5 500 m ²
ER 20	Le Plan	Elargissement de la voie	Commune	400 m ²
ER 21	Les Moutons	Elargissement de la voie	Commune	320 m ²
ER 22	Les Moutons	Elargissement de la voie	Commune	450 m ²
ER 23	Les Ribières	Elargissement de la voie	Commune	650 m ²
ER 24	Les Roches	Aménagement du sentier	Commune	7 500 m ²
ER 25	Les Roches	Aménagement du sentier	Commune	2 600 m ²
ER 26	Saint-Ferreol	Aménagement d'un espace de loisirs	Commune	240 000 m ²
ER 27	Combelonge	Bassin de régulation des eaux de ruissellement sur le versant de Combelonge	Commune	20 000 m ²
ER 28	Pradas	Stationnement et équipement public d'animation	Commune	6 500 m ²
ER 29	Ferminas le bas	Maison de l'environnement et aménagements paysagers	Commune	5 500 m ²

Liste des emplacements réservés figurant au plan de zonage APRÈS la modification
(Extrait de la planche n°1)

Liste des emplacements réservés

Número	Localisation	Affectation	Bénéficiaire du droit de réservation	Superficie approximative
ER 1	Bouchillons (nord)	Création d'un cheminement doux	Commune	1 350 m ²
ER 2	Bouchillons (nord)	Création d'une voie de desserte	Commune	800 m ²
ER 3	Les Riailles	Elargissement de la voie de desserte	Commune	525 m ²
ER 4	Les Riailles	Bassin de gestion des eaux pluviales	Commune	1 600 m ²
ER 5	Les Riailles - D144	Création d'un cheminement doux	Commune	1 100 m ²
ER 6	Les Riailles - D144	Création d'un cheminement doux	Commune	760 m ²
ER 7	Le Molard	Aménagement paysager en lien avec l'entité archéologique (villa, nécropole, ferme)	Commune	1 600 m ²
ER 8	Chevières-Bas à Coudouly	Création d'une voie de desserte	Commune	18 900 m ²
ER 9	N7, la Vialle nord	Aménagement d'un giratoire	Commune	19 000 m ²
ER 14	Pradas	Aménagement d'un bassin de gestion des eaux pluviales	Commune	1 500 m ²
ER 15	Chocolaterie	Création d'une voie de desserte	Commune	3 000 m ²
ER 16	Gresses (sud)	Création d'une voie de desserte	Commune	4 700 m ²
ER 17	Les Kermes	Aménagement d'une aire de jeux	Commune	1 250 m ²
ER 18	Peyraud	Aménagement permettant le passage d'engins pour l'entretien et transformateur	Etat	3 000 m ²
ER 19	ZA Les Eoliennes	Création d'une voie de desserte	Commune	5 500 m ²
ER 20	Le Plan	Elargissement de la voie	Commune	400 m ²
ER 21	Les Moutons	Elargissement de la voie	Commune	320 m ²
ER 22	Les Moutons	Elargissement de la voie	Commune	450 m ²
ER 23	Les Ribières	Elargissement de la voie	Commune	650 m ²
ER 24	Les Roches	Aménagement du sentier	Commune	7 500 m ²
ER 25	Les Roches	Aménagement du sentier	Commune	2 600 m ²
ER 26	Saint-Ferreol	Aménagement d'un espace de loisirs	Commune	240 000 m ²
ER 27	Combelonge	Bassin de régulation des eaux de ruissellement sur le versant de Combelonge	Commune	20 000 m ²
ER 29	Ferminas le bas	Maison de l'environnement et aménagements paysagers	Commune	5 500 m ²

1.2 Suppression de la réglementation des coefficients d'occupation du sol (COS) dans le règlement écrit

1.2.1 Nature de la modification

La Commune souhaite supprimer la réglementation des coefficients d'occupation des sols (COS).

1.2.2 Justification de la modification

La loi d'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 a modifié l'article L123-1-5 du code de l'urbanisme en supprimant le coefficient d'occupation des sols (COS).

1.2.3 Description de la modification

L'article 14 (COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL) de la zone Uc a été modifié afin de supprimer la référence au COS.

Rédaction de l'article **Uc. 14** avant la modification du PLU

- « - Le coefficient d'occupation du sol est limité à :
- secteur Uc1 : 0,35
 - secteur Uc2 : 0,30
 - secteur Uc3 : non réglementé
- Le coefficient d'occupation du sol n'est pas applicable dans les cas suivants :
- . Travaux de sauvegarde et de restauration de bâtiments anciens dans le cadre du volume bâti existant ;
 - . Travaux de reconstruction après sinistre ;
 - . Travaux de construction ou d'aménagement de bâtiments affectés aux services publics. »

Rédaction de l'article **Uc. 14** après la modification du PLU

« *Obsolète* ».

L'article 14 (COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL) de la zone Ud a été modifié afin de supprimer la référence au COS.

Rédaction de l'article **Ud. 14** avant la modification du PLU

- « - Le coefficient d'occupation du sol est limité à 0,3.
- Il est rappelé que l'ensemble des constructions autorisées au titre de l'article Ud. 1 et de l'article Ud. 2 est soumis à l'article L123-1-1 du code de l'urbanisme qui stipule que « *si une partie a été détachée depuis moins de dix ans d'un terrain dont les droits à construire résultant de l'application du coefficient d'occupation des sols ont été utilisés partiellement ou en totalité, il ne peut plus être construit que dans la limite des droits qui n'ont pas déjà été utilisés* ».
- Le coefficient d'occupation du sol n'est pas applicable dans les cas suivants :
- . Travaux de sauvegarde et de restauration de bâtiments anciens dans le cadre du volume bâti existant ;
 - . Travaux de reconstruction après sinistre ;
 - . Travaux de construction ou d'aménagement de bâtiments affectés aux services publics. »

Rédaction de l'article **Ud. 14** après la modification du PLU

« *Obsolète* ».

L'article 14 (COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL) de la zone AUc a été modifié afin de supprimer la référence au COS.

Rédaction de l'article **AUc. 14 avant** la modification du PLU

« - Le coefficient d'occupation du sol est limité à 0,50
- Le coefficient d'occupation du sol n'est pas applicable dans les cas suivants :
. Travaux de sauvegarde et de restauration de bâtiments anciens dans le cadre du volume bâti existant ;
. Travaux de reconstruction après sinistre ;
. Travaux de construction ou d'aménagement de bâtiments affectés aux services publics. »

Rédaction de l'article **AUc. 14 après** la modification du PLU

« *Obsolète* ».

L'article 14 (COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL) de la zone AUd a été modifié afin de supprimer la référence au COS.

Rédaction de l'article **AUd. 14 avant** la modification du PLU

« - Le coefficient d'occupation du sol est limité à 0,5.
- Le coefficient d'occupation du sol n'est pas applicable dans les cas suivants :
. Travaux de sauvegarde et de restauration de bâtiments anciens dans le cadre du volume bâti existant ;
. Travaux de reconstruction après sinistre ;
. Travaux de construction ou d'aménagement de bâtiments affectés aux services publics. »

Rédaction de l'article **AUd. 14 après** la modification du PLU

« *Obsolète* ».

L'article 14 (COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL) des zones Ua, Ub, Ue, AUe, AU, A et N ont été modifiés afin de supprimer la référence au COS.

Rédaction des articles **Ua.14, Ub.14, Ue.14, AUe.14, AU.14, A.14 et N.14 avant** la modification du PLU

« Non réglementé. »

Rédaction des articles **Ua.14, Ub.14, Ue.14, AUe.14, AU.14, A.14 et N.14 après** la modification du PLU

« *Obsolète* ».

1.3 Modification des articles Ub 3, Uc 3 et Ud 3 du règlement écrit

1.3.1 Nature de la modification

La Commune souhaite modifier la rédaction de l'article 3 des zones Ub, Uc et Ud afin de réduire la largeur minimum des plates-formes des voies nouvelles ouvertes à la circulation. Le règlement impose actuellement une plate-forme d'au moins 8 mètres. Le règlement du PLU, après modification, permet d'adapter cette règle générale à des cas particuliers.

1.3.2 Justification de la modification

Le règlement actuel du PLU impose une plate-forme de 8 mètres lors de la création de voies nouvelles ouvertes à la circulation. La notion de plate-forme intègre la bande de roulement ainsi que ses dépendances (trottoirs, bandes cyclables, mobilier urbain, etc.). Or il apparaît qu'une plate-forme de 8 mètres est surdimensionnée au regard des caractéristiques de certaines opérations (taille limitée de l'opération, topographie contrainte de certains sites, etc.). Il apparaît dès lors nécessaire à la Commune de permettre d'adapter cette règle générale à des cas particuliers, en fonction des caractéristiques de chaque opération, de manière coordonnée entre le porteur de projet et les services compétents de la Collectivité.

1.3.3 Description de la modification

Le § 2) de l'article 3 (CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC) des zones Ub, Uc et Ud a été modifié en conséquence.

Rédaction de l'article 3 des zones Ub, Uc et Ud **avant** la modification du PLU

«Toute voie nouvelle ouverte à la circulation automobile doit être réalisée avec une plate-forme d'au moins 8 mètres de largeur ; [...] ».

Rédaction de l'article 3 des zones Ub, Uc et Ud **après** la modification du PLU

«Toute voie nouvelle ouverte à la circulation automobile doit être réalisée avec une plate-forme d'au moins 8 mètres de largeur. **Toutefois, lorsque les caractéristiques de certaines opérations (taille limitée de l'opération, topographie contrainte de certains sites, etc.) le justifient, la largeur de la plate-forme pourra être inférieure à 8 mètres, tout en respectant une largeur minimum de 4 mètres ; [...] ».**

1.4 Modification de l'article Ub 11 du règlement écrit

1.4.1 Nature de la modification

La Commune souhaite modifier la rédaction de l'article 11 des zones Ub, Uc, Ud, Ue, AUc, AUd et AUe afin de modifier le § 3) relatif à la réglementation des clôtures. Il s'agit de supprimer la disposition suivante : « *Les clôtures en mur plein supérieures à 0,60 mètres doivent respecter un recul de 1 mètre par rapport aux limites du terrain : un traitement végétal constitué d'arbres ou d'arbustes à feuilles persistantes est imposé entre le mur et les limites du terrain pour garantir l'intégration paysagère de la clôture dans son environnement* ».

1.4.2 Justification de la modification

La rédaction du § 3) de l'article 11 des zones Ub, Uc, Ud, Ue, AUc, AUd et AUe soulève une difficulté d'ordre juridique en imposant que « *Les clôtures en mur plein supérieures à 0,60 mètres doivent respecter un recul de 1 mètre par rapport aux limites du terrain [...]* ». En effet, un recul ne peut pas être imposé dans la mesure où **une clôture correspond nécessairement à la limite séparative**, ce qui n'est pas le cas si une marge de recul est rendue obligatoire (CE 29 déc. 1993, Mlle Chan Hin Ying, req. n° 129153).

Cette disposition doit donc être supprimée. En conséquent, la disposition suivante (« Dans le cas éventuel d'une partie en muret plein, la hauteur de celui-ci est limitée à 0,60 mètres ») n'a plus lieu d'être.

1.4.3 Description de la modification

Le §3 de l'article 11 (ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS) des zones Ub, Uc, Ud, Ue, AUc, AUd et AUe a été modifié en conséquence.

Rédaction du §3 de l'article 11 des zones Ub, Uc, Ud, Ue, AUc, AUd et AUe **avant** la modification du PLU

« - Les clôtures en mur plein supérieures à 0,60 mètres doivent respecter un recul de 1 mètre par rapport aux limites du terrain : un traitement végétal constitué d'arbres ou d'arbustes à feuilles persistantes est imposé entre le mur et les limites du terrain pour garantir l'intégration paysagère de la clôture dans son environnement ;
- Dans le cas éventuel d'une partie en muret plein, la hauteur de celui-ci est limitée à 0,60 mètres ».

Rédaction du §3 de l'article 11 des zones Ub, Uc, Ud, Ue, AUc, AUd et AUe **après** la modification du PLU

« - ~~Les clôtures en mur plein supérieures à 0,60 mètres doivent respecter un recul de 1 mètre par rapport aux limites du terrain : un traitement végétal constitué d'arbres ou d'arbustes à feuilles persistantes est imposé entre le mur et les limites du terrain pour garantir l'intégration paysagère de la clôture dans son environnement ;~~
- ~~Dans le cas éventuel d'une partie en muret plein, la hauteur de celui-ci est limitée à 0,60 mètres~~ ».

1.5 Modification des articles Ue 1 et Ue 2 du règlement écrit

1.5.1 Nature de la modification

Le règlement écrit de la zone Ue interdit les installations classées soumises à autorisation (article Ue1) et autorise (article Ue2) les installations classées soumises à déclaration à condition que leur présence soit justifiée par la nécessité de fournir un service à la zone et qu'elles soient compatibles avec la présence des activités économiques situées à proximité. La Commune souhaite :

- ✓ permettre l'implantation de toutes les catégories des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sur le site de l'entreprise BOIRON / FAUGIER afin de permettre son développement. Cela nécessite la création sur les parcelles T310, 311, 312, 313 et 291 d'un secteur Uea sur lequel les ICPE soumises à autorisation seront autorisées,
- ✓ modifier la rédaction de l'article Ue2 relative aux conditions permettant l'accueil d'ICPE. En effet, la rédaction actuelle (« à condition que leur présence soit justifiée par la nécessité de fournir un service à la zone et qu'elles soient compatibles avec la présence des activités économiques situées à proximité ») est inadaptée.

1.5.2 Justification de la modification

La zone Ue étant destinée à accueillir des activités de natures diverses (artisanat, bureaux, entrepôts, commerces et industries), la Commune souhaite logiquement permettre le développement des activités présentes, notamment l'entreprise BOIRON / FAUGIER installée de longue date sur la commune. L'activité de cette entreprise implique son classement en ICPE soumise à autorisation. Or le règlement en vigueur interdit les ICPE soumises à autorisation. Il est donc nécessaire de créer un secteur spécifique Uea où les ICPE soumises à autorisation seront autorisées.

Par ailleurs, les conditions édictées par le règlement écrit en vigueur permettant l'accueil d'ICPE soumises à déclaration est inadapté. Il convient donc de reformuler ces conditions, quel que soit le type d'ICPE concernée (les ICPE soumises à déclaration, à enregistrement ou à autorisation).

1.5.3 Description de la modification

Les articles Ue 1 (OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES) et Ue 2 (OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES) ont été modifiés en conséquence.

Rédaction de l'article Ue 1 avant la modification du PLU

« Dans la zone Ue sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :
[...] - les Installations classées soumises à autorisation, [...] ».

Rédaction de l'article Ue 1 après la modification du PLU

« Dans la zone Ue sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :
[...] - les Installations classées ~~soumises à autorisation~~, **excepté celles autorisées à l'article Ue 2** [...],

Rédaction de l'article Ue 2 avant la modification du PLU

« Dans la zone Ue sont autorisées les occupations et utilisations du sol suivantes sous condition :
[...] - les installations classées soumises à déclaration à condition que leur présence soit justifiée par la nécessité de fournir un service à la zone et qu'elles soient compatibles avec la présence des activités économiques situées à proximité, [...] ».

«Dans la zone Ue sont autorisées les occupations et utilisations du sol suivantes sous condition :

[...] - les installations classées soumises à déclaration **ou à enregistrement** à condition que leur présence ~~soit justifiée par la nécessité de fournir un service à la zone et qu'elles soient compatibles avec la présence des activités économiques situées à proximité~~ **n'entraîne aucune inconvénient pour le voisinage et que soient mises en œuvre toutes les dispositions utiles pour les rendre compatibles avec le milieu environnant ;**

- dans le secteur Uea, sont autorisées les installations classées soumises à déclaration, à enregistrement et à autorisation à condition également que leur présence **n'entraîne aucune inconvénient pour le voisinage et que soient mises en œuvre toutes les dispositions utiles pour les rendre compatibles avec le milieu environnant** [...] ».

1.6 Modification des articles AUe 1, AUe 2 et AUe 10 du règlement écrit

1.6.1 Nature de la modification

Quatre modifications sont apportées au règlement écrit concernant la zone AUe :

- 1) L'article AUe1 fait référence à un secteur AUec. Or aucun secteur AUec n'est représenté dans le règlement graphique (plan de zonage). La référence au secteur AUec doit donc être supprimée.
- 2) Le règlement écrit interdit les installations classées soumises à autorisation (article AUe1) et autorise (article AUe2) les installations classées soumises à déclaration à condition que leur présence soit justifiée par la nécessité de fournir un service à la zone et qu'elles soient compatibles avec la présence des activités économiques situées à proximité. La Commune souhaite :
 - ✓ permettre l'implantation de toutes les catégories des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) à l'intérieur de la zone AUe des Eoliennes. Un indice spécifique est créé pour la zone AUe des Eoliennes : **AUem** (l'indice « m » représentant la mixité des activités). Dans ce secteur, les ICPE soumis à autorisation seront donc autorisés,
 - ✓ modifier la rédaction de l'article AUe2 relative aux conditions permettant l'accueil d'ICPE. En effet, la rédaction actuelle (« à condition que leur présence soit justifiée par la nécessité de fournir un service à la zone et qu'elles soient compatibles avec la présence des activités économiques situées à proximité ») est inadaptée.
- 3) L'article AUe 10 limite la hauteur des constructions à 14 mètres au faîtage. La Commune souhaite porter la hauteur maximale à 17 mètres dans le secteur AUem nouvellement créé.

1.6.2 Justification de la modification

- 1) La suppression de la référence au secteur AUec est justifiée car ce secteur n'est pas représenté dans le plan de zonage.
- 2) Le nouveau secteur AUem étant destiné à accueillir des activités de natures diverses (artisanat, bureaux, entrepôts, commerces et industries), la Commune souhaite logiquement permettre l'implantation de toutes les catégories des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), y compris les ICPE soumis à autorisation. Cela se justifie également par l'absence de nuisances pour l'habitat dans la mesure où les constructions d'habitation sont interdites en zone AUem (excepté celles destinées au gardiennage, à la surveillance ou à la direction des établissements existants autorisés dans la zone).

Par ailleurs, les conditions édictées par le règlement écrit en vigueur permettant l'accueil d'ICPE soumises à déclaration est inadapté. Il convient donc de reformuler ces conditions, quel que soit le type d'ICPE concernée (les ICPE soumises à déclaration, à enregistrement ou à autorisation).
- 3) La hauteur maximale est portée à 17 mètres car cela permet d'élargir le champ des activités industrielles susceptibles d'être développées dans la zone AUe. Certains process industriels nécessitent en effet des constructions d'une hauteur significative.

1.6.3 Description de la modification

L'en-tête du chapitre III « DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AUe » a été modifié en conséquence.

Rédaction de l'en-tête du chapitre III « DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AUe » avant la modification du PLU

« [...] La zone AUe comprend un secteur AUeL permettant d'accueillir un projet de type halte fluviale. »

Rédaction de l'en-tête du chapitre III « DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AUe » après la modification du PLU

« [...] La zone AUe comprend un secteur AUeL permettant d'accueillir un projet de type halte fluviale **et un secteur AUem avec une mixité des activités et une hauteur maximale plus importante.** »

L'article AUe 1 (OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES) a été modifié en conséquence.

Rédaction de l'article AUe 1 avant la modification du PLU

« Dans la zone AUe et dans le secteur AUec sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :

- les constructions destinées à l'habitation, exceptées celles autorisées sous condition (voir l'article AUe. 2 du présent règlement),
- les constructions destinées à l'exploitation agricole ou forestière,
- les installations classées soumises à autorisation,
- l'ouverture et l'exploitation des carrières,
- le stationnement hors garage supérieur à 3 mois de caravanes et campings cars isolées,
- les affouillements et exhaussements de sol qui ne sont pas nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone,
- la création de terrains de camping,
- la création ou agrandissement de parc résidentiel de loisirs ou de village de vacances classé en hébergement léger,
- l'aménagement d'un parc d'attractions,
- l'aménagement d'une aire de jeux et de sports d'une superficie supérieure à deux hectares, excepté dans le secteur AUec où ce type d'aménagement est autorisé. [...] ».

Rédaction de l'article AUe 1 après la modification du PLU

« Dans la zone AUe ~~et dans le secteur AUec~~ sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :

- les constructions destinées à l'habitation, exceptées celles autorisées sous condition (voir l'article AUe. 2 du présent règlement),
- les constructions destinées à l'exploitation agricole ou forestière,
- les installations classées ~~soumises à autorisation~~, **excepté celles autorisées à l'article AUe. 2,**
- l'ouverture et l'exploitation des carrières,
- le stationnement hors garage supérieur à 3 mois de caravanes et campings cars isolées,
- les affouillements et exhaussements de sol qui ne sont pas nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone,
- la création de terrains de camping,
- la création ou agrandissement de parc résidentiel de loisirs ou de village de vacances classé en hébergement léger,

- l'aménagement des parcs d'attractions,
- l'aménagement des aires de jeux et de sports d'une superficie supérieure à deux hectares, ~~excepté dans le secteur AUec où ce type d'aménagement est autorisé~~ [...] ».

L'article AUe 2 (OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES) a été modifié en conséquence.

Rédaction de l'article AUe 2 **avant** la modification du PLU

« [...] En outre, dans la zone AUe sont autorisées les occupations et utilisations du sol suivantes sous condition :

- les constructions destinées à l'habitation à condition qu'elles soient destinées au gardiennage, à la surveillance ou à la direction des établissements existants autorisés dans la zone et à condition d'être réalisées simultanément et d'être intégrées dans le bâtiment d'activité ;
- les installations classées soumises à déclaration à condition que leur présence soit justifiée par la nécessité de fournir un service à la zone et qu'elles soient compatibles avec la présence des activités économiques situées à proximité ; [...] ».

Rédaction de l'article AUe2 **après** la modification du PLU

« [...] En outre, dans la zone AUe sont autorisées les occupations et utilisations du sol suivantes sous condition :

- les constructions destinées à l'habitation à condition qu'elles soient destinées au gardiennage, à la surveillance ou à la direction des établissements existants autorisés dans la zone et à condition d'être réalisées simultanément et d'être intégrées dans le bâtiment d'activité ;

[...] - les installations classées soumises à déclaration **ou à enregistrement** à condition que leur présence ~~soit justifiée par la nécessité de fournir un service à la zone et qu'elles soient compatibles avec la présence des activités économiques situées à proximité~~ **n'entraîne aucune incommodité pour le voisinage et que soient mises en œuvre toutes les dispositions utiles pour les rendre compatibles avec le milieu environnant,**

- **Dans le secteur AUem, sont autorisées les installations classées soumises à déclaration, à enregistrement et à autorisation à condition que leur présence n'entraîne aucune incommodité pour le voisinage et que soient mises en œuvre toutes les dispositions utiles pour les rendre compatibles avec le milieu environnant** [...] ».

L'article AUe 10 (HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS) a été modifié en conséquence.

Rédaction de l'article AUe 10 **avant** la modification du PLU

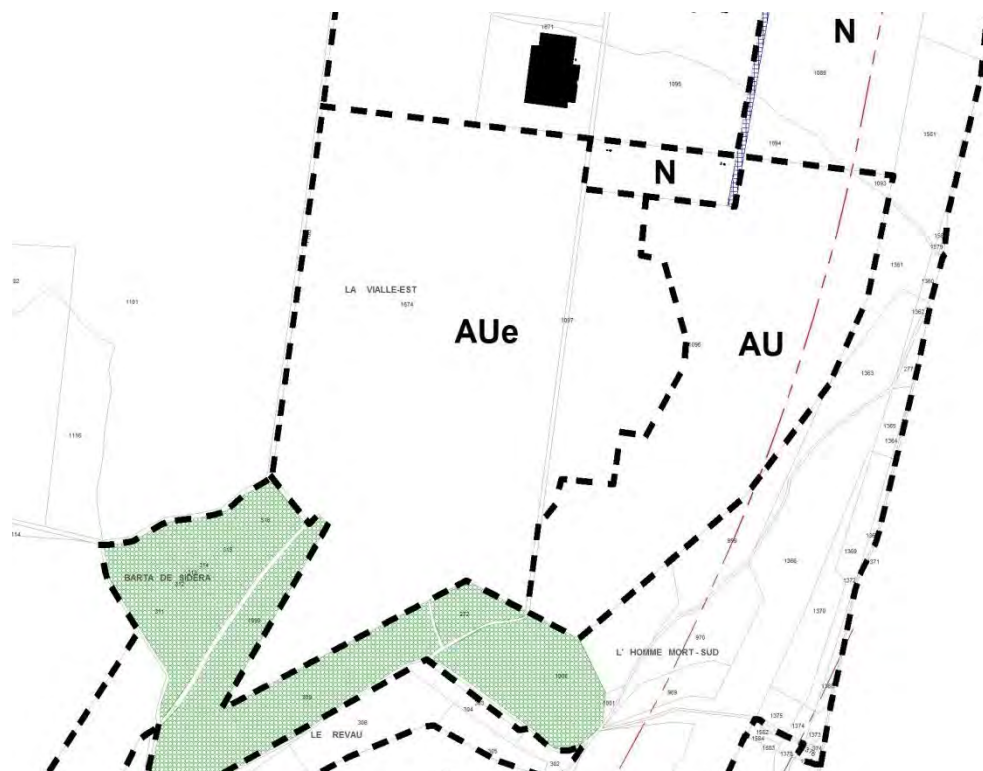
« [...] La hauteur des constructions ne doit pas dépasser 14 mètres [...] »

Rédaction de l'article AUe 10 **après** la modification du PLU

« [...] La hauteur des constructions ne doit pas dépasser 14 mètres, **à l'exception du secteur AUem où la hauteur est limitée à 17 mètres** [...] »

Le plan de zonage a été modifié afin de créer un secteur AUem sur la zone d'activités des Eoliennes.

Zonage de la zone d'activités des Eoliennes **avant** la modification du PLU
(Extrait de la planche n°3)



L'orientation d'aménagement a été modifiée afin de tenir compte de la mixité des activités susceptibles d'être accueillies dans la zone d'activités des Eoliennes.

Orientation d'aménagement et de programmation avant la modification du PLU

EXTENSION DE LA ZONE D'ACTIVITES DES EOLIENNES Lieu-dit La Vialle-Est



Localisation

Secteur situé dans le prolongement de l'actuelle zone d'activités des Eoliennes, au nord-est de la commune.

Zonage réglementaire

Zone AUe : zone à urbaniser à vocation principale d'activités.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

Accès

L'accès routier actuel à la zone d'activités des Eoliennes se fait depuis l'extrémité nord de la zone. Un giratoire est en cours d'aménagement sur la N7 afin de proposer un accès direct à la partie Sud de la zone d'activités des Eoliennes. Un arrêt de bus doit être prévu dans le cas de la mise en œuvre d'une future ligne de transports en commun.

Desserte

La zone AUe est desservie par une voie existante aménagée dans le cadre de la ZAC des Eoliennes, reliée au reste de la zone d'activités.

Programmation urbaine

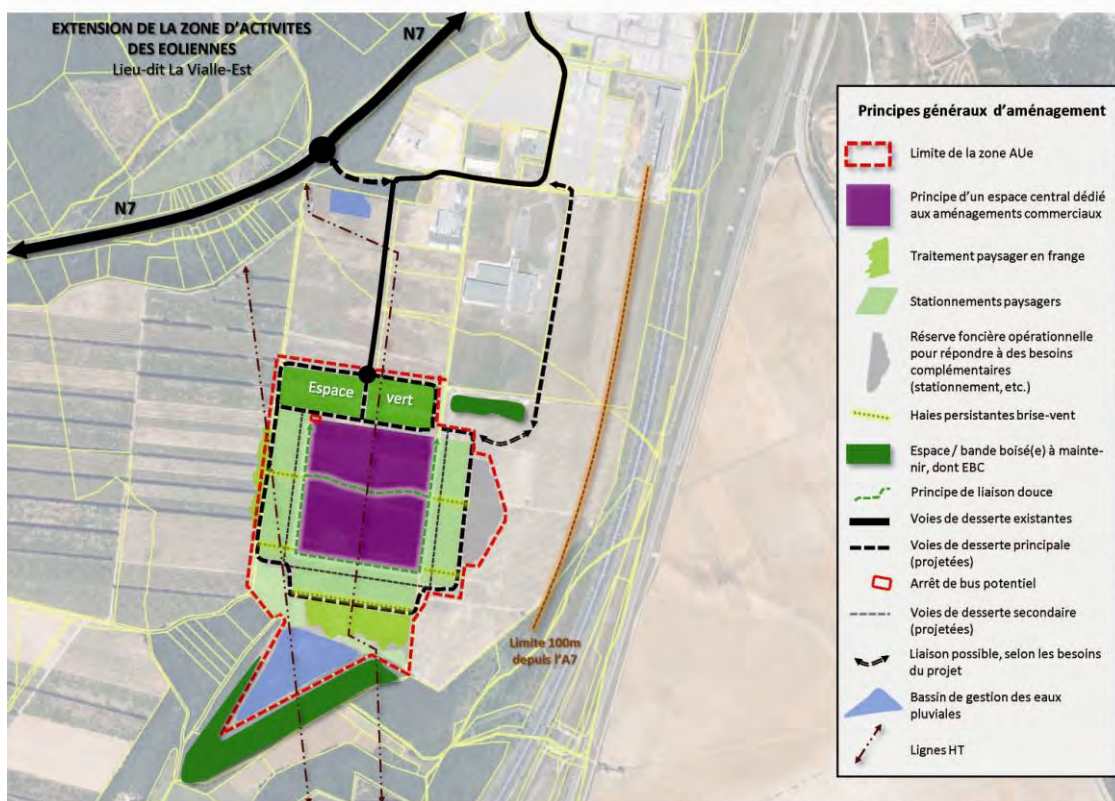
Le projet doit intégrer notamment un hypermarché, une galerie marchande et des moyennes surfaces spécialisées.

Urbanisme et déplacements

L'entrée de la zone AUe s'organise autour d'un espace vert structurant au sud duquel est implantée la zone commerciale. Une voie interne principale donne accès aux stationnements. Pour sortir de la zone, les véhicules empruntent la même voie que celle permettant l'accès au site (une voie de desserte secondaire peut toutefois être mise en œuvre). Des liaisons douces sécurisées permettent de relier les principales entités de la zone commerciale.

Composition architecturale, environnementale et paysagère

- Favoriser une architecture bioclimatique : en matière d'orientation et disposition des bâtiments, d'isolation, etc.
- Recourir à des énergies renouvelables
- Favoriser une gestion alternatives des eaux pluviales (noues,...)
- S'appuyer sur une trame végétale permettant de créer une continuité entre l'environnement immédiat du site, à dominante naturelle et agricole, et la zone commerciale.



PLU de Donzère - Orientations d'aménagement et de programmation

**EXTENSION DE LA ZONE D'ACTIVITES
DES EOLIENNES**
Lieu-dit La Vialle-Est



Localisation

Secteur situé dans le prolongement de l'actuelle zone d'activités des Eoliennes, au nord-est de la commune.

Zonage réglementaire

Zone AUem : zone à urbaniser à vocation principale d'activités, où les ICPE sont autorisés.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

Accès

L'accès routier actuel à la zone d'activités des Eoliennes se fait depuis le giratoire sur la N7 qui offre un accès direct à la partie Sud de la zone d'activités des Eoliennes.

Desserte

Le giratoire sur la RN7 donne accès à l'avenue des Eoliennes. Une voie de desserte communale relie l'avenue des Eoliennes à la zone AUem.

Programmation urbaine

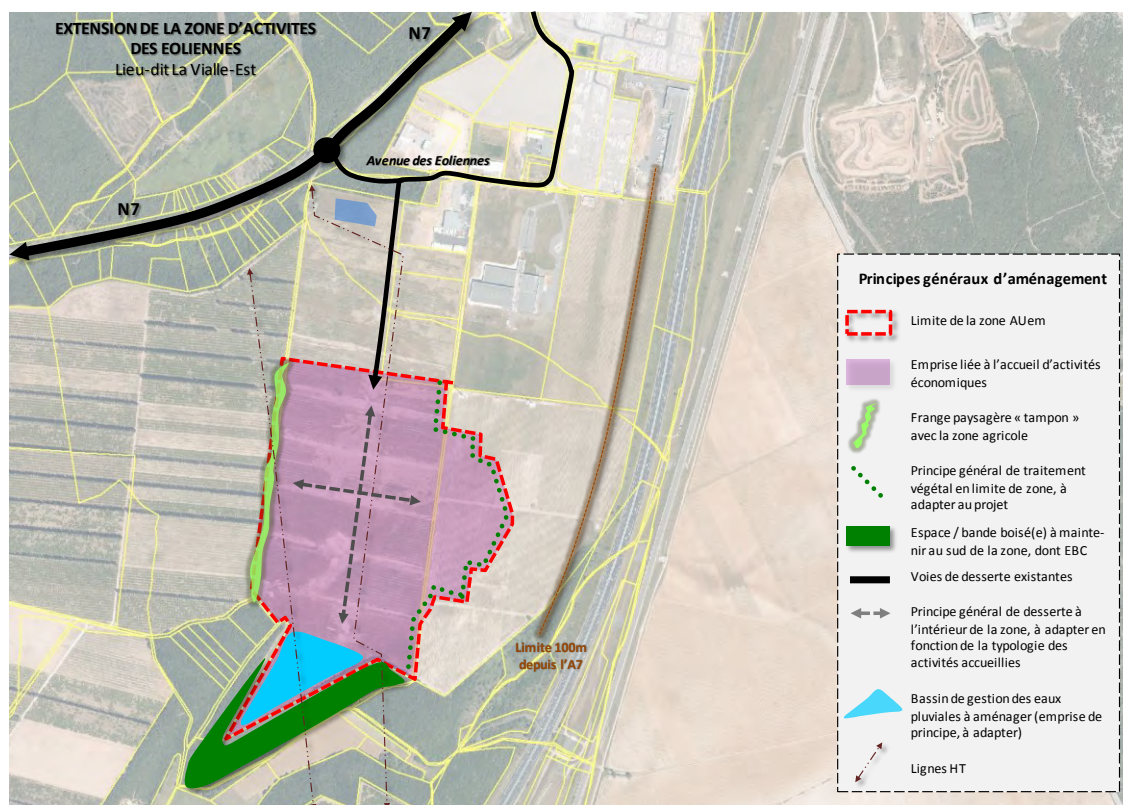
Le projet, à vocation économique, est susceptible d'accueillir des activités de nature variée : industrie, artisanat, commerces, entrepôts, etc. Compte-tenu de l'absence de quartier d'habitat à proximité immédiate de la zone, les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sont admises.

Urbanisme et déplacements

La zone AUem s'inscrit dans le prolongement de la zone d'activités existante, classée en zone Ue. Un schéma d'aménagement d'ensemble sera proposé afin d'assurer la cohérence globale de l'aménagement du site. La desserte interne sera adaptée, tant sur le plan du maillage que du dimensionnement des voies, à la nature des activités accueillies.

Composition architecturale, environnementale et paysagère

- Favoriser une architecture bioclimatique : en matière d'orientation et disposition des bâtiments, d'isolation, etc.
- Favoriser le recours à des énergies renouvelables
- Favoriser une gestion alternatives des eaux pluviales (noues,...)
- Réfléchir à la possibilité de favoriser une trame végétale permettant de créer une continuité entre l'environnement immédiat du site, à dominante naturelle et agricole, et la zone d'activités.



PLU de Donzère - Orientations d'aménagement et de programmation

1.7 Suppression de la servitude L123-2 a) pour la zone AUc située à l'ouest du chemin de la Condamine

1.7.1 Nature de la modification

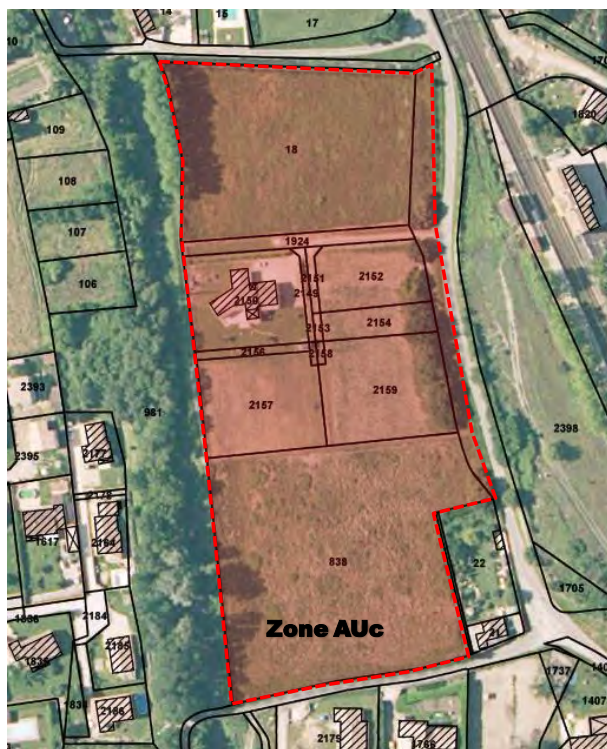
Dans le cadre du PLU approuvé le 3 mars 2012, la Commune a mis en place sur plusieurs secteurs une servitude au titre de l'article L123-2 a). Cette servitude consiste à « *interdire, sous réserve d'une justification particulière, dans un périmètre qu'il délimite et pour une durée au plus de cinq ans dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement ; les travaux ayant pour objet l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension limitée des constructions existantes sont toutefois autorisés* ».

La Commune souhaite supprimer cette servitude.

1.7.2 Justification de la modification

La servitude L123-2 a) a été mise en œuvre dans les zones à urbaniser qui n'étaient pas couvertes par une orientation d'aménagement. Cette servitude était justifiée sur certains secteurs à cause du potentiel urbanisable qu'ils présentaient, comme sur le secteur de la Codamine Sud (zone AUc) ou encore sur la zone AUeL.

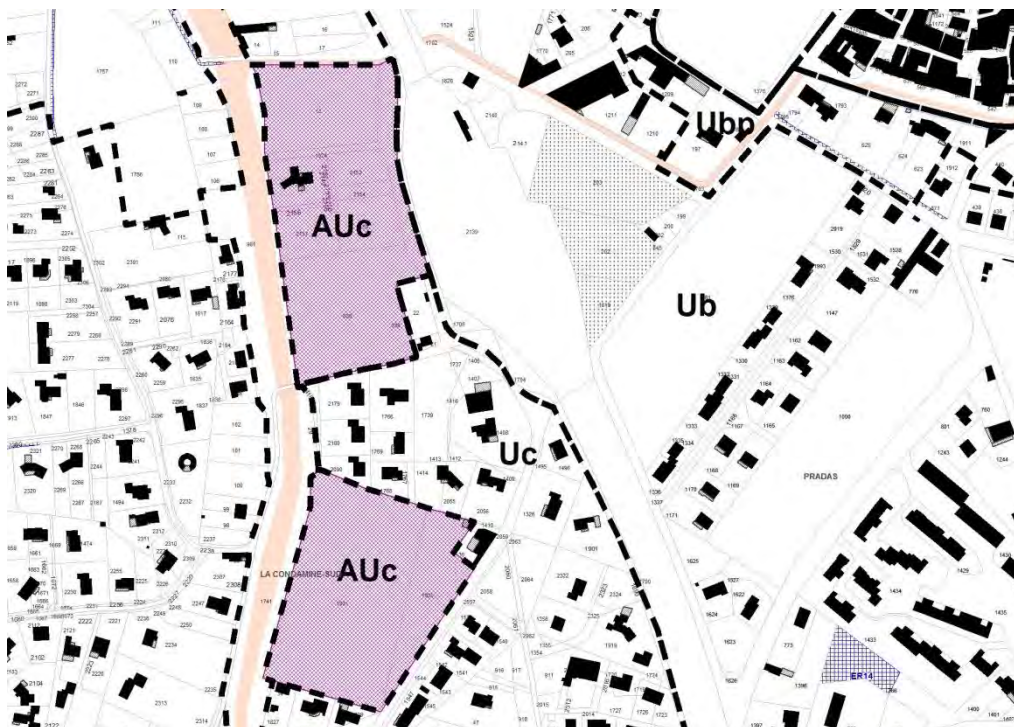
Par contre, la zone AUc située à l'ouest du chemin de la Condamine est déjà partiellement urbanisée (présence d'une construction) et a déjà fait l'objet de divisions foncières. De ce fait, elle présente un potentiel limité et la Commune peut difficilement envisager un projet urbain à l'échelle de cette zone. Ainsi, il n'est plus possible d'optimiser la desserte pour proposer un maillage cohérent de la zone et l'accessibilité aux terrains disponibles s'appuie uniquement sur le chemin de la Condamine.



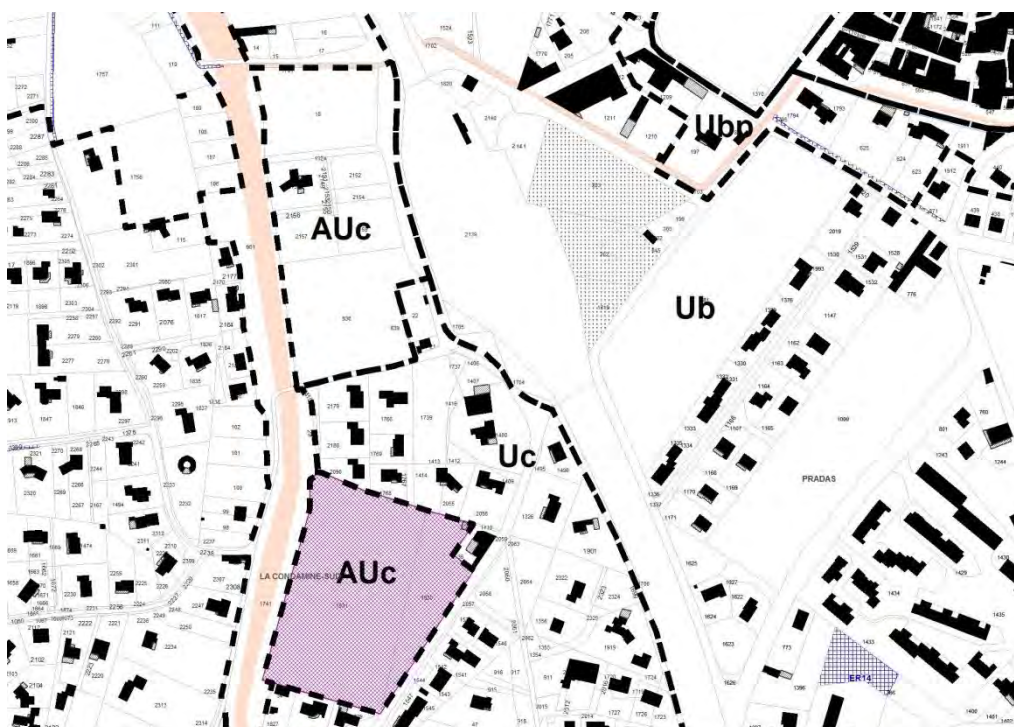
1.7.3 Description de la modification

Le plan de zonage a été modifié afin de supprimer la servitude L123-2 a) pour la zone AUc située à l'ouest du chemin de la Condamine.

Zonage de la zone AUc située à l'ouest du chemin de la Condamine **avant** la modification du PLU (Extrait de la planche n°1)



Zonage de la zone AUc située à l'ouest du chemin de la Condamine **après** la modification du PLU (Extrait de la planche n°1)



1.8 Ajustement de la limite entre la zone A et le secteur Ap

1.8.1 Nature de la modification

La zone A recouvre les espaces, équipés ou non, à protéger en raison de la richesse des terres agricoles. Elle comprend un secteur Ap d'une superficie d'environ 49 ha, à enjeu paysager, sur lequel les constructions nouvelles nécessaires à l'exploitation agricole sont interdites.

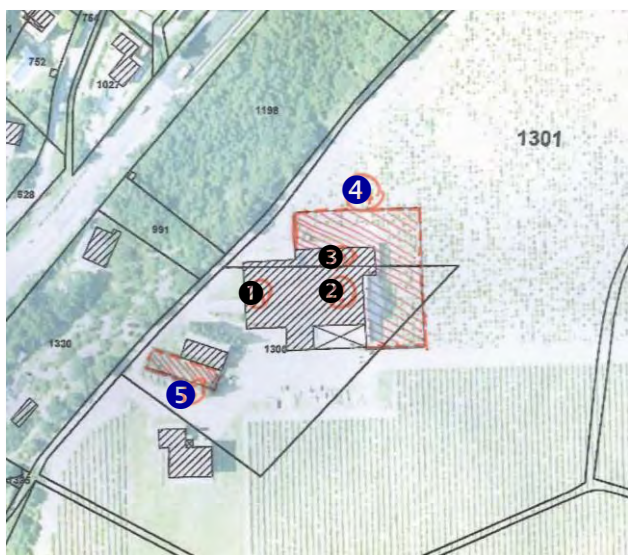
Suite à une erreur matérielle lors de l'élaboration du PLU, les bâtiments agricoles situés sur le plateau du Devoy ont été intégrés dans le secteur Ap au lieu d'être maintenus en zone agricole A. La Commune souhaite corriger cette erreur matérielle pour permettre le développement de l'exploitation existante.

La modification consiste à classer une partie de la zone Ap en zone A (non indicée) à proximité immédiate du siège d'exploitation.

1.8.2 Justification de la modification

Cette modification est justifiée par la correction d'une erreur matérielle. La correction apportée permettra le développement maîtrisé de l'activité agricole autour du siège d'exploitation.

Le GAEC AUBERT Frères a construit une cave viticole en 1986 (n°1 sur la plan ci-dessous), laquelle a été agrandie en 1993 (n°2 sur le plan ci-dessous).



Suite à son développement, le GAEC manque actuellement de place pour installer une chaîne de conditionnement en bag-in-box et pour le stockage de bouteilles.

Le GAEC souhaite installer dans le local de stockage de bouteilles actuel (n°3 sur le plan ci-contre) une nouvelle chaîne de conditionnement.

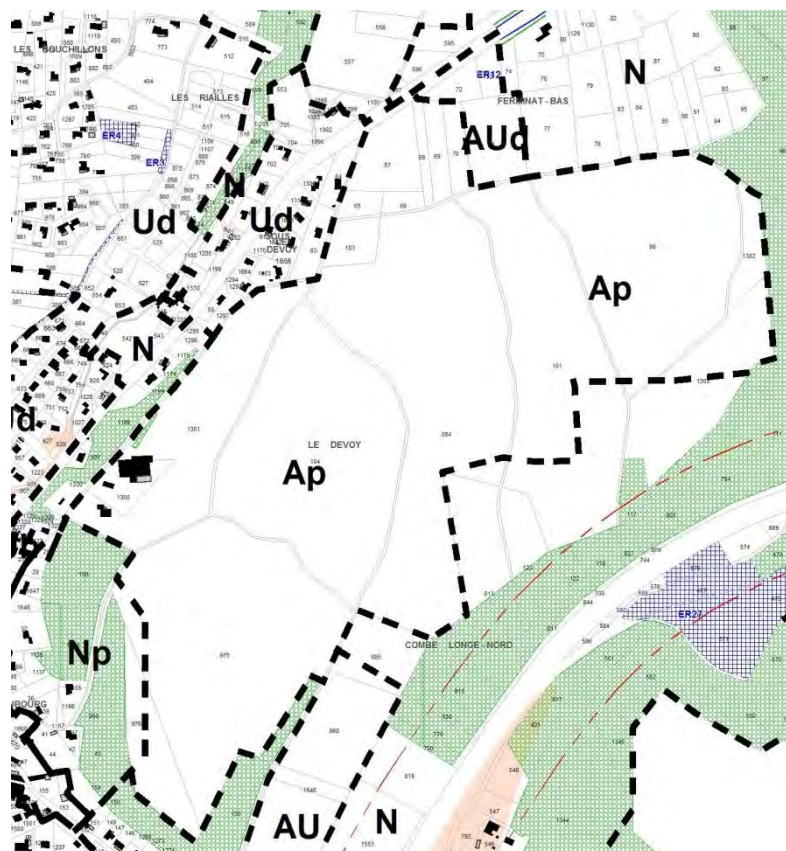
Dans la 1ère partie nord du bâtiment projeté (n°4 sur le plan ci-contre), le GAEC prévoit un local de stockage de bouteilles et, dans la partie Est, une nouvelle batterie de cuve vinification et stockage.

Dans le bâtiment n°5 (voir le plan ci-dessus), le GAEC projette un local de produits phytosanitaires nécessaires à l'application de la réglementation de l'exploitation agricole.

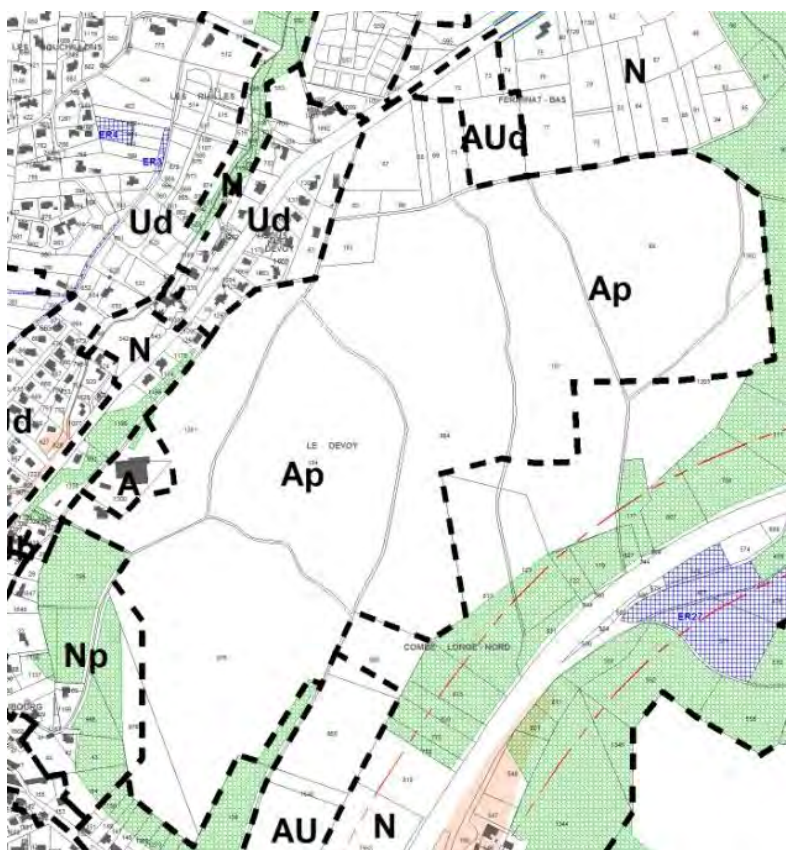
1.8.3 Description de la modification

Le plan de zonage a été modifié afin de classer le siège d'exploitation et son environnement immédiat en zone « A » (voir ci-après).

Zonage de la zone agricole du Devoy avant la modification du PLU
(Extrait de la planche n°1)



Zonage de la zone agricole du Devoy après la modification du PLU
(Extrait de la planche n°1)



1.9 Réduction de la marge de recul en zone Ue

1.9.1 Nature de la modification

Deux modifications sont apportées concernant les marges de recul en zone Ue :

- 1) Le recul actuel est de 75 mètres par rapport à l'axe de la RN7. La Commune souhaite le réduire à 25 mètres,
- 2) Concernant les autres voies, le règlement fournit deux informations contradictoires puisqu'il exige au 1^{er} alinéa de l'article Ue 6 un recul de 5 mètres tandis qu'il exige au 3^{ème} alinéa de l'article Ue 6 un recul de 10 mètres. La Commune souhaite que le recul soit porté à 5 mètres.

1.9.2 Justification de la modification

- 1) La réduction du recul de 75 mètres à 25 mètres par rapport à l'axe de la RN7 va permettre à la Commune d'optimiser les disponibilités foncières à l'intérieur de l'espace urbanisé et donc de limiter la consommation d'espace,
- 2) Le choix d'un recul 5 mètres par rapport aux emprises des autres voies privées ouvertes à la circulation publique permet également d'optimiser le foncier.

1.9.3 Description de la modification

L'article Ue 6 (IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES ET AUX AUTRES VOIES OUVERTES A LA CIRCULATION PUBLIQUE) a été modifié en conséquence.

Rédaction de l'article Ue 6 avant la modification du PLU

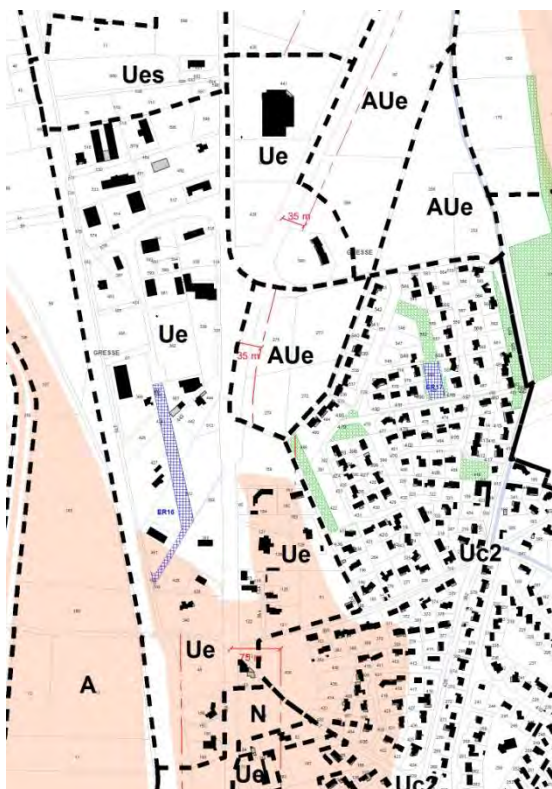
«- Sauf indication contraire portée au plan, les constructions doivent être implantées avec un retrait d'au moins 5 mètres par rapport à l'alignement ou par rapport à la limite d'emprise voies publiques ou des voies privées ouvertes à la circulation publique.
- Les constructions doivent être implantées avec un retrait d'au moins 75 mètres par rapport à l'axe de la RN7.
- Sauf indication contraire portée au plan, les constructions doivent être implantées avec un retrait d'au moins 10 mètres par rapport à l'alignement ou par rapport à la limite d'emprise des voies privées ouvertes à la circulation publique. »

Rédaction de l'article Ue 6 après la modification du PLU

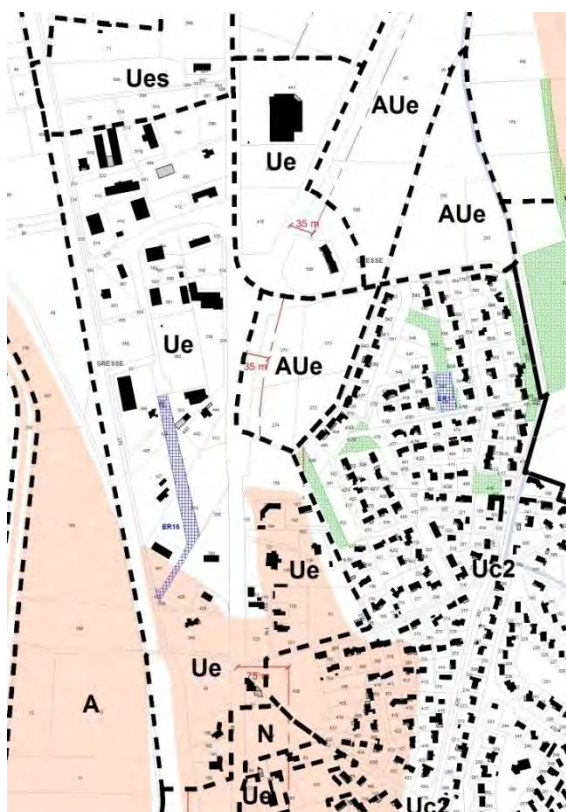
«- Sauf indication contraire portée au plan, les constructions doivent être implantées avec un retrait :
* d'au moins 5 mètres par rapport à l'alignement ou par rapport à la limite d'emprise des voies publiques ou des voies privées ouvertes à la circulation publique,
* ~~Les constructions doivent être implantées avec un retrait~~ d'au moins **25** mètres par rapport à l'axe de la RN7.
~~Sauf indication contraire portée au plan, les constructions doivent être implantées avec un retrait d'au moins 10 mètres par rapport à l'alignement ou par rapport à la limite d'emprise des voies privées ouvertes à la circulation publique.~~ »

Le plan de zonage a été modifié en conséquence (voir ci-après).

Reculs le long de la RN7 figurant au plan de zonage **avant** la modification du PLU
(Extrait de la planche n°1)



Reculs le long de la RN7 figurant au plan de zonage **après** la modification du PLU
(Extrait de la planche n°1)



1.10 Modification des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) « Bouchillons Nord- Ouest RD 144 » et « Bouchillons Nord- Est RD 144 »

1.10.1 Nature de la modification

Le développement de l'urbanisation des zones AUd sur les secteurs «Bouchillons Nord- Ouest RD 144» et «Bouchillons Nord- Ouest RD 144 » répond à un certain nombre d'objectifs figurant dans les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) qui couvrent ces secteurs. La Commune souhaite ajuster certains objectifs définis dans ces OAP, à savoir :

- ✓ Modérer légèrement l'objectif de densité en modifiant la rédaction des orientations d'aménagement et de programmation. Au lieu d'indiquer : « une densification est nécessaire pour atteindre une densité moyenne de logements au moins égale à 15 logements/ha », il sera indiqué : « une densification est nécessaire pour atteindre une densité située entre 12 et 15 logements/ha »,
- ✓ Répartir des typologies d'habitat en maintenant le principe d'une diversification (individuel & groupé), tout en s'adaptant aux caractéristiques du quartier existant, à dominante individuelle. La légende de l'OAP est modifiée dans ce sens.

1.10.2 Justification de la modification

Compte-tenu de la localisation géographique des ces zones, situées à plus d'1 km du centre-ville (services, équipements publics, etc.), et compte-tenu des caractéristiques de l'urbanisation existante sur ce secteur (urbanisation diffuse) et de la capacité des réseaux, l'objectif d'une densité « au moins égale à 15 logements/ha » peut conduire à une densification trop importante et créer un déséquilibre avec l'environnement existant.

L'OAP modifiée propose donc une fourchette située entre 12 et 15 logements/ha et un meilleur équilibre dans la diversification de la répartition des typologies d'habitat.

1.10.3 Description de la modification

L'OAP «Bouchillons Nord- Est RD 144» a été modifiée en ce sens (voir ci-après).

OAP «Bouchillons Nord- Est RD 144» **avant** la modification du PLU

LES BOUCHILLONS (Nord) – Est D144

Lieu-dit Les Bouchillons

Localisation

Secteur situé au nord du village, le long de la D144, plateau des Opillas

Zonage réglementaire

Zone AUD : zone à urbaniser à vocation principale d'habitat.



PRINCIPES D'AMENAGEMENT

Accès

L'accès à la zone AUD se fait depuis la connexion existante entre la D144 et le chemin des Bouchillons Haut (aucun nouvel accès sur la départementale n'est créé).

Desserte

La desserte motorisée emprunte pour partie des voies publiques existantes (chemin des Bouchillons Haut et chemin des Riailles). Le principe retenu est de desservir le cœur de l'ilot avec une nouvelle voie, en la reliant aux voies existantes (sur la partie nord et sur la partie sud). La boucle de desserte ainsi créée permet de desservir les opérations existantes et futures. Un emplacement réservé permet, ponctuellement, d'améliorer la lisibilité de la desserte. Les modes doux s'appuient sur le cheminement existant (ch. des Riailles) en limite Est du secteur. Le maillage doit être complété sur la zone AUD en aménageant des circulations douces le long des nouvelles voies de desserte (trottoirs ou cheminements).

Programmation urbaine et densité

La partie nord de l'ilot est structurée autour d'un espace libre ouvert (de type espace public paysagé). L'objectif est de densifier un peu ce secteur, en y accueillant notamment de l'habitat groupé.

La partie sud de l'ilot, de par sa configuration et son environnement boisé, est destinée à accueillir de l'habitat plutôt de type individuel, mais une densification est nécessaire pour atteindre une **densité moyenne de logements au moins égale à 15 logements/ha**.

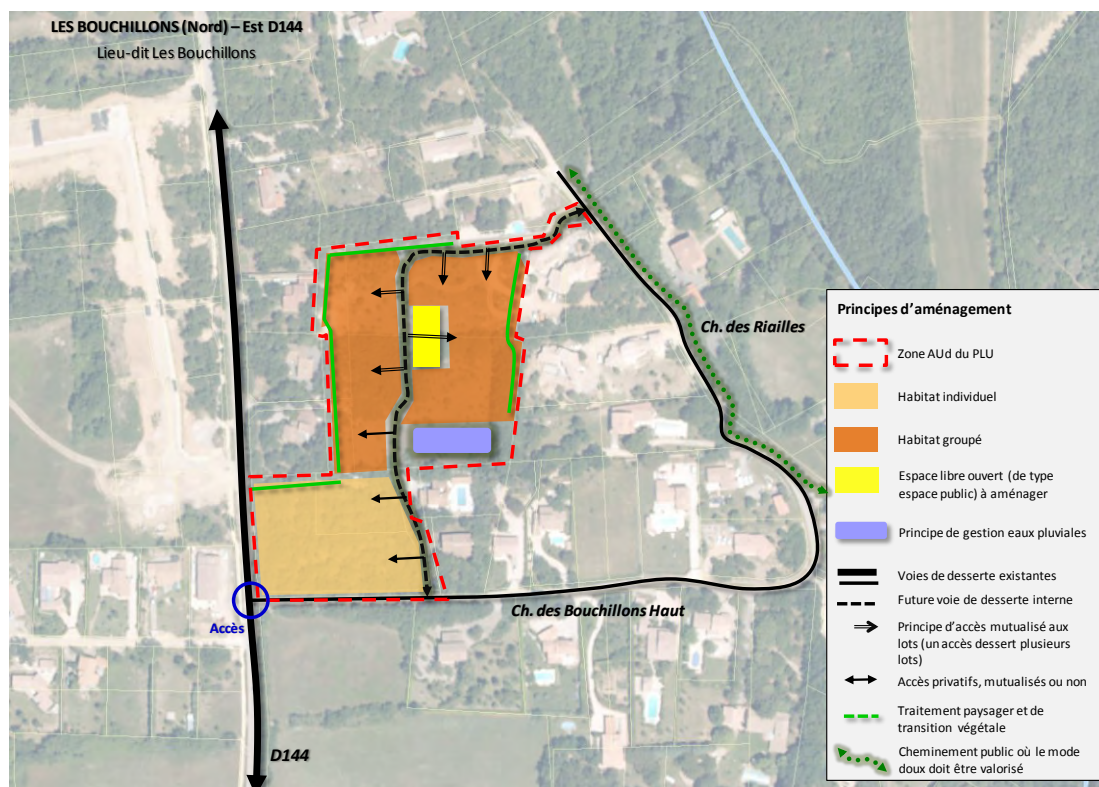
Composition paysagère

Le principal enjeu paysager consiste à garantir des franges paysagères qualitatives entre l'urbanisation existante et à venir : soit en maintenant une bande boisée (si elle préexiste), soit en réalisant un traitement paysager qualitatif (essences locales, etc.).

Gestion des eaux pluviales

Sans présager des solutions réglementaires à mettre en œuvre, le principe général retenu consiste à traiter la collecte des eaux pluviales à l'échelle du secteur en aménageant un bassin de gestion des eaux pluviales (dans la partie sud-est de la zone).

PLU de Donzère - Orientations d'aménagement et de programmation



PLU de Donzère - Orientations d'aménagement et de programmation

LES BOUCHILLONS (Nord) – Est D144

Lieu-dit Les Bouchillons

Localisation

Secteur situé au nord du village, le long de la D144, plateau des Opillas

Zonage réglementaire

Zone AUd : zone à urbaniser à vocation principale d'habitat.



PRINCIPES D'AMENAGEMENT

Accès

L'accès à la zone AUd se fait depuis la connexion existante entre la D144 et le chemin des Bouchillons Haut (aucun nouvel accès sur la départementale n'est créé).

Desserte

La desserte motorisée emprunte pour partie des voies publiques existantes (chemin des Bouchillons Haut et chemin des Riailles). Le principe retenu est de desservir le cœur de l'îlot avec une nouvelle voie, en la reliant aux voies existantes (sur la partie nord et sur la partie sud). La boucle de desserte ainsi créée permet de desservir les opérations existantes et futures. Un emplacement réservé permet, ponctuellement, d'améliorer la lisibilité de la desserte. Les modes doux s'appuient sur le cheminement existant (ch. des Riailles) en limite Est du secteur. Le maillage doit être complété sur la zone AUd en aménageant des circulations douces le long des nouvelles voies de desserte (trottoirs ou cheminements).

Programmation urbaine et densité

La partie nord de l'îlot est structurée autour d'un espace libre ouvert (de type espace public paysagé). L'objectif est de densifier un peu ce secteur, en y accueillant notamment de l'habitat groupé.

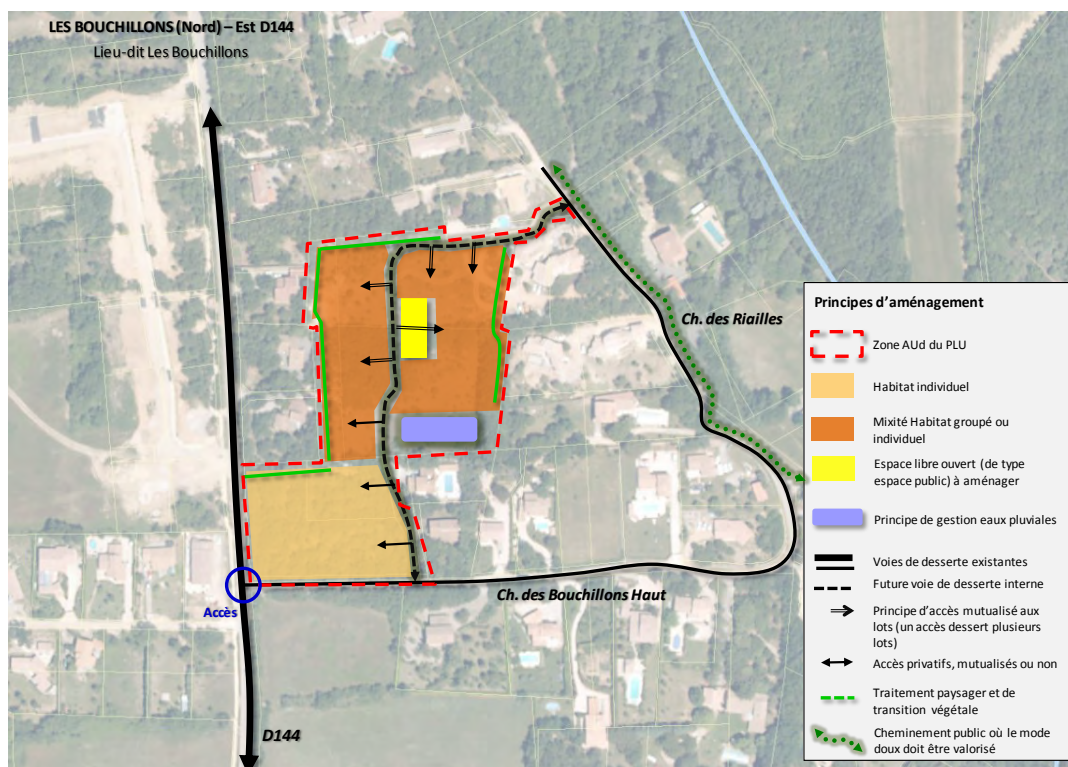
La partie sud de l'îlot, de par sa configuration et son environnement boisé, est destinée à accueillir de l'habitat plutôt de type individuel, mais une densification est nécessaire pour atteindre une **densité située entre 12 et 15 logements/ha**.

Composition paysagère

Le principal enjeu paysager consiste à garantir des franges paysagères qualitatives entre l'urbanisation existante et à venir : soit en maintenant une bande boisée (si elle préexiste), soit en réalisant un traitement paysager qualitatif (essences locales, etc.).

Gestion des eaux pluviales

Sans présager des solutions réglementaires à mettre en œuvre, le principe général retenu consiste à traiter la collecte des eaux pluviales à l'échelle du secteur en aménageant un bassin de gestion des eaux pluviales (dans la partie sud-est de la zone).



PLU de Donzère - Orientations d'aménagement et de programmation

L'OAP «Bouchillons Nord- Ouest RD 144» a aussi été modifiée en ce sens (voir ci-après).

OAP «Bouchillons Nord- Ouest RD 144» avant la modification du PLU

LES BOUCHILLONS (Nord) – Ouest D144 Lieu-dit Les Bouchillons

Localisation

Secteur situé au nord du village, le long de la D144, plateau des Opillas

Zonage réglementaire

Zone AUd : zone à urbaniser à vocation principale d'habitat.



PRINCIPES D'AMENAGEMENT

Accès

L'accès à la zone AUd se fait depuis la connexion existante entre la D144 et la voie donnant accès au lotissement limitrophe, en partie nord et est (impasse de la garigue). Aucun nouvel accès sur la départementale n'est créé.

Desserte

Le principe retenu est de desservir le secteur avec une nouvelle voie, reliée avec l'impasse de la garigue. La nouvelle desserte ainsi créée permet de desservir les opérations existantes et futures.

A l'intérieur de la zone AUd, des circulations douces (trottoirs ou cheminements) sont aménagées le long des nouvelles voies de desserte.

Programmation urbaine et densité

L'ensemble du secteur est destiné à accueillir de l'habitat plutôt de type individuel, mais une densification (habitat groupé) est nécessaire pour atteindre une **densité moyenne de logements au moins égale à 15 logements/ha**.

Composition paysagère

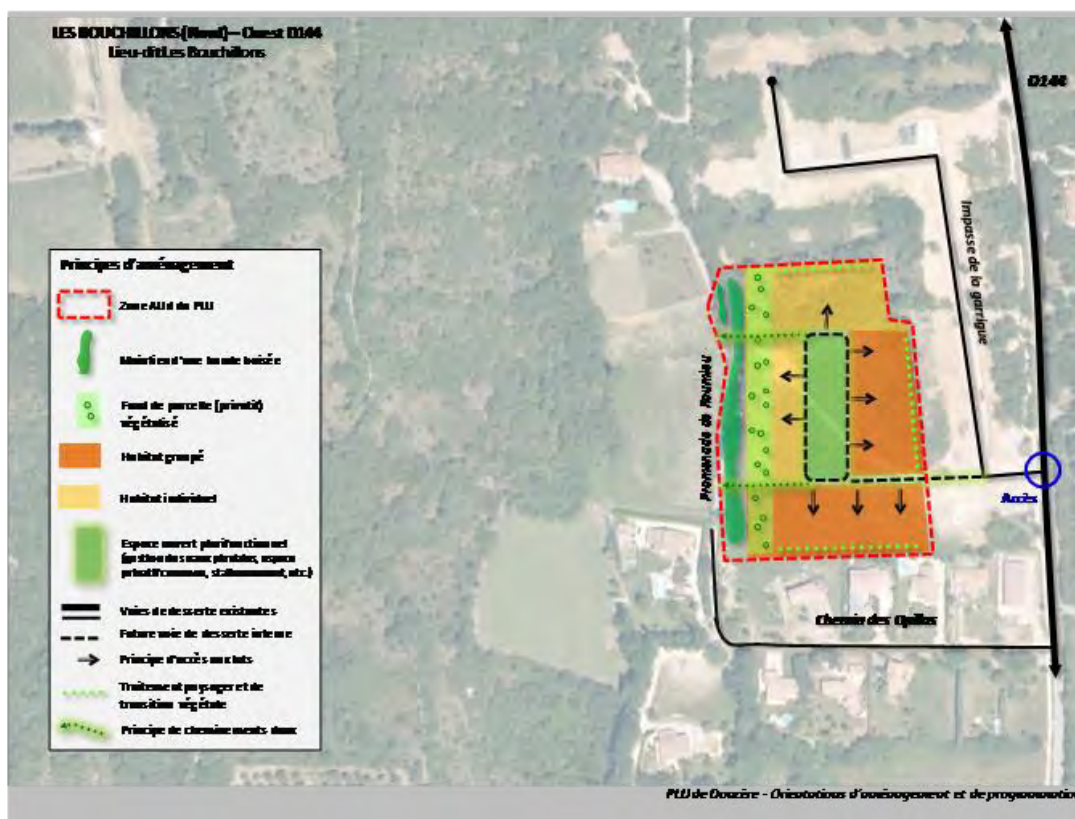
Le principal enjeu paysager consiste à maintenir une frange boisée entre le nouveau quartier, d'une dizaine de mètres de largeur. Cette bande boisée est en partie préexistante et doit être maintenue, composant une limite naturelle.

Dans l'aménagement des futurs lots, il convient de garantir des franges paysagères qualitatives entre l'urbanisation existante et à venir : soit en maintenant une petite bande boisée (si elle préexiste), soit en réalisant un traitement paysager qualitatif (essences locales, etc.).

Gestion des eaux pluviales

Sans présager des solutions réglementaires à mettre en œuvre, le principe général retenu consiste à traiter la collecte des eaux pluviales à l'échelle du secteur en aménageant un bassin de gestion des eaux pluviales (dans la partie sud-est de la zone).

PLU de Donzère - Orientations d'aménagement et de programmation



OAP «Bouchillons Nord- Ouest RD 144» après la modification du PLU

LES BOUCHILLONS (Nord) – Ouest D144 Lieu-dit Les Bouchillons



Localisation

Secteur situé au nord du village, le long de la D144, plateau des Opillas

Zonage réglementaire

Zone AUd : zone à urbaniser à vocation principale d'habitat.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

Accès

L'accès à la zone AUd se fait depuis la connexion existante entre la D144 et la voie donnant accès au lotissement limitrophe, en partie nord et est (impasse de la garigue). Aucun nouvel accès sur la départementale n'est créé.

Desserte

Le principe retenu est de desservir le secteur avec une nouvelle voie, reliée avec l'impasse de la garigue. La nouvelle desserte ainsi créée permet de desservir les opérations existantes et futures.

A l'intérieur de la zone AUd, des circulations douces (trottoirs ou cheminements) sont aménagées le long des nouvelles voies de desserte.

Programmation urbaine et densité

L'ensemble du secteur est destiné à accueillir de l'habitat plutôt de type individuel, mais une densification (habitat groupé) est nécessaire pour atteindre une **densité située entre 12 et 15 logements/ha..**

Composition paysagère

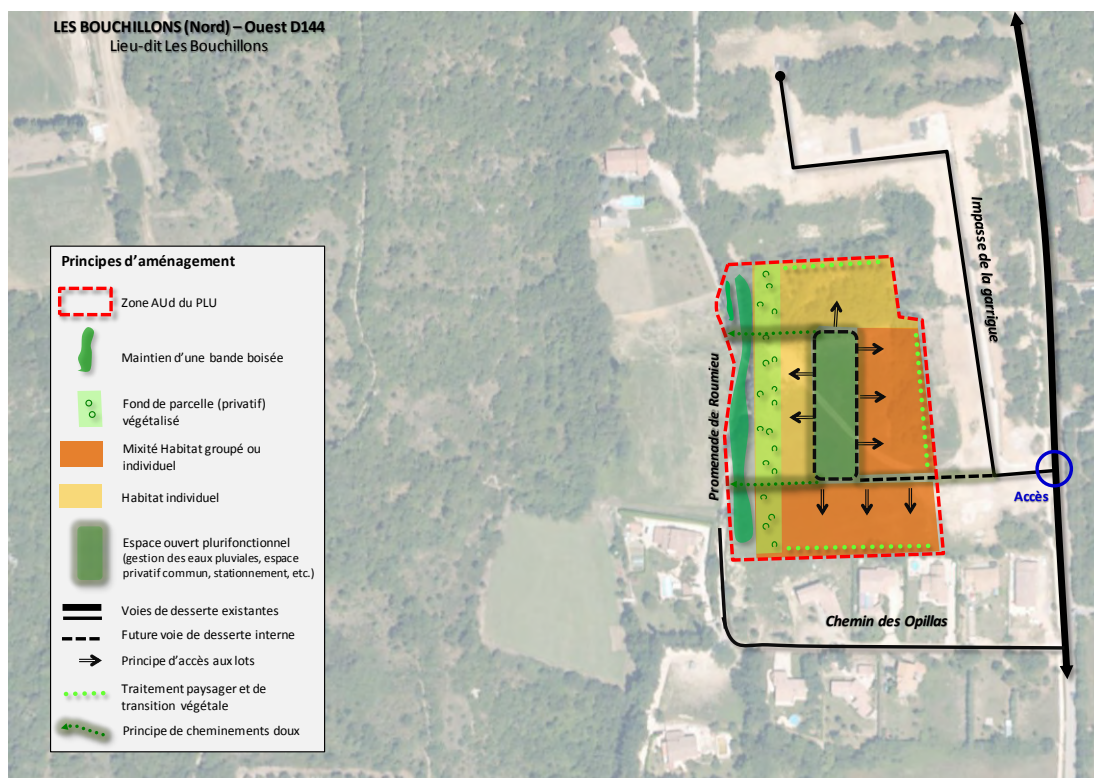
Le principal enjeu paysager consiste à maintenir une frange boisée entre le nouveau quartier, d'une dizaine de mètres de largeur. Cette bande boisée est en partie préexistante et doit être maintenue, composant une limite naturelle.

Dans l'aménagement des futurs lots, il convient de garantir des franges paysagères qualitatives entre l'urbanisation existante et à venir : soit en maintenant une petite bande boisée (si elle préexiste), soit en réalisant un traitement paysager qualitatif (essences locales, etc.).

Gestion des eaux pluviales

Sans présager des solutions réglementaires à mettre en œuvre, le principe général retenu consiste à traiter la collecte des eaux pluviales à l'échelle du secteur en aménageant un bassin de gestion des eaux pluviales (dans la partie sud-est de la zone).

PLU de Donzère - Orientations d'aménagement et de programmation



PLU de Donzère - Orientations d'aménagement et de programmation

1.11 Ajout d'une annexe relative aux déchets ménagers et assimilés et précisions apportées à l'article 11 sur l'implantation des conteneurs de collecte

1.11.1 Nature de la modification

La pièce n°5 du PLU (« Annexes ») a été complétée par une nouvelle annexe relative aux déchets ménagers et assimilés. Il s'agit de la pièce n°5.8 intitulée « Déchets ménagers ».

De plus, l'article 11 des zones Ub, Uc, Ud, Ue, AUc, AUd, AUe et AU a été modifié afin d'ajouter un paragraphe sur les modalités d'implantation des conteneurs de collecte.

1.11.2 Justification de la modification

L'article R123-14 du code de l'urbanisme dispose que les annexes comprennent notamment, à titre informatif, les systèmes d'élimination des déchets. Le PLU en vigueur ne disposant pas de cette annexe, celle-ci a été élaborée.

Les modalités d'implantation des conteneurs de collecte ont été précisées afin que, pour les opérations ou ensemble d'opérations de 15 logements et plus, les conteneurs enterrés soient disposés sur l'espace privé, en limite de propriété dès lors que cela est possible, à une distance raisonnable des accès des bâtiments

1.11.3 Description de la modification

Description de la modification relative à l'annexe.

Annexe sur les déchets ménagers <u>avant</u> la modification du PLU
<i>Absence d'annexe.</i>
Annexe sur les déchets ménagers <u>après</u> la modification du PLU
<i>Voir la nouvelle l'annexe 5.8 « Déchets ménagers ».</i> <i>En outre, le sommaire général du PLU a été actualisé en ce sens.</i>

Description de la modification relative à l'article 11.

Article 11 des zones Ub, Uc, Ud, Ue, AUc, AUd, AUe et AU <u>avant</u> la modification du PLU
<i>Absence de dispositions réglementaires relatives à l'implantation des conteneurs enterrés.</i>
Article 11 des zones Ub, Uc, Ud, Ue, AUc, AUd, AUe et AU <u>après</u> la modification du PLU
Ajout d'un nouveau paragraphe : « Autre Pour les opérations ou ensemble d'opérations de 15 logements et plus, la collecte des déchets est assurée par des conteneurs enterrés disposés sur l'espace privé, en limite de propriété dès lors que cela est possible, à une distance raisonnable des accès des bâtiments ».

1.12 Modification de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « CHEVRIERES BAS - En limite avec Malataverne »

1.12.1 Nature de la modification

La Commune souhaite modifier les principes d'aménagement définis dans l'OAP « CHEVRIERES BAS - En limite avec Malataverne ».

1.12.2 Justification de la modification

Les principes d'aménagement figurant au PLU en vigueur définissaient de manière trop précise le type d'aménagement à réaliser. Compte-tenu de l'évolution potentielle des besoins économiques, il est nécessaire de définir une orientation d'aménagement et de programmation plus souple sur le plan de l'aménagement interne de la zone, tout en respectant des principes qui garantissent la bonne intégration de l'opération dans son environnement. On observe notamment le maintien des franges boisées le long de la D844 et des espaces boisés en limite sud de la zone.

En outre, l'OAP précise que la zone Ue sera desservie depuis le chemin des Rozets. Il n'y aura donc pas d'accès direct à la zone Ue depuis la D844.

1.12.3 Description de la modification

L'OAP « CHEVRIERES BAS - En limite avec Malataverne » a été modifiée en ce sens (voir ci-après).

CHEVRIERES BAS – En limite avec Malataverne
Lieu-dit Chevrères Bas

Localisation

Secteur situé au nord du village, le long de la D844

Zonage réglementaire

Zone Ue : zone à urbaniser à vocation principale d'activités.



PRINCIPES D'AMENAGEMENT

Accès

Les accès actuels à la zone Ue se font depuis le chemin des Rozets.

Le chemin sera à terme réaménagé pour réaliser une voie de desserte reliant la D844 à la N7.

Desserte

La zone Ue de Chevrères Bas a pour vocation de permettre l'extension et la réorganisation des activités du transporteur sur le site. Les besoins en stationnement des poids lourds nécessitent d'organiser la desserte interne autour d'une voie en boucle. Celle-ci dessert par ailleurs les nouveaux équipements (bureaux,...).

Programmation urbaine

Le projet comprend, principalement :

- un atelier – garage,
- une aire de stockage,
- des bureaux et divers locaux.

Composition paysagère

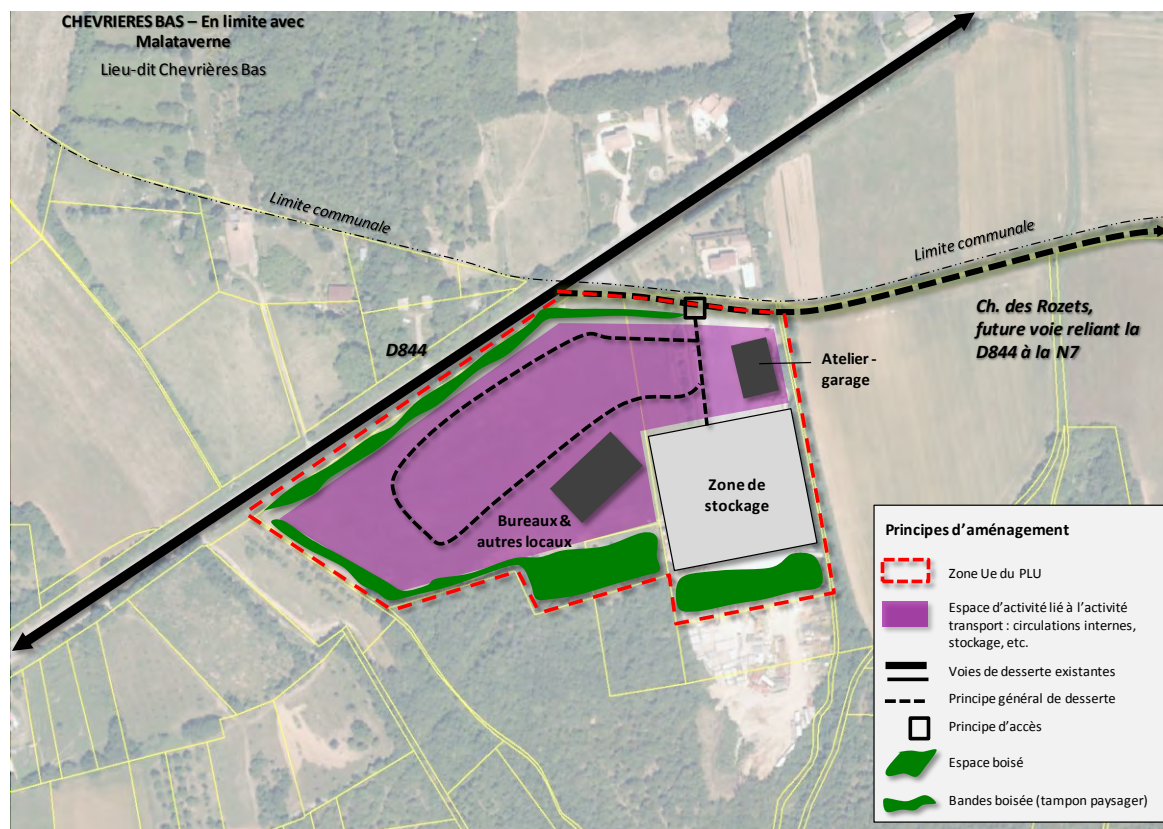
Deux franges paysagères doivent être traitées :

- 1) la limite paysagère avec la N7, par la réalisation de bandes boisées (larges d'environ 10 m), utilisant des essences locales et organisées dans le cadre d'un schéma paysager ;
- 2) la frange boisée sud : des boisements seront créés afin de créer une assise végétale aux constructions nouvelles (zone de stockage, bureaux, etc.).

Gestion des eaux pluviales

Sans présager des solutions réglementaires à mettre en œuvre, il convient de favoriser la rétention des eaux pluviales à la parcelle.

PLU de Donzère - Orientations d'aménagement et de programmation



PLU de Donzère - Orientations d'aménagement et de programmation

CHEVRIERES BAS – En limite avec Malataverne

Lieu-dit Chevières Bas

Localisation

Secteur situé au nord du village, le long de la D844

Zonage réglementaire

Zone Ue : zone à urbaniser à vocation principale d'activités.



PRINCIPES D'AMENAGEMENT

Accès

Les accès actuels à la zone Ue se font depuis le chemin des Rozets, à hauteur de l'intersection avec la D844.

Le chemin sera à terme réaménagé pour réaliser une voie de desserte reliant la D844 à la N7.

Desserte

La zone Ue de Chevrières Bas a pour vocation de permettre l'extension et la réorganisation des activités du transporteur sur le site. Les besoins en stationnement des poids lourds nécessitent d'organiser la desserte interne autour d'une voie interne.

Programmation urbaine

Le projet peut intégrer des constructions, des aires de stockage, des bureaux et divers locaux.

Composition paysagère

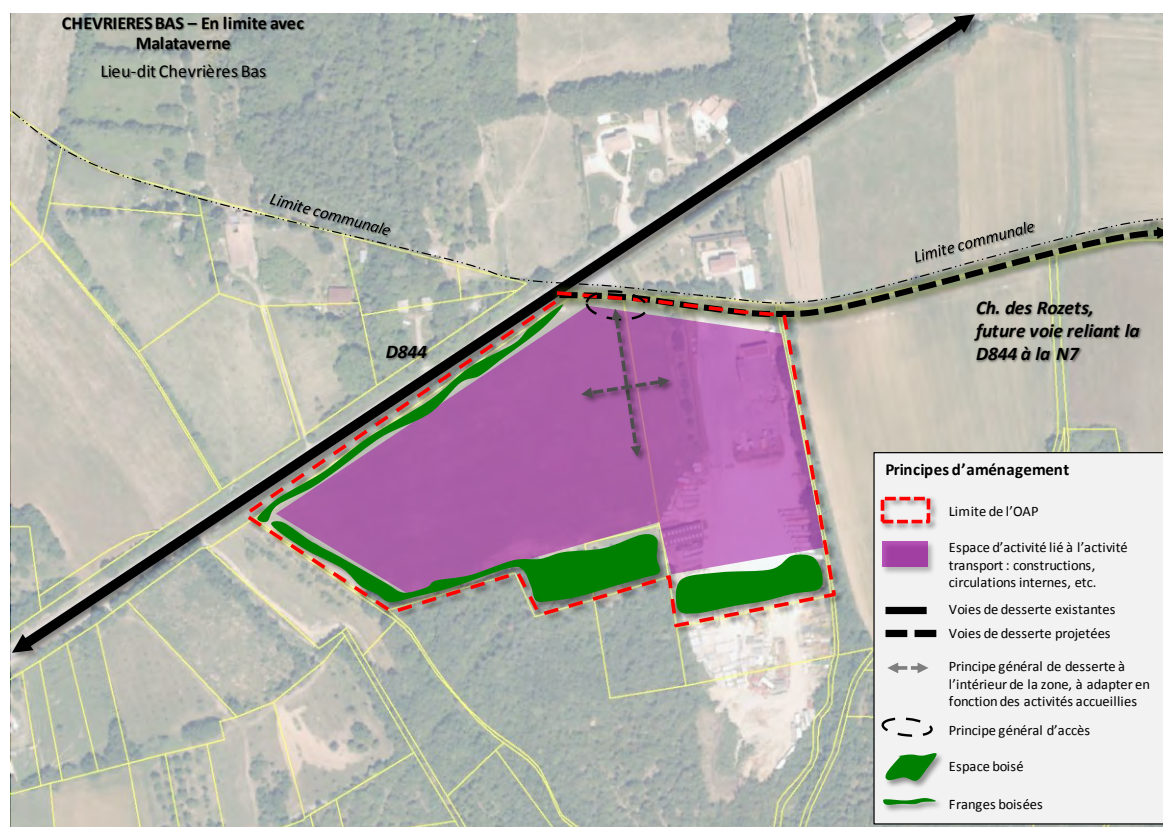
Deux franges paysagères doivent être traitées :

- 1) la limite paysagère avec la N7, par la réalisation de franges boisées utilisant des essences locales et organisées dans le cadre d'un schéma paysager ;
- 2) la limite boisée sud : des boisements seront créés afin de créer une assise végétale aux constructions nouvelles.

Gestion des eaux pluviales

Sans présager des solutions réglementaires à mettre en œuvre, il convient de favoriser la rétention des eaux pluviales à la parcelle.

PLU de Donzère - Orientations d'aménagement et de programmation



PLU de Donzère - Orientations d'aménagement et de programmation

2. Incidences de la modification sur l'environnement

2.1 Approche globale

Les modifications apportées dans le cadre de la modification n°1 du PLU, présentées au chapitre 1 du présent rapport de présentation, répondent aux objectifs de développement durable énoncés à l'article L121-1 du code de l'urbanisme.

Les incidences des modifications sont présentées en détail ci-après.

2.2 – Approche par modification apportée

MODIF. 1 / Suppression - réduction de six emplacements réservés dans le plan de zonage

Enjeu environnemental	Incidences sur l'environnement
Climatologie	▪ Absence d'impact
Relief	▪ Absence d'impact
Géologie	▪ Absence d'impact
Qualité de l'air	▪ Absence d'impact
Eaux souterraines	▪ Absence d'impact
Eaux superficielles	▪ Absence d'impact
Risque inondation	▪ Absence d'impact. L'emprise de l'ER n°14 correspondant à l'aménagement d'un bassin de gestion des eaux pluviales a été adaptée aux besoins de l'opération.
Milieu naturel	▪ Absence d'impact
Patrimoine culturel	▪ Absence d'impact
Cadre paysager	▪ Absence d'impact
Réseaux	▪ Absence d'impact
Gestion des déchets	▪ Absence d'impact
Consommation d'énergie	▪ Absence d'impact
Agriculture	▪ Absence d'impact
Bruit	▪ Absence d'impact

→ Compte-tenu du fait que la suppression des emplacements réservés n°10, 11, 12, 13 et 28 est justifiée par le fait que les terrains sont devenus une propriété communale et/ou sont en cours d'acquisition et que la réduction de l'emprise de l'emplacement réservé n°14 permet d'adapter la taille du bassin aux besoins de l'opération, il n'y a pas d'impact négatif sur l'environnement.

**MODIF. 2 / Suppression de la réglementation des coefficients d'occupation du sol (COS)
dans le règlement écrit**

Enjeu environnemental		Incidences sur l'environnement
Climatologie	▪	Absence d'impact
Relief	▪	Absence d'impact
Géologie	▪	Absence d'impact
Qualité de l'air	▪	Absence d'impact
Eaux souterraines	▪	Absence d'impact
Eaux superficielles	▪	Absence d'impact
Risque inondation	▪	Absence d'impact
Milieu naturel	▪	Absence d'impact
Patrimoine culturel	▪	Absence d'impact
Cadre paysager	▪	Absence d'impact
Réseaux	▪	Absence d'impact
Gestion des déchets	▪	Absence d'impact
Consommation d'énergie	▪	Absence d'impact
Agriculture	▪	Absence d'impact
Bruit	▪	Absence d'impact

→ La suppression du COS en zone U et AU n'a aucun impact négatif dans la mesure où elle permet d'optimiser l'urbanisation dans les enveloppes urbaines ou à urbaniser.

MODIF. 3 / Modification des articles Ub 3, Uc 3 et Ud 3 du règlement écrit

Enjeu environnemental	Incidences sur l'environnement
Climatologie	▪ Absence d'impact
Relief	▪ Absence d'impact
Géologie	▪ Absence d'impact
Qualité de l'air	▪ Absence d'impact
Eaux souterraines	▪ Absence d'impact
Eaux superficielles	▪ Absence d'impact
Risque inondation	▪ Absence d'impact
Milieu naturel	▪ Absence d'impact
Patrimoine culturel	▪ Absence d'impact
Cadre paysager	▪ Absence d'impact
Réseaux	▪ Absence d'impact
Gestion des déchets	▪ Absence d'impact
Consommation d'énergie	▪ Absence d'impact
Agriculture	▪ Absence d'impact
Bruit	▪ Absence d'impact

→ La modification de l'article 3 des zones Ub, Uc et Ud afin de réduire, dans certains cas, la largeur minimum des plates-formes des voies nouvelles ouvertes à la circulation n'a pas d'impact négatif puisque la nouvelle rédaction permet à la fois de garantir la sécurisation des déplacements (bande de roulement d'au moins 4 mètres de largeur) tout en limitant la consommation d'espace (la largeur initiale d'une plate-forme d'au moins 8 mètres étant dans certains cas surdimensionnée).

MODIF. 4 / Modification de l'article 11 des zones Ub, Uc, Ud, Ue, AUc, AUd et AUe du règlement écrit

Enjeu environnemental		Incidences sur l'environnement
Climatologie	▪	Absence d'impact
Relief	▪	Absence d'impact
Géologie	▪	Absence d'impact
Qualité de l'air	▪	Absence d'impact
Eaux souterraines	▪	Absence d'impact
Eaux superficielles	▪	Absence d'impact
Risque inondation	▪	Absence d'impact
Milieu naturel	▪	Absence d'impact
Patrimoine culturel	▪	Absence d'impact
Cadre paysager	▪	Absence d'impact
Réseaux	▪	Absence d'impact
Gestion des déchets	▪	Absence d'impact
Consommation d'énergie	▪	Absence d'impact
Agriculture	▪	Absence d'impact
Bruit	▪	Absence d'impact

→ La modification de l'article Ub 11 n'a pas d'impact négatif puisqu'il s'agit de supprimer une disposition illégale (un recul ne peut pas être imposé dans la mesure où une clôture correspond nécessairement à la limite séparative, ce qui n'est pas le cas si une marge de recul est rendue obligatoire).

MODIF. 5 / Modification des articles Ue 1 et Ue 2 du règlement écrit

Enjeu environnemental	Incidences sur l'environnement
Climatologie	▪ Absence d'impact
Relief	▪ Absence d'impact
Géologie	▪ Absence d'impact
Qualité de l'air	▪ Absence d'impact
Eaux souterraines	▪ Absence d'impact
Eaux superficielles	▪ Absence d'impact
Risque	▪ Le fait d'accepter les ICPE soumis à autorisation dans le secteur Uea va permettre l'accueil d'installations présentant des risques ou pollutions plus importants. L'impact négatif est cependant limité car l'exploitant doit faire une demande d'autorisation avant toute mise en service, démontrant l'acceptabilité du risque. Le préfet peut autoriser ou refuser le fonctionnement. L'impact est d'autant plus limité que le secteur Uea est une zone ne comprenant pas d'habitations puisqu'il s'agit d'une zone réservée à l'accueil d'activités.
Milieu naturel	▪ Absence d'impact
Patrimoine culturel	▪ Absence d'impact
Cadre paysager	▪ Absence d'impact
Réseaux	▪ Absence d'impact
Gestion des déchets	▪ Absence d'impact
Consommation d'énergie	▪ Absence d'impact
Agriculture	▪ Absence d'impact
Bruit	▪ Absence d'impact

→ La modification des articles Ue 1 et Ue 2 du règlement écrit a donc un impact négatif limité du fait de la nature de la zone Uea et du strict encadrement réglementaire des ICPE soumises à autorisation.

MODIF. 6 / Modification des articles AUe 1, AUe 2 et AUe 10 du règlement écrit

Enjeu environnemental	Incidences sur l'environnement
Climatologie	▪ Absence d'impact
Relief	▪ Absence d'impact
Géologie	▪ Absence d'impact
Qualité de l'air	▪ Absence d'impact
Eaux souterraines	▪ Absence d'impact
Eaux superficielles	▪ Absence d'impact
Risque	▪ Le fait d'accepter les ICPE soumis à autorisation dans le secteur AUem va permettre l'accueil d'installations présentant des risques ou pollutions plus importants. L'impact négatif est cependant très limité car l'exploitant doit faire une demande d'autorisation avant toute mise en service, démontrant l'acceptabilité du risque. Le préfet peut autoriser ou refuser le fonctionnement. L'impact est d'autant plus limité que le secteur AUem est une zone située très à l'écart de tout quartier d'habitations et réservée à l'accueil d'activités.
Milieu naturel	▪ Absence d'impact
Patrimoine culturel	▪ Absence d'impact
Cadre paysager	▪ Le passage d'une hauteur maximale de 14m à 17m a un impact limité sur le paysage car la zone ne sera pas perceptible depuis les grands axes (N7 et A7) et car les règles de prospect (limites séparatives,...) permettront une bonne insertion des constructions dans leur environnement immédiat déjà constitué de bâtiments d'un volume significatif.
Réseaux	▪ Absence d'impact
Gestion des déchets	▪ Absence d'impact
Consommation d'énergie	▪ Absence d'impact
Agriculture	▪ Absence d'impact
Bruit	▪ Absence d'impact

→ La modification des articles AUe 1, AUe 2 et AUe 10 du règlement écrit a donc un impact négatif très limité du fait de la nature de la zone AUem, de son éloignement par rapport aux quartiers d'habitat et du fait du strict encadrement réglementaire des ICPE soumises à autorisation. L'impact paysager lié à la hauteur maximale qui passe de 14m à 17m est également limité pour les raisons indiquées dans le tableau ci-dessus.

MODIF. 7 / Suppression de la servitude L123-2 a) pour la zone AUc située à l'ouest du chemin de la Condamine

Enjeu environnemental		Incidences sur l'environnement
Climatologie	▪	Absence d'impact
Relief	▪	Absence d'impact
Géologie	▪	Absence d'impact
Qualité de l'air	▪	Absence d'impact
Eaux souterraines	▪	Absence d'impact
Eaux superficielles	▪	Absence d'impact
Risque inondation	▪	Absence d'impact
Milieu naturel	▪	Absence d'impact
Patrimoine culturel	▪	Absence d'impact
Cadre paysager	▪	Absence d'impact
Réseaux	▪	Absence d'impact
Gestion des déchets	▪	Absence d'impact
Consommation d'énergie	▪	Absence d'impact
Agriculture	▪	Absence d'impact
Bruit	▪	Absence d'impact

→ La suppression de la servitude L123-2 a) pour la zone AUc située à l'ouest du chemin de la Condamine n'a pas d'impact négatif car il s'agit d'une zone déjà partiellement urbanisée (présence d'une construction) et qui a déjà fait l'objet de divisions foncières. De ce fait, elle présente un potentiel limité et la Commune peut difficilement envisager un projet urbain à l'échelle de cette zone.

MODIF. 8 / Ajustement de la limite entre la zone A et le secteur Ap

Enjeu environnemental	Incidences sur l'environnement
Climatologie	▪ Absence d'impact
Relief	▪ Absence d'impact
Géologie	▪ Absence d'impact
Qualité de l'air	▪ Absence d'impact
Eaux souterraines	▪ Absence d'impact
Eaux superficielles	▪ Absence d'impact
Risque inondation	▪ Absence d'impact
Milieu naturel	▪ Absence d'impact
Patrimoine culturel	▪ Absence d'impact
Cadre paysager	▪ L'impact négatif est très limité car le secteur Ap autorisant les nouvelles constructions agricoles s'inscrit dans le prolongement de l'exploitation existante. De plus, le plateau du Devoy n'est pas perceptible depuis les parties 'basses' de la ville.
Réseaux	▪ Absence d'impact
Gestion des déchets	▪ Absence d'impact
Consommation d'énergie	▪ Absence d'impact
Agriculture	▪ Absence d'impact
Bruit	▪ Absence d'impact

→ L'ajustement de la limite entre la zone A et le secteur Ap a donc un impact négatif très limité sur le paysage compte-tenu de la topographie des lieux. L'impact sur le plan économique est positif car cela va permettre de développement de l'exploitation agricole présente.

MODIF. 9 / Réduction de la marge de recul en zone Ue

Enjeu environnemental	Incidences sur l'environnement
Climatologie	▪ Absence d'impact
Relief	▪ Absence d'impact
Géologie	▪ Absence d'impact
Qualité de l'air	▪ Absence d'impact
Eaux souterraines	▪ Absence d'impact
Eaux superficielles	▪ Absence d'impact
Risque	▪ Absence d'impact
Milieu naturel	▪ Absence d'impact
Patrimoine culturel	▪ Absence d'impact
Cadre paysager	▪ L'impact n'est ni positif, ni négatif. La réduction du recul va permettre d'implanter les constructions plus près de la N7 et nécessitera de prendre en compte la problématique liée aux perceptions paysagères. la qualité paysagère du projet reposera sur un aménagement global cohérent.
Réseaux	▪ Absence d'impact
Gestion des déchets	▪ Absence d'impact
Consommation d'énergie	▪ Absence d'impact
Agriculture	▪ Absence d'impact
Bruit	▪ Absence d'impact

→ La réduction de la marge de recul en zone Ue n'impactera pas négativement le paysage car les constructions à implanter feront l'objet d'une réflexion d'ensemble liée aux perceptions paysagères. L'impact est positif concernant la consommation d'espace qui sera valorisée à l'intérieur de l'enveloppe urbaine. L'impact est également positif sur le plan économique.

MODIF. 10 / Modification des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) « Bouchillons Nord- Ouest RD 144 » et « Bouchillons Nord- Est RD 144 »

Enjeu environnemental		Incidences sur l'environnement
Climatologie	▪	Absence d'impact
Relief	▪	Absence d'impact
Géologie	▪	Absence d'impact
Qualité de l'air	▪	Absence d'impact
Eaux souterraines	▪	Absence d'impact
Eaux superficielles	▪	Absence d'impact
Risque inondation	▪	Absence d'impact
Milieu naturel	▪	Absence d'impact
Patrimoine culturel	▪	Absence d'impact
Cadre paysager	▪	Absence d'impact
Réseaux	▪	Absence d'impact
Gestion des déchets	▪	Absence d'impact
Consommation d'énergie	▪	Absence d'impact
Agriculture	▪	Absence d'impact
Bruit	▪	Absence d'impact

→ Les ajustements apportés aux OAP sont mineurs et n'ont donc pas d'impact particulier sur l'environnement. Les principes d'intégration paysagère et environnementale sont en effet maintenus.

MODIF. 11 / Ajout d'une annexe relative aux déchets ménagers et assimilés et précisions apportées à l'article 11 sur l'implantation des conteneurs de collecte

Enjeu environnemental		Incidences sur l'environnement
Climatologie	▪	Absence d'impact
Relief	▪	Absence d'impact
Géologie	▪	Absence d'impact
Qualité de l'air	▪	Absence d'impact
Eaux souterraines	▪	Absence d'impact
Eaux superficielles	▪	Absence d'impact
Risque inondation	▪	Absence d'impact
Milieu naturel	▪	Absence d'impact
Patrimoine culturel	▪	Absence d'impact
Cadre paysager	▪	Absence d'impact
Réseaux	▪	Absence d'impact
Gestion des déchets	▪	L'impact est positif puisque l'annexe permet de mieux cadrer la gestion des déchets sur la commune
Consommation d'énergie	▪	Absence d'impact
Agriculture	▪	Absence d'impact
Bruit	▪	Absence d'impact

→ L'ajout d'une annexe relative aux déchets ménagers et assimilés et les précisions apportées à l'article 11 sur l'implantation des conteneurs de collecte ont un impact positif sur l'environnement.

MODIF. 12 / Modification de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « CHEVRIERES BAS - En limite avec Malataverne »

Enjeu environnemental		Incidences sur l'environnement
Climatologie	▪	Absence d'impact
Relief	▪	Absence d'impact
Géologie	▪	Absence d'impact
Qualité de l'air	▪	Absence d'impact
Eaux souterraines	▪	Absence d'impact
Eaux superficielles	▪	Absence d'impact
Risque inondation	▪	Absence d'impact
Milieu naturel	▪	Absence d'impact
Patrimoine culturel	▪	Absence d'impact
Cadre paysager	▪	Absence d'impact
Réseaux	▪	Absence d'impact
Gestion des déchets	▪	Absence d'impact
Consommation d'énergie	▪	Absence d'impact
Agriculture	▪	Absence d'impact
Bruit	▪	Absence d'impact

→ Les ajustements apportés à l'OAP sont mineurs et n'ont donc pas d'impact particulier sur l'environnement. Les principes d'intégration paysagère et environnementale sont en effet maintenus.

2.3 – Approche liée à la prise en compte des documents stratégiques

2.3.1 La prise en compte du PLH

La Commune de Donzère n'est pas couverte par un PLH.

2.3.2 La prise en compte du Plan de Déplacements Urbains (PDU)

La Commune de Donzère n'est pas couverte par un PDU.

2.3.3 La prise en compte du Schéma de cohérence territoriale (SCOT)

La Commune de Donzère n'est pas couverte par un SCOT.

2.3.4 La prise en compte du SDAGE Rhône Méditerranée

Les modifications envisagées dans le cadre de la présente modification du PLU s'inscrivent dans le respect des objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône Méditerranée 2010-2015, en vigueur.

2.4 La prise en compte du PLU

2.4.1 Le rapport de présentation

Les modifications apportées sont présentées et justifiées dans le présent rapport de présentation complémentaire au rapport de présentation du PLU en vigueur.

2.4.2 Le règlement écrit

Le règlement écrit est modifié conformément aux points présentés précédemment (voir les § « Nature des modifications proposées et justification »).

2.4.3 Le plan de zonage

Le plan de zonage est modifié conformément aux points présentés précédemment (voir les § « Nature des modifications proposées et justification »).

2.4.4 Les orientations d'aménagement

Les orientations d'aménagement ont été complétées afin de cadrer le développement de l'urbanisation sur les zones ouvertes à l'urbanisation (voir les § « Nature des modifications proposées et justification »).

2.4.5 Les annexes

Une annexe 5.8 relative aux déchets complète les annexes existantes.

2.4.6 Les autres pièces du PLU

Les autres pièces du PLU ne sont pas modifiées.

De plus, les évolutions liées à la modification n°1 du PLU s'inscrivent dans le cadre de l'économie générale du PADD (Projet d'aménagement et de développement durables) puisque toutes répondent aux objectifs et aux orientations énoncés dans le PADD.

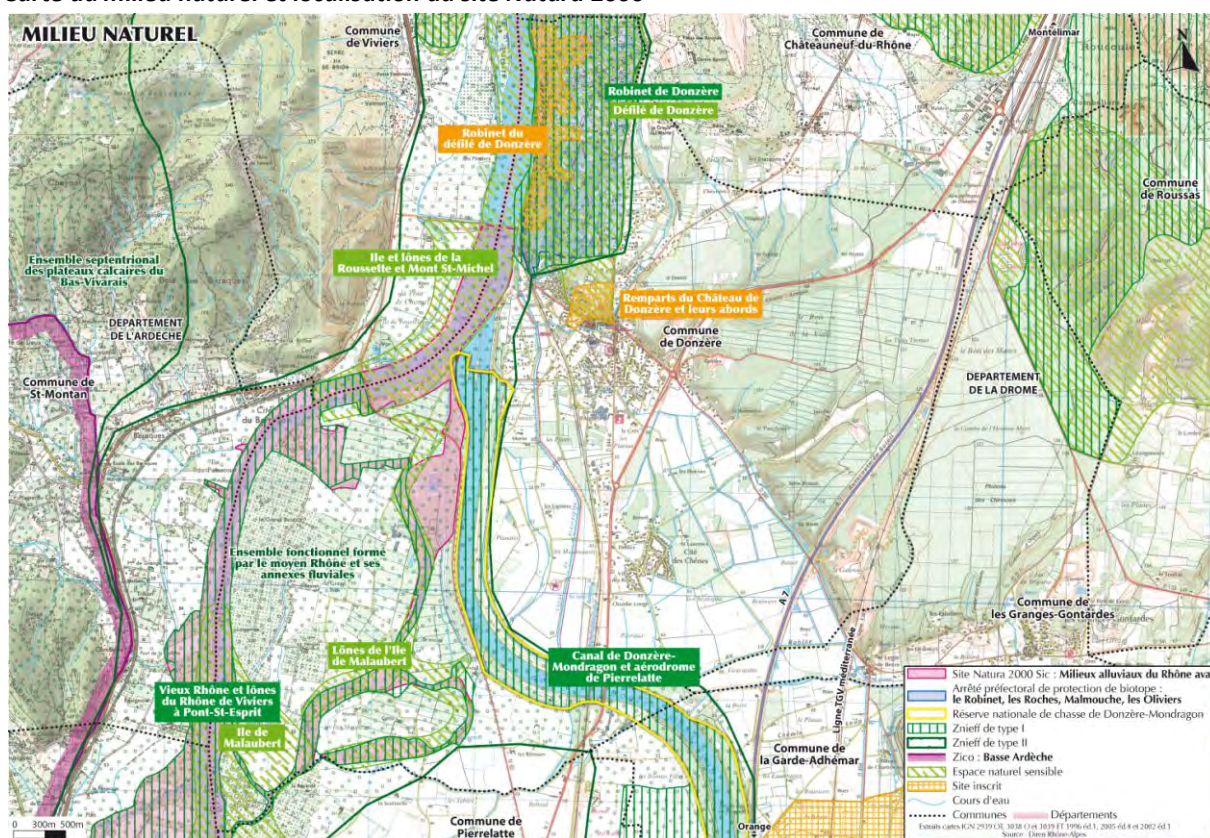
2.5 La prise en compte du site Natura 2000

La commune de Donzère comporte une partie du Site d'Importance Communautaire dénommé « Milieux alluviaux du Rhône aval » référencé FR8201677, inscrit dans le réseau Natura 2000, suivant proposition de la France à l'Europe en avril 2002.

Ce site de 2 112 hectares s'étend pour 56 % sur le département de la Drôme et 44 % sur celui de l'Ardèche. Sur la commune de Donzère, il comporte le lit majeur du Rhône depuis la sortie du défilé du Robinet avec une étroite bande de terres en jonction, au niveau des îles de Margerie, vers la rive ouest du canal de Donzère à Mondragon qu'il englobe.

Le site abrite une grande diversité de milieux : forêt alluviale, forêt mixte, prairies à molinie, pelouses calcaires,... Le site abrite ainsi 3 habitats d'intérêt communautaire prioritaires et est intéressant pour un grand nombre d'invertébrés, de poissons et de mammifères (dont la loutre et le castor).

Carte du milieu naturel et localisation du site Natura 2000



Sur la commune, le site englobe les milieux localisés en bordure du Rhône, mais également les différentes annexes fluviales (lône Caderousse, lône du Bayard, lône de Saint-Ferréol) localisées dans la plaine.

Compte-tenu de la nature et de la localisation des modifications envisagées dans le cadre de la présente modification du PLU, celles-ci ne sont donc pas de nature à affecter le site Natura 2000 « Milieux alluviaux du Rhône aval ».



Commune de Donzère
Département de la Drôme

Plan local d'urbanisme Révision simplifiée n°1

Acte de Procédure



Révision simplifiée du PLU approuvée par Délibération du conseil municipal le 27.02.2014

Sommaire de l'acte de procédure

I. Cadre de la procédure et présentation du document d'urbanisme local	3
I.1 Introduction.....	3
I.2 Objectifs de la révision simplifiée	4
II. L'ISDND de Donzère	6
II.1 Présentation, localisation	6
a. Présentation générale.....	6
b. Fonctionnement actuel.....	7
II.2 Analyse de l'état initial de l'environnement	8
a. Contexte situationnel :	8
b. Contexte urbain :	8
c. Contexte économique :	8
d. Milieu physique	9
e. Milieu naturel.....	9
f. Les risques naturels et technologiques.....	11
g. Equipements du secteur.....	12
h. Nuisances	13
II.3 Dispositifs réglementaires régissant le secteur concerné	14
a. Ce que prévoit et permet le PLU, état des lieux	14
b. Contraintes réglementaires affectant le secteur d'étude	16
III. Présentation Justification de l'intérêt général.....	17
III.1 Le projet	17
III.2 L'intérêt général	18
a. Optimisation de l'exploitation de l'ISDND, une meilleure gestion des déchets	19
b. Un projet adapté aux besoins	19
c. Atteindre les objectifs du plan interdépartemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de Drôme Ardèche (PIED)	20
d. Mettre en œuvre les objectifs du projet d'aménagement durables du PLU	20
e. Retombées économiques locales	22
III.4 Les impacts du projet	23
a. Rappel des objectifs du PLU	23
b. Point de synthèse des impacts du projet d'écopôle environnemental.	24
c. Evaluation des incidences Natura 2000	27
IV. Le Plan Local d'Urbanisme révisé : effets sur le document.....	28
IV.1 Impacts sur le document	28
a. Projet d'Aménagement et de développement durables	28
b. Zonage.....	28
c. Surfaces de zones	28
d. Règlement.....	33
e. Servitudes d'Utilité Publique	34
IV.2 Respect des lois et réglementations en vigueur	35

I. Cadre de la procédure et présentation du document d'urbanisme local

I.1 Introduction

Afin de prendre en compte les dispositions réglementaires de la loi SRU et de la loi Grenelle, le conseil municipal a prescrit la révision générale du Plan d'occupation des Sols (POS) en PLU en février 2011. Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Donzère a été approuvé en mars 2012, il succède au POS de 1991.

Il s'agit donc d'un document récent, élaboré au plus près des préoccupations communales, adapté aux enjeux et ambitions de Donzère pour le développement de son territoire.

L'installation de stockage de déchets non dangereux de Donzère (ISDND), dont il sera question dans cette procédure, bénéficie au PLU d'un zonage et d'un règlement spécifiques Nd légendé « secteur à dominante naturelle sur lequel sont autorisés les constructions et aménagements liés à l'activité de traitement des déchets, à l'exploitation des dépôts et à l'enfouissement des déchets ».

La société SITA CE qui exploite l'ISDND de Donzère définit aujourd'hui des besoins de développement et initie un projet d'Ecopôle Environnemental c'est-à-dire une installation dédiée non seulement au stockage des déchets mais également à leur valorisation multiple (valorisation déchets transformables, production d'énergie renouvelable, ...).

Le projet, nourri par SITA, poursuit donc deux objectifs fondamentaux :

- 1- Optimiser l'exploitation de l'installation de stockage existante
- 2- Transformer le site de traitement en permettant notamment la valorisation matière et en développant la valorisation énergétique des déchets.

Le Plan local d'urbanisme prévoit une évolution surfacique de l'ISDND. Le plan de zonage anticipe les prochaines phases d'exploitation en les classant d'ores et déjà en secteur Nd. Néanmoins, à l'échelle du projet, la conformité du projet avec le PLU n'est pas parfaite.

Une procédure d'urbanisme est donc nécessaire pour encadrer les évolutions souhaitées dans une démarche partagée entre la Commune et le groupe SITA.

I.2 Objectifs de la révision simplifiée

La première révision simplifiée du PLU de Donzère a pour objet de permettre l'optimisation de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Donzère et de créer les conditions réglementaires de sa transformation en Ecopôle environnemental.

La transformation induit la création d'installations nouvelles in situ en complément de celles déjà présentes et axées sur le tri et la valorisation des déchets. Techniquement, le centre de traitement en fonction sera complété et amélioré par :

- L'implantation d'une unité de valorisation de la matière
- L'extension nord de Donzère 2 (deuxième tranche d'exploitation de l'ISDND)
- La création d'un casier spécifique destiné au stockage de l'amiante lié avec des matériaux inertes qui permettra la prise en charge de déchets non accueillis à ce jour.

L'Ecopôle environnemental de Donzère sera globalement situé au sein du zonage actuellement dévolu à la gestion des déchets au PLU de Donzère.

Le périmètre de l'ICPE (installation classée pour l'environnement) projeté et les contraintes PLU qui l'affectent actuellement ne sont pas parfaitement conformes entre eux. Concrètement des adaptations marginales de zonage, des marges de recul ainsi que la modification d'Espaces Boisés Classés (EBC) sont nécessaires à la faisabilité réglementaire de l'Ecopôle et à la parfaite concordance du projet avec le document d'urbanisme local.

Les modifications affectant des espaces naturels (classés Nd et N au PLU) ainsi qu'un espace boisé classé (EBC) ; le choix de la procédure d'urbanisme est contraint.

L'évolution du document d'urbanisme ayant un objet unique de caractère d'intérêt général, la procédure retenue est celle de la révision simplifiée définie à l'article L123-13 du code de l'urbanisme.

Rappel du texte réglementaire de référence :

Article L123-13 du Code de l'urbanisme

Modifié par [LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 19 \(V\)](#)

Le plan local d'urbanisme est modifié ou révisé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu par le deuxième alinéa de l'article [L. 123-6](#), du conseil municipal après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

...

Lorsque la révision a pour seul objet la réalisation d'une construction ou d'une opération, à caractère public ou privé, présentant un intérêt général notamment pour la commune ou toute autre collectivité, elle peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu par le deuxième alinéa de l'article [L. 123-6](#), du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. La révision simplifiée donne lieu à un examen conjoint des personnes publiques associées mentionnées à l'article [L. 123-9](#). Le dossier de l'enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement est complété par une notice présentant la construction ou l'opération d'intérêt général.

...

Nota : la révision simplifiée n°1 de Donzère ayant été prescrite par délibération du conseil municipal le 13.12.2012, elle est régie par l'article L123-13 dans sa version antérieure dans le respect de l'Ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 article 19.

La présente procédure s'inscrit parfaitement dans ce cadre légal. Le dossier procédural, s'attachera à respecter en tout point les attendus de la procédure.

Procédures connexes.

Concomitamment à la présente procédure d'urbanisme, le groupe SITA constitue le dossier Installation Classée Pour l'Environnement inhérent au projet d'Ecopôle environnemental et le dossier de demande d'autorisation d'exploiter s'y rapportant.

La commune souhaite, dans un souci de transparence et de bonne compréhension du projet que soit organisée une enquête publique conjointe ICPE et Révision simplifiée.

Les procédures sont donc étroitement liées.

Procédure ICPE

Le Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter (DDAE) a été transmis pour instruction aux services préfectoraux le 31 janvier 2013, il est en cours d'instruction. Le délai prévisionnel d'instruction est de 4 mois.

Les demandes de permis de défricher ainsi que permis de construire ont été déposés en février 2013.

II. L'ISDND de Donzère

II.1 Présentation, localisation

a. Présentation générale

Localisation

L'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) se situe au Sud Est du territoire Donzerois sur un espace éloigné du centre ville et bordé par des infrastructures majeures : ligne TGV Méditerranée et autoroute A7. Il est également aisément accessible depuis la RN7 et la RD 541.



Localisation de l'ISDND de Donzère

La proximité immédiate des infrastructures routières primaires permet une bonne desserte du site tant à l'échelle locale qu'inter-communale, qualité attendue et requise pour ce type d'activité.

Positionnement géographique de l'ISDND par rapport aux principales communes avoisinantes :

- 1,2 km au Nord-Ouest du village des Granges-Gontardes ;
- 2,5 km au Sud-est du centre de Donzère,
- 9,6 km au Nord-est du centre de Pierrelatte,
- 15 km au Sud de Montélimar.

L'éloignement de l'ISDND des zones d'habitations permet de limiter les risques de nuisances des riverains, risques par ailleurs pris en compte.

Historique de l'installation

L'installation de stockage de déchets non dangereux est exploitée par le groupe SITA depuis 1981 sur le territoire de Donzère.

L'ISDND compte 3 secteurs d'exploitation dénommés respectivement DONZERE1, DONZERE 2 et DONZERE 3.

L'installation en est aujourd'hui à sa deuxième tranche d'exploitation. La première tranche, **Donzère 1**, a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise à l'arrêt et de remise en état en mai 2011.

Donzère 2 dispose d'une autorisation de carrière/stockage pour un tonnage annuel moyen de 150 000 t/an de déchets ménagers et assimilés. Les déchets réceptionnés proviennent essentiellement de la Drôme et de l'Ardèche.

En 2011, le site a obtenu une autorisation d'extension pour une troisième tranche d'exploitation **Donzère 3**, non utilisée à ce jour mais prévu au zonage PLU de la Commune (secteur Nd).

b. Fonctionnement actuel

L'ISDND allie au sein de son périmètre diverses activités connexes autour de la gestion des déchets :

- Exploitation de carrière

L'activité de carrière permet de créer le vide de fouille nécessaire à l'activité de stockage de déchets. Le cycle d'exploitation comprend le creusement de l'excavation, l'aménagement des casiers de réception des déchets et le comblement avec des déchets.

- Exploitation de l'installation de stockage

L'excavation créée par la carrière est ensuite utilisée pour le stockage des déchets selon un principe de casiers hydrauliquement indépendants, divisés en alvéoles d'exploitation.

- Récupération et valorisation du biogaz

Les déchets ménagers et assimilés sont en partie fermentescibles. Leur enfouissement par compactage conduit, en raison de l'absence d'air, à une fermentation anaérobie, productrice d'un gaz appelé biogaz.

Une plateforme de valorisation du biogaz est présente sur l'installation de stockage de Donzère depuis août 2006.

La production d'électricité par combustion se fait au moyen de deux moteurs à gaz, selon le principe du moteur à explosion.

Le site produit environ 12 000 MWh par an, soit l'équivalent de la consommation (hors chauffage) de toute la population de Donzère.

- Gestion des lixiviats

Les lixiviats sont les eaux de pluie et liquides résiduels qui proviennent de la percolation de l'eau à travers les déchets qui se chargent en éléments dont certains sont polluants. Les lixiviats sont récoltés et traités.

Ils sont acheminés de manière gravitaire en point bas des casiers et acheminés vers un bassin de stockage via un système de pompe. Le bassin étanche de récolte des lixiviats a une capacité actuelle de 4 000 m³.

Sur l'emprise de l'ICPE de Donzère, actuellement autorisée, une unité de traitement est implantée et traite les lixiviats directement sur le site. L'unité de traitement comporte un bassin de pré-traitement biologique de 1500 m² et une dalle avec rétention de 200 m² avec caniveau et puisard, accueillant les installations d'évaporation des lixiviats et le traitement de finitions des condensats.

- Réaménagement du site en fin d'exploitation

En fin d'exploitation, les sites sont réaménagés et remis en état dans le souci d'une bonne insertion paysagère.

Sur Donzère 1, la totalité du site a été remis en état. L'ONF a planté 59 000 pieds (chênes pubescents, pins d'Alep, frênes, Aulnes) et en assure l'entretien.

Sur Donzère 2 en cours d'exploitation : 1.7 ha ont été réaménagés.

II.2 Analyse de l'état initial de l'environnement

L'état initial de l'environnement présente de manière synthétique un état des lieux du secteur, objet de la révision simplifiée.

L'état des lieux ci-dessous présenté se concentre sur les éléments ayant trait au fonctionnement urbain, au rôle du site sur le territoire, à la valeur paysagère de l'espace traité, aux sensibilités écologiques détectées et tout élément ayant une portée sur le Plan Local d'Urbanisme.

Pour une approche tout à fait exhaustive nous renvoyons le lecteur à l'état initial de l'environnement élaboré dans l'étude d'impact jointe au dossier ICPE (enquête publique conjointe).

a. Contexte situationnel :

Le site de traitement des déchets de Donzère actuellement exploité est cerné par la ligne TGV méditerranée, l'Autoroute A 7 et la RD541.

Eloigné du centre bourg de Donzère et des Granges Gontardes, la zone est très peu fréquentée en dehors de l'activité de l'ISDND et de la chasse.

Aucun sentier ne traverse le site d'exploitation.

► Les infrastructures la bordant participent à la délimitation et au confinement du site de traitement (exploitation actuelle).

b. Contexte urbain :

Environnement urbain :

Les zones d'habitats agglomérées les plus proches sont :

- Le noyau villageois de Granges Gontardes distant de 1.2km
- La cité des chênes située sur le territoire Donzerois à environ 1.6km
- Le centre village de Donzère éloigné de 2km.

► En toute logique l'ISDND se positionne sur un secteur très peu bâti, seules quelques constructions isolées sont à proximité du centre de traitement (dont la plus proche est la ferme de Javelin à 610m).

► Aucune habitation n'est présente à moins de 500m.

► La topographie du site ou la présence des infrastructures ferroviaires et routières bloquent les vues sur l'ISDND depuis les zones d'habitats éloignées.

Occupation bâti du site :

En dehors des bâtiments et installations nécessaires au fonctionnement de l'ISDND (accueil, réception du public, bureaux), le secteur est dépourvu de construction et notamment dans le rayon de 200m (périmètre de servitude d'utilité publique).

c. Contexte économique :

Activités agricoles

Une fois les infrastructures terrestres franchies, on note la présence de 2 activités agricoles à proximité du centre de traitement :

- Une station fruitière (SCEA Des Bognets) à 520 m à l'Ouest des limites du site existant, de l'autre côté de l'autoroute A7.
- La cave Vergobbi, domaine du Vieux Micocoulier au lieu-dit « Le Logis de Berre » à 680 m au Sud des limites du projet au croisement de la RD 541 et de la RD 548.

Activités industrielles

La commune de Donzère comptabilise 3 établissements classés ICPE dont celui de SITA CE.

Parc économique

La commune de Donzère, recense 2 zones économiques majeures : la zone industrielle des Eoliennes et la zone artisanale des Gresses. A titre second, l'ancienne chocolaterie d'Aiguebelle a été aménagée en zone d'activités tertiaire.

La zone d'activités des Eoliennes située à la sortie Sud de Montélimar se développe sur une superficie de 73 hectares, dont 35 sont actuellement occupés par 8 entreprises. Un projet ludo-commercial est en cours sur ce secteur.

► la faisabilité d'une alimentation énergétique du futur parc ludo-commercial par le biogaz produit par l'ISDND est à l'étude.

d. Milieu physique

Topographie

L'ICPE se développe sur environ 36 ha dont un peu moins de 8ha sont concernés par la zone de stockage de Donzère 2. L'altitude de la zone en cours d'exploitation s'échelonne approximativement entre 116 m NGF et 124 m NGF, avec une pente moyenne de 2 % orientée vers le Nord-Ouest.

D'une façon générale, l'Ecopôle environnemental de Donzère occupe une position dominante par rapport à la Plaine du Tricastin et par rapport à l'autoroute et à la ligne TGV qui borde le site en contrebas.

Géologie

D'après la carte géologique de Valreas au 1/50 000^{ème} (n°890), le site de Donzère repose sur la moyenne terrasse glaciaire du Rhône (Riss) directement sus-jacent aux marnes du Plaisancien.

Cette unité géologique s'est mise en place au cours de la glaciation du Riss (troisième glaciation de l'ère quaternaire qui s'est étendue entre -300 000 a -120 000 ans environ) par détachement des matériaux de leur support, au rythme des avancées et des retraits du glacier, à savoir des terrains alluviaux liés directement au glacier.

► Les terrains attendus sont des alluvions de la moyenne terrasse, suivi de marnes du Plaisancien peu perméables.

Contexte hydrogéologique

► Les puits actuellement exploités, selon les principaux sens d'écoulement, se positionnent en latéral hydraulique par rapport au site existant et au projet d'extension à des distances comprises entre 1.7km et 3.9km. De plus, ces derniers se situent hors des axes de drainage et ne peuvent donc pas être impactés par la présence du site.

e. Milieu naturel

Paysage et perception du site

Les visions sur le site actuel et sur les zones concernées par le projet sont très limitées dans la mesure où ces zones se situent en hauteur (alentours de la côte 120 m NGF), dissimulées par une ceinture boisée et que rien ne les surplombe, hormis les hautes collines éloignées de plusieurs kilomètres (Roussas, La Garde Adhemar...).

La ligne TGV longe quant à elle le site à mi-hauteur du talus (vue extrêmement furtive).

Les habitations les plus proches sont situées sur la basse vallée du Rhône, soit à une côte largement inférieure à celle du projet, proche de 60 m NGF.

Le site existant, coincé entre l'autoroute et la ligne TGV, bénéficie d'écrans de tous côtés (il se trouve entièrement inclus dans une zone boisée) et est très peu visible et parfaitement intégré.

► La topographie collinaire du site et la présence de boisements périphériques rendent très peu perceptible l'ISDND d'un point de vue paysager.

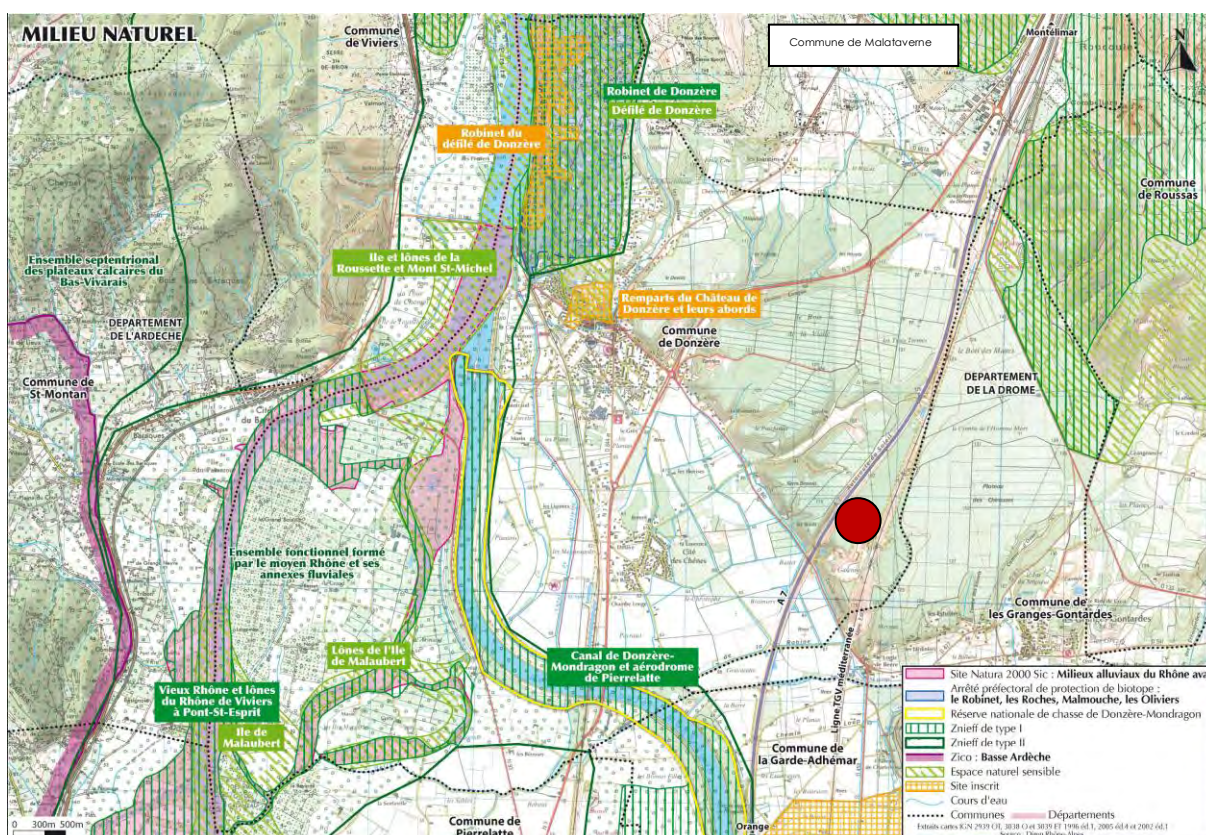
L'environnement naturel

Selon les informations issues du site internet de la DIREN Rhône Alpes, le secteur de l'ISDND n'est concerné par aucun document de protection d'un milieu naturel patrimonial spécifique :

- **La zone projetée n'est pas concernée par l'inventaire ZNIEFF.**
- **La zone n'est concernée par aucun arrêté Préfectoral de Protection de Biotope**
- **La zone projetée n'est pas incluse dans une zone Natura 2000.**

La zone NATURA 2000 la plus proche du site est la suivante :

Site d'Intérêt Communautaire des Sables du Tricastin, localise à environ 4,5 kilomètres à l'Est du site d'étude.



Cartographie issue du rapport de présentation du PLU approuvé en mars 2012 (partie 2 état initial de l'environnement)

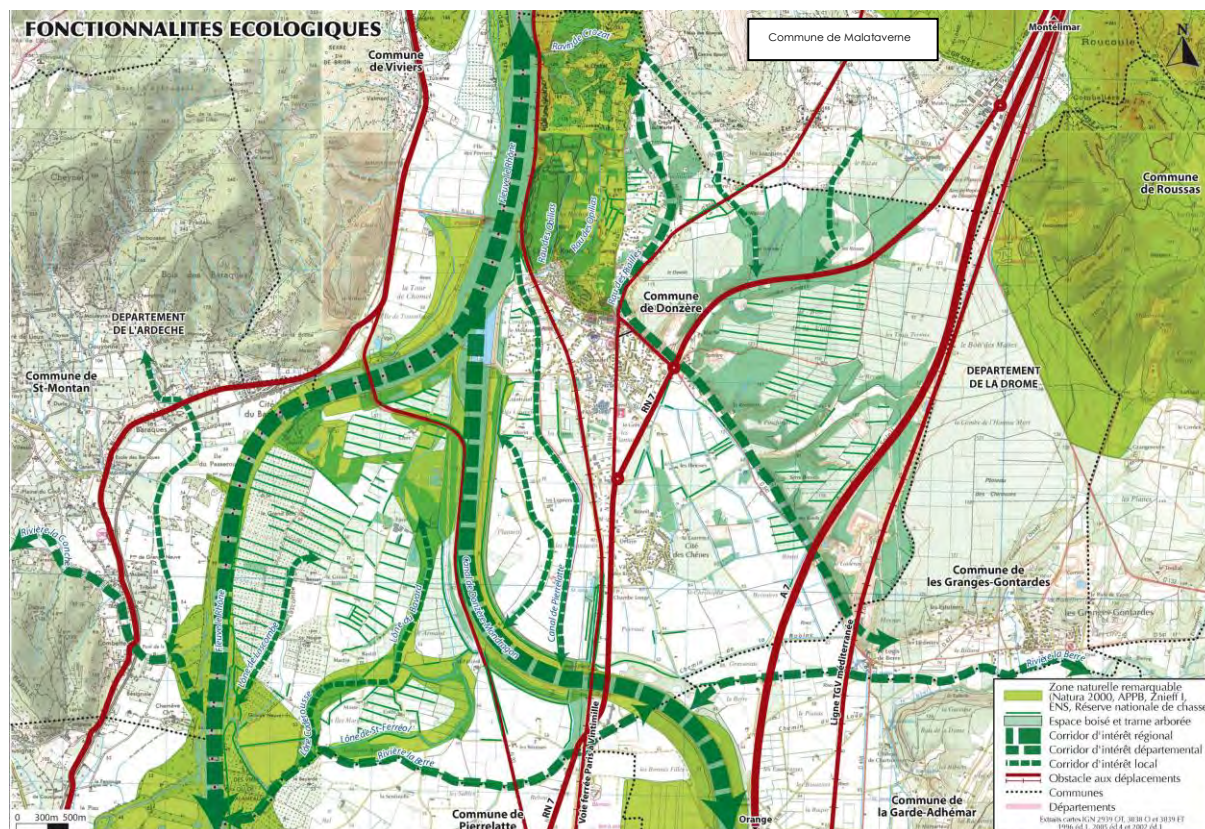
Les fonctionnalités écologiques

La carte de synthèse des fonctionnalités écologiques détectées sur la commune de Donzère fait apparaître des corridors d'intérêts régional, départemental et local ; les obstacles aux déplacements des espèces, des zones à intérêts naturalistes et des boisements qui participent à un degré moindre aux porosités écologiques.

Sur le site de l'ISDND, on notera la présence :

- en limite sud du site d'un corridor écologique d'intérêt départemental
- divers espaces boisés en périphérie de l'exploitation
- la présence de 2 obstacles aux déplacements : la ligne TGV et l'autoroute A7

► Le PLU dans sa version issue de la révision simplifiée veillera à conserver les fonctionnalités écologiques détectées et les mesures compensatoires associées.



Cartographie issue du rapport de présentation du PLU approuvé en mars 2012 (partie 2 état initial de l'environnement)

11

Les études menées dans le cadre du dossier ICPE permettent une observation plus fine à une échelle resserrée (Etude d'Impact).

La sensibilité écologique de la pointe Nord entre l'A7 et la ligne TGV et les enjeux associés y sont clairement pointés. Des mesures compensatoires adaptées sont proposées par l'exploitant.

f. Les risques naturels et technologiques

Risque inondation

La commune de Donzère est concernée par le PPRn (plan de prévention des risques naturels) inondation de la commune approuvé le 01/02/2012. La commune est menacée par les crues du Rhône et des ruisseaux de la Riaille, de Combelonge, de la Berre et des Opillas.

► Le site n'est pas concerné par les zones inondables réglementaires et les contraintes associées, ceci compte tenu de la localisation en point haut du site.

Risque incendie

Le risque des feux de forêts est identifié sur la commune de Donzère dans la base de données prim.net. La base de données Prométhée recense 6 incendies sur la commune de Donzère depuis 2002 : le dernier qui a eu lieu au Sud du site, de l'autre côté de la route D541, date du 14 septembre 2012 (0,004 hectares de surface concernée – origine : malveillance) et le plus important date du 6 septembre 2007 avec 65 hectares concernés au niveau de la zone industrielle des Eoliennes (origine accidentelle). Ce dernier s'est propagé jusqu'à la zone Nord du site.

Risque sismique

La zone d'étude est située en zone de sismicité modérée (zone 3) - Zonage selon le décret de 2010. Ce zonage entraîne des règles de construction parasismique à intégrer dans toute construction.

► Ces règles seront intégrées au stade projet de conception du bâtiment de l'unité valorisation matières.

Risque mouvements de terrain

La base de données BD Mouvements de Terrain du BRGM recense 3 mouvements de terrain sur la commune de Donzère

► Aucun de ces mouvements de terrain recensé ne concerne directement le site.

Risques technologiques

La commune de Donzère n'est pas située dans le périmètre d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques.

g. Equipements du secteur

Voirie et accès

Le site est aisément accessible depuis la RD541, elle-même reliée aux infrastructures d'envergure régionale et nationale : la RN7 et l'A7.

La bonne desserte de l'ISDND est assurée par un dispositif d'accès sécurisé au droit du site ; tourne à droite. ►

Deplus l'accès au site présente l'avantage d'être possible sans traversée du village.

Le trafic routier moyen lié au fonctionnement des installations actuelles a été de 90 rotations quotidiennes en 2011 (comprenant l'aller et le retour) en moyenne dont 70 à 80 % transitant par la RN7 et la RD541 Nord (sortie de l'autoroute « Montélimar Sud » et Pierrelatte) soit 1.3% du trafic.

► Les accès et la desserte du site s'opère de manière satisfaisante.

Alimentation en eau :

Le site n'est pas raccordé au réseau d'adduction d'eau potable.

Le piézomètre aval n°6 (environ 39 m de profondeur, mis en place en 2000) est équipé depuis 2004 d'une pompe à demeure et d'un compteur permettant d'alimenter le site en eau pour les toilettes et les usages techniques (nettoyage des locaux, ...).

Un système de bonbonnes à eau est à la disposition du personnel.

Il est ici précisé que l'eau puisée est propre à la consommation humaine.

► La ressource en eau est suffisante quantitativement et qualitativement.

Alimentation électrique

Le site de traitement des déchets est alimenté en électricité par EDF.

► Le site est distribué.

Assainissement



Le site est équipé de plusieurs dispositifs d'assainissement non collectif constitués de 2 fosses toutes eaux de 3000 m³ (au niveau du poste de contrôle et des locaux sociaux). Ces dispositifs sont conformes à la réglementation en vigueur.

► Les installations nécessaires au fonctionnement du site sont présentes.

h. Nuisances

Bruit :

Les sources de nuisances sonores du secteur sont :

- La circulation ferroviaire sur la ligne TGV méditerranée
- La circulation autoroutière A7
- La circulation aérienne du fait de la proximité de l'aérodrome de Pierrelatte.
- Le fonctionnement actuel de l'ISDND (trafic des camions et engins d'exploitation...)

Des mesures acoustiques « in situ » ont été réalisées en septembre 2010 (par la société SAFEGE) dans le but de vérifier la conformité des niveaux sonores sur la base des prescriptions de l'arrêté préfectoral du site du 23 juillet 2010 et ont été complétées en septembre 2012 (par la société ARCADIS) afin de caractériser l'état acoustique.

► Tous les niveaux mesurés sont inférieurs aux seuils réglementaires de 70 dB le jour et de 60 dB la nuit. De plus, aucune tonalité marquée n'a été détectée.

Odeur :

Le fonctionnement actuel de l'ISDND induit des émissions d'odeurs provenant de la fermentation aérobie, de la dégradation anaérobie des matières organiques stockées et de la fermentation des lixiviats.

Le groupe SITA a mis en place deux systèmes de veille et de contrôle :

- Suivi des plaintes et désagréments auprès des riverains entre 2010 et 2011, démarches actuellement poursuivies
- Système RQ box, nez électronique

Qualité de l'air :

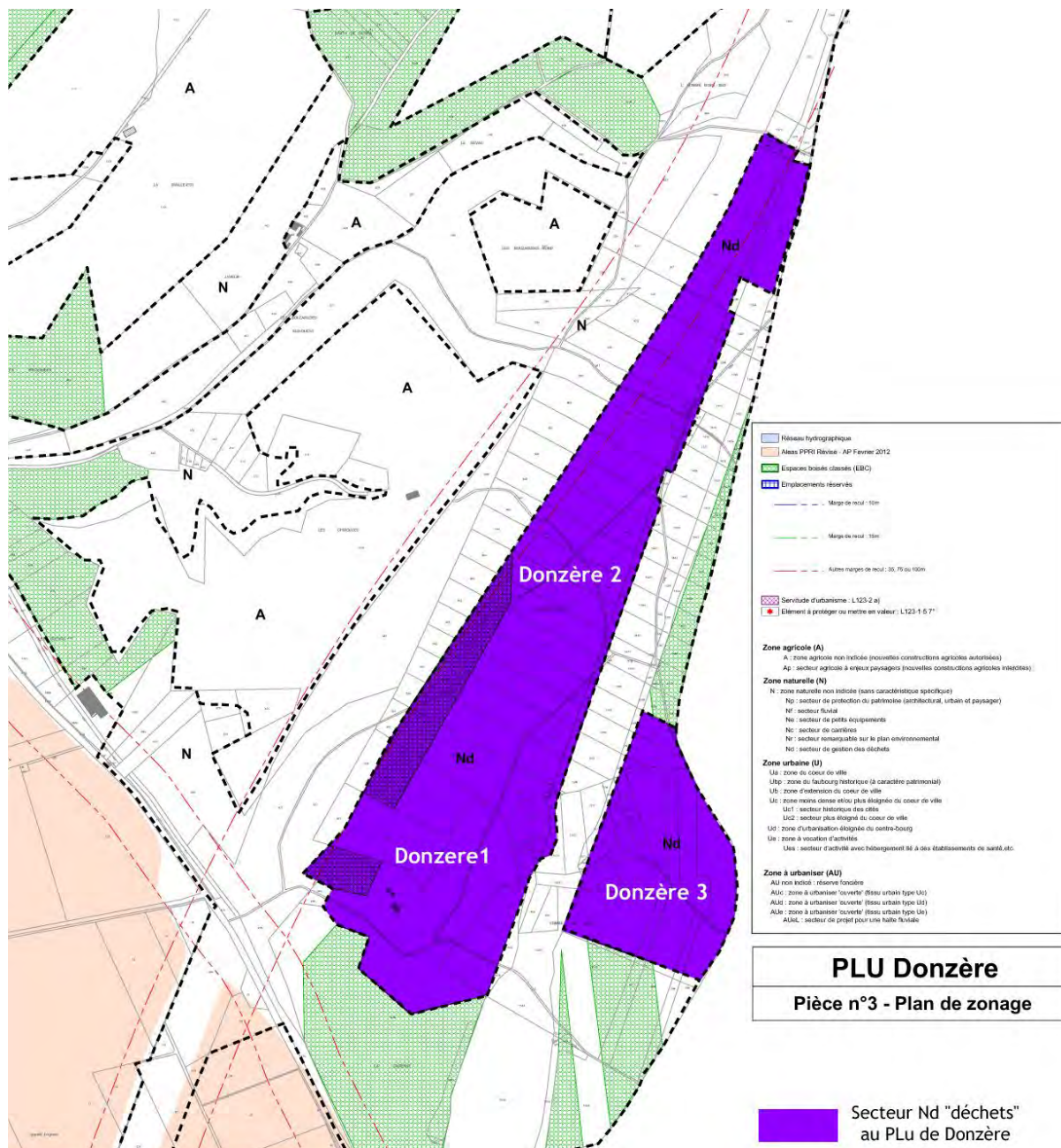
► Concernant la qualité de l'air, en l'absence de mesure précise à proximité, la qualité de l'air au niveau du site est considérée comme celle d'une zone rurale soumise à une circulation intense (A7, N7 et RD541).

II.3 Dispositifs réglementaires régissant le secteur concerné

a. Ce que prévoit et permet le PLU, état des lieux

Zonage

L'ensemble de l'ISDND de Donzère, c'est-à-dire Donzère 1, 2 et 3 est classé en zone N en secteur dédié à la gestion des déchets au zonage PLU : le secteur Nde.

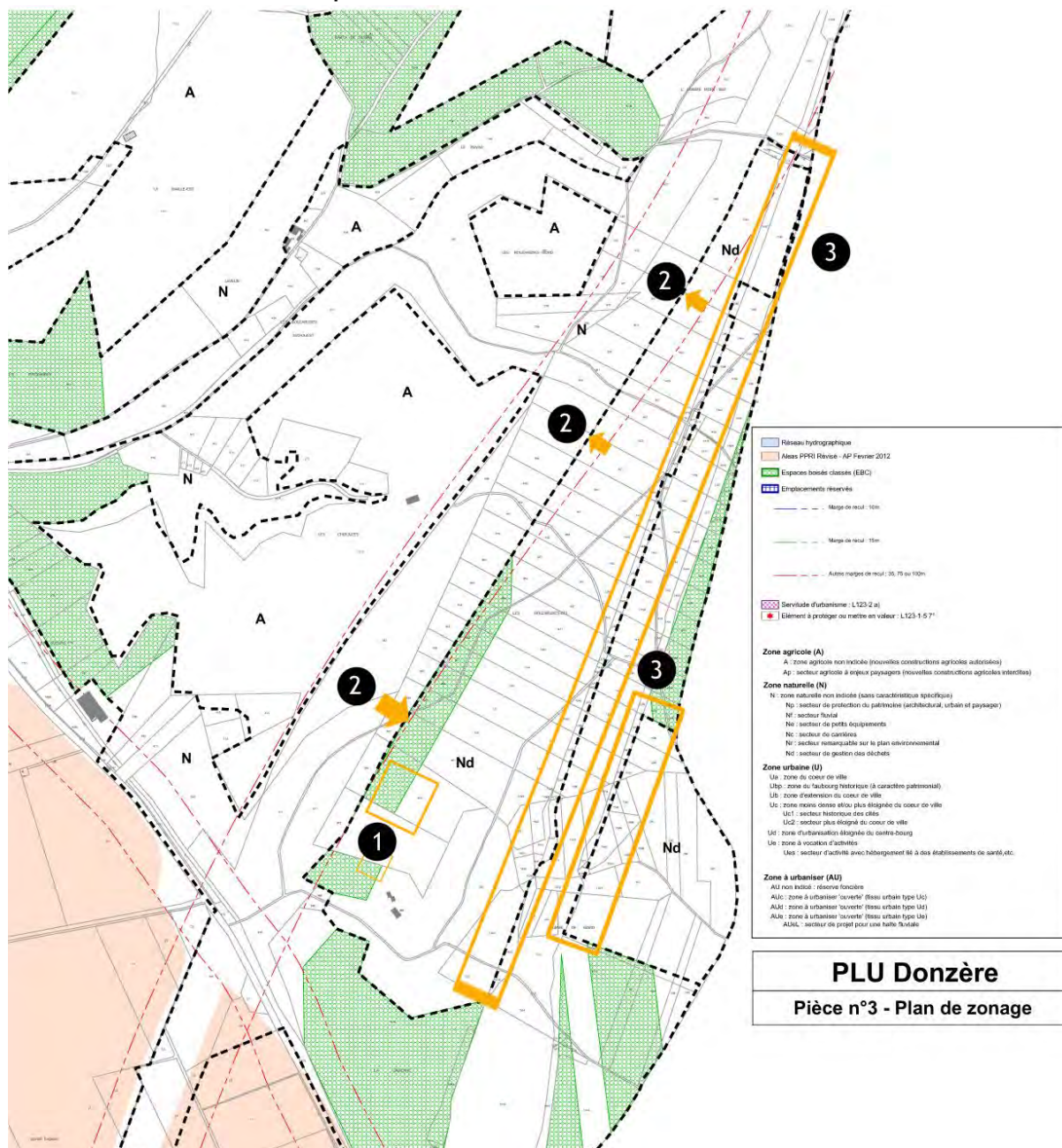


Le site Donzère 3 prévu pour les phases ultérieures de l'exploitation ne subira que des adaptations de zonage marginales dans le cadre de la présente procédure (adaptations de l'emprise foncière sur la limite ouest).

L'emprise du zonage ne correspond pas parfaitement à l'emprise foncière maîtrisée par SITA CE et au périmètre de l'ICPE de l'Ecopôle environnemental, suite à un redécoupage cadastral.

Le site comprend, notamment en périphérie Ouest, des espaces boisés classés, qui ne coïncident pas avec le projet.

Extrait du PLU de Donzère approuvé en mars 2012 avec indications des secteurs soumis à modifications dans le cadre de la révision simplifiée.



15

Légende :

- 1- Modification d'espaces boisés classés
- 2- Modification de la marge de recul A7 au droit de la zone Nd pour permettre l'exploitation de l'extension nord du site Donzère 2
- 3- Adaptation des limites de zone Est du secteur Nd

Règlement :

Le règlement dans sa rédaction permet une exploitation du site dans son fonctionnement actuel. Le règlement indique p88 :

Article N2 :

...

Dans le secteur Nd, sont admises uniquement les constructions et occupations suivantes :

- Les dépôts, les constructions, installations, installations classées pour la protection de l'environnement, équipements et les ouvrages techniques ainsi que l'utilisation du sol (affouillements, exhaussements, etc.) liés au traitement des déchets et à l'exploitation des dépôts et à l'enfouissement des déchets, à condition que les constructions et aménagements autorisés respectent les diverses réglementations en vigueur ;

...

Dans le cadre de la révision simplifiée le règlement du PLU sera enrichi pour rendre explicite l'écopôle environnemental.

b. Contraintes réglementaires affectant le secteur d'étude

Servitudes d'utilité publique

Le site de traitement des déchets de Donzère est concerné par :

- **la servitude I4 relative aux canalisations électriques RTE**

- **une servitude aéronautique**

Le site est dans une zone soumise aux servitudes aéronautiques de dégagement et de balisage, relatives à l'aérodrome de Pierrelatte (PSA approuvé par arrêté ministériel du 07/09/1981).

- **Servitudes relatives au chemin de fer**

Une ligne TGV longe le site à l'Est. Ce qui entraîne une bande de servitude dans laquelle toute construction est interdite.

Cette servitude impose des obligations pour les riverains notamment sur la mise en place des clôtures, la plantation d'arbres, l'élagage et les dépôts de matériaux.

- **Marge de recul vis-à-vis de l'autoroute A7 et de la RD541**

A ce jour, le site de traitement de déchets est impacté par :

- une marge de recul de 100m vis-à-vis de l'axe de l'autoroute A7 (infrastructure bruyante de première catégorie)
- une marge de recul de 75m vis-à-vis de l'axe de la RD541 (Catégorie 3)

Dans ces marges de recul, aucune construction ni installation n'est autorisée. Néanmoins, la commune peut réduire ces marges sous couvert d'un projet étudié, comme le prévoit l'article L111-1-4 du Code de l'Urbanisme.

- **2 servitudes liées à l'ICPE existant avec restriction de l'usage du sol dans des périmètres de 200 m. (Servitudes existantes mais actuellement non jointes au PLU).**

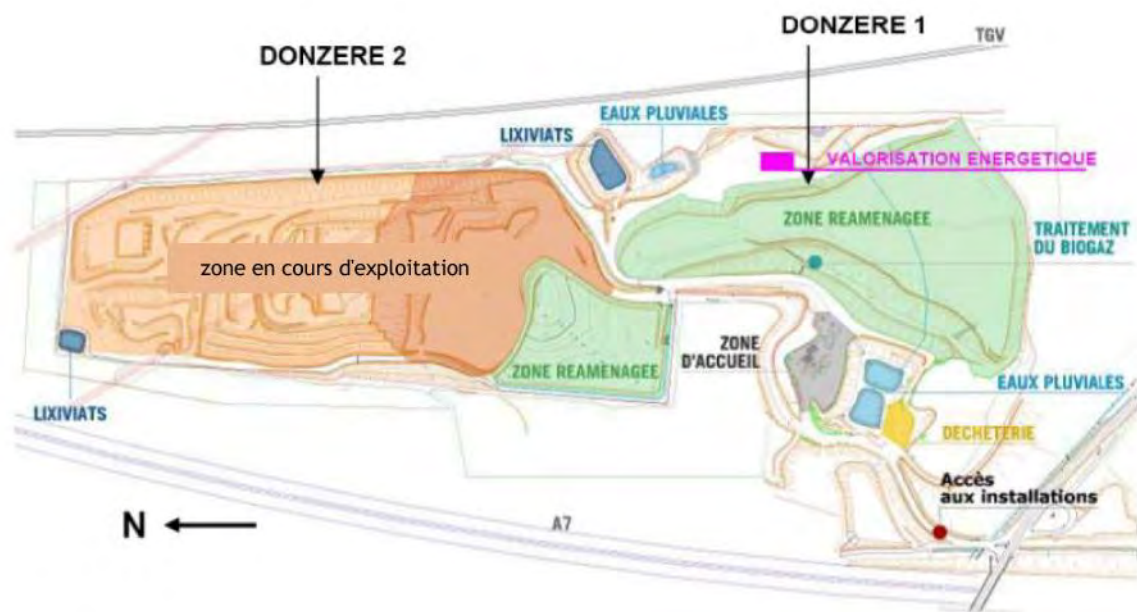
III. Présentation Justification de l'intérêt général

III.1 Le projet

Le projet d'Ecopôle environnemental de Donzère a pour ambition de développer la valorisation des déchets ménagers et assimilés ainsi que d'optimiser le stockage des déchets ultimes résiduels. Il est conçu autour de l'articulation des différentes activités qui fonctionneront sur le site, certaines déjà existantes (ISDND), d'autres nouvelles, afin de répondre aux besoins des collectivités publiques et des entreprises du territoire.

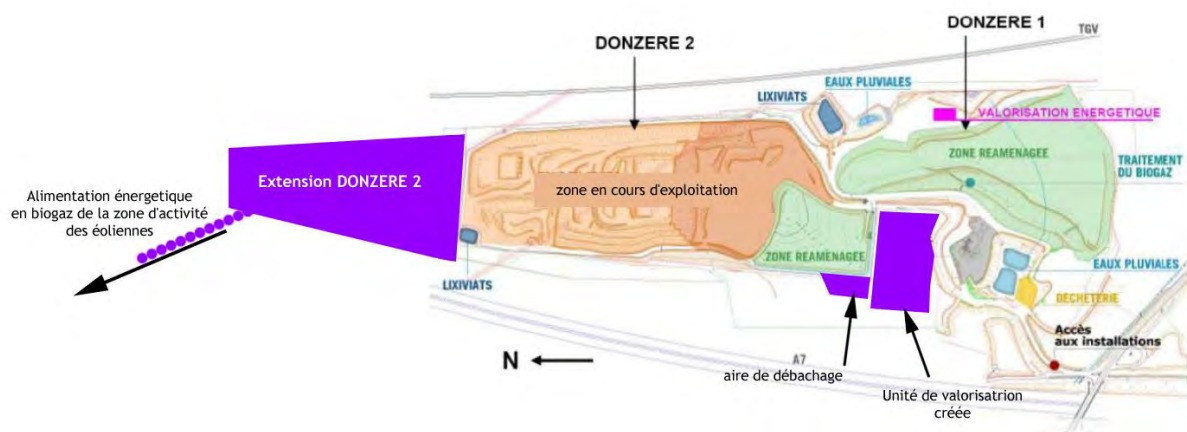
La dénomination d'ISDND disparaîtra au profit de celle d'Ecopôle environnemental pour regrouper un ensemble d'activités axé sur le traitement amélioré des déchets et la diversification des ressources énergétiques à partir des matières dérivées du stockage.

Schéma de présentation fonctionnement actuel



17

Schéma de présentation du fonctionnement futur de l'Ecopôle environnemental



L'écopôle environnemental regroupera les activités suivantes :

- La carrière de sables, graviers et argiles,
- L'unité de valorisation matière, comprenant :
 - l'unité de rupture de charge pour la réception, le stockage temporaire et le rechargement des déchets légers ainsi que pour l'ouverture des balles de déchets ménagers et assimilés issues du transport fluvial ;
 - l'unité de tri-valorisation des déchets d'activités économiques non dangereux (DAEND) à potentiel valorisable et des déchets ménagers issus de la collecte sélective, comprenant :
 - le bâtiment de tri-valorisation,
 - la plateforme bois,
 - la plateforme métaux ;
 - box plâtre
- L'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) avec son casier spécifique dédié aux déchets d'amiante liés à des matériaux inertes.

Il sera situé au sein du périmètre ICPE actuellement autorisé comprenant :

- Donzère 2 et Donzère 3 (Donzère 1 ayant fait l'objet d'une cessation d'activité) ;
- La zone partiellement boisée destinée à recevoir une partie de l'unité de valorisation matière au Nord du bâtiment d'accueil ;

Les installations nouvelles qui seront réalisées sont localisées en 2 points :

- A proximité de l'entrée du site où l'unité de valorisation des déchets sera créée ainsi qu'une aire de débâchage
- Au nord de la zone Donzère 2 en cours d'exploitation, où il est prévu l'extension nord de Donzère 2 et la création d'un casier amiante.

En outre dans sa configuration future l'écopôle permettra la mise en œuvre d'une alimentation énergétique de la zone d'activité des éoliennes à partir du biogaz produit sur site.

18

L'exploitation Donzère 3 autorisée par l'actuel arrêté préfectoral sera décalée dans le temps et se fera après l'exploitation de l'extension Nord de Donzère 2.

III.2 L'intérêt général

L'intérêt général du projet initié repose fondamentalement sur la valeur ajoutée qu'occasionnera la création d'Ecopôle environnemental. Aujourd'hui installation de stockage, le site des Bouzarudes permettra dans sa configuration future une gestion améliorée, intelligente des déchets ainsi que leur valorisation.

L'intérêt général du projet repose sur 4 points:

- Une meilleure gestion des déchets permise par les compléments d'activités envisagées liées à la valorisation des déchets ménagers et à la prise en charge spécifique de l'amiante
- L'adaptation du projet aux besoins collectifs à l'échelle communale comme intercommunale
- Le développement de la filière biogaz au profit de la Commune qui permettra de diversifier les ressources énergétiques
- Les retombées économiques du projet en terme d'activité et d'emploi

a. Optimisation de l'exploitation de l'ISDND, une meilleure gestion des déchets

Le concept d'Ecopôle environnemental proposé par SITA Centre-Est s'inscrit pleinement dans le cadre de la politique de gestion des déchets et de développement durable, qui vise à améliorer la valorisation matière et développer toujours plus la valorisation énergétique du biogaz tout en poursuivant le développement des énergies renouvelables.

Dans son fonctionnement actuel l'ISDND permet :

- le stockage d'un tonnage moyen annuel de 150 000t/an de déchets ultimes en provenances de la Drôme, de l'Ardèche et moins significativement des départements limitrophes.
- La récupération et la valorisation du Biogaz avec une production actuelle de l'ordre de 12 000KWatt par an.

Dans sa configuration future, l'écopôle environnemental permettra en outre :

- Le stockage de déchets spécifiques avec la création d'un casier amiante
- La valorisation renforcée des matières réceptionnées
- Une production accrue de Biogaz et implicitement une valorisation énergétique plus importante
- La création d'une nouvelle unité de valorisation du Biogaz pour l'alimentation énergétique des futures zones économiques communales (projet).

Implanté sur le site d'une ISDND en activité, l'Ecopôle environnemental va permettre de développer une activité de valorisation matière et d'optimiser encore le fonctionnement de l'installation existante avec la mise en place d'une rupture de charge pour les éléments légers les jours de grand vent, améliorant ainsi la lutte contre les envols.

L'ICPE dans sa forme nouvelle complétera ainsi le circuit en place, et le renforcera.

Les espaces sont rationalisés. Hormis l'adaptation de zonage qui vise une parfaite conformité de l'emprise foncière SITA avec le zonage PLU, le projet n'occasionnera pas de consommation d'espace significative.

b. Un projet adapté aux besoins

Le contenu et le dimensionnement de l'Ecopôle environnemental se fonde sur un ensemble de critères objectifs liés aux besoins spécifiques du sud de la Drome ainsi que des zones de proximité :

- L'étude conjointe du Plan Interdépartemental d'Elimination des déchets (PIED) et du PREDD a permis un dimensionnement adapté, répondant aux besoins à long terme du territoire en termes de gestion, de regroupement, de valorisation et de traitement de l'ensemble des flux de déchets non dangereux et d'amiante ;
- La mise en place d'équipements destinés au tri et à la valorisation matière des déchets non dangereux, conformément aux orientations du Grenelle de l'environnement ainsi que du PIED
- La mise en place d'une ISDND incluant un casier mono spécifique dédié aux déchets d'amiante liés à des matériaux inertes dans un département où le seul exutoire existant est en fin de vie ;
- L'étude approfondie des besoins en traitement de déchets résiduels qui conduit à un dimensionnement optimal et une implantation géographique permettant de poursuivre l'exploitation d'une ISDND locale, proche des gisements à traiter ;

- Une implantation en limite de la Drome et de l'Ardèche, au cœur du territoire du PIED, à proximité des axes routiers les plus importants de la vallée du Rhône, à savoir la RN7, la RN 86 et l'autoroute A7. Il s'inscrit à une distance raisonnable des principales villes du secteur, soit 8 km de Pierrelatte, 15 km de Montélimar ou encore 20 km de Bollène, réduisant ainsi les impacts liés au transport.

Avec l'Ecopôle environnemental de Donzère, le territoire disposera désormais des capacités de traitement et de valorisation suffisantes pour faire face, dans les prochaines années, aux évolutions démographiques mais également économiques du secteur, participant ainsi à son attractivité pour les entreprises.

c. Atteindre les objectifs du plan interdépartemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de Drôme Ardèche (PIED)

Les plans d'élimination des déchets ménagers et assimilés, nés de la loi du 13 juillet 1992 ont pour objet de dresser un inventaire des déchets produits et des modalités de gestion afin d'identifier les besoins et de définir les objectifs pour les années à venir. Ils constituent de cette manière un outil de référence quant à la gestion future des déchets dans un souci de cohérence départementale.

Le PIED de Drôme Ardèche préconise :

- de réduire les déchets à la source,
- d'améliorer le tri et la collecte sélective,
- de développer le compostage,
- de valoriser les boues de station d'épuration,
- d'améliorer la gestion des DAEND et autres déchets assimilables,
- de développer la valorisation énergétique,
- de renforcer le potentiel et la qualité des installations de stockage.

20

Priorité est donc donnée à la prévention, au tri et à la valorisation.

Le PIED retient également la nécessité du principe de modularité des installations de traitement, de façon à pouvoir s'adapter aux évolutions de la production de déchets.

Il s'agit là des fondements du projet d'écopôle environnemental engagé.

Le projet d'Ecopôle environnemental de Donzère est totalement compatible avec le Plan Interdépartemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés de la Drôme et de l'Ardèche, dans l'ensemble de ses composantes ; il permettra d'atteindre les objectifs et priorités listés :

- ISDND (déchets ménagers et assimilés d'une part, déchets d'amiante liés à des matériaux inertes d'autre part), tant en capacité de traitement qu'en qualité des conditions d'exploitation ;
- valorisation matière ;
- recours au transport fluvial ;
- ouverture vers la valorisation thermique.

d. Mettre en œuvre les objectifs du projet d'aménagement durables du PLU

Le projet d'Ecopôle environnemental a été élaboré dans le cadre d'une démarche ouverte de dialogue avec les acteurs locaux, les collectivités publiques et les usagers du site de Donzère. Une première phase de concertation, organisée en amont a permis de prendre en compte à la fois :

- les besoins des collectivités publiques et des entreprises locales pour la gestion des déchets d'amiante liés, dont les conditions réglementaires de traitement ont été modifiées début 2012 ;
- les orientations de la Commune de Donzère pour la ZAC des Eoliennes avec le projet de parc ludo-commercial;
- les besoins dudit parc ludo-commercial en matière énergétique, la volonté du promoteur d'y répondre autant que faire se peut pas des énergies renouvelables et la possibilité de l'alimenter en biogaz produit par l'ISDND voisine ;

Le Plan Local d'urbanisme prévoit explicitement « la diversification des ressources énergétiques et l'amélioration du traitement des déchets » ; objectifs auxquels le projet d'écopôle environnemental répondra pleinement.

Plus précisément le projet d'aménagement et de développement durables fixe les orientations et les conditionnent. Le but n'étant pas d'obtenir un catalogue de dispositifs sans lien avec le contexte communal.

« Permettre, à terme, les projets de production d'énergie renouvelables, à condition qu'ils s'inscrivent dans le contexte communal (démontrer la bonne adaptation du projet au site) et supra communal. »

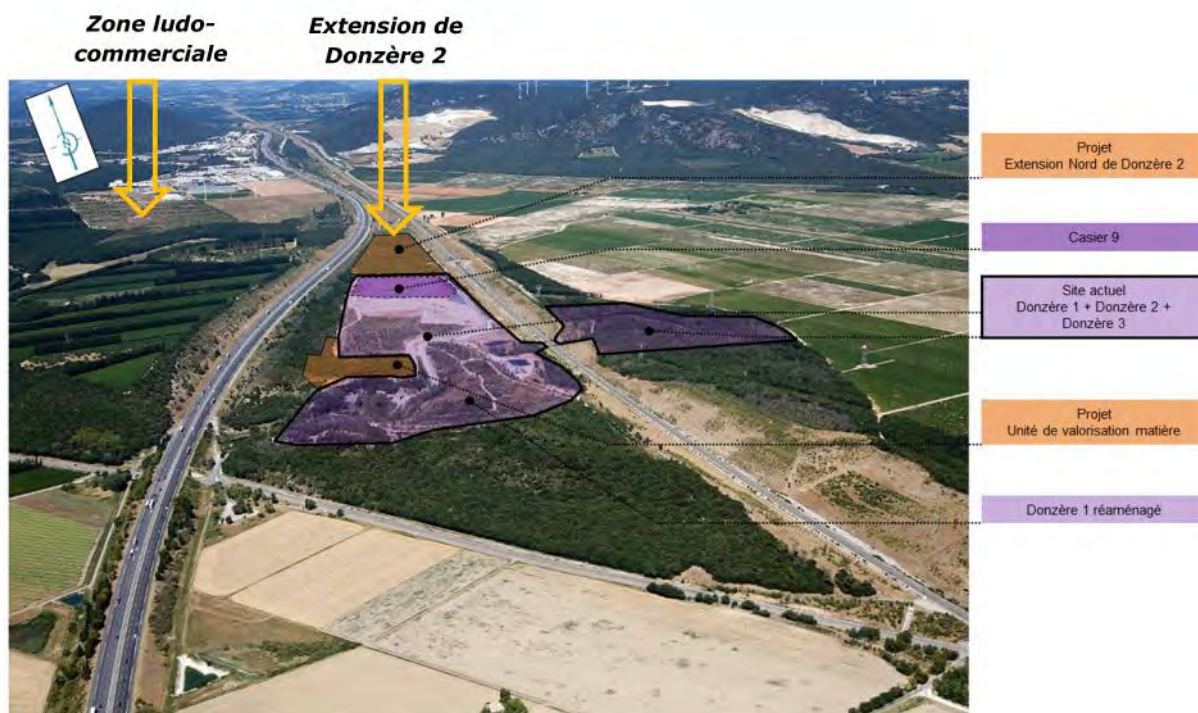
De même, le rapport de présentation du PLU dans sa deuxième partie expose clairement les pistes envisagées par la Commune en matière de maîtrise de la consommation énergétique. Là encore, le projet d'écopôle environnemental est désigné comme participant à la démarche.

Le projet proposé par le groupe SITA bénéficiera directement à la Commune, et se présente comme un projet particulièrement adapté au contexte local dans la mesure où il tire profit d'une installation existante. Un projet liant l'écopôle et le futur parc ludo-commercial des Eoliennes est à l'étude et permettra à terme l'alimentation de la zone économique par le biogaz produit par le site.

Développer le projet d'Ecopôle environnemental sur le site des Bouzarudes à Donzère permet donc de l'ouvrir à des partenariats locaux comme celui envisagé avec la société Immochan, porteuse du projet de parc ludo-commercial sur la zone d'activité voisine des Eoliennes. Auchan, enseigne principale de l'opération, a souhaité axer son projet sur le développement durable et notamment une utilisation exemplaire de la ressource énergétique. Les groupes SITA/IMMOCHAN travaillent donc étroitement à la mise en place d'un modèle innovant de coopération entre entreprises alliant un traitement de proximité des déchets produits sur le parc et une valorisation thermique locale du biogaz produit sur l'ISDND.

Le site retenu est particulièrement intéressant dans la mesure où il est déjà dédié au traitement des déchets ultimes avec une installation de stockage de déchets non dangereux autorisée depuis 1987 qui est reconnue pour la qualité de son exploitation.

La proximité de l'écopôle avec la zone économique renforce la faisabilité technique du partenariat.



e. Retombées économiques locales

Sans que cela ne constitue un argument majeur, il est à noter que l'écopôle environnemental sera générateur d'emplois et de retombées économiques indirectes.

Les projets d'extension au Nord de Donzère 2, du casier amiante et de l'unité de valorisation matière devraient permettre, à terme, la création d'environ 5 postes fonctionnels à l'exploitation du site en plus des 9 déjà existants. Il s'agira essentiellement de personnel administratif et d'encadrement et de conducteurs d'engins pour le stockage ou pour l'unité de valorisation matière.

A ces emplois directs s'ajoutent des emplois indirects, liés à la sous-traitance, notamment pour les travaux de terrassement et d'aménagement, le gardiennage, l'entretien des espaces verts, etc....

Les collaborations avec les entreprises locales seront privilégiées. Les aménagements futurs du site et son entretien induiront une activité dont profiteront les entreprises locales.

III.4 Les impacts du projet

La présente révision simplifiée vise la mise en conformité du PLU de Donzère avec le projet d'écopôle environnemental.

Il convient de rappeler à titre premier que le projet porté par SITA CE est d'ores et déjà prévu au PLU de Donzère aussi bien dans les documents graphiques que dans le règlement PLU. Il permettra en outre d'atteindre les objectifs de la Commune en matière de diversification des ressources énergétiques exprimés dans le PADD.

A titre second, rappelons que le PLU de la Commune de Donzère est un document récent (mars 2012) et que son élaboration a été accompagné d'une évaluation environnementale. Les modifications opérées dans le cadre de la révision simplifiée ne sont pas de nature à avoir des incidences sur l'environnement tel qu'étudié dans l'évaluation environnementale accompagnant le PLU. Elles n'occasionneront donc pas d'étude spécifique sur ce thème.

L'impact du projet sur le document de planification local sera, à l'instar des modifications apportées, négligeable.

a. Rappel des objectifs du PLU

Dans le respect des textes réglementaires de référence et notamment les articles L 110, L 121-1 et L123 et suivants du code de l'urbanisme, le Plan Local d'urbanisme de la Commune de Donzère, fixe les conditions d'un développement harmonieux et durable de son territoire. Cette ambition s'exprime au travers de 5 objectifs fondamentaux explicités et déclinés au Projet d'aménagement et de Développement Durables :

Les 5 grandes orientations du PLU de Donzère

Orientation n°1

Soutenir la dynamique démographique et répondre aux besoins de logements en veillant aux enjeux de diversité de l'habitat

Orientation n°2

Favoriser une urbanisation structurée en plaine et maîtrisée au nord du centre-bourg

Orientation n°3

Poursuivre le développement et la diversification du tissu économique local

Orientation n°4

Organiser les déplacements à l'échelle de la Ville et du bassin de mobilité

Orientation n°5

Valoriser l'environnement et le cadre de vie

L'ISDND dans sa forme actuelle comme future d'écopôle environnemental permettra à la Commune d'atteindre ses objectifs et notamment l'orientation n°5 de son Projet d'Aménagement et de Développement Durables consistant à « valoriser l'environnement ». La gestion intelligente de déchets est en effet annoncée comme un enjeu à l'échelle du bassin de vie:

Extrait du PADD :

5. Diversifier les ressources énergétiques

- Favoriser le développement des énergies renouvelables

- Permettre, à terme, les projets de production d'énergie renouvelable, à condition qu'ils s'inscrivent dans le contexte communal (démontrer la bonne adaptation du projet au site) et supra-communal (intercommunal, départemental, régional ou national)

7. Améliorer le traitement des déchets

b. Point de synthèse des impacts du projet d'écopôle environnemental.

Bien que le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de ICPE projeté et la présente révision simplifiée aient des portées différentes ; l'articulation des dossiers et leur imbrication nécessitent que soient ici abordées de manière transparente les corrélations.

Dans ce but, un point de synthèse des principaux impacts du projet ICPE est ici dressé (sur la base de l'étude d'impact joint au DDAE).

Contexte urbain et fonctionnement de la Commune.

L'écopôle environnemental prend place sur un espace dédié à la gestion des déchets, prévu au PLU. Les limites de zones sont ponctuellement adaptées pour permettre le projet. Néanmoins il est à souligner que l'emprise restera sensiblement identique n'entraînant pas de « consommation d'espace » nouveau significatif.

Les caractéristiques du site d'accueil restent inchangées et en font un espace particulièrement approprié à sa fonction. Il s'agit des mêmes qualités qui ont guidé le choix de la Commune lors de l'installation et de la planification première.

De toute évidence l'écopôle environnemental n'aura pas d'incidence sur zones d'habitats et les noyaux urbains compte tenu de l'éloignement du site.

Impact sur le paysage

La zone PLU d'implantation étant la zone N (secteur Nd) et bien que les installations et constructions liées à la gestion des déchets soient explicitement autorisées, les projets se doivent d'être parfaitement insérés dans leur environnement.

D'une manière générale, l'importance de l'impact visuel dépend des critères suivants :

- le mode de perception (statique ou dynamique),
- l'éloignement par rapport au site,
- la présence ou l'absence d'obstacles naturels ou artificiels (haies, bâtiments,
- topographie) qui définit une vue directe ou ponctuelle.

Dans le cas du site, les zones concernées par le projet d'extension de l'ISDND au nord de Donzère 2 et du bâtiment de valorisation matière ne sont visibles :

- qu'en vue très éloignée à partir de l'ISDND de COVED à Roussas (2,5 km), de la Garde Adhémar (3 km) ou du bois des Baraques sur l'autre rive du Rhône ;
- en vue extrêmement furtive, à partir du TGV ;

Pour l'extension nord de l'ISDND, en vue rapprochée furtive, à partir de

- l'autoroute A7, depuis le Nord mais seulement pour les éléments présents
- au-dessus du niveau du terrain naturel puisque l'autoroute reste toutefois en contrebas du site.

Les impacts du projet sur le paysage sont faibles aussi bien pour le projet constructif qui se veut particulièrement intégré que pour les installations liées à l'exploitation.

Les dispositions réglementaires régissant le secteur Nd permettent dans leurs rédactions actuelles une insertion paysagère harmonieuse.

Outre les mesures d'isolement relatives au positionnement de l'unité de valorisation matière, une attention particulière a été portée à la conception et à l'architecture du bâtiment, qui permettra notamment sa bonne intégration par le traitement des façades ton sur ton par rapport à l'environnement naturel et une hauteur bâtie adaptée au contexte paysager.

Impact sur l'environnement et les fonctionnalités écologiques

Le Plan local d'urbanisme de la Commune et notamment l'état initial de l'environnement (partie 2 du rapport de présentation) dresse un panorama complet des continuités écologiques présentes sur le territoire Donzérois. (cf carte p11)

Le site de traitement des déchets est concerné par un corridor écologique d'intérêt départemental sur sa frange Sud, en entrée de site. Le projet d'Ecopôle n'impactera pas ce corridor identifié.

En ce qui concerne les boisements existants périphériques cartographiés qui participent également aux fonctionnalités écologiques, un soin particulier leur a été porté pour leur permettre de conserver leur rôle : des marges boisées sont conservées.

Pour l'extension de Donzère 2, l'exploitation induira nécessairement un déboisement (autorisation de défricher en cours d'instruction). Les observations et études conduites dans le cadre de l'étude d'impact liée au dossier ICPE permettent à une échelle fine d'identifier une « sensibilité écologique » sur la pointe Nord-Est du site.

Cette sensibilité s'explique par 2 éléments fondamentaux :

- la présence d'un boisement significatif qui abrite de nombreuses espèces observées non gênées par le fonctionnement actuel de l'ISDND,
- la présence d'un passage à faune en franchissement de la ligne TGV qui remplit parfaitement sa fonction.

Cartographie issue de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter►

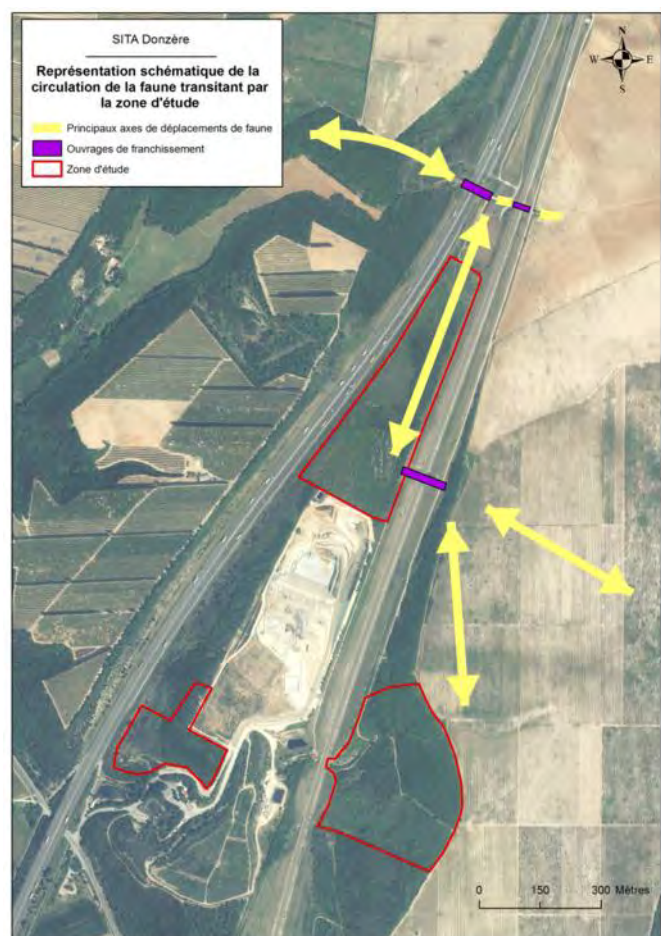
Les flèches jaunes signalent les axes de déplacements de la faune.

Les segments violets indiquent les passages à faunes présents (franchissements A7 et TGV)

La destruction du boisement nord aura des répercussions sur le continuum écologique. Les impacts ont donc été précisément étudiés et des mesures compensatoires étudiées (EI du DDAE).

Ces mesures trouvent une traduction réglementaire au PLU de Donzère, qui est reprise dans la révision simplifiée du PLU.

Ainsi sera délimité un EBC en frange Nord Est du secteur Nd permettant de maintenir un boisement entre les 2 ouvrages de franchissements (TGV- A7). Par ce dispositif réglementaire, la Commune, protège la fonction écologique du corridor en s'assurant de sa préservation actuelle comme future.



Impact sur le trafic routier

Les installations existantes sur le site de Donzère ont généré en 2011 l'entrée sur site de 13 022 transporteurs.

Le trafic routier moyen lié au fonctionnement des installations actuelles a donc été de 90 rotations quotidiennes (comprenant l'aller et le retour) en moyenne dont 70 à 80 % transitant par la RN7 et la RD541 Nord (sortie de l'autoroute «Montélimar Sud » et Pierrelatte).

Le développement de l'Ecopôle environnemental avec l'extension de l'ISDND au Nord de Donzère 2 et la création de l'unité de valorisation matières engendrera une augmentation de 110 rotations par jour de plus que dans la situation actuelle. Au total donc le site générera 200 rotations par jour, soit 2.8% du TMJA actuel de la RD541 (hypothèses majorantes sous angle défavorable).

Les aménagements de voirie existants permettent une desserte satisfaisante et sécurisée à l'Ecopôle environnemental. L'augmentation de trafic ne remet pas en cause l'efficacité du dispositif en place et n'occasionnera pas une gêne dans les flux.

Pour compenser ces impacts négatifs, les mesures suivantes seront prises, en phase d'exploitation:

- Favoriser le double fret dans la mesure du possible
- Densifier au maximum les flux en sortie
- Favoriser le transport fluvial pour alléger les flux routiers

Qualité de vie

Nuisances sonores

Une modélisation acoustique a été réalisée en considérant la topographie du site, le bâti, les caractéristiques du trafic routier et des engins de chantier, les effets de sol, la météorologie et l'exploitation projetée de l'Ecopôle environnemental de Donzère.

Les résultats de la modélisation montrent que l'installation respectera les dispositions réglementaires. Le caractère isolé et confiné du site conjugué à son éloignement des zones agglomérées permettent de conclure à une absence de nuisances sonores vis à vis des habitations avoisinantes.

Qualité de l'air

Envol d'éléments léger

Le projet d'Ecopôle environnemental permettra, entre autre, la construction d'un bâtiment destiné à la valorisation des déchets. Cette construction permettra une rupture de charge en cas de vent dépassant 50 km/h pendant 9 jours.

Il s'agit d'une évolution très positive de la gestion des éléments légers par période de grand vent qui complètera les dispositifs en place (filet anti envols, bâchage des camions...)

Nuisances olfactive

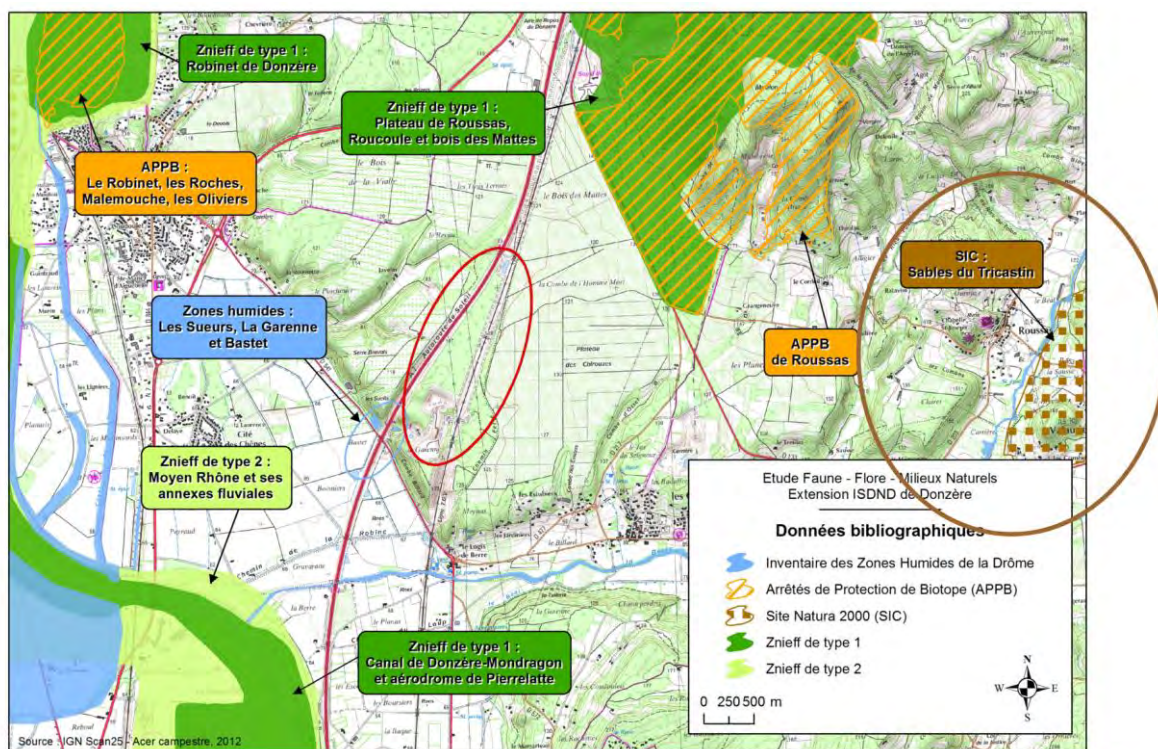
Dans le cadre de l'exploitation du site, les risques d'odeurs dues au dégagement de biogaz seront limités grâce au développement des dispositifs de captage et de traitement du biogaz (activité déjà présente et renforcée dans le cadre de l'écopôle environnemental).

c. Evaluation des incidences Natura 2000

La commune de Donzère est concernée par le **Site d'Intérêt Communautaire des Sables du Tricastin (FR8201676)**. Cette zone est localisée à environ 4,5 kilomètre à l'Est du site d'étude.

Les espèces de ce site Natura 2000 ne sont pas présentes dans la zone d'étude de l'écopôle environnemental de Donzère.

De plus, les séparations géographique (4,5 km) et écologique (peu ou pas de corridor identifié reliant la zone d'étude et le SIC) permettent de préjuger de l'absence d'incidences de l'aménagement prévu à Donzère sur le site d'intérêt communautaire.



Site des Bouzarudes

Compte tenu de la distance, de la faible superficie du site d'étude et de l'absence de lien fonctionnel possible, le projet n'aura aucune incidence défavorable sur l'état de conservation des espèces et des habitats qui ont justifié la désignation des sites Natura 2000 du secteur.

IV. Le Plan Local d'Urbanisme révisé : effets sur le document

Le PLU dans sa version révisée fixe les dispositions réglementaires permettant :

- L'implantation d'un projet d'intérêt général axé sur le traitement et la valorisation des déchets sur le site des Bouzarudes
- L'exploitation optimale de la pointe nord du secteur (zone d'extension)
- Redéfinit les limites du secteur dédié au traitement des déchets pour les faire coïncider avec la réalité foncière et fonctionnelle.

Les modifications opérées dans le cadre de la révision simplifiée n'engendrent pas un accroissement des nuisances au regard du fonctionnement actuel du site.

IV.1 Impacts sur le document

a. Projet d'Aménagement et de développement durables

Le PADD n'est pas modifié.

b. Zonage

Le plan de zonage est modifié en 5 points.

L'essentiel des modifications opérées reste confiné à l'espace situé entre l'A7 et la ligne TGV. Pour Donzère 3 seul le calage de la limite de secteur avec les parcelles est effectué.

Seule **la planche de zonage n° 2 - Secteur Est (1/3000e) est amendée.**

En Page suivante : Cartographie présentant le zonage actuel du PLU avec indications des secteurs d'intervention dans le cadre de la révision simplifiée.

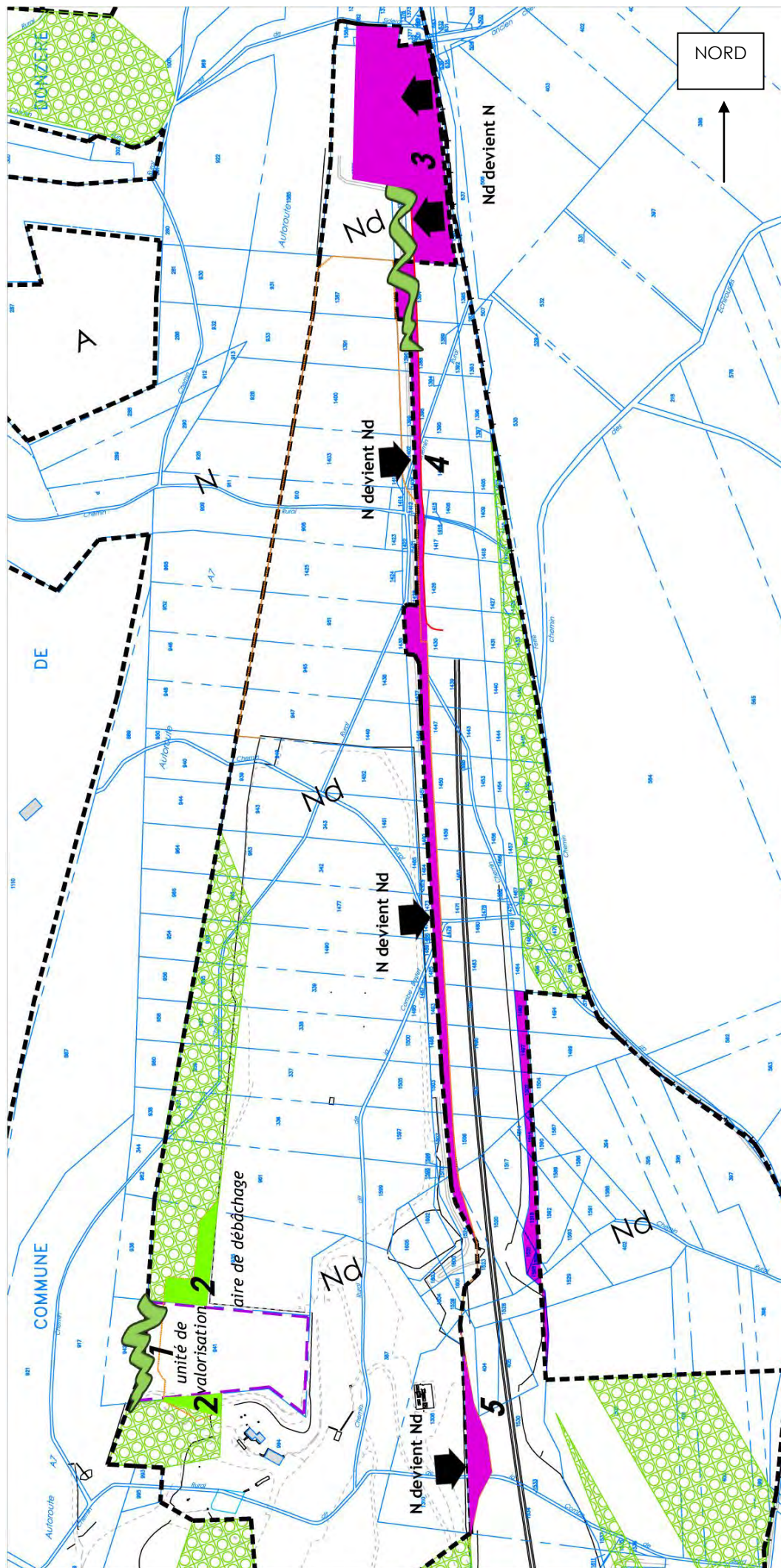
c. Surfaces de zones

A l'issue de la révision simplifiée n°1, les équilibres du PLU entre espaces urbains (U et AU) et les espaces à dominante naturelle (A et N) seront conservés.

Seule la zone N et son secteur Nd seront surfaciquement modifiés :

La zone Nd sera diminuée d'environ 0.3 ha.

Zone et secteur PLU	Surface avant révision simplifiée	Surface après révision simplifiée
N	609	609.3
Nd	51	50.7



Clôture ICPE figurant au plan projet
 Clôture SNCF
 zonage PLU en vigueur

Modification de classement au zonage PLU

EBC supprimés

EBC créés

C'est principalement la limite Est (secteurs 3, 4 et 5) qui sera déplacée pour caler la limite de zone Nd sur le foncier effectif du centre de traitement et pour tenir compte du fonctionnement actuel et futur de l'Ecopôle.

Le plan fait apparaître le zonage et les futures clôtures de l'écopôle environnemental.

Sur ces secteurs, deux modifications distinctes sont opérées :

- 1- Les limites de zones sont adaptées à l'emprise du site sur la frange Est du zonage (secteurs 3, 4 et 5). Sur l'extrémité Nord, le décroché indiqué 3 au plan sera reclassé en zone N ; aucune installation n'étant prévue en cet endroit.

La modification de limite de zonage est faite dans un souci de minimiser la réduction d'espaces naturels. Les décrochés et formes hasardeuses seront gommés au profit de limites de zonage simplifiées et cohérentes, calées sur l'emprise foncière de l'ISDND (y compris sur le secteur de Donzère 3).

Les modifications exerceront tour à tour une diminution et une augmentation de zone N stricte. Le bilan global est de + 0.3 ha de zone N au détriment du secteur Nd. Le zonage Nd créé n'accueillera aucune construction.

- 2- Sur linéaire entre les secteurs indicés 3 et 4, la présence d'un corridor écologique identifié dans le cadre de l'étude d'impact de l'ICPE implique de prendre des mesures compensatoires concrètes pour palier le déboisement de la pointe nord. Ainsi pour préserver le continuum écologique, un Espace boisé Classé (EBC) est positionné entre le passage à faune de la ligne TGV et la limite Nord de la zone Nd. Comme le permet le Code de l'Urbanisme l'EBC sera à planter. Les plantations seront faites en phase travaux après déplacement du pylône RTE. Sur l'extrême nord pour le zonage Nd disparaît au profit du zonage N.

Pour renforcer l'efficacité du dispositif, un système de double clôture est prévu en extension de l'EBC vers le Sud. La clôture SNCF est dissociée de celle de l'ICPE générant **un couloir végétalisé** qui permettra un passage sécurisé des espèces. Sur cet espace, ce système a été préféré à un EBC compte tenu de la maigreur de l'espace disponible entre les deux clôtures RFF et ICPE (4 mètres), de la présence d'un chemin rural, de la nécessité de déplacer un pylône RTE en phase travaux et de l'impossibilité de planter des arbres hautes tiges. La création d'un EBC dans l'espace interstitiel entre les deux clôtures ne paraissait pas crédible. L'exploitant s'est engagé par ailleurs dans le cadre du DDAE (Etude d'impact) à laisser libre cet espace pour permettre le passage des espèces et à mettre en place des buissons entre les deux clôtures (en bordure de chemin) une fois le déplacement du pylône RTE effectué. Il est également à noter que le positionnement du pylône inhibe toute possibilité de plantation d'arbre haute tige à proximité de l'ouvrage.

La juxtaposition d'un EBC à planter avec une zone N stricte (inconstructible); conjuguée aux engagements de l'exploitant consistant à laisser libre l'espace situé entre les clôtures SNCF/ICPE jusqu'au passage à faunes garantissent le maintien du corridor écologique identifié.

Sur les espaces signalés 1 et 2 sur le plan, l'objectif est de permettre l'implantation de l'unité de valorisation de la matière. Le bâtiment en lui-même est d'ores et déjà permis par le règlement de zone ; néanmoins les installations connexes sont impossibles du fait de la présence d'EBC.

En articulation de l'unité de valorisation doit être créée une aire de débâchage nécessaire pour l'acheminement des matières et à la fluidité fonctionnelle (dispositif de retournement) et un bassin d'orage d'une capacité de 3000m³. Les synergies fonctionnelles attendues imposent leurs positionnements. Dans le cadre de la révision simplifiée du PLU ; l'EBC en secteur 2 sera diminué et redessiné.

Consciente de la fonctionnalité écologique des boisements périphériques du site (et des EBC les constituant) ; la Commune entend compenser cette diminution par la création d'un EBC de 15 mètres de profondeur situé entre la limite de zone Ouest et la clôture ICPE. Cette action permettra de rétablir une continuité entre les 2 EBC Ouest.

Le plan de zonage dans sa version « révisée » est inséré en page suivante.

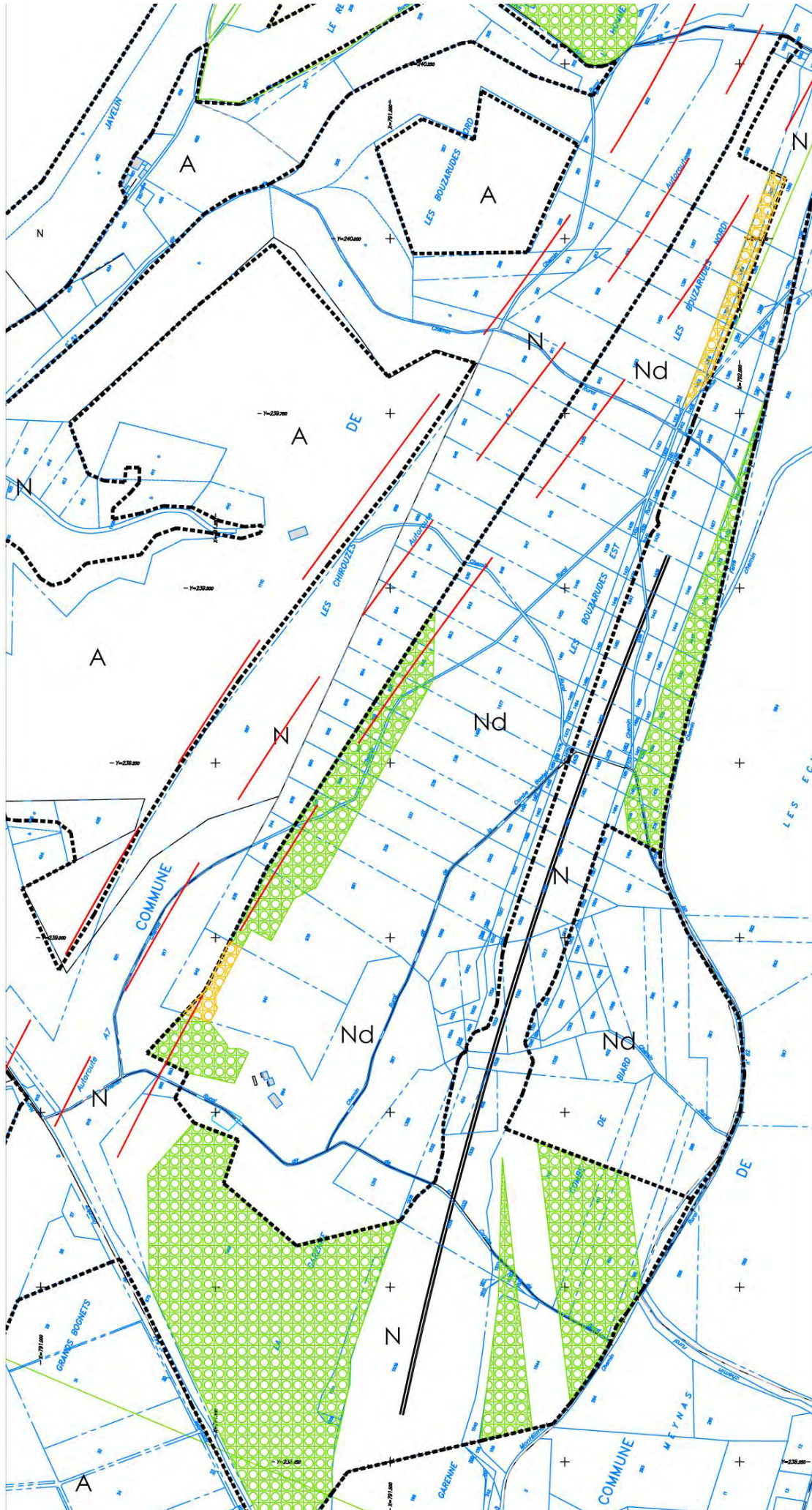
Figurent, en orange sur le plan, les EBC créés à l'occasion de la révision simplifiée.

Le bilan surfacique en ce qui concerne les espaces boisés classés est de + 5 342m²

- Diminution de l'EBC Ouest : - 4852 m²
- Création d'un EBC à l'ouest de la zone Nd : 2726m²
- Création d'un EBC pour protéger le corridor écologique au Nord Est du site : + 7 468 m²

Enfin, la marge de reculement indiqué au plan de zonage vis-à-vis de l'autoroute A7 est modifiée. Le projet justifiant cette modification est explicité dans le dossier loi Barnier joint en annexe.

Sur la base de cette étude, la marge de recul est supprimée pour les constructions, installations et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement de l'écopôle environnemental (ICPE) au droit du secteur Nd.



d. Règlement

Le règlement de zone N sera modifié pour le secteur Nd p88 du règlement.

Pour rendre explicite le projet d'écopôle environnemental et pour permettre une parfaite compatibilité du règlement avec l'ICPE en projet, le règlement sera enrichi. Il précisera que sont autorisés dans le secteur Nd les constructions, installations et ouvrages techniques liés à la valorisation des déchets.

Rédaction actuelle :

Dans le secteur Nd, sont admises uniquement les constructions et occupations suivantes :

- Les dépôts, les constructions, installations, installations classées pour la protection de l'environnement, équipements et les ouvrages techniques ainsi que l'utilisation du sol (affouillements, exhaussements, etc.) liés au traitement des déchets et à l'exploitation des dépôts et à l'enfouissement des déchets, **à condition** que les constructions et aménagements autorisés respectent les diverses réglementations en vigueur ;
- La reconstruction à l'identique après sinistre, non dû à des risques naturels majeurs, est autorisée dans la limite de la surface de plancher existante au moment du sinistre sans qu'il soit fait application des autres règles de la zone **à condition** que :
 - la destination au moment du sinistre est conservée ou conforme aux occupations et utilisations du sol autorisées dans la zone ;
 - et que la capacité des réseaux qui la desservent soit suffisante.

Proposition de rédaction **signalée en rouge dans le texte** :

Dans le secteur Nd, sont admises uniquement les constructions et occupations suivantes :

- Les dépôts, les constructions, installations, installations classées pour la protection de l'environnement, équipements et les ouvrages techniques ainsi que l'utilisation du sol (affouillements, exhaussements, etc.) liés au traitement **et à la valorisation** des déchets et à l'exploitation des dépôts et à l'enfouissement des déchets, **à conditions** que les constructions et aménagements autorisés respectent les diverses réglementations en vigueur ;
- La reconstruction à l'identique après sinistre, non dû à des risques naturels majeurs, est autorisée dans la limite de la surface de plancher existante au moment du sinistre sans qu'il soit fait application des autres règles de la zone **à condition** que :
 - la destination au moment du sinistre est conservée ou conforme aux occupations et utilisations du sol autorisées dans la zone ;
 - et que la capacité des réseaux qui la desservent soit suffisante.

33

L'article 6 est également complété comme suit :

Article N 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES ET AUX AUTRES VOIES OUVERTES A LA CIRCULATION PUBLIQUE

Les constructions doivent être implantées au-delà des marges de recul indiquées au plan de zonage lorsqu'elles existent.

- *En secteur Nd la marge de recul ne s'applique pas aux constructions, installations et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement de l'écopôle environnemental (ICPE).*

e. Servitudes d'Utilité Publique

1- Servitudes ICPE

Les servitudes d'utilité publique concernant le site des Bouzarudes sont annexées au dossier PLU (x2). Concomitamment au dossier ICPE en cours d'instruction, une nouvelle demande de servitudes d'utilité publique est faite auprès des services préfectoraux.

2- Servitude I4 relative aux canalisations électriques RTE

► Comme cela fut le cas pour la création de Donzère 3, SITA Centre Est prévoit le déplacement d'un pylône et a signé pour ce faire une convention d'études ad hoc avec la société RTE.

3- Servitude aéronautique

► Le projet prévoit de réaliser les terrassements nécessaires afin que le bâtiment et les paratonnerres associés respectent cette servitude aéronautique.

4- Servitude relative au chemin de fer

► Les clôtures et limites seront positionnées dans le respect des servitudes.

5- Marge de recul – Autoroute A7

► En accompagnement de la présente note de présentation de la première révision simplifiée de Donzère, un dossier dit Loi Barnier a été produit et motive la réduction opérée. Il prévoit une réduction de la marge de recul au droit de l'ISDND et du futur Ecopôle environnemental.

IV.2 Respect des lois et réglementations en vigueur

Dans le cadre de la révision simplifiée du PLU de Donzère, les lois et règlements se rapportant à l'aménagement du territoire, à l'urbanisme et à la protection de l'environnement sont pris en compte sur l'ensemble du dossier.

Les choix d'aménagement tiennent compte, conformément au **Code de l'Urbanisme**, notamment ses articles L.110 et L.121-1, des principes généraux de gestion des espaces, d'équilibre entre les besoins liés à l'urbanisation et la préservation des espaces naturels mais aussi des besoins de développement de la collectivité.

Directive territoriale d'Aménagement: sans objet.

Schéma de Cohérence Territoriale: sans objet.

La Loi Barnier du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et à l'aménagement des entrées de villes a été prise en compte en donnant lieu à l'établissement d'un projet urbain inséré au rapport de présentation visant à définir l'organisation de ce secteur de la commune et les orientations architecturales et paysagères qui lui seront appliquées. L'article L.111.1.4 du Code de l'Urbanisme qui reprend l'article 52 de la Loi s'applique sur le périmètre de révision simplifiée en raison de la présence de l'autoroute A7 comme infrastructure routière bruyante.

Schéma départemental des carrières de la Drôme

Le schéma départemental des carrières de la Drôme (SDC) a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 17 juillet 1998.

La carrière déjà existante sur le site de Donzère est située dans une zone de ressource reconnue en sable et gravier alluvionnaires hors eau. Il s'agit d'un secteur favorable car ne présentant pas de contrainte environnementale forte et pour lequel les besoins en matériaux sont importants : selon le SDC, la zone Sud du département représente 25% du marché départemental des granulats et 47% de la fabrication départementale de produits en béton (principal consommateur de granulats).

L'extension de l'actuelle carrière vers le Nord incluse dans le projet d'Ecopôle

Environnemental de Donzère est compatible avec le schéma départemental des carrières de la Drôme:

- un gisement reconnu hors eau dans le secteur Sud,
- dans un secteur dont les besoins en granulats sont importants,
- avec une gestion coordonnée entre les activités carrière et stockage des déchets : environ 20% du gisement sera utilisé in situ,
- selon une exploitation rationnelle permettant de limiter les nuisances (bruit, poussières...) et sans recours aux explosifs,
- avec une remise en état au fur et à mesure favorisant le reboisement d'origine.

PIED (cf page 20).

Grenelle

Extrait de l'article 46 de la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en place du Grenelle de l'Environnement, « dite Grenelle I » :

«La politique de réduction des déchets, priorité qui prévaut sur tous les modes de traitement, sera renforcée de l'écoconception du produit à sa fabrication, sa distribution et sa consommation jusqu'à sa fin de vie. [...]Le traitement des déchets résiduels doit être réalisé prioritairement par la valorisation énergétique dans des installations dont les performances environnementales seront renforcées et, à

défaut, pour les déchets ultimes non valorisables, par l'enfouissement. Les installations correspondantes devront justifier strictement leur dimensionnement. >>

Le projet d'Ecopôle environnemental intègre parfaitement les objectifs du Grenelle de l'Environnement.



Plan local d'urbanisme (PLU)

Ville de Donzère

Pièce n°1 : Rapport de présentation

Partie 1 : Diagnostic territorial

Plan Local d'Urbanisme approuvé le	03.03.2012
Révision simplifiée n°1 approuvée le	27.02.2014

Preamble

La Ville de Donzère avait lancé, en décembre 2008, la révision générale du Plan local d'urbanisme (PLU) approuvé en 2007. Suite à une contestation, le PLU de 2007 a été annulé, entraînant l'abandon de la révision du PLU engagé en 2008. Ainsi, le Plan d'occupation des sols (POS) de 1991 redevient le document d'urbanisme en vigueur sur la commune. La Ville a donc lancé en février 2011 la révision générale du POS et son passage en PLU.

Sommaire

Partie 1 - DIAGNOSTIC TERRITORIAL

Chapitre 1- Population et habitat	p. 2
Chapitre 2- Déplacements	p. 12
Chapitre 3- Equipements, services et infrastructures	p. 21
Chapitre 4- Economie	p. 24
Chapitre 5- Organisation urbaine et dynamique spatiale	p. 47
Chapitre 6- Paysage	p. 72

CHAPITRE 1 - POPULATION ET HABITAT

1 - POPULATION

1.1 - Sources utilisées, méthodes & définitions

1.1.1 Sources utilisées et méthodes

Les données relatives à la population sont issues du recensement réalisé par l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques). Il convient de rappeler à ce titre que la dernière enquête exhaustive a été conduite en 1999 (RGP 99). Progressivement, un nouveau dispositif de diffusion des résultats du recensement a ensuite été mis en place. C'est dans ce cadre qu'une **enquête annuelle de recensement** a permis **en 2005** de produire des résultats provisoires caractérisant la population et les logements de Donzère. Outre leur caractère provisoire, les données recueillies ne sont pas aussi détaillées que celles de 1999. Certaines données pourront être comparées directement sur la période 1999-2005 tandis que d'autres données seront comparées par extrapolation (dans ce cas, cela est précisé dans le diagnostic).

Un autre élément de connaissance plus récent de la population donzéroise nous est donné par la **population légale de 2006** qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2009. Dans les communes de moins de 10 000 habitants, telles que Donzère, l'INSEE détermine les populations légales par extrapolation ou interpolation des résultats obtenus par l'enquête de recensement la plus récente (donc en 2005). Ces calculs consistent, pour l'extrapolation, à prolonger des tendances observées en s'appuyant sur le nombre de logements fourni par la taxe d'habitation, et, pour l'interpolation, à établir les chiffres intermédiaires entre deux années dont on connaît les populations.

Les enjeux de prospective démographique à l'horizon de 10 à 15 ans nécessitent d'évaluer le nombre d'habitants à Donzère en 2009. Pour y parvenir, il a été réalisé une extrapolation du taux de croissance entre 1999 et 2006 sur la période 2007-2009. Il convient de vérifier le réalisme de cette hypothèse en évaluant dans un premier temps le **nombre de logements neufs construits sur la période 2006-2009** (source : permis de construire délivrés pendant cette période. Un réajustement peut être réalisé pour évaluer le nombre effectif de constructions).

Il convient également de s'appuyer sur le nombre moyen de personnes par ménage connu en 2005 et extrapolé sur la période 2006-2009.

C'est sur la base de ces connaissances croisées que seront proposées des **hypothèses de projection démographique à l'horizon 2020**. Celles-ci sont présentées sous la forme de fourchettes (haute et basse) de manière à tenir compte les marges d'erreurs.

1.1.2 Définitions (d'après l'INSEE)

La population légale des communes est définie par le décret n°2003-485 du 5 juin 2003. Il précise que la **population dite municipale** comprend les personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune. Elle inclut les personnes sans abri ou résidant habituellement dans des habitations mobiles recensées sur le territoire de la commune ainsi que les détenus dans les établissements pénitentiaires. C'est la population statistique comparable à la population sans double compte (PSDC) des précédents recensements.

La **population comptée à part** comprend certaines personnes dont la résidence habituelle est dans une autre commune mais qui gardent un lien de résidence avec la commune. Elle comprend, par exemple, les élèves ou étudiants majeurs qui logent pour leurs études dans une autre commune mais dont la résidence familiale est située sur le territoire de la commune. Il est important de dénombrer à part de telles situations, d'abord pour clarifier quelle est véritablement la commune de résidence mais aussi pour ne pas produire des doubles comptes entre deux communes quand on additionne leurs populations.

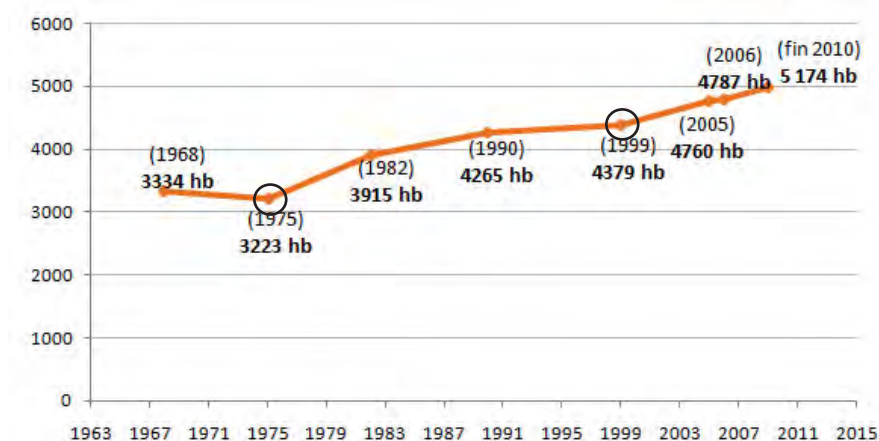
La **population totale** est la somme de la population municipale et de la population comptée à part.

1.2 Caractéristiques de la dynamique démographique

1.2.1 Evolution de la population

En décembre 2010, on recense sur la commune 5 174 habitants. La population de Donzère a connu depuis 1975 une croissance irrégulière, progressant globalement de près de **50% entre 1968 jusqu'à nos jours**. Deux évolutions clés marquent la croissance de la population :

- une **première évolution, charnière, entre 1975 et 1982** liée au développement du site du tricastin sur les communes voisines, notamment Pierrelatte.
- La croissance est d'autant plus accentuée qu'elle est précédée d'une période au cours de laquelle la population a diminué (1968-1975) ;
- une **seconde évolution, soutenue, entre 1999 et 2005** liée à l'urbanisation plus récente.



Evolution de la population entre 1968 et 2010 Source : INSEE

Les autres périodes censitaires se caractérisent par une croissance annuelle moins importante : une croissance modérée sur la période 1982-1990 (+1,1%) et une croissance ralentie entre 1990 et 1999 (+0,3%).

Les données postérieures à 2005 sont à considérer avec un certain recul. On constate toutefois que la croissance a connu un certain **ralentissement entre 2005 et 2006** puisque le taux de croissance annuelle n'était que de 0,6% alors que ce même taux atteignait 1,5% sur la période 1999-2005.

1975 à 1982	2,8% par an
1982 à 1990	1,1% par an
1990 à 1999	0,3% par an
1999 à 2005	1,5% par an

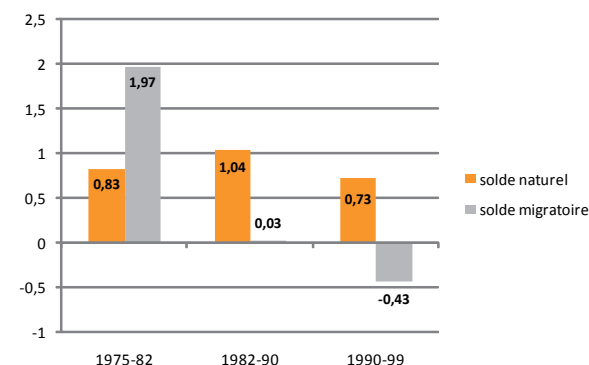
Evolution du taux de croissance annuel entre 1975 et 2006 (extrapolation 2006-2009)

L'hypothèse du nombre d'habitants en 2009 (4 976 hb) résulte d'une extrapolation du taux moyen de croissance moyen annuel constaté entre 1999 et 2006, soit 1,3%. Ce chiffre, qui doit être pris avec précaution, devra être ajusté par l'analyse du nombre de permis de construire délivrés entre 2006 et 2009.

1.2.2 Composantes du taux de variation

Le **solde migratoire, particulièrement fluctuant**, a été très important entre 1975 et 1982 : la progression spectaculaire de la population est due aux nouveaux arrivants (bien supérieurs au nombre de départs) qui ont contribué pour une très large part (58%) à la croissance de Donzère à cette période.

Un phénomène de pérennisation des populations nouvellement arrivées caractérise logiquement la période suivante (1982- 1990) : la croissance moyenne annuelle de la population, globalement beaucoup plus faible, progresse quasi exclusivement grâce au **solde naturel, beaucoup plus régulier**. Le solde migratoire est quasi nul.

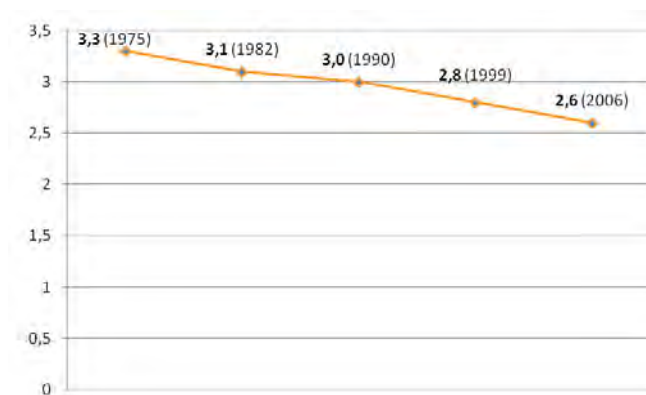


La tendance à la baisse du solde migratoire est entamée entre 1990 et 1999. Son taux atteint une valeur négative : les départs sont supérieurs aux arrivées. Cette tendance se cumulant avec un solde naturel moins important que dans la période précédente, le taux global de la croissance démographique annuelle est seulement d'environ 0,3%.

Solde naturel et solde migratoire depuis 1975. Source : INSEE

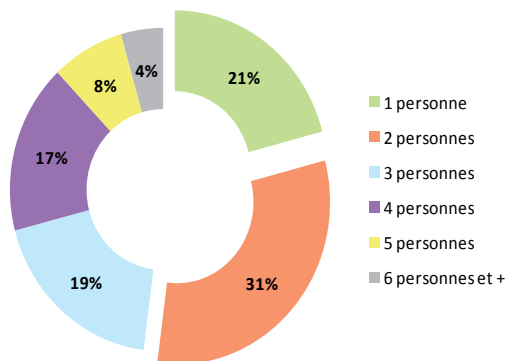
1.2.3 Evolution des ménages

Le nombre de personnes par ménage ne cesse de diminuer depuis 1975 (3,3 personnes/ménage) pour atteindre **2,6 personnes par ménage en 2006**, soit une baisse de 21% en 30 ans.



Nombre de personnes par ménage depuis 1975. Source : INSEE

En 2005 on dénombrait 1 834 ménages sur la commune (+15% par rapport à 1999) pour 4 787 habitants. Le nombre de personnes par ménage est ainsi passé de 2,8 à 2,6 personnes entre 1999 et 2006 (pour une moyenne départementale de 2,4 personnes et une moyenne nationale de 2,7). En 1999, on comptait une **majorité de petits ménages composés d'une à deux personnes** (52%). Cette tendance s'accroît en 2005 puisque la part des ménages d'une personne passe à elle seule de 20,9% à 24% (+13%).



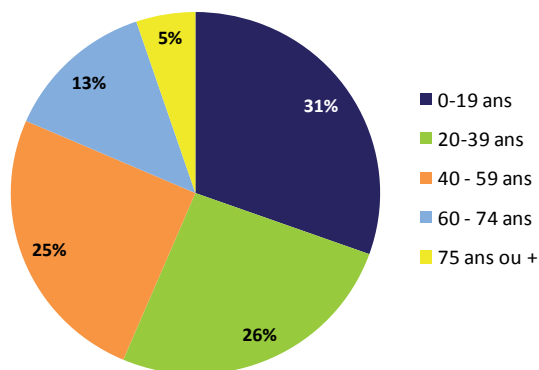
Cette proportion reste pour l'heure moins importante qu'à l'échelle de la Drôme où 61,4% des ménages sont composés d'une ou deux personnes.

1.3 Composition de la population

1.3.1 Un fragile équilibre des classes d'âge

En 1999, la population donzéroise se caractérise par un fragile **équilibre entre certaines classes d'âge** : 31% pour les 0-19 ans et 18% pour les plus de 60 ans.

La commune est jeune : les moins de 40 ans représentaient en 1999 plus de la moitié de la population (57%). En 2005, la tendance indique une très légère baisse de la tranche d'âge 0-19 ans au profit de la tranche d'âge 40-59, tandis que les 0-19 ans et les 60 ans et + restent stables.

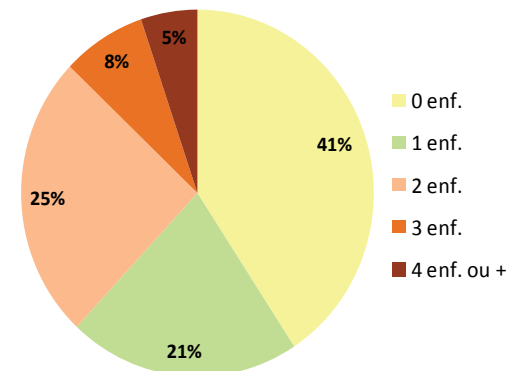


1.3.2 Caractéristiques des familles

En 1999, les couples avec enfants représentaient 59% des familles. Les couples sans enfants représentaient quant à eux 41% des familles, ce qui est inférieur aux moyennes départementale (44,3%) et nationale (43,5%).

Dans une grande majorité des cas (78%), les familles avec enfants comptent deux ou trois enfants.

Un peu plus d'une famille sur 10 (11%) est monoparentale, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne départementale (11,9%) et nationale (12,3%).

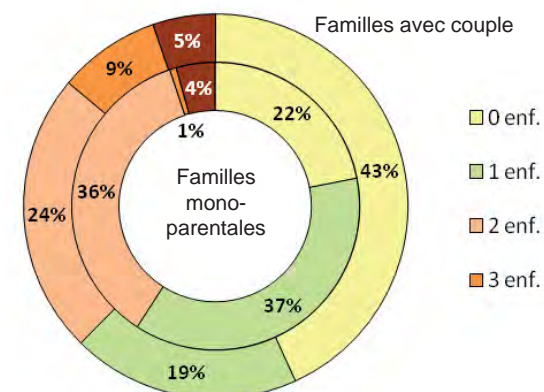


La composition familiale des familles diffère fortement entre les familles avec couples et les familles monoparentales :

- on observe chez les ménages sans enfant que les familles avec couples sont deux fois plus nombreuses que les familles monoparentales ;

- *a contrario*, les ménages composés d'un enfant sont deux fois plus nombreuses dans les familles monoparentales que dans les familles avec couples ;

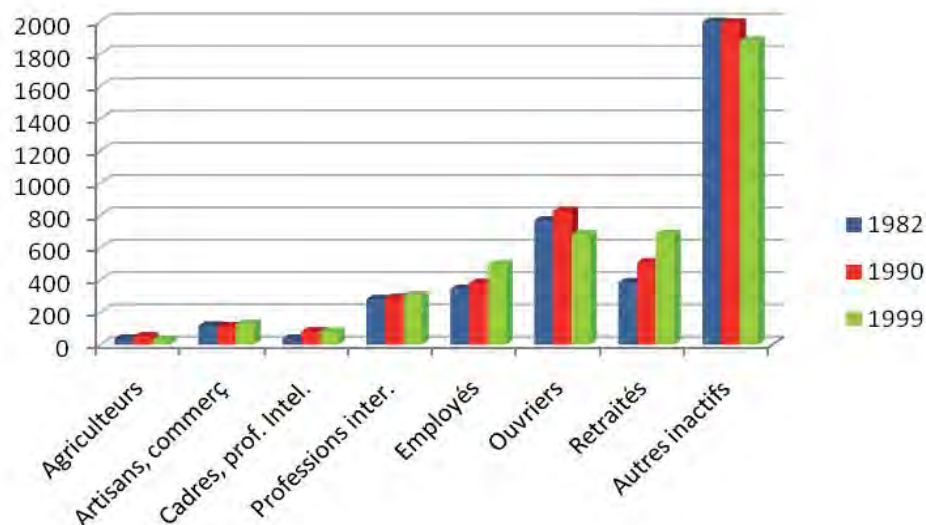
- de la même manière, les familles composées de deux enfants sont 1,5 fois plus nombreuses dans les familles monoparentales que dans les familles avec couples.



1.3.3 La répartition entre les actifs et les inactifs

Les inactifs

En 1999, les inactifs, c'est à dire les retraités et les autres inactifs (chômeurs n'ayant jamais travaillé, élèves et étudiants, personnes au foyer, personnes en incapacité de travailler) représentaient 59% de la population. La proportion des 'autres inactifs' était particulièrement importante (44%) par rapport à la moyenne départementale (37%). Cela peut s'expliquer en partie par la forte proportion des moins de 20 ans à Donzère.



Evolution des actifs et inactifs entre 1982 et 1999.

Source : INSEE

Cependant, la tendance observée entre 1999 et 2005 indique une **baisse du nombre des inactifs**. Ils représentaient 55% de la population en 2005, soit **4 points de moins qu'en 1999**.

Les actifs

Les actifs représentaient quant à eux **41% de la population en 1999**. La population active de Donzère est passée de 1 805 personnes en 1999 à 2 151 personnes en 2005 : elle représente donc à présent **45% de la population**.

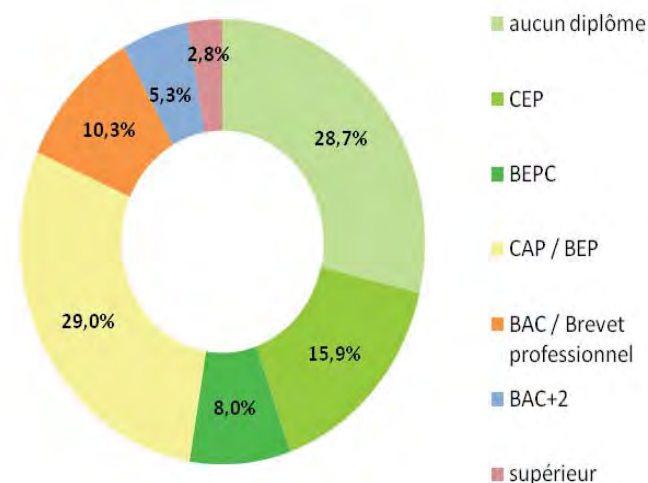
On constate donc une nette progression par rapport à 1999 (+ 4 points), mais la part des actifs reste inférieure à la moyenne régionale (48%).

1.3.4 Niveau de formation

En 1999, un peu plus de 70% des habitants de Donzère étaient titulaires d'un diplôme :

- près de 25% d'un diplôme de premier niveau
- près de 30% d'un CAP ou Brevet professionnel
- 10% du BAC
- 8% d'un niveau égal ou supérieur à BAC+2

Le niveau de formation est moyen en comparaison avec les indicateurs départementaux.



Niveau de formation en 1999

Source : INSEE

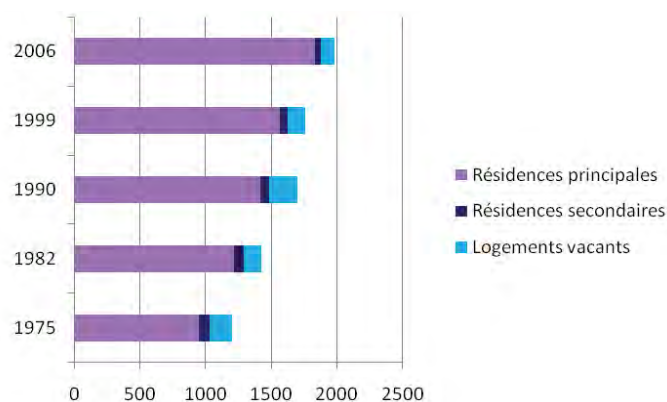
2 - HABITAT

2.1 - Principales caractéristiques du parc de logements

2.1.1 Nature du parc de logements

Le **parc de logements** de Donzère était composé en 2005 de 1 982 logements contre 1 758 logements en 1999, soit une **augmentation de 13%**.

En 2005, comme depuis 1975, **le parc est très majoritairement composé de résidences principales** (92,5%).

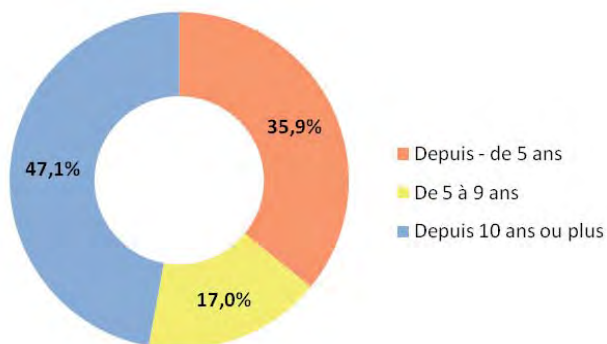


Nature du parc de logements : évolution 1975-2006. Source : INSEE

La part des résidences secondaires n'a cessé de diminuer depuis 30 ans, atteignant seulement 3% en 2005, alors qu'à l'échelle départementale ce taux se situe autour de 7,5 %. Donzère joue donc un rôle de pôle d'habitat.

La part des logements vacants a aussi fortement diminué : elle est passée de 15% en 1990 à 8% en 1999. La tendance s'est confirmée sur la période 1999-2005 avec en 2005 un taux de 6%, le plus bas depuis 30 ans. Cela illustre deux dynamiques : les effets de l'OPAH multi-sites réalisée et la tension relative du marché.

L'ancienneté de l'emménagement montre qu'en 1999 moins de la moitié des personnes résidant dans les logements (47,1%) y résidaient 10 ans auparavant. **Plus de 2/3 des habitants résidaient en 1999 à Donzère depuis moins de 5 ans, et près d'1/5 entre 5 et 10 ans.** Ces données illustrent le renouvellement des logements et de la population au milieu des années 1990.



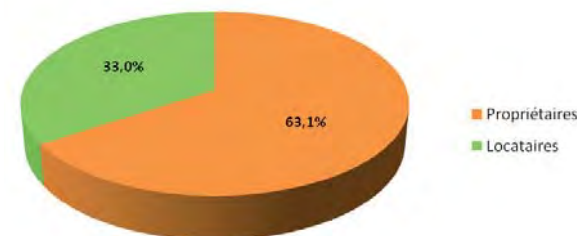
Ancienneté de l'emménagement en 1999. Source : INSEE

En 2006, le parc de résidences principales est composé à plus de 2/3 (70,6%) par des maisons individuelles et à moins d'1/3 (28,5%) par des appartements. **Malgré la forte proportion de maisons individuelles, on constate une certaine progression des appartements entre 1999 et 2006, passant de 24,8% à 28,5%.**

Concernant le **statut des logements**, en 2005, le parc de logements est pour près de 2/3 occupé par des propriétaires (63,1%) pour 1/3 de locataires.

Statut des logements en 2005.

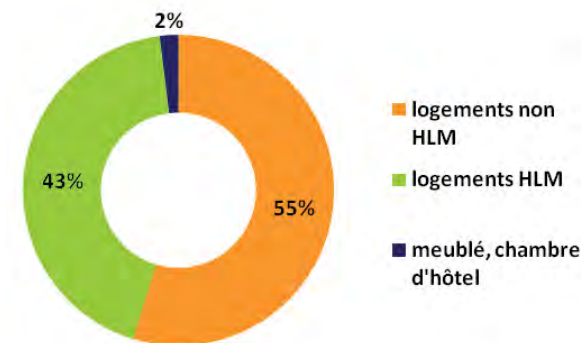
Source : INSEE



La tendance observée sur la période 1999-2005 indique une légère progression du parc de logements locatifs et un léger recul du parc occupé par les propriétaires.

Sur les 466 locataires recensés en 1999, **plus de la moitié (55%) sont locataires dans des logements non HLM et 43% sont locataires dans des logements HLM.**

Cette distinction réalisée par l'INSEE s'appuie sur la définition du parc locatif social donné par le ministère en charge du logement.



Typologie des logements locatifs en 1999. Source : INSEE

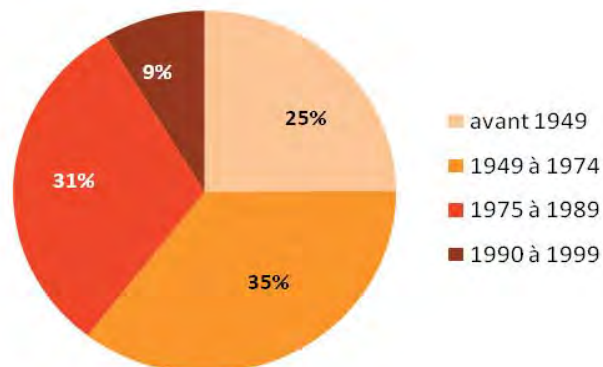
Les logements du parc locatif social sont :

- les logements appartenant à des organismes de HLM (Habitation à loyer modéré), qu'ils soient ou non soumis à la législation HLM pour la fixation de leur loyer ;
- les logements des autres bailleurs de logements sociaux non HLM (sociétés immobilières d'économie mixte, État, collectivités locales et établissements publics) et non soumis à la loi de 1948.

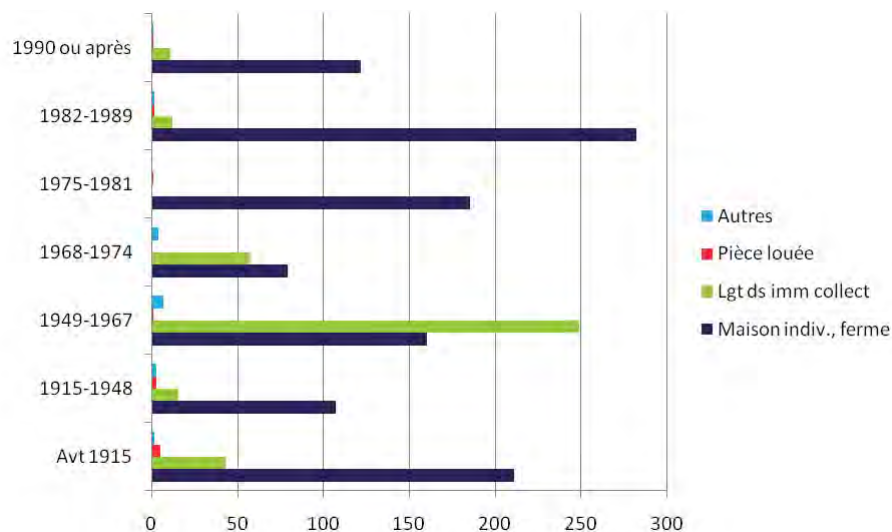
2.1.2 Age et niveau de confort des logements

Le parc de logements de Donzère est relativement ancien : 1/4 des constructions est antérieur à 1949, 1/3 des logements a été construit entre 1949 et 1974 et **seulement 40% des logements ont été construits après 1975**.

Le parc donzérois est toutefois moins ancien que le parc drômois composé pour 1/3 de logements antérieurs à 1949, pour 1/3 de logements construits entre 1949 et 1974, et pour 1/3 de logements postérieurs à 1975.



Année de construction des logements. Source : INSEE



Typologie des logements par phases de construction. Source : INSEE

L'évolution de la construction des logements dans le temps illustre clairement les phases clés du développement du parc donzérois :

- un parc de maisons individuelles dominant jusqu'en 1948
- une phase de construction à dominante de logements collectifs entre 1949 et 1967
- entre 1968 et 1974, un relatif équilibre entre les constructions de maisons individuelles et de logements collectifs
- depuis 1975, une quasi exclusivité de la maison individuelle

Le niveau de confort du parc de logements sur la commune est bon.

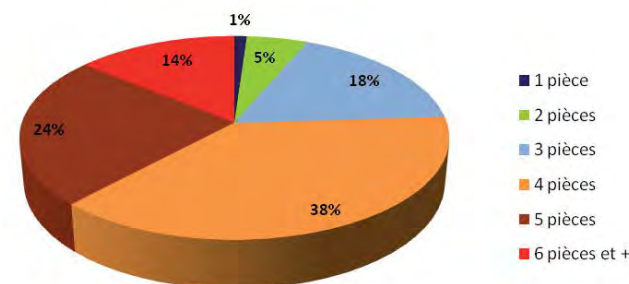
La quasi-totalité des résidences principales disposent de toilettes et de salle de bains comportant au moins une douche (7% disposent de deux salles de bains). Le nombre de logements ne disposant ni de bains ni de douche n'était plus que de 6 en 1999. Ces chiffres sont meilleurs qu'à l'échelle départementale.

Près de 70% des logements disposent du chauffage central, les 2/3 d'un espace de stationnement (parking, box ou garage).

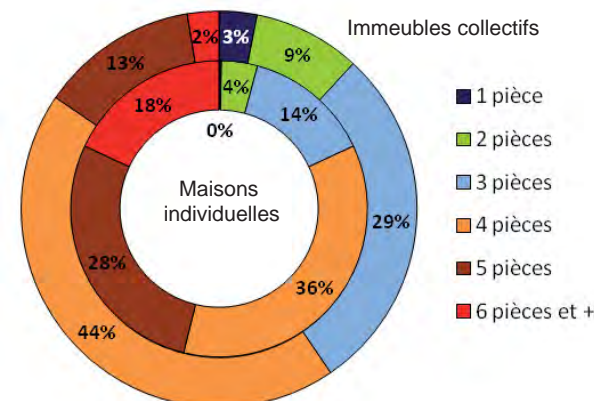
2.1.3 Taille des logements

Le parc de logements de Donzère est composé pour **plus de la moitié (56%) de logements de taille intermédiaire (3 à 4 pièces)**.

Les logements de plus de 5 pièces représentent 38% du parc de logements, tandis que **les logements de petite taille (1 à 2 pièces) sont très peu nombreux (6%)**.



Taille des logements en 1999. Source : INSEE



Taille comparée des logements par typologie d'habitat, 1999. Source : INSEE

L'analyse comparée du nombre de pièces par logement entre le parc de logements collectifs et le parc de maisons individuelles indique que :

- les logements de 1 et 2 pièces sont trois fois plus nombreux dans les immeubles collectifs,
- les logements de 3 pièces sont deux fois plus nombreux dans les immeubles collectifs,
- les logements de 4 pièces se répartissent de manière plus équilibrée entre le parc collectif (36%) et individuel (44%),
- les logements de 5 pièces sont deux fois plus nombreux dans l'individuel que le collectif
- les logements de 6 pièces ou + sont très majoritairement dans le parc individuel.

2.1.4 Le parc de logement social

Le Plan Départemental d'Actions pour le Logement des Personnes Défavorisées

Le Plan Départemental d'Actions pour le Logement des Personnes Défavorisées est un outil qui a pour objectif d'améliorer les dispositifs visant à favoriser l'accès au logement des personnes défavorisées. Le PDALPD donne au Préfet un droit de réservation qui permet de faciliter l'accueil des ménages prioritaires dans les logements sociaux publics. Pour chaque organisme sont fixés des objectifs annuels minimum d'attribution au bénéfice de ménages prioritaires. Le plan établi pour la période 2005-2007 a fait l'objet d'un bilan. L'Etat, le Département et les partenaires ont proposé un projet de PDALPD couvrant la période 2009-2013 basé sur quatre axes :

- de l'hébergement au logement autonome : accompagner les publics et développer l'offre de logements
- permettre aux ménages précarisés de se maintenir dans leur logement : prévenir les expulsions
- lutter contre l'habitat indigne
- logement, hébergement, accompagnement : mieux connaître les besoins des drômois.

Le Contrat urbain de cohésion sociale (CUCS)

Les contrats urbains de cohésion sociale ont été créés en 2006 en remplacement des contrats de ville et contrats d'agglomération. Les priorités d'action des CUCS, conduits pour une durée de trois ans reconductibles (2007-2012), s'articulent autour de cinq thèmes prioritaires :

- l'accès à l'emploi et le développement économique ;
- l'amélioration du cadre de vie ;
- la réussite éducative ;
- la prévention de la délinquance et la citoyenneté ;
- la santé.

Le contrat urbain de cohésion sociale du quartier de l'Enclos

Le CUCS de Donzère constitue donc, depuis, 2007, le nouveau cadre contractuel de mise en œuvre des politiques en faveur des habitants du quartier de l'Enclos. Environ 600 habitants de Donzère (soit 13% de la population totale) résident sur le quartier de l'Enclos construit en 1966 par l'office HLM (voir carte ci-contre). Ce quartier, classé en zone urbaine sensible, est situé à proximité immédiate du centre ville, est perçu par ses habitants comme enclavé. La question de l'emploi est cruciale puisqu'un nombre significatif de chômeurs vivent dans ce quartier, principalement des jeunes peu ou pas qualifiés.

Les chiffres clés sont présentés ci-contre.



Périmètre de la ZUS de l'Enclos. Source : Système d'information géographique du Secrétariat général du CIV (Comité interministériel des villes)

	ZUS L'Enclos	CUCS Donzère	ZUS du département	ZUS de la région
Chômage (1999)	29.2 %	18.9 %	33.2 %	24.0 %
Non-diplômés (1999)	43.1 %	28.7 %	40.6 %	34.3 %
Moins de 25 ans (1999)	42.8 %	35.0 %	41.3 %	39.4 %
Etrangers (1999)	17.0 %	6.8 %	21.6 %	19.8 %
Familles monoparentales (1999)	19.9 %	11.5 %	23.9 %	21.8 %
Locatifs HLM (1999)	47.7 %	12.9 %	65.6 %	60.8 %
Ménages non-imposés sur revenus (2005)	n.d.	44.5 %	61.8 %	51.6 %
Bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire (2006)	10.1 %	n.d.	25.6 %	20.5 %

Profil général du quartier de l'Enclos. Sources : INSEE RP 1999/DGI 2004 (données fiscales)/ Min. de l'Intérieur (2005) / Min. de l'Educ. Nat. (2004) / CNAM (2006)

Précisions relatives à la distinction entre le CUCS et la ZUS de l'Enclos

La circulaire du 24 mai 2006 instituant les CUCS prévoit une nouvelle géographie hiérarchisée des quartiers prioritaires des CUCS, classés en catégories 1, 2 et 3. Cette géographie repose sur une méthodologie fine d'analyse des difficultés économiques et sociales des quartiers à partir des iris (îlots regroupés pour l'information statistique) définis par l'INSEE.

Cette nouvelle géographie liée aux CUCS (à partir du système des iris) n'a pas vocation, en l'état, à remplacer le zonage de la Zone urbaine sensible (ZUS), basé quant à lui sur des critères de classement législatifs et réglementaires.

La mise en œuvre des politiques de cohésion sociale dans le quartier de l'Enclos

Le diagnostic territorial réalisé dans le cadre du CUCS a conduit à la mise en œuvre d'actions relevant à titre principal de la prévention de la délinquance et du développement de la citoyenneté. Cette thématique est déclinée selon trois axes :

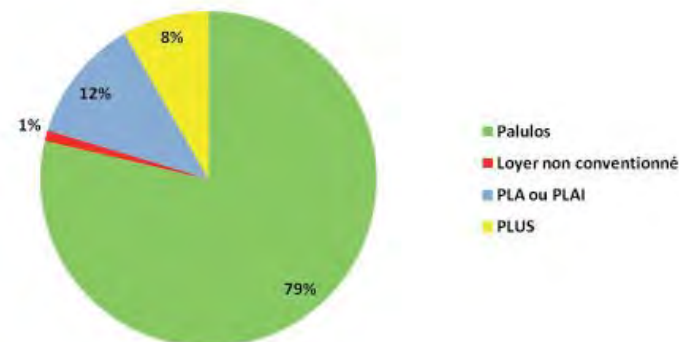
- 1- L'accompagnement des parents dans leur fonction éducative afin d'éviter l'isolement et la rupture de lien social
- 2- Le développement des actions d'animation en direction des jeunes les plus isolés pour lutter contre le désœuvrement
- 3- Le soutien à l'accès aux droits et la contribution à l'égalité des chances

Typologie du parc de logement social

L'offre

Drôme Aménagement Habitat est le bailleur social le plus important avec un parc de 300 logements. Si plus de 2/3 du parc (69%) est constitué de logements du milieu des années 1960 (l'Enclos I et II), 13% des logements datent des années 1980 et près de 20% ont été mis en service après 2000 (L'Olivier I, II et III). Dans les produits logement, outre la forte représentation des PALULOS, on observe une diversification des publics visés.

Nombre de logements	Localisation des logements	Date de mise en service des logements	Etat général du parc	Catégorie de logement
179	l'Enclos I	nov-66	ZUS	Palulos
28	L'Enclos II	nov-65	ZUS	Palulos
3	56, Basse Bourgade	juil-08		Loyer non conventionné
29	La Garenne	août-80		Palulos
10	Les Roches	janv-87		PLA
1	Sarcey de Sultières	juin-93		PLAI
25	L'Olivier I	mars-02		PLA
15	L'Olivier II	nov-03		PLUS
10	L'Olivier III	sept-04		PLUS



Statuts des logements de Drôme Aménagement Habitat

Le patrimoine de SDH Constructeur et ADIS est beaucoup moins important en volume, mais les opérations réalisées récemment et les projets en cours soulignent la dynamique du logement locatif aidé.

Concernant SDH Constructeur, il dispose d'un patrimoine de 16 logements mis en service en 2007 (Résidence du Champ de Mars) et financés en PLUS. 5 logements sont de type 2 et 11 de type 3.

ADIS possède une vingtaine de logements dans son patrimoine : une quinzaine de villas en accession sociale, dont 4 très sociales, ainsi que 2 maisons en location (lotissement le Tricassin). Un projet est en cours sur la commune, avec la construction de trois bâtiments :

- deux bâtiments de 12 logements, soit 24 logements, en locatif. Excepté 1 T2 par bâtiment, les autres logements sont de type T3 et T4 ;
- un bâtiment de 10 logements en accession sociale (aussi de types T3 et T4).

La demande locative

Concernant Drôme Aménagement Habitat, le bailleur faisait état fin 2009 de 82 dossiers en attente. Environ 60 % de la demande concerne l'Olivier I, II et III. Concernant l'Enclos, il était constaté une assez forte demande de personne seule (T1-T2).

SDH Constructeur enregistre quant à lui une demande active fin 2009 de 34 dossiers, avec une demande répartie suivant les besoins suivants : 44% de T3, 29% de T4, 21% de T2 et 6% de T5 ou plus.

2.1.5 Vision prospective du logement

Méthode d'évaluation du nombre de logements

L'ensemble des données relatives à la démographie et au logement doivent permettre non seulement d'analyser les évolutions constatées, mais aussi de définir des objectifs en terme démographique et de logement à l'horizon 2020.

D'une manière générale, **la construction de logements est liée à plusieurs types de besoins** :

- répondre à la croissance démographique
 - compenser la diminution du nombre d'habitants par résidence principale (taille moyenne des ménages)
- et, dans une moindre mesure :
- compenser l'accroissement du parc de résidences secondaires et de logements vacants
 - remplacer les logements détruits ou désaffectés. L'importance de ce renouvellement dépend de la vétusté du parc et des opérations de réhabilitation engagées.

La notion de **seuil d'équilibre** correspond au nombre de logements à réaliser dans l'hypothèse d'une stabilité démographique. Il est donc égal à la somme des trois derniers besoins décrits ci-dessus.

Ainsi, **une croissance démographique suppose une production de logements supérieure au seuil d'équilibre**. Pour fixer son objectif démographique, la commune doit prendre en compte :

- l'observation de la croissance au cours des différentes périodes censitaires
- l'observation de la croissance sur le département de la Drôme
- la vision de la commune à l'horizon 2020
- le contexte local

Dans le cadre du diagnostic territorial, l'objectif est d'évaluer le nombre de logements à construire pour atteindre le seuil d'équilibre. Dans le cadre du chapitre du rapport de présentation se rapportant à l'explication des choix retenus pour établir le PADD (Projet d'aménagement et de développement durable), l'évaluation portera sur le nombre global de logements à construire en fonction de l'objectif de croissance démographique qui sera retenu.

Le seuil d'équilibre à Donzère en 2020

L'étude prospective permet de déterminer un ordre de grandeur du nombre de logements à construire à l'horizon 2020 pour atteindre le seuil d'équilibre :

- Hypothèse démographique : taux de croissance annuel de 0% (objectif : calcul du seuil d'équilibre) ;
- Hypothèse sur le desserrement des ménages : on fait l'hypothèse du maintien de la tendance actuelle de desserrement des ménages au taux de -0,95 % par an (période 1999-2005). Ainsi, **en 2020, la taille moyenne des ménages sera de 2,25 personnes** ;
- Hypothèse sur les résidences secondaires : on fait l'hypothèse du maintien de la part des **résidences secondaires** dans le parc de logements, il serait donc maintenu à son niveau actuel : **2,3 %**.
- Hypothèse sur les **logements vacants** : on fait l'hypothèse du maintien du taux de vacance à son niveau actuel : **5,1 %**.
- Hypothèse sur le renouvellement : le renouvellement du parc correspond à la disparition lente mais réelle du parc de logement ancien (constructions antérieures à 1949). Ce taux n'étant pas significatif sur la commune, il n'est pas pris en compte.

Nouveaux logements à l'horizon 2020	
Effet démographique	0
Desserrement	216
Variation résid. sec.+ logt vacants	58
Renouvellement	0
Nb. Total de lgts	274

soit env. 25 lgts/an

Seuil d'équilibre

Pour atteindre le seuil d'équilibre (stabilisation de la population sans prise en compte de la croissance annuelle), **le nombre de logements neufs nécessaires est donc compris dans une fourchette d'environ 250 à 300 logements**, soit environ 25 logements/an.

On constate que l'enjeu lié au seuil d'équilibre consiste à créer suffisamment de logements pour compenser la diminution de la taille moyenne des ménages (phénomène de desserrement) d'ici 2020.

L'enjeu lié à l'effet démographique (accueil d'une population nouvelle) relève du projet de développement de la commune qui est traité en lien avec le PADD.

ENJEUX POPULATION & HABITAT

- **Un manque d'adéquation entre la taille des logements et la taille des ménages**

Les petits ménages d'une à deux personnes représentent plus de la moitié de la population de la commune (52%) alors que les logements de 1 à 3 pièces représentent à peine 1/4 du parc (24%).

- **Un fragile équilibre entre les classes d'âge**

Les classes d'âge 0-19 ans, 20-39 ans et 40-59 ans sont équilibrées, chacune représentant environ un quart de la population. Conserver cet équilibre constitue un enjeu pour le renouvellement de la population et le bon fonctionnement des équipements publics.

- **Un rééquilibrage progressif de la proportion des actifs par rapport aux inactifs**

En 2005, les actifs représentent 45% de la population, en nette progression par rapport à 1999. L'enjeu consiste à poursuivre cette tendance.

- **Un déséquilibre entre le solde naturel et le solde migratoire**

Les fluctuations du solde migratoire entraînent des déséquilibres démographiques qui impactent le marché du logement et, au-delà, le développement général de la commune.

- **Pour atteindre le seuil d'équilibre en 2020, Donzère doit accueillir entre 250 et 300 logements**

La taille des ménages va passer de 2,6 personnes par ménages en 2005 à environ 2,25 personnes par ménages en 2020 : cette diminution implique d'anticiper la construction de nouveaux logements.

- **Au-delà du seuil d'équilibre, la commune doit dans son projet de développement déterminer un objectif de croissance démographique à l'horizon 2020**

Cet objectif permettra de déterminer une programmation de logements à réaliser dans le cadre de la mise en oeuvre d'une stratégie de consommation d'espace.

- **Un parc de logements insuffisamment diversifié**

Il s'agit de favoriser la diversité des typologies d'habitat en terme de forme urbaine, de taille de logements, de statut d'occupation, etc.

- **Une politique de rééquilibrage du quartier de l'Enclos**

Il s'agit de poursuivre la mise en oeuvre de la politique de la ville, notamment à travers la reconduction triennale du CUCS sur la période 2010-2012.

CHAPITRE 2 - DEPLACEMENTS

Les enjeux en matière de déplacements s'inscrivent à plusieurs échelles :

- l'échelle de la vallée du Rhône qui se caractérise par une problématique de corridor européen d'itinéraire multimodal (route, fer, voie navigable) qui supporte le transport de flux régionaux et internationaux importants ;
- l'échelle du bassin de vie qui se caractérise par des liaisons inter urbaines ;
- l'échelle locale avec des enjeux spécifiques.

1 - A L'ECHELLE DE LA VALLEE DU RHONE

L'offre de transport terrestre dans la vallée du Rhône présente la particularité de couvrir tous les modes (fluvial, routier et ferroviaire). Par ailleurs, la vallée du Rhône est équipée en sites de transport combiné et en plates-formes logistiques.

1.1 Le transport routier : un trafic en voie de saturation

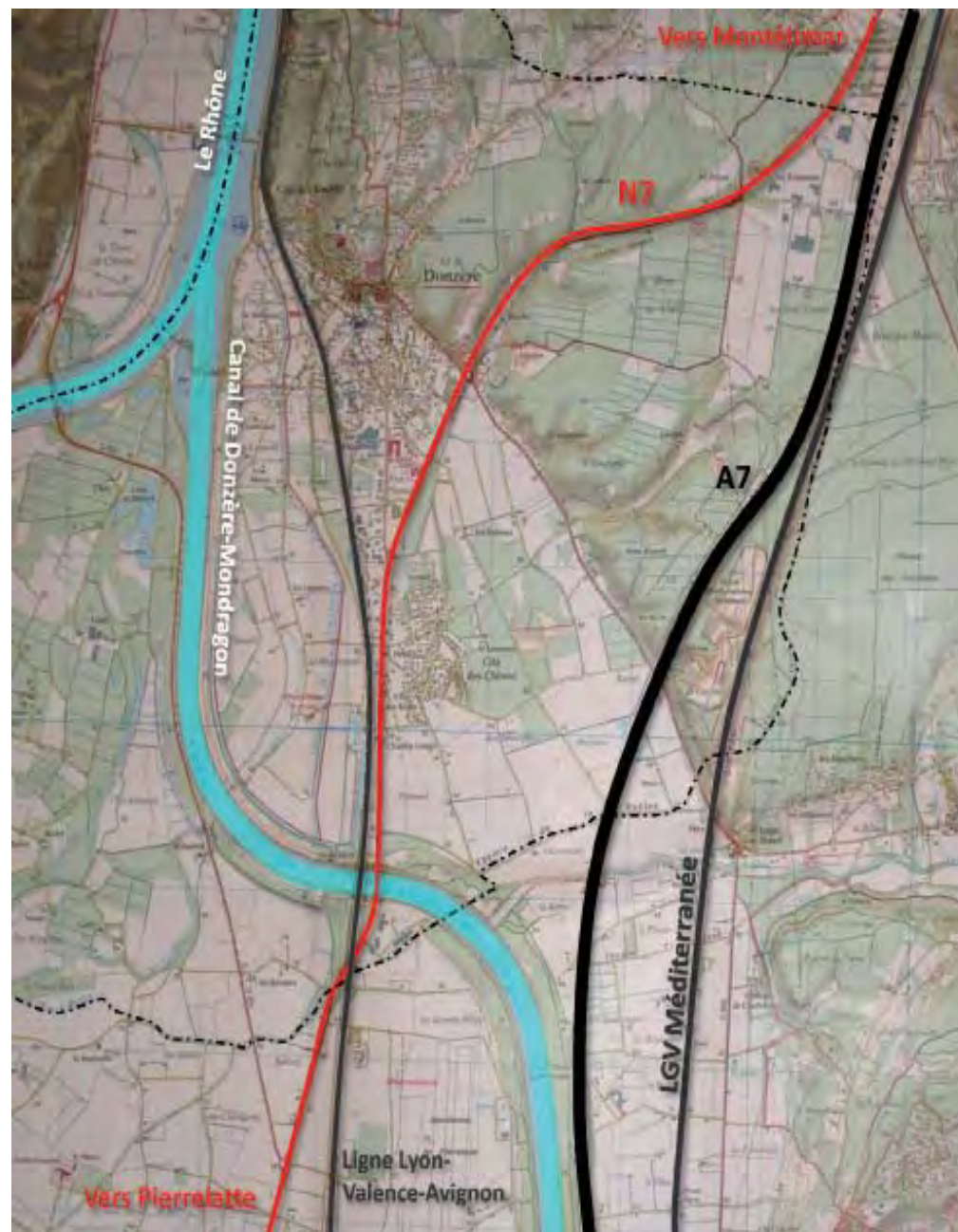
Donzère bénéficie d'une qualité de desserte extrêmement favorable, à proximité immédiate des axes structurants de la vallée du Rhône, notamment l'autoroute A7 (Donzère est située à 5 km de l'échangeur Montélimar Sud) et la N7.

Le réseau autoroutier, en majeure partie à 2x3 voies, met en relation l'axe rhodanien (A7) et l'arc méditerranéen. Les comptages effectués depuis 1985 montrent que le trafic total du flux nord-sud est passé de 56 300 véhicules par jour en 1985 à 92 800 en 2000, soit une croissance moyenne annuelle de 4,3 % du trafic.

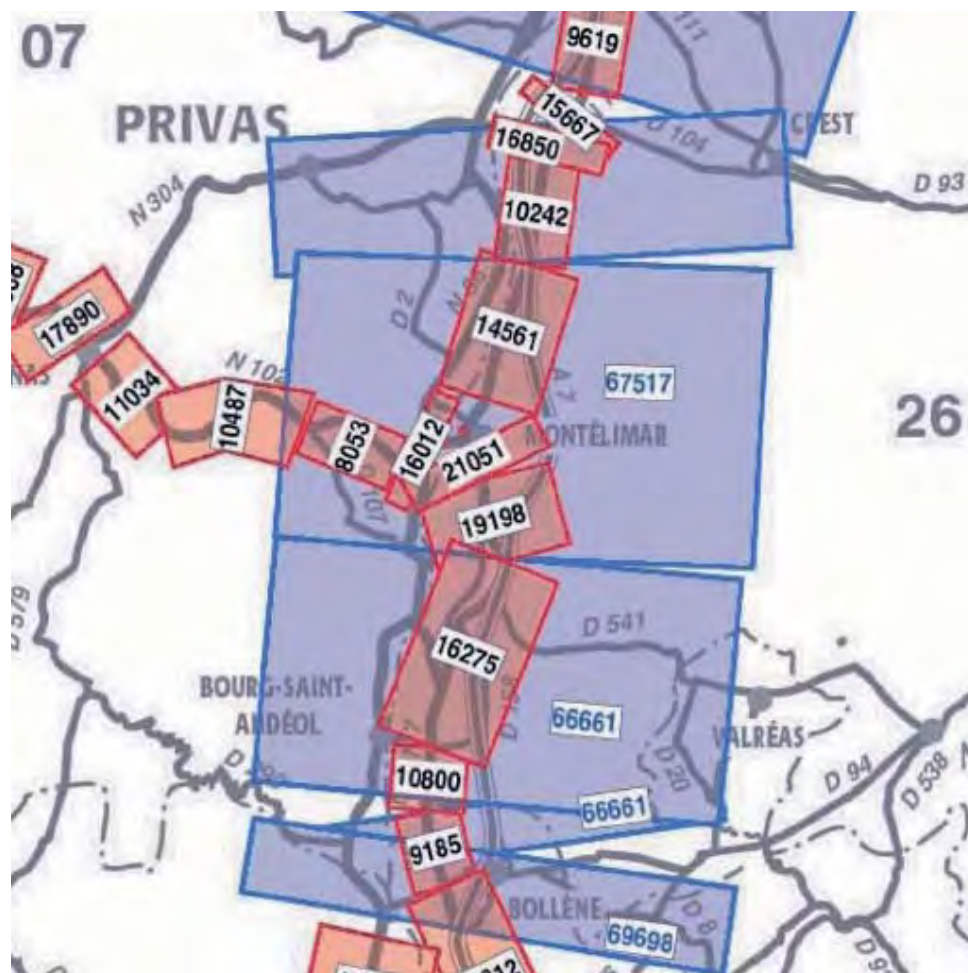
Concernant les péages de la Drôme (Tain l'Hermitage, Valence Nord, Valence Sud, Loriol, Montélimar Nord et Montélimar Sud), on recensait pour l'année 2004 des flux représentant 69 452 véhicules (+4,9% par rapport à 2003). En moyenne, le trafic est composé à 81% de véhicules légers et à 19% de poids lourds.

Par ailleurs, l'attrait touristique du littoral méditerranéen se traduit par une forte augmentation de la circulation routière au cours des mois de juillet et d'août. Le trafic journalier moyen d'été enregistré sur les principaux axes routiers est supérieur de 59 % au trafic journalier annuel pour la vallée du Rhône.

Les difficultés liées à la saturation croissante du trafic dans la vallée du Rhône ont conduit à l'organisation d'un débat public. Au préalable, une consultation des présidents des trois conseils régionaux Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes et des principaux élus concernés (députés, sénateurs, présidents de conseils généraux, présidents de grandes agglomérations...) a été menée. Dans sa décision du 4 décembre 2006 relative à la politique des transports dans la vallée du Rhône et sur l'arc languedocien, l'Etat a notamment souligné la nécessité d'un développement/report particulièrement important des trafics sur les modes ferroviaire et fluvial.



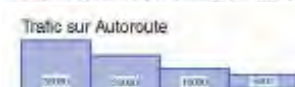
Carte du trafic sur la N7 et l'A7 en 2006



Trafic sur Route Nationale



Trafic Tunnel et Pont sur Route Nationale



Trafic sur Autoroute



Trafic Tunnel et Pont sur Autoroute

Source : SETRA, 2006

1.2 Le transport ferré : une alternative forte au transport de fret et au transport de voyageurs

Dans la vallée du Rhône, on compte trois lignes ferroviaires principales à deux voies qui représentent une capacité d'écoulement importante :

- une ligne à grande vitesse (LGV), principalement en rive gauche : la LGV Méditerranée ;
- une ligne fret en rive droite ;
- une ligne voyageurs et fret en rive gauche, qui traverse Donzère : la ligne Lyon-Valence-Avignon.

La LGV Méditerranée

Mise en service en 2001, elle prolonge l'axe à grande vitesse nord-sud jusqu'au Midi, après la LGV Rhône-Alpes contournant Lyon qui a constitué la précédente phase en 1994 et vingt ans après la première LGV Paris Lyon (voir carte ci-après).

La LGV Méditerranée a une longueur totale de 250 km et traverse les départements de la Drôme, du Vaucluse, du Gard et des Bouches du Rhône. Trois gares nouvelles ont été réalisées pour desservir les villes intermédiaires : Valence TGV, Avignon TGV et Aix-en-Provence TGV. Le tracé de la LGV réservait la création ultérieure d'une autre gare dans le secteur Montélimar / Pierrelatte. En janvier 2007, l'Etat a donné son accord au projet de construction d'une nouvelle gare à Allan (à 10 km de Donzère et de Montélimar) afin de desservir la Drôme provençale, le sud de l'Ardèche et le nord du Vaucluse. Le projet, à préciser par des études complémentaires sur l'évolution des dessertes, est mis en œuvre par les collectivités locales, RFF et la SNCF, et l'Etat s'associe à sa réalisation. En mars 2009, une convention de financement des études de la gare TGV Drôme provençale d'Allan a été signée. La gare sera organisée en lieu de vie et d'échanges multimodaux.

Carte du réseau ferré régional



Source : RFF, 2008

1.3 Le transport fluvial : une part modale faible du transport de fret, mais un contexte qui évolue et une volonté de rééquilibrage

Au niveau national, la part modale du transport fluvial est de l'ordre de 3%, très faible par rapport à certains pays comme la Belgique, l'Allemagne ou les Pays-Bas (de 10 à 40% des échanges). On assiste cependant depuis une quinzaine d'années à un renouveau et une modernisation du transport fluvial, impulsés à la fois par les pouvoirs publics et le dynamisme des professionnels du transport. De la nouvelle plate-forme de Pagny-sur-Saône à Port-Saint-Louis et à Fos-sur-Mer au sud, le bassin fluvial Rhône-Saône est aménagé à grand gabarit sur plus de 550 km : le Rhône est navigable sur 330 km, pour des convois de 5 000 tonnes, ce qui autorise la navigation fluviale.

Le trafic est en forte augmentation sur le canal du Rhône à Sète, passant de 130 000 tonnes en 1993 à 300 000 tonnes en 2004, la croissance étant la plus significative sur les 4 dernières années. Les marchandises transportées restent traditionnelles (vrac de charbon, céréales, engrais, sel, ...). On assiste également depuis 2001 au boom du trafic des conteneurs, depuis l'ouverture en 2001 de la première ligne régulière entre Fos, Lyon, Macon et Chalon. En 2004, le transport fluvial de marchandises sur l'ensemble du bassin Rhône-Saône a atteint en volume 5.7 millions de tonnes, et en prestations (t.km) 1.2 milliard de t.km (contre 1,6 milliard de t.km en 2006). Le trafic sur le Canal du Rhône à Sète a représenté 300 000 tonnes en 2004, et est en forte croissance en 2005. Au global, cela représente environ 10% du trafic national par voie fluviale (mesuré en volume).

Le choix d'une politique de rééquilibrage modal de la route vers les modes moins polluants (fluvial, rail) permet de concilier échanges, croissance et développement économique d'une part, et préoccupations en matière de qualité de vie de santé humaine et d'environnement d'autre part.

Ce choix est de surcroît particulièrement stratégique dans la vallée du Rhône qui concentre déjà de très nombreux déplacements générant des fortes nuisances et des perspectives sérieuses de saturation des infrastructures routières. Les prévisions d'évolution du trafic global de marchandises à horizon 2020 sont d'environ +35% dans le couloir du Rhône (de 71 millions de tonnes en 2002 à 97 en 2020 entre Valence et Orange), et + 55% sur l'arc languedocien (de 63 millions de tonnes en 2002 à 97 en 2020 entre Nîmes et Montpellier).

2 - A L'ECHELLE DU BASSIN DE VIE

2.1 Le transport routier : un réseau d'intérêt départemental et cantonal

A l'échelle du bassin de vie, la voie routière structurante est la Nationale 7 qui relie Donzère aux principaux pôles urbains, notamment Pierrelatte et Montélimar.

A une échelle plus fine, le réseau de voies départementales maille le territoire :

- au nord en direction de Malataverne par la D 844 et de Châteauneuf-du-Rhône par la D144 ;
- à l'ouest en direction de l'Ardèche (Viviers, Bourg-Saint-Andéol) par la D486 qui rejoint la D86 ;
- au sud-est en direction de Valaurie, des Granges-Gontardes, la Garde-Adhémar, Saint-Paul-Trois-Châteaux et Bollène. C'est la voie départementale qui reçoit le trafic le plus important avec plus de 6500 véhicules / jour ;
- quant à la D93N, elle permet de relier la rive droite du Rhône (Ardèche) à l'extrémité nord de Pierrelatte, au niveau de la N7, en traversant la partie sud-ouest de Donzère.

A noter que deux voies départementales ont été classées «routes à grande circulation» par le décret n°2009-615 du 3 juin 2009 : la D93N et la D541. Ce classement n'a pas été défini sur la base d'un critère de fort trafic mais de délestage du réseau principal et de transport exceptionnel notamment. Le recul le long de ces axes est donc porté à 75 m de part et d'autre de la D93N et de la D541 hors secteurs urbanisés.

2.2 Le transport ferré

Donzère est desservie par la ligne Lyon-Valence-Avignon.

Depuis Donzère, la desserte en direction de Pierrelatte (sens Lyon-Valence-Avignon) est moins fréquente qu'en direction de Montélimar (sens Avignon-Valence-Lyon) : 9 arrêts dans le premier cas, 14 dans le second. En terme de fuseaux horaires, le déséquilibre est similaire puisque seulement 2 trains desservent Pierrelatte en heure de pointe matinale, contre 6 trains desservant Montélimar. Concernant les liaisons avec les pôles urbains, on constate que la liaison Donzère-Avignon est bonne puisque l'ensemble des trains qui s'arrêtent à Donzère ont leur terminus à Avignon. En direction du nord, Valence-ville est également très bien desservie. Plus au nord, 8 des 14 trains qui s'arrêtent à Donzère desservent Lyon.

Donzère ne dispose pas d'une gare SNCF, mais d'un simple arrêt. On observe quotidiennement une dizaine de véhicules d'usagers du train garés sur le parking.

Carte du trafic sur les routes départementales en 2008



Source : Conseil général de la Drôme

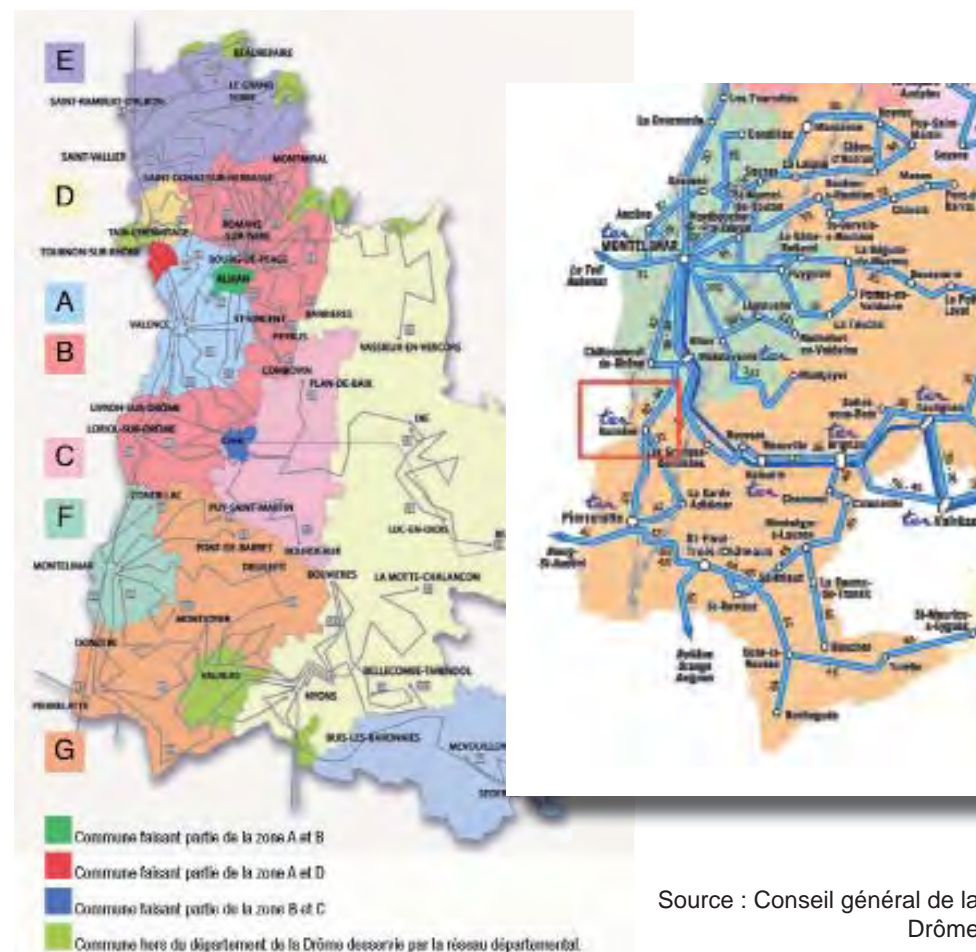
2.3 Le transport collectif urbain

Le conseil général de la Drôme est compétent en matière de transports collectifs interurbains et scolaires.

En matière de transport scolaire, le Département gère le transport de 25 369 élèves, soit 500 véhicules en service/jour, avec pour objectifs d'améliorer la sécurité dans les cars et aux aires d'arrêts.

En matière de lignes régulières interurbaines, le réseau s'appuie sur 38 lignes régulières. Donzère est desservie par la ligne n°44 (Nyons / St-Paul-Trois-Châteaux / Pierrelatte / Montélimar) et la ligne n°42 (Montélimar / Pierrelatte / St-Paul-Trois-Châteaux).

Carte du réseau interurbain du Conseil général



2.4 Les modes de déplacement doux : le PDIPR

Le conseil général de la Drôme est le gestionnaire du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR). Outil conservatoire de portée juridique, il permet d'assurer dans le temps la continuité des cheminements et de préserver le patrimoine rural des communes. Par voie de conséquence, le PDIPR contribue également à faire une sélection qualitative des itinéraires et à pérenniser les éditions de guides touristiques, sportifs...

Dans la Drôme, les communes ont approuvé le PDIPR entre 1994 et 2004, date à laquelle il a été validé par l'Assemblée départementale. Il est exclusivement composé de chemins ruraux. A l'occasion de nouveaux projets d'itinéraires de randonnée, les inscriptions de chemins ruraux au PDIPR peuvent être actualisées dans la limite du respect de l'article L361-1 du code de l'environnement.

La carte suivante présente les sentiers inscrits au PDIPR.



3 - A L'ECHELLE LOCALE

3.1 Principaux points de difficulté liés à la desserte

Deux difficultés majeures ont été identifiées à l'échelle communale :

- une première difficulté est liée au passage dans Donzère de poids lourds de l'entreprise de transport Roustand, située au lieu-dit Chevière, au nord de Donzère. L'entreprise recense une quarantaine de poids lourds qui peuvent atteindre 40 tonnes.

Pour les trajets effectués en direction du nord, les poids lourds empruntent la D844 jusqu'à la jonction avec la N7 au nord de Malataverne. Ils rejoignent ensuite l'A7 soit depuis l'échangeur de Montélimar sud, soit par celui de Montélimar nord. Aucune difficulté particulière n'est à signaler.

Par contre, pour les trajets effectués en direction du sud, les poids lourds empruntent la D844 jusqu'à la jonction avec la N7 au sud de Donzère : ils doivent donc traverser la commune (haute bourgade et basse bourgade). La traversée d'un milieu urbanisé, dont les voies de desserte n'ont pas vocation à accueillir un transit de poids lourds, pose une difficulté à la fois pour le transporteur et pour les habitants.

Les alternatives à ce tracé ne permettent pas de résoudre cette difficulté puisque :

- 1) la traversée de Malataverne est interdite ;
- 2) le tracé empruntant la desserte de la zone industrielle de Malataverne n'est pas approprié (tracé, calibre) ;
- 3) un détour par le nord de Malataverne (jonction N7 / D844) serait économiquement trop pénalisant.

Le passage des poids lourds dans la traversée de Donzère ne se caractérise pas, bien entendu, par le passage quotidien des 40 véhicules que comprend la flotte. Les jours les plus chargés sont le lundi et le vendredi, lorsque les poids lourds quittent ou regagnent l'entreprise. Le reste de la semaine, on peut dénombrer environ 10 à 15 passages quotidiens dans la traversée de Donzère.

La gêne occasionnée pour les habitants se traduit principalement en terme de sécurité routière et de nuisances sonores.

L'enjeu consiste donc à limiter ces gênes et trouver des solutions acceptables sur le long terme.

- une seconde difficulté est liée à certains usages sur la N7

Certains exploitants agricoles ont signalé, dans le cadre des entretiens agricoles qui ont été conduits, des problèmes pour se déplacer le long de la N7, principalement sur la portion sud en direction de Pierrelatte. La N7 ne disposant pas sur l'ensemble de son tracé d'acotements adaptés, les tracteurs sont susceptibles d'occasionner indirectement un ralentissement des flux.

Les exploitants indiquent que des aménagements permettraient une meilleure fluidité et une pacification des usagers.

Un autre problème a été soulevé concernant la traversée de la N7 par des piétons, au niveau du Super U. Certains n'utilisent pas les passages piétons existants, ce qui soulève un problème de sécurité routière.

L'enjeu consiste à évaluer la marge d'action de la commune pour résoudre des difficultés liées à certains usages sur la N7.

3.2 Principaux projets de desserte

En matière de desserte routière, la commune a planifié dans son document d'urbanisme plusieurs opérations importantes. Plusieurs ont d'ores et déjà été réalisés, comme les voiries nouvelles desservant les dernières opérations sur la Cité des Chênes.

Parmi celles qui n'ont pas encore été réalisées figurent :

- la création d'un nouveau giratoire sur la N7 au lieu-dit Rozets et Coudouly en vue de desservir la zone d'activités des Eoliennes qui fait l'objet d'une extension ;
- la création de voirie dans le prolongement des voies existantes dans la zone d'activités des Gresse ;
- la création d'une nouvelle portion de voirie reliant la rue Basse Bourgade avec la route des barrages ;
- le prolongement du chemin de la plaine, le long de la voie ferrée, jusqu'à la gare.

Exceptée la dernière opération (prolongement du chemin de la plaine, le long de la voie ferrée, jusqu'à la gare) qui n'est pas maintenue, les autres projets sont d'actualité.

3.3 Les modes de déplacement doux

Le maillage du réseau piéton est très inégal sur le territoire.

3.3 1 Les points forts

Le maillage des principales voies est assuré. D'ouest en est, un piéton peut relier les pôles majeurs que sont : la salle de fêtes, la mairie et le parc Meynot, le centre ancien (grande rue ou bd des Barrys / place du champ de mars), la rue basse Bourgade en direction des équipements scolaires et de santé pour rejoindre le pôle d'équipements du sud (centre social, gendarmerie, plaine sportive) jusqu'au supermarché.

De la même manière, on peut aisément relier à partir de la rue Basse bourgade, axe central de la commune, le quartier de l'Enclos à l'est et le pôle d'équipement scolaire et de santé à l'ouest.

Enfin, certains quartiers comme la cité des Roches ou les lotissements des Oliviers sont relativement bien maillés. Plus ponctuellement, le quartier des Moutons a fait l'objet d'aménagements récents ayant permis l'amélioration des déplacements doux.

3.3 2 Les points de fragilité

Malgré ces constats, les points de fragilité demeurent nombreux :

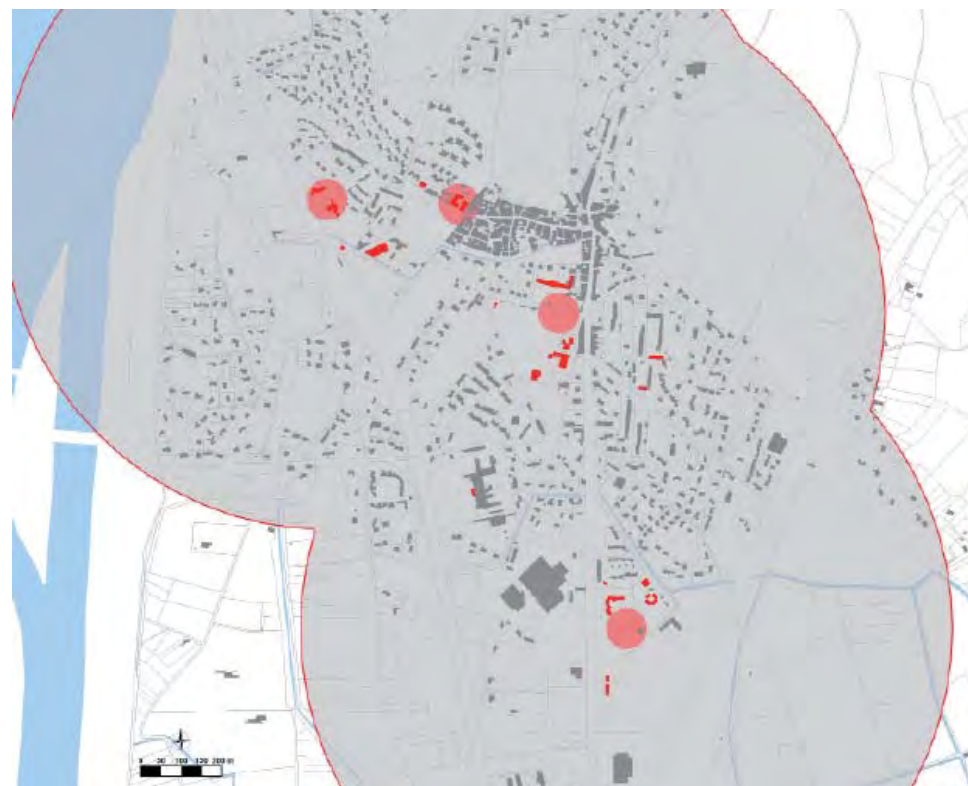
- on ne recense aucune piste cyclable sur la commune alors même que la topographie y serait favorable ;
- le quartier Condamine sud / Louves / Moutons situé à l'ouest de la voie ferrée n'est desservi par aucune liaison douce ;
- certains axes structurants de la commune ne sont pas équipés de trottoirs. Plusieurs exemples sont significatifs :
 - avenue Pierre de Coubertin : section entre la rue basse Bourgade et le rue de la Chocolaterie / section entre la salle polyvalente et la piscine
 - avenue de la gare
- certains axes structurants de la commune sont aménagés avec de simples marquages au sol (sans trottoir), comme le cours de la Liberté, dans sa portion entre l'avenue Pierre de Coubertin et l'avenue de la mairie
- il en va de même pour des équipements structurants tels que le cimetière. Plus largement, les îlots au sud du parc Meynot, compris entre la gare et le parc de la Chocolaterie, ne sont pas aménagés (absence complète de trottoirs)
- de manière plus générale, certains points de maillage mériteraient d'être aménagés pour assurer la continuité des voies piétonnes
- concernant la rue basse Bourgade, on observe trois points de traversée qui pourraient être améliorés. Du nord au sud : les stationnements de voiture qui gênent le passage au niveau du commerce, l'arrêt de bus dont l'aménagement routier efface la présence piétonne et le passage entre le centre social et la gendarmerie 'pas d'abaissement de trottoir et traversée insuffisamment aménagée).

3.3 3 Le potentiel du territoire

Lorsque l'on croise l'analyse de l'organisation spatiale des équipements (en quatre sites principaux) avec la problématique des déplacements piétons, on constate que le territoire donzérois offre un potentiel fort. En effet, on considère que les secteurs situés à 10mn pied des équipements sont proches. La vitesse moyenne d'un piéton étant de 5km/h, la distance parcourue en 10mn est de 800m.

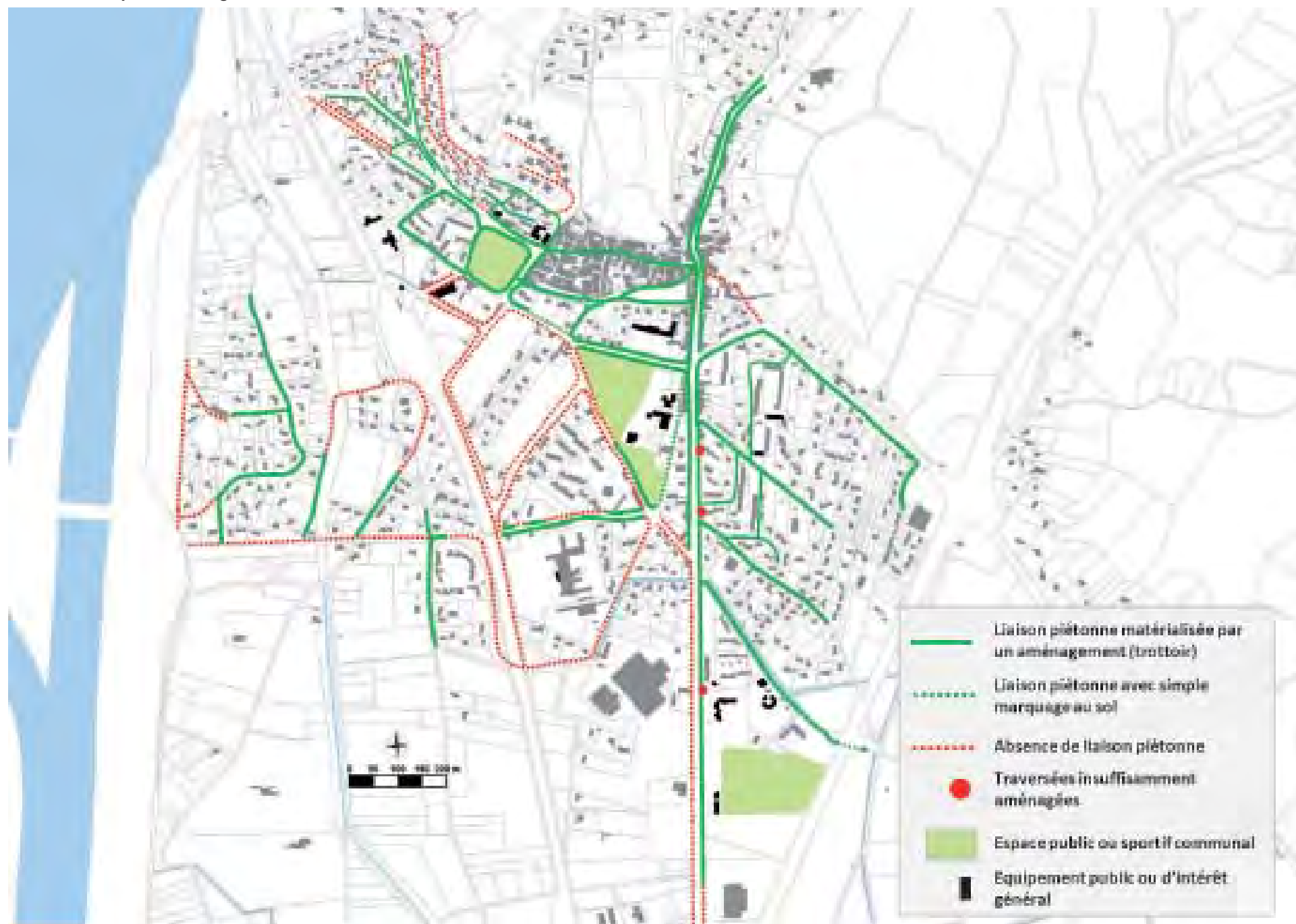
La carte ci-dessous nous présente l'aire représentée par un cercle de 800m autour de chaque site structurant en matière d'équipements.

Carte des 4 principaux pôles d'équipements publics (en rouge) et des secteurs situés à moins de 10 mn de ces pôles (en gris)



Les enjeux en matière de déplacements doux s'orientent vers une réflexion globale à engager visant à la fois améliorer, sécuriser, mailler et hiérarchiser le réseau piéton et développer le réseau cyclable. La configuration géographique de la commune se prête également à des démarches de type pédibus.

Points forts et points de fragilité du réseau de circulations douces de Donzère



3.4 Le PAVE

Le PAVE (Plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics) est un document de planification que toutes les communes doivent réaliser, conformément à la loi du 11 février 2005 et au décret 2006-1657 relatif à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics.

Les élus des collectivités doivent s'organiser pour l'élaboration de ce plan qui nécessite de se coordonner avec les divers gestionnaires des voies qui traversent la commune. Ils ont aussi obligation d'informer et intérêt à mettre en place une concertation avec les associations de personnes à mobilité réduite et autres usagers.

La loi du 11 février 2005 pose deux principes novateurs : la prise en compte de tous les handicaps ainsi que le traitement de la chaîne du déplacement dans sa continuité. Pour atteindre ces deux objectifs, la loi recommande de privilégier la concertation et prévoit, pour ce faire la création de commissions pour l'accessibilité aux personnes handicapées (CAPH).

L'objectif du PAVE est d'examiner toutes les voies, afin de déterminer les mesures adéquates pour les rendre accessibles. Ce plan se compose de plusieurs phases :

- état des lieux (recensement et localisation des contraintes) ;
- hiérarchisation des réalisations ;
- évaluation des coûts ;
- programmation des travaux.

La démarche est en cours sur la commune de Donzère.

3.5 Les modes de transport collectif urbain

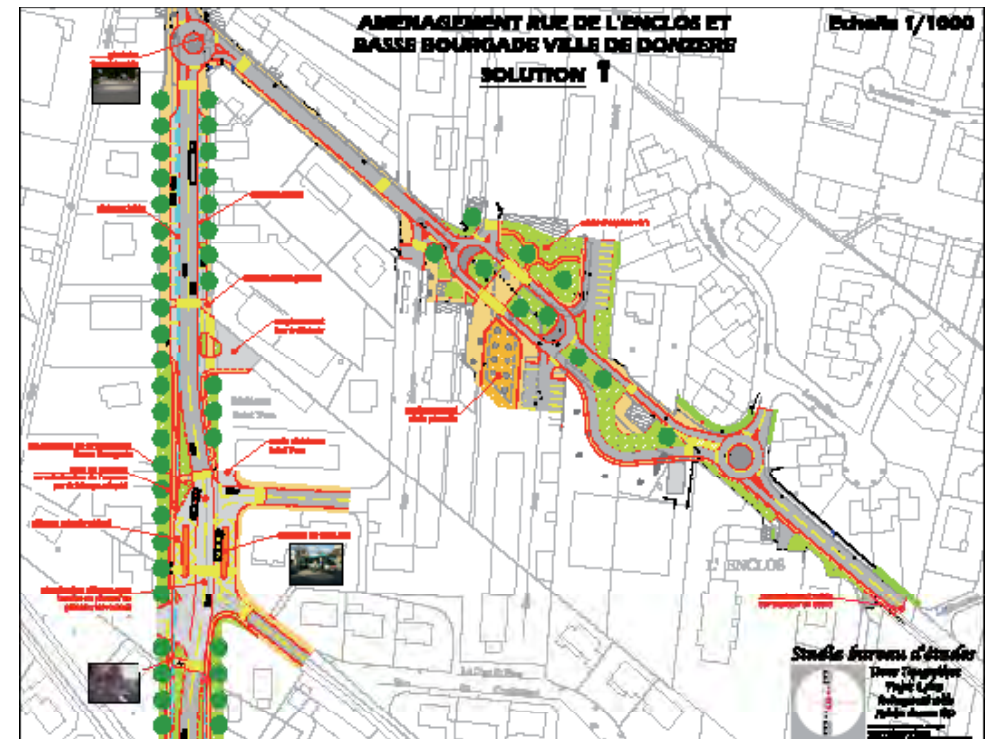
Le transport collectif urbain concerne les lignes régulières interurbaines gérées par le conseil général de la Drôme, compétent en matière de transports collectifs interurbains (n°42 et 44 - cf. § 2.3) et scolaires.

La commune va aménager un projet de gare routière au niveau de l'intersection rue des Dolia / D844, comprenant notamment la construction de quais dédiés aux bus.

Ce projet va permettre de favoriser l'usage des transports en commun (TC) par :

- un emplacement stratégique le long de l'avenue basse bourgade,
- une proximité avec le quartier de l'Enclos caractérisé par une densité d'habitat relativement forte,
- une lisibilité de l'offre TC via des aménagements spécifiques,
- un réaménagement urbain et paysager plus généralement sur une partie de l'axe basse bourgade.

Le plan ci-contre, réalisé pour la commune de Donzère (source : Stadia), illustre les principaux aménagements pressentis.



CHAPITRE 3 - EQUIPEMENTS, SERVICES & INFRASTRUCTURES

1 - LES EQUIPEMENTS ET SERVICES

1.1 - Les équipements scolaires et péri-scolaires

On recense quatre établissements scolaires sur la commune.

1.1.1 Les écoles maternelles (établissements publics)

- l'école maternelle Aiguebelle
- l'école maternelle des Chênes

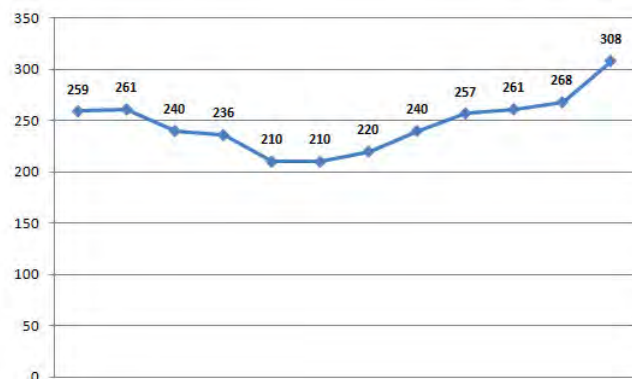
Les effectifs des deux écoles maternelles publiques ont progressé de manière quasi constante entre 2004 et 2009 (tableau ci-après), avec une évolution soutenue entre 2008 et 2009 (+20%).

2004	2005	2006	2007	2008	2009
135	152	171	166	177	211

Source : commune de Donzère

1.1.2 L'école primaire publique

Le groupe scolaire A. Jullien, qui accueille une douzaine de classes du CP au CM2, a connu sur une dizaine d'années une évolution irrégulière

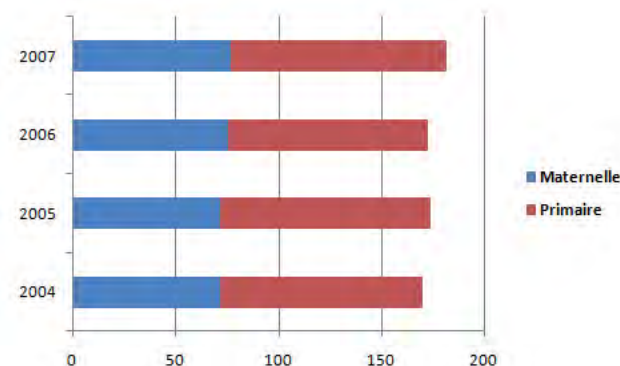


Source : commune de Donzère

Malgré cette évolution en dent de scie sur la période 1998 - 2009, on souligne une progression importante des effectifs depuis 2004 : +40% (soit en moyenne +8% par an).

1.1.3 L'école maternelle et primaire (établissement privé)

L'école Sainte-Marie accueille à la fois des effectifs de maternelle et de primaire. Sur la période 2004-2007, l'évolution globale des enfants scolarisés est d'environ +7% (de 170 à 182 élèves). On observe une régularité dans la proportion entre les effectifs de maternelle et ceux de primaire (graphique ci-dessous).



Source : commune de Donzère

1.1.4 Conclusion

Globalement, on constate une tendance à la progression des effectifs scolaires, avec des évolutions plus ou moins fortes selon les établissements. La commune dispose de deux leviers pour assurer la prise en compte de cette évolution, si elle se poursuit selon un scénario de croissance linéaire :

- la création de nouvelles classes au sein des sites scolaires existants. A ce titre, il importe de souligner la modernisation récente du groupe scolaire André Jullien entamée en juillet 2007 et achevée en 2008. De nouvelles classes ont été livrées et les anciennes ont été remises aux normes actuelles, tant au niveau du confort que de la sécurité. Les accès ont été aménagés et les locaux de commodité ont bénéficié d'aménagements. A l'extérieur, le parvis du bâtiment en béton balayé a été posé et une pergola a été aménagée.

- la création possible, à beaucoup plus long terme, de nouvelles structures scolaires.

1.1 5 L'accueil péri-scolaire

Les enfants scolarisés dans les écoles publiques peuvent être pris en charge par des animateurs à partir de 7h30 le matin, jusqu'à l'heure de l'entrée en classe. Activités et collations leurs sont proposées. Le service reprend vers 16h20 et se termine à 18h30.

L'accueil des enfants de l'école maternelle d'Aiguebelle se fait au groupe scolaire André Jullien. Un animateur se rend à l'école d'Aiguebelle et fait le tour des classes le matin et le soir pour ramener les enfants.

Equipements concernés :

- l'école André Jullien pour les primaires (et l'école maternelle d'Aiguebelle) ;
- l'école maternelle des Chênes.

A noter également le service de restauration scolaire et le service d'accompagnement scolaire

1.2 - Les équipements d'animation sociale

Les principaux équipements sont :

- le **centre social** ;
- l'**accueil loisirs** : maternel, élémentaire, collégien ;
- le **relais des assistantes maternelles** (RAM) est intercommunal (Donzère, la Garde-Adhémar, les Granges-Gontardes et Malataverne). Son but est de contribuer à améliorer l'accueil des enfants, en assurant le lien entre les assistantes maternelles et les parents. Il offre aux nourrices agréées un lieu de rencontre, des conseils, de la documentation, etc. ;
- la **halte garderie** « Les petits lutins » ;
- lieu d'Accueil Enfants Parents (**LAEP**) ;
- le **foyer restaurant** (résidence de l'Olivier).

1.3 - Les équipements sportifs

Les principaux équipements sont :

- la **piscine** ;
- le **stade Michel Hidalgo**. Il s'agit d'un pôle sportif au sud de Donzère puisque autour du stade se greffent les vestiaires, une tribune de 200 places avec auvent, les nouveaux courts de tennis et le Skate Parc ;
- Le **stade Jean-Pierre Rives**. Le stade Jean-Pierre Rives, au centre de Donzère, est plus polyvalent : aux compétitions de rugby s'ajoutent les rencontres amicales, la formation des jeunes de l'école de football et de rugby, les entraînements...

1.4 - Les équipements culturels et associatifs

Sur le Champ de Mars, dans les locaux de l'ancien musée provençal, le **centre culturel** comprend :

- au rez de chaussée : l'espace adulte de la bibliothèque ; la salle des veillées ; une salle de réunion, ainsi qu'un espace réservé à l'affichage des associations (à l'entrée, à droite). Il y a également un présentoir où peuvent être déposés tracts et documents...
- au 1er étage : la salle d'exposition et une partie de l'école de musique. On trouve également ici l'association «Bleu Chine»
- au 2e étage : l'espace jeunesse de la bibliothèque et une autre partie de l'école de musique.

A noter également une douzaine de **comités de quartier** sur la commune.

1.5 - Les équipements polyvalents

Parmi les principaux équipements structurants polyvalents, on trouve :

- l'**espace Aiguebelle** ;
- la **salle polyvalente**, actuellement saturée ;
- la **salle des fêtes communale**, à restructurer ;
- la **salle des Chênes**.

1.6 - Les autres équipements

Les autres équipements sur la commune participent également à l'effet de polarité de Donzère :

- la poste,
- le marché,
- la gendarmerie,
- le conciliateur de justice, etc.

1.7 - Les principaux besoins

Parmi les principaux besoins identifiés par la commune, on peut mentionner notamment la création d'un **gymnase**. L'implantation de cet équipement doit faire l'objet d'une réflexion supra communale. L'objectif est de pallier l'actuelle saturation des équipements, notamment la salle polyvalente.

1.8 - Les spécificités du quartier de l'Enclos

Le quartier de l'Enclos présente des spécificités sur le plan de l'organisation des services et équipements de proximité.

Une première réflexion menée en 2008 avec le CAUE a été menée pour établir un document-programme pour la construction d'une maison de quartier. Aucun des scénarios proposés dans ce document n'a réussi à recueillir l'unanimité de la part des élus. En 2010, les élus se sont réinterrogés sur la teneur de cet équipement de quartier qu'il est nécessaire de repenser en lien avec d'autres équipements :

- le pôle Petite Enfance qui a besoin de s'agrandir (regroupement halte-garderie, Relais Assistantes Maternelles, augmentation de la capacité d'accueil...),
- le Centre Social, qui a déjà certaines de ces permanences sur le quartier mais qui pourrait se délocaliser entièrement sur l'Enclos,
- le Foyer des Alouettes qui souhaiterait pouvoir profiter de surfaces supplémentaires pour proposer un accueil de jour.

Cette problématique s'inscrit dans une réflexion plus large pour le réaménagement de l'ensemble de petits immeubles de logements sociaux propriétés de Drôme Aménagement Habitat dans le quartier de l'Enclos. En effet, ce quartier qui se trouve à proximité du centre-ville a fait l'objet de travaux de réhabilitation importants en ce qui concerne les logements mais aucun aménagement majeur n'a été réalisé sur les espaces extérieurs.

Le manque de lieux de convivialité ou de point de rencontres agréables se fait sentir particulièrement chez les jeunes et les anciens du quartier. De plus, le quartier est enclavé, isolé du reste de la ville par sa desserte quasi en impasse.

La commune se fixe trois priorités :

- Désenclaver le quartier de l'Enclos
- Améliorer le cadre de vie
- Réorganiser les services dans le quartier pour le rendre plus vivant

Le désenclavement de l'Enclos passe par une réflexion globale sur l'aménagement des espaces publics du quartier et leur intégration dans la trame viaire de Donzère mais aussi sur l'implantation de services qui retisse du lien social avec le reste de la ville et de ses habitants.

2 - LES INFRASTRUCTURES

> Les infrastructures de transports sont traitées dans le chapitre 'Déplacements'

> Les infrastructures techniques (assainissement, eaux pluviales, déchets,...) sont traitées en partie 2 du rapport de présentation (Etat initial de l'environnement).

CHAPITRE 4 - ECONOMIE

1 - PORTRAIT DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

1.1 - Préambule

1.1.1 Sources

L'activité économique peut être traitée selon plusieurs approches, en fonction des organismes qui gèrent les sources d'information : approche de l'INSEE par le fichier SIRENE, approche des organismes consulaires selon le type d'activités (Chambre de Commerce et d'Industrie pour les commerces, services et activités générées par des sociétés / Chambre des Métiers pour les activités artisanales), approche des Assedic par l'emploi salarié, etc.

La commune de Donzère dispose également d'un annuaire économique fournissant des données sur le milieu entrepreneurial.

De plus, des enquêtes ponctuelles réalisées sur le territoire (enquête sur la consommation des ménages dans la Drôme principalement) enrichissent la connaissance du milieu économique.

Afin de dresser un portrait exhaustif de l'activité, les différentes sources d'informations ont été croisées.

1.1.2 Approche

L'analyse économique est présentée au travers des principaux domaines qui caractérisent aujourd'hui l'activité de Donzère, à savoir :

- l'industrie
- les services aux professionnels
- le commerce et les services aux particuliers
- la construction (Bâtiment et Travaux publics)
- l'agriculture
- les carrières

Chaque volet économique est analysé à deux niveaux :

- un niveau supra-communal (département de la Drôme) pour replacer les problématiques dans une dynamique plus large
- l'échelle communale pour faire émerger les principaux enjeux locaux

Le potentiel de chaque domaine d'activité est analysé afin de faire ressortir au mieux les enjeux de développement économique. Les axes de développement sont abordés aussi sous l'angle du potentiel offert par le territoire donzérois.

1.2 - Principales caractéristiques de l'économie donzéroise

1.2.1 Localisation des activités sur le territoire

Dans l'organisation spatiale de l'activité économique, on distingue les activités qui se développent dans des zones dédiées et les activités implantées dans le tissu urbain.

Activités qui se développent dans des sites ou zones dédiés

(voir la carte page suivante)

- Le **site des Gresses** (31 ha)

De très nombreux établissements sont implantés dans la zone délimitée :

- à l'ouest par la ligne SNCF,
- à l'est par la RN7 et la rue de Basse Bourgade,
- au nord au niveau du lieu-dit Les Plantas,
- au sud au niveau de la Cité des Chênes.

- La **zone d'activités des Eoliennes** (79 ha)

Cette zone d'activités est située à proximité de l'échangeur de Malataverne. Elle accueille des entreprises importantes en façade de l'A7 (Eurovia Drôme, Fabemi, Thiriet, etc.) et son extension (ZAC des Eoliennes II) vise les mêmes objectifs.

- Le **site au sud du Canal** (10 ha)

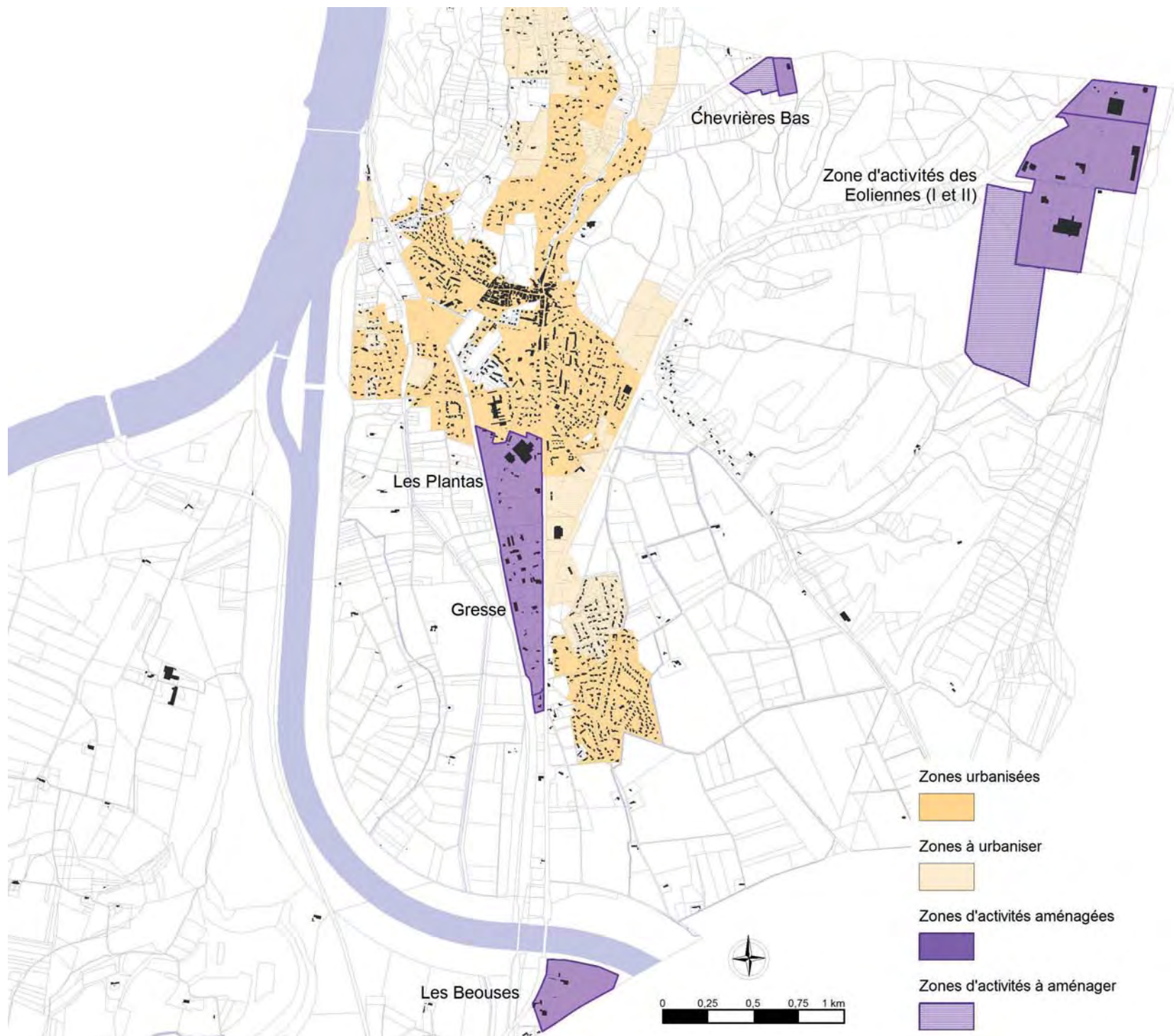
Ce site, en limite sud de Donzère, accueille des activités industrielles (FABEMI).

- Le **site des Chevrières** (5 ha)

Ce site, en entrée nord de Donzère, accueille un transporteur (ROUSTANT).

Activités implantées dans le tissu urbain

Les activités de commerces, de services à la population et les professions libérales sont les principales entreprises implantées dans le tissu urbain de Donzère.



1.2.2 Présentation des grands secteurs d'activités

Au 1er janvier 2007, on dénombrait sur la commune 225 établissements pour un effectif d'environ 962 salariés (source : CCI – Baseco Rhône-Alpes, mai 2009). Le schéma page suivante présente, de manière transversale, la diversité du poids et des caractéristiques des établissements d'activités.

Principaux constats :

- **Le secteur des services est particulièrement fort sur la commune, à plusieurs niveaux** : il offre la plus grande part du nombre total d'établissements (près de 50%) et plus de la moitié de l'effectif total salarié. La diversité de l'activité de service se traduit en terme de structure salariée : on dénombre aussi bien des établissements sans salariés (environ 40% de l'ensemble des établissements), des établissements de 1 à 9 salariés (plus de 30% de l'ensemble des établissements) et des établissements employant plus de 10 salariés (environ 15% de l'ensemble des établissements). Il s'agit aussi du deuxième secteur d'activité créant le plus de nouvelles entreprises.

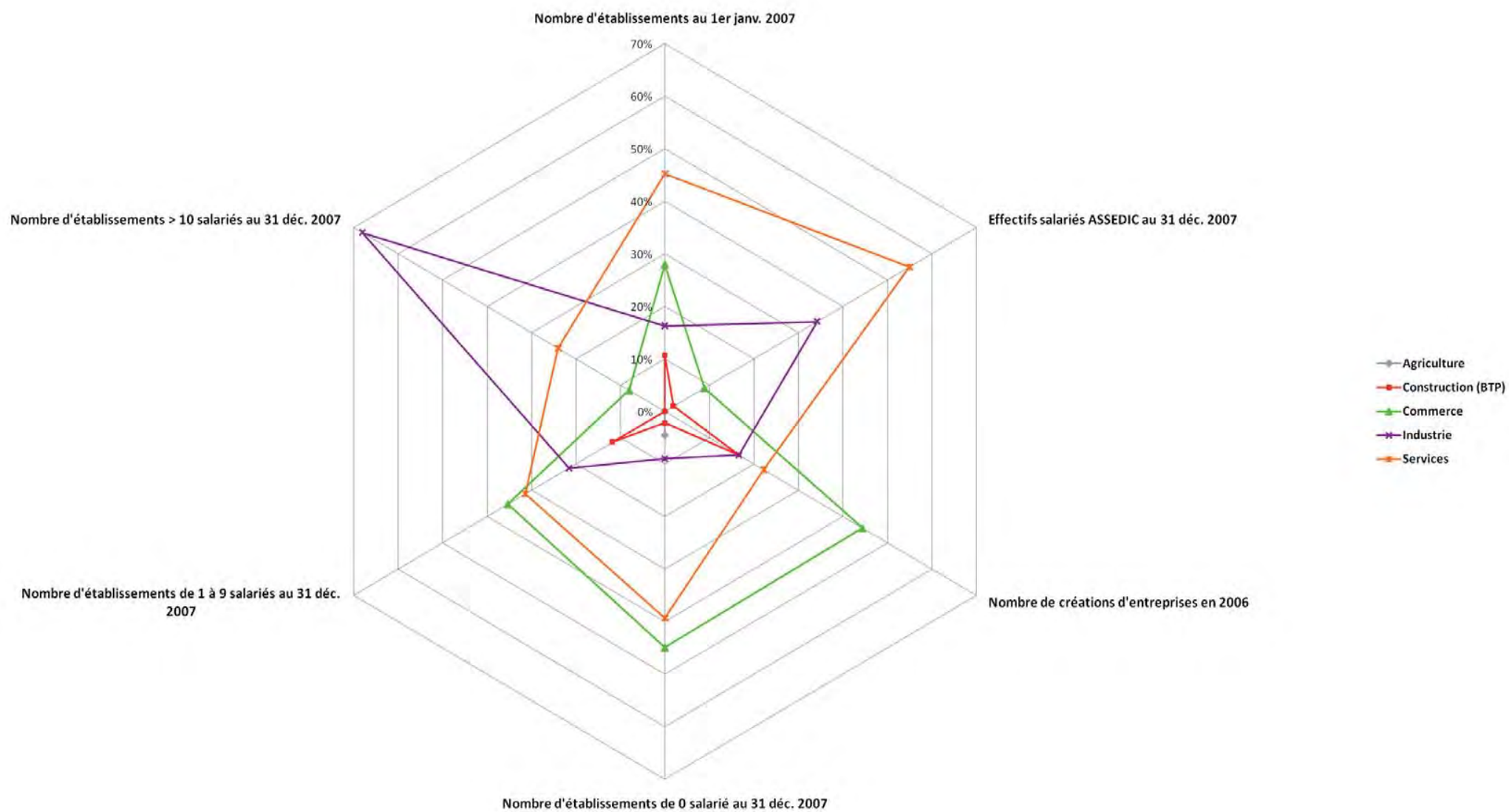
- **Le secteur de l'industrie est relativement important en terme d'emploi**, avec environ 35% de l'effectif salarié de la commune (deuxième secteur le plus employeur après les services), bien que l'on recense peu d'établissements (moins de 20% du total des établissements). L'industrie est le secteur où le nombre d'établissements de plus de 10 salariés est le plus important (près de 70% du total des établissements). Par contre, il s'agit d'un secteur qui crée peu de nouvelles entreprises.

- **Le secteur des commerces est dynamique** : bien représenté avec près de 30% du total des établissements donzérois (deuxième position après les services), ce secteur se caractérise par le nombre le plus important de créations d'entreprises (près de 50% du nombre total d'entreprises créées). Ce secteur embauche peu de salariés : environ 10% de l'effectif salarié total avec la plus forte représentation d'établissements de 1 à 9 salariés.

- **Le secteur de la construction est relativement peu développé** : il offre peu d'établissements (un peu plus de 10% du nombre total d'établissements) et un effectif salarié très réduit (2% de l'effectif salarié total). Son dynamisme est très moyen avec moins de 20% de créations d'entreprises (derrière le commerce, les services, et au même niveau que l'industrie). La majorité des établissements ont entre 1 et 9 salariés.

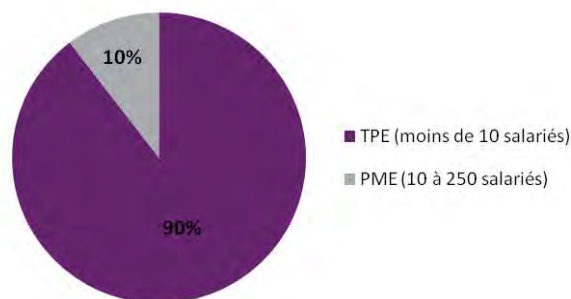
- **Le secteur agricole peut difficilement être étudié au regard des mêmes paramètres** que les services, le commerce, l'industrie et la construction. Il s'agit d'une activité spécifique dont l'importance se mesure à travers des critères particuliers : superficie agricole utile, etc. Ce secteur d'activité fait donc l'objet d'une étude particulière.

NB : la problématique de l'exploitation de carrières est traitée dans la partie 2 (Etat initial de l'environnement).

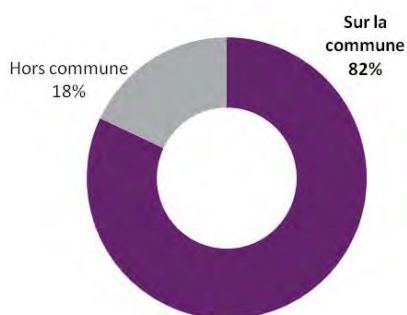


1.2.3 Principales caractéristiques économiques en 2009

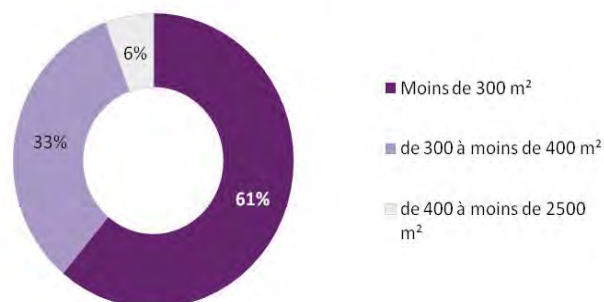
Répartition des TPE et des PME



Localisation du siège des établissements



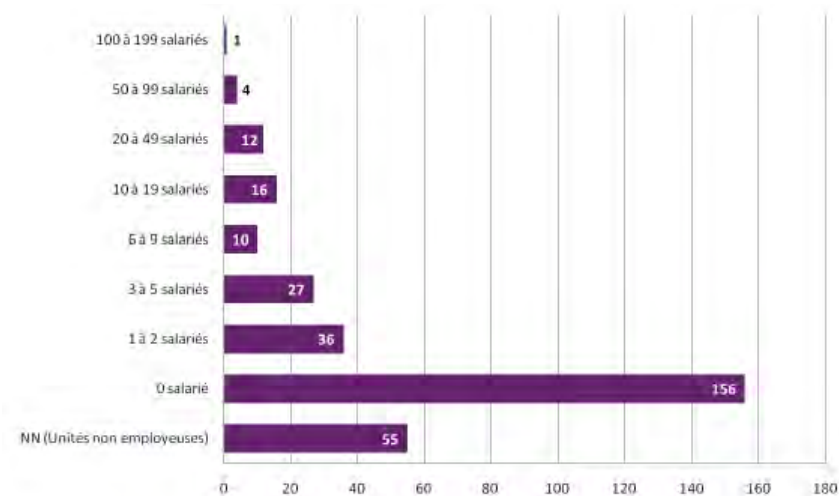
Taille des magasins



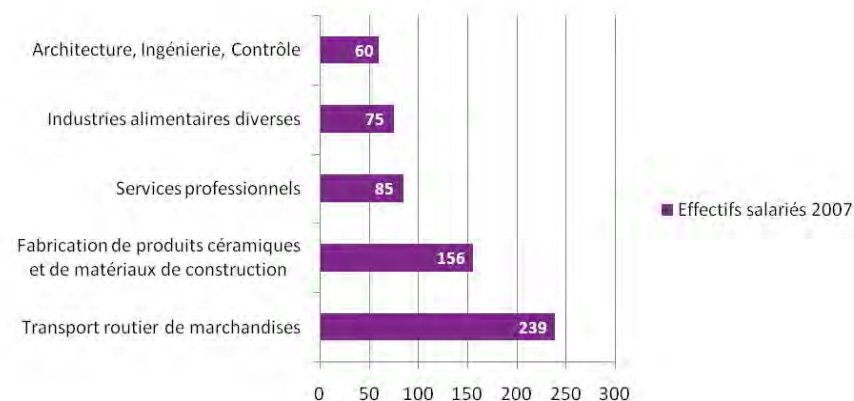
Les principales caractéristiques de l'économie donzéroise présentées ci-contre sont extraites du fichier SIRENE (INSEE) de mai 2009. On constate que :

- le tissu économique est constitué en très grande majorité (9 entreprises sur 10) par des **très petites entreprises** (TPE), pour seulement 10% de petites et moyennes entreprises (PME) ;
- les établissements recensés ont, à plus de 80%, leur **siège sur la commune** ;
- la plupart des magasins sur la commune correspond à des **petits commerces** (taille inférieure à 300 m²) ;
- la **moitié des établissements n'emploie aucun salarié**. De manière générale, le nombre d'établissements diminue d'autant que la tranche d'effectif salarié augmente : il y a plus d'établissements employant de 1 à 2 salariés que d'établissements employant de 3 à 5 salariés, etc.
- les **cinq secteurs qui ont l'effectif salarié le plus important** sont, par ordre croissant :
 - le secteur Architecture, Ingénierie, Contrôle (60 salariés)
 - le secteur Industries alimentaires diverses (75 salariés)
 - le secteur Services professionnels (85 salariés)
 - le secteur Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction (156 salariés)
 - le secteur Transport routier de marchandises (239 salariés) ;

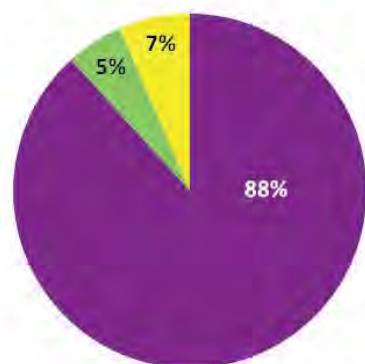
Effectif salarié par établissement



Secteurs avec l'effectif salarié le plus important



Indice de mono-régionalité des entreprises



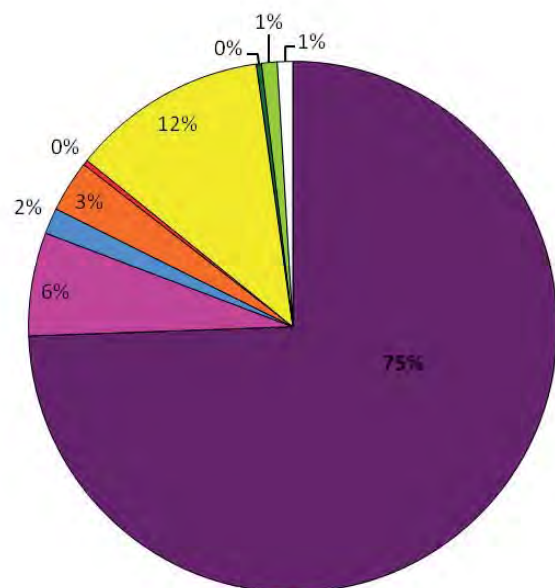
- Unité légale dont tous les établissements sont situés dans la même région
- Unité légale à établissements multiples ayant des établissements dans plusieurs régions, mais au moins 80 % des effectifs dans une région
- Unité légale à établissements multiples ayant des établissements dans plusieurs régions, aucune ne regroupant plus de 50 % des effectifs

• le tissu économique donzérois est fortement marqué par l'indice de mono-régionalité, caractéristique de la **prépondérance de la dynamique locale** ;

• les **2/3 des établissements ont été créés il y a moins de 10 ans**, et un peu moins d'1/3 (29%) ont été créés entre 1983 et 1999. Le parc économique est donc jeune ;

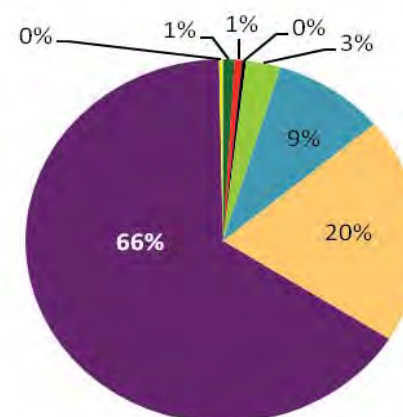
• Les **3/4 des nouveaux établissements ont pour origine une création d'établissement**. Pour 1/4 les situations sont diverses : achat, reprise, prise en location gérance, etc.

Origine de la création de l'établissement



- Création
- Achat
- Apport
- Prise en location gérance
- Reprise
- Autre
- Apport d'exploitation individuelle (pour les exploitants)
- Non renseigné
- Sans objet

Date de création des établissements en activité en 2009



- Avant 1962
- de 1962 à 1968
- de 1969 à 1975
- de 1976 à 1982
- de 1983 à 1990
- de 1991 à 1999
- de 2000 à 2009
- NR

2 - LA DYNAMIQUE ECONOMIQUE PAR SECTEUR D'ACTIVITE

2.1 - Le secteur des services aux professionnels

En cours

2.2 - Le secteur de l'industrie

L'activité du nucléaire constitue le secteur industriel le plus spécifique de la Drôme, devant le cuir et la chaussure (source : CCI 26, Analyse des spécificités industrielles de la Drôme, 2003). L'industrie nucléaire constituait en 2001 le plus gros employeur drômois. La part de l'énergie dans l'emploi industriel est de 12% en 2007 contre seulement 2,5% sur le plan régional, ceci grâce au site du Tricastin (qui accueille les principales entreprises drômoises dans ce secteur). Ce secteur connaît le démantèlement de grosses unités (Framatome à la fin des années 1990, Eurodif prévu en 2012) mais il capitalise à lui seul presque l'intégralité des investissements rhônalpins.

Le secteur de la transformation des matières plastiques était, en 2001, le premier secteur d'accroissement d'effectifs sur cinq ans et le troisième en terme d'investissement cumulé sur cette même période. Ce sont des entreprises qui travaillaient essentiellement pour l'industrie de la chaussure et qui ont développé un savoir faire sur d'autres marchés.

Sur la commune, les industries sont nombreuses et variées. Elles concernent le secteur du bâtiment (FABEMI), l'alimentaire (BOIRON), de l'emballage (ED SUD), etc.

2.3 - Le secteur du commerce

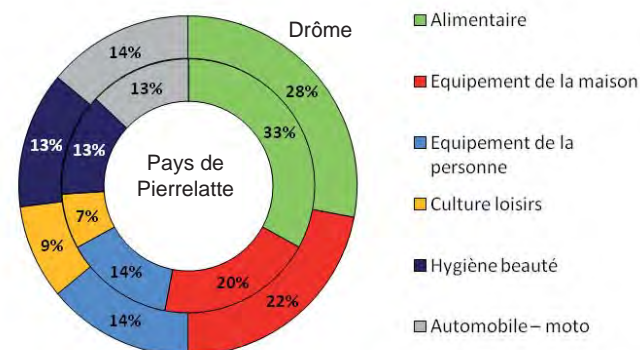
Comme l'indique la CCI de la Drôme dans le cadre de la « Réactualisation de l'enquête de consommation des ménages » publiée en mai 2009, la chambre a souhaité disposer depuis 1994 d'outils permettant de décrire les comportements de consommation des ménages. Une analyse a été conduite à l'échelle du canton de Pierrelatte comprenant les communes de : Donzère, La Garde-Adhémar, Les Granges-Gontardes et Pierrelatte.

2.3.1 Le commerce à l'échelle du pays de Pierrelatte

Caractéristiques de l'offre commerciale

Parmi les 196 commerces recensés sur le pays de Pierrelatte, **21% d'entre eux sont situés à Donzère** (contre 76% à Pierrelatte). La structure des commerces à l'échelle du pays de Pierrelatte est sensiblement identique à celle observée sur le département, avec une **dominante de commerces alimentaires (environ 1/3)**.

Typologie des commerces



La plupart des commerces de plus de 300 m² (alimentaires ou non alimentaires) se situent à Pierrelatte. On en dénombre trois à Donzère : Super U, Eden Pêche et Renault.

L'enquête de la CCI observe qu'entre 2002 et 2007 **l'offre commerciale sur le pays de Pierrelatte a connu un fort développement**, illustré notamment par une augmentation des surfaces de plus de 7 000 m².

La dépense commercialisable représente le potentiel annuel de consommation des ménages résidant sur une zone donnée (source : CCI). Le potentiel de consommation annuel des ménages du pays de Pierrelatte, 12 264 €, est légèrement supérieur au potentiel drômois moyen qui s'élève à 12 017 €.

L'évolution de la répartition du potentiel de consommation entre 2002 et 2007 indique que (source : CCI) :

- La part de marché du commerce de moins de 300 m² a diminué de 1 point contre 3 points à l'échelle départementale ;
- La part de marché des grandes surfaces a progressé de 5 points, soit 1 point de plus que l'augmentation observée à l'échelle de la Drôme ;
- Le commerce non sédentaire perd 4 points, contre 1 au niveau drômois.

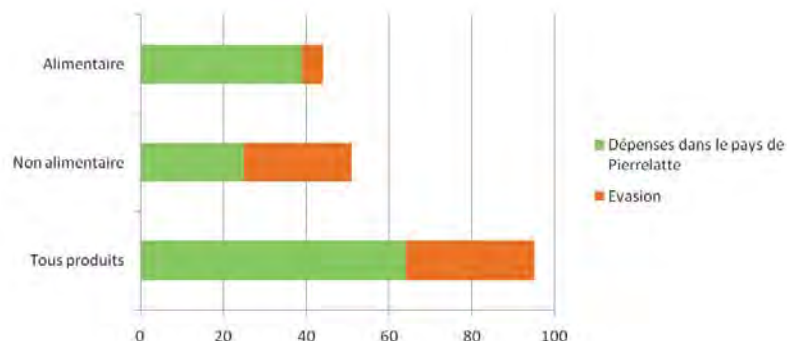
On peut imputer ces évolutions au fort développement des grandes surfaces entre 2002 et 2007.

L'évasion commerciale en 2007

L'évasion est définie comme l'ensemble des dépenses effectuées par les ménages résidant sur le pays de Pierrelatte à l'extérieur de ce territoire. On constate que sur 95 M€ de potentiel de consommation total en 2007, **33% des dépenses sont effectuées hors du territoire** avec 31 M€ (source : CCI). Au niveau du département, l'évasion totale s'élève à 14 % des dépenses des drômois.

Il convient toutefois de noter qu'**entre 2002 et 2007 l'évasion commerciale a fortement diminué**, passant de 50% à 33%.

Caractéristiques de l'évasion commerciale



En 2007, **84% de l'évasion commerciale concerne le non alimentaire**, pour seulement 16% l'alimentaire.

Sur les 31 M€ de dépenses effectuées hors du pays de Pierrelatte, **plus de la 1/2 d'entre elles (52%) sont captées par Montélimar**, 19% par Bollène et 29% hors Drôme.

Conclusion

Les commerces du pays de Pierrelatte constituent un **pôle commercial secondaire** du sud Drôme dont l'attractivité s'améliore.

2.3.2 Le commerce à l'échelle de Donzère

L'enquête de la CCI indique que **le chiffre d'affaires réalisé par les commerces de Donzère en 2007 s'élève à 12 millions d'euros** (14 % du chiffre d'affaires commercial du pays de Pierrelatte).

Ce chiffre d'affaire (CA) est généré à 75% par les ménages du pays de Pierrelatte : les commerces de Donzère assurent donc une fonction de commerces de proximité. A noter que 20% du CA est généré par les ménages du secteur de Bourg-Saint-Andéol.

On constate aussi que :

- **85 % du chiffre d'affaires relève du secteur alimentaire** ;
- le chiffre d'affaires lié au secteur de l'équipement de la personne est particulièrement faible ;
- **le chiffre d'affaires est généré à 66 % par les grandes surfaces** de la commune (pour 77 % en moyenne dans la Drôme) ;
- le chiffre d'affaires est généré à 22 % par les commerces de moins de 300 m² (pour 19 % en moyenne dans la Drôme) et à 7% par les marchés.

Les commerces inférieurs à 300 m² et les services à la personne recensés dans l'annuaire économique de la commune se caractérisent par :

- une très grande diversité de l'offre avec 25 destinations différentes ;
- un large panel permettant de satisfaire différents niveaux de besoins en commerces (de la boulangerie à la pharmacie) et services (auto-école, coiffure) ;
- une offre importante de certains types de commerces et services : 6 activités de restauration et de coiffure ou encore 4 boulangeries ;
- une offre touristique organisée autour de trois hôtels-restaurants et 5 gîtes et chambres d'hôtes (mais aucun camping).

Alimentation	3
Articles de pêche	1
Auto école	2
Boucherie	1
Boulangerie	4
Café	2
Caveau	3
Coiffure	6
Contrôle technique automobile	2
Fleuriste	2
Fruits & légumes	1
Garage	2
Horticulteur	1
Immobilier	1
Institut de beauté	1
Laverie	1
Optique	1
Pharmacie	2
Produits régionaux	2
Restauration	6
Hôtel-Restaurant	3
Station essence	3
Tabac-Presse	2
Gîtes-Chambres d'hôtes	5
Vente ambulante vêtements	2
Total	59

3 - ACTIVITE ECONOMIQUE ET TRANSPORT

3.1 - L'économie du transport ferroviaire

Le bilan LOTI de la LGV Méditerranée a été réalisé en 2007 et permet de prendre du recul par rapport aux impacts économiques liés à l'aménagement du territoire.

Au-delà des effets liés aux dépenses de construction de l'infrastructure, les principaux effets sur l'économie et le développement régional sont liés aux gains de temps et à l'amélioration de la desserte. Toutefois, ces retombées économiques ne sont nullement automatiques, mais subordonnées aux caractéristiques et à l'importance du tissu économique existant ainsi qu'aux stratégies locales de développement. L'impact sur l'économie d'une LGV porte principalement sur les secteurs industriels légers et tertiaires étant donné la nature même du TGV. En outre, le TGV est reconnu comme avoir un impact dynamisant lié à son image de marque pour la promotion des régions desservies.

La LGV Méditerranée a eu des effets importants sur les mobilités ferroviaires et les autres modes de transport. Mais si la modification des déplacements intervient assez vite après chacune des mises en service de LGV, ainsi que les transformations liées au trafic (hôtellerie, restauration, etc.), les impacts sur le développement économique et les territoires ont besoin de davantage de temps pour se manifester. Les effets de l'opération de la LGV Méditerranée sur l'aménagement du territoire, les activités économiques et l'emploi restent donc assez délicats à mettre en évidence. Dans les Bouches-du-Rhône, la Drôme et le Vaucluse, ces stratégies s'appuyaient surtout sur la création des trois gares nouvelles TGV de Valence, d'Avignon et d'Aix-en-Provence en visant le renforcement des filières de spécialisation, le développement du tourisme ou la constitution d'espaces économiques intégrés.

- Dans la Drôme, avec la création d'une gare TGV à Valence et d'un pôle d'activités dans son environnement immédiat, les responsables locaux envisageaient d'amorcer une dynamique d'aménagement du territoire et de renforcement des filières de spécialisation du département.
- Dans le Vaucluse, la création de la gare TGV d'Avignon, au plus près du centre ville, devait s'insérer dans une stratégie globale pour le développement de l'agglomération. La réduction des temps de parcours devait élargir la zone d'influence du Grand Avignon qui dispose de nombreux atouts pour développer le tourisme.
- En s'appuyant sur la grande richesse du tissu économique des Bouches-du-Rhône, la LGV, en répondant aux besoins de transport de qualité formulés par les responsables économiques du département, devait avoir un impact certain sur le développement économique local. La construction

de la gare nouvelle d'Aix-en-Provence TGV sur le plateau de l'Arbois devait ouvrir l'accès au réseau des LGV à tout le Nord de l'agglomération. Les communes du triangle Marseille, Vitrolles-Marignane, Aix-en-Provence, tendaient déjà à constituer un espace économique intégré, se traduisant par plusieurs actions concertées. L'amélioration de l'accessibilité du département par le TGV permettrait d'appuyer les initiatives tendant à développer les courts séjours, ainsi que le tourisme culturel et d'affaires.

Le projet d'aménagement de la gare TGV Drôme Provence d'Allan est donc un projet structurant majeur à l'échelle du territoire. L'un des enjeux pour la commune de Donzère est d'anticiper la dynamique, notamment sur le plan de l'économie et du logement.

3.1 - L'économie du transport fluvial

Intérêt économique du transport fluvial

L'infrastructure fluviale, à grand gabarit sur 550 km entre Pagny et le débouché maritime, présente des réserves de capacité considérables, et représente un moyen performant pour assurer le transport d'une partie des marchandises transitant sur l'A6 et l'A7, pour desservir et approvisionner les ports de Sète et de Fos. En 2004, le trafic fluvial sur l'ensemble du bassin Rhône-Saône a progressé de 15% en prestations par rapport à 2003. La prévision de croissance pour 2005 était de 30%. La nature des marchandises transportées s'est également considérablement diversifiée depuis dix ans pour des produits à plus forte valeur ajoutée.

Forts enjeux sur le tourisme

Avec de nombreux emplois directs permanents, l'activité touristique représente une part importante des économies des régions Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes, ces deux dernières occupant respectivement les places de première et de seconde région touristique française. Cette activité reste cependant mal connue car trop souvent vue exclusivement sous l'angle des produits phares comme les activités balnéaires, les sports d'hiver, les grands lacs ou le patrimoine culturel. Il est cependant à noter qu'elle repose toujours sur un patrimoine naturel ou bâti de grande valeur. La demande touristique connaît une évolution significative depuis plusieurs années sous l'effet de la mondialisation de l'activité touristique, le plafonnement de certains marchés comme celui de la neige ou du thermalisme, la réduction de la durée des séjours, ou encore la recherche d'un tourisme plus authentique. **L'activité touristique est un gisement important d'emploi dont le potentiel peut encore être développé.** Il faut souligner à ce sujet que ce secteur présente de réelles opportunités d'entrée dans la vie professionnelle pour des jeunes actifs ne disposant pas de qualification et d'expérience professionnelle.

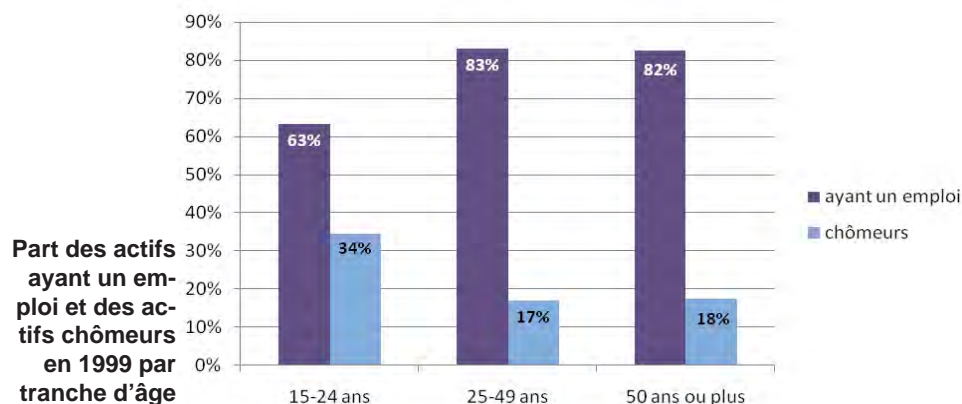
4 - LA POPULATION ACTIVE

4.1 - Caractéristiques de la population active

4.1.1 La population active par classe d'âge

En 1999, on constatait une **forte représentation de la tranche d'âge 25-49 ans** (plus de 70% de la population active). Les 15-24 ans et les 50 ans ou plus représentaient respectivement 10% et 19% des actifs.

L'analyse détaillée de la répartition par tranche d'âge entre les actifs ayant un emploi et ceux à la recherche d'un emploi montre un parfait équilibre entre les tranches 25-49 ans et 50 ans ou plus. Dans les deux cas, la proportion des chômeurs est quasi identique, avec respectivement 17 et 18%. On constate surtout la **spécificité de la classe d'âge des 15-24 ans pour laquelle la proportion des chômeurs est deux fois plus importante** (34%).



Toutes tranches d'âge confondues, le taux de chômage est globalement stable entre 1999 et 2005 : il connaît une légère diminution passant de 7,8% à 7,5%.

4.1.2 La population active par catégorie socio-professionnelle

Deux catégories socio-professionnelles regroupent à elles seules 70% de la population active :

- les ouvriers : 16% de la population totale et 40% de la population active
- les employés : 12% de la population totale et 30% de la population active

L'évolution entre 1990 et 1999 souligne toutefois la mutation engagée puisque **la part des ouvriers, quoique dominante, est dans une dynamique de baisse (-17%) par rapport à la part des employés qui, elle, progresse fortement (+23%)**. C'est d'ailleurs l'une des deux dynamiques fortes concernant la population active. Un enjeu consiste à déterminer, en lien avec le développement économique, les évolutions à venir dans la structure de la population active.

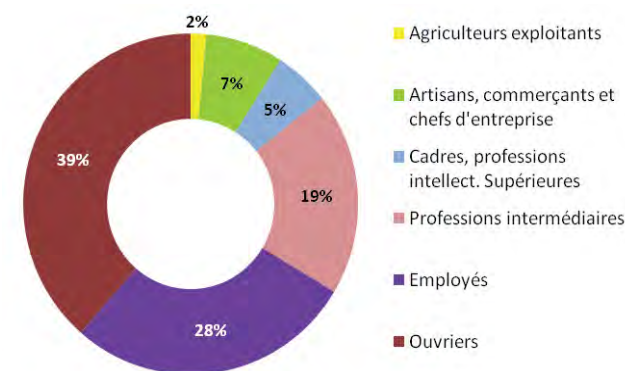
Les autres catégories socio-professionnelles présentent une évolution moins contrastée :

- les professions intermédiaires, qui représentent 7% de la population et 18% de la population active, sont en légère progression entre 1990 et 1999 (+6%)
- les artisans et commerçants sont eux aussi en progression (+10%) durant cette même période
- les cadres et professions intellectuelles sont en très légère diminution (-4%) entre 1990 et 1999
- les agriculteurs ont connu une très forte baisse entre 1990 et 1999 (-44%), mais l'enquête réalisée en 2009 montre une stabilité des agriculteurs entre 1999 et 2009.

On constate que la structure des catégories socio-professionnelles chez les **actifs ayant un emploi** diffère peu.

Trois catégories principales dominent : les ouvriers, les employés et les professions intermédiaires. Elles représentent à elles seules près de 90% de la population active ayant un emploi.

Population active de 15 ans ou plus ayant un emploi par CSP en 1999



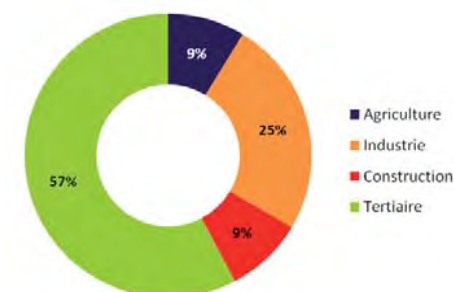
4.1.3 La population active par domaine d'activité

En 1999, plus de la 1/2 des actifs (57%) travaillait dans le tertiaire et 1/4 d'entre eux dans l'industrie. Ces chiffres concernent les actifs résidant sur Donzère et non les emplois existants sur la commune.

A l'échelle départementale, le tertiaire occupe près de 2/3 des actifs ayant un emploi.

Le statut de la population active ayant un emploi se caractérise par une **très forte représentation des salariés (89% de la population active)** par rapport aux non salariés regroupant les indépendants, les employeurs et les aides familiaux (11%).

Emplois au lieu de travail par secteur d'activité en 1999



ENJEUX ECONOMIE

- **Organiser la dynamique territoriale des pôles d'activités en vue du développement économique**

Les zones d'activité sur la commune présentent un potentiel d'accueil et de développement différent. Le développement de l'activité économique doit s'inscrire dans le cadre d'une organisation spatiale clairement définie sur le long terme : extension de zones existantes, création de nouveaux pôles d'activités, etc.

- **Définir une vision stratégique de l'économie**

Il s'agit de définir les secteurs d'activités à développer sur le long terme, en prenant en compte la structure économique existante tout en s'interrogeant sur l'opportunité de développer de nouveaux secteurs d'activité.

- **Pérenniser les activités existantes**

Les 2/3 des établissements existant en 2009 ont moins de 10 ans. Des outils économiques ou d'aménagement du territoire peuvent être développés pour soutenir et pérenniser le tissu existant.

- **Proposer une vision à long terme sur le développement du commerce**

Il s'agit de concilier sur le territoire la dynamique des petits commerces et celle de la grande distribution. Ou encore de définir les moyens visant à diminuer l'évasion commerciale non alimentaire.

4- LA PROBLEMATIQUE AGRICOLE

4.1 L'évolution de l'agriculture depuis 20 ans (1988-2009)

4.1.1 Les exploitations

La diminution du nombre d'exploitations entre les deux recensements (1988 et 2000) a été moins marquée à Donzère que sur l'ensemble du département, en particulier pour les structures professionnelles : - 13 % contre - 24 %.

Par contre, 26 exploitations seulement (22 professionnelles) ont été dénombrées sur le terrain en avril 2009, dont 6 n'ont pas leur siège d'exploitation sur la commune. La régression paraît donc relativement sensible, mais une comparaison avec les résultats des recensements précédents reste quelque peu aléatoire dans la mesure où les collectes de données n'ont pas été réalisées sur des bases comparables.

Evolution des exploitations	1988	2000	Evolution de Donzère	Evolution dans la Drôme
Exploitations professionnelles	23	20	- 13 %	- 24 %
Autres exploitations	25	19	- 24 %	- 26 %
Total	48	39	- 19 %	- 25 %

Source : RGA

4.1.2 L'utilisation du sol

De 1988 à 2000

Entre les deux recensements, les productions de la commune ont connu une évolution totalement différente de celles de l'ensemble du département :

- les céréales ont largement progressé alors que la baisse était générale sur l'ensemble de la Drôme,
- les superficies fourragères peu développées se sont encore réduites,
- le recul des vergers a été compensé par une plantation massive de vigne, alors que les deux productions progressaient de manière régulière sur l'ensemble de la Drôme
- à noter l'apparition de plantes aromatiques qui reste à un niveau encore confidentiel sur la commune.

Occupation du sol	1988	2000	Donzère	Drôme
Céréales	352	442	+ 26 %	- 15 %
Superficies fourragères et prés	46	21	- 54 %	+ 2 %
Vergers	419	362	- 14 %	+ 14 %
Vigne	113	381	+ 137 %	+ 8 %
Plantes aromatiques	Conf	8	non significatif	+ 32 %

Source : RGA

En 2009

Les données 2009 issues des enquêtes auprès des exploitants complétées par des informations locales font état d'un développement important des SCOP (surfaces en céréales et oléo-protéagineux) et semences.

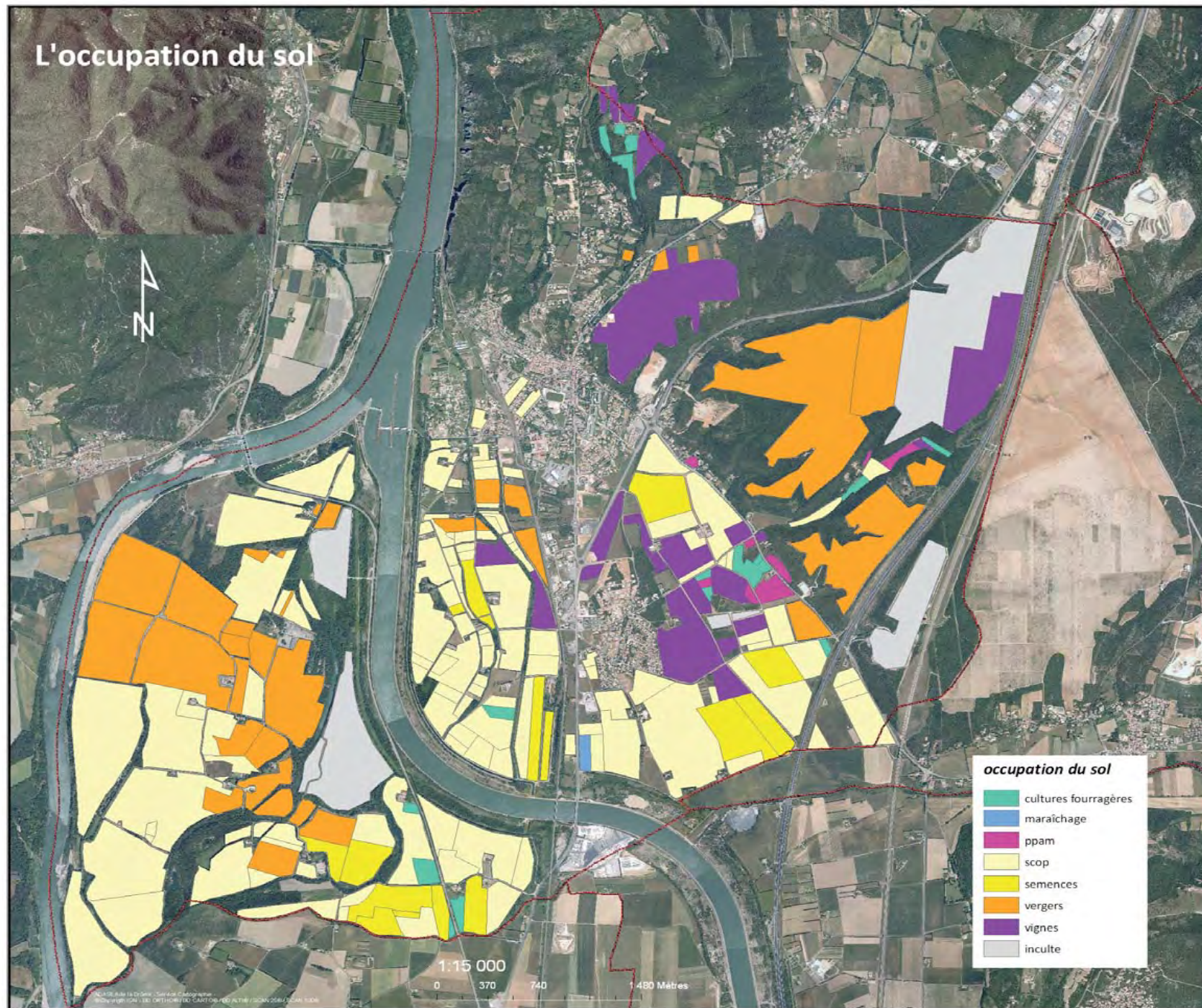
- Les **céréales** (blé tendre et dur, orge et sorgho) et les oléo-protéagineux (tournesol, colza), fréquemment associés à la culture de semences de tournesol, maïs et sorgho, sont largement dominants puisqu'ils couvrent globalement 57 % de la SAU de la commune ;

- Les **cultures spécialisées** sont très présentes : les vergers d'abricotiers et pêchers, mais aussi d'amandiers et de kiwis occupent 28 % de la SAU et la vigne 12% (vin de pays et Tricastin) ;

Productions végétales	Surfaces (en ha)	%
Céréales et oléoprotéagineux	621	49 %
Semences	101	8 %
Vergers	358	28 %
Vigne	156	12 %
Plantes aromatiques	12	0.9 %
Maraîchage	2	0.1 %
Cultures fourragères	22	2 %
Total	1 272 ha	100 %

Source : Enquête Chambre d'agriculture / ADASEA, 2009

L'occupation du sol



Il est à noter que si les surfaces en vergers sont restées stables depuis le dernier recensement, la vigne semble avoir subi un net recul mais cette évolution n'a pas été confirmée par les agriculteurs. Cette distorsion est vraisemblablement due à une comptabilisation des surfaces effectuée sur des bases différentes au cours des divers recensements. La part des plantes aromatiques (lavandin mais aussi thym, romarin, origan et sarriette) et des cultures légumières reste limitée à une douzaine d'hectares ;

- Les **cultures fourragères** ne couvrent qu'à peine 2% du territoire exploité de Donzère, territoire où la part de l'élevage dans l'économie rurale est réduite.

4.1.3 Les productions animales

De 1988 à 2000

L'élevage a régressé régulièrement sur la commune. Seuls subsistaient en 2000 un peu de volaille (282 sujets) et 72 brebis.

En 2009

L'élevage de volaille a totalement disparu et les autres productions ne sont que peu développées. Les enquêtes effectuées en 2009 auprès des exploitants agricoles et de référents locaux ne font état que de la présence d'un troupeau de 80 bovins (engraissement de jeunes bovins viande de 1 à 2 ans), de 2 petites unités d'ovins totalisant 71 brebis mères ainsi que de quelques chevaux.

4.2 L'agriculture aujourd'hui

Le diagnostic agricole s'appuie pour l'essentiel sur des données collectées auprès des agriculteurs exploitant des terres sur la commune (que le siège soit situé sur Donzère ou non), ponctuellement complétées par des informations apportées «à dire d'expert» par des personnes considérées comme référentes au niveau de la commune. La mobilisation des agriculteurs a donc été forte puisque 25 agriculteurs sur 26 ont participé à la démarche, soit 96 % de l'ensemble.

4.2.1 Les exploitations

12 structures soit 46 % de l'ensemble, sont exploitées sous forme de société (EARL, SCEA ou GAEC) avec le plus souvent un ou plusieurs associés en plus du chef d'exploitation.

Superficie des exploitations

La SAU (surface agricole utile) moyenne des exploitations atteint près de 75 ha. Elle est caractérisée par une forte proportion de sociétés avec deux ou trois associés, de grands îlots d'exploitation, issus du remembrement, et trois cultures dominantes : SCOP/semences, vergers et vigne.

La SAU totale des exploitants qui interviennent sur Donzère est très variable, de 7 ha pour la plus petite à 360 ha pour la plus importante, gérée par 3 exploitants associés. Pour 11 agriculteurs, une partie de cette SAU se situe à l'extérieur de Donzère.

SAU < ou = à 20 ha	28 %
SAU 21 - 40 ha	32 %
SAU 41 - 100 ha	16 %
SAU > ou = à 100 ha	24 %

Source : Enquête Chambre d'agriculture / ADASEA, 2009

Un peu plus de la moitié se situe dans les tranches extrêmes, et la part la plus représentative reste celle des 21 – 40 ha.

Les systèmes d'exploitation

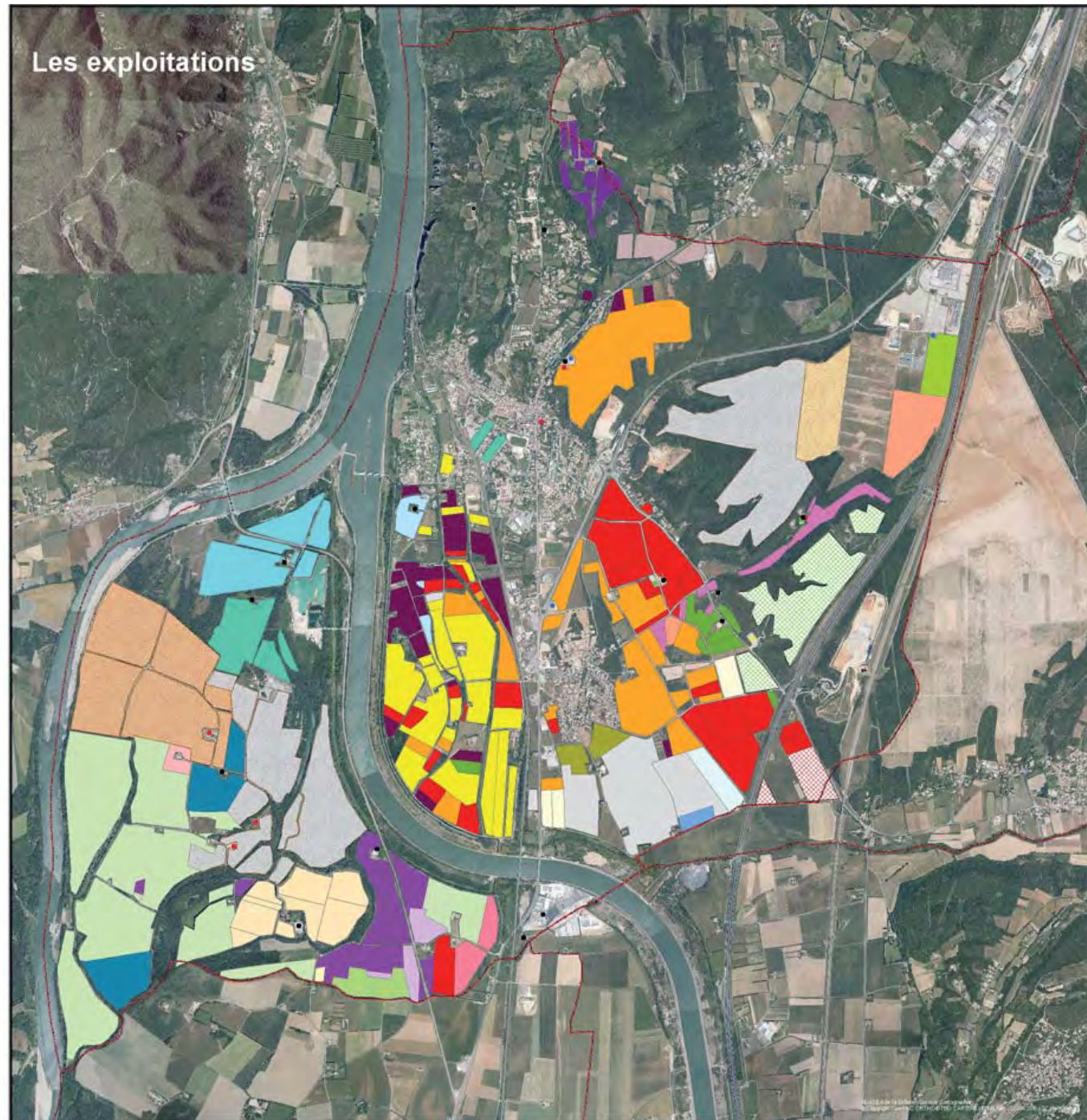
La moitié des exploitations est spécialisée dans le domaine :

- des céréales (blé dur et tendre, orge, sorgho, maïs) et oléoprotéagineux (colza, tournesol), accompagnées le plus souvent de la production de semences (tournesol, sorgho, maïs),
- des vergers (abricotiers et pêcheurs essentiellement, mais aussi kiwis et amandiers),
- ou de la vigne.

13 exploitations pratiquent une agriculture de type mixte, où la production de céréales est associée :

- à celle des vergers
- de la vigne,
- des plantes fourragères alimentant un élevage bovin viande, ou un petit troupeau ovin,
- des plantes aromatiques ou médicinales (lavandin, romarin, thym, origan et sarriette)
- ou au maraîchage.

Les exploitations



1:15 000

Légende

Les bâtiments

- bâtiment exploitation
- cave
- habitation
- hangar
- silo
- station hubline

Les exploitations

- ARNAUD Philippe
- BARLIER Jacques
- BASSET Ouy
- BAYLE
- BEDEL Jean-Pierre
- BOUSQUET Michèle
- BRUGERE
- CHABAUD Mireille
- CHAMONTIN René
- CLAPER Patricia
- DE DECHER Michel
- DEBRUYN Yves
- DOUMET Thierry
- EARL Colombelle
- EARL Faret Louis
- EARL Gallard Denis
- EARL de la Roussette
- GAEC Aubert Frères
- Indivision Isartel
- Indivision Simonet
- LANCIN Hervé
- LARMANDE
- MOLET Christophe
- MORIN Jean-François
- PALLAT
- ROUSTAN Régis
- ROUSTANT
- ROLIN Nicolas
- SCA-Fruits des Iles FAVEL
- SCA Grand Bois FAVEL
- SCA des Bogruts
- SCA les Olivettes

Surface des exploitations	Activité spécialisée			Activité en système mixte		
	SCOP/ semences	Vergers	Vigne	SCOP/ semences et vergers	SCOP/ semences et vigne	Polyculture
< 20 ha	2				1	4
21-40 ha		1	2	2	2	1
41 – 100 ha	2	1				1
> 100 ha	1	2	1	1		1
Total	5	4	3	3	3	7

Source : Enquête Chambre d'agriculture / ADASEA, 2009

Signes de qualité et commercialisation

• Signes de qualité

De nombreuses exploitations pratiquent une agriculture raisonnée et une seule petite structure a opté pour l'agriculture biologique. Plusieurs unités valorisent leurs produits dans le cadre

- de l'AOC Tricastin et vin de pays pour la viticulture,
- de la certification EUREPGAP / GLOBALGAP pour les vergers,
- ou du Label Rouge Herbes de Provence pour les plantes aromatiques.

• Commercialisation

- La vente directe aux particuliers sur place ou sur les marchés concerne surtout le vin (caveaux), les cultures légumières et ponctuellement fruitières. La grande distribution et l'exportation représentent les principales filières de vente des fruits et du vin.

- Les coopératives de producteurs et les négociants assurent l'écoulement de la majeure partie des céréales et semences (Top semences) ainsi que des plantes aromatiques et parfois même des fruits.

- Certaines structures fruitières ont créé leur propre société de commercialisation, sous forme de SARL, qui leur permet de vendre leurs productions et celles d'autres exploitants.

• Activités de diversification

-Transformation primaire

Dans le domaine des plantes aromatiques, un agriculteur essaie de gérer les différentes étapes de la mise en marché de sa production : séchage, battage, triage des plantes et distillation

-Travaux agricoles

Pour une utilisation optimum du matériel agricole, un exploitant ajoute à sa propre activité agricole un revenu de « travail à façon » pour d'autres agriculteurs.

- Activités liées au tourisme

Dans le domaine viticole, les caveaux de dégustation sont des sites privilégiés pour élargir la clientèle, notamment les touristes de passage ou en court séjour sur le secteur. A ce titre les viticulteurs s'investissent dans une bonne signalisation, une communication efficace au travers des différents moyens disponibles, un accueil de qualité et envisagent jusqu'à l'organisation de soirées thématiques.

Pour d'autres exploitations, la diversification passe par l'écotourisme. L'agriculteur souhaite valoriser son savoir faire en proposant au touriste l'ouverture de son domaine Ceci se traduit tant par l'hébergement au sein de la structure que par l'accès guidé dans les vergers ou stations fruitières.

Localisation des sièges d'exploitation

La répartition des 25 sièges d'exploitation se présente de la manière suivante :

- 19 sont situés sur la commune même de Donzère,
- et 6 sur les communes voisines des Granges Gontardes, de Malataverne et Pierrelatte ou plus éloignées comme Alba la Romaine.

Le siège d'exploitation est situé le plus souvent en milieu de parcellaire agricole. Dans le cas où il est à l'extérieur de la commune, un hangar ou bâtiment agricole permet de loger l'essentiel du matériel sur la commune.

Le parcellaire

La commune ayant été remembrée, le parcellaire est relativement bien regroupé sous forme de gros îlots d'exploitation. Aucune véritable contrainte de morcellement n'a été relevée par les agriculteurs interrogés, les seules problématiques évoquées concernent l'utilisation de chemins d'exploitation jugés mal entretenus et les difficultés liées à la circulation sur la RN 7.

L'irrigation

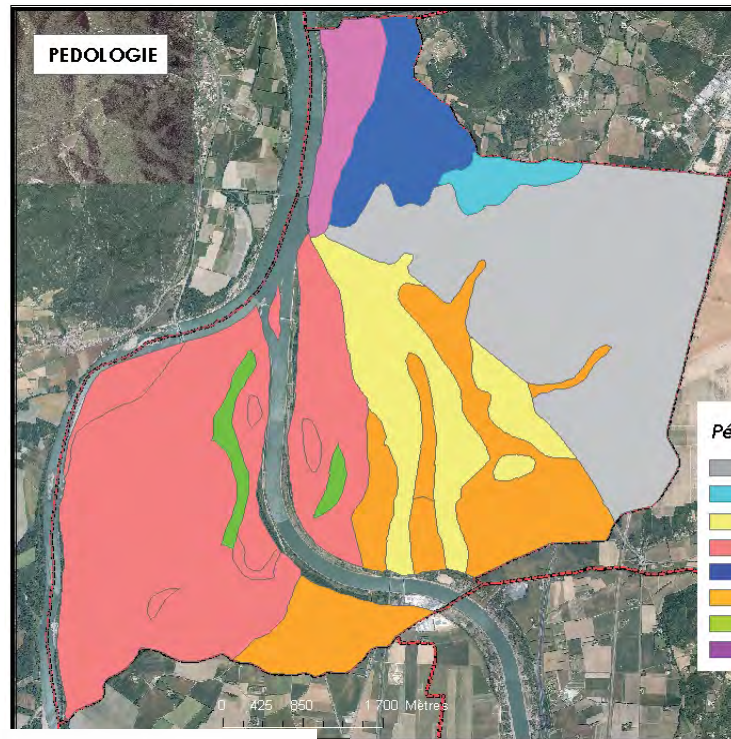
Seule la partie Nord Est de la commune, occupée par des terrasses, présente un léger relief (200 m d'altitude). La majeure partie de Donzère s'étend dans une plaine où la nappe phréatique est peu profonde, facilement accessible pour l'irrigation individuelle.

Le triangle délimité à l'ouest par la nationale 7 et à l'est par la D541, bénéficie d'une irrigation collective gérée par le Syndicat Intercommunal d'Irrigation du Tricastin. C'est un réseau gravitaire pour lequel les adhérents payent un abonnement fonction de la surface souscrite et non de l'eau consommée.

Ce réseau vieillissant, avec une qualité d'eau limite (algues...) pour le bon fonctionnement du matériel, fait l'objet d'une rénovation dans le cadre du schéma directeur d'irrigation du département.

La pédologie

A compléter



Pédologie :

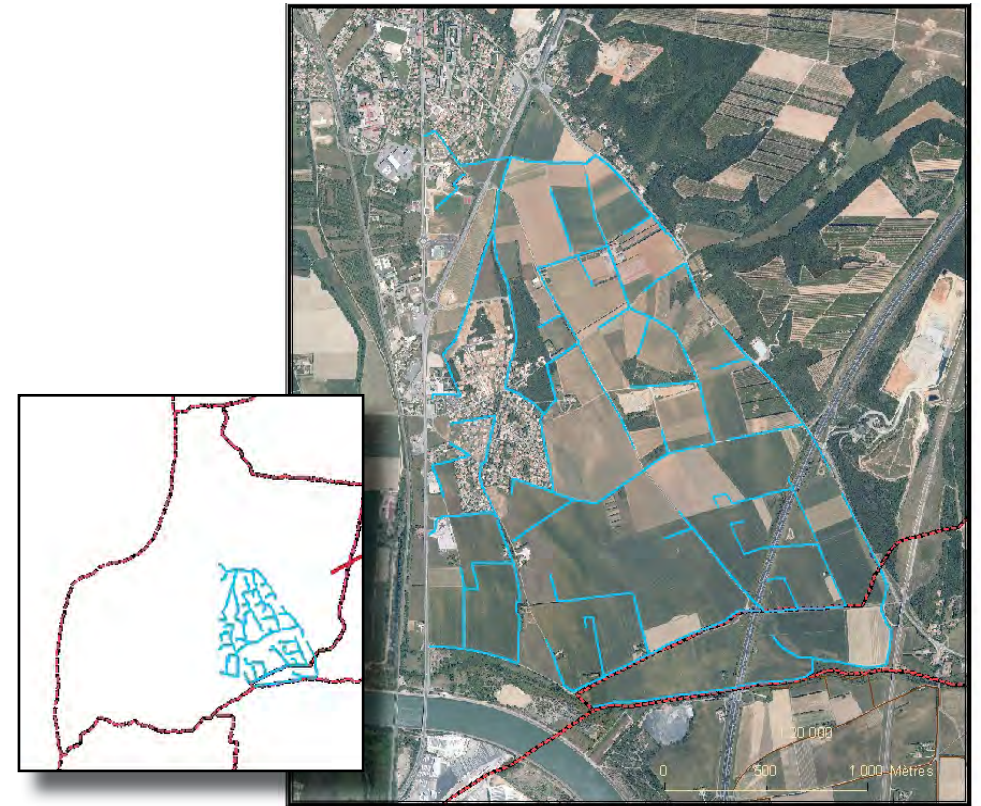
-  Sol très caillouteux, désaturé, de profondeur irrégulière sur argile (hautes terrasses)
-  Sol limono-argileux, peu calcaire, profond (molasses)
-  Sol caillouteux, légèrement calcaire, sableux en surface, sablo-argileux en profondeur (basses terrasses)
-  Sol limono-argileux, caillouteux, plutôt calcaire, peu organique, superficiel
-  Sol de pente, limono-argilo-sableux, très caillouteux, calcaire, peu profond (calcaire mameux)
-  Sol limoneux, peu épais, parfois caillouteux, sur terrasses anciennes
-  Sol sableux filtrant calcaire, profond (diluviations récentes)
-  Sol limoneux, non calcaire, peu organique, hydromorphie en sous-sol

L'irrigation

Seule la partie Nord Est de la commune, occupée par des terrasses, présente un léger relief (200 m d'altitude). La majeure partie de Donzère s'étend dans une plaine où la nappe phréatique est peu profonde, facilement accessible pour l'irrigation individuelle.

Le triangle délimité à l'ouest par la nationale 7 et à l'est par la D541, bénéficie d'une irrigation collective gérée par le Syndicat Intercommunal d'Irrigation du Tricastin. C'est un réseau gravitaire pour lequel les adhérents payent un abonnement fonction de la surface souscrite et non de l'eau consommée.

Ce réseau vieillissant, avec une qualité d'eau limite (algues...) pour le bon fonctionnement du matériel, fait l'objet d'une rénovation dans le cadre du schéma directeur d'irrigation du département.



Le faire valoir

Sur la totalité de leur SAU, les agriculteurs sont essentiellement propriétaires des terres, à peine plus d'un quart des surfaces sont en fermage. 11 agriculteurs sont à 100% propriétaires exploitants et 4 ont entre 75 et 93% de leurs terres en propriété. En ce qui concerne les terres de Donzère exclusivement, le fermage concerne environ 340 ha dont 40% sont sous forme de baux emphytéotiques avec la commune.

La dynamique des exploitations

Sur les 24 exploitants interrogés :

- 5 veulent développer leur exploitation, soit par augmentation de surface soit par agrandissement de station fruitière ou de caveau de dégustation
- 16 ont indiqué vouloir la maintenir en l'état. Ce sont pour la majorité des 40-50 ans, associés ou individuels, qui ont assis leurs exploitations et, vu le contexte économique, ne souhaitent pas prendre de nouveaux risques. D'autres exploitants, proches de la retraite, maintiennent leur activité agricole par passion ou pour faciliter la reprise par un enfant mais, le plus souvent, conservent dans l'incertitude d'une éventuelle reprise familiale.
- 2 conservent leur patrimoine en le faisant exploiter
- 1 souhaite cesser

4.2.2 Les exploitants

Evolution du nombre

34 exploitants ont été identifiés sur l'ensemble de la commune. 27 sont exclusivement agriculteurs alors que 7 d'entre eux, représentant 20.6 % de l'ensemble, ne travaillent pas à temps plein sur leur structure : 4 exercent en parallèle une activité extérieure à titre principal, 3 à titre secondaire, et un retraité fait travailler ses terres à façon.

L'emploi agricole

Les cultures spécialisées telles que l'arboriculture et le travail de la vigne, nécessitent le recours à une main d'œuvre importante, permanente et surtout saisonnière :

- 40 salariés permanents ont été recensés, dont 33 pour le seul secteur des vergers (de 2 à 17 personnes en fonction de la taille des structures) et 5 pour la vigne.
- 127 employés saisonniers sur 138 sont recrutés par les exploitations arboricoles pour la récolte des fruits mais également pour la taille des vergers (fourchette de 13 à 70 salariés). 5 personnes travaillent ponctuellement dans les vignes.

La structure par âge

La structure par âges des exploitants de Donzère témoigne d'une nette tendance au vieillissement puisque le plus jeune agriculteur est âgé de 34 ans et que 9 agriculteurs sur 10 ont plus de 40 ans.

Tranches d'âges	%
Moins de 40 ans	8.8 %
40 – 49 ans	52.9 %
50 – 59 ans	26.5 %
Plus de 60 ans	11.8 %
Total	100 %

Source : *Enquête Chambre d'agriculture / ADASEA, 2009*

Plus de la moitié des exploitants a aujourd'hui entre 40 et 49 ans : si la situation n'est pas préoccupante à ce jour, elle pourrait le devenir à l'horizon des 10-15 ans si le renouvellement des générations n'est plus assuré correctement sur la commune.

La transmission des exploitations

9 agriculteurs ont actuellement plus de 55 ans sur Donzère.

- 6 exploitants n'ont pas de succession connue à ce jour et plusieurs d'entre eux prévoient de poursuivre leur activité bien au-delà de 60 ans. Ils mettent en valeur environ 260 ha.

- 3 agriculteurs seulement savent qui leur succèdera sur la centaine d'hectares qu'ils exploitent.

L'installation prévue de ces quelques jeunes ne sera donc pas suffisante pour inverser une tendance qui pourrait se révéler à terme problématique pour l'avenir de l'agriculture locale.

4.3 Les enjeux agricoles

4.3.1 Enjeux généraux

La commune, à fort caractère agricole, voit ses exploitations réparties sur l'ensemble du territoire, parfois en proximité de l'urbanisation.

D'autre part, le milieu naturel (zone des îles entre Rhône et canal) comme les infrastructures (route nationale, autoroute, voie ferrée) imposent un certain nombre de contraintes.

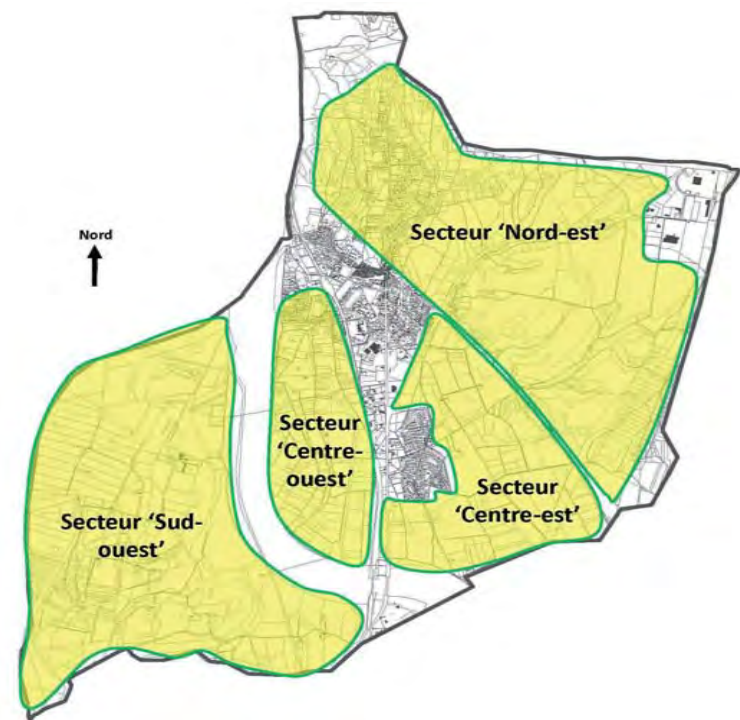
Interrogés sur les évolutions de la commune, les agriculteurs ont soumis quelques remarques :

- souhait de participer, en amont, aux projets de la commune
- besoin de reconnaissance des petites structures. La commune connaît de fortes disparités au niveau de la taille des exploitations.
- définition des perspectives agricoles dans la zone des îles : possibilité de construction, périmètre de la zone de carrières, digue, etc.
- problèmes d'inondations suite à des précipitations non exceptionnelles
- difficultés liées à la circulation sur la RN7, entretien des chemins
- pollution de la décharge
- concurrence site archéologique et zone agricole

4.3.2 Enjeux par secteurs géographiques

La diversité de l'activité agricole sur le territoire a conduit à analyser les enjeux agricoles en fonction des quatre grands ensembles géographiques et fonctionnels identifiés (voir carte ci-contre), à savoir :

- le secteur 'nord-est', zone agricole des plateaux
- le secteur 'ouest', zone agricole des îles
- le secteur 'centre-ouest', zone agricole entre le canal et l'urbanisation
- le secteur 'centre-est', zone agricole irriguée en contact avec l'urbanisation



Carte des secteurs agricoles à enjeux

SECTEUR 'NORD-EST', ZONE AGRICOLE DES PLATEAUX

CARACTERISTIQUES	VALEUR ECONOMIQUE	DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE AGRICOLE
Pédologie Sol ancien de hautes terrasses du Rhône, très caillouteux, de profondeur irrégulière. Terrain de prédilection pour la vigne	Poids économique Productions phares du département (vignes et vergers), à forte valeur ajoutée. Commercialisation directe par les exploitants (caveau, station fruitière)	Enjeux favorisant le développement durable de l'activité agricole - Bon terroir agricole. - Productions à forte valeur ajoutée et porteuses d'emplois. - Pérennité assurée pour 15/20 ans à venir. Enjeux limitant le développement durable de l'activité agricole - Crise viticole de l'AOC Tricastin - Bail emphytéotique Autres enjeux - Proximité de l'urbanisation - Proximité de la ZA des Eoliennes.
Relief Partie haute de la commune. Haies brise-vent	Emplois Productions à forte demande en personnel permanent et saisonnier	
Principales productions Vignes et vergers	Pérennité des structures - 4 exploitations sous forme sociétaire et 2 individuelles sont gérés par des exploitants âgés de 40-50 ans, pérennité assurée à moyen terme sur la majorité de la SAU de ce secteur - 2 structures (55-60 ans) souhaitent conserver ce patrimoine le plus longtemps possible. - 1 exploitation en cessation.	
Exploitations 9 exploitations concernées, dont : - 4 viticoles - 3 productions fruitières - 1 polyculture - 1 patrimoniale		

SECTEUR 'SUD-OUEST', ZONE AGRICOLE DES ILES

CARACTERISTIQUES	VALEUR ECONOMIQUE	DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE AGRICOLE
Pédologie Sols variables d'alluvions récentes Terres favorables à l'arboriculture et les grandes cultures	Poids économique Productions fruitières avec commercialisation directe Productions de céréales sur de grands îlots, plus valeur des semences	Enjeux favorisant le développement durable de l'activité agricole - Terrains propices aux céréales et vergers - Grands îlots d'un seul tenant - Présence de station fruitière Enjeux limitant le développement durable de l'activité agricole - Double vocation carrière / agriculture - Risque d'inondation
Relief Partie basse de la commune entre Rhône et canal	Emplois Productions fruitières à fort besoin en personnel permanent et saisonnier	
Principales productions Céréales/semences et vergers	Pérennité des structures - 2 grandes entités avec station fruitière exploitées par propriétaires-agriculteurs de 44/48 ans (pérennité assurée à moyen terme) - 1 grande exploitation céréalière (150ha) gérée par industriel de 55 ans : avenir agricole à confirmer. - 2 exploitations à fort désir de maintien agricole - 3 exploitations à avenir incertain	
Exploitations 8 exploitations concernées, dont : - 2 productions fruitières - 4 céréales / vergers - 2 productions céréalières quelques parcelles à céréales appartenant à des exploitations hors commune (Pierrelatte, Bourg St Andéol)		

SECTEUR 'CENTRE-OUEST', ZONE AGRICOLE ENTRE LE CANAL & L'URBANISATION

CARACTERISTIQUES	VALEUR ECONOMIQUE	DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE AGRICOLE
Pédologie Sols variables d'alluvions récentes aptes à recevoir les grandes cultures	Poids économique Forte zone céréalière Spécificité des vergers : amandiers	Enjeux favorisant le développement durable de l'activité agricole - Terres d'alluvions favorables aux céréales - 2 exploitations en totalité, à pérennité assurée pour les 20 ans à venir Enjeux limitants - Risque inondation Autres enjeux - Partie nord au contact de l'urbanisation
Relief Partie basse de la commune le long du canal, subit les inondations	Emplois Essentiellement les exploitants, 1 permanent et peu de saisonniers	
Principales productions Céréales/semences	Pérennité des structures Structure de 90 ha avec chef d'exploitation de 45 ans – avenir agricole souhaité pour 15/20 ans Structure de 40 ha avec mise en place de la succession (fils de 24 ans) Activité patrimoniale sur 7ha	
Exploitations 5 exploitations concernées, dont : - 1 céréalière - 1 céréales / vergers - 1 patrimoniale certaines parcelles de 2 autres exploitations		

SECTEUR 'CENTRE- EST', ZONE AGRICOLE IRRIGUEE EN CONTACT AVEC L'URBANISATION

CARACTERISTIQUES	VALEUR ECONOMIQUE	DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE AGRICOLE
Pédologie Basses terrasses à sol caillouteux qui subissent quelques entrées de terres limoneuses Les basses terrasses correspondent aux vignes, les sols plus limoneux sont plutôt réservés aux céréales	Poids économique Production viticole avec espace de vente directe en façade N7 Céréales avec valeur ajoutée des semences Diversification PPAM/légumes	Enjeux favorisant le développement durable de l'activité agricole - Sol de basses terrasses favorables à la vigne - Grands îlots pour céréales - Irrigation gravitaire collective par syndicat Enjeux limitant le développement durable de l'activité agricole - Cohabitation avec l'urbanisation
Relief Plaine	Emplois Majorité des exploitants en société Permanents et saisonniers viticoles	
Principales productions Céréales/semences et vignes	Pérennité des structures Essentiellement des exploitants dans la tranche 40/50 ans qui peuvent assurer l'agriculture pour 20/25 ans à venir	
Exploitations 11 exploitations concernées, dont : - 1 viticole - 3 céréales/semences - 1 céréales/légumes - 1 fourrage/PPAM certaines parcelles de 5 exploitations		

CHAPITRE 5 - ORGANISATION URBAINE ET DYNAMIQUES SPATIALES

1 - ORGANISATION URBAINE

1.1 Structure urbaine de Donzère

1.1.1 Principales entités urbaines

On distingue à Donzère une importante diversité des formes urbaines qui se côtoient de manière plus ou moins cohérente. Cette diversité s'exprime notamment à travers l'analyse du bâti, des parcelles, de la voirie, de l'accessibilité, des espaces publics et des espaces verts.

Ce qu'indique **le parcellaire**

Une rue est toujours bordée de parcelles dont l'affectation joue un rôle primordial vis-à-vis de la voie : une rue bordée d'immeubles n'a rien à voir avec une rue de lotissement, de zone industrielle ou même commerciale. Il faut prendre en compte et organiser l'accès aux parcelles. L'accès et le stationnement dans un lotissement ne fait pas appel aux mêmes méthodes que dans une rue commerçante. Plus largement, l'analyse du parcellaire aide à la compréhension du paysage et permet de conforter la composition et le maillage urbains.

Ce qu'indique **la voirie**

Par les proportions qu'elle crée entre l'espace bâti et l'espace non bâti, la rue modèle l'espace urbain. Un même aménagement de voirie bordé d'immeubles continus en bordure de l'emprise ou avec une marge de recul ou bien encore bordé d'immeubles dispersés, n'aura pas du tout le même aspect. Le paysage urbain sera très différent. L'aménagement de l'emprise elle-même a également toute son importance par les proportions entre espaces roulables et espaces non roulables, par la présence de terre-pleins centraux ou latéraux, par des plantations. Il s'agit de cerner les éléments qui structurent l'espace urbain et d'en évaluer les qualités.

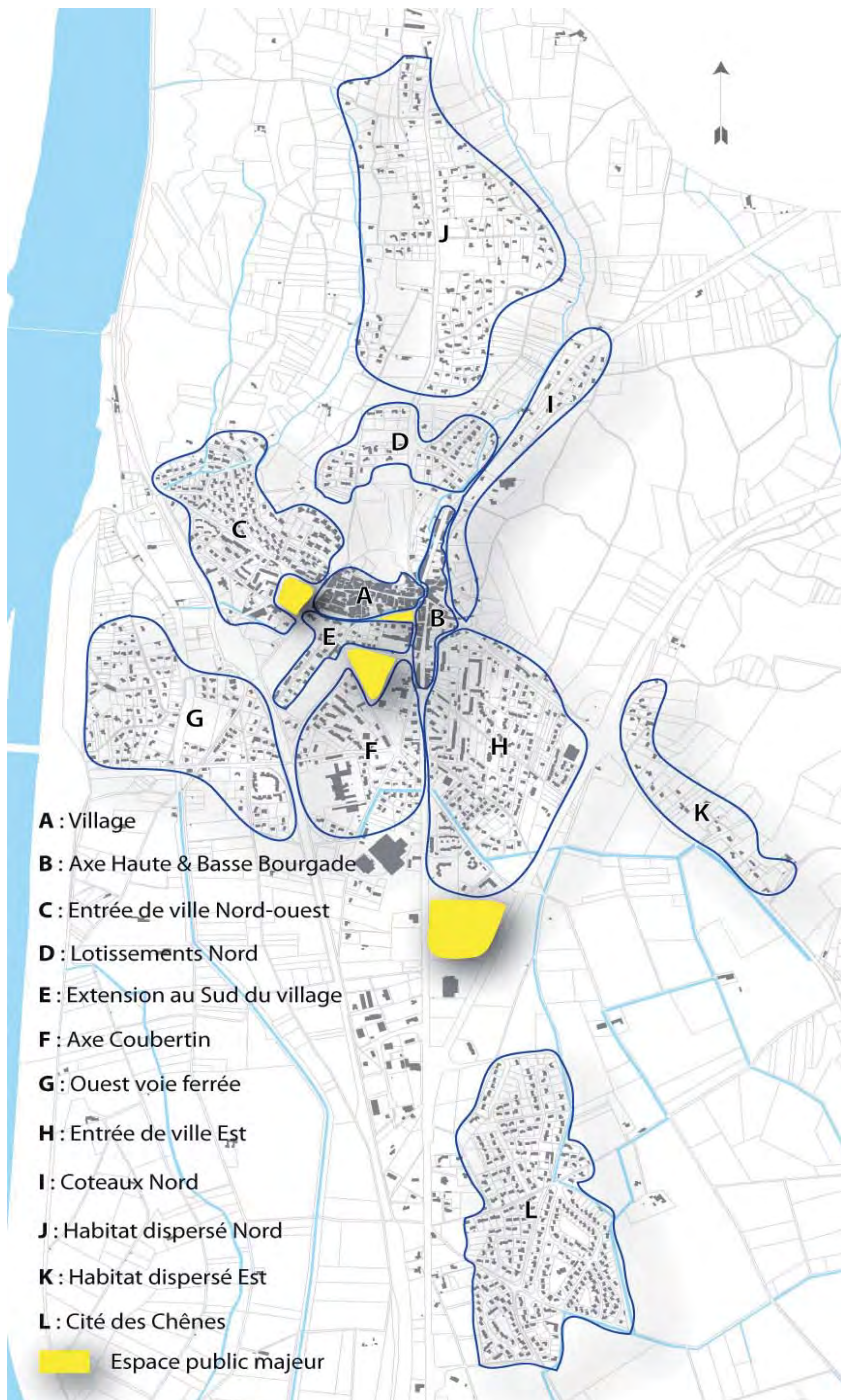
Ce qu'indique **l'accessibilité**

L'analyse de l'accessibilité permet de caractériser l'état d'accessibilité global d'un secteur selon tous les modes : véhicules / transports en commun (TC) / vélos / piétons. Existe-t-il différents modes de déplacement ? Quelle est la qualité de l'accessibilité par mode en terme d'usage et de sécurité ?

Ce qu'indiquent **l'espace public** et **les espaces verts**

La place accordée aux espaces publics et la manière de les traiter ont une grande importance de part leurs fonctions. Le traitement de l'espace n'est pas le même en centre-ville qu'à la périphérie. De plus, sa composition varie selon que l'espace public est entouré de bâtiments, en front continu, dispersés, cernés de clôtures ou de végétation.

les espaces verts introduisent dans le milieu urbain à la fois une unité et une diversité. L'aménagement est souvent minéral. Par leur plastique, la forme des feuilles, des couronnes, des troncs, la souplesse de leur silhouette, les végétaux s'opposent aux formes géométriques urbaines et à la dureté des matériaux. Ils contribuent à l'ambiance qui se dégage d'un espace.



On peut analyser la structure urbaine de Donzère à travers onze **entités urbaines** présentant des caractéristiques communes (carte ci-contre) :

- le **village** (A) : secteur correspondant au coeur historique de Donzère
- l'**axe haute et basse Bourgade** (B) : secteur central du faubourg en continuité du village
- l'**entrée nord-ouest** de Donzère (C) : secteur urbanisé correspondant à l'entrée de ville depuis les communes situées à l'ouest du Rhône
- les **lotissements au nord** du village (D) : secteur d'extension urbaine sous la forme de lotissements
- l'**extension au sud du village** (E) : secteur d'urbanisation dans le prolongement sud du centre historique
- l'**axe Coubertin** (F) : secteur d'urbanisation autour d'un axe structurant à proximité immédiate du village
- l'**ouest de la voie ferrée** (G) : secteur urbanisé situé à l'ouest de la ligne Lyon-Valence -Avignon
- l'**entrée sud-est** de Donzère (H) : secteur urbanisé correspondant à l'entrée de ville depuis la vallée du Rhône
- les **coteaux nord** (I) : secteur des coteaux partiellement urbanisé
- l'**habitat dispersé au nord** (J) : secteur d'urbanisation lâche couvrant la partie nord de la commune
- l'**habitat dispersé à l'est** (K) : secteur d'urbanisation lâche le long de la D541 à l'est de la commune
- la **cité des Chênes** (L) : secteur d'urbanisation éloigné du village

A- LE BOURG MEDIEVAL : une centralité patrimoniale

Le coeur historique de Donzère est constitué du bourg médiéval qui s'est développé tout d'abord grâce à la présence d'une abbaye. Le bourg s'est ensuite étendu dans sa périphérie immédiate vers la partie la plus en avancée du plateau où le château fort est installé.

Aujourd'hui, on peut distinguer dans cette entité un secteur organisé autour de la grande rue, et qui constitue avant tout une centralité patrimoniale, et un secteur tourné vers la place du Champ de Mars, qui se caractérise comme un pôle d'animation fort à l'échelle de la commune (commerces, services, espace public, etc.).

CRITERES	DIAGNOSTIC
Les caractéristiques du bâti	<ul style="list-style-type: none"> • un alignement des façades d'immeubles sur les rues et ruelles (plusieurs plans d'alignement entre 1842 et 1870) ; • des front bâtis identifiant des ensembles cohérents à partir des espaces publics ; • une qualité constructive et architecturale des bâtiments
Les parcelles	<ul style="list-style-type: none"> • le découpage en lanières étroites perpendiculaires à la voie constitue le principe de base issu de l'organisation médiévale, cette disposition prend d'autant plus d'importance quand il s'agit d'une rue commerçante - l'occupation de la parcelle sur toute sa largeur et généralement sur la totalité du terrain est constante
La voirie	<ul style="list-style-type: none"> • le tracé des rues, des ruelles et impasses qui desservent les immeubles dans le centre ancien est hérité de l'organisation médiévale. La comparaison du cadastre actuel avec le « cadastre Napoléon » met en évidence la permanence des voies et leur organisation. • la trame présente deux organisations distinctes des voies : <ul style="list-style-type: none"> - à l'ouest, les rues suivant un tracé relativement orthogonal dégagant des places aux intersections ; - à l'est, la grande rue devient l'épine dorsale de la cité d'où partent des impasses ou bien des voies étroites relativement difficile d'accès qui se joignent en boucle par des escaliers.
L'implantation du bâti	<ul style="list-style-type: none"> • la simplicité des volumes bâtis est une donnée constante. Les bâtiments sont constitués de parallélépipèdes avec une couverture à deux pentes, l'égout de la toiture donnant sur le domaine public, donc sur la rue • la construction en mitoyenneté et à l'alignement induit une relative régularité des hauteurs, de ce fait la silhouette des rues est peu contrastée. Les bâtiments possèdent généralement trois niveaux, exceptionnellement deux suivant les secteurs
Les espaces publics	<ul style="list-style-type: none"> • le jardin était situé au-delà du rempart sur des terrains plus fertiles et irrigué, au sud du Champ de Mars par exemple. Toutefois quelques secteurs comportent des jardinets ou des courettes • la cour au sud de l'église provient quant à elle de l'ancien jardin de « clastre » appartenant à l'ensemble religieux vendu à la Révolution
La trame verte	<ul style="list-style-type: none"> • de part et d'autre de la cité, les chênaies en couverture des coteaux forment le cadre et l'arrière-plan général arboré



A- Le bourg médiéval

B- AXE HAUTE & BASSE BOURGADE : les faubourgs

Cet axe correspond aux anciens faubourgs : le faubourg de la Bégude (développement à la fin du XVe siècle), le faubourg Basse bourgade (XVIIIe et XIXe siècles) et les extensions consécutives de Haute et Basse bourgade caractérisées par un alignement de long de la voie. On peut distinguer aujourd'hui l'axe haute bourgade, plus résidentiel, plus en retrait et moins attractif de l'axe basse bourgade, plus commerçant, plus proche des équipements et à la charnière des axes de circulation.

CRITERES	DIAGNOSTIC
Les caractéristiques du bâti	<ul style="list-style-type: none"> • l'ouest de la rue Haute Bourgade présente un aspect similaire mais le bâti, d'implantation plus ancienne, est contraint par le ruisseau des Rialles • l'îlot au carrefour entre la Grande Route, les rues de la Roche et Sarcey de Sutièrre comporte les bâtiments les plus prestigieux et les plus élevés sans dépasser pour autant trois niveaux
Les parcelles	<ul style="list-style-type: none"> • le long des rues Haute et Basse Bourgade, la disposition identique a été reprise lors des extensions du bourg, cependant les dimensions du parcellaire sont plus vastes, la largeur de la façade sur rue tend à s'agrandir. • l'îlot compris entre le chemin du Devoy et la rue Sarcey de Sutièrre présente un découpage parcellaire avec de grands terrains conçus pour être occupés par des bâtiments importants, au carrefour des principales voies d'accès face à la porte principale
La voirie	<ul style="list-style-type: none"> • les faubourgs s'organisent selon un axe nord-sud autour des rues Basse et Haute Bourgade • l'îlot central des faubourgs est positionné à l'intersection entre les rues Basse et Haute Bourgade et la rue Sarcey de Sutièrre
L'implantation du bâti	<ul style="list-style-type: none"> • dans le secteur des faubourgs, les bâtiments reprennent les mêmes dispositions d'implantation par rapport à la voie, de volumétrie, de sens des faîtages et de hauteur que dans le bourg médiéval. Toutefois les hauteurs d'étages sont plus régulières et quelques opérations «groupées» peuvent se remarquer
Les espaces publics	<ul style="list-style-type: none"> • les propriétaires ont à l'époque bâti les immeubles à l'alignement de la rue tout en ménageant un espace libre à l'arrière. Cette disposition type de l'immeuble sur rue avec un jardin ou une cour à l'arrière se retrouve dans le secteur du bourg médiéval.
La trame verte	<ul style="list-style-type: none"> • au nord du Faubourg, les chênaies en couverture des coteaux forment le cadre et l'arrière-plan général arboré

B- L'axe haute et Basse bourgade



C- ENTREE DE VILLE NORD-OUEST

En provenance de la N 86 depuis Viviers ou Aubenas, l'entrée de ville nord-ouest se caractérise par une urbanisation qui débute peu après le passage du Robinet de Donzère, de part et d'autre de l'avenue du Rhône. Ce secteur urbanisé constitue une entité globale par une position d'entrée de ville, mais on distingue deux types d'organisation urbaine, de part et d'autre de l'avenue du Rhône.

CRITERES	DIAGNOSTIC
Les caractéristiques du bâti	<ul style="list-style-type: none"> • au nord de l'avenue du Rhône, le bâti est constitué exclusivement de maisons individuelles des années 1950 (Cité des Roches, 1949). • au sud, le bâti est structuré autour de constructions mixtes constituées de maisons individuelles, de maisons jumelées et de petits collectifs construits à partir de 2000. Ceux-ci s'intègrent le long de l'avenue du Rhône en offrant un effet structurant, tout en utilisant judicieusement le dénivelé en contre-bas de la voie. Cet îlot propose une densité intéressante avec 28 logements à l'hectare.
Les parcelles	<ul style="list-style-type: none"> • au nord de l'avenue du Rhône, il s'agit de parcelles d'habitat individuel de taille modeste (très proche des tailles de parcelles que l'on trouve dans l'habitat groupé) : environ 2/3 des parcelles ont une taille comprise entre 400 m² et 600 m². Pour 1/3 des parcelles, la taille varie entre 300 et 400 m² pour les plus petites et entre 600 m² et 800 m² pour les plus grandes. Quelques rares parcelles dépassent cette taille maximale observée ; • au sud, on distingue : <ul style="list-style-type: none"> - le parcellaire des opérations individuelles : maisons individuelles (entre 600 et 900 m²) et maisons groupées (entre 400 et 500 m²) - le parcellaire des opérations d'ensemble. Qu'il s'agisse de logements groupés ou semi-collectifs, le parcellaire offre une distinction entre les parcelles bâties et les parcelles d'espaces verts.
La voirie	<ul style="list-style-type: none"> • au nord de l'avenue du Rhône, la voirie est très large dans la Cité des Roches (entre 8 et 10,5 m). Seule la rue des Romarins offre un gabarit moindre, mais demeure relativement large (6,5 m). La hiérarchie des voies est donc peu marquée. Mais les tracés de voirie sont lisibles ce qui permet une conduite confortable et une bonne lisibilité de la rue. Par ailleurs on observe peu d'impasses. Dans le lotissement Lou Maïl, la voirie est également relativement large (6 à 7 m) ; • au sud, la structure viaire se différencie principalement par le fait que les opérations d'ensemble sont desservies directement depuis l'avenue du Rhône. Le caractère urbain de cette avenue fait défaut, non seulement par ses caractéristiques, mais aussi du fait que la plupart des constructions qui la bordent tournent le dos à l'avenue. L'accès depuis la rue P. Cézanne permet de desservir uniquement l'opération de logements individuels par la rue A. Renoir, relativement large (7 m), mais qui se termine en impasse. Globalement, la lisibilité de l'accès fait donc quelque peu défaut.
L'implantation du bâti	<ul style="list-style-type: none"> • au nord de l'avenue du Rhône, on observe des implantations en limite de parcelles et en limite de domaine public ; • au sud, on observe seulement des implantations en limite de parcelles
Les espaces publics	<ul style="list-style-type: none"> • au nord de l'avenue du Rhône, il existe un espace public (jeux), mais il reste excentré au nord ouest de la Cité des Roches ; • au sud, un espace public aménagé d'environ 1000 m² joue un double rôle intéressant : lieu de vie et espace de transition entre les différentes formes urbaines.
La trame verte	<ul style="list-style-type: none"> • au nord de l'avenue du Rhône, la trame verte est présente le long des voies de desserte interne. Les parcelles sont diversement plantées mais offrent globalement une impression assez végétale. L'environnement immédiat offre quant à lui une trame végétale remarquable avec les coteaux.

Densités observées

**Avenue F. Mistral / Rue
A. Renoir : 28 loge-
ments/ha**



**Ilot ouest du parc
Meynot : 45 loge-
ments/ha**



**Rue des Romarins /
Avenue des Roches :
17 logements/ha**



D- LOTISSEMENTS AU NORD DU VILLAGE

L'ensemble de l'urbanisation au nord du centre historique et de l'urbanisation le long de la rue de la Haute Bourgade est exclusivement individuel. On distingue deux grands types de développement urbain : une urbanisation pavillonnaire traditionnelle dans la partie la plus proche du centre, et une urbanisation beaucoup plus diffuse plus au nord de la commune. Le secteur D « Lotissements au nord du village » correspond à l'urbanisation pavillonnaire traditionnelle.

CRITERES	DIAGNOSTIC
Les caractéristiques du bâti	Les lotissements les Genêts et la Palombière sont constitués exclusivement de maisons individuelles. Les densités observées sont de l'ordre de 9 logements par hectare.
Les parcelles	Les parcelles sont de taille moyenne, caractéristiques d'un tissu pavillonnaire traditionnel : environ 1/3 des parcelles ont une taille inférieure à 800 m ² , 1/3 d'entre elles sont comprises entre 800 et 1000 m ² et environ 1/3 entre 1000 et 1250 m ² . Quelques rares parcelles dépassent cette taille moyenne.
La voirie	Les lotissements sont desservis depuis la D144 (route de Châteauneuf du Rhône) dont le gabarit varie de 8 à 12 m, et par le chemin des Genêts (8 à 9m de largeur). Les voies de desserte interne aux lotissement varient quant à elles entre 5,5 et 7,5 m. Les tracés de voirie sont lisibles ce qui permet une conduite confortable et une bonne lisibilité de la desserte. La desserte est toutefois mieux organisée sur le secteur des Genêt grace à l'absence d'impasse pour desservir les opérations, contrairement au lotissement de la Palombière.
L'implantation du bâti	Les implantations sont le plus souvent en milieu de parcelle, caractéristique du pavillonnaire traditionnel. On n'observe aucune implantation en limite de parcelle ou en limite de domaine public.
Les espaces publics	Il n'existe pas d'espace public de quartier. Par contre, on peut souligner l'originalité que présente l'aménagement piétonnier traversant le lotissement des Genêts qui, d'une certaine façon, joue le rôle d'un espace ouvert.
La trame verte	Il n'existe pas de trame verte aménagée le long des voies de desserte interne. Les parcelles sont diversement plantées mais offrent globalement une impression assez végétale. L'environnement immédiat offre quant à lui une trame végétale remarquable avec les secteurs boisés qui forment le plus souvent une limite naturelle d'urbanisation (notamment dans le cas du lotissement des Genêts).

**Densité
observée**

Lotissement la Palombière:
9 logements/ha



E- EXTENSION AU SUD DU VILLAGE

Le secteur d' «extension au sud du village » est constitué de quatre îlots urbanisés en extension du coeur historique, entre la place du Champ de Mars, l'îlot sportif et le cimetière. Bien que ce secteur soit situé dans le prolongement direct du centre historique, le bâti observé relève exclusivement de l'habitat individuel. On distingue :

- un premier îlot comprend des constructions d'habitation et un équipement majeur : le groupe scolaire A. Jullien ;
- un deuxième îlot est composé de logements et d'un équipement collectif : le bureau de poste ;
- les deux autres îlots accueillent uniquement des logements.

CRITERES	DIAGNOSTIC
Les caractéristiques du bâti	Il s'agit de constructions individuelles de type pavillonnaire, présentant souvent des emprises au sol très contrastées (de 85 à près 300 m²). La densité moyenne est d'environ 10 logements par hectare, ce qui est globalement très faible au regard de la situation géographique privilégiée de ce secteur. Certains îlots présentent une densité de seulement 6 logements par hectare, identique à celle observée sur le secteur d'habitat diffus des Bouchillons. La densité des autres îlots varie entre 10 et 15 logements par hectare.
Les parcelles	Le parcellaire est composé à environ 40% de parcelles de moins de 550 m². Ensuite, elles se répartissent à parts égales entre les tranches 550 à 800 m², 800 à 1000 m² et plus de 1000 m².
La voirie	Le secteur est desservi par des voiries de 6 à 8 m de large.
L'implantation du bâti	<ul style="list-style-type: none"> • On observe quelques cas d'implantations en limite de parcelles et en limite de domaine public, mais le plus souvent le bâti est implanté en milieu de parcelle ; • Les jardins des constructions sont majoritairement exposés au sud ou sud-ouest ; • L'école primaire est constituée par un long bâtiment (environ 85 m) implanté est-ouest offrant une grande cour intérieure au sud.
Les espaces publics	On observe un espace public majeur qui marque la transition entre le centre historique et son extension : la place du Champ de Mars. A noter les travaux de requalification réalisés en 2009.
La trame verte	On observe une trame verte remarquable. Les parcelles sont diversement plantées mais offrent globalement une impression assez végétale.

**Densité
observée**



Pradas : 10 logement/ha

F- AXE COUBERTIN

Le secteur dénommé «axe Courbertin » est constitué par un îlot triangulaire délimité par la chocolaterie au sud, l'avenue du Général de Gaulle à l'ouest et l'avenue P. de Coubertin (on y trouve le pôle d'équipements sportifs, culturels et scolaire). Il se caractérise par :

- une position stratégique, à proximité du centre historique et des équipements
- une perception différente selon que l'on se déplace le long de l'avenue P. de Coubertin (perception intimiste avec les murs de clôture, la végétation et la faible densité bâtie) ou en coeur d'îlot (perception ouverte, aspect plus minéral et forte densité bâtie)
- une typologie bâtie contrastée entre l'individuel et le petit collectif. Le bâtiment d'activités perturbe l'équilibre et la lisibilité du secteur.

CRITERES	DIAGNOSTIC
Les caractéristiques du bâti	On distingue plusieurs types de bâti : <ul style="list-style-type: none"> • le long de l'avenue P. de Coubertin, le bâti est constitué d'imposantes constructions ; • en coeur d'îlot le bâti est constitué de maisons groupées (R à R+1) et de petits collectifs (R+2 à R+3) avec des toitures terrasses ; • la pointe sud-ouest de l'îlot est constituée de quelques maisons individuelles et d'un petit collectif situé face à la chocolaterie. La densité du coeur d'îlot atteint 28 logements par hectare, mais lorsqu'on prend en compte la densité globale, l'îlot ne comptabilise une vingtaine de logements par hectare.
Les parcelles	Le découpage parcellaire des logements groupés du coeur d'îlot comprend plusieurs constructions, mais on peut donner une taille moyenne de parcelle variant de 250 à 400 m². Tandis que les parcelles des grandes maisons le long de l'avenue P. de Coubertin varie entre 1500 et 4000 m² et les parcelles des maisons individuelles traditionnelles se situe entre 700 et 1000 m².
La voirie	<ul style="list-style-type: none"> • l'avenue P. de Coubertin présente une largeur de 6 à 8 m. Elle présente la spécificité d'offrir une importante perspective au nord, où elle s'ouvre sur des espaces sportifs et de loisirs qui contraste avec une perspective fermée au sud puisque avec la présence d'importants murs de clôture ; • l'avenue de la chocolaterie présente une largeur de 9 à 10 m. Outre la desserte des opérations d'habitat, elle dessert également la chocolaterie ; • l'aménagement de l'avenue du Général de Gaulle n'est pas achevé : cette voie dont le gabarit varie entre 11 et 15 m ne dessert en effet l'urbanisation que sur sa partie sud-est. A terme un recalibrage de la voie et un traitement des abords sera nécessaire.
L'implantation du bâti	<ul style="list-style-type: none"> • Dans l'habitat individuel on observe des implantations en limite de parcelles et en limite de domaine public ; • Le constat est identique pour les opérations de logements groupés ou dans le petit collectif.
Les espaces publics	On n'observe pas d'espace public mais quelques espaces privatifs végétalisés éautour des petits collectifs. A noter l'importance du boisement privatif autour de l'opération d'habitat située face à la chocolaterie.
La trame verte	La trame verte constituée par les boisements situés dans les parcelles de logements individuels ou collectifs représente une superficie d'environ 0,5 ha. Cette trame est ponctuellement localisée en limite du domaine public, offrant un paysage végétal le long des voies.

**Densité
observée**

**Avenue P. de Coubertin : 22
logements/ha**



G- OUEST VOIE FERREE

L'urbanisation développée sur le secteur Ouest de la voie ferrée forme une entité urbaine spécifique qui se caractérise principalement par son positionnement géographique : il s'agit du seul cas d'urbanisation située à l'ouest de la voie ferrée. Bien que ce quartier soit situé à proximité du centre historique, l'effet de coupure lié à la présence de la voie ferrée doit être pris en compte dans la réflexion.

CRITERES	DIAGNOSTIC
Les caractéristiques du bâti	Les opérations de construction qui se sont développées sur l'ensemble de la partie nord du territoire présentent une hétérogénéité certaine. L'urbanisation ne résulte pas d'un schéma d'aménagement d'ensemble, mais d'opérations successives (conduites soit au coup par coup, soit dans le cadre de procédures de lotissement) qui ont conduit à un mitage important du territoire. Les constructions sont exclusivement de type maisons individuelles. Les maisons sont principalement de type R ou R+combles. Les densités observées sont le plus souvent de l'ordre de 6 à 7 logements par hectare.
Les parcelles	Les parcelles sont de taille importante, caractéristiques d'un tissu individuel lâche : - moins d'1/5 des parcelles ont une taille inférieure à 1000 m ² - moins de la 1/2 des parcelles ont une taille comprise entre 1000 et 1500 m ² - environ 1/5 des parcelles ont une taille comprise entre 1500 et 2000 m ² - environ 15% des parcelles ont une taille comprise entre 2000 et 6000 m ² . Parmi ces parcelles (une vingtaine au total), plus de la moitié d'entre elles ont une taille supérieure à 3560 m ² (médiane).
La voirie	Toutes les opérations sont desservies depuis la route des barrages, à partir de laquelle les voies de desserte des différents quartiers viennent se connecter : - rue des Bateliers et chemin des Louves desservant le quartier des Moutons - chemin de la Condamine sud et chemin du Coudoulet desservant le quartier Condamine / Coudoulet - chemin des Perrias desservant les opérations du Ventoux La plupart des voies présentent un caractère globalement rural par rapport à d'autres quartiers de la ville où les rues ont un caractère plus urbain. A noter que d'importants travaux visant à améliorer les circulations douces ont été réalisés sur la quartier des Moutons (création de trottoirs).
L'implantation du bâti	Les implantations sont situées le plus souvent en milieu de parcelle et laissent un espace privatif. On observe des implantations groupées, principalement sur une opération («Ventoux 2»)
Les espaces publics	Il n'existe pas d'espace public de quartier.
La trame verte	Il n'existe pas de trame verte aménagée le long des voies de desserte interne. A noter la présence du canal de Pierrelatte, à valoriser.

Densités observées

Les Louves : 7 logements/ha



«Ventoux 2» : 28 logements/
ha



H- ENTREES DE VILLE EST & SUD

Les entrées de ville Sud et Est sont analysées dans le cadre d'une même entité urbaine : il s'agit du triangle d'urbanisation compris entre l'avenue Koenigsberg au nord, l'avenue de Basse Bourgade et la rue L. Prat à l'ouest, ainsi que la N7 à l'est. L'urbanisation qui s'est développée sur ce secteur est hétérogène, sa caractéristique par d'importantes ruptures d'échelle et des incohérences en matière d'aménagement.

CRITERES	DIAGNOSTIC
Les caractéristiques du bâti	La typologie du bâti est très hétérogène : constructions individuelles, groupées ou collectives à vocation d'habitat, bâtiments d'activités et équipements (publics ou privés). L'absence de cohérence globale dans l'organisation du bâti donnent un caractère confus au tissu bâti. L'absence de transition entre les opérations entraîne une rupture d'échelle importante (juxtaposition de logements individuels et collectifs, de constructions à vocation d'habitat et d'activités, etc.).
Les parcelles	On distingue : <ul style="list-style-type: none"> - les très grandes parcelles qui accueillent soit des équipements (terrains de sport, activités commerciales) : de 1 à 3,5 ha - les parcelles d'environ 0,5 à 1 ha sur lesquelles se développent : des équipements (école), des activités, les logements collectifs, certaines opérations d'habitat groupé et, ponctuellement, de l'habitat individuel - les parcelles intermédiaires (0,2 à 0,5 ha) accueillant soit du petit collectif, soit quelques rares parcelles d'habitat individuel, soit certains bâtiments d'activités - les parcelles de construction d'habitations individuelles, avec plusieurs catégories : environ 1/3 de parcelles inférieures à 600 m², 40% de parcelles comprises entre 600 et 1000 m², environ 20% entre 1000 et 1500 m² et seulement environ 10% supérieures à 1500 m². - les parcelles de 300 à 500 m² correspondant le plus souvent au découpage de lots d'habitat groupé <p>Les parcelles qui ne sont pas encore urbanisées témoignent de la forme du parcellaire originel, à la fois très morcellé et composé de lanières orientées nord-sud (longues d'une centaine de mètres et larges de 5 à 10 mètres). Le découpage parcellaire d'opérations individuelles ou d'opérations d'ensemble en porte encore parfois les traces.</p>
La voirie	L'accès et la desserte de ce secteur présente certains points forts, tout en soulevant de nombreuses difficultés. <p>Le secteur est délimité par les deux principales voies d'accès à Donzère : depuis le sud avec la rue Basse Bourgade (7 points d'accès au quartier) et depuis le nord et l'est avec l'avenue de Koenigsberg (4 points d'accès au quartier). Mais on observe deux difficultés : les 11 points d'accès au secteur ne constituent pas pour autant des accès permettant de mailler le quartier. 7 d'entre eux constituent un accès direct à des opérations d'habitation se terminant en impasse ou à des équipements. Seuls 4 points d'accès ouvrent sur des voies de desserte qui maillent le quartier. La difficulté réside dans le fait qu'il n'existe aucune lisibilité nord-sud : les rares voies nord-sud desservant le quartier forment de courts barreaux mais n'offrent aucune continuité. Les seules voies qui offrent de la profondeur sont les voies orientées nord-ouest/sud-est depuis la rue Basse Bourgade en direction de la N7 : rue de l'Enclos, avenue des Dolia et chemin des Grès. Les trois voies s'orientent vers la N7, mais une seule (rue de l'Enclos) s'y connecte par un accès mal formalisé.</p> <p>Les voies de desserte à l'intérieur du quartier ouvrent presque systématiquement sur des voies internes en impasse : on en recense plus de 40 au total... Le système de desserte du quartier se caractérise donc par un maillage constitué de 3 voies secondaires mal reliées et débouchant sur des opérations de tous types (voir § <i>Caractéristiques du bâti</i>) qui se terminent en impasse. Il n'existe donc aucune lisibilité.</p>
L'implantation du bâti	La diversité des formes bâties ne permet pas de faire ressortir de spécificité propre en terme d'orientation des façades. Les espaces libres des parcelles sont plutôt orientés vers le sud. On trouve des exemples d'implantation du bâti en limite du domaine public et en limite séparative.
Les espaces publics	Il n'existe aucun espace public à l'échelle du quartier. Des terrains d'animation ont par contre été aménagés. Les espaces privatifs des logements collectifs constituent des espaces d'animation et de détente à l'échelle des îlots.
La trame verte	On observe des alignements ponctuels le long de la rue Basse Bourgade, mais ils ne forment pas une trame continue. De même, les voies de desserte du quartier sont faiblement végétalisées.



Densités observées

Lotissement les Aubépines
: 20 logements/ha



Collectifs rues Saint-Exupéry / Bouchet : 83 logements/ha



Lotissement les Lavandins
: 19 logements/ha



Le Molard : 23 logement/ha



I- COTEAUX DU DEVOY

Les coteaux du plateau du Devoy forment une nette transition géographique entre le village et ses extensions d'une part et le plateau viticole d'autre part. L'urbanisation progressive générée notamment par les anciennes zone NB du POS a conduit au mitage de ce secteur, fortement boisé à l'origine. On distingue dans l'analyse de ce secteur les coteaux ouest du Devoy et les coteaux sud du Devoy.

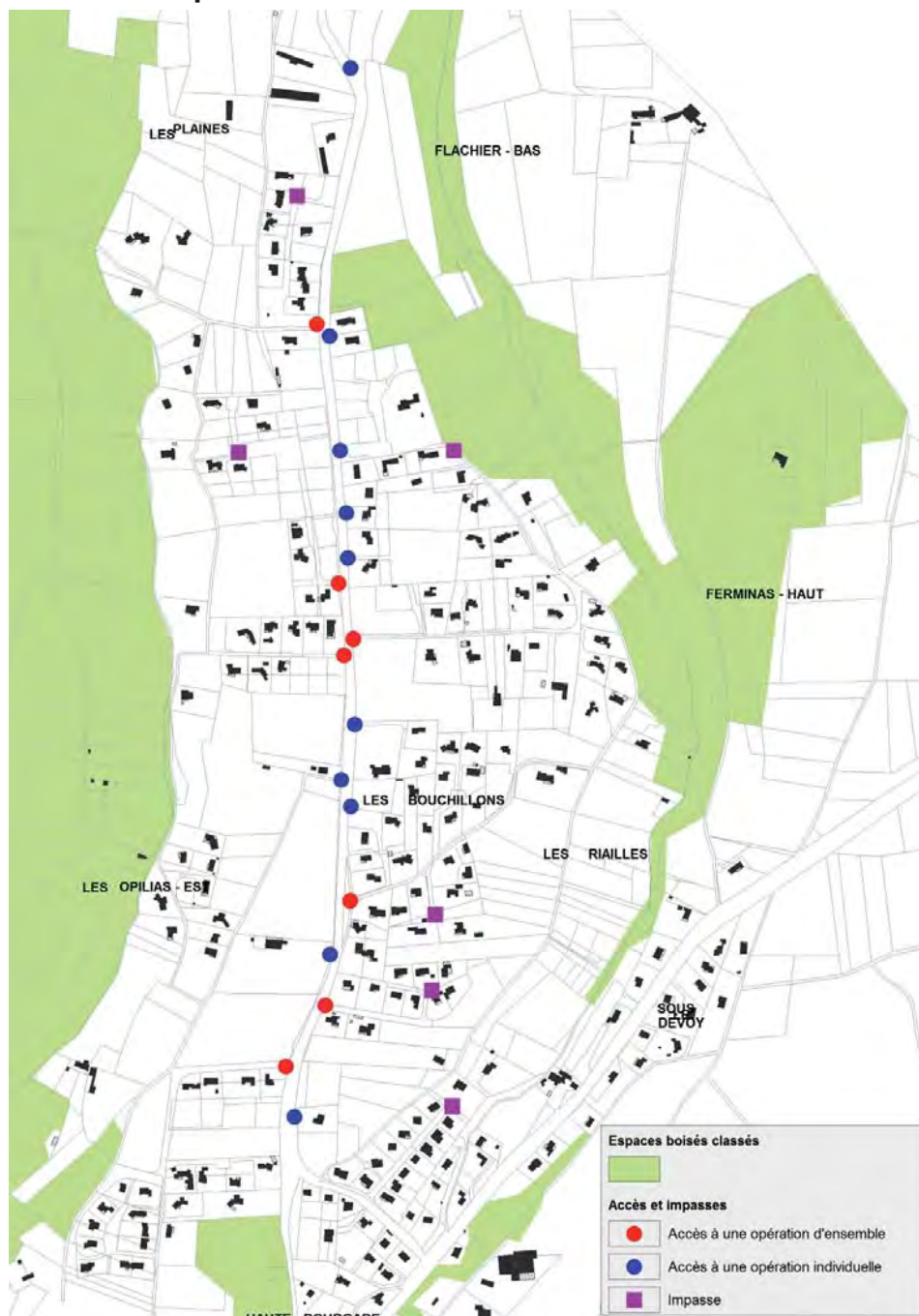
CRITERES	DIAGNOSTIC
Les caractéristiques du bâti	Les opérations de construction ont été conduites au coup par coup et se présentent sous la forme de maisons individuelles. Les densités observées sont de l'ordre de : <ul style="list-style-type: none">- 5 à 7 logements par hectare sur les coteaux ouest, au nord du village ;- 4 à 5 logements par hectare sur les coteaux sud, à l'est du village. On remarque, sur le coteau ouest, certaines constructions en ruine.
Les parcelles	Près de 2/3 des parcelles sont de taille importante (entre 1000 et 2000 m²)
La voirie	L'urbanisation des coteaux ouest est desservie depuis la D144 (route de Châteauneuf du Rhône) par des accès individuels. Plusieurs habitations, au lieu dit «sous le Devoy» ou «Faubourg» par exemple, sont quant à elles desservies par des chemins ou voies (souvent étroits) donnant accès au plateau. De manière générale, la desserte est donc peu lisible. La desserte des coteaux sud est plus lisible : les habitations sont desservies par le chemin de Combelonge dont le gabarit varie de 4 à 6 m de largeur.
L'implantation du bâti	Lorsqu'il y a de la pente, ce qui constitue le cas général, les constructions sont implantées en bas de coteau. Sur les coteaux sud, les terrains non bâtis des parcelles forment la partie encore boisée des coteaux. Sur les coteaux ouest, les terrains non bâtis sont exposés à l'est ou au sud.
Les espaces publics	Il n'existe pas d'espace public de quartier.
La trame verte	Il n'existe pas de trame verte aménagée le long des voies de desserte, ce qui s'explique aisément par l'environnement naturel boisé. Cette trame, ponctuellement localisée en limite du domaine public, offre un paysage végétal le long des voies. L'intérieur des parcelles est très souvent boisé (maintien des boisements préexistants après l'aménagement des constructions et des dessertes).

J- HABITAT DIFFUS AU NORD

L'ensemble de l'urbanisation au nord du centre historique (plateau des Opillas) est exclusivement individuel. On distingue deux grands types de développement urbain : une urbanisation pavillonnaire traditionnelle dans la partie la plus proche du centre, et une urbanisation beaucoup plus diffuse plus au nord de la commune. Le secteur J « Habitat diffus au nord » correspond à l'urbanisation plus diffuse.

CRITERES	DIAGNOSTIC
Les caractéristiques du bâti	Les opérations de construction qui se sont développées sur l'ensemble de la partie nord du territoire présentent une hétérogénéité certaine. L'urbanisation ne résulte pas d'un schéma d'aménagement d'ensemble, mais d'opérations successives (conduites soit au coup par coup, soit dans le cadre de procédures de lotissement) qui ont conduit à un mitage important du territoire. Les constructions sont exclusivement de type maisons individuelles et les densités observées sont le plus souvent de l'ordre de 6 à 7 logements par hectare.
Les parcelles	Les parcelles sont de taille importante, caractéristiques d'un tissu individuel lâche : - moins d'1/5 des parcelles ont une taille inférieure à 1000 m ² - moins de la 1/2 des parcelles ont une taille comprise entre 1000 et 1500 m ² - environ 1/5 des parcelles ont une taille comprise entre 1500 et 2000 m ² - environ 15% des parcelles ont une taille comprise entre 2000 et 6000 m ² . Parmi ces parcelles (une vingtaine au total), plus de la moitié d'entre elles ont une taille supérieure à 3560 m ² (médiane).
La voirie	Toutes les opérations sont desservies depuis la D144 (route de Châteauneuf du Rhône) par des voies de desserte interne dont le gabarit varie de 5 à 8 m. Le développement diffus a pour conséquence de multiplier le nombre des accès desservant les opérations. On recense au total 17 points d'accès depuis la départementale sur un linéaire de 1,4 km : 7 points d'accès à des opérations d'ensemble et 10 points d'accès à des opérations individuelles. Soit en moyenne un accès tous les 80 m. Cette multiplication nuit à la lisibilité du territoire, d'autant que l'on observe également un nombre significatif d'impasses.
L'implantation du bâti	Les implantations sont situées le plus souvent en milieu de parcelle et laissent un espace privatif orienté au sud. On observe de rares implantations en limite de parcelle (lotissement les Plaines), mais pas en limite de domaine public.
Les espaces publics	Il n'existe pas d'espace public de quartier.
La trame verte	Il n'existe pas de trame verte aménagée le long des voies de desserte interne, ce qui s'explique aisément par l'environnement naturel boisé omniprésent. Les parcelles sont elles aussi très souvent boisées (maintien des boisements préexistants après l'aménagement des constructions et des dessertes).

Caractéristiques des accès



Densités observées

Bouchillons sud : 6 logements/ha



Bouchillons nord : 4 logements/ha



Les Plaines : 2 logements/ha



Bouchillons centre : 5 logements/ha



K- HABITAT DISPERSE A L'EST

Ce secteur correspond à une urbanisation sous forme d'habitat dispersé qui, en arrivant de l'Est, se situe sur la partie droite de la D541, au pied des coteaux du Bois de la Vialle, formant la limite nord de la plaine. En se dirigeant ensuite vers le nord (intersection D541/N7), quelques constructions sont également implantées sur la partie droite de la N7.

CRITERES	DIAGNOSTIC
Les caractéristiques du bâti	L'urbanisation ne résulte pas d'un schéma d'aménagement d'ensemble, mais d'opérations au coup par coup qui ont conduit à un mitage du bas des coteaux de la partie ouest du plateau de la Vialle. Les constructions sont de type maisons individuelles et les densités observées sont en moyenne de 6 à 7 logements par hectare.
Les parcelles	Les parcelles sont de taille importante, caractéristiques d'un tissu individuel lâche : - moins d'1/5 des parcelles ont une taille inférieure à 1000 m²
La voirie	Toutes les opérations sont desservies depuis la D541 (route de Grignan) par des accès individuels directs. On recense au total une dizaine de points d'accès depuis la départementale. Sur cette portion de la départementale, la vitesse est d'ailleurs limitée à 70km/h.
L'implantation du bâti	Les implantations sont situées le plus souvent en milieu de parcelle et laissent un espace privatif orienté au sud.
Les espaces publics	Il n'existe pas d'espace public de quartier.
La trame verte	Il n'existe pas de trame verte aménagée le long des voies de desserte interne, ce qui s'explique aisément par l'environnement naturel boisé de pied de coteau dans lequel s'inscrivent les habitations. Les parcelles sont elles aussi très souvent boisées.

L- CITE DES CHENES

CRITERES	DIAGNOSTIC
Les caractéristiques du bâti	Les constructions sont de type maisons individuelles ou (dans une moindre mesure) maisons groupées. Les densités observées se situent le plus souvent autour de 10 logements par hectare. Mais plusieurs îlots offrent une densité supérieure allant jusqu'à 17 logements par hectare.
Les parcelles	<p>La taille des parcelles illustre deux caractéristiques majeures :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la présence de deux typologies d'habitat : l'habitat individuel et de l'habitat groupé • l'habitat individuel est constitué de plus petites parcelles que sur d'autres quartiers de la commune <p>Taille observée des parcelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - environ 10% des parcelles ont une taille inférieure à 500 m² : il peut s'agir d'habitat groupé, mais aussi d'habitat individuel (cas des petites parcelles correspondant au coeur de la cité des Chênes) - environ 1/3 des parcelles ont une taille comprise entre 500 et 700 m² - près de la 1/2 des parcelles ont une taille comprise entre 700 et 1000 m² - environ 10% des parcelles ont une taille comprise entre 1000 et 1500 m² (seules quelques rares parcelles ont une taille supérieure).
La voirie	<p>La cité des Chênes est constituée d'une quinzaine d'îlots d'habitat et d'un îlot originel qui accueille de l'habitat, l'école maternelle et la salle des fêtes. Les îlots sont desservis depuis la N7, du nord au sud, par trois accès :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le giratoire des Gresses entre la N7 et la D144 (accès depuis le nord ou le sud) - les chemins du Moulinas et de Sommelongue (accès depuis le sud) - le secteur de la station service (accès depuis le sud) <p>Le premier accès constitue un accès majeur structuré autour du giratoire tandis que les deux autres accès, secondaires, constituent des accès fonctionnels utiles aux résidents.</p> <p>La cité est maillée par un réseau de voirie secondaire permettant de relier les îlots entre eux. On distingue :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une voie principale, la routes des Chênes verts, reliant le giratoire des Gresses au croisement avec le chemin du Moulinas ; - des voies secondaires constituées par les voies reliant la Cité des Chênes à la N7 - des voies internes desservant les îlots - des voies, les plus nombreuses, ayant une double fonction de voies secondaires et de voies de desserte des îlots. Cette confusion d'usage est due au tracé (peu lisible) et aux caractéristiques des voies (largeur et traitement non hiérarchisé).
L'implantation du bâti	Les constructions sont diversement implantées (sens des façades très variable). Elles sont situées le plus souvent en milieu de parcelle, mais on observe de nombreuses constructions en limite séparative (habitat groupé). De rares constructions sont en limite de domaine public. Quant aux espaces privatifs, ils sont orientés principalement : sud, sud-est, ouest, sud-ouest.
Les espaces publics	<p>Il existe un espace public de quartier qui fait le lien entre l'habitat, la salle de fêtes et l'école maternelle. Cet place de près de 1 500 m² constitue un centre de gravité de qualité à l'échelle des îlots qui l'entourent. La poursuite de l'urbanisation à l'ouest et au nord n'a pas été structurée autour de nouveaux espaces publics de quartiers. On observe également un espace sportif et de loisirs en entrée sud ouest de la cité des Chênes. Aménagé sommairement, il pourrait être valorisé et contribuer à améliorer le traitement de l'entrée du quartier.</p> <p>On observe aussi plusieurs espaces privatifs aménagés en coeur d'îlot, principalement au sud de la cité des Chênes. Ces espaces participent à la qualité du cadre de vie et permettent de prolonger les espaces privatifs en coeur d'îlot. On ne retrouve pas ce type d'aménagements dans les extensions ouest et nord de la cité des Chênes.</p>

Densités observées

Avenues Dahlias / Pétunias

9 logements/ha



Avenues Dahlias / Hortensias

17 logements/ha



Rue des Amalliers : 10 logements/ha

Densités observées sur des opérations d'habitat

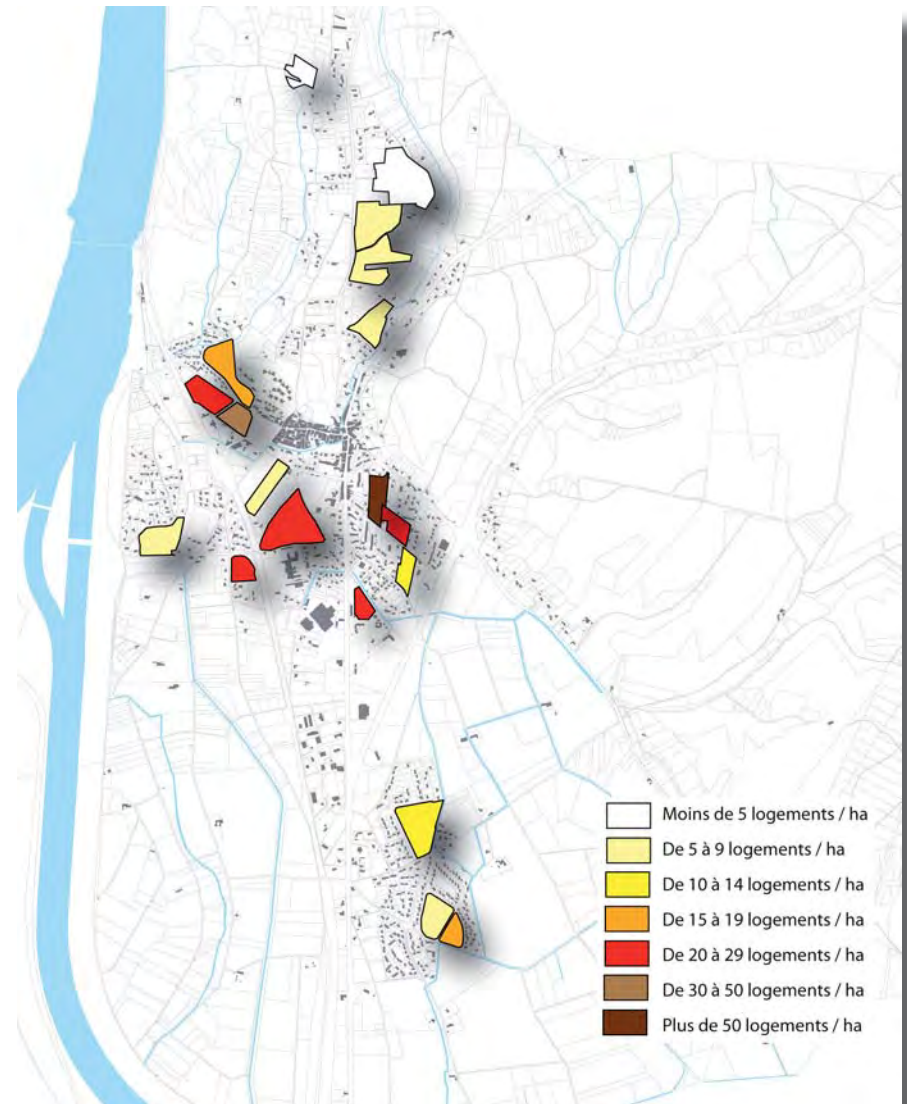
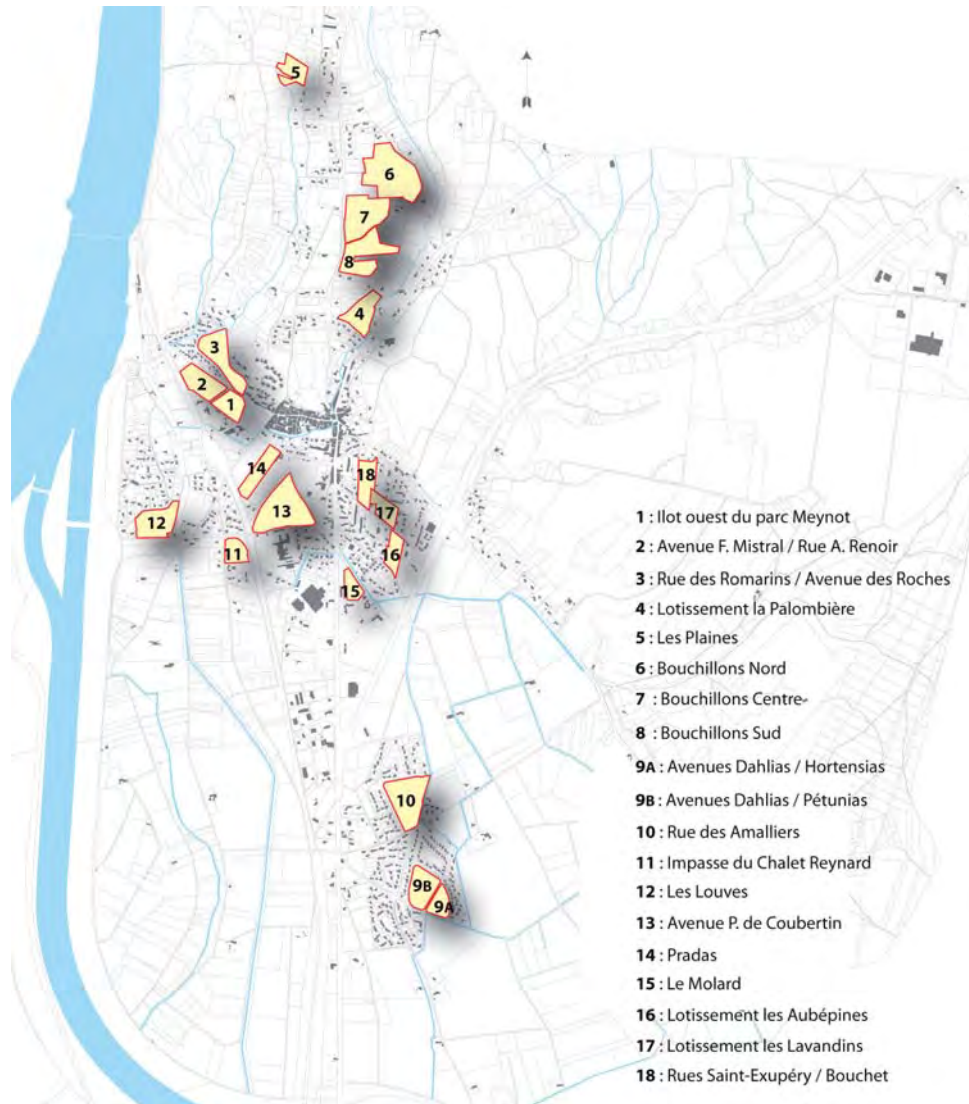


Tableau de synthèse des densités observées

N° îlot	Secteur de la commune	Localisation de l'îlot	Superficie en ha	Nb. logements	Densité (nb. lgts par ha)
1	Secteur ouest du centre ancien	Ilôt ouest du parc Meynot	1,5	65	45
2		Avenue F. Mistral / Rue A. Renoir	2,2	60	28
3		Rue des Romarins / Avenue des Roches	2,8	48	17
4	Secteur nord du centre ancien	Lotissement la Palombière	2,1	19	9
5		Les Plaines	1,4	3	2
6		Bouchillons Nord	5,5	22	4
7		Bouchillons Centre	3,6	17	5
8	Cité des Chênes	Bouchillons Sud	3,3	20	6
9A		Avenues Dahlias / Hortensias	1,1	19	17
9B		Avenues Dahlias / Pétunias	2,2	19	9
10	Secteur Condamine sud	Rue des Amalliers	3,6	34	9
11		Le Ventoux 2	1,2	25	21
12	Secteur sud du centre ancien	Les Louves	2,6	18	7
13		Avenue P. de Coubertin	3,6	79	22
14	Secteur entrée sud de Donzère	Pradas	1,8	19	10
15		Le Molard	1,0	23	23
16		Lotissement les Aubépines	1,2	25	20
17		Lotissement les Lavandins	1,3	25	19
18		Rues Saint-Exupéry / Bouchet	1,7	140	83

2 - DYNAMIQUE SPATIALE

2.1 Bilan de la consommation d'espace du Plan d'occupation des sols (POS) de 1991

2.1.1 Les zones U du POS

Principales conclusions :

- 1) la plupart des zones U du POS ont été urbanisées : cité des Chênes, Enclos, secteur ouest de la voie ferrée, entrée de ville Est le long de la N7, etc.
- 2) des secteurs ont connu une mutation profonde : renouvellement urbain sur le site de l'ancienne caserne, etc.
- 3) les emprises en zone U du POS restant aujourd'hui constructibles, dont notamment :
 - les tènements sur le secteur de Pradas, longtemps restées inconstructibles du fait de l'aléa inondation. Celui-ci vient d'être levé dans le cadre de la modification e cours du PPRI ;

2.1.2 Les zones NB du POS

Deux cas de figure :

- 1) ces zones se sont pour partie urbanisées, et sont classées au titre du PLU en zone urbaine ;
- 2) certaines autres n'ont pas été urbanisées : soit elles sont classées en zone constructible, soit elles sont classées en zone agricole.

2.1.3 Les zones NA du POS

Pour la plupart, les zones NA sont urbanisées.

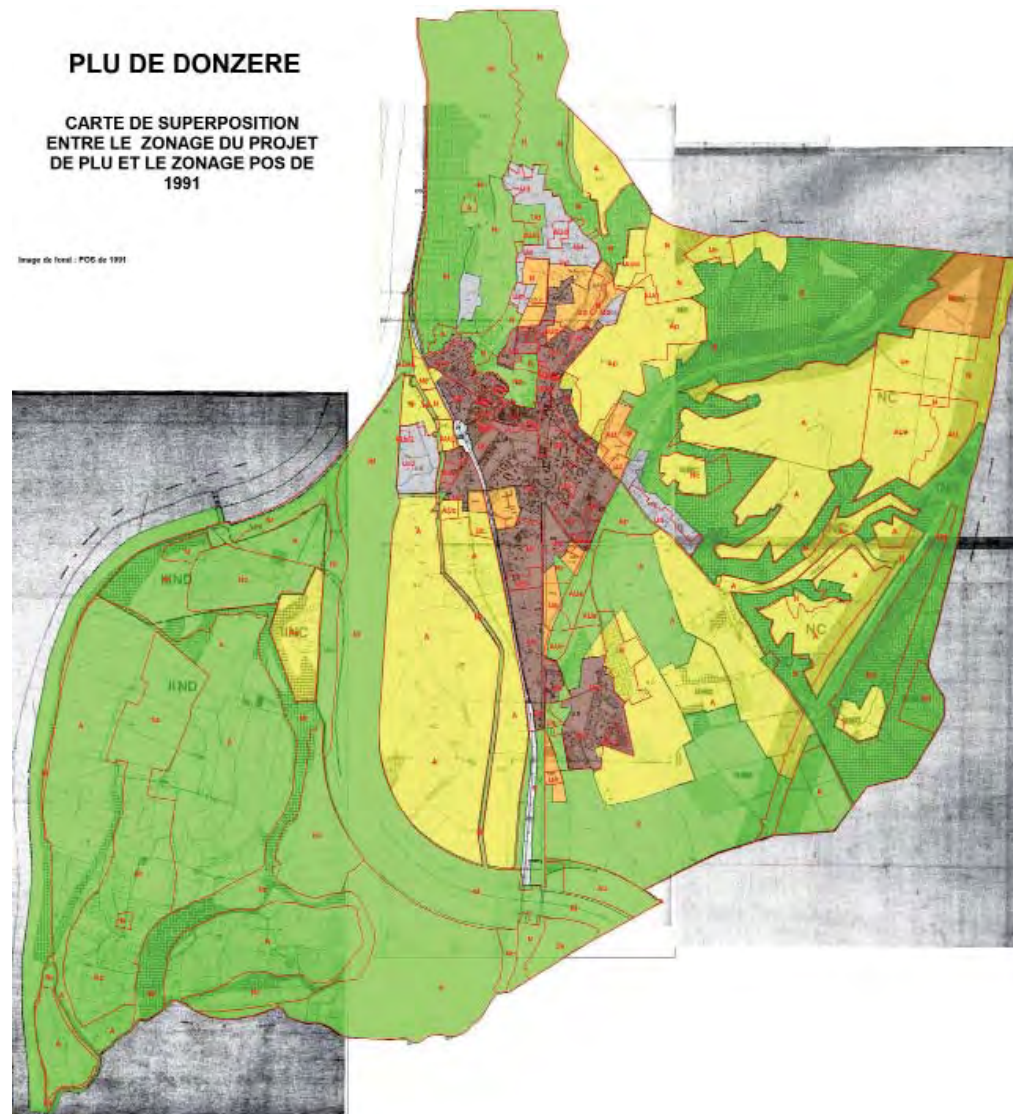
2.1.4 Les zones ND du POS

Plusieurs secteurs classés en zone ND (naturelle) ont été urbanisés.

2.1.5 Les zones NC du POS

Plusieurs secteurs classés en zone NC (naturelle) ont été urbanisés.

Carte de superposition POS / PLU



La carte ci-contre est présentée au format A0 en annexe

2.2 La dynamique d'urbanisation

La commune a connu depuis les années 1950 des phases d'urbanisation qui reflètent certaines tendances observées sur le plan national.

Parmi les grandes phases d'urbanisation, on remarque que la commune s'est développée initialement à l'ouest du centre ancien (Cité des Roches) sous la forme d'un habitat individuel relativement dense. Au milieu des années 1960 le quartier de l'Enclos (226 logements), implanté au sud-est du centre ancien, vient bouleverser le tissu urbain de Donzère. Dans les années 1970, le secteur sud de Donzère se développe avec des opérations de types différents (individuel lâche, groupé et collectif). Dans les années 1980, plusieurs opérations de lotissements pavillonnaires se sont développées dans différents secteurs de Donzère, dont la partie nord du centre ancien. La tendance s'est poursuivie dans les années 1990. A partir de 2000, des opérations plus denses ont vu le jour (résidences l'Olivier, lotissement Habitat dauphinois par exemple). Depuis, le secteur de la Condamine nord a continué à se développer ainsi que le secteur ouest de la voie ferrée.

On constate que l'évolution de l'urbanisation a produit des formes urbaines contrastées, parfois sans transition, en suivant des tendances de développement au coup par coup. Il en résulte une absence de cohérence globale du tissu urbain.

L'un des enjeux consiste donc à déterminer des sites et des axes stratégiques pour asseoir le développement de l'urbanisation, tant en matière d'habitat que d'équipement, commerce ou service.

Evolution des opérations d'urbanisme depuis 1949

La cartographie présentée est ponctuelle : elle ne concerne que certaines opérations et ne couvre pas la totalité du territoire.

Une cartographie exhaustive est en cours de finalisation.

Avant 1949



1949-1950



1960-1970



1970-1980



1980-1990



1990-2000



2000-2005



Depus 2005



2.2 Synthèse

Les zones à urbaniser (AU)

La superficie totale des zones à urbaniser disponibles dans le cadre du PLU est d'environ 85 ha, dont 39% à vocation principale d'habitat et 61% à vocation d'activités, loisirs et tourisme.

- pour ce qui relève de l'**activité**, des programmes significatifs sont engagés (ZAC des Eoliennes II notamment), offrant une vision à court ou moyen terme. Malgré les superficies encore disponibles à ce jour, **le potentiel de développement à long terme doit donc d'ores et déjà être anticipé.**
- concernant l'**habitat**, de nombreux programmes sont engagés (PAE des Riailles, etc.), ce qui relativise le potentiel global.

Les zones urbaines (U)

Les tènements libres et les opportunités foncières dans les zones UB et UC représentent un maximum de 21 ha, dont la très grande partie est vouée à l'habitat. Cependant, plusieurs tènements comptabilisés comme disponibles peuvent correspondre à des espaces libres en milieu urbain non voués à l'urbanisation (ex : parcelles arborées en limite de coteau, etc.). Le potentiel de renouvellement urbain est donc en réalité inférieur.

Les zones à urbaniser 'fermées'

L'une des caractéristiques du PLU en vigueur est l'absence de zones à urbaniser dites 'fermées', c'est à dire dont l'ouverture à l'urbanisation nécessite une modification ou une révision simplifiée du PLU.

Ces zones permettent de phaser dans le temps le projet d'aménagement, elles sont considérées comme des 'réserves foncières'.

CHAPITRE 6 - PAYSAGE & PATRIMOINE

1- LES ELEMENTS STRUCTURANTS DU PAYSAGE

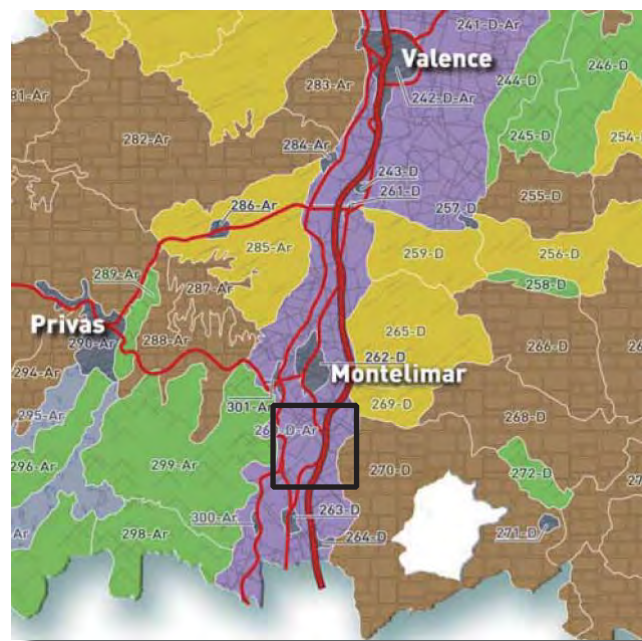
1.1 - Le paysage donzérois à l'échelle régionale

Dans le cadre d'un document de sensibilisation à la problématique paysagère («Les 7 familles de paysage en Rhône-Alpes»), la DIREN Rhône-Alpes a défini le secteur situé entre Montélimar et Pierrelatte comme appartenant aux **paysages marqués par de grands aménagements**.

Ceux-ci correspondent essentiellement à des couloirs géographiques de déplacement fortement aménagés aux XIXème et XXème siècles. Ces espaces fonctionnels, initialement naturels ou ruraux, sont également ponctués de grands équipements industriels ou énergétiques : usines, centrales nucléaires ou thermiques, aménagements hydrauliques, carrières, etc.

La qualité des ouvrages d'art, anciens ou contemporains, peut apporter une esthétique particulière liée avant tout à la monumentalité et aux prouesses techniques. Les modalités d'appréciation de ces paysages diffèrent selon qu'ils sont considérés par l'usager des infrastructures ou par le riverain.

Paysage de 'la vallée du Rhône en aval de Lorient'



La commune de Donzère s'inscrit parfaitement dans cette famille de paysage décrite par la DIREN, avec de nombreux grands aménagements marquant le paysage :

- le canal d'irrigation de Pierrelatte, initié dès 1689
- la construction de la voie ferrée Paris Lyon Marseille à partir de 1853 empruntant le défilé de Donzère
- de 1947 à 1952, le chantier du canal de dérivation du Rhône de Donzère à Mondragon
- puis les grands axes de communication routière et ferrée : déviation de la N7, autoroute A7 et LGV Rhône-Méditerranée.

1.2 - Paysage naturel et paysage urbain de Donzère

La commune de Donzère est en cours d'élaboration d'une AVAP (Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine). Cette démarche a donné lieu notamment à un diagnostic paysager dont les principaux éléments sont retranscrits ci-après.

S'inscrivant dans le paysage de la vallée du Rhône, la commune est caractérisée par le verrou rocheux du petit massif des Opillas et de Malataverne qui enserme le fleuve dans le défilé de Donzère. La vaste plaine agricole est délimitée, à l'ouest, par le rebord abrupt de la montagne ardéchoise et à l'est par la ligne des collines de la Garde Adhémar. C'est sur la ligne des reliefs secs des Opillas que s'appuie historiquement la ville. Au XXe siècle, elle s'est développée principalement en direction de la plaine mais aussi, de manière plus diffuse, sur le plateau des Opillas.

Le Rhône et le site du Défilé de Donzère

Le défilé de Donzère est un des grands sites de la Vallée du Rhône, secteur notamment protégé pour la qualité de son paysage. Le fleuve a creusé ici un profond et étroit couloir dans la masse calcaire qui prolonge le plateau ardéchois du Laoul, ou de Saint Rémèze, en travers de la vallée. Le caractère du site est donné par une ligne de puissantes falaises qui dominent sur plus d'une centaine de mètres de haut la rive gauche du fleuve. Au débouché du défilé à l'aval, point de franchissement bimillénaire du fleuve, le pont suspendu du Robinet construit en 1847 et la pyramide de l'ancien bac participent aussi à l'attrait du lieu. Le canal de Donzère à Mondragon qui sépare depuis 1952 les eaux du Rhône un peu plus à l'aval, offre un ensemble de vastes points de vue sur le fleuve et la plaine rhodanienne.

Sur la plaine rivulaire, le fleuve est bordé par une importante ripisylve. Elle est doublée par celle qui accompagne le tracé de l'ancien canal d'irrigation de Pierrelatte et par la trame des haies brise vent qui recoupent l'espace agricole des berges. Cette frange végétale et la coupure formée par les digues qui protègent la plaine, forment une barrière physique et visuelle importante entre le fleuve et la cité.

Celle-ci étant orientée perpendiculairement au fleuve, en retrait et en position d'abri sur son coteau, le défilé, son débouché et les paysages rivulaires des berges du Rhône, bien que tous situés à moins d'un kilomètre du centre de Donzère, n'offrent pas de covisibilité directe.

L'urbanisation contemporaine de Donzère s'est aujourd'hui étendue vers le fleuve, sur le coteau (Cité des Roches) et dans la plaine à l'abri de la digue (quartier du Mouton), sans toutefois être en contact direct avec les berges du fleuve.

La plaine de Donzère

La plaine alluviale du Tricastin développe un grand horizon cultivé mais aussi urbanisé au sud de Donzère, caractéristiques des paysages agricoles de la vallée du Rhône. La plaine offre des paysages de grandes parcelles de céréaliculture, de maraîchage et d'arboriculture structurées par des haies brise-vent de cyprès ou de peupliers. Les remembrements consécutifs à la mise en service du canal de Donzère-Mondragon ont fortement participé à agrandir l'échelle des parcelles, comme partout sur cette section de la vallée. Ce paysage toutefois toujours assez cloisonné offre de belles échappées visuelles sur les reliefs environnants et, dans l'axe de la N7, sur l'agglomération de Donzère. Les hautes digues boisées du canal de Donzère à Mondragon limitent la perception de la plaine alluviale à l'est et au sud.

L'urbanisation contemporaine (zone d'activités des Gresses) s'étire vers le sud, le long de l'axe de la N7. Ainsi les extensions urbaines ont engendrés une longue séquence de paysages périurbains, avant d'entrer réellement dans le bourg. En arrivant de l'est, par la D541 qui suit le pied des coteaux en limite nord de la plaine, l'espace agricole a été plus préservé. L'agglomération est cantonnée au-delà de l'intersection avec la N7, au débouché de la Combe Longue. Dans la traversée de la plaine, la N7 et, de façon moins marquée, la voie ferrée, sont axées sur Donzère. Plus au nord, l'ancienne route, axe historique du couloir rhodanien traversait la ligne des reliefs qui barrent la vallée par la combe des Riailles et longeait la porte Est de la cité historique entraînant la construction d'un petit quartier de faubourgs. Les tracés des grandes infrastructures de transport se sont ensuite déportés vers l'est : N7 (passant dans la Combe Longue) puis A7 et LGV.

Des collines calcaires et des plateaux alluviaux en arrière-plan

Toute la partie nord du territoire communal est établie sur de petits reliefs formant le verrou rocheux qui barre la vallée du Rhône. Le relief marqué par les hautes falaises du défilé forme ensuite un arrière-plan de petites collines qui culmine à 335 m. Le restant de cette ligne de relief qui ferme le nord de la plaine du Tricastin est constitué de terrasses alluviales riches en galets. Cet ancien niveau de dépôts fluviaux qui domine la plaine d'une soixantaine de mètres est entaillé par une série de combes qui délimitent autant de petits plateaux (d'est en ouest : Plateau des Chirouzes, Serre Braval, le Pinchinier, le Bois de la Vialle, le Devois et le plateau des Opillas). C'est sur le coteau sud de ce dernier qu'est installée la cité de Donzère. Le plateau du Devois et les autres, situés plus à l'est offrent actuellement de grandes étendues

de vignes et de boisements secs formés par des chênes verts. Le plateau des Opillas qui domine Donzère, ancien domaine pastoral de la cité, comprend de longue date des sites d'habitat isolé. À cette trame d'habitat traditionnel est venue s'ajouter au XXe siècle une urbanisation pavillonnaire diffuse qui a colonisé le paysage rural, de part et d'autre de la D144. Des lotissements récents s'étendent aussi actuellement presque en bordure du plateau au-dessus de la cité historique. Le parc du château et la partie haute du versant constituent un patrimoine d'espaces libres contribuant à préserver la qualité du site.

Le coteau de Donzère et la combe des Riailles

La morphologie particulière des coteaux, qui arrêtent nettement leurs petits plateaux alluviaux au-dessus de la plaine, caractérise le relief du site de Donzère. La cité médiévale est établie sous le coteau des Opillas, sur sa moitié inférieure. Le château et son parc dominant l'ensemble et le débouché de la Combe des Riailles. De part et d'autre de la cité, les rebords du plateau présentent des pentes raides où les couches de galet apparaissent.

La densité des boisements actuels de chênes blancs et de chênes verts qui occupent ces coteaux confère aux abords est et ouest du site historique un bel écrin arboré. Des petites combes incisent ce front de coteaux. Les plus importantes ont été empruntées de tout temps pour la traversée du massif. Plus à l'est de la ville, dans chacune des combes, ce front de terrasse alluviale a été largement exploité par des carrières de granulat.



Vue vers l'ouest, en direction du Rhône et du plateau ardéchois



Vue vers le sud sur l'urbanisation de la plaine

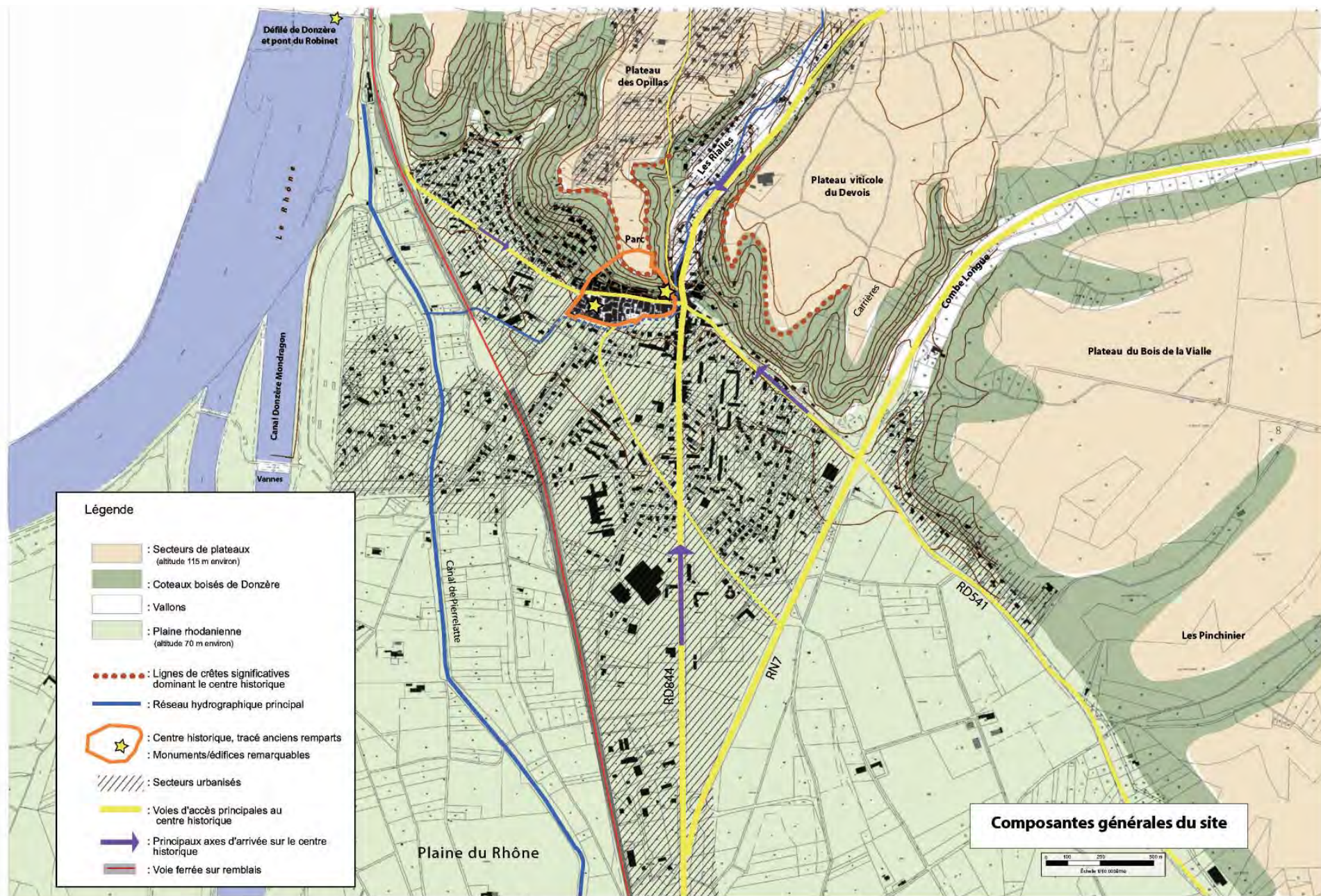


Vue vers l'est, en direction du plateau de Devois et du Bois de la Vialle



Vue vers le nord, en direction du plateau des Opillas

Composantes paysagères de Donzère



1.3 - Paysages remarquables

1.3.1 Paysages du centre historique

Des fronts d'urbanisation contemporaine en premiers plans et de rares vues lointaines sur le site d'origine

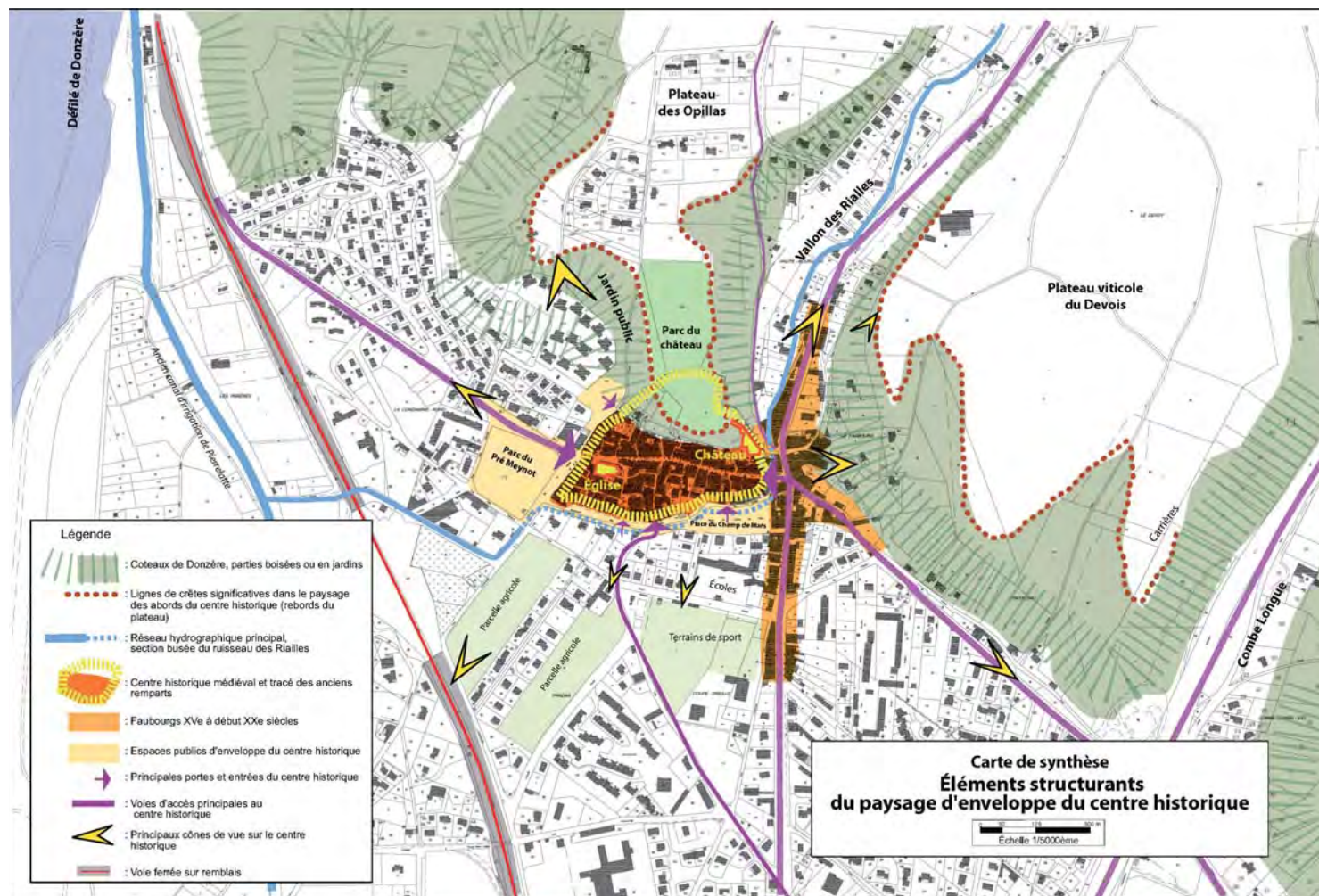
La cité historique étant installée sur la partie inférieure de son coteau, sa silhouette ne se détache pas fortement dans le paysage d'ensemble du site. La trame des haies brise-vent de l'espace agricole ferme aussi pour partie le paysage depuis le sud. Quelques points de vue lointains et élevés permettent toutefois de repérer la cité dans le paysage (autoroute A7, colline de la Garde Adémar, rebord du plateau ardéchois).

En approche depuis la plaine, les extensions successives viennent aujourd'hui en premier plan dans la plupart des perspectives d'approche sur la ville de Donzère. Seules émergent, au-dessus des fronts d'urbanisation récents, la ligne du rebord du plateau des Opillas et la silhouette du château dominée par les grands arbres du parc depuis la découverte offerte dans l'axe de la route nationale n°7 et de l'avenue de Königsberg. Le site du château est aussi très présent en descendant par le vallon des Riailles.

Perceptions depuis les espaces publics d'enveloppe du centre historique

Le centre historique se découvre principalement depuis les espaces publics qui le délimitent. Les points de vue les plus intéressants sont ceux qui donnent vue sur l'ancien rempart, offerts depuis les espaces naturels du coteau au nord-ouest de la cité médiévale. Les espaces publics qui ceignent l'ancienne ligne de remparts, Champ de Mars, boulevard des Barrys et parc du Pré Meynot, en permettent la découverte rapprochée ainsi que la perception de la silhouette de la haute ville. Le débouché des petites voies, rue Jules Ferrand notamment, qui relie les quartiers pavillonnaires aux espaces périphériques offre aussi quelques cadrages intéressants sur la cité ancienne.

Paysage d'entrée du centre historique



1.3.2 Paysage du défilé de Donzère : un site classé en cours d'élaboration

Depuis fin 2008, la DREAL (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) Rhône-Alpes a confié la réalisation d'une étude préalable au classement du défilé de Donzère, paysage régional emblématique. L'objectif est de définir les qualités paysagères et environnementales du site, d'analyser les enjeux et les dynamiques d'évolution et de proposer des orientations de valorisation et de gestion qui correspondent aux exigences de qualité recherchées. Elle vise également à la définition d'un périmètre de classement.

D'après les premiers résultats de l'étude, le choix a été fait côté Drôme de protéger suffisamment la crête de la falaise en prenant un recul équivalent à la bande boisée et aux premières terres agricoles du plateau. La zone ainsi délimitée sur les communes de Donzère et Châteauneuf-du-Rhône assure la protection paysagère du site avec suffisamment de recul pour ne pas craindre une altération visible de la rive ardéchoise du Rhône. Une limite se dessine aisément par la continuité de chemins nord-sud parallèles à la D144. Cette limite coïncide avec celle définie pour l'arrêt de protection du biotope des falaises du défilé de Donzère.

Limites pressenties du site classé sur le territoire donzérois :

- de la limite communale de Châteauneuf-du-Rhône à l'entrée de la zone urbaine de Donzère, la limite proposée suit un linéaire de fossés et de parcelles évitant la plupart des habitations (excepté quelques fermes anciennes et de caractère) ;
- sur le plateau, quelques ruines ou maisons abandonnées doivent pouvoir être réaménagées suivant des prescriptions respectant l'esprit du site ;
- la limite sud du défilé est marquée par les parcelles délimitant la zone urbanisée et le pied de la falaise ;
- à l'ouest, les parcelles du pied de la falaise au Rhône, assises de la voie SNCF et du chemin attenant, sont donc couvertes par le site ;
- au sud du pont du Robinet, le début du canal d'Orange devrait être intégré. La limite vers le sud suit le chemin du haut de berge jusqu'aux barrages, coupe le musoir et prend la pointe de la confluence du fleuve et du canal. De là, le point de vue sur l'ensemble du défilé est remarquable. Le cheminement du haut de berge permet ensuite de rejoindre le barrage de Viviers, où le périmètre de site classé rejoindrait la rive droite du Rhône, côté Ardèche.

2- LE PATRIMOINE

2.1 Les monuments historiques

L'ancienneté de l'occupation humaine à Donzère est attestée par la présence des vestiges archéologiques qui ont été découverts sur l'ensemble de son territoire. La situation privilégiée de la cité, en rive gauche du Rhône, favorisera son développement dès l'époque médiévale, expansion relayée ensuite par sa position en bordure de la grande voie de communication nord-sud. La physionomie du territoire communal a été profondément modifiée au cours du XXe siècle et seule demeure la forme urbaine du bourg, à l'intérieur des remparts. Les caractéristiques principales de cet ensemble urbain hérité du XIIe siècle constituent, de fait, un des fondements de l'identité de la commune. Forte de ce passé bimillénaire, la commune possède sur son territoire plusieurs **édifices ou éléments d'architecture protégés au titre de la loi du 31 décembre 1913**.

Trois édifices se situent dans le bourg ancien :

1. L'église paroissiale, propriété de la commune, a été classée monument historique par arrêté du 9 septembre 1908.
 2. Le château, construit au XVe siècle, remanié au XVIIIe et XIXe siècle, propriété privée, a été inscrit à l'Inventaire Supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 22 octobre 1971 pour ses façades et toitures.
 3. « L'ancienne gendarmerie », propriété privée, construite en tant qu'habitation au XVIIIe siècle a été inscrite à l'Inventaire Supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 23 février 1981 pour sa façade sur rue y compris le portail et sa grille, la toiture, l'escalier intérieur avec sa rampe en fer forgé
- Deux autres sont isolés, le pont se situe au débouché du défilé du Robinet, les vestiges de la villa gallo-romaine dans la plaine au sud, aujourd'hui entourés de constructions individuelles récentes :
4. Le Pont dit du Robinet sur le Rhône, et la pyramide de l'ancien bac, propriété du département, réalisés pour le pont entre 1845 et 1861, restaurés en 1945 ont été inscrits à l'Inventaire Supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 23 décembre 1985.
 5. Le site archéologique vinicole gallo-romain dit Le Mollard, a été classé monument historique par arrêté du 16 février 1994 pour la parcelle Z 218 renfermant le fouloir et les pressoirs du site vinicole. Un dernier édifice est en cours d'inscription à l'Inventaire Supplémentaire des monuments historiques :
 6. Il s'agit d'un moulin à vent, parcelle n°354, situé à l'ouest de la cité, dans le couloir de vents en bordure du plateau des Opillas, proche du quartier pavillonnaire de Beauvert.

Le classement d'un édifice génère un périmètre théorique de 500 mètres autour de chaque monument, à l'intérieur duquel l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France est requis pour toutes modifications (constructions et aménagements). Dans le centre ancien de Donzère, ces périmètres se superposent sur l'ensemble de la vieille ville et sa périphérie sans tenir compte des accidents de relief, des co-visibilités plus ou moins importantes, des caractéristiques bâties ou paysagères des zones incluses.

Deux **sites inscrits** parmi les sites pittoresques du département de la Drôme ont été institués pour préserver :

1. les abords du château et des remparts par décret du 16/10/1947, sur 11 hectares ;
2. le défilé du Robinet de Donzère le long du cours Rhône par décret du 22/03/1948, pour une surface de 48 hectares.

2.2 Le projet d'AVAP

L'aire de mise en valeur du patrimoine et de l'architecture (AVAP) a été instituée par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite Grenelle II. L'AVAP remplace la ZPPAUP qui était projetée sur le territoire de Donzère. Les AVAP sont un dispositif qui reste proche de celui des ZPPAUP. Leur but est de faire évoluer ces dernières pour améliorer les points suivants :

- une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux ;
- une meilleure concertation avec la population ;
- une meilleure coordination avec le Plan Local d'Urbanisme ;
- une plus grande précision des règles ;
- une modification des procédures d'instruction et de recours contre l'avis de l'architecte des Bâtiments de France.

Comme la ZPPAUP, l'AVAP est une servitude d'utilité publique annexée au PLU. Elle résulte d'un partenariat entre collectivité territoriale et Etat. Elle est constituée de 3 documents réglementaires : le rapport de présentation, le règlement et le document graphique.

Les nouveautés :

- l'AVAP est constituée sur la base d'un diagnostic prenant en compte à la fois le patrimoine et l'environnement ;
- elle intègre une obligation de compatibilité avec le PADD du PLU ;
- la concertation préalable avec la population est obligatoire ;
- l'instruction des demandes de travaux est accélérée (l'ABF se prononce dans un délai d'un mois) ;
- les procédures de recours sont modifiées ;
- les servitudes de protections des abords des monuments historiques (500m) sont suspendues uniquement dans le périmètre de l'AVAP, elles continuent à s'appliquer au-delà ;
- une commission locale est chargée d'assurer le suivi de la conception et de la mise en œuvre des règles applicables à l'AVAP.

2.3 L'archéologie

La protection du patrimoine archéologique est fondée sur la loi du 27 septembre 1941 qui soumet les fouilles à autorisation et au contrôle de l'Etat et assure la conservation des découvertes, lesquelles doivent être déclarées et peuvent faire l'objet d'un classement ou d'une inscription au titre des monuments historiques. La loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001, modifiée par la loi n° 2003-707 du 1er août 2003 relative à l'archéologie préventive rappelle que l'archéologie préventive a pour objet d'assurer, à terre et sous les eaux, dans les délais appropriés, la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement. Elle a également pour objet l'interprétation et la diffusion des résultats obtenus.

Au titre de la carte archéologique nationale, 32 entités archéologiques ont été répertoriées sur le territoire de Donzère :

- Robinet de Donzère, Défilé de Donzère, Les Roches : occupation (préhistoire indéterminée, néolithique, âge de bronze, âge du fer, gallo-romain, moyen âge, époque indéterminée), grotte sépulcrale (gallo-romain, moyen âge) ;
- Les Opillas : somment fortifié (âge de bronze) ;

- Le Molard, nord du Grand Gresse : villa, viticulture, production métallurgique, dépôt monétaire, nécropole (gallo-romain), ferme (moyen âge)
- Défilé de Donzère : occupations (néolithique, âge de bronze, âge de fer, gallo-romain)
- Le Bayard : occupation (âge du bronze)
- Javelin : ferme (moyen âge)
- La Tuilerie : atelier de terre cuite architecturale (gallo-romain ? Époque moderne – époque contemporaine)
- Les Boisniers, ouest des Sueurs : cimetière (moyen âge)
- La Montagne, Firminas, Les Fermines, Les Opillas, Les Bouchillons : extraction ? (âge du fer), villa, bains privés, aqueduc, entrepôt, caniveau, parcellaire (gallo-romain), habitat (moyen âge), parcellaire (époque indéterminée)
- Combe-Longe, Blache de Bas : entrepôt ? Atelier de terre cuite architecturale ? (gallo-romain)
- Ville : habitat, rue, aqueduc, occupation, citerne, thermes, nécropole, dépôt monétaire (galloromain), agglomération secondaire ? (gallo-romain – moyen âge), château fort, bourg castral, enceinte urbaine, tours, église, monastère, prieuré, sarcophage (moyen âge), occupation, caniveau (époque indéterminée)
- Les Riailles, NE du Devois : occupation (gallo-romain)
- La Laurence : occupation -gallo-romain)
- Barrage du canal de Donzère-Mondragon : occupation (gallo-romain)
- Grands Boisniers, Saint-Christophe : occupation (gallo-romain)
- Chevière : ferme (moyen âge)
- Le Creux du Merle : nécropole (gallo-romain)
- Saint-Saturnin, Saint-Savornin : gisement paléontologique (paléolithique), oppidum (âge de fer), occupation (préhistoire indéterminée, gallo-romain),
- enceinte, chapelle (moyen âge)
- Le Plan, près des Lignières : villa (gallo-romain)
- Saint-Christol, Saint-Christophe : occupation (gallo-romain), église, cimetière (moyen âge)
- Bognet, Saint-Christophe : occupation (gallo-romain)
- Robinet de Donzère, Sous les Roches : port, habitat (moyen âge)
- Borniers : occupation (gallo-romain)
- L'Enclos, nord-est du Grand Gresse : occupation (gallo-romain)
- Bastet, Borniers : habitat (gallo-romain)
- Coupe-Oreille, Molard, Coudoulet : nécropole (gallo-romain)
- Javelas, Les Roches nord : oppidum ? sommet fortifié ? (âge du fer), structure agraire (époque indéterminée)
- Les Condamines, quartier Saint-Benoît, cimetière, Coupe-Oreille : construction, nécropole (galloromain), église, basilique, chapelle, cimetière, sarcophage, monastère ? (moyen âge), occupation (époque indéterminée)
- Le Grand Gresse : habitat (moyen âge)
- Les Brugières : villa (gallo-romain)
- La Théolière, nord-est du bourg : habitat (moyen âge)
- De Malataverne vers La Garde Adhémar, par Les Brugières, Bois des Mattes, Le Logis de Berre : voie (gallo-romain)

Le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive prévoit l'instauration de zones de saisine par arrêté du préfet de région. Les demandes d'autorisation d'urbanisme situées à l'intérieur des zones archéologiques de saisine définies par arrêté préfectoral doivent être communiquées au Préfet de Région (DRAC, service régional de l'archéologie) qui pourra prescrire les mesures d'archéologie préventive prévues par le code du patrimoine.

2.4 Autres éléments du patrimoine

Certains éléments témoignent de la qualité du patrimoine, sans pour autant faire l'objet de protection spécifique. Il s'agit par exemple de l'ancienne chocolaterie des moines d'Aiguebelle et son parc. Ces éléments font l'objet d'une protection spécifique au titre de l'article L123-1-5 7ème alinéa du code de l'urbanisme.

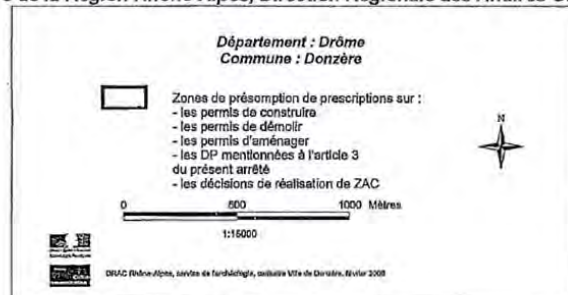
Carte des entités archéologiques



Zones de présomption de prescriptions archéologiques (Préfecture de la Région Rhône-Alpes, Direction Régionale des Affaires Culturelles)



Zones de présomption de prescriptions archéologiques
 (Préfecture de la Région Rhône-Alpes, Direction Régionale des Affaires Culturelles)



Vu pour être annexé
 à l'arrêté n° 09-157
 du 28/04/2009

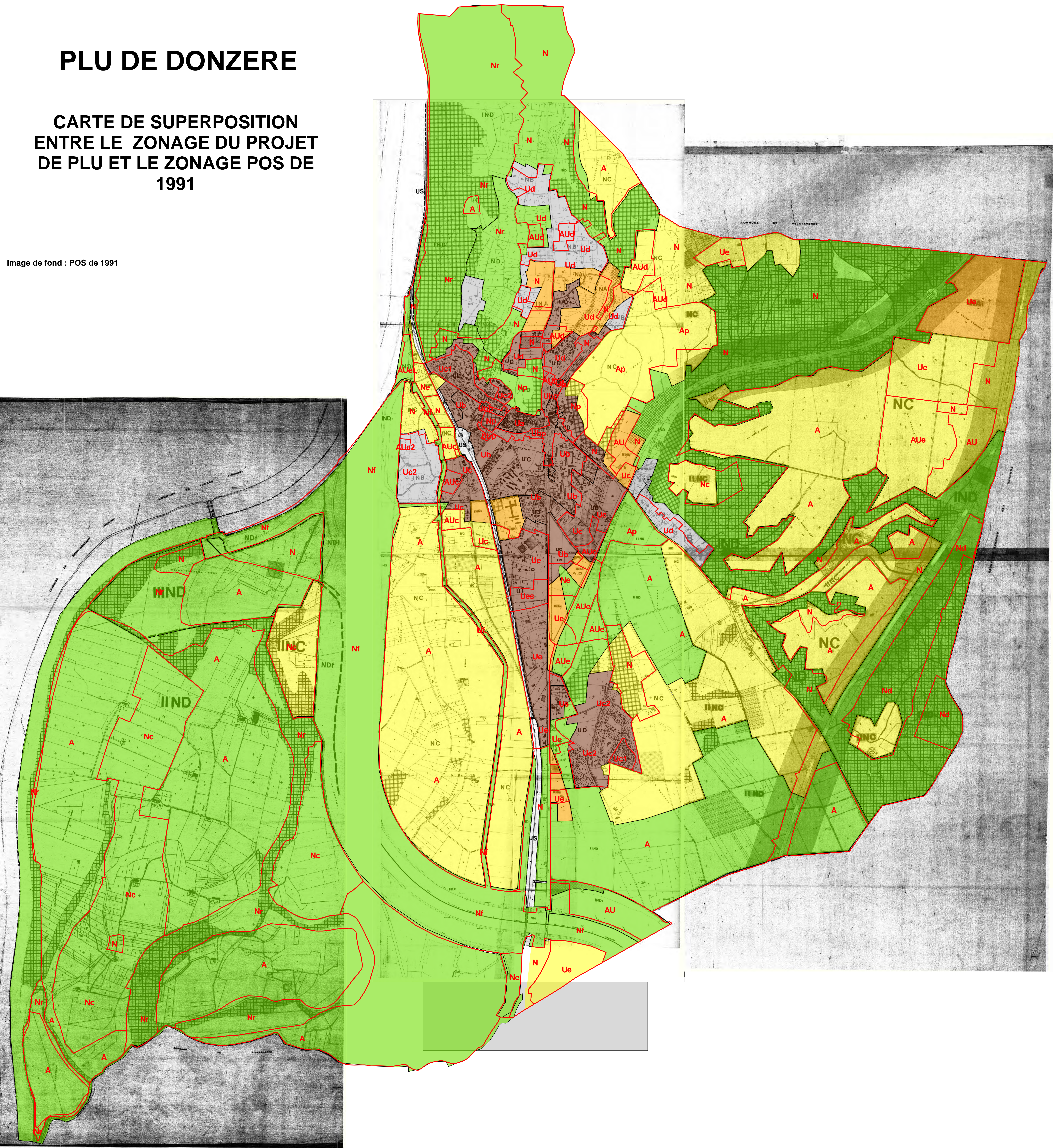


ANNEXE

PLU DE DONZERE

CARTE DE SUPERPOSITION ENTRE LE ZONAGE DU PROJET DE PLU ET LE ZONAGE POS DE 1991

Image de fond : POS de 1991





Plan local d'urbanisme (PLU)

Ville de Donzère

Pièce n°1 : Rapport de présentation

Partie 2 : Etat initial de l'environnement

Plan Local d'Urbanisme approuvé le	03.03.2012
Révision simplifiée n°1 approuvée le	27.02.2014

1. Le territoire dans ses limites physiques

1.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune de Donzère est située à 13 km au Sud de Montélimar et à 8 km au Nord de Pierrelatte respectivement en rive gauche du Rhône sur sa partie Nord et en rive gauche du canal de Donzère-Mondragon pour sa partie Sud.

Le territoire couvre une superficie de 3 067 hectares et comptait fin 2007 une population qui atteignait les 5 000 habitants.

La commune de Donzère fait partie géographiquement de l'arrondissement de Nyons et plus particulièrement du canton de Pierrelatte qui rassemble en plus de la commune de Donzère, les communes de La Garde-Adhémar, Les Granges-Gontardes et de Pierrelatte (chef lieu).

Donzère est riveraine d'un ensemble de huit communes, à savoir : Saint-Montan à l'Est, Viviers au Nord-Est, Chateauneuf-du-Rhône au Nord, Malataverne au Nord-Est, Les Granges-Gontardes à l'Est, La Garde-Adhémar au Sud-Est, Pierrelatte au Sud et Bourg-St-Andéol au Sud-Ouest.

Le nom de la ville est généralement associé au canal de Donzère-Mondragon, grande dérivation artificielle réalisée sur le Rhône, mais aussi au défilé de Donzère qui marque le dernier passage encaissé du Rhône avant qu'il ne rejoigne la mer Méditerranée. Ce défilé, où le Rhône longe en rive gauche d'abruptes falaises sur près de 3 kilomètres, aussi appelé le "Robinet", marque la limite septentrionale, dans la vallée du Rhône, du climat méditerranéen pour ses caractéristiques d'ensoleillement et de cultures, notamment de l'olivier.

1.2. CONTEXTE TOPOGRAPHIQUE

La majorité du territoire communal est constituée par la plaine alluviale du Rhône, appelée également plaine alluviale du Tricastin. Son altimétrie varie d'Est en Ouest de 61 à 100 mètres en ne proposant qu'une très faible pente. Cette plaine est délimitée, d'un point de vue extra-communal, à l'Ouest en rive droite du Rhône par le rebord abrupt de la montagne ardéchoise et à l'Est par la ligne des collines de la Garde Adhémar.

Les principaux reliefs sont situés au Nord du territoire communal par des pentes relativement fortes constitutives du flan Ouest de la colline du Navon. Cette colline atteint par la suite une altitude de 335 mètres au droit de la commune de Chateauneuf-du-Rhône. Le restant de cette ligne de relief qui ferme le Nord de la plaine du Tricastin est constitué de terrasses alluviales qui domine la plaine d'une soixantaine de mètres et qui sont entaillés par une série de combes qui délimitent autant de petits plateaux (d'Est en Ouest : Plateau des Chirouzes, Serre Braval, le Pinchinier, le Bois de la Vialle, le Devois et le plateau des Opillas). C'est sur le coteau Sud de ce dernier qu'est installée la cité de Donzère.

La morphologie particulière de ces coteaux qui délimitent nettement les terrasses alluviales et la plaine alluviale du Tricastin est une des caractéristiques majeures du relief du site de Donzère.

Enfin, les falaises du verrou rocheux du massif des Opillas et de Malataverne barrent la vallée et enserrant le Rhône dans le remarquable défilé de Donzère.

1.3. CONTEXTE GEOLOGIQUE

Sur ce territoire, le Rhône creuse durant l'Ere Quaternaire un lit étroit dans le calcaire Urgonien de sa moyenne vallée pour former entre Viviers et Donzère le défilé du Robinet. Ce tronçon présente un cours

rectiligne avec une pente assez faible, mais à son débouché, le dénivelé s'accroît fortement sur la vaste dépression du Tricastin où les alluvions vont se déposer durant les périodes glaciaires

contribuant à la création de vastes terrasses fertiles, s'étagant suivant les couloirs d'érosion. Dans ces terrains meubles, le fleuve divague et se divise en brassières et en îles enserrant des îles.

Creusée dans les calcaires et grès crétacés, la vallée a été par la suite remblayée par des dépôts sableux et marneux, puis comblée par des alluvions d'origine fluvio-glaciaire ou fluviale. Les alluvions ont modelé plusieurs terrasses : une haute terrasse (100 mètres au dessus de la vallée), une basse terrasse à l'Est dominant la vallée de 8 à 15 mètres et les lits majeur et mineur du fleuve.

Les formations géologiques rencontrées sont les suivantes (par ordre chronologique) :

Les marnes colorées du Stampien

C'est un ensemble de couches diversement colorées (rouge, jaune, vert, blanc), constituées d'argiles marneuses, de marnes, de marnes sableuses, de grès marneux, avec quelques bancs calcaires.

Les calcaires urgoniens :

Le Barrémien supérieur est sous le faciès Urgonien. Ce sont des calcaires blancs massifs, très durs, marmonéens, à sections de Rudistes, épais d'environ 250m.

C'est à l'Ere Quaternaire que le réseau hydrographique actuel se réalise. Le Rhône, fleuve puissant et à la pente très forte, creuse un lit étroit dans le calcaire Urgonien de la moyenne vallée, ce qui va former le "Défilé" de Donzère. Au défilé, ils forment une puissante falaise de calcaires blancs ou un peu rosés, massifs à pâte fine ou cristalline contenant des coquilles de lamellibranches vivant en milieu récifal (les rudistes).

La moyenne terrasse Rissienne

D'altitude variant entre 60 et 80m, elle est essentiellement composée de galets enrobés dans une matrice sablo-argileuse. Le matériel provient en grande partie du remaniement des galets de la terrasse villafranchienne.

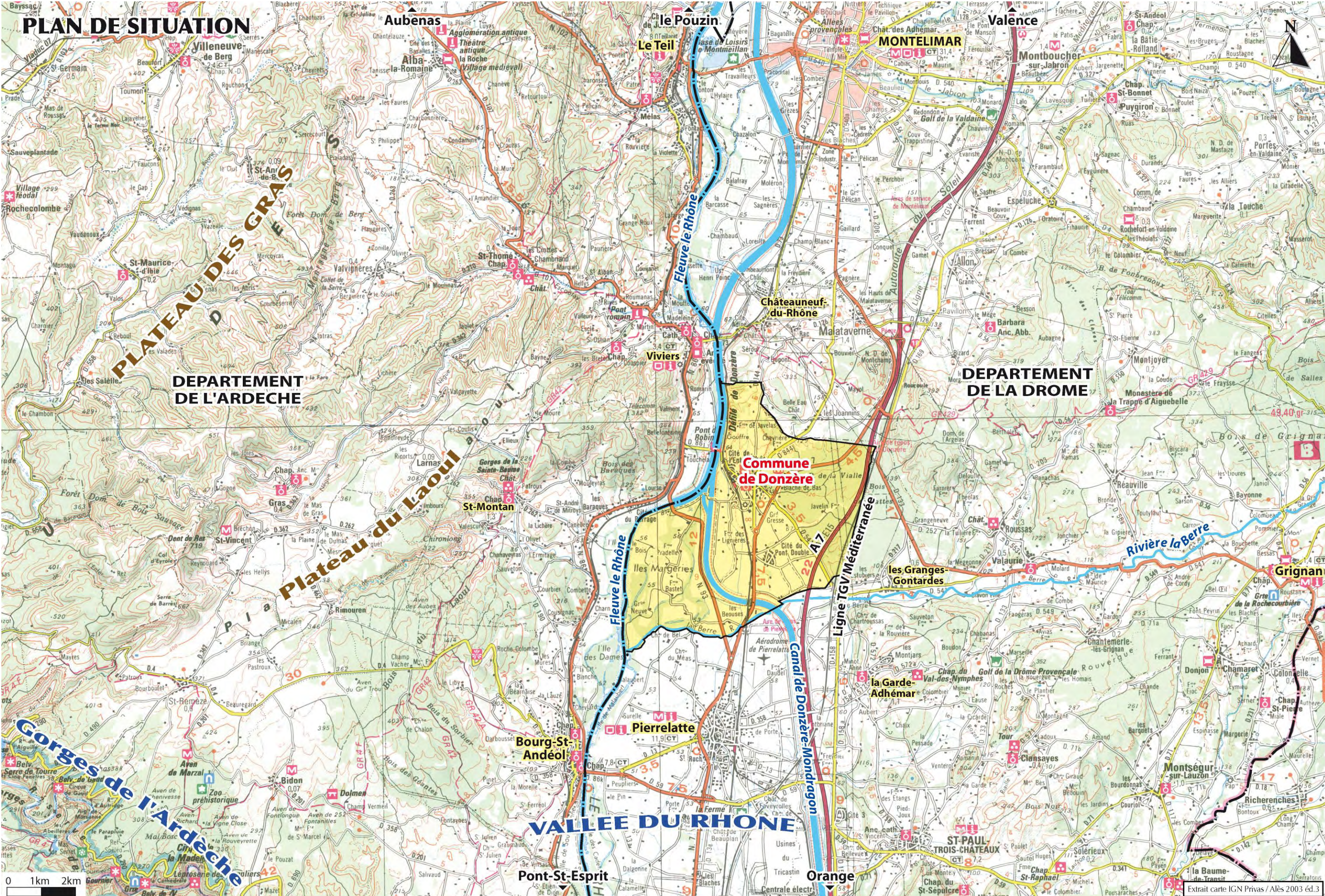
Le lambeau du plateau des Echirouzes très étendu entre Donzère et les Granges-Gontardes présente une belle coupe dans une carrière en exploitation entre Donzère et la RN 7. On y voit les alluvions blanches dans leur épaisseur affectées par une rubéfaction sur leurs 2 à 3 mètres supérieurs. Ce phénomène témoigne des conditions climatiques de l'interglaciaire Riss-Würm.

La basse terrasse du Würmienne

La basse terrasse est séparée des alluvions récentes sur quasiment toute la longueur du canal de Donzère-Mondragon dont le tracé ne s'écarte du talus de raccordement qu'entre la Cité du Pont-Double et Donzère. Cette terrasse est dominée d'une cinquantaine de mètres par la nappe du niveau moyen.

Les alluvions récentes

Elles sont constituées par la nappe alluviale et éluviale de cailloutis et limons dont la mise en place est postérieure à la dernière glaciation. Elles sont généralement constituées par des sables, des graviers et des galets de nature variées (calcaires, quartzites, roches éruptives, ou métamorphiques) qui constituent le réservoir de la nappe alluviale. On peut trouver tous les constituants intermédiaires entre le sable fin et les gros galets. Les graviers et les gros galets semblent se situer préférentiellement dans les anciens chenaux. Cette formation, très perméable, est le plus souvent recouverte par les limons de débordement d'épaisseur variable (1 à 7m) mais dont l'épaisseur moyenne est de 4m.



1.4 CONTEXTE CLIMATIQUE

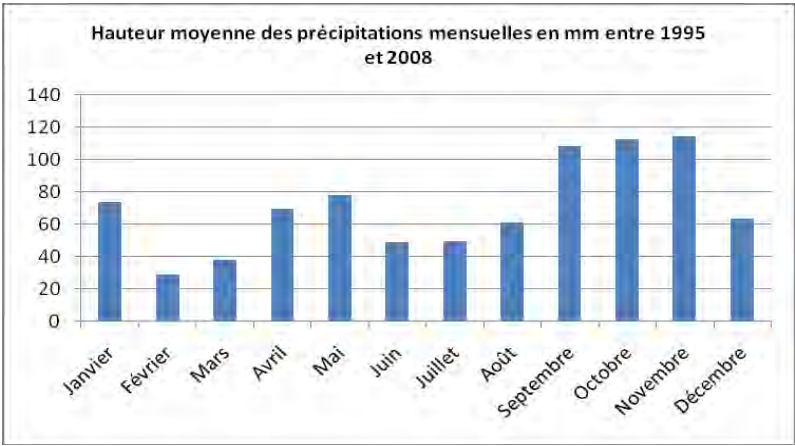
Le département de la Drôme est une zone de transition entre le climat lyonnais sous influences océaniques et continentales au nord et le climat méditerranéen de la Provence au sud. En vallée du Rhône, cette rencontre des masses d'air méditerranéen doux et humides avec l'air plus froid venu du nord donne parfois lieu à des épisodes pluvieux et orageux particulièrement intenses, ces épisodes sont parfois même neigeux en hiver.

Au sud du défilé de Donzère, le climat de la vallée du Rhône est méso-méditerranéen avec renforcement du mistral et une sécheresse d'été plus affirmée, les orages d'été sont plus rares. Le maximum pluviométrique d'automne devient plus net et celui de printemps diminue. Les hivers deviennent plus doux que dans le nord du département.

1.4.1 Les précipitations

La pluviosité à Donzère avoisine la moyenne française (900 mm) avec une hauteur de précipitation moyenne annuelle de 848 mm. D'après les données de Météo France de 2008, on compte annuellement entre 1995 et 2008 environ 74 jours de pluie dont la hauteur dépasse les 1mm et 25 jours ou celle-ci est supérieure à 10 mm. Cette remarque souligne le fait que les pluies plus abondantes sont localisées sur des temps restreints, reflet du climat méditerranéen de la commune.

Les précipitations de forte intensité se produisent de préférence en automne ou en hiver, mais peuvent aussi se produire en été sous orage près des reliefs.



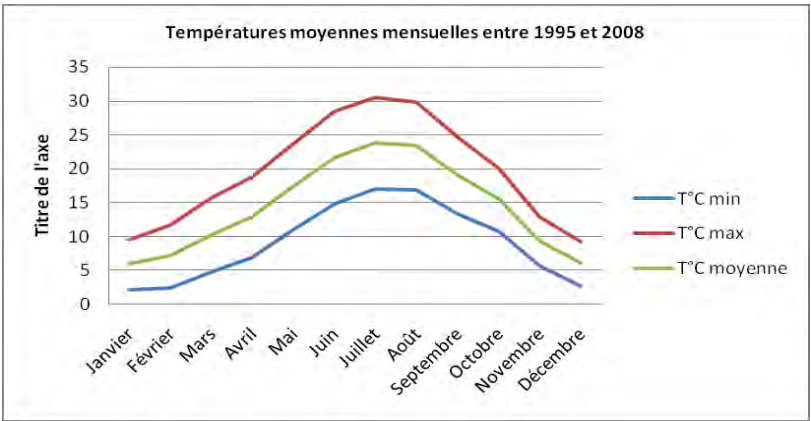
Les gelées et jours d'enneigement sont faibles. Pour la même période, le nombre moyen de gel est estimé à 29 jours et les fortes gelées (inférieure à 5°C) à 1.4 jours.

1.4.2 Les températures

La moyenne annuelle des températures atteint les 14.3 °C (moyenne française 12.5°C). La moyenne mensuelle varie entre 5,9 °C en Janvier et 23,8 °C en Juillet ; les minimas et maximas observés atteignent respectivement les -9°C (le 2 janvier 2002) et les 29,9°C (le 2 juillet 2006). Le nombre moyen de jour chauds, c'est-à-dire supérieurs à 25°C sont de 111 jours par ans et le nombre moyen de jour chauds, c'est-à-dire supérieurs à 30°C sont de 50.6 jours par ans. Les valeurs expriment une tendance méditerranéenne ; plus précisément, elles correspondent à un climat Préalpin avec des chaleurs printanières tardives.

Températures moyennes mensuelles entre 1995 et 2008

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	
T mini	2.2	2.5	4.8	7.0	11.0	14.8	17.0	16.9	13.4	10.7	5.7	2.7	9.1
T maxi	9.5	11.7	15.7	18.8	23.8	28.5	30.6	29.9	24.7	20.1	12.9	9.2	19.6
T moyenne	5.9	7.1	10.2	12.9	17.4	21.6	23.8	23.4	19.0	15.4	9.3	6	14.3



1.4.3 Ensoleillement

La durée moyenne d'insolation à Donzère n'est pas connue pour la période 1995 / 2008 hormis pour les mois de janvier à juin. En revanche on constate que ces rares données sont légèrement supérieures à celle de Montélimar, commune qui possède une durée d'insolation annuelle moyenne de 2412,8. Si l'on compare ces valeurs à la ville de Toulouse par exemple, 2010 h, on peut donc en conclure que la durée d'insolation à Donzère est relativement élevée.

L'Irradiation Globale Horizontale est estimée à 1457 kWh/m2/an (524 115 Joules/cm²/an).

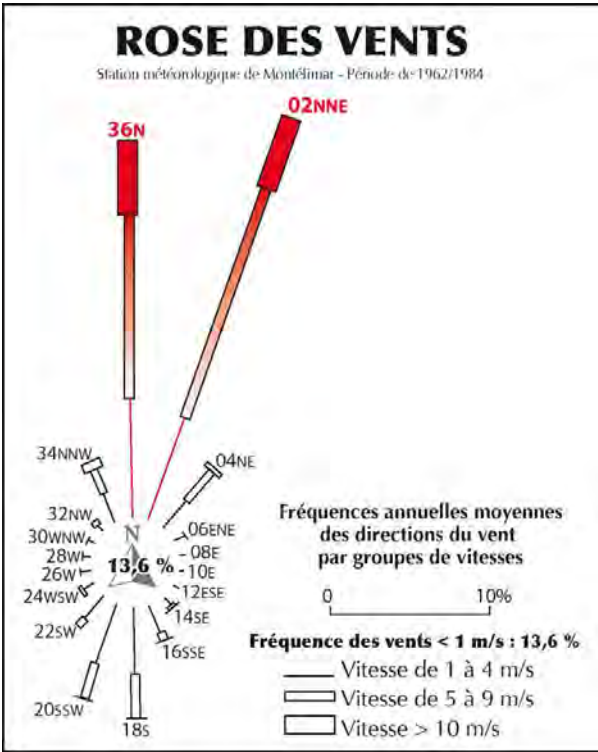
1.4.4 Les vents

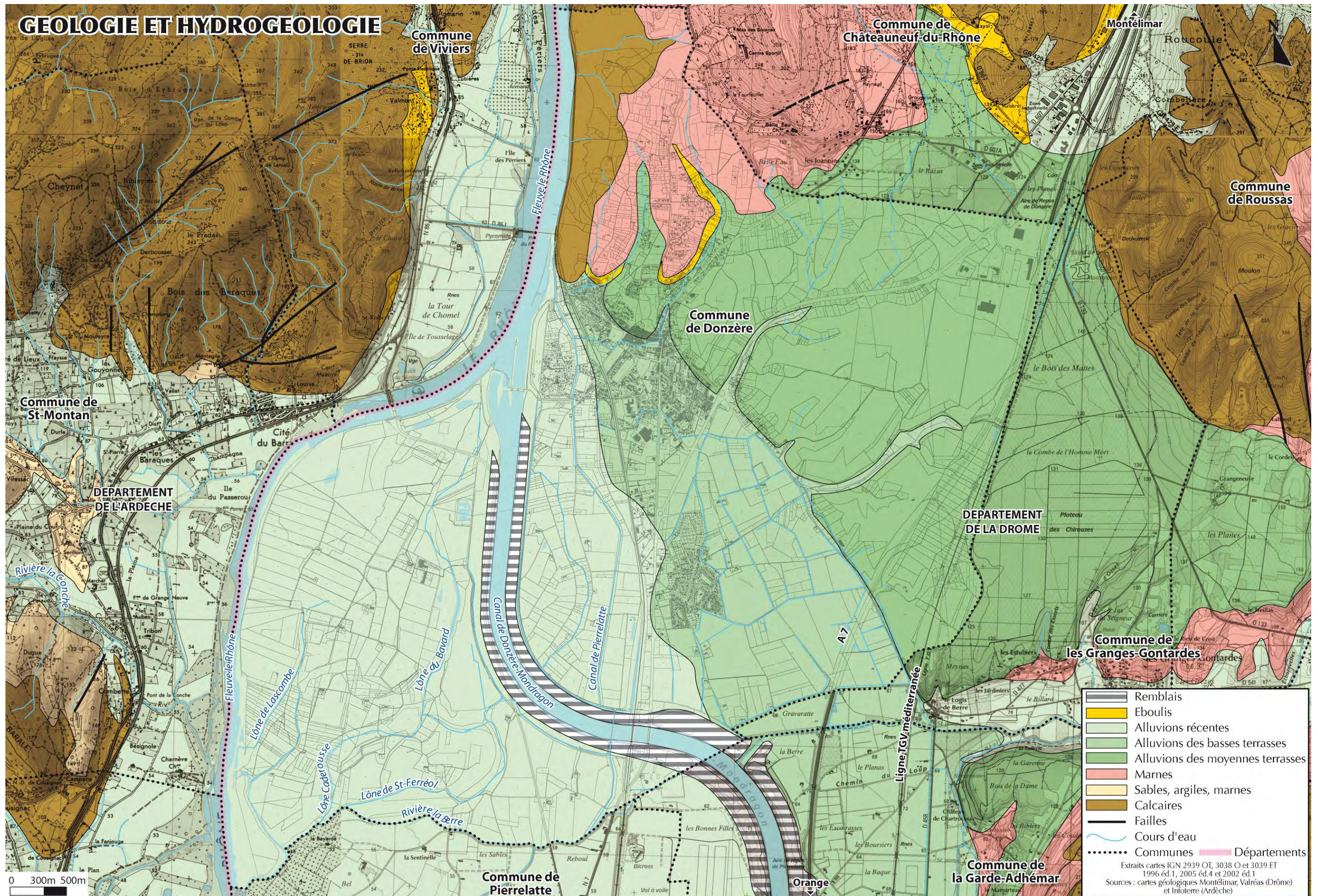
Actuellement, il n'existe pas de station météorologique de mesure des vents située à proximité de la commune de Donzère, la plus proche étant celle du Montélimar

La rose des vents établie sur la station météorologique de Montélimar sur la période 1997 – 2006 révèle que Donzère, comme l'ensemble de la vallée du Rhône, est essentiellement soumis au Mistral, qui souffle en moyenne 112 jours par an.

Les vents dominants proviennent du Nord-Nord-Est. 5,6 % des vents ont une puissance supérieure à 8 m/s (28,8 km/heure).

C'est en janvier et février que souffle le plus souvent le Mistral.





2. Le patrimoine naturel

2.1. LE MILIEU NATUREL

2.1.1. Inventaires et protections

2.1.1.1. Protections réglementaires

L'arrêté préfectoral de protection de biotope du Défilé de Donzère et de Châteauneuf du Rhône

Le territoire de Donzère est concerné par un secteur d'arrêté préfectoral de biotope, sur le plateau des Opillas et les falaises du défilé du Robinet de Donzère.

L'arrêté n° 07-1685 du 04 avril 2007 concerne une superficie 262,27 hectares qui se développent sur les communes de Châteauneuf du Rhône et de Donzère. L'objectif vise à préserver l'ensemble des biotopes constitués par le Robinet de Donzère, et le secteur des Roches, Malemouche et les Oliviers sur la commune de Châteauneuf du Rhône afin de prévenir la disparition d'espèces protégées.

La présence de 64 plantes rares ou protégées sur les 272 espèces végétales recensées a motivé la mise en place de cet arrêté de biotope. On retrouve par exemple les Cistes (blanc, de Crète), la vigne sauvage, l'Aphylante de Montpellier, l'Euphorbe characias, le Dorycnium, la Biscutelle à feuilles de chicorée, l'Alysson à gros fruits, la Bonjeanie hirsute et de nombreuses orchidées.

Le secteur comprend des falaises et des grottes qui représentent un habitat favorable au maintien de plusieurs espèces animales, notamment du Grand Rhinolophe dont le remaniement fréquent de l'aire de reproduction a contribué à la diminution considérable des effectifs. Le plateau calcaire offre aussi une exceptionnelle richesse de milieux naturels, c'est un des derniers espaces préservés de la vallée du Rhône. Ils constituent, de ce fait, une zone de refuge pour un grand nombre d'espèces animales et végétales sur cette limite septentrionale de la garrigue à chêne kermès, caractéristique du monde méditerranéen. Les oiseaux, tels que les fauvettes méditerranéennes, le merle bleu ou encore le guêpier d'Europe sont bien présents sur ce secteur.

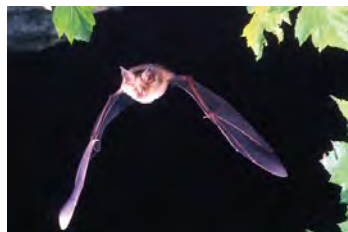
Afin de garantir l'équilibre biologique des milieux naturels et d'assurer la préservation et la tranquillité des espèces animales et végétales protégées, les activités suivantes sont interdites sur le site : la modification de la topographie de la zone, la transformation des formations végétales existantes, l'organisation de manifestations publiques ainsi que la circulation de tout véhicule motorisé. L'escalade est interdite de décembre à juillet et la spéléologie dans la grotte à chauves-souris est interdite du 15 avril au 15 octobre. Les pratiques de la chasse continuent de s'exercer librement, dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur.



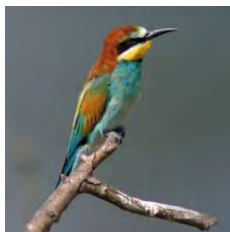
Biscutelle à feuilles de chicorée



Euphorbe characias



Le Grand Rhinolophe



Guêpier d'Europe

Les sites inscrits

La commune de Donzère comporte deux sites inscrits à l'inventaire des sites pittoresques de la Drôme depuis une quarantaine d'années :

- L'ensemble formé par les remparts, le château et leurs abords immédiats a été inscrit par décret du ministre en charge des sites le 16/10/1947. Sa superficie représente 11 hectares et est délimitée au sud par la rue de la Double et la calade Claude Tournon, à l'est le chemin du paradis, au nord le plateau boisée et à l'ouest une partie du versant du plateau des Opillas où se situait l'ancienne ballastière jusqu'à englober le parc Meynot. Toutefois, une opération récente de lotissement y a été réalisée dans sa quasi-totalité, confrontant la ligne de rempart ouest.
- L'arrêté ministériel du 22/03/1948 a, quant à lui, inscrit le défilé du Robinet de Donzère le long du cours du Rhône. La mesure de protection porte sur 48 hectares qui comprennent outre les terrains situés sur le plateau dans le quartier des Roches, le plan d'eau du Rhône, les falaises et les terrains appartenant à l'État et à la S.N.C.F., à l'exception de l'emprise même de l'ex-route nationale n° 86 en rive droite et de la voie ferrée.

Les sites inscrits ont été conçus à l'origine comme une mesure préalable au classement d'un site emblématique, tel est l'objet de la loi du 2 mai 1930 relative aux sites classés et inscrits.

L'inscription d'un site est devenue dans la pratique administrative une reconnaissance de la qualité d'un territoire, sans que la préservation de cette qualité ne justifie une centralisation de la gestion.

L'inscription acte l'intérêt paysager d'un territoire et la volonté de l'État de veiller au côté des communes à une gestion qualitative de son évolution. En substance, l'inscription entraîne, sur les terrains compris dans le périmètre fixé par l'arrêté, l'obligation pour les intéressés de ne pas procéder à des travaux autres que ceux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal en ce qui concerne les constructions sans avoir avisé, quatre mois d'avance, l'administration de leur intention. Ainsi toute modification de l'état des lieux doit être précédée de l'avis de l'architecte des bâtiments de France ou de son accord, dans le cas d'une démolition.

2.1.1.2. Inventaire et mesures de gestion

Le réseau NATURA 2000

La commune de Donzère comporte une partie du Site d'Importance Communautaire, dénommé « Milieux alluviaux du Rhône aval » référencé FR8201677, inscrit dans le réseau Natura 2000, suivant proposition de la France à l'Europe en avril 2002.

Ce site de 2 112 hectares s'étend pour 56 % sur le département de la Drôme et 44 % sur celui de l'Ardèche. Sur la commune de Donzère, il comporte le lit majeur du Rhône depuis la sortie du défilé du Robinet avec une étroite bande de terres en jonction, au niveau des îles de Margerie, vers la rive ouest du canal de Donzère à Mondragon qu'il englobe.

Une mise à jour des données est intervenue en avril 2005. Le Rhône a, au cours de son histoire, créé un ensemble diversifié d'écosystèmes très originaux dont les principales richesses sont liées à la dynamique de ce grand fleuve capricieux.

Nous avons ici les derniers massifs de forêt alluviale non protégée de la moyenne vallée du Rhône où se développe la lamproie mais aussi l'apron, poisson d'eau douce endémique du bassin du Rhône qui est en train de disparaître, ainsi qu'une population importante de castors.

Le Rhône et sa vallée constituent aussi la principale voie de communication entre l'Europe du Nord et du Sud. C'est un axe marqué par une forte implantation humaine, mais aussi une ressource en eau importante puisque la nappe alluviale alimente en eau près de deux millions de personnes.

Globalement, le site est constitué de :

- Forêts mixtes pour 34 %
- Terres arables pour 13 %
- Terrains incluant des zones urbanisées et industrielles, routes, décharges, ..., pour 11 %
- Pelouses sèches pour 4 %
- Forêt artificielle en monoculture comme les plantations de peupliers pour 2 %
- Vergers, vignes, ... pour 1 %

Le Document d'Objectif (DocOb) du site Natura 2000 FR8201677 « Rhône Aval » a été validé le 12 décembre 1998 et a été mis à jour en 2007 et validé en comité de pilotage le 03 juillet 2007. Il a été établi par l'association des amis de l'île de la platière, actuellement animateur de ce site NATURA 2000. Le rôle d'animateur correspond à la mise en place et du suivi des dispositions du DocOb en temps que gestionnaire associé.

Les Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique

Z.N.I.E.F.F. de type I N° régional : 26010009, intitulée Robinet de Donzère

Cette Z.N.I.E.F.F s'étend sur les communes de Donzère, Chateauneuf-du-Rhône et Malataverne pour une superficie totale de 365,10 hectares.

Au sud de Montélimar, les falaises imposantes du Robinet de Donzère dominent d'une centaine de mètres les eaux du Rhône. Les Martinets à ventre blanc frôlent la paroi blanche à toute vitesse. Choucas et Faucon crécerelle tournoient à proximité des falaises, et se posent près des trous où ils nichent. Le Merle bleu ou le Grand-duc sont par contre des hôtes plus discrets. Le premier niche sur les falaises calcaires méditerranéennes, comme celles des Calanques. C'est un oiseau assez farouche, au plumage magnifique, qui se repère assez difficilement dans la paroi.

Les falaises abritent également l'une des seules stations drômoises d'Alysson à gros fruits (appelées aussi Corbeille d'argent à gros fruits), espèce végétale endémique des falaises calcaires françaises, présente de Donzère aux Pyrénées en passant par les gorges de l'Ardèche, et signalée ici dès 1935.

Le plateau calcaire est couvert d'une garrigue dense et de boisements de Chêne vert, composés de diverses espèces méditerranéennes : Genévrier oxycèdre (ou Cade), Pistachier térébinthe, filaires, Nerprun alaterne, Genévrier de Phénicie. Des pelouses sèches abritent le Thym vulgaire et des orchidées.

Le défilé de Donzère constitue la limite septentrionale de la garrigue à Chêne kermès, caractéristique du climat méditerranéen. Cette brousse dense, épineuse et peu pénétrable, étale ses placages sur les pentes érodées et ensoleillées du plateau. Les chants brefs et saccadés des fauvettes méditerranéennes, Fauvette passerinette et Fauvette mélanocéphale surtout, y retentissent dès mars ou avril.

Les chauves-souris sont bien représentées avec notamment une cavité présentant un intérêt de niveau national pour celles-ci, avec l'observation d'effectifs importants appartenant à trois espèces différentes, notamment le Minioptère de Schreibers.



Alysson à gros fruits



Fusain à larges feuilles



Polystic à aiguillons



Martinet à ventre blanc

Z.N.I.E.F.F. de type I N° régional : 26010014, intitulée « Vieux Rhône et îles du Rhône de Viviers à Pont-Saint Esprit »

Cette Z.N.I.E.F.F d'une superficie totale de 869,85 hectares s'étend sur les communes de Donzère et Pierrelatte en ce qui concerne la Drôme et sur les communes de Bour-Saint-Andeol, Saint-Just, Saint-Marcel-D'Ardèche, Saint-Montant et Viviers en ce qui concerne l'Ardèche.

Le site s'étire dans l'ancien lit du Rhône, des environs de Viviers, au nord, à Pont-Saint-Esprit, située plus en aval du fleuve. Au nord, les anciennes îles des Margerites occupent une vaste surface à la séparation du canal de Donzère-Mondragon avec le Rhône. De nos jours cultivées, elles conservent des vestiges du Rhône d'autrefois le long de la "lône" (anciens bras du fleuve, parfois restés en connexion avec ce dernier) du Bayard, et sur de petits bras d'eau secondaires.

Plus au sud, d'autres îles (île de Calameau, îles des Dames, île de Malaubert, île du Carré...) ceinturées de îles (lône de la Grange écrasée, lône des joncs...) rappellent l'activité ancienne du fleuve et son action sur les paysages.

La ripisylve (galerie forestière bordant les cours d'eau) originelle, adaptée à l'inconstance du fleuve, occupait le lit du Rhône naturel sur toute sa longueur. Elle est, aujourd'hui, réduite à des lambeaux qui jalonnent, tels des radeaux de verdure, les berges du fleuve. Cette forêt riveraine, étagée sur plusieurs strates, des fourrés aux plus grands arbres, est un milieu encore primaire où s'exprime la diversité animale et végétale.

De nombreux arbres : Saule blanc, Peuplier noir et Peuplier blanc, Frêne élevé et Frêne à feuilles étroites, Aulne blanc et Aulne glutineux... forment la strate supérieure. La flore est mal connue, mais le rare Butome en ombelle (Jonc fleuri) a été découvert ici, ainsi que l'Orchis à odeur de vanille ou l'Hydrocharis des grenouilles. Le Pic épeichette aménage une cavité dans une des branches de ces grands arbres pour y couvrir en toute quiétude. La Rousserolle turdoïde, la Rousserolle effarvate et la Bouscarle de Cetti préfèrent les grandes herbes et les fourrés au bord de l'eau pour faire leur nid. La Rémiz penduline est régulièrement observée en hivernage. Plusieurs batraciens, plus particulièrement le Calamite des joncs, la Rainette méridionale et le Pélodyte ponctué, peuplent les mares.

Les lônes constituent l'une des meilleures zones de frayères du Rhône court-circuité pour un poisson migrateur : l'Alose feinte du Rhône (un poisson migrateur, appartenant à une sous-espèce propre au bassin rhodanien) ; c'est également le cas pour le Brochet. Enfin, une belle population de Castor d'Europe occupe les lieux.



Butome en ombelle

Rousserolle turdoïde

Rémiz penduline

Martinet à ventre blanc

Z.N.I.E.F.F. de type II N° régional : 2601, intitulée « Ensemble fonctionnel formé par le Moyen-Rhône et ses annexes fluviales »

Ce très vaste ensemble linéaire d'une superficie de 23 838 hectares délimite l'espace fonctionnel formé par le cours moyen du Rhône (depuis Lyon jusqu'à Pierrelatte), ses annexes fluviales : « lônes » (milieux humides annexes alimentés par le cours d'eau ou la nappe phréatique, correspondant souvent à d'anciens bras du fleuve) et « brotteaux » installés sur les basses terrasses alluviales, son champ naturel d'inondation... Il englobe le lit majeur dans ses sections restées à l'écart de l'urbanisation, et le lit mineur du fleuve y compris dans la traversée des agglomérations, dont celle de Lyon.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhône-Méditerranée-Corse identifie à l'échelle du bassin plusieurs tronçons de la moyenne vallée du Rhône parmi les milieux aquatiques remarquables au fonctionnement altéré.

Il souligne également l'importance d'une préservation des liaisons physiques pour garantir le bon fonctionnement des milieux, la libre circulation des poissons entre le fleuve et certains de ses affluents (Drôme, Roubion, Lez, Eygues...).

Il fixe comme objectif, à travers le plan migrateur, la restitution d'une voie générale de circulation de la faune aquatique (Anguille jusqu'à Lyon, Alose feinte du Rhône, puis Lamproies marine et fluviatile jusqu'à l'Ardèche. L'objectif guide, à l'horizon 2010, est le retour des frayères historiques de l'Alose (Auxonne sur la Saône, région de Belley sur le Haut-Rhône). Il propose également des objectifs ambitieux de réduction des pollutions.

Outre la faune piscicole, le Rhône et ses annexes conservent un cortège d'espèces remarquables tant en ce qui concerne les insectes (avec une grande richesse en libellules : le secteur est notamment un «vivier» remarquable pour l'Agrion de Mercure ou le Sympetrum à corps déprimé) que les mammifères (Castor d'Europe) ou l'avifaune (colonies d'ardéidés, Sterne pierregarin).

Les formations forestières alluviales conservent de précieuses reliques, et l'on dénombre des plantes remarquables (Cornifle submergé, orchidées telles que la Spiranthe d'automne, l'Epipactis du Rhône ou l'Orchis à longues bractées, cette dernière espèce actuellement en cours d'expansion...Quant à l'Epipactis du Castor, elle n'a été décrite que très récemment, et n'est connue que des terrasses alluvionnaires du Rhône moyen).

Enfin, le site est concerné par une importante nappe phréatique, dont il faut rappeler qu'elle recèle elle-même une faune spécifique. Il s'agit d'un peuplement à base d'invertébrés aquatiques aveugles et dépigmentés. Ainsi, 45% des espèces d'Hydrobiidae (la plus importante famille de mollusques continentaux de France avec une centaine de taxons : Moitessieria, Bythinella...) sont des espèces aquatiques qui peuplent les eaux souterraines et notamment les nappes.

La biodiversité, qui tend dans ce domaine à augmenter fortement autour du bassin méditerranéen, est considérée comme importante dans la nappe de la moyenne et surtout de la basse vallée du Rhône.

Z.N.I.E.F.F. de type I N° régional : 26010008, intitulée « Canal de Donzère-Mondragon et aérodrome de Pierrelatte »

Cette ZNIEFF s'étend sur les communes de Donzère, La Garde-Adhemar, Pierrelatte et Saint-Paul-Trois-Châteaux pour une superficie totale de 579,44 hectares.

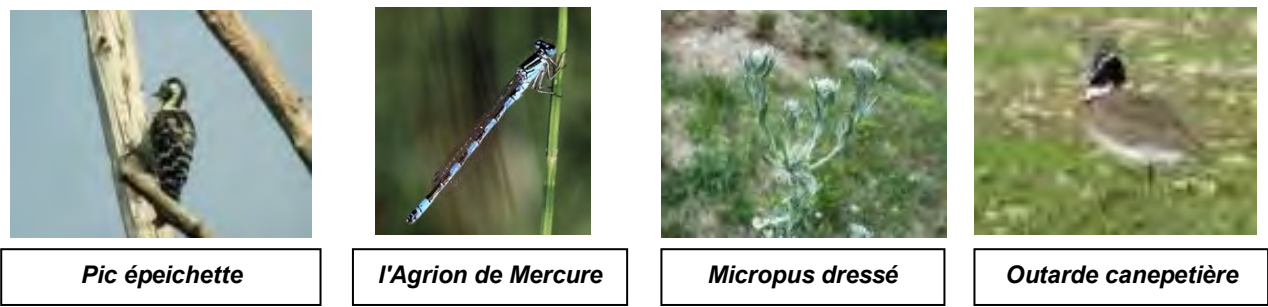
Cette zone comprend deux ensembles bien distincts, mais contigus. Pour ce qui concerne la commune Donzère, il s'agit du canal de Donzère à Mondragon et de ses abords qui sont classés depuis 1954 en réserve de faune. Celle-ci est l'une des plus anciennes de France. Il s'agit d'un territoire non chassé, géré par l'Office National de la Chasse, d'une superficie d'environ 1 800 ha, de grande importance pour l'hivernage des canards et des oiseaux d'eau dont les effectifs sont actuellement en augmentation.

Une série de petits milieux rivulaires y présentent un intérêt floristique et faunistique : petite île boisée à roselières en ouest du plan d'eau en amont du barrage retenue de Donzère, ripisylve étroite, constituée de grands peupliers et robiniers avec aubépines et cornouillers sanguins en sous-bois, établie sur les terrains jouxtant le canal tout au long de ses vingt-huit kilomètres ; par endroits, des étendues de galets sont restées apparentes. Elles permettent l'installation d'espèces patrimoniales.

Les bois bordant les contre canaux permettent aussi l'installation du Pic épeichette et du Milan noir.

Plusieurs espèces de libellules fréquentent également ces milieux aquatiques, le Gomphus similaire et le Sympetrum à corps déprimé et tout particulièrement l'Agrion de Mercure, inscrit sur la liste rouge nationale des espèces menacées. Le Petit Gravelot établit aussi son nid directement au milieu des cailloux, sur les digues sans végétation du canal.

Sur les milieux les plus secs, se développent des pelouses composées d'espèces annuelles assez discrètes, à floraison printanière, parmi lesquelles le Micropus dressé et la Minuartie visqueuse.



Pic épeichette

l'Agrion de Mercure

Micropus dressé

Outarde canepetière

Une **Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)** se définit par l'identification scientifique d'un secteur du territoire national particulièrement intéressant sur le plan écologique. L'ensemble de ces secteurs constitue ainsi l'inventaire des espaces naturels exceptionnels ou représentatifs.

Les Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) sont de deux types :

Les zones de Type I sont des secteurs d'une superficie généralement limitée, caractérisés par la présence d'espèces ou de milieux, rares, remarquables, ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations même limitées.

Les zones de Type II sont de grands ensembles naturels (massif forestier, vallée, plateau...) riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Dans ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques, en tenant compte notamment, du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice.

L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance. Il n'a donc pas, en lui-même, de valeur juridique directe. Il est destiné à éclairer des décisions politiques et à mettre en avant un enjeu écologique.

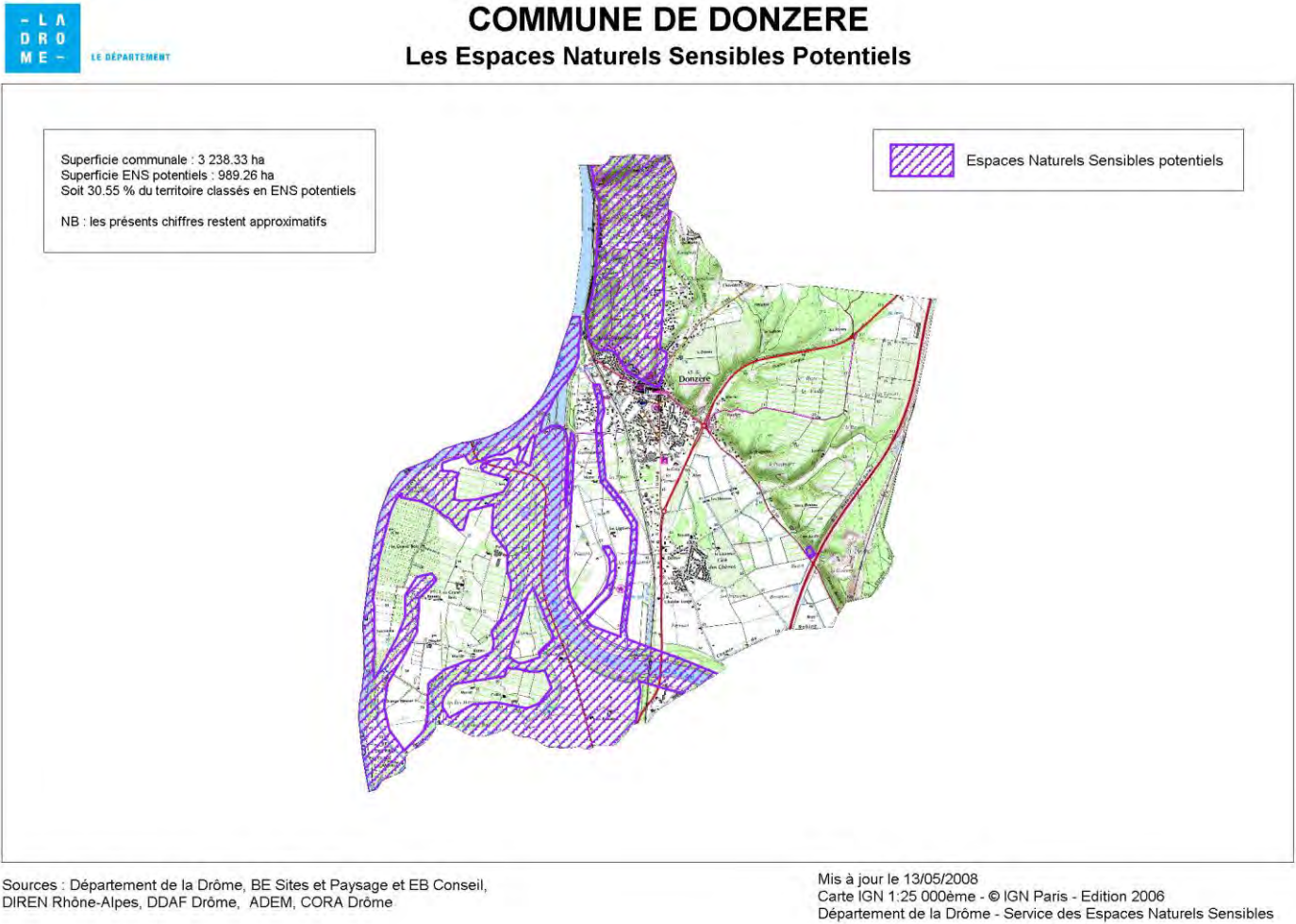
L'inscription d'une zone dans l'inventaire des ZNIEFF indique que la prise en compte du patrimoine naturel doit faire l'objet d'une attention particulière, notamment dans les zones de type I.

Les Espaces Naturels Sensibles

Un "Espace naturel sensible" est un site naturel qui présente un intérêt pour la flore et la faune qu'il abrite ou pour ses caractéristiques paysagères ou esthétiques. Le classement d'un site en "ENS" a pour but de le protéger d'une urbanisation accélérée ou d'une fréquentation touristique trop intensive.

Le Conseil général a le droit de créer des zones de préemption spécifiques pour maîtriser des entités cohérentes. Il peut déléguer ce droit à d'autres collectivités. Les ENS peuvent être créées par acquisition foncière ou par signature de conventions avec les propriétaires privés ou publics.

Il n'existe pas encore sur le territoire communal de territoire classé « »Espace Naturel sensible ». Cependant début 2009, certains secteurs ont été retenu par le département pour être classés potentiellement en ENS dans le futur. Ces espaces et classement sont à l'étude et l'illustration suivante présente les territoires concernés.



Les pelouses sèches et les zones humides

Les pelouses sèches correspondent à des milieux herbacés se développant sur des sols calcaires généralement sur des coteaux rocheux. Ces sols sont pauvres en éléments nutritifs et ne retiennent pas l'eau.

Les zones humides constituent quant à elles des espaces de transition entre la terre et l'eau. Ces espaces revêtent des réalités écologiques et économiques très différentes. La loi sur l'eau du 3 janvier 1992, qui vise à assurer leur préservation, en a toutefois donné une définition : « *On entend par zone humide les terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre, de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* ».

Ces deux types de milieu, très sensibles, sont presque tous inclus dans d'autres zonages comme Natura 2000, arrêté de biotope, ZNIEFF, etc.

La Réserve de chasse et de faune sauvage de Donzère-Mondragon

La réserve de faune de Donzère-Mondragon a été créée sur les terrains concédés à la Compagnie Nationale du Rhône (C. N. R.) par l'arrêté interdépartemental n° 6338 du 29 octobre 1997. D'une superficie d'environ 1800 ha, elle est constituée du canal de dérivation du Rhône entre Donzère (Drôme) et Mondragon (Vaucluse), des berges de ce canal, et d'une bande plus ou moins large de terrains attenants.

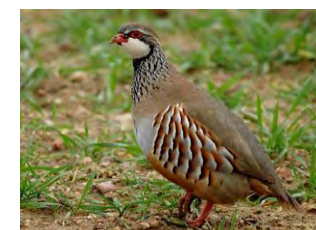
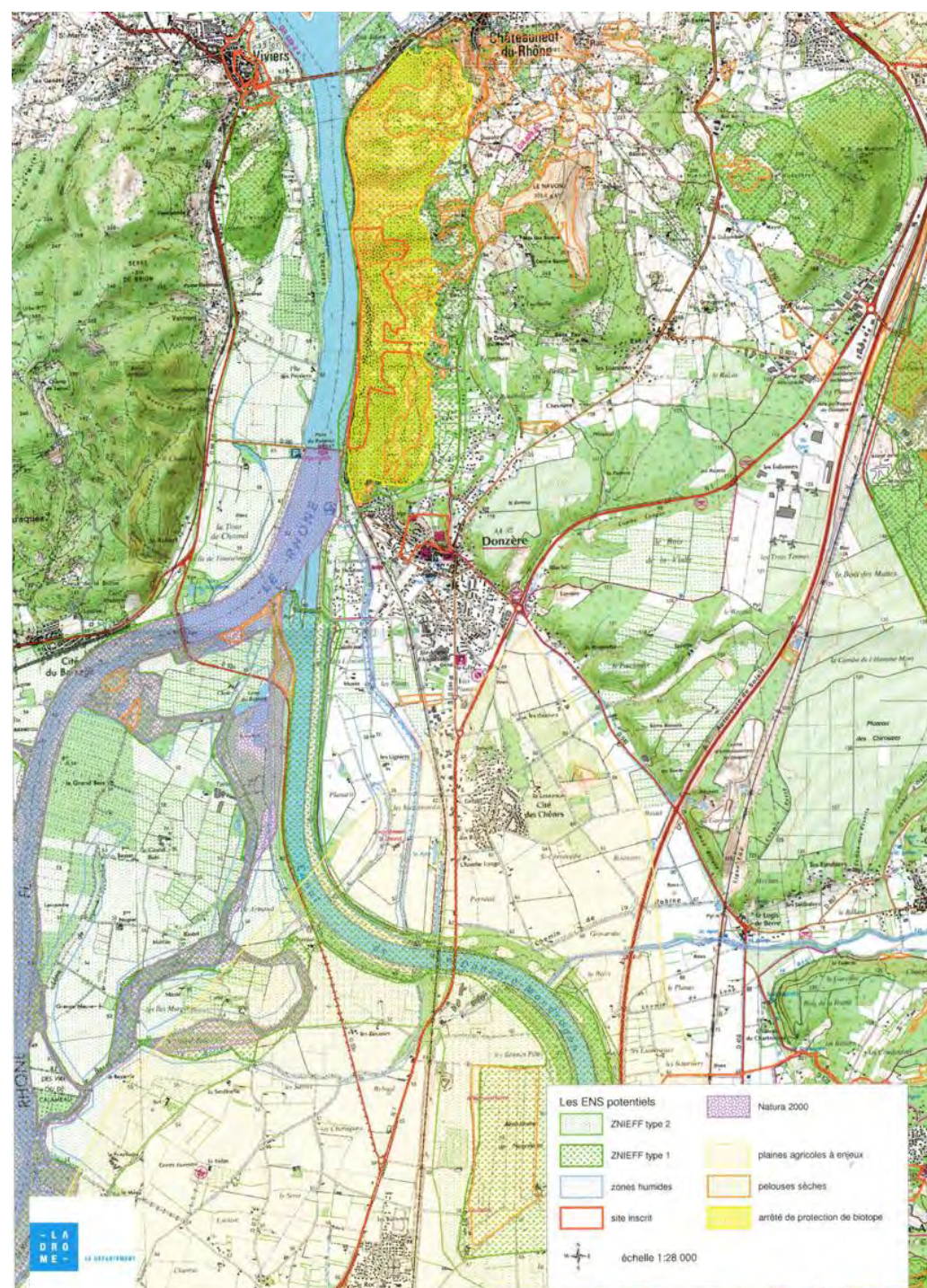
Elle assure quatre missions essentielles :

- Accueillir les oiseaux hivernants
- Servir d'escale aux oiseaux migrateurs
- Favoriser la reproduction des espèces animales autochtones
- Conserver un patrimoine d'intérêt faunistique et floristique

La réserve accueille une faune et une flore remarquable, parmi les oiseaux nicheurs, le canard colvert et la perdrix rouge sont les plus représentées. On note également la présence d'une importante colonie de hérons cendrés et la présence de nombreux passereaux. En hiver plus de 90 espèces ont été observées avec des effectifs plus ou moins importants. Les canards et les grives sont les espèces migratrices les plus abondantes. On observe des espèces plus remarquables comme le Fuligule nyroca, le Busard Saint-Martin ou le faucon pèlerin.

Parmi les mammifères, on y rencontre le lapin de garenne dont les effectifs sont abondants. Outre le renard roux et le Blaireau, il faut remarquer la présence du Castor qui évolue le long des contres-canaux.

Concernant la flore, plus de 500 espèces terrestres ou aquatiques sont recensées dont certaines sont protégées en région PACA, telles la laïche faux-souchets ou la Rorrippe amphibie par exemple, ou dans le Vaucluse telle la laïche à fleurs espacées. D'autres espèces, sans pour autant bénéficier d'un statut de protection, sont rares. On peut citer par exemple le jonc fleuri qui est pratiquement inexistant en région méditerranéenne, ou le Chénopode des villages très rare en France.



Perdrix rouge



Grive musicienne



Jonc fleuri



Chénopode des villages

2.1.2 Les différents milieux rencontrés

Différents types d'espaces boisés sont rencontrés sur le territoire : la forêt alluviale du Rhône et l'ensemble des îlons, la ripisylve de la Berre, les espaces boisés résiduels du plateau de combe Longe. Néanmoins, ces espaces présentent une tendance à la fragmentation, c'est-à-dire à un isolement progressif les uns par rapport aux autres, notamment dû aux infrastructures routières, aux espaces urbanisés et aux espaces à vocation agricole. Les ensemble boisés, associés aux milieux humides et aux quelques prairies résiduelles, sont les principaux supports de biodiversité sur la commune.

2.1.2.1. La forêt alluviale du Rhône

La forêt alluviale se définit par sa relation avec le fleuve : sol constitué de limons, sables ou graviers ; influence des inondations sur la sélection des espèces, l'apport de semences,... ; alimentation en eau par la nappe phréatique, régénération par érosion des berges,... Les arbres les plus abondants ou les plus typiques sont les peupliers, saules, frênes. Les aulnaies-frênaies sont un stade intermédiaire autre stade intermédiaire de la forêt alluviale.

La forêt alluviale est particulièrement remarquable par la diversité de sa faune et de sa flore, mais également par la diversité de ses faciès naturels, depuis la saulaie installée dans les bas fonds humides fréquemment inondés, jusqu'à la forêt mixte évoluée (à frênes, érables, ormes,...) sur des sols limoneux et frais. On ne compte pas moins de 80 espèces ligneuses (arbres, arbustes et arbrisseaux) dans ces types de forêts. Cette diversité provient largement de la variété des conditions de milieux (secs ou humides, jeunes ou âgés) et de la structure très complexe de l'habitat (arbres de différents âges, lianes, arbres morts, sous-bois dense...). Ces boisements possèdent bien d'autres particularités : rapidité de croissance des végétaux, abondance des lianes et des ligneux de toutes les classes d'âges qui leur confère des allures de "jungle",...Il s'agit aussi d'un habitat rare en Europe et qui a subi partout une réduction importante de ses surfaces : -80% entre 1964 et 1997 dans la vallée du Rhône entre Donzère et Mondragon.

Ces forêts jouent un rôle important en matière de protection de la qualité des eaux souterraines : les racines des arbres captent les éléments nutritifs présents dans la nappe phréatique, favorisant ainsi son épuration (piégeage des nitrates et phosphates,...). Les boisements situés dans le lit majeur du fleuve et de ses affluents participent de façon importante à l'écroulement des crues, en freinant le courant, et protègent également le sol de l'érosion.

Sur le plan sylvicole, la forêt alluviale représente dans certains secteurs un potentiel qui pourrait être valorisé dans le respect du milieu naturel et des espèces. En outre, il s'agit d'un réservoir génétique naturel, susceptible de fournir des souches adaptées aux conditions locales (sols, climat, maladies...), notamment pour les frênes, les peupliers.

2.1.2.2. La ripisylve des îlons

Les îlons forment un milieu humide et caractéristique de la forêt alluviale de Rhône. Elles recèlent une biodiversité remarquable que l'on ne retrouve pas ailleurs sur le territoire communal. D'un point de vue faunistique on y retrouve un ensemble d'arbres de hautes tiges tels les saules, les aulnes et les bouleaux. Ces derniers sont accompagnés d'une strate végétale herbacée où se mélange roseaux, vesce, iris faux acore et lamier jaune par exemple.



2.1.2.3. La ripisylve de la Berre

D'un point de vue diversité biologique, la rivière de la Berre présente un intérêt certain de part sa ripisylve. En effet l'ensemble du cours d'eau est accompagné de part et d'autre du lit d'un réseau arbres de hautes tiges composés essentiellement de saules mais aussi de quelques boulots et de robiniers faux acacia. Il n'y est d'ailleurs pas rare d'y croiser quelques castors. Cette strate arborée est accompagnée d'une bande enherbée d'environ 3 mètres de largeur moyenne. La Berre se présente alors comme un corridor terrestre Est-Ouest en limite communale Sud. Les Espaces boisés du secteur des Roches

L'espace naturel du versant Ouest du rempart est très ouvert est peu arboré. Seuls quelques acacias sont implantés en bordure de la voie d'accès à la rue de la Double.

2.1.2.4. Les Coteaux boisés du secteur Nord Est

Les coteaux boisés offrent un arrière-plan général boisé à la cité historique et à l'agglomération de Donzère en général. Ils s'alignent sous le plateau des Opillas en direction du Rhône pour rejoindre les escarpements des falaises du Robinet, et en allant vers l'est, ils offrent une longue ligne arborée qui s'infléchit au sud, sous les plateaux du Devois puis du Bois de la Vialle. Les boisements se retrouvent aussi sur les coteaux du vallon des Riailles, face au site du château et en prolongement de la masse végétale de son parc. Ces courts versants, principalement boisés en chênes verts et chênes blancs et relativement exempts de constructions, sont des éléments majeurs de la qualité paysagère et écologique à proximité du centre ancien. Ils sont à préserver de toute urbanisation, y compris sur les espaces en arrière-plan immédiat des crêtes. La protection et la mise en valeur de ces espaces naturels boisés paraissent être un enjeu de premier ordre pour la qualité de paysage et écologique de Donzère.

2.1.2.5. Les espaces boisés du secteur du vallon de Combe Longe et plateau des Chirouzes

La diversité de ces boisements est faible mais certains présentent une valeur écologique globale « forte », notamment la Chênaie méditerranéenne acidiphile. Les talus sont couverts par une végétation où domine le chêne Kermès.

Au niveau du Site SITA MOS (plateau des Chirouzes), une grande partie de la zone concernée correspondant à la continuité de la forêt communale de Pierrelatte qui est soumise au régime forestier. Ces espaces sont donc gérés par l'Office National des Forêts (ONF). Le bureau d'études ECOSPHERE a effectué des prospections en juillet et septembre 2004 ainsi qu'en mai et juillet 2006 dans le cadre du projet d'extension de l'entreprise SITA MOS). Cette analyse a mis en évidence sur ce site de la présence de quelques friches thermophiles en périphérie des boisements où se développent respectivement le Micrope dressé et le Cytise à longues grappes, deux espèces protégées.

2.1.2.6. Les espaces boisés du secteur des Roches et du défilé de Donzère

Le plateau calcaire offre une exceptionnelle richesse de milieux naturels, derniers espaces préservés de la vallée du Rhône. Ils constituent, de ce fait, une zone de refuge pour un grand nombre d'espèces animales et végétales.

Le « Défilé » est connu pour être la limite septentrionale de la garrigue à chêne kermès, caractéristique du monde méditerranéen. Il est aussi recouvert de boisements de chêne vert, composés de diverses espèces dont la plupart ne se retrouvent pas au nord dans la vallée, comme le genévrier de Phénicie.

2.1.2.7. Les espaces ouverts

Les milieux ouverts sur la commune de Donzère sont occupés quasi-essentiellement par les cultures céréalières et oléagineuses : blé, maïs, colza et tournesol essentiellement. Quelques cultures maraichères sont également présentes çà et là et on retrouve encore éparpillée sur le territoire la présence de certaines vignes

La trame arborée est relativement bien développée sur le territoire. Elle est constituée essentiellement d'un alignement d'arbre de haute tige mono-spécifique (peupliers et sapins) qui ne présente de ce fait pas un intérêt écologique fort. Leur maintien est cependant nécessaire dans un objectif de lutte contre l'érosion.



Les haies de peuplier en bordure des cultures de tournesols – Secteur des îles



Les haies de sapin – Secteur des îles

2.1.3. Les espaces verts

2.1.3.1. Les parcs publics et privés

Il n'existe que peu d'espaces publics ou privés sur la commune de Donzère. On peut dénombrer début 2009 cinq principaux espaces qui sont : le parc Meynot (1,8 ha), a proximité directe de l'hôtel de ville, l'espace vert de la chocolaterie, la place du champ de Mars (0,5 ha), le jardin public du coteau et le parc du château.

La place du champ de mars fait l'objet, début 2009, d'un réaménagement. Cependant cette place se limite aujourd'hui à deux rangées de platanes situées de part et d'autre de l'espace public et qui n'offre en son centre qu'un parterre de cailloux et de gravier peu rafraîchissant.

En contrepartie le parc Meynot et l'espace vert de la chocolaterie offre un cadre largement plus luxuriant. Ces espaces bénéficient de vaste plantations d'arbres de hautes tige, d'espace enherbés ainsi que de quelques mobiliers urbains (particulièrement le parc Meynot) qui offre un espace de détente et de récréation bien plus attractif pour la population.

Le parc privé de la chocolaterie n'est cependant accessible qu'aux heures d'ouverture de la chocolaterie d'Aiguebelle et se situe bien en retrait du centre ancien, environ 900m au Sud, se qui limite son attractivité et son accessibilité.

Le jardin public du coteau, confrontant le rempart à l'ouest, offre un panorama exceptionnel sur la plaine. Sommairement aménagé, le cheminement serpentant sur la pente enherbée permet d'accéder aux rebords du plateau des Opillas. Le caractère très rustique et peu entretenu de l'aménagement ainsi que la présence de la rampe d'accès aux secteurs lotis d'où la vue plonge sur les façades arrière des bâtiments confèrent à ce secteur un aspect un peu délaissé, mais offre un potentiel en terme de biodiversité important.

Le parc du château se compose principalement de végétation ligneuse tels les cèdres bleus et les cèdres de l'Atlas complétés par de grands pins. Cette végétation ancienne comporte des sujets de grande taille.

Il est important de rappeler que la canopée des arbres de haute tige jouent un rôle prééminent, outre un rôle esthétique, en zone urbaine et d'autant plus en ce qui concerne une ville provençale. Le feuillage des arbres et l'ombrage qu'il procure tempère l'espace public contre les ardeurs du soleil



Parc Meynot



Place du Champ de Mars



Parc de la chocolaterie



Le rempart Ouest et le coteau aménagé en promenade belvédère

2.1.3.2. La trame verte urbaine

La cité historique

La cité historique de Donzère, à l'image de la plupart des cités provençales, n'offre pas une trame verte urbaine très développée compte tenu de la très forte densité du bâti et de la faible emprise des voiries enclavées entre les fondations des diverses construction. Le végétal rare est essentiellement réservé à de petits espaces clos de hauts murs. Seuls les seuils de quelques maisons s'ornent ponctuellement d'une treille ou de plantations en fine banquette situées au pied de la façade.

Le cours de la liberté offre cependant par ses plantations de platanes continus, une trame verte urbaine intéressante qui permet un maillage Est Ouest en plein centre ville. Ce cours permet de relié les quartiers des

Ribières et des Moutons à l'Est aux espaces boisés de Fonchard situé en pied de colline de la forteresse en passant par le Parc Meynot.

Les quartiers pavillonnaires

Les nombreux secteurs pavillonnaires déjà anciens aux abords du centre historique comportent des jardins bien arborés. Les essences sont ici de plus modestes dimensions des espaces publics, mais présentent de beaux sujets qui agrémentent les linéaires des rues compensant utilement la rareté des arbres d'alignement.

Les jardins du coteau de l'avenue de Sarcey de Sutière

Rue Haute Bourgade et suivant l'axe rue Sarcey de Sutière - avenue de Königsberg, les grands arbres dominant les jardins privatifs créent une réelle ambiance végétale aux approches du centre. De grands cèdres sont présents notamment avenue de Königsberg, des tilleuls rue des Hautes Bourgades.

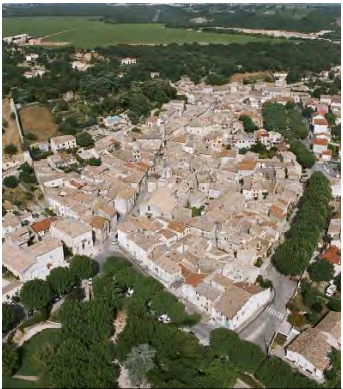
L'ambiance boisée des coteaux qui dominent caractérise aussi ces axes. L'ensemble des jardins du coteau qui fait face au château, au débouché du vallon des Riailles, constitue avec sa belle végétation arborée et ses jardins étagés et clos, derrière le front des maisons sur rue, un secteur de grande qualité paysagère à préserver.

Les voies d'approche du centre

Les boulevards d'entrées de la cité que ce soit à l'ouest, par l'avenue du Rhône, ou à l'est par la rue Basse Bourgade, rue Haute Bourgade, rue Sarcey de Sutière, sont dépourvus de plantation

de rue aux abords directs de la cité. Plus à l'extérieur, la rue Haute Bourgade comprend un petit alignement d'arbres de Judée, et en partie haute, avant d'arriver à l'intersection avec la route départementale n°144, un bel alignement de platanes soulignant la courbe de la voie et du vallon.

Au Sud et à l'Est de la cité historique, les nouveaux quartiers résidentiels et pavillonnaires laissent apparaître des aménagements paysagers plus conséquents.



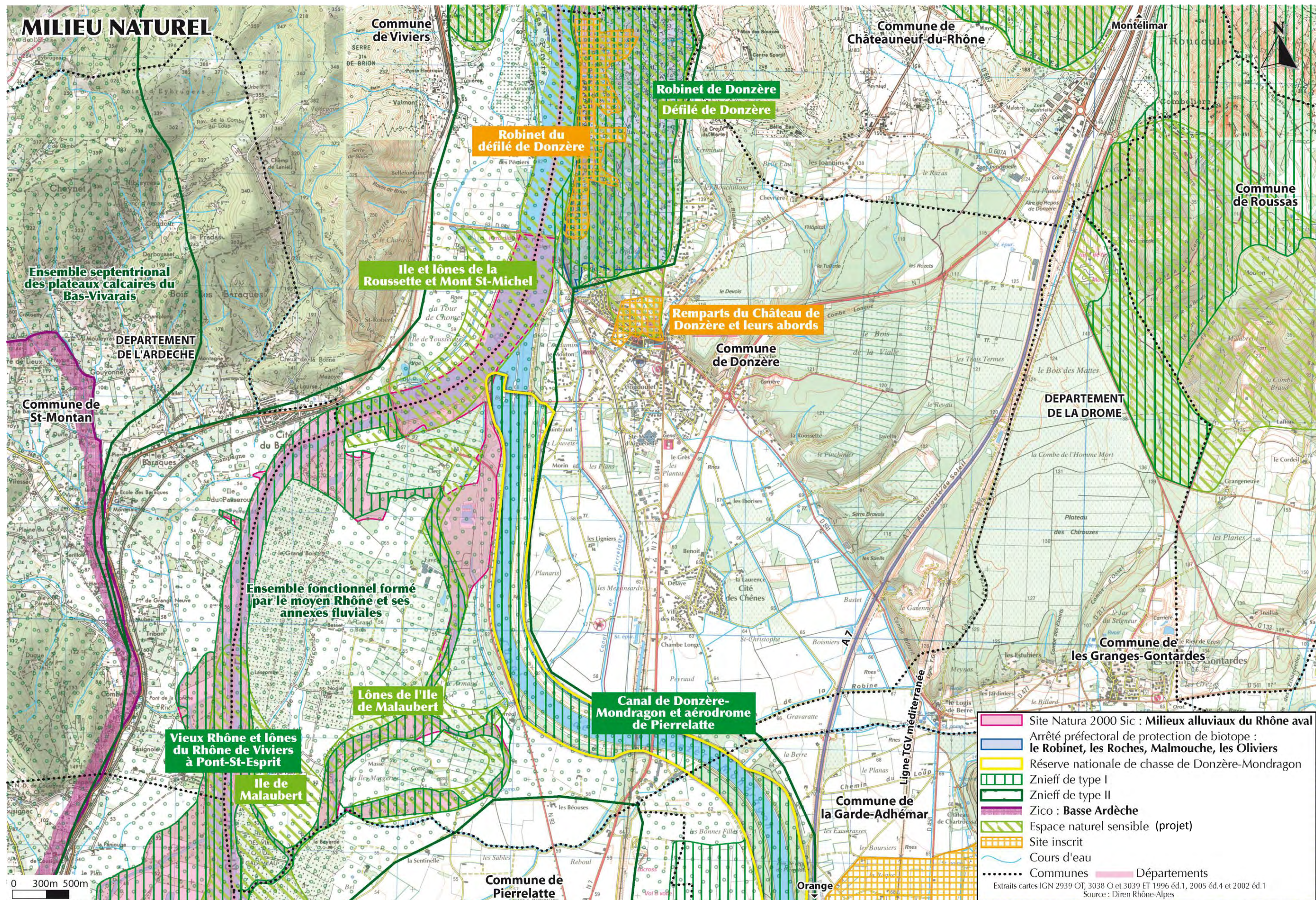
Vue aérienne sur le centre historique, le cours de la Liberté, les espaces boisés de Fonchard et sur le parc Meynot



Rue Haute Bourgade



Rue de la chocolaterie



2.2. LES FONCTIONNALITES ECOLOGIQUES

On rencontre trois grands types de corridors écologiques sur le territoire :

- Les corridors terrestres qui se situent au niveau des boisements et des réseaux de haies qui permettent le passage de la grande faune (chevreuils notamment) et de la petite faune (Martre, Renard, ...) ;
- Les corridors aquatiques qui se situent au niveau des cours d'eau et des zones et qui permettent le déplacement des espèces aquatiques, mais également des espèces terrestres liées au milieu aquatique (Martin-pêcheur d'Europe, amphibiens, végétation hydrophile,...).
- Les corridors aériens, qui suivent fréquemment les cours d'eau et les structures bocagères, et qui permettent le déplacement des oiseaux, des insectes et des chauves-souris.

Ces corridors peuvent être classés selon leur intérêt et leur fonctionnalité dans l'écosystème à différentes échelles.

2.2.1. Corridors d'intérêt régional

Sur le territoire de la commune de Donzère, on peut noter la présence de deux principaux corridors d'intérêts régionaux constitués par le Rhône, le canal de Donzère Mondragon et leurs ripisylve respectives, tous deux orientés Nord-Sud.

Ces corridors maintiennent en interconnexion des réservoirs de biodiversité par une ligne ininterrompue constituée par le couloir rhodanien. Ces territoires sont les lieux privilégiés pour la migration, la reproduction, la nidification et l'hivernage de nombreuses espèces.

2.2.2. Corridors d'intérêt départemental

Ces corridors permettent de maintenir en interconnexion des réservoirs biologiques à l'échelle du département. Plus précisément ils permettent de créer un continuum entre les principaux milieux naturels des communes de la Drôme entre eux. Sur la commune de Donzère le principal corridor d'intérêt départemental est caractérisé par la rivière de la Berre et de sa ripisylve.

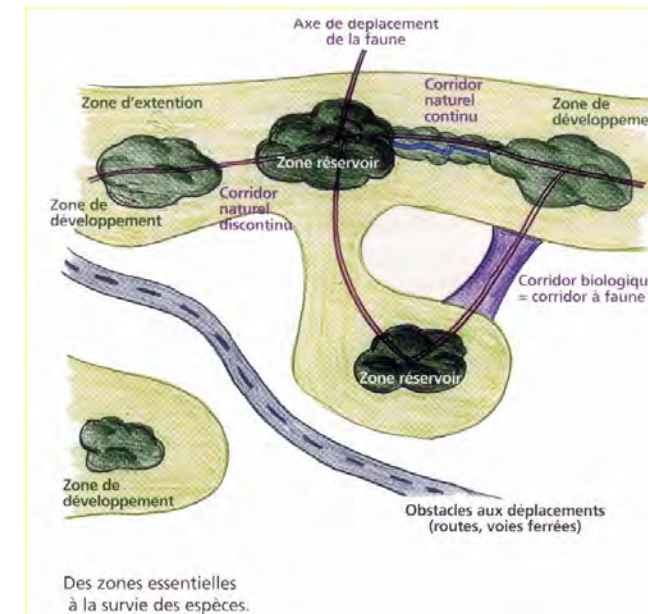
2.2.3. Corridors d'intérêt local

Ces continuums permettent de maintenir en interconnexion des réservoirs biologiques locaux. Plus précisément, ils permettent de créer un continuum entre les principaux milieux naturels de la commune elle-même et avec les principaux espaces naturels des communes limitrophes.

A cette échelle, les principaux espaces naturels concernés sont l'ensemble des espaces boisés de la commune. Ces derniers, de par l'urbanisation et les exploitations agricoles ont été largement fragmentés dans le temps.

Le réseau écologique est composé des éléments suivants :

- les réservoirs : milieux naturels de bonne qualité et de surface suffisante pour conserver une bonne fonctionnalité. Ce sont des zones biologiquement riches tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif.
- les zones de développement constituées par des espaces transformés ou dégradés mais qui restent potentiellement favorables à la présence des espèces spécialisées.
- les continuums écologiques formés par des ensembles d'espaces privilégiés dans lesquels peuvent se développer des métapopulations grâce à des échanges permanents. Ils comprennent tous les éléments d'une même unité paysagère, parfois très fragmentés mais en connexion et suffisamment proches les uns des autres pour que les échanges fauniques se maintiennent.
- les zones d'extensions potentielles intéressantes pour la faune mais actuellement non accessibles.
- les corridors biologiques constitués par les espaces naturels utilisés par la faune et la flore pour se déplacer pendant un cycle de vie (migration, reproduction, nourrissage, hivernage,...).



Les corridors biologiques constituent le maillon sensible des réseaux écologiques. Un corridor biologique est un espace libre d'obstacles offrant des possibilités d'échanges entre les réservoirs ou les continuums. Un corridor est souvent structuré par des éléments plus ou moins naturels qui augmentent ses capacités de fonctionnement : arbres d'alignements, chemin piéton, vallon, cours d'eau, haie ou simple lisière.

Source : Prendre en compte les corridors biologiques - Conseil Général de l'Isère - Avril 2005.

SYNTHESE – LE PATRIMOINE NATUREL

Les milieux alluviaux du Rhône : principal réservoir de biodiversité du territoire

Des milieux d'intérêt écologique (piscicole, ornithologique, botanique, entomologique,...) en lien avec le cours du Rhône : les milieux alluviaux, le défilé et le canal.

Des milieux et des espèces d'intérêt communautaire liés à la dynamique du fleuve : forêt alluviale, îlots (ripisylves et frayères), apron, castor,...

Des espèces méditerranéennes au droit du Robinet : garrigues et pelouses sèches sur le plateau, falaises et grottes (chauves-souris).

Une biodiversité plus réduite sur le reste du territoire

Une biodiversité fortement réduite au droit des espaces agricoles (monoculture, arboriculture traitée, haie monospécifique)

Une trame verte prégnante visuellement mais d'intérêt écologique limité.

Un morcellement excessif des espaces

Une fragmentation écologique importante avec de nombreuses infrastructures et un étalement des espaces urbanisés.

Des entités naturelles fragmentées et déstructurées : des boisements résiduels morcelés et de faible surface, des espaces agricoles mités et en régression.

Une trame verte et bleue peu fonctionnelle

Des corridors écologiques d'intérêt régional (Rhône et Canal) pour l'avifaune et la faune piscicole (difficultés de franchissement des barrages).

Des continuités écologiques ténues et incertaines entre le Rhône et les collines (au pied du plateau boisé).

Peu de corridors écologiques Est/Ouest : rôle important de la Berre et de ses rives dans les continuités Est/Ouest.

Le défilé de Donzère, un biotope exceptionnel

Un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope sur le plateau et le défilé pour protéger de nombreuses espèces végétales et animales.

Les milieux alluviaux du Rhône, reconnus de grand intérêt

Un site Natura 2000 de plus de 2000 ha sur les milieux alluviaux, des ZNIEFF de type I sur les îlots et le canal.

Une réserve de chasse et de faune sauvage sur le canal de Donzère, des espaces naturels sensibles en cours de préparation.

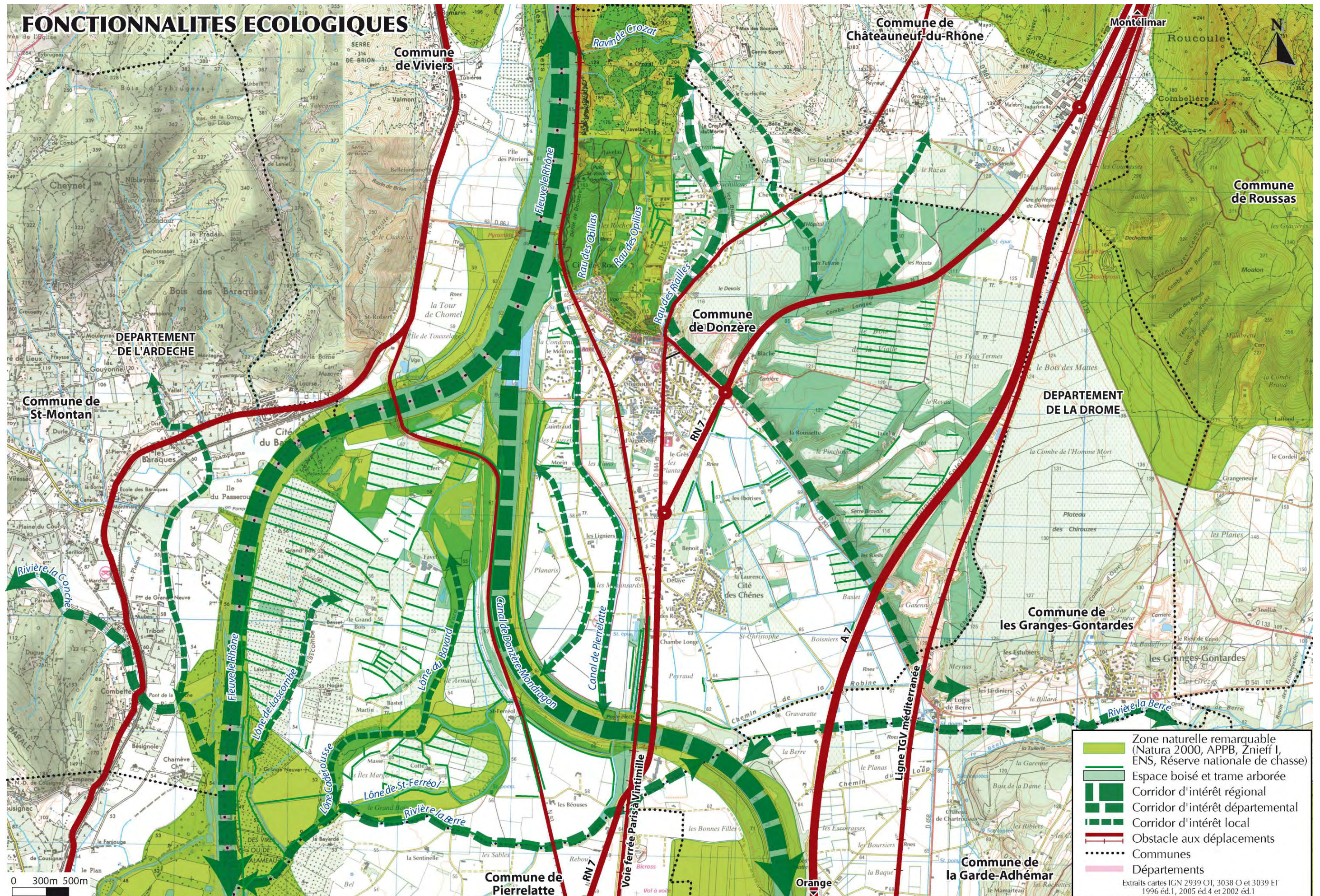
SYNTHESE DES ENJEUX – LE PATRIMOINE NATUREL

⇒ **Une préservation des espaces naturels remarquables et des continuités écologiques :**
Préservation des espaces naturels d'intérêt écologique (ripisylves et abords, îlots, plateau, espaces boisés,...)

Maintien de la fonctionnalité des continuités écologiques (maillage des haies et des boisements, largeurs de part et d'autre des cours d'eau) et restauration de certains corridors écologiques (connexions Est/Ouest, coupures sur les axes Nord/Sud)

Réduction de la fragmentation du territoire (espaces viables et cohérents) et de l'artificialisation des espaces.

FONCTIONNALITES ECOLOGIQUES



3. Les ressources naturelles

3.1. LA RESSOURCE EN EAU

3.1.1. Les eaux souterraines

3.1.1.1. Les aquifères

L'aquifère des alluvions du Rhône

Selon le Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM), la vaste plaine alluviale rhodanienne recèle une nappe particulièrement importante : la nappe des alluvions modernes du Rhône. Son importance est liée à son alimentation latérale par le plateau dombiste et par tous les couloirs en plus de sa propre alimentation longitudinale par la pluie et le fleuve.

L'aquifère s'étend sur environ 130 km² de Donzère à Bollène et se situe en moyenne de 57 à 58m d'altitude. Au droit du Site SITA MOS (plateau des Chirouzes) le piézomètre de contrôle (Pz n°3) situé sur le tourne à gauche d'accès au site indique une cote moyenne de 56,59 m NGF (données de terrain 2001-2006).

Les alluvions récentes forment une couche de sable et graviers de 13 mètres d'épaisseur maximum et de perméabilité moyenne de $2 \cdot 10^{-3}$ m/s. On note également la présence de 2 à 6m de limons qui contiennent une nappe dans la basse plaine qui surmonte l'aquifère précédent.

La nappe se trouve entre 0 et 3 mètres sous le sol et s'écoule vers le Sud-Ouest avec une pente de 2%. Elle est semi-captive sous des limons de surface dans de nombreuses zones.

L'influence du Rhône est évidente dans une bande de quelques centaines de mètres le long des berges. Les apports latéraux de la haute terrasse et des vallées affluentes sont peu importants. Des dispositifs de réalimentation artificielle ont été mis en place sur le canal de dérivation uniquement dans le but de maintenir le niveau piézométrique qui existait avant le creusement des canaux.

L'Aquifère du plateau des Chirouzes

Au niveau du plateau des Chirouzes, la succession lithologique présente des alluvions sur une épaisseur d'environ 25 mètres surmontant des marnes. Les marnes au droit du site étant très peu perméables par rapport aux alluvions, un écoulement d'eaux superficielles s'effectue à l'interface de ces deux horizons.

Cet écoulement superficiel, mis en évidence lors de forage effectués par l'entreprise SITA MOS, est directement déterminé par le toit des marnes. Il est orienté Nord Est / Sud Ouest et constitue un aquifère diffus et discontinu.

Les principaux écoulements de sub-surface du plateau des Chirouzes observés sont localisés en bordure Sud du plateau et sont liés à l'approfondissement des marnes.

3.1.1.2. La qualité des eaux souterraines

La qualité des eaux souterraines est ici évaluée en faisant référence aux classes du SEQ-Eau définies pour l'évaluation de la "qualité" des eaux, ces données sont issues des sondages du SIE (Système d'Information sur l'Eau du bassin Rhône-Méditerranée). L'attention est attirée sur le fait qu'une évaluation ponctuelle des eaux peut ne pas refléter la qualité globale d'une nappe ou d'une masse d'eau. Une évaluation plus juste de l'évaluation qualitative des cours d'eau nécessiterait un historique des données plus complet pour l'ensemble des stations de mesures.

Il n'existe pas de site de mesure sur la commune de Donzère. Les données relatives à la qualité des eaux souterraines ont été relevées en 2007 au forage de Prive de Lingtier à La Garde-Adhémar (7 km au Sud-Est de Donzère), s'agissant du site le plus proche.

De manière générale, les eaux souterraines analysées en 2007 à La Garde-Adhémar sont bonne sur le plan physico-chimique (Cf annexe 1).

3.1.1.3. Les prélèvements dans la nappe

Plusieurs types de prélèvements sont réalisés sur le territoire communal.

Les captages pour l'alimentation en eau potable

La distribution en eau potable est assurée par la station de pompage des « ribières » qui s'alimente directement dans la nappe phréatique par un puits de pompage. La station de pompage est équipée de deux pompes qui fonctionnent en alternance dont les capacités horaires de pompage respectives sont de 86 m³/h et 60 m³/h. La production moyenne de la station de pompage est donc d'environ 73m³/h. Il n'existe en 2009 aucun autre puits sur le territoire communal.

La gestion du réseau est assurée par l'entreprise « Veolia ». En 2008 le volume d'eau produit à Donzère est estimé à 487 341 m³, avec un rendement de 70 à 75 %. Cela correspond à une vente pour 2008 d'environ 365 500 m³ d'eau. La commune de Donzère est autonome en 2009 en ce qui concerne la distribution en eau potable.

Pour compléter le réseau, la commune de Donzère possède un réservoir d'eau situé quartier des Opilias (réservoir des Opilias). Ce réservoir est constitué de 2 cuves respectivement de 1200 m³ et 230m³ qui alimentent également une station de reprise du « réservoir des plaines » constitué de 2 cuves d'une capacité de 150 m³ chacune. L'ensemble de ces cuves forment la réserve en eau potable pour la commune de Donzère.

Si l'on compare la distribution des mois de juillet et Aout en 2008 (66 m³/h et 58 m³/h) ; mois où les volumes de distribution sont les plus forts, à la capacité maximale du réseau (73m³/h), on peut alors constater que la capacité d'augmentation de la distribution d'eau potable pour la commune est faible. Le réseau de production et de distribution en eau potable ne peut alors supporter qu'une augmentation de +10% de la population présente sur le territoire en 2008.

Conjointement, la présence d'une unique station de pompage est dangereuse à l'égard d'une pollution potentielle de la ressource. Ce scénario paralyserait l'ensemble de la distribution en eau potable. Début 2009, la commune de Donzère a déjà pris les devants face à cette problématique. Elle s'est associée aux communes de Châteauneuf-du-Rhône et de Malataverne en formant le SIVOM du Navon. L'ambition est d'instaurer extra-communale un château d'eau (le plus haut des environs) pouvant desservir l'ensemble de la commune de Donzère ainsi que d'éventuelles autres communes déficientes en eau. Ce château d'eau qui sera situé sur la colline du Navon soit sur la commune de Châteauneuf du Rhône, soit sur la commune de Malataverne sera alimenté par un nouveau puits de captage qui sera situé sur la commune de Châteauneuf du Rhône.

Le bilan 2007 édité par la DDASS (Direction Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales) décrit l'état de la qualité des eaux de distribution de la commune de Donzère provenant du puits de captage « Les Ribières » comme suit :

- la qualité bactériologique est très bonne (taux de conformité communal pour les germes fécaux d'E.Coli et Entérocoques compris entre 95 et 100%).
- la teneur en nitrate est faible, voir très faible (entre 0 et 25mg/L- limite de qualité portée à 50mg/L).
- la teneur en pesticide, atrazine et Déséthyl-atrazine, est faible (entre 0 et 0.05 avec un seuil de qualité porté à 0.1 µg/L).

Les prélèvements industriels

Sur la commune de Donzère, la DRIRE (Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement) ne recense en 2009 qu'une seule entreprise ayant réalisé un forage pour l'utilisation des eaux de l'aquifère à des fins industrielles. Il s'agit de la société « BOIRON FAUGIER » spécialisée dans l'industrie alimentaire et la surgélation, localisée Quartier du Plantas à Donzère, dont la consommation annuelle en 2007 a été de 430 000 m³.

Les prélèvements pour l'irrigation agricole

Sur la commune de Donzère un certain nombre d'exploitants agricoles réalisent des prélèvements dans l'aquifère (nappe alluviale du Rhône) par des puits de pompage individuels. D'après les services de la DDAF de la Drôme en 2009, 39 prélèvements d'eaux souterraines sont autorisés et recensés ainsi que deux prélèvements concernant les eaux superficielles (Cf carte ci-contre).

Au total, les débits maximums de prélèvements autorisés par heure concernant les eaux souterraines sont de 2100 m³. Ces prélèvements ne sont cependant pas continus tout au long de l'année (principalement en période estivale). De plus les limites de prélèvements autorisés ne correspondent pas nécessairement au prélèvement effectués qui peuvent leur être inférieur. Ainsi il est difficile de quantifier les volumes prélevés à l'année.

Concernant les prélèvements dans les eaux superficielles, uniquement deux secteur sont autorisés et limités en débits. Le débit total autorisé correspond à 105,5 litre par heure.

PRELEVEMENTS IRRIGATION



3.1.2. Le réseau hydrographique

3.1.2.1. Le Rhône

La commune de Donzère est située sur le bassin versant hydrographique du Rhône, qui draine une superficie totale de l'ordre de 97 800 km² dont plus de 90 000 km² en France. Depuis sa source en Suisse (Mont Saint-Gothard, à 1 753 mètres d'altitude), le Rhône parcourt une distance de 812 kilomètres (dont 522 km en France) avant de rejoindre la mer Méditerranée.

En aval de Lyon, grâce à la Saône, le Rhône devient un fleuve puissant et plus régulier. Sa large vallée prend une orientation Nord-Sud, au cours globalement rectiligne, malgré quelques coudes de faible ampleur. Il coule au pied du Massif Central, tandis qu'il se trouve séparé des Alpes par une série de larges plaines et plateaux.

Le lit du fleuve est toujours large de plusieurs centaines de mètres et comporte, par endroits, des bras morts, dans une plaine d'expansion des crues larges de 1 à 3 km.

Le débit moyen du Rhône, de l'ordre de 1 800 m³/s à l'embouchure, 1 412 m³/s à Valence et 1494 m³/s à Viviers. Les variations saisonnières de débit sont très complexes car les principaux affluents du fleuve proviennent de régions aux climats très différents. Le Rhône reçoit trois familles d'affluents :

- Au Nord, le réseau hydrographique de la Saône alimenté par des pluies d'origine océanique, en automne et en hiver,
- A l'Est, les affluents alpins sont approvisionnés par la fonte des neiges,
- Au Sud, le climat méditerranéen entraîne des étiages très marqués et des crues importantes en automne.

Le réseau hydrographique du Rhône a été profondément modifié à partir du milieu du XIX^{ème} siècle par des aménagements destinés à améliorer les conditions de navigation et à produire de l'électricité. Avant la construction de ces ouvrages (barrages, canaux,...), le Rhône jouissait d'une dynamique fluviale naturelle créant ainsi un ensemble d'îles, de bras vifs (méandres, tressages,...) ou de bras morts (lônes) en perpétuelle évolution.

La loi de 1921, préparée pendant la guerre a créé la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) et tracé les perspectives : "le Rhône sera aménagé de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue de la navigation, de l'utilisation de sa puissance hydraulique, de l'irrigation et autres emplois agricoles". Toutefois, ce n'est qu'à partir de 1933 que la Compagnie Nationale du Rhône put envisager son premier projet : le barrage de Génissiat, construit de 1937 à 1949.



Le Rhône au droit du défilé de Donzère



Le Rhône en aval du pont du robinet



Le Rhône en aval du barrage de retenue

3.1.2.2. Le canal de Donzère-Mondragon

Le canal de Donzère-Mondragon est un canal de dérivation du Rhône de 24 km entre Donzère (Drôme) et Mondragon (Vaucluse). Ce canal a été réalisé en 1952 à l'aval du goulet de Donzère. Ainsi, le Rhône a été dévié à sa sortie du défilé de Donzère dans le canal de Donzère Mondragon, l'ancien lit du fleuve servant d'évacuateur de crues.

Aujourd'hui, ce canal possède plusieurs fonctions :

- Améliorer la navigation fluviale sur le Rhône. Comme l'ensemble du Rhône à l'aval de Lyon, il est au gabarit européen de 11,40 m x 190 m.
- Contrôler la puissance et le débit du Rhône.
- Alimenter en eau de refroidissement par circuit totalement isolé le site nucléaire du Tricastin.
- Alimenter le Barrage hydroélectrique de Donzère-Mondragon de Bollène, nommée "usine André Blondel". Cette usine est jumelée à l'écluse la plus haute de France, Saint-Pierre-de-Bollène (ou "Bollène" seul).



Le canal de Donzère-Mondragon au droit des barrages de garde



Le canal de Donzère-Mondragon en aval des barrages de garde



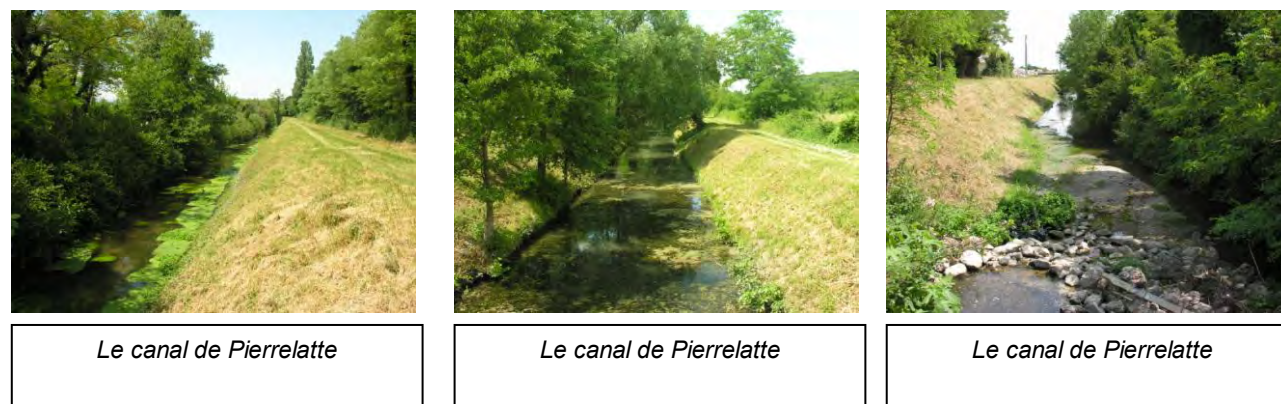
Le canal de Donzère-Mondragon –

3.1.2.3. Le canal de Pierrelatte

Ce canal irrigue toute la plaine de Bollène puis celle d'Orange et descend jusqu'à Bédarrides par le biais de canaux d'irrigations (Cf partie suivante).

Le canal de Pierrelatte est en quelque sorte l'ancêtre du canal de Donzère-Mondragon. Réaménagé, dédoublé au niveau du quartier de la Cloche, il prend d'ailleurs une dimension industrielle dès les années 1890.

Commencé en 1663, le canal de Pierrelatte est l'un des plus anciens réseaux d'irrigation de la vallée qui a elle aussi besoin d'eau même si le fleuve est tout proche. Remis en service lors de l'aménagement du Rhône à Avignon, il fonctionne encore au XX^{ème} siècle.



3.1.2.4. Les canaux d'irrigation

Les canaux d'irrigation sont gérés par le Syndicat intercommunal d'irrigation du Tricastin qui comporte 6 communes dont la commune de Donzère. Ils sont constitués d'un ensemble d'ouvrages hors sol en béton capable de distribuer gravitairement l'eau en provenance du Canal de Donzère-Mondragon.

Le point de prise d'eau se situe au niveau de la commune de la Garde-Adhémar et le sens d'écoulement des eaux dans ces canaux s'effectue donc à contresens de celui du canal. L'eau est prélevée par pompage et déversée dans un canal principal. Cette eau est ensuite répartie sur l'ensemble des parcelles irriguées par le biais d'un ensemble de canaux secondaires. En certains points les canaux sont enterrés (avec un système de siphons) lorsque la topographie le permet.

En moyenne, on estime à 3 millions de m³ la quantité d'eau prélevée dans le canal par an sur le réseau du syndicat. Pour la commune de Donzère, on estime grossièrement à 1.2 million de m³ la quantité d'eau qui transite par les canaux d'irrigation. Il ne faut cependant pas confondre les volumes d'eau qui transitent sur le réseau et les volumes d'eaux réellement consommés par les différents cultivateurs pour lesquels aucunes données précises ne sont disponibles. Le surplus d'eau non utilisé retourne en direction du contre canal (à l'Ouest) par des exutoires (fossés).

Les lotissements communaux situés à proximités de ces canaux ont l'obligation de s'y raccorder dans la mesure du possible (arrosage...).

Début 2009, la société « géo-plus » a été mandaté pour réaliser une étude de faisabilité pour la conversion du réseau gravitaire en un réseau sous pression. Les canaux existants seraient alors remplacés au profit d'un réseau de canalisation souterraine ou la pression de l'eau pourrait atteindre 12 bars. Ce réseau pourrait théoriquement desservir la quasi-totalité du territoire communal. L'intérêt pour la commune est alors multiple :

- Diminuer la pression de prélèvement dans la nappe phréatique, effectués par les exploitants agricoles qui s'alimentent directement par pompage individuel, en distribuant l'eau sur les parcelles actuellement non desservies.
- Mettre en place un réseau qui limite les pertes, moins d'évaporation (réseau souterrain), distribution adaptée à la demande.
- Offrir un moyen de lutte efficace contre les incendies.
- Développer de l'exploitation de nouvelles cultures.

- Utiliser l'eau du canal pour les eaux d'entretien de la commune, diminuant ainsi également la pression de prélèvement sur la nappe alluviale (eau potable actuellement utilisée) et les coûts de revient annuels.



4.1.2.5. La rivière la Berre

La Berre est un affluent du Rhône (rive gauche), dont le cours est entièrement inclus dans le département de la Drôme. Elle prend sa source sous le Col de la Croix (altitude 671 mètres), au pied du Mont Rachas (alt. 698 m.), au voisinage de la Montagne de la Lance, dans les Préalpes drômoises.

La construction du canal de Donzère-Mondragon a intercepté le cours de la Berre, qui autrefois poursuivait jusqu'au Rhône et se jetait dans un bras du fleuve à la hauteur de l'île des dames. Son parcours actuel mesure 53 kilomètres (ancien 58 km), pour un dénivelé total de plus de 600 mètres, soit une pente moyenne supérieure à 1 pour mille. Il n'existe qu'une infime partie ce tronçon en limite communale Sud-Est.

Cependant entre le Rhône et le canal de Donzère-Mondragon, le tracé de l'ancien lit de la rivière a été préservé et même si ce dernier est souvent à sec, l'eau s'y écoule encore fréquemment. Cette portion représente la quasi-totalité de la limite communale Sud.

3.1.2.6. Les lônes

Une lône désigne un bras mort d'un fleuve qui reste en retrait du lit de ce fleuve et se trouve alimenté en eau par infiltration ou en période de crue, au cours desquelles son tracé peut alors être modifié.

Sur le territoire de Donzère, on dénombre 4 lônes principales toutes localisées dans la partie Sud-Est du territoire dans le secteur « les îles » entre la canal de Donzère Mondragon et le Rhône. Ces lônes sont : la lône de Lascombe, la lône du Bavard, la lône Caderousse, la lône de St-Ferréol.



3.1.2.7. Les lacs de Saint Feréol

Directement à l'aval du barrage de garde dans le secteur des îles se succèdent trois petits lacs dans un écrin de verdure. Ces plans d'eau sont classés en catégorie 2 de pêche.



Lac n°1



Lac n°2



Lac n°3

3.1.3. Les principaux aménagements

3.1.3.1. Le barrage de retenue

Le barrage de retenue est construit en aval du pont de Robinet. Il a pour but de relever le plan d'eau de 5 m et d'en faire dériver 1530 m³/seconde dans le canal. Situé à 1500 mètres du pont, il comprend 5 passes de 31,50 mètres et une sixième de 45 mètres de largeur.

Chaque passe a une vanne, cinq d'entre elles possèdent un volet déversant (pour l'évacuation des corps flottants), deux sont équipées d'un système de chauffage pour éviter le blocage en cas de gel. Enfin, la vitesse de levage des vannes est de 20 centimètres par minute.

Un débit de 60 m³/seconde minimum est maintenu en aval du barrage afin de garantir un niveau suffisant de la nappe phréatique et l'évacuation des eaux usées des villes riveraines. Une échelle à poissons située sur la rive gauche, permet aux poissons de passer du bief aval au bief amont.



3.1.3.2. Les barrages de garde

C'est à un kilomètre en amont du barrage de retenue que s'amorce le canal avec trois entrées, chacune d'entre elles comportant un barrage de garde destiné à assurer la sécurité de la plaine environnante. Lors de la construction, seules deux passes ont été réalisées, chacune étant munie d'un seuil s'opposant à l'entrée des débris solides.

Le barrage de la passe dite "usinière", étroite et profonde, est muni de trois vannes de 24 mètres par où s'écoulent les deux tiers de l'eau.



La seconde passe dite "navigable", large et moins profonde, est protégée par un barrage muni de deux vannes de 45 mètres. Depuis 1984, une troisième passe large de 60 mètres a été aménagée ; elle est destinée à modifier la pente, la vitesse et le tirant d'eau dans le canal. Depuis la construction des barrages, la navigation a évolué vers des bateaux de plus grandes dimensions et l'utilisation de convois poussés. Ces trois passes se rejoignent ensuite en aval des barrages.

3.1.4. La qualité des eaux superficielles

La qualité des eaux du Rhône, mesurée en 2007 à Donzère est bonne sur le plan physico-chimique (Cf annexe 1). Le Rhône est caractérisé par une très bonne ou une bonne qualité de l'eau pour tous les paramètres suivants : matières organiques et oxydables, matières azotées, matières phosphorées, température, minéralisation, acidification, pesticides, proliférations végétales et micropolluants organiques. La contamination par les micropolluants minéraux et les hydrocarbures est modérée, celle des micropolluants organiques est bonne. En revanche la contamination par les particules en suspension est très forte.

3.1.5. Contexte réglementaire

3.1.5.1. La Directive Cadre sur l'Eau et le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) du bassin Rhône Méditerranée Corse (RMC)

Adoptée le 23 octobre 2000 et publiée au Journal Officiel des Communautés Européennes du 22 décembre 2000, la directive Cadre sur l'Eau a été transcrite en droit français par la loi du 21 avril 2004. Cette directive engage les pays de l'Union Européenne dans un objectif de reconquête de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques. Son ambition : les milieux aquatiques (cours d'eau, plans d'eau, lacs, eaux souterraines, eaux littorales et de transition) doivent être en bon état d'ici à 2015, sauf si des raisons d'ordre technique ou économique justifient que cet objectif ne puisse être atteint.

La zone d'étude dépend du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) du bassin Rhône Méditerranée Corse approuvé par arrêté préfectoral le 20 décembre 1996, en application de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

Dans le cadre de ce schéma directeur, un bilan concernant la qualité des eaux et des milieux aquatiques a été établi afin de définir "des orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques" présents sur l'ensemble du bassin versant. Les 10 orientations fondamentales du S.D.A.G.E. sont les suivantes :

- poursuivre toujours et encore la lutte contre la pollution,
- garantir une qualité d'eau à la hauteur des exigences des usages,
- réaffirmer l'importance stratégique et la fragilité des eaux souterraines,
- mieux gérer avant d'investir,
- respecter le fonctionnement naturel des milieux,
- restaurer ou préserver les milieux aquatiques remarquables,
- restaurer d'urgence les milieux particulièrement dégradés,
- s'investir plus efficacement dans la gestion des risques,
- penser la gestion de l'eau en termes d'aménagement du territoire,
- renforcer la gestion locale et concertée.

Au-delà de ces orientations fondamentales, le S.D.A.G.E. définit également des orientations spécifiques à certains territoires sur lesquels s'expriment des "enjeux de bassin".

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) du bassin Rhône Méditerranée Corse est en cours de révision pour intégrer les innovations de la directive cadre sur l'eau. Ces nouveaux SDAGE traduiront concrètement la directive cadre sur l'eau. Ils détermineront les objectifs de qualité (bon état, bon potentiel écologique,...) que devront atteindre les « masses d'eau » (rivières, lacs, eaux souterraines, mer, ...) d'ici à 2015.

Ils définiront également les orientations fondamentales à retenir pour atteindre ces objectifs et seront accompagnés d'un programme de mesures à mettre en œuvre.

Conformément au texte de la directive cadre européenne sur l'eau (DCE), quatre objectifs principaux sont visés par le SDAGE :

- assurer la non dégradation des milieux aquatiques, objectif traité dans l'orientation fondamentale n° 2 "Concrétiser la mise en œuvre de l'objectif de non dégradation des milieux aquatiques" ;
- supprimer ou réduire à l'horizon 2020 les substances dangereuses prioritaires et les substances dangereuses, objectif traité dans l'orientation fondamentale n° 5 – C "Lutter contre les substances dangereuses" ;
- assurer la préservation des zones protégées au titre de réglementations préexistantes, auxquelles sont déjà attachés des objectifs rappelés dans le registre des zones protégées, dont a version abrégée fait l'objet d'un document d'accompagnement du SDAGE ;
- atteindre le bon état des eaux,

Concernant le sous bassin Rhône Aval, les principaux dysfonctionnements observés concernent :

- Altérations de la morphologie des cours d'eau, de la continuité biologique des milieux et des flux sédimentaires des cours d'eau
- Perturbations liées aux aménagements hydroélectriques
- Déséquilibre quantitatif lié à la gestion de la ressource (prélèvement notamment) / problème concernant uniquement les eaux souterraines
- Pollution liée aux rejets domestiques, aux activités agricoles, aux apports agricoles et non agricoles et aux activités industrielles
- Risque d'inondation
- Destruction ou altération d'habitats naturels ou d'espèces et dégradation et/ou destruction de zones humides

Les objectifs retenus pour ce territoire sont :

	Eaux de surfaces		Masses d'eau souterraines
Nom masse d'eau	La Berre	Vieux Rhône de Donzère	Alluvions du Rhône du confluent de l'Isère à la Durance + alluvions basses vallée Ardèche, Cèze (6324)
Code masse d'eau	FRDR208	FRDR2007e	FR_D0_324
Catégorie	Cours d'eau	Cours d'eau	Masse d'eau souterraine
Objectif d'état écologique	bon état - 2021	bon état - 2015	bon état - 2015
Objectif d'état chimique - échéance	2027	2015	Bon état 2015
Objectif de bon état Echéance	2027	2015	2015

3.1.5.2. Le Plan Rhône

Depuis 15 ans, plusieurs programmes sont consacrés à la fonction écologique du Rhône - Plan d'Action Rhône de 1992, Programme Décennal de Restauration Hydraulique et Ecologique... - et de ses affluents - plan Durance, plan Vidourle....

L'ambition du Plan Rhône est de coordonner et d'inscrire ces actions dans un projet global de développement durable. Il s'agit d'un programme d'ensemble sur le fleuve avec un contenu dépassant les problématiques de conservation des richesses écologiques et d'inondations.

Ce Plan affiche une triple ambition :

- concilier prévention des inondations et pressions du développement en zone inondable,
- respecter et améliorer le cadre de vie des habitants,
- assurer un développement économique de long terme de ce territoire stratégique au plan national, voire européen.

Pour atteindre ces objectifs, le Plan comprend 6 volets :

1. Valoriser le patrimoine lié au fleuve dans la perspective d'une réappropriation culturelle et sociale par ses habitants.
2. Concilier la prévention des inondations avec les pressions du développement urbain et des activités humaines.
3. Garantir la qualité des eaux et le partage de la ressource, en liaison avec le projet de Directive Cadre Eau et préserver la biodiversité du fleuve et de ses annexes.
4. Assurer le développement de la production d'énergie dans le respect de l'environnement.
5. Gérer la demande de déplacement dans la vallée du Rhône, dans une perspective d'exploitation du potentiel du transport fluvial.
6. Assurer un tourisme de qualité en lien avec les patrimoines culturels et naturels rhodaniens.

Le Plan Rhône a été approuvé par le Comité Interministériel à l'Aménagement et à la Compétitivité du Territoire (CIACT) le 6 mars 2006. Le Plan Rhône va donc s'étendre sur 10 ans et évoluer, dans le cadre d'un partenariat élargi.

3.1.6. L'assainissement

Les données présentées ci-après sont issues du rapport provisoire phase 1 du schéma directeur d'assainissement de la commune de Donzère (en cours de révision).

3.1.6.1 .Les eaux usées

Assainissement collectif

La ville de Donzère et sa périphérie sont desservies par un réseau d'assainissement collectif d'environ 42 km, exploité par Veolia Eau. Le nombre d'abonnés était de 2153 en 2009. Le nombre d'habitants raccordés, estimé par la municipalité, est de 4901. Sur la base de 150 l/j, la part d'eaux usées domestiques représente 735 m3/j sur les 978 m3/j entrant à la station d'épuration, soit environ 75%. Ce réseau d'eaux usées est essentiellement séparatif et aboutit à la station d'épuration (STEP) communale.

Cette STEP, de type boues activées, a une capacité nominale de 13 050 équivalents habitants (EH). Elle est localisée au Sud de la commune le long de la N7. Cette STEP reçoit également les eaux usées de la commune de Malataverne. Mise en service en 1974, elle a un débit de référence de 1 376 m³/jour.

Trois industries ainsi qu'une cave viticole sont raccordées : Onyx, Boiron, Faugier conserverie et GAEC Aubert. Le milieu récepteur est le canal de Donzère.

Cette STEP a une filière de traitement par épaissement et déshydratation naturelle. Les boues qu'elle produit, environ 187 tonnes de matière sèche par an, sont entièrement destinées à l'épandage agricole. La filière en place est la suivante :

- traitement primaire : dégrilleur automatique + bassin de dessablage et déshuilage de l'effluent,
- bassin d'aération,
- clarificateur,
- canal de comptage.

L'adéquation de la capacité de la station à la charge entrante est la suivante :

	Volume m3/j	DCO (kg/j)	DBO5 (Kg/j)	MES (kg/j)
Capacité épuratoire	1376	2103	782	851
Charge moyenne annuelle entrante	978	1120	530	392
Occurrence de dépassement de capacité	8%	4%	21%	0

Extrait du rapport annuel 2009 de Véolia Eau

D'après ces données, on constate que :

- la charge moyenne entrante à la station représente environ 6 517 EH si l'on se réfère au débit et environ 8 833 EH si l'on se réfère à la charge organique (DBO5),
- le nombre d'équivalents-habitant représenté par les effluents domestiques est de 4 901,
- la part revenant à l'industrie est donc de l'ordre de 3 930 EH en moyenne.

D'après le rapport de Veolia Eau, la capacité de la station est régulièrement dépassée, essentiellement au niveau de la DBO5, notamment dû à l'entreprise Boiron Faugier.

Une convention de rejet datant de 1990 est en place entre la collectivité et la société Boiron Faugier. Cette convention limite ses rejet à 300 kg/j de DBO5, soit 5 000 EH. D'après les rapports de 2010, pour le mois de juin le rejet en DBO5 était de 398 kg/j. Une nouvelle convention de rejet est en cours d'élaboration avec la mise en œuvre de pré-traitement spécifique avant rejet au réseau public.

Le tableau ci-dessous résume ces données :

	EH - en moyenne annuelle	EH théoriques	EH – mesure ponctuelle
Effluents domestiques	4901	4901	4901
Effluents industriels	3930	5000*	6633*
Charge totale entrant à la STEP	8833	9901	11 534
Disponibilité de traitement d'effluents supplémentaire de la station	4200 soit environ 1400 foyers supplémentaires	3132 soit environ 1040 foyers supplémentaires	1499 soit environ 500 foyers supplémentaires

*) valeurs basées sur la convention de rejet et le rejet de DBO5 de l'entreprise Boiron-Faugier mesuré en juin 2010.

On notera, toutefois que la capacité de la station, d'un point de vue charge organique (DBO5), est dépassée très régulièrement (environ 1 fois sur 5). Le bon fonctionnement de la station semble donc lié à une maîtrise des rejets industriels. De même les possibilités d'accueil d'effluents supplémentaires sur la station d'épuration sont également liées à une maîtrise des rejets industriels.

Assainissement individuel

Dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur d'assainissement en 2000, une carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome avait été élaborée par le Bureau d'Etudes Geoplus. Deux secteurs étaient concernés par cette étude (anciennes zones NB du POS) :

- les Bouchillons,
- Combe Longe.

Les sondages de reconnaissance réalisés sur les secteurs étudiés avaient mis en évidence des alluvions anciennes représentées par des galets à matrice argileuse de perméabilité très faible pour Combe Longe et des formations marno-calcaire sur la zone NB des Bouchillons. L'aptitude des sols à l'assainissement non collectif était médiocre à faible sur les secteurs testés. Depuis, le quartier des Bouchillons a été raccordé au réseau d'assainissement collectif et le quartier de Combe Longe doit l'être prochainement (projet programmé pour 2011). Il ne reste pas de zone constructible demeurant en assainissement non collectif sur la commune.

3.1.6.2. Les eaux pluviales

Sur la commune de Donzère le quartier Combe Longe reste un des derniers secteurs de la commune à connaître des problèmes pluviaux. En effet ce quartier présente des bassins versants pentus, avec des occupations de sol hétérogènes donnant lieux à des coefficients de ruissellement allant de 0.05 pour les bassins naturels jusqu'à 0.95 pour les voiries (RN7). Le bassin versant global peut alors être découpé comme présenté sur la figure ci-après :

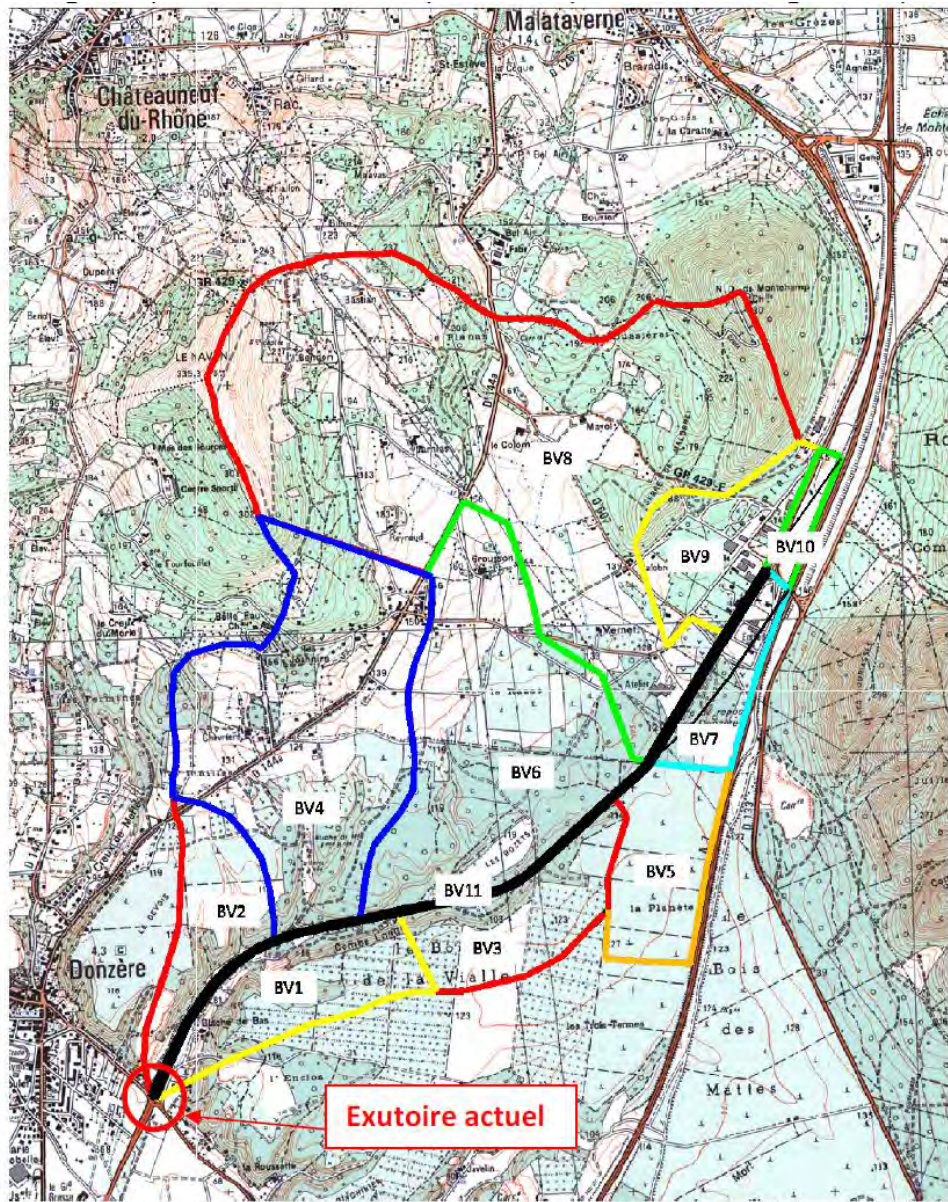


Figure 1 : Cartographie des sous bassins versant du secteur combelonge sur la commune de Donzère

Actuellement il n’y a pas d’exutoire aménagé capable de stocker ou capable de faire transiter les eaux du bassin versant qui atteignent le rond point de la RN7 du quartier l’Enclos et qui fond déborder régulièrement le ruisseau de Combe Longe

Bassin versant	Surface (ha)	Coefficient de ruissellement	Temps de concentration (min)	Intensité moyenne de pluie (mm/h)	Débit biennal (m3/s)	Débit décennal (m3/s)	Débit vicennal (m3/s)	Débit trentennal (m3/s)	Débit cinquantennal (m3/s)	Débit centennal (m3/s)
BV1	72.7	0.05	37	77	0.41	0.78	3.80	5.54	7.71	10.64
BV2	41.0	0.05	52	61	0.18	0.35	1.66	2.42	3.36	4.64
BV3	35.0	0.05	42	71	0.18	0.35	1.67	2.44	3.39	4.68
BV4	159.0	0.08	70	50	0.93	2.59	6.70	9.07	12.02	16.01
BV5	47.0	0.25	87	43	0.74	1.41	2.44	3.04	3.78	4.79
BV6	144.0	0.05	94	41	0.43	1.99	4.99	6.71	8.86	11.77
BV7	22.0	0.10	51	62	0.20	0.38	1.10	1.52	2.04	2.74
BV8	368.0	0.05	103	38	1.04	4.34	11.52	15.66	20.83	27.80
BV9	30.0	0.10	45	67	0.30	0.56	1.64	2.26	3.03	4.07
BV10	9.0	0.65	52	61	0.52	0.99	1.28	1.45	1.65	1.93
BV11	6.0	0.95	49	63	0.53	1.00	1.20	1.32	1.46	1.66

Tableau 1 : résultat hydrologique pour chacun des sous bassins versant en l'état actuel

A partir de la pluviométrie, les débits en sortie de chaque sous-bassin versant ont été calculés pour les occurrences 10, 20, 30, 50 et 100 ans.

La protection nécessaire pour un événement décennal et un rejet dans le milieu à hauteur de l'évènement biennal est également présentée.

Les volumes de rétention nécessaires pour assurer ces deux types de protections sont présentés ci-dessous, pour chaque sous bassin versant :

Bassin versant	Méthode des pluies (protection 30 ans/ restitution 2ans)			
	Surface (ha)	Débit de fuite biennal (m³/s)	Débit de protection trentennal (m³/s)	volume de rétention (m³)
BV1	72.7	0.41	5.54	2 284
BV2	41.0	0.18	2.42	1 423
BV3	35.0	0.18	2.44	1 139
BV4	159.0	0.93	9.07	9 592
BV5	47.0	0.74	3.04	9 419
BV6	144.0	0.43	6.71	5 902
BV7	22.0	0.20	1.52	1 513
BV8	368.0	1.04	15.66	15 454
BV9	30.0	0.30	2.26	1 995
BV10	9.0	0.52	1.45	4 057
BV11	6.0	0.53	1.32	3 892

Bassin versant	Méthode des pluies (protection 10 ans/ restitution 2ans)			
	Surface (ha)	Débit de fuite biennal (m³/s)	Débit de protection décennal (m³/s)	volume de rétention (m³)
BV1	72.7	0.41	0.78	1360
BV2	41.0	0.18	0.35	860
BV3	35.0	0.18	0.35	680
BV4	159.0	0.93	2.59	5850
BV5	47.0	0.74	1.41	5800
BV6	144.0	0.43	1.99	3640
BV7	22.0	0.20	0.38	910
BV8	368.0	1.04	4.34	9570
BV9	30.0	0.30	0.56	1200
BV10	9.0	0.52	0.99	2450
BV11	6.0	0.53	1.00	2340

Plusieurs solutions d'exutoires sont possibles et pourront être :

- ruisseau existant : peu probable sans réaménagement,
- infiltration : assez peu probable ou alors cette solution demanderait des stockages importants car les perméabilités connues dans le secteur sont moyenne à faibles et la présence de la nappe au alentour de 2m ne permet pas des solutions d'infiltration très performante,
- utilisation d'un exutoire artificiel existant : cette solution sera explorée par le bureau d'études Hydretude, avec la possibilité de se raccorder à l'exutoire du canal principal de réseau d'irrigation du Tricastin (réseau du Syndicat Intercommunal d'Irrigation du Tricastin). Ce réseau est amené à être modifié et ce canal de décharge qui débouche dans le canal de Donzère Mondragon peut être très favorable et permettre des débits de rejet importants sans pour autant avoir un impact sur le milieu récepteur qui serait alors le Rhône.

SYNTHESE - RESSOURCE EN EAU

Le fleuve Rhône, comme limite du territoire communal

Un fleuve puissant qui a creusé dans le calcaire pour former le défilé de Donzère, avant de s'étendre dans la plaine du Tricastin.

Un fleuve à la qualité physico-chimique relativement bonne malgré d'importantes particules en suspension.

Des affluents court-circuités souvent en assec.

Une dynamique fluviale perturbée par les différents aménagements réalisés pour améliorer la navigation, mais quelques îlons persistent encore dans la plaine.

De nombreux aménagements hydrauliques de la plaine alluviale aux premières terrasses

Le canal de Donzère Mondragon, un canal de dérivation aux multiples fonctions (navigation, hydroélectricité, régulation, refroidissement).

Un réseau dense de canaux d'irrigation, dont le canal de Pierrelatte, constitués d'ouvrages hors sol en béton.

Un projet de reconversion du réseau d'irrigation en réseau sous pression pour réduire les pressions de prélèvements.

Une nappe alluviale puissante, fortement sollicitée pour l'alimentation en eau potable

Des eaux souterraines de bonne qualité, à faible profondeur, mais protégées par des limons.

Une unique ressource pour l'alimentation en eau potable (puits des Ribières) fragilisant la sécurité de l'approvisionnement, mais un projet d'interconnexion avec les autres communes du SIVOM du Navon.

Un juste équilibre entre la ressource et les besoins en eau potable.

Une nappe alluviale, également sollicitée pour d'autres usages

Des prélèvements importants à des fins industrielles (volume prélevé identique à celui pour l'AEP).

Des prélèvements nombreux pour l'irrigation individuelle des terres agricoles.

SYNTHESE DES ENJEUX - RESSOURCE EN EAU

⇒ Une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau sur le territoire

- maintien de la qualité des eaux souterraines (nappe du Rhône) et superficielles (Rhône et ses affluents)
- réduction de la vulnérabilité de la ressource en eau potable (interconnexion et nouvelle ressource)
- rationalisation des prélèvements pour les différents usages (économie d'utilisation et de gestion)
- anticipation des besoins futurs

3.2. LA QUALITE DE L'AIR

3.2.1. Le réseau de surveillance

L'ASCOPARG est l'organisme de contrôle de la qualité de l'air dans le canton de Pierrelatte. La mise en place de différentes stations de mesure fixes ou mobiles permet un suivi régulier des émissions polluantes dans l'atmosphère.

Ces stations de mesures sont de deux ordres :

- les stations urbaines permettent une mesure d'ambiance générale de la pollution urbaine, dite de fond, représentative d'un large secteur géographique autour d'elles.
- les stations trafic fournissent quant à elles des informations sur les niveaux maximums de pollution automobile auxquels sont exposés les riverains.

Certaines de ces stations servent à définir l'indice ATMO de qualité de l'air sur l'agglomération grenobloise. Cet indice est construit à partir de quatre polluants (dioxyde de soufre, dioxyde d'azote, ozone et poussières). Sa valeur s'échelonne de 1 à 10 selon la qualité de l'air. 1 caractérise une très bonne qualité de l'air ; à 10 la qualité de l'air est très mauvaise. 8 correspond au seuil de recommandation, l'indice 10 au seuil d'alerte.

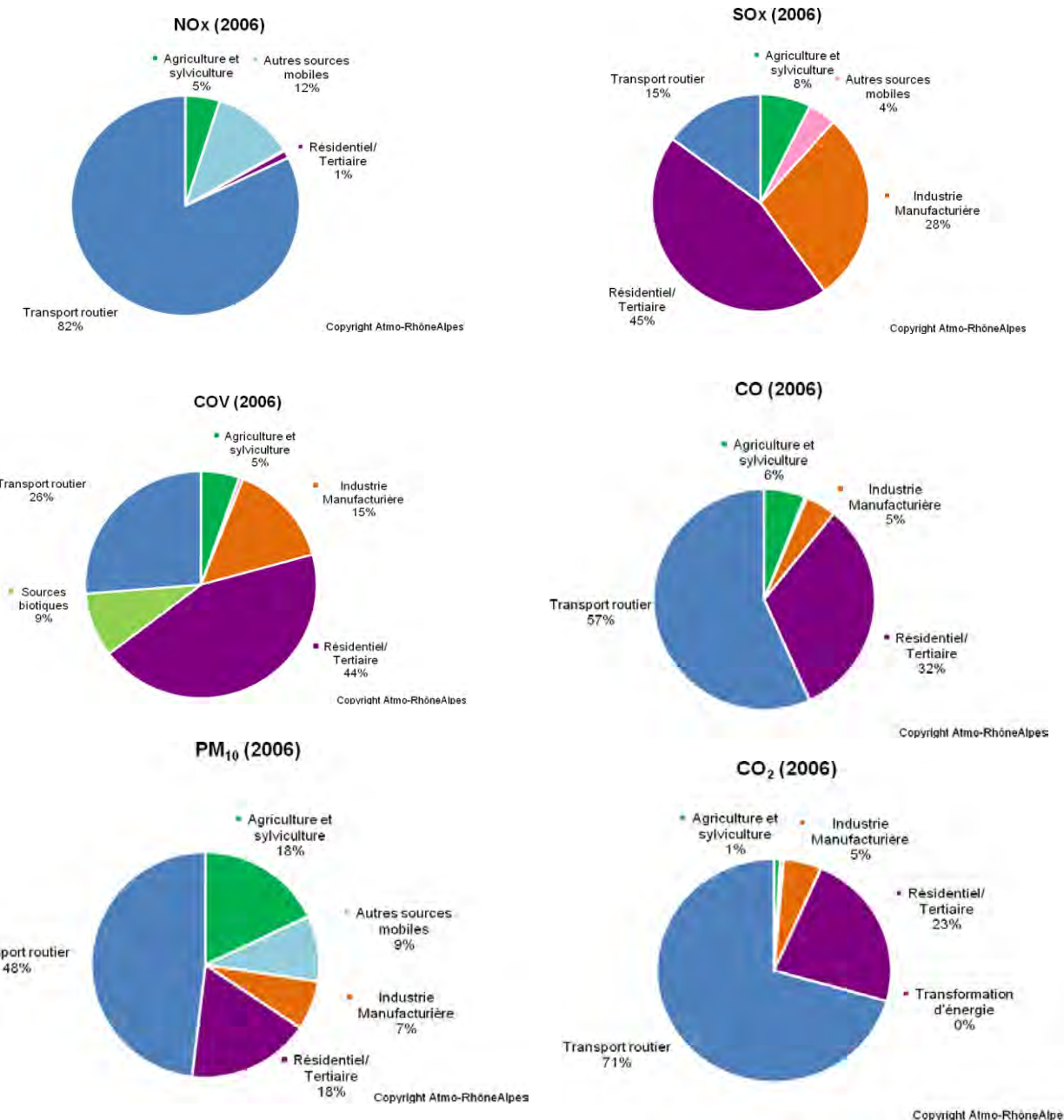
Par ailleurs, dans le but de pallier les problèmes de pollution un document supra-communal a été mis en place dans la région Rhône-Alpes. Il s'agit du Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA), adopté par le Préfet le 1er février 2001. Il fixe les orientations permettant de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets. Il est prévu par la loi du 30 décembre 1996.

Concernant la qualité de l'air à Donzère, l'ASCOPARG ne dispose d'aucune information spécifique à la commune.

3.2.2. Estimations des émissions de polluants

Des estimations d'émission de polluants ont été effectuées sur la commune de Donzère pour l'année 2006. Ce diagnostic a été établi sur la base des informations fournies à ASCOPARG, des données (scientifiques ou techniques) disponibles et objectives, et de la réglementation en vigueur. Ces données représentent donc une estimation de l'émission de polluants par les différentes sources potentielles sur le territoire communal et ne sont en aucun cas à comparée ou à mettre en analogie avec la qualité de l'air respiré sur la commune. Les différentes sources de pollution de référence sur le territoire communal sont :

Les données d'émissions fournies en tonnes par an ont été transposées en pourcentage par type d'activité émettrice. Les résultats concernant chacune des substances polluantes sont les suivants :



Au regard de ces résultats, on constate que le transport routier est la principale source d'émission d'oxydes d'azote (NO_x), de monoxyde et de dioxyde de carbone (Co et CO₂) et des particules en suspension (PM₁₀). Il participe également pour une grande part à l'émission des composés volatiles (COV).

Le résidentiel et le tertiaire sont eux responsable en grande proportion de l'émission d'oxydes de soufre (SO_x) de composés volatiles (COV) de monoxyde et de dioxyde de carbone (Co et CO₂). Ils participent également pour une grande part à l'émission de particules en suspension (PM₁₀).

Les activités agricoles, sylvicoles, liées à la transformation d'énergie et les sources biotiques ne semblent quand à eux n'être que très peu responsable de l'émission de substances polluantes.

- La SASU « Lafarge Granulats Sud » a été autorisée, par arrêté préfectoral du 02 mai 2000 pour une durée de 15 ans, à se substituer à la SARL JOLY pour l'exploitation de traitement de matériaux et d'une carrière à ciel ouvert de sables et de graviers alluvionnaires au lieu-dit « Saint-Ferréol ». Cette carrière présente une superficie totale de 9 hectares environ. La production nominale autorisée est de 150 000 tonnes/an et la côte limite en profondeur est fixée à 44 mètres NGF.

L'exploitation de cette carrière se situe en limite et une section sur le site NATURA 2000 «Milieux alluviaux du Rhône aval», référencé FR8201677. De ce fait une étude d'impact a été réalisée. Cependant la réglementation de l'époque n'imposait pas encore d'étude d'impact de l'exploitation sur le milieu. Cependant l'arrêté préfectoral dans son article 8 énonce que la possibilité d'exploiter partiellement un espace initialement boisé entraîne les mesures compensatoires suivantes au sein du périmètre autorisé :

- Sur les mesures liées à la piézométrie, *afin de protéger les peuplements situés à l'Ouest de la carrière, un remblaiement partiel est réalisé :*
 - *au plus tard le 31 décembre 2008, dans le plan d'eau n° 1, pour une surface d'environ 1 ha au droit de la lône du Bayard. Ce remblaiement va former un platis limitant l'impact piézométrique au niveau des peuplements d'intérêt communautaire. Le remblaiement s'effectue à l'affleurement des hautes eaux, avec végétalisation à base d'Aulne et de Frêne,*
 - *au plus tard le 31 décembre 2010, dans le plan d'eau n° 2, sur une longueur d'environ 450 mètres, et 20 mètres de large, selon le même principe avec végétalisation en Aulne et Frêne, au plus tard un an avant la fin d'exploitation.*
- Sur des mesures conservatoires pour la faune visant à préserver les sites alimentant des espèces remarquables :
 - *préservation des peuplements remarquables du Fraxino – Alnion – Glutinosae (habitat prioritaire identifié à l'Ouest du site),*
 - *préservation du secteur de la mare au Sud-Est alimentant un groupe familial de Castor et la présence de la Grenouille agile.*

En 2009, l'exploitation de cette carrière est bientôt terminée, et il est prévu que l'activité sur le site soit arrêtée très prochainement.



3.2.3 Les principales entreprises émettrices de pollutions atmosphériques

La Société « GIE Boiron et Faugier » (agroalimentaire, boisson et surgélation - localisée Quartier Plantas) et l'ISDND de Donzère (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux) sont les principales sources de pollutions atmosphériques du territoire. Leurs activités et leurs émissions font l'objet d'un classement et d'un suivi dans le registre français des émissions polluantes (IREP).

3.3. LES SOLS ET LEUR EXPLOITATION

3.3.1. La pollution des sols

Pour les installations classées susceptibles de présenter une pollution des sols ou des eaux souterraines, la base de données "BASOL" recense l'ensemble des sites pollués ou potentiellement pollués appelant une action de l'administration.

La commune de DONZERE est concernée par le site suivant :

- Société HYDROCHEM

Par ailleurs, un inventaire régional historique des anciens sites industriels a été conduit et diffusé notamment aux collectivités locales en 1999. Pour leur grande majorité, ces sites n'ont pas encore conduit à une action de la part de l'administration.

La commune de DONZERE est concernée par les sites suivants :

- Coopérative agricole de la région Montilienne (activité terminée) ;
- Dépôt M. REYNAUD Albert (activité terminée) ;
- Dépôt SHELL (activité terminée) ;
- Centrale d'enrobage J. LEFEBVRE (activité terminée).

Il convient d'être prudent concernant le réaménagement des terrains concernés qui ont pu accueillir des activités potentiellement polluantes. En fonction de l'état résiduel des terrains et travaux de réhabilitation effectués, l'aménagement de ces sites peut être soumis à des restrictions d'usage.

3.3.2. L'exploitation des carrières

3.3.2.1. Les carrières en activité sur le territoire

La commune de DONZERE est concernée par les carrières suivantes :

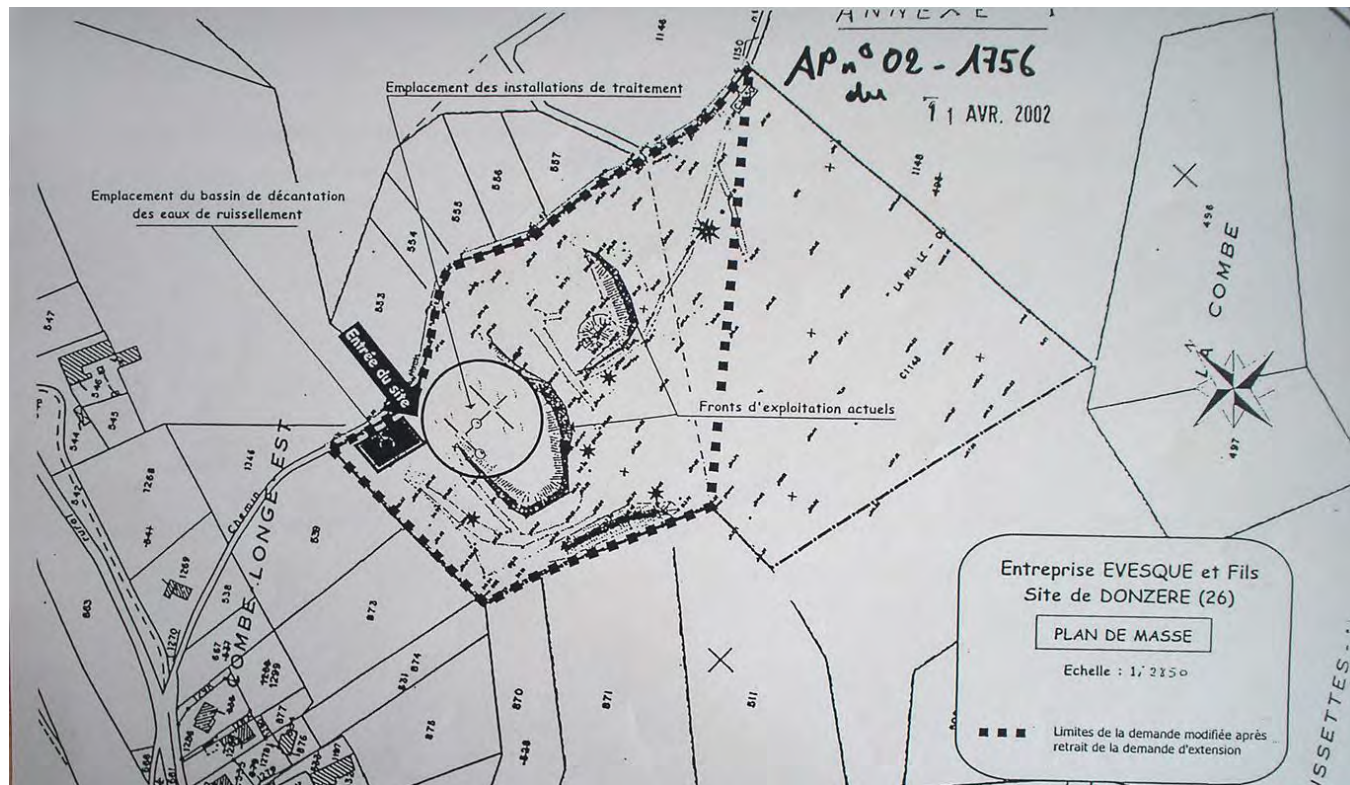
- Carrière de sables et graviers de la société EVESQUE et Fils autorisée par AP du 11 avril 2002, pour une durée de 10 ans, sise au lieu dit « Combe Longe Est » pour une superficie de 42 670 m².
- La société DAG est autorisée, pour une durée de 25 ans par l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2006, à exploiter une carrière alluvionnaire ainsi qu'une installation de traitement de matériaux sur le territoire de la commune de Donzère aux lieux-dits « Grand Bois », « Nogier », « Grange Neuve » et Ile Armand » pour une superficie globale d'environ 155 hectares. Cet arrêté autorise la production maximale de 1 000 000 tonnes/an. Il limite également la capacité totale maximale des installations de prélèvements d'eau dans un système aquifère à 80m³/heure.

3.3.2.2. Localisation des carrières en exploitation

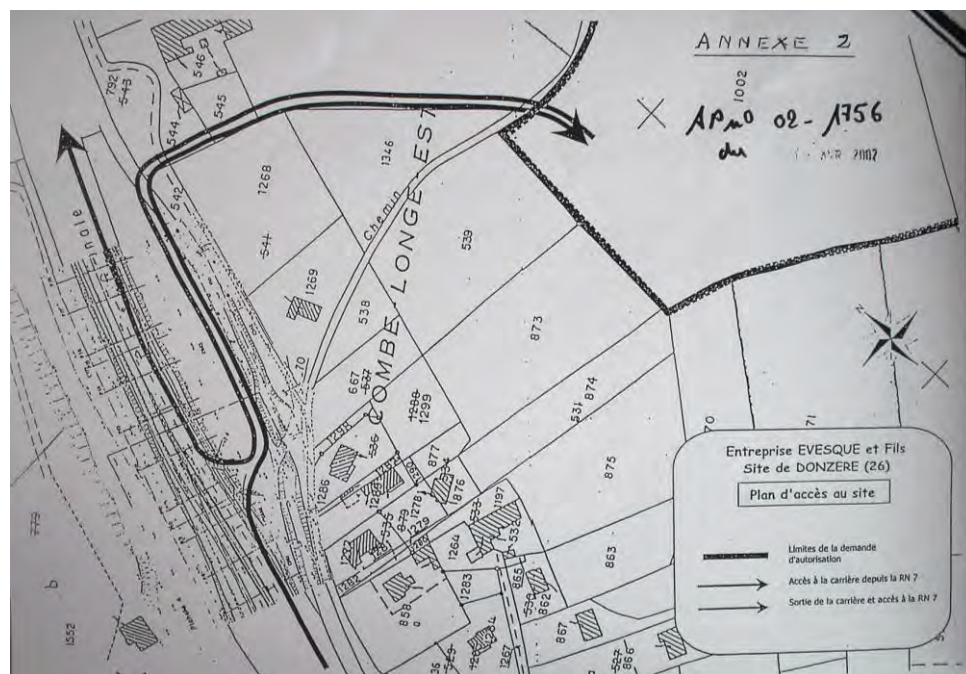
Les cartes suivantes représentent les périmètres des carrières en exploitation sur la commune.

Carrière de la société Evesque

La carrière de la société Evesque est située au lieu-dit « Combe Longe Est », à proximité de l'entrée Est de Donzère (voir plan ci-dessous).

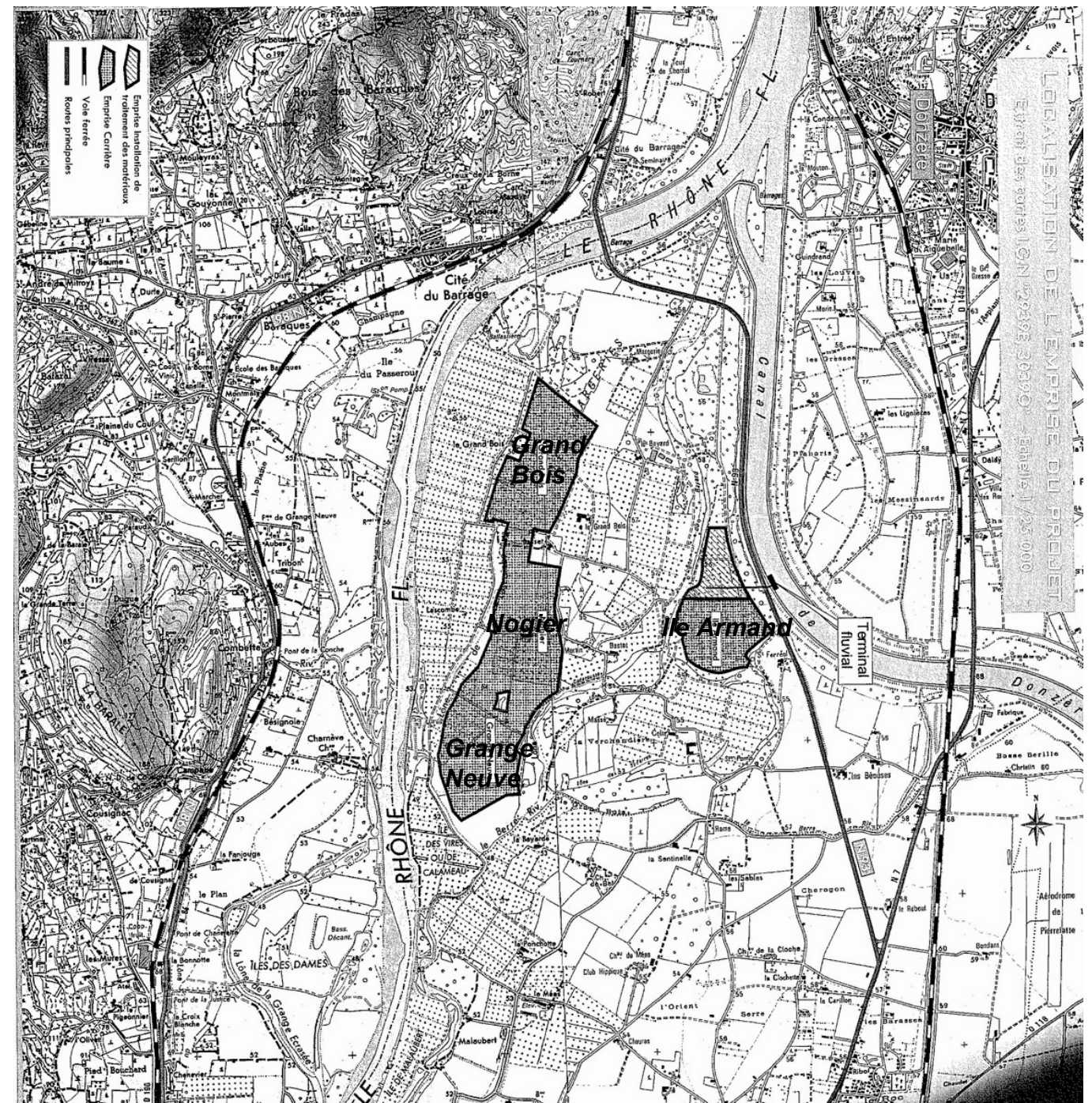


Les accès (entrée/sortie) à la carrière s'organisent directement autour de la N7, comme l'indique le plan ci-dessous.



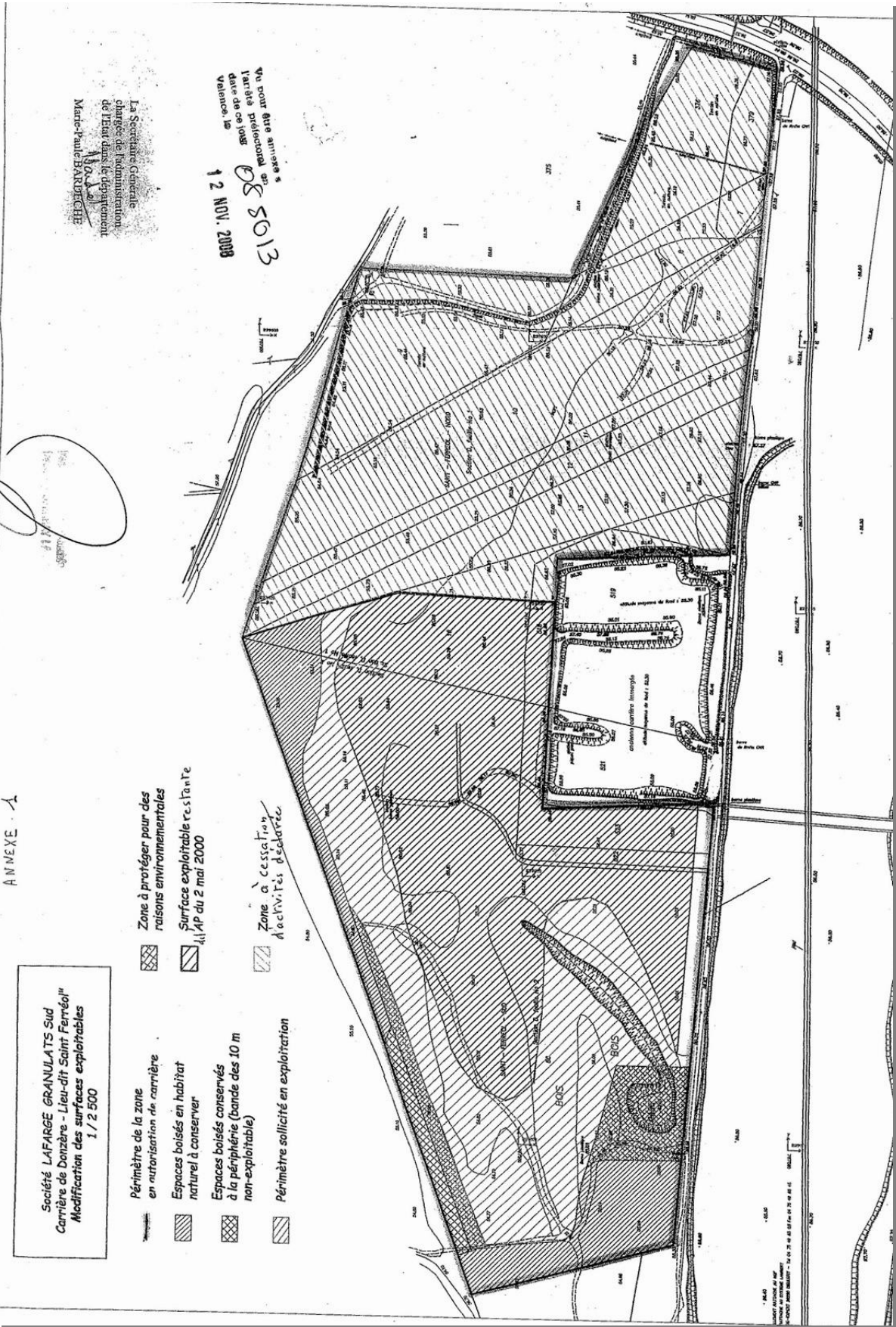
Carrière de la société DAG

La carrière de la société DAG se situe sur le secteur des Iles, entre le canal de Donzère - Mondragon et le Rhône. L'emprise principale est destinée à l'exploitation de la carrière, tandis qu'une emprise secondaire est dédiée aux installations de traitement des matériaux (en hachuré sur le secteur nord de l'île Armand – voir plan ci-dessous). A noter également la création d'un terminal fluvial le long du canal, à proximité de l'île Armand.



Carrière de la société Lafarge Granulats Sud

La carrière de la société Lafarge Granulats Sud se situe sur le secteur des Iles entre les lieux-dits Saint-Ferreol Sud et Saint-Ferreol Nord, à proximité du canal de Donzère-Mondragon.



3.3.2.3. Le Schéma Départemental des Carrières

Le schéma départemental des carrières fait apparaître que le territoire de la commune de DONZERE comporte des zones à éléments ou préjugés favorables (ZEF ou ZPF selon classification des cartes géologiques du SDC) sans contrainte environnementale majeure (contraintes de niveau I à interdiction directe ou indirecte ou de niveau II à sensibilité forte, selon classification des contraintes du SDC).

Rappelons que seules les zones de classe I comprennent les espaces où les carrières sont interdites. Dans toutes les autres zones, les ouvertures de carrières sont potentiellement réalisables. Le contour de ces zones figure de façon approximative sur la carte annexée (extraction à faire avec B.R.G.M. à partir des données digitalisées du SDC).

Les orientations prioritaires du schéma visent à préserver l'accessibilité aux gisements essentiels, à rechercher des gisements de proximité et à économiser la ressource en matériaux alluvionnaires.

Le schéma départemental des carrières n'est pas opposable aux documents d'urbanisme, mais sans zonage approprié, c'est une interdiction généralisée à toute ouverture de carrière. Le zonage ne préjuge pas de l'obtention du droit des tiers et des autorisations nécessaires pour l'exploitation.

3.4. MAITRISE DES CONSOMMATIONS ENERGETIQUES

La commune de Donzère n'a pas encore en 2009 de programme défini concernant la problématique d'économie et de production d'énergie. En revanche la commune souhaite réaliser une charte éco-citoyen de la ville de Donzère, document en cours de réalisation.

Plusieurs d'initiatives ont été engagées ces dernières années concernant la maîtrise des consommations énergétiques et la production d'énergies renouvelables. On retrouve notamment la transposition du chauffage fuel au chauffage gaz des bâtiments communaux, l'installation d'éolienne en partie Nord-Est de la commune et l'installation d'une usine de biogaz.

La commune a également questionné la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) sur la faisabilité et la possibilité d'établir une mini-centrale hydroélectrique intégrée au barrage du Rhône.

L'observatoire de l'énergie et des gaz à effet de serre de Rhône Alpes recense comme installations de production d'énergies renouvelables à Donzère :

- 1 installation bois énergie,
- 9 installations solaire thermique,
- 3 installations photovoltaïque,
- 1 installation éolienne.

3.4.1. La ferme éolienne

La ferme éolienne est située en limite de la zone industrielle du Grand Coudouly sur la commune de Donzère. Elle comprend 5 éoliennes d'une puissance de 600kW connectées au réseau 20 000 V d'EDF. Les éoliennes sont placées sur deux lignes face au vent dominant, le Mistral, vent du Nord.

Ce projet a été retenu par le ministre de l'Industrie et EDF, dans le cadre de l'appel à propositions EOLE 2005. C'est notamment la première ferme éolienne réalisée dans le cadre de ce projet.

Le site, dans la plaine du Tricastin, bénéficie de l'effet Venturi créé par le passage du Mistral entre les collines de Notre-Dame de Montchamp et Roucoule. Les éoliennes sont installées sur des terrains agricoles en bordure de parcelle de vigne et à proximité de la « ZAC des éoliennes ». Les terrains sont de la propriété communale, mais sont exploités par des viticulteurs.

L'électricité est fournie en 690 V, tension relevée en 20 000 V par un transformateur placé sur le socle de béton au pied de chaque éolienne. Le transformateur est placé dans une enveloppe de couleur claire qui limite sa visibilité. La perte de surface correspondant aux fondations est très limitée (600 m²).

La puissance électrique totale est de 3 MW et la production annuelle nette est estimée à 7 267 000 kWh par an, ce qui correspond à la consommation en électricité spécifique (hors chauffage) d'environ 10 000 personnes. L'investissement total est de 23 millions de francs.

Le niveau sonore du site, supérieur à 55 dBA, est assez important compte tenu de la proximité de l'autoroute. Le bruit généré par les éoliennes (50 dBA dans un rayon de 50m) est très faible par comparaison au bruit ambiant. Il n'existe pas d'habitation permanente à moins de 1000 m.

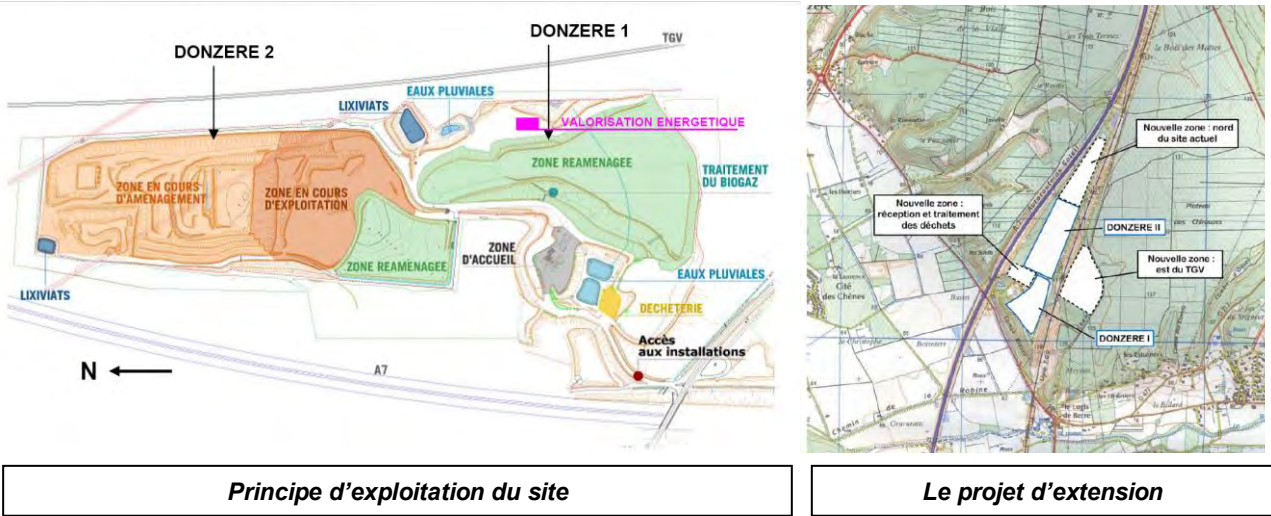


3.4.2. La récupération et la valorisation du biogaz

La société SITA MOS gère une installation de stockage de déchets non dangereux qui en est à sa deuxième tranche d'exploitation. Cette deuxième tranche appelée DONZERE 2 dispose d'une autorisation de carrière/stockage pour un tonnage annuel moyen de 150 000 t/an de déchets ménagers et assimilés ultimes (et un maximum annuel autorisé de 200 000 t/an). Les déchets réceptionnés proviennent essentiellement de la Drôme et de l'Ardèche (le quota minimum est de 50%) et des départements limitrophes.

Le biogaz produit par la décomposition des déchets est capté par un réseau de drainage couvrant l'ensemble du massif de déchets.

Jusqu'alors ce biogaz était traité par combustion à haute température (> 900 °C) dans une torchère. Depuis août 2006, ce biogaz est utilisé sur place dans une unité de production d'électricité. L'installation a une puissance qui représente les besoins énergétiques de 4500 personnes (chauffage compris).



3.4.3. Le logement et les transports

Sur les 2 101 logements de Donzère (résidences principales, logements occasionnels, résidences secondaires et logements vacants) en 2007, on recense 1 473 logements individuels (70 % du parc) et 612 logements collectifs (30 %). Le nombre de logements anciens construits entre 1975 et 1989 représente 604 habitations soit 29 % du parc de la commune. Les logements très anciens datant d'avant 1949 sont au nombre de 504 et représentent 1/4 du parc de la collectivité. La majorité du parc est donc individuel, ce qui le rend plus gourmand en énergie que le parc collectif. De plus, plus de la moitié (52 %) des habitations a plus de 35 ans, ce qui nécessite une évaluation de la qualité des logements pour déterminer leur consommation d'énergie.

Selon l'INSEE en 2007, 91 % de la population active de Donzère est motorisée (voitures et deux roues) et seulement 4,5 % n'utilise pas de moyen de transport, 3 % utilise les transports en commun et 4 % la marche à pied. La voiture est majoritairement utilisée pour les déplacements hors de la commune (48 %), puis pour les déplacements au sein de la commune (21 %). Il en est de même pour les transports en commun qui sont d'abord empruntés pour se rendre dans une autre commune (1 %), puis pour se rendre au sein de la commune (0,8 %). Ainsi, la voiture reste le mode de transport le plus utilisé par les habitants de Donzère pour se rendre au travail, loin devant l'absence d'utilisation d'un mode de transport, la marche à pied et les transports en commun. Ce mode de déplacement centré sur l'utilisation de la voiture est fortement consommateur d'énergie (pétrole) et émetteur de gaz à effet de serre comme l'oxyde d'azote ou le dioxyde de carbone (cf. chapitre qualité de l'air).

SYNTHESE - RESSOURCES NATURELLES

Sol et carrières

Secteur stratégique pour l'extraction des matériaux alluvionnaires (sables et graviers).

Nombreux sites d'extraction répartis sur le territoire, dont 3 carrières de grande superficie en activité.

⇒ Vers une gestion cohérente et plus vertueuse des gravières ? (vision à long terme, économie des ressources alluvionnaires, réhabilitation écologique, embranchement ferré, incidences sur la nappe du Rhône et les lônes, ...)

Consommation et artificialisation de l'espace

Un mode de développement (habitat dispersé et lotissement pavillonnaire, zone d'activités) fortement consommateur d'espace.

⇒ Plus de 60 000ha d'espaces artificialisés en France par an. Vers une gestion plus économe de l'espace ?

Consommations énergétiques et émissions de gaz à effet de serre

Un mode de développement (habitat individuel et dispersé) très consommateur d'énergie (chauffage, déplacements).

Absence de dépassement des seuils de pollution mais des axes routiers à fort trafic (polluants + gaz à effet de serre).

Peu d'alternative à la voiture individuelle (peu de liaisons douces, absence d'un TC structurant).

Un potentiel intéressant de production d'énergies renouvelables sur le territoire : éolien, solaire, hydroélectrique, biogaz.

SYNTHESE DES ENJEUX - RESSOURCES NATURELLES

Le contexte : changement climatique en lien avec l'augmentation des GES et crise énergétique en lien avec la raréfaction des combustibles fossiles.

Les objectifs : Kyoto, Plan Climat, Grenelle de l'Environnement (objectif des 3*20% d'ici 2020) :

20 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre,

20 % d'économie d'énergie

20 % d'énergie renouvelable dans la consommation totale d'énergie.

Quelle contribution du territoire à l'atteinte de ces objectifs ?

Quelle traduction dans le projet territorial ?

4. Gestion des risques et des nuisances

4.1 LES RISQUES D'INONDATIONS

4.1.1. Contexte général

Le Plan de Prévention des Risques Naturels d'inondation (PPRN) de DONZERE a été prescrit par arrêté préfectoral n° 01-1060 du 22 mars 2001 et approuvé le 04 Août 2005. Une révision du PPRI a ensuite été prescrite le 8 mars 2010 et approuvée le 1^{er} février 2012 (arrêté préfectoral n°2012032 0003).

En application de la circulaire du 24 janvier 1994 la crue de référence retenue pour déterminer les zones exposées aux risques est la crue centennale. Le PPRN couvre l'ensemble de la commune.

La réalisation du PPRN répond à deux priorités majeures : préserver les vies humaines et réduire la vulnérabilité des biens et le coût des dommages

Ces objectifs conduisent à :

- interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement et les limiter dans les autres zones inondables,
- préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en amont et en aval,
- éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés,
- sauvegarder l'équilibre des milieux dépendant des petites crues et la qualité des paysages souvent remarquables du fait de la proximité de l'eau et du caractère encore naturel des vallées concernées.

Du fait de conditions hydrauliques spécifiques le secteur du triangle de Gresse a également été distingué sur le plan de zonage (zone hachurée).

En dehors des zones définies dans le zonage réglementaire du présent PPRN, le risque inondation normalement prévisible est très faible jusqu'à l'aléa de la crue de référence retenue.

4.1.2. Détermination des crues de référence

4.1.2.1. Crues du Rhône

La doctrine PPRN préconise de prendre en compte l'aléa de référence correspondant à la crue réputée la plus grave et au minimum à la crue centennale. Le Rhône, qui a connu des aménagements de grande ampleur, constitue un cas particulier. En effet, ces aménagements sont postérieurs à la crue historique de 1856 de Donzère et, de ce fait, le risque n'est désormais plus le même. Les aléas de références ont donc été définis à partir des crues décennale et centennale calculée, en tenant compte tout de même des données sur les crues historiques ainsi que des principaux aménagements effectués.

On qualifie par crue décennale et centennale les crues qui ont respectivement une chance sur 10 et une chance sur 100 d'être atteintes ou dépassées chaque année.

4.1.2.2. Crues des affluents

La crue de référence ayant servi de base à l'élaboration de la carte des aléas pour les affluents sont la crue de référence centennale modélisée par le bureau d'étude Géo+ couplée avec le périmètre de la crue de 1988 lorsque celui-ci est plus étendu.

Cependant, des travaux ont été réalisés par les services techniques de la commune (installation d'une buse permettant le passage du débit de crue centennial et création d'un ouvrage de décharge sur le Champ de Mars) et par conséquent, la situation de 1988 ne devrait plus se reproduire en crue centennale. Il persiste toutefois toujours un risque résiduel d'obturation de l'entonnement amont des Riailles (début du passage en souterrain de la rivière).

4.1.3. La qualification des aléas

Pour le PPRN de Donzère toute zone recouverte par plus de 1m d'eau en crue centennale est classée en aléa fort.

De même, la fréquence des crues étant un élément important générateur de dommages répétés, les terrains exposés à la crue décennale du Rhône ont aussi vocation à être classés en zone d'aléa fort.

Dans les zones situées immédiatement à l'aval des digues, le niveau d'aléa est augmenté par les risques de rupture qui engendreraient localement des arrivées d'eau très brusques. La modélisation de ce type d'aléas restant théorique, la prévention s'appuie sur des principes de précaution. Les zones de risques immédiats à l'arrière des digues sont classées en aléa fort et les zones protégées par des digues hors zone de risque immédiat sont classées en aléa faible.

Concernant les affluents, les aléas sont déterminés selon des critères de vitesse de courant et de hauteur de submersion.

4.1.4. Le zonage réglementaire

Le PPRN de Donzère comprend trois zones distinctes, elles-mêmes subdivisées en fonction de l'origine de la crue :

La zone Rouge dénommée R correspond aux secteurs soumis à un aléa fort, elle comprend :

- la zone Ra constituée par le lit mineur et le lit moyen des affluents et par les axes d'écoulement préférentiels de ruissellement,
- la zone Rr constituée par le lit majeur du Rhône,
- la zone Rrd constituée par la zone de sécurité immédiate à l'aval des digues de protection.

La zone Bleu foncé dénommée B1 correspond aux secteurs soumis à un aléa moyen. Elle ne concerne que les affluents du Rhône

La zone Bleu clair dénommée B2 correspond aux secteurs soumis à un aléa faible, elle comprend :

- la zone B2a qui correspond aux secteurs soumis à un aléa faible pour les ruisseaux ou à des ruissellements sur versants,
- la zone B2r qui correspond aux secteurs soumis à un aléa faible pour le Rhône, et non situés dans des zones à préserver pour la conservation des champs d'expansion des crues, ainsi que les secteurs situés à l'aval des digues constituant une protection par rapport aux crues du Rhône (hors zone de risque immédiat).

Le zonage et le règlement représentent la transposition des objectifs de prévention en fonction de la gravité des crues telle que décrite par la carte des aléas. Le zonage définit deux types de zones :

- Les zones rouges, où le principe est d'y interdire toute poursuite d'urbanisation

- les zones bleues où les constructions pouvant éventuellement être autorisées sont soumises à des prescriptions en fonction de l'aléa.

Avancement du dossier

La révision du PPRI a été approuvée le 1^{er} février 2012 par l'arrêté préfectoral n°2012032 0003.

Le secteur du triangle de Gresse fait l'objet d'un zonage particulier (zone hachurée noire) du fait de la dynamique particulière des inondations qui peuvent l'atteindre.

Les principes suivant ont guidé l'établissement de l'actuel règlement :

- Pour chaque zone tout ce qui n'est pas autorisé est interdit
- L'importante exposition aux risques a conduit à limiter très fortement les possibilités de construction en zone rouge, et à degré moindre en zone bleu foncé.
- En zone bleu clair des projets nouveaux sont réalisables moyennant la mise en œuvre de prescriptions destinées à réduire la vulnérabilité et à garantir la sécurité des personnes.
- Les prescriptions applicables aux projets autorisés sont classées en fonction de leur nature.
- Les établissements relevant du public, et parmi eux ceux accueillant des personnes vulnérables (malades, personnes âgées, enfant..) sont plus exposés en cas de crue (difficultés d'évacuation, mauvaise connaissance des consignes de sécurité, risque de panique...), c'est pourquoi ils font d'une réglementation plus stricte dans toutes les zones.
- Les prescriptions et recommandations applicables aux biens et activités existants sont destinées à réduire, autant que possible, leur vulnérabilité.

4.1.5. La révision du PPRI

Le PPRI prend en compte les inondations provoquées d'une part par les débordements du Rhône, d'autre part par ceux des rivières et différentes combes ou vallées qui traversent le territoire. En ce qui concerne la rivière des Riailles qui parcourt le centre urbain de la commune, celle-ci a fait l'objet d'importants travaux en 2010 qui sont de nature à supprimer les débordements, en référence à la crue centennale, sur ce secteur.

Par ailleurs en 2007, le Préfet coordonnateur de bassin a publié la « doctrine Rhône », document commun pour l'élaboration des PPRI de toutes les communes riveraines de ce fleuve. La modification entraînée par la réalisation des travaux sur les Riailles est donc l'occasion de mettre le PPRI en accord avec cette doctrine.

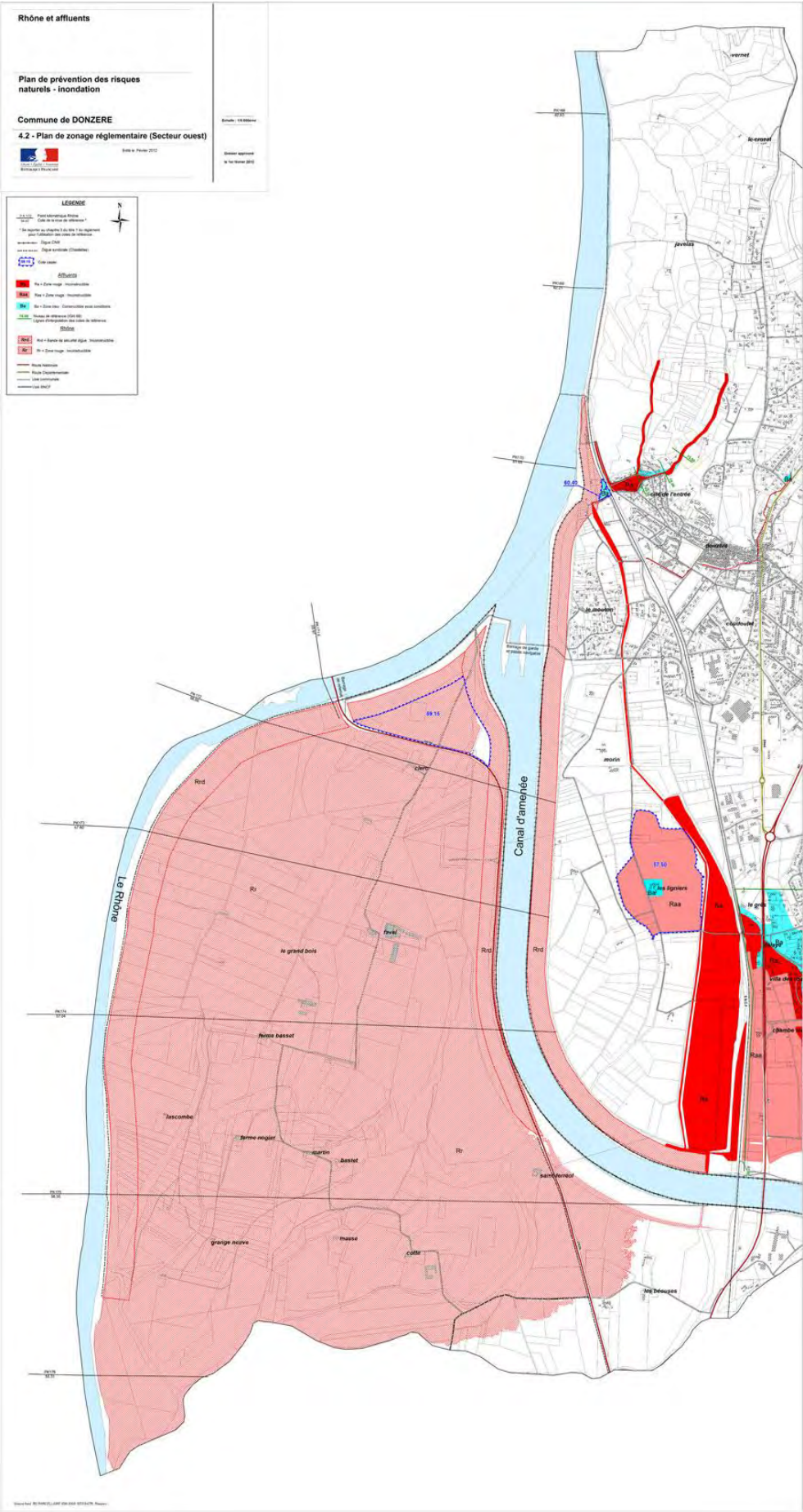
Les motifs ci-dessus ont conduit à la prescription de la révision du PPRI par arrêté préfectoral n°10-0885 du 8 mars 2010.

Travaux réalisés sur les Riailles :

- Piège à embâcles au carrefour RD144/RD844.
- Entonnement Chemin du Paradis.
- Mise au gabarit sous les maisons après l'entonnement jusqu'à la Place de la Fontaine.
- Mise au gabarit sur tout le passage du cours d'eau (Place du Champ de Mars, Boulevard des Barrys) jusqu'à l'extrémité à ciel ouvert après le Parc Meynot.

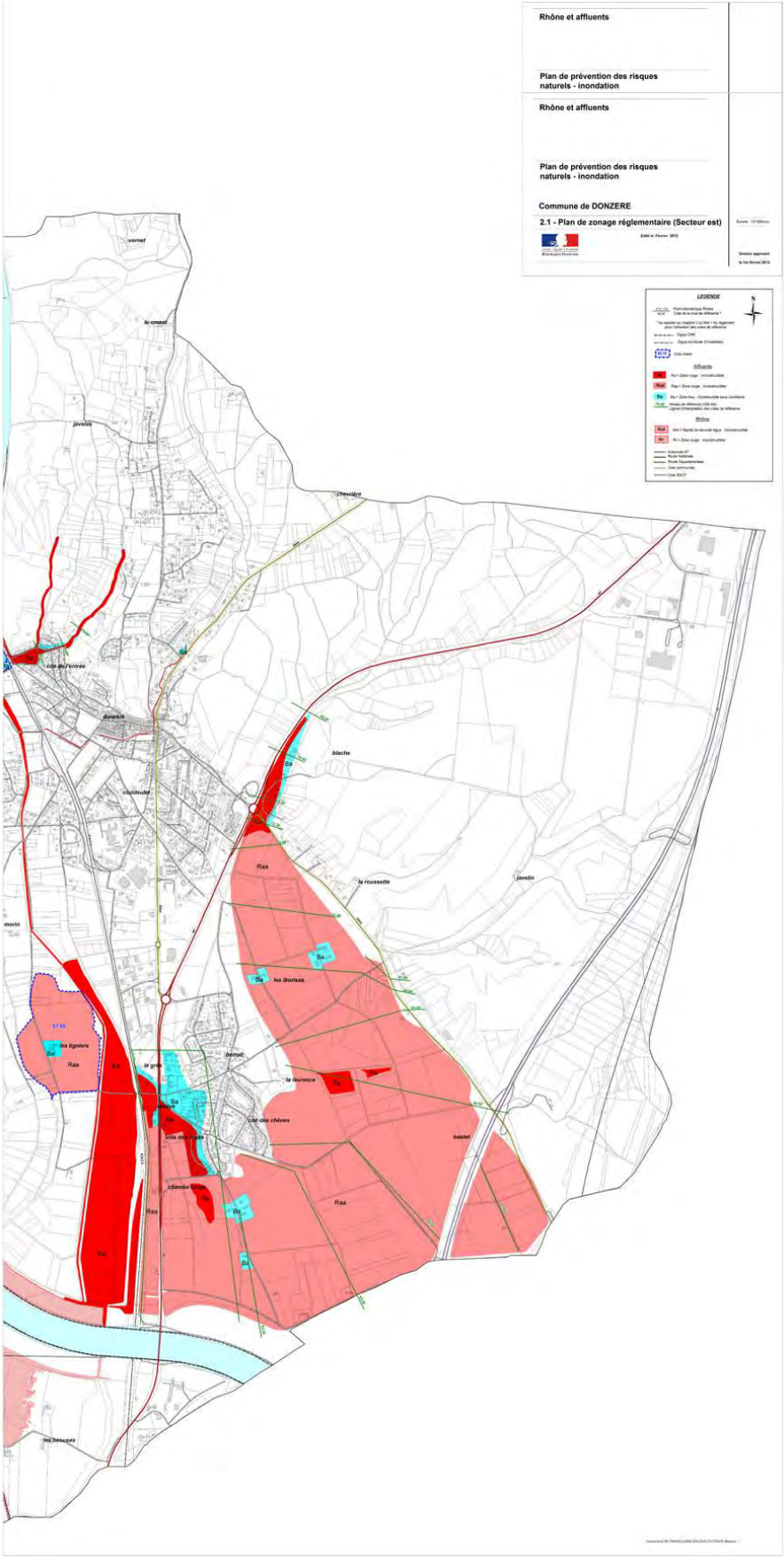
Les ouvrages sont dimensionnés pour une crue centennale.

Carte d'aléas du PPRI après révision



PPRI Rhône et affluents
Secteur Ouest

PPRI Rhône et affluents
Secteur Est



4.2. les Risques Technologiques et industriels

Six établissements visés par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, soumis au régime de l'autorisation, sont implantés sur le territoire de la commune de Donzère :

- Ets DOIZE (stockage de métaux) ;
- Ets ULMANN (stockage de métaux) ;
- Ets BOIRON FAUGIER (décongélation, cuisson et congélation de produits de la mer et fabrication de crème de marrons) ;
- SEL DONZERE (entrepôt frigorifique) ;
- HYDROCHEM (traitement de surface) ;
- SITA MOS (décharge) – une procédure de demande d'extension est en cours.

Ces établissements ne génèrent pas de phénomènes dangereux dont les effets significatifs sont susceptibles de dépasser les limites de l'établissement et ne figurent pas parmi ceux comme devant faire l'objet d'une action de maîtrise de l'urbanisation.

La société SITA MOS, centre de stockage, de traitement et de valorisation de déchets ultime, située Quartier La Garenne Rte De Grignan à Donzère, a présenté une demande de servitudes d'utilité publique concernant une zone d'un rayon de 200 m autour de la décharge, auprès de la DRIRE (Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement). Son instruction est en cours. Cette société souhaite en effet réaliser prochainement une extension de son site.

La commune se situe également dans le périmètre d'information des 10 km du site nucléaire du Tricastin (Agence Sûreté Nucléaire Lyon).

4.3. LES AUTRES RISQUES

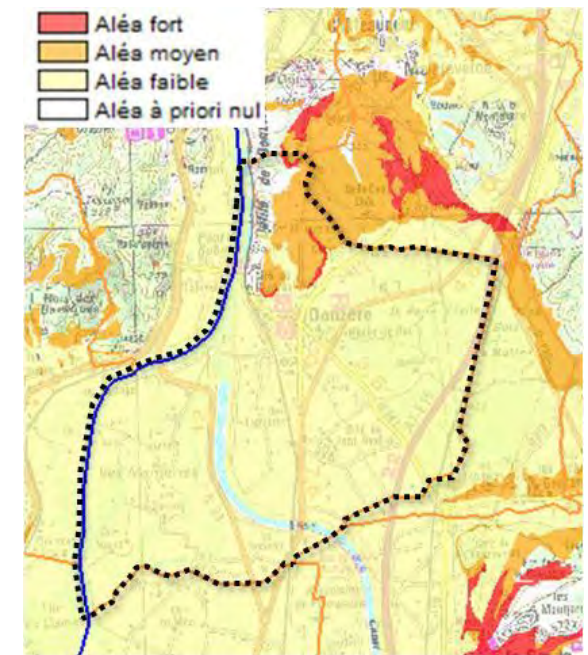
4.3.1 Les risques sismiques

La France dispose depuis le 22 octobre 2010 d'un nouveau zonage sismique applicable depuis le 1^{er} mai 2011. L'évolution des connaissances scientifiques a en effet engendré une réévaluation de l'aléa sismique. Ce nouveau zonage permet également une harmonisation des normes françaises de construction parasismique avec celles des autres pays européens. Le territoire national est ainsi divisé en 5 zones de sismicité, allant de 1 (zone d'aléa très faible) à 5 (zone d'aléa fort). La commune de Donzère est ainsi concernée par un aléa de type 3 (zone de sismicité modérée). Ce classement entraîne l'application de règles de construction parasismique prévues dans le décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 et l'arrêté du 22 octobre 2010. Cette réglementation s'applique aux nouveaux bâtiments et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières, dans les zones de sismicité 2, 3, 4 et 5. Les règles de construction parasismique sont des dispositions constructives dont l'application relève de la responsabilité des maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrage, néanmoins une information sur cette évolution (voir www.planseisme.fr).

4.3.2 Le retrait-gonflement des argiles

La commune est affectée par le risque de mouvements de terrain. La cartographie départementale de l'aléa retrait-gonflement des argiles a été établie pour délimiter les zones sensibles afin de développer la prévention du risque. Le territoire de la commune est très majoritairement concerné par des zones d'aléa faible. Une petite partie du territoire, au nord de la commune, est située en aléa moyen. De rares secteurs, très ponctuels, sont concernés par un aléa fort. 18 sinistres liés à ce phénomène ont été recensés par le BRGM en 2007.

La carte ci-contre présente les différentes zones d'aléas.



Source : www.argiles.fr

Par ailleurs, la commune recèle 6 cavités souterraines (L'Abri de Jonas, La Grotte de la Baume des Anges, La Grotte de la chauve-souris, La Grotte de l'escalade (dans le défilé de Donzère), La Baume noire (défilé de Donzère), et Le Puits Saint Vincent (gouffre)). Ces cavités peuvent présenter des dangers liés à leur instabilité, à la présence possible de "poches" de gaz ainsi qu'à la montée très rapide des eaux lorsqu'il s'agit de cavités naturelles.

4.3.3 Le risque feux de forêts

Il n'existe pas de plan de prévention des risques incendie de forêt sur le territoire de la commune de Donzère. Cependant, une carte d'aléa feu de forêt a été établie par la DDAF et définit les secteurs d'aléa moyen à localement élevé, modéré ou faible à très faible. L'aléa est localement élevé sur la commune, notamment sur le plateau des Opillas (lieux-dits Les Plaines, Bouchillon,...) ou en périphérie de la Cité des Chênes (entrée sud-de la commune).

L'arrêté préfectoral n°08-0011 du 2 janvier 2008 définit les règles de prévention en matière d'emploi du feu, de nature du débroussaillage et d'obligations en zone urbanisée. Cet arrêté indique notamment que la commune doit s'assurer, à l'intérieur et à moins de 200m d'un espace sensible, sur 50 m autour des constructions (quelque soit le zonage au PLU) et sur les parcelles situées en zone U (même non construites), de :

- la destruction de la végétation herbacée et ligneuse basse au raz du sol,
- l'enlèvement des arbres morts, dépérissant ou dominés sans avenir,
- l'élagage des arbres conservés jusqu'à une hauteur minimale de 2m,
- l'élimination des rémanents par broyage, évacuation ou brûlage dans le strict respect des règles relatives à l'emploi du feu,
- jusqu'à une distance de 10m des murs, la suppression des arbres en densité excessive de façon à ce que chaque houppier soit distant d'un autre d'au moins de 2 mètres et distant de chaque construction d'au moins 2m.

Concernant les hydrants, la ville de Donzère s'assurera de la mise en place des équipements hydrants pour la création de nouvelles constructions (poteau incendie ou citerne) conformément aux prescriptions du SDIS et aux normes techniques (NFS 61-213 et 62-200). Pour les nouveaux aménagements, les voies de desserte permettent le passage des véhicules de secours en tout temps.

4.3.4 La lutte contre l'ambroisie

L'ambroisie (*Ambrosia artemisiifolia*) est une plante dont le pollen allergisant se diffuse dans un large périmètre, génère des nuisances importantes auprès de la population et constitue un risque pour la santé publique. Cette plante prospère dans les terrains dénudés, les terres rapportées (remblais) peu ou pas végétalisées, les sols peu ou mal entretenus, notamment les friches industrielles, les lotissements en cours de construction, les chantiers, les bas-côtés, les terrains vagues, les voies de communication, les jachères, les jardins, les cultures, les chaumes... De plus, les graines d'ambroisie sont résistantes durant plusieurs années et que par conséquent la lutte contre l'ambroisie nécessite une action de long terme.

Afin de juguler la prolifération de l'ambroisie et de réduire l'exposition de la population à son pollen, la destruction obligatoire de l'ambroisie est rendue obligatoire par l'arrêté préfectoral n° 01-1903 du 18 mai 2001. Ainsi, les propriétaires, locataires, ayants-droit ou occupants à quelque titre que ce soit, sont tenus de prévenir la pousse des plants d'ambroisie et détruire les plants d'ambroisie déjà développés. La prévention de la prolifération de l'ambroisie et son élimination sur toutes terres rapportées, sur tout sol remué lors de chantiers de travaux, est de la responsabilité du maître d'ouvrage.

4.3. LE BRUIT

Le transport routier et ferroviaire est à l’origine des principales nuisances sonores sur le territoire. Le bruit fait l’objet d’une réglementation destinée à la prise en compte des nuisances sonores dues aux infrastructures de transports terrestres lors de la construction de bâtiments.

Les textes réglementaires applicables sur le territoire français sont :

- La loi bruit n° 92-1444 du 31 décembre 1992. Elle met notamment l’accent sur la protection des riverains des infrastructures de transports terrestres par de nouvelles prescriptions.
- Le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995, relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l’Urbanisme et le Code de la Constitution et de l’Habitat
- L’arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l’isolement acoustique des bâtiments d’habitation dans les secteurs affectés par le bruit.

Le tableau ci-dessous donne pour chacun des tronçons d’infrastructures mentionnées, le classement dans une des 5 catégories définies dans l’arrêté du 30 mai 1996 et la largeur des secteurs affectés par le bruit. Il associe pour chaque catégorie les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l’isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit

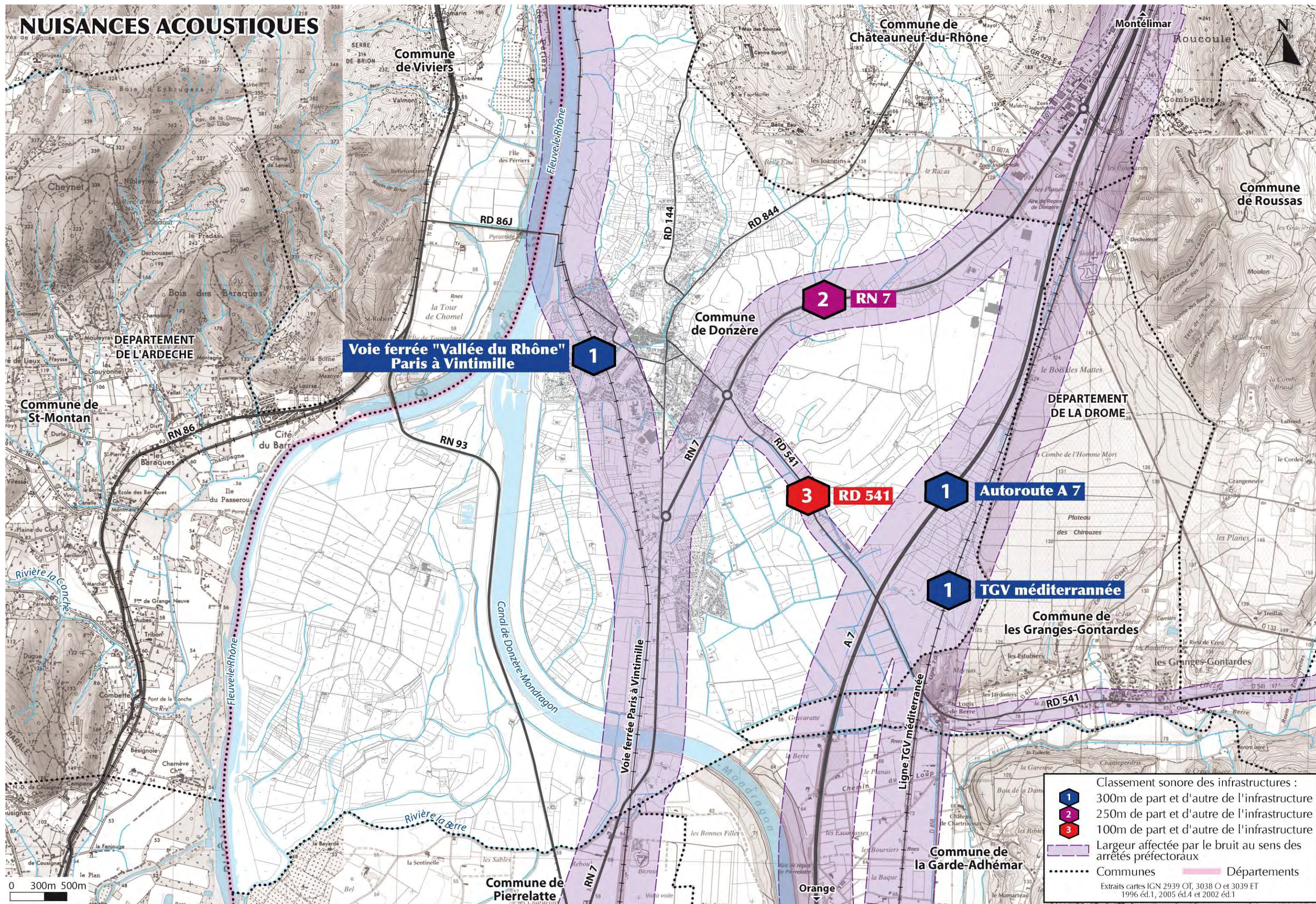
Nom des voies	Classe de la voie	LAeq (6h-22h) en dB(A)	LAeq (22h-6h) en dB(A)	Largeur maximale des secteurs	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
A7 Voie ferrée – ligne TGV et voie ferrée « vallée du Rhône »	1	83	78	D = 300m	
RN 7	2	79	74	D = 250m	
D 541	3	73	68	D = 100m	Ouvert

D’après le CDES (Cellule Départementale d’Exploitation et de Sécurité) de la DDT, le trafic sur les principales voiries, pour l’année 2005, est le suivant :

Route	Lieu de comptage	Trafic en véhicules/jour
A 7	Montélimar Sud	66 763 dont 19 % de PL
N 7	Amont péage Montélimar Sud (PR 96)	19 135 dont 11,4 % de PL
	Aval péage Montélimar Sud (PR 110)	16 339 dont 13,3 % de PL
RD 541	Entre Donzère et Logis de Berre (PR4)	6 099 dont 8,1 % de PL
	Entre Logis de Berre et Saint-Paul 3 Châteaux	8 474

Les lignes de l’autoroute A7, de la ligne TGV méditerranée et de la RD 541 étant toutes trois éloignées à l’Est des zones urbaines de la commune, leurs nuisances acoustiques induites sur ces secteurs sont minimales.

En revanche, les nuisances acoustiques associées à la voie ferrée «vallée du Rhône » et à la RN 7 concernent une partie conséquente des zones urbaines de la commune.



NUISANCES ACOUSTIQUES

Voie ferrée "Vallée du Rhône"
Paris à Vintimille

Commune de
Châteauneuf-du-Rhône

Montélimar

Commune
de Roussas

Commune de
St-Montan

DEPARTEMENT
DE L'ARDECHE

DEPARTEMENT
DE LA DROME

Commune
de Donzère

Autoroute A 7

TGV méditerranée

Commune de
les Granges-Gontardes

Commune de
la Garde-Adhémar

Commune de
Pierrelatte

0 300m 500m

1

2

3

Classement sonore des infrastructures :

- 300m de part et d'autre de l'infrastructure
- 250m de part et d'autre de l'infrastructure
- 100m de part et d'autre de l'infrastructure

Largeur affectée par le bruit au sens des arrêtés préfectoraux

Communes

Départements

Extraits cartes IGN 2939 OT, 3038 O et 3039 ET
1996 éd.1, 2005 éd.4 et 2002 éd.1

4.4. LES DECHETS

La commune de Donzère assure la collecte et le traitement des ordures ménagères. Le Plan Interdépartemental d'Élimination des Déchets (PIED) de la Drôme a été approuvé par arrêté interpréfectoral du 21 décembre 1995 et sa révision approuvée par arrêté du 9 novembre 2005. Le PIED prévoit une baisse de la production de déchets par habitants ce qui correspondrait pour les départements de l'Ardèche et de la Drôme, à une quantité variant de 262 000 à 309 000 tonnes en 2012. Le PIED a fixé les objectifs 2010-2015 pour le recyclage des différents types de déchets. Ainsi, il prévoit les taux de recyclage suivants : papier, 50 à 80 %, verre, 80 à 90 %, déchets verts, 50 à 100 %, encombrants, 30 à 50 %, déchets ménagers spéciaux, 100 % et boues des stations d'épuration, 50 %.

Par ailleurs, le Plan interdépartemental d'élimination des déchets du BTP a été approuvé par arrêté des 14 et 30 juin 2004.

4.4.1. La collecte

La collecte des ordures ménagères est effectuée en porte à porte. Elle est divisée en deux secteurs, avec une fréquence de passage de deux fois par semaine dans chaque secteur. La commune a mis en place le tri sélectif et organise la collecte une fois par semaine dans le secteur concerné.

Il existe huit points de collecte au sein de la commune pour les journaux, le papier et le verre. Les colonnes à journaux et papier sont gérées par Sita Mos et les colonnes à verre sont gérées par Soreca.

Les déchets verts sont collectés au porte à porte exclusivement à la demande pour les personnes à mobilité réduite qui ne peuvent pas se déplacer à la déchèterie. Le poids et la taille des déchets sont réglementés.

En 2009, ce sont 16,6 tonnes de cartons, 67 tonnes de bouteilles en plastique, 135 tonnes de journaux et papier, 119 tonnes de verre et 147 tonnes d'ordures ménagères qui ont été collectés par les services de la mairie.

4.4.2. Le traitement

Mise en place le 24 août 1987, le centre de stockage et de traitement des déchets de Donzère, exploitée par Sita Mos, une filiale de Suez Environnement, traite en moyenne 150 000 tonnes de déchets par an. Sur les 30 hectares d'exploitation autorisés, la moitié est en cours d'exploitation et l'autre moitié déjà réaménagée. Le site ayant récemment obtenu une autorisation d'extension (36 ha), la solution sera prochainement étendue à cette nouvelle zone d'exploitation.

La déchèterie, située au Sud de la commune, collecte les encombrants, les déchets d'équipements électriques et électroniques, les produits phytosanitaires etc. Les déchets qui ne sont pas collectés par la déchèterie de Donzère (gravats, peintures, produits polluants etc.), sont amenés à la déchèterie voisine de Malataverne.

La commune de Donzère possède également un centre de tri géré par Veolia, situé dans la zone industrielle des éoliennes. A noter que les ordures ménagères sont traitées au centre de tri de Roussas, la municipalité ayant un contrat d'acheminement des déchets avec cette commune.

Il est important de mentionner que la Drôme reçoit près de 150 000 tonnes de déchets à traiter depuis les départements voisins, en particulier le Vaucluse (47 000 t) et le Gard et l'Isère (30 000 t chacun). Le centre d'enfouissement de Donzère reçoit à lui seul 80 000 tonnes de déchets des départements limitrophes.

SYNTHESE - RISQUES ET NUISANCES

Des zones inondables relativement étendues

Des risques d'inondations liés au Rhône et à ses affluents, qui concernent des zones urbaines du centre bourg et des extensions (ruissellements de versants).

Un PPRN existe pour réglementer et maîtriser l'urbanisation vis-à-vis des risques d'inondations.

Des risques liés à la rupture des digues de protection.

Des risques technologiques et des nuisances éloignés des enjeux humains

6 entreprises ICPE mais avec des zones de risques limitées.

Un centre de stockage des déchets ultimes éloigné du centre ville.

Des lignes Haute Tension éloignées du centre ville.

Des infrastructures bruyantes en dehors du centre ville.

SYNTHESE DES ENJEUX - RISQUES ET NUISANCES

Limitation de l'exposition de la population aux différents risques (planification urbaine)

Non aggravation des risques (réduction de l'imperméabilisation, maintien des zones d'expansion des crues,...)

5. Synthèse des atouts et faiblesses du territoire

ATOUTS

Une ressource en eau stratégique et de bonne qualité.

Des secteurs de grande richesse écologique (milieux alluviaux du Rhône et robinet de Donzère) et un corridor d'intérêt national.

Un important potentiel de ressources en matériaux.

Un fort potentiel de développement des énergies renouvelables

Un territoire faiblement soumis aux risques et aux nuisances.

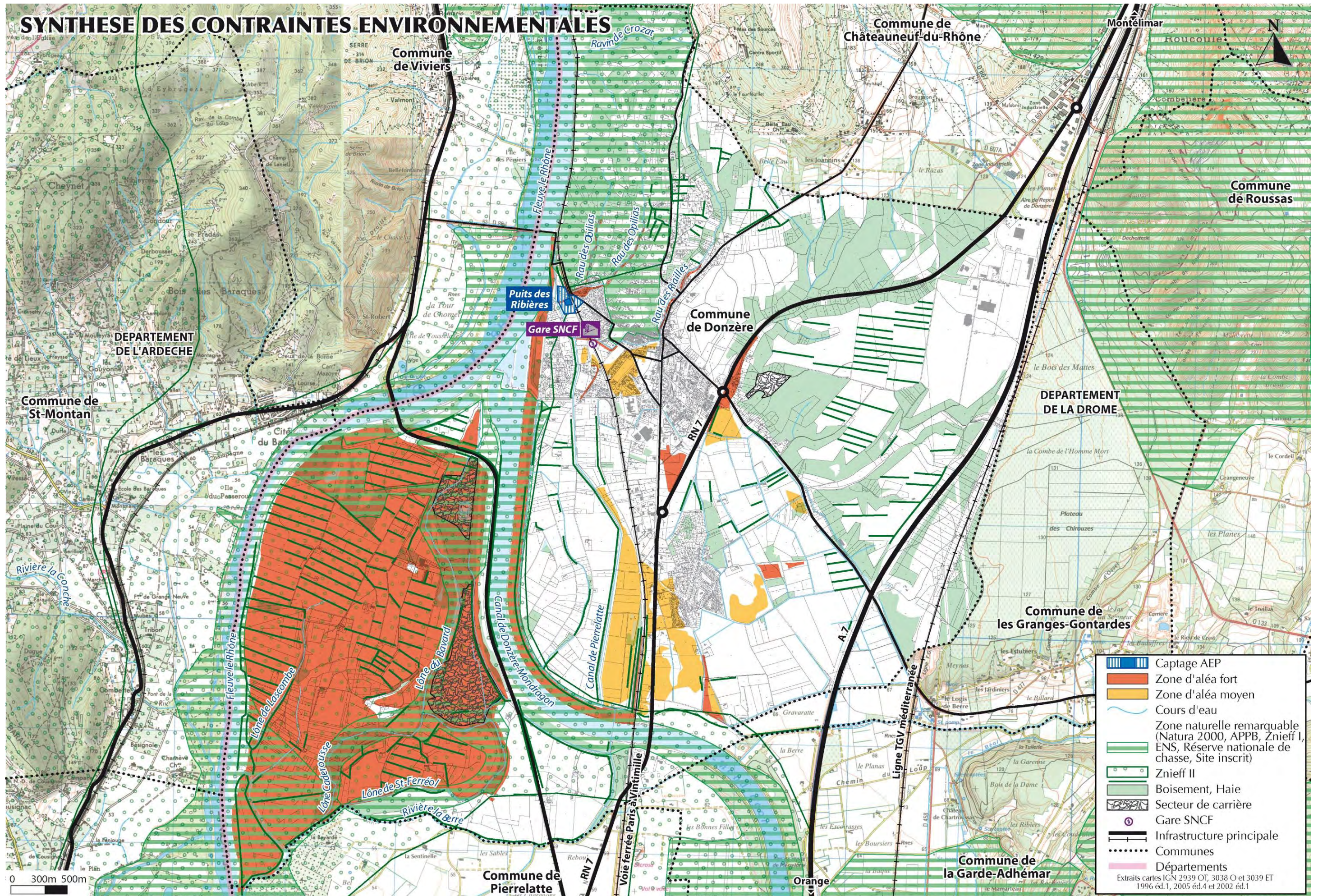
FAIBLESSES

Une dynamique fluviale et un cycle de l'eau perturbés avec les nombreux aménagements et prélèvements.

Une biodiversité limitée sur le reste du territoire et une forte fragmentation écologique.

Une exploitation des matériaux réalisée au détriment d'autres éléments : cohérence globale, impact sur les milieux et la ressource en eau.

Un développement urbain consommateur d'énergie et d'espace.



Annexe 1

La qualité des eaux du Rhône et des eaux souterraines

Légende :

A.E.P.: alimentation en eau potable
LOIS.:loisirs aquatiques
IRRI. : irrigation
ABR.: abreuvement
AQU. : aquaculture
H.A.P. : hydrocarbures aromatiques polycycliques
P.C.B. : polychlorobiphényles
M.e.S. : matières en suspension

Qualité de l'eau ou aptitude à la biologie:

	Très bonne
	Bonne
	Moyenne
	Médiocre
	Mauvaise
48	Indice de qualité ou d'aptitude à la biologie

Aptitude à la production d'eau potable :

	Eau de qualité optimale
	Eau de qualité acceptable
	Beau non potable
	Mauvaise

Etat patrimonial :

	Eau de composition naturelle
	Eau de composition proche de l'état naturel
	Dégradation significative par rapport à l'état naturel
	Dégradation importante par rapport à l'état naturel
	Dégradation très importante par rapport à l'état naturel
48	Indice de qualité ou d'aptitude à la biologie

La qualité des eaux souterraines en 2007 au forage de Prive de Lingtier à La Garde-Adhémar

Altérations	Qualité de l'eau	Usage AEP	Etat patrimonial
Matières organiques et oxydables	83		
Fer et Manganèse			
Particules en suspension	75	75	
Minéralisation et salinité	59	64	
Nitrates	78	78	
Matières azotées (hors nitrates)	0	16	
Microorganismes	67	67	
Micropolluants minéraux	81		
Pesticides	80	80	
Micropolluants organiques	76	76	
H.A.P	58	58	
P.C.B			

La qualité du Rhône en 2007 à Donzère

Altérations	Qualité de l'eau	Aptitude à la biologie	Aptitude aux usages de l'eau				
			A.E.P.	LOIS.	IRRI.	ABR.	AQU.
Matières organiques et oxydables	78	78					
Matières azotées	77	77					
Nitrates	59	64					
Matières phosphorées	75	75					
Particules en suspension	5	52					
Température	100	100					
Minéralisation	81						
Acidification	80	80					
Effet des proliférations végétales	86	86					
Micropolluants minéraux sur eau brute	58	58					
Micropolluants minéraux sur sédiments	53						
Micropolluants minéraux sur sédiments	54						
Pesticides sur eau brute	51	59					
Pesticides sur sédiments	23						
Pesticides sur M.e.S.							
H.A.P. sur eau brute	56	59					
H.A.P. sur sédiments	58	58					
H.A.P. sur M.e.S.	59	59					
P.C.B. sur eau brute							
P.C.B. sur sédiments	71						
P.C.B. sur M.e.S.	69						
Micropolluants organiques sur eau brute							
Micropolluants organiques sur sédiments							
Micropolluants organiques sur M.e.S.	79						



PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA VILLE DE DONZERE

Pièce n°1 : Rapport de présentation

Partie 3 : Exposé des choix d'aménagement

Plan Local d'Urbanisme approuvé le	03.03.2012
Révision simplifiée n°1 approuvée le	27.02.2014

Sommaire

PARTIE 3 - EXPOSÉ DES CHOIX D'AMENAGEMENT

Chapitre 1 – Exposé des choix retenus dans le PADD

- 1 - Scénarios d'aménagement et de développement durable
- 2 - Choix du scénario, justification et éléments de programmation générale
- 3- Justification du positionnement de la ville de Donzère à l'échelle supra-communale

Chapitre 2 – Prise en compte des grands objectifs de développement durable dans le PADD

Chapitre 3 – Exposé des choix retenus pour la transcription du PADD sur les pièces du PLU

- 1 - Transcription du PADD sur les pièces graphiques
- 2 - Traduction du PADD sur le zonage, le règlement écrit, les orientations d'aménagement et les annexes

Chapitre 1 – Exposé des choix retenus dans le PADD

1- Scénarios d'aménagement et de développement durable

1.1- Le scénario démographique : quel développement démographique à l'horizon 2025 ?

1.1.1 Le principe de croissance

Le diagnostic démographique a mis en avant le principe de seuil d'équilibre, c'est-à-dire le nombre de logements à construire dans l'hypothèse d'une stabilité démographique. Cette hypothèse a permis notamment d'illustrer le phénomène de desserrement (ou décohabitation) des ménages. La Ville de Donzère a, depuis 1975, toujours connu une croissance démographique positive et souhaite s'inscrire dans la poursuite d'une dynamique de croissance. L'hypothèse du seuil d'équilibre ne fait donc pas partie des scénarios d'évolution démographique.

La formulation des scénarios s'appuie sur le **principe général d'une croissance démographique**. Plusieurs scénarios ont été formulés : une croissance modérée (scénario n°1 : +1% par an), une croissance soutenue (scénario n°2 : +2% par an) et une croissance très soutenue (scénario n°3 : +3% par an).

1.1.2 Les chiffres clés sur lesquels reposent les scénarios

Chaque scénario est établi à l'horizon 2025 et repose sur les éléments suivants :

A- Composante relative à l'effet démographique : formulation de 3 hypothèses

- a. un taux de croissance annuel de 1%
- b. un taux de croissance annuel de 2%
- c. un taux de croissance annuel de 3%

B- Composante relative au desserrement des ménages

Il est fait l'hypothèse du maintien de la tendance actuelle de desserrement des ménages au taux de -0,95 % par an (période 1999-2005). Ainsi, en 2025, la taille moyenne des ménages sera de 2,17 personnes ;

C- Hypothèse relative à la part des résidences secondaires

Il est fait l'hypothèse d'une légère baisse de la part des résidences secondaires dans le parc de logements, qui serait à 2 % (contre 2,3% actuellement), du fait notamment du contexte macro-économique.

D- Hypothèse sur les logements vacants

Il est fait l'hypothèse d'une baisse du taux de vacance, qui serait d'environ 3% (contre 5,1 % actuellement), du fait notamment d'un taux de vacance moindre des nouveaux logements mis sur le marché.

E- Hypothèse sur le renouvellement

Le renouvellement du parc correspond à la disparition du parc de logement ancien (constructions antérieures à 1949). Ce taux n'étant pas significatif sur la commune, il n'est pas pris en compte.

1.1.3 Les scénarios

Scénario 1 : croissance modérée

Le scénario n°1 repose sur une croissance annuelle de l'ordre de 1%.

Nouveaux logements à l'horizon 2025	
Effet démographique (+1% par an)	384
Desserrement	318
Variation résid. sec.+ logt vacants	31
Renouvellement	0
Nb. Total de lgts	734

soit env. 50 lgts/an

Scénario 2 : croissance soutenue

Le scénario n°2 repose sur une croissance annuelle de l'ordre de 2%.

Nouveaux logements à l'horizon 2025	
Effet démographique (+2% par an)	826
Desserrement	318
Variation résid. sec.+ logt vacants	54
Renouvellement	0
Nb. Total de lgts	1198

soit env. 80 lgts/an

Scénario 3 : croissance très soutenue

Le scénario n°3 repose sur une croissance annuelle de l'ordre de 3%.

Nouveaux logements à l'horizon 2025	
Effet démographique (+3% par an)	1332
Desserrement	318
Variation résid. sec.+ logt vacants	81
Renouvellement	0
Nb. Total de lgts	1732

soit env. 115 lgts/an

1.1.4 L'orientation retenue par la Ville

La nature de l'évolution souhaitée par la Ville de Donzère s'oriente vers le **principe d'une croissance démographique de 1% (scénario n°1), en lien avec le projet de territoire, dans sa dimension communale et, à terme, supra communale.**

Parmi les critères retenus, la Ville a pris en compte :

✓ **Le critère démographique**

La Ville de Donzère a connu depuis près de 40 ans une croissance par à-coups :

- sur le plan de la croissance globale annuelle au cours des différentes périodes censitaires. On note en effet des évolutions très contrastées qui vont d'une croissance de +0,3% à une croissance de +2,8%, soit plus de 3 points d'écart. D'autre part, certaines périodes ont été marquées à la fois par une quasi stagnation de la population et dans le même temps par son vieillissement, ce qui a entraîné des répercussions négatives sur la gestion des équipements publics, principalement les écoles (problématique de fermetures de classe) ;
- la nature de cette croissance a été elle aussi très variable, à savoir le rapport entre le solde naturel et le solde migratoire, avec des contrastes importants.

En conséquence, l'objectif consiste à créer les conditions pour générer une évolution démographique régulière, lissée dans le temps et à suffisamment longue échéance. A ce titre, l'horizon retenu est 2025. La Ville de Donzère ayant connu des périodes de très faible croissance (seulement +0,3% par an entre 1990 et 1999 par exemple), elle souhaite anticiper au maximum sur le développement potentiel de son territoire pour les 15 prochaines années.

Le choix d'une croissance de 1% est cohérent par ailleurs par rapport à la moyenne observée à l'échelle départementale.

✓ ***Le contexte géographique***

La Ville tient compte dans ses objectifs de développement de sa situation géographique marquée à la fois par des accès et une desserte de très grande qualité (aux niveaux local, départemental et régional) et de la qualité de son cadre de vie (espaces naturels remarquables, patrimoine bâti et paysager – projet d'AVAP). Ces atouts sont favorables pour renforcer l'attractivité du territoire communal.

✓ ***Le contexte économique***

Les atouts géographiques de Donzère favorisent également la poursuite de la dynamique de développement économique.

✓ ***Le contexte intercommunal***

Dans le cadre de la mise en œuvre à terme d'une structure intercommunale, Donzère inscrit dès à présent sa capacité à prendre part dans la dynamique de projet.

1.2- Les scénarios d'aménagement et de développement dans l'espace : la problématique de l'habitat

L'objectif démographique de 1% par an à l'horizon 2025 nécessite la construction d'environ 750 logements. La construction de ces logements implique une consommation d'espace qui varie principalement en fonction :

- ✓ de la répartition des logements en fonction de la **problématique territoriale** dans laquelle ils s'inscrivent, à savoir :
 - la problématique de renouvellement urbain (reconstruction/réhabilitation, dents creuses) ;
 - la problématique d'extension urbaine (extension structurée ou 'au fil de l'eau') ;
 - la problématique, intermédiaire, d'urbanisation des espaces interstitiels, c'est-à-dire des secteurs urbanisables généralement desservis et situés au cœur de « poches » urbaines constituées.
- ✓ de la **densité** (en nombre de logements par hectare) que chaque espace urbanisable, en fonction de ses caractéristiques (localisation,...), est en capacité d'accueillir.

1.2.1 Les constantes

Les enjeux soulevés dans le diagnostic ont permis de définir une base commune aux différents scénarios d'aménagement et de développement :

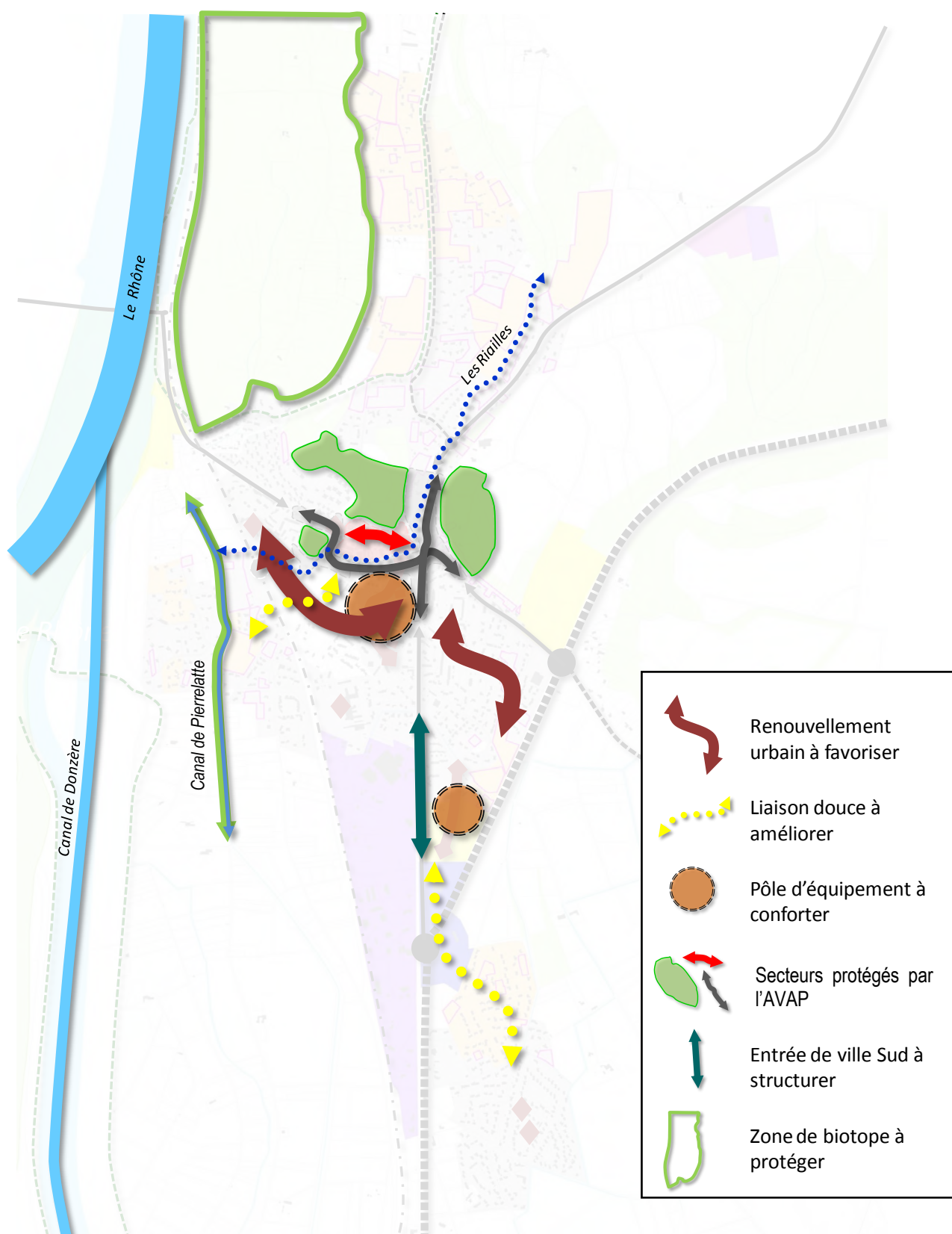
1. Le renouvellement urbain est une composante première du projet communal, et chaque scénario intègre ce principe
2. La pression foncière est limitée dans les secteurs situés aux abords des espaces naturels remarquables et, lorsque celle-ci existe, l'évaluation environnementale précise les mesures visant à en limiter l'impact sur l'environnement
3. La protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, à travers l'AVAP, est une composante structurante du projet communal
4. Les principaux pôles d'équipements doivent être confortés dans leur vocation
5. Les déplacements doux doivent être favorisés entre les quartiers difficiles d'accès (Cité des Chênes et quartiers à l'ouest de la voie ferrée) et le centre-ville de Donzère
6. L'avenue de basse Bourgade est un axe important d'entrée de ville sud autour duquel doivent être favorisés les projets structurants

Voir carte ci-après.

1.2.2 Les constantes

L'objectif démographique de 1% par an à l'horizon 2025 nécessite la construction d'environ 750 logements. La construction de ces logements implique une consommation d'espace.

Les constantes du projet communal



Source : AD HOC AMENAGEMENT, 2011

1.2.2 Scénario 1 : Développement urbain 'au fil de l'eau'

Le premier scénario consiste à visualiser les conséquences d'un développement urbain au fil de l'eau qui a pour objectif de répondre à la question suivante : sans une maîtrise volontaire de l'urbanisation à l'horizon 2025, et donc un développement 'au fil de l'eau' de l'ensemble des secteurs urbanisés, comment la Ville serait-elle amenée à se développer ?

Ce scénario, peu réaliste, traduirait un développement urbain non maîtrisé.

1.2.3 Scénario 2 : Développement urbain optimisé

Le deuxième scénario opte pour un développement urbain maîtrisé, axé principalement sur :

- une densification en plaine (dents creuses, axes structurants,...),
- une urbanisation contenue sur le plateau des Opillas (en optimisant les espaces interstitiels),
- une urbanisation structurée en entrées de ville : au nord (secteur de Ferminas) et à l'est (secteur proche de l'aire de repos).

Trame générale du scénario n°2

Niveau de prise en compte du renouvellement urbain	Optimisé, car hypothèse d'une bonne densification
Type de développement	En plaine (densification), en entrées de ville (nord et est) et sur le plateau des Opillas (en s'appuyant sur les espaces interstitiels)
Développement des principaux quartiers	
Secteur ouest de la voie ferrée	Extensions d'habitat contenues dans les espaces interstitiels
Cité des Chênes	Aucune extension nouvelle d'habitat
Secteur entre la voie ferrée et la N7	Renouvellement urbain
Coteaux	Protection des coteaux (arrêt du mitage)
Axe D844 (ancienne N7)	Urbanisation en entrée de ville nord
Plateau des Opillas (D144)	Urbanisation des espaces interstitiels
Niveau de prise en compte des espaces naturels remarquables	Moyen

Ce scénario permet de caractériser les espaces en fonction de leur typologie : densification plus forte en plaine, optimisation des espaces interstitiels et effet de structuration urbaine (entrées de ville).

1.2.4 Scénario 3 : développement urbain en extension nouvelle structurée

Le troisième scénario consiste à proposer un développement renforcé s'appuyant à la fois sur :

- une densification en plaine (dents creuses, axes structurants,...),
- une absence d'urbanisation sur les secteurs du plateau des Opillas et des entrées de ville nord et est,
- une extension de l'urbanisation, de manière structurée, sur le plateau du Devois

Trame générale du scénario n°3

Niveau de prise en compte du renouvellement urbain	Optimisé, car hypothèse d'une bonne densification
Type de développement	En plaine et sur le plateau du Devois
Développement des principaux quartiers	
Secteur ouest de la voie ferrée	Extensions contenues dans les espaces interstitiels
Cité des Chênes	Aucune extension nouvelle
Secteur entre la voie ferrée et la N7	Renouvellement urbain
Coteaux	Protection des coteaux (arrêt du mitage)
Axe D844 (ancienne N7)	Absence d'urbanisation nouvelle
Plateau des Opillas (D144)	Absence d'urbanisation nouvelle
Plateau du Devois	Urbanisation nouvelle, structurée
Niveau de prise en compte des espaces naturels remarquables	Fort

Ce scénario maintient comme priorité l'hypothèse de la densification en plaine, mais s'oriente sur la création d'un nouveau quartier d'habitat sur le plateau du Devois, plutôt que d'optimiser les espaces interstitiels en plateau et l'aménagement des entrées de ville nord et est.

1.3- Les orientations sur le plan économique

Le développement économique ne fait pas l'objet de scénarios d'aménagement, mais repose sur les grandes orientations suivantes :

- une optimisation des derniers tènements disponibles dans la zone d'activités des Gresses
- la préservation d'îlots agricoles de taille suffisante pour permettre le maintien des exploitations professionnelles, assurer une cohérence spatiale à l'échelle de la commune et une activité économiquement viable
- une extension de la zone d'activités des Eoliennes dans la continuité de l'existant
- une valorisation du potentiel d'implantation d'activités en entrée de ville sud, dans la continuité de l'existant
- une extension maîtrisée du pôle d'activités logistiques en entrée de ville nord
- des activités d'extraction organisées principalement sur le secteur des Iles, avec l'aménagement d'un terminal fluvial
- la création d'une halte fluviale orientée sur l'activité touristique

2- Choix du scénario, justification et éléments de programmation générale

2.1 L'orientation de la Ville : évaluation, choix du scénario et justification

L'évaluation des scénarios en matière d'habitat s'appuie sur la grille d'analyse multicritères au regard du développement durable et de la lutte contre le réchauffement climatique (*source : Ministère de l'Ecologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, 2010*). Il s'agit d'une évaluation dont l'objectif est de comparer différents scénarios. La grille d'analyse multicritères comprend six grands objectifs de développement durable qui, chacun, se décline en 4 critères d'analyse.

Grille d'analyse multicritères

OBJECTIF	CRITERE
1. Préserver et valoriser l'environnement	1.1 Préservation des espaces naturels et bâtis et des paysages
	1.2 Préservation des ressources naturelles
	1.3 Optimisation des énergies renouvelables
	1.4 Préservation de la biodiversité
2. Assurer une gestion économe de l'espace	2.1 Optimisation de l'espace (densité)
	2.2 Potentiel du renouvellement urbain
	2.3 Limitation de l'étalement urbain
	2.4 Maîtrise du développement de la croissance urbaine
3. Favoriser la cohésion et la mixité sociale	3.1 Diversité de l'offre en logements (mixité de l'habitat)
	3.2 Equilibre quantitatif & spatial de la mixité sociale (mixité sociale ou diversité de la population)
	3.3 Mixité fonctionnelle (diversité des fonctions économiques & sociales)
	3.4 Qualité du cadre de vie
4. Articuler le développement de l'urbanisation avec les enjeux de la mobilité	4.1 Localisation des zones d'urbanisation par rapport aux équipements & services
	4.2 Qualité de la desserte et du maillage du territoire (modes doux et transports collectifs)
	4.3 Organisation et capacité des infrastructures
	4.4 Cohérence du territoire avec les enjeux supra communaux
5. Prendre en compte les risques et limiter les nuisances	5.1 Risques naturels
	5.2 Risques technologiques
	5.3 Nuisances
	5.4 Sécurité routière
6. Promouvoir une économie soutenable	6.1 Valorisation des ressources naturelles
	6.2 Attractivité pour l'économie résidentielle
	6.3 Soutien de l'activité
	6.4 Cohérence spatiale et temporelle du projet

L'évaluation a été réalisée sur la base du système de notation suivant :

Critère non rempli	Note = 0
Critère insuffisamment rempli	Note = 1
Critère correctement rempli	Note = 2
Critère très bien rempli	Note = 3

On considère que la note moyenne minimum à atteindre est de 2 pour répondre aux principaux enjeux de développement durable.

2.1.1 Evaluation du scénario n°1 : Développement urbain au fil de l'eau

Objectif	Critère	Commentaires	Note sur 3
1. Préserver et valoriser l'environnement	1.1 Préservation des espaces naturels et bâtis et des paysages	Protection de la ZPPAUP, mais certains coteaux urbanisés et ZNIEFF Type 1 impactée	1
	1.2 Préservation des ressources naturelles	Equilibre entre la capacité en eau potable, traitement des eaux usées,... et les besoins	2
	1.3 Optimisation des énergies renouvelables	Potentiel éolien, ensoleillement,...	2
	1.4 Préservation de la biodiversité	Pression sur la biodiversité liée principalement aux infrastructures	2
Moyenne			1,8
2. Assurer une gestion économe de l'espace	2.1 Optimisation de l'espace (densité)	Faible optimisation car développement en tâche d'huile	1
	2.2 Potentiel du renouvellement urbain	Valorisation de dents creuses proches du centre village	2
	2.3 Limitation de l'étalement urbain	Etalement urbain important	0
	2.4 Maîtrise du développement de la croissance urbaine	Développement au fil de l'eau, donc très peu maîtrisé	1
Moyenne			1
3. Favoriser la cohésion et la mixité sociale	3.1 Diversité de l'offre en logements (mixité de l'habitat)	-	-
	3.2 Equilibre quantitatif & spatial de la mixité sociale (mixité sociale ou diversité de la population)	-	-
	3.3 Mixité fonctionnelle (diversité des fonctions économiques & sociales)	Mixité globalement assurée	2
	3.4 Qualité du cadre de vie	Qualité globalement bonne	2
Moyenne			2
4. Articuler le développement de l'urbanisation avec les enjeux de la mobilité	4.1 Localisation des zones d'urbanisation par rapport aux équipements & services	L'extension au fil de l'eau tend à l'éloignement entre habitat et services/commerces	1
	4.2 Qualité de la desserte et du maillage du territoire (modes doux et transports collectifs)	L'extension au fil de l'eau ne favorise pas la diversification modale	1
	4.3 Organisation et capacité des infrastructures	Infrastructures en capacité avec le développement	2
	4.4 Cohérence du territoire avec les enjeux supra communaux	L'accès aux principaux pôles n'est pas facilité	1
Moyenne			1,25
5. Prendre en compte les risques et limiter les nuisances	5.1 Risques naturels	Présence de risques, mais respect des prescriptions (PPRI, etc.)	2
	5.2 Risques technologiques	Pas de risque technologique sur les secteurs en développement	3
	5.3 Nuisances	Contraintes existantes (bruit,...), mais respect des prescriptions	2
	5.4 Sécurité routière	Amélioration des secteurs accidentogènes	2
Moyenne			2,25
6. Promouvoir une économie soutenable	6.1 Valorisation des ressources naturelles	Valorisation de ressources (éolien...), mais fragilité de la ressource agricole	2
	6.2 Attractivité pour l'économie résidentielle	Cadre de vie de qualité et des espaces naturels & paysagers	2
	6.3 Soutien de l'activité	Valorisation des atouts de la Ville, mais impact du développement sur l'activité agricole	2
	6.4 Cohérence spatiale et temporelle du projet	Cohérence globale limitée car développement au fil de l'eau	1
Moyenne			1,75

2.1.2 Evaluation du scénario n°2 : Développement urbain optimisé

Objectif	Critère	Commentaires	Note sur 3
1. Préserver et valoriser l'environnement	1.1 Préservation des espaces naturels et bâtis et des paysages	Protection de l'AVAP, ensemble des coteaux protégés et ZNIEFF Type 1	2
	1.2 Préservation des ressources naturelles	Equilibre entre la capacité en eau potable, traitement des eaux usées,... et les besoins	2
	1.3 Optimisation des énergies renouvelables	Potentiel éolien, ensoleillement,...	2
	1.4 Préservation de la biodiversité	Pression sur la biodiversité liée principalement aux infrastructures	2
Moyenne			2,00
2. Assurer une gestion économe de l'espace	2.1 Optimisation de l'espace (densité)	Optimisation de l'espace par l'incitation à la densité	3
	2.2 Potentiel du renouvellement urbain	Valorisation de dents creuses proches du centre village	2
	2.3 Limitation de l'étalement urbain	Etalement urbain limité	2
	2.4 Maîtrise du développement de la croissance urbaine	Croissance maîtrisée	2
Moyenne			2,25
3. Favoriser la cohésion et la mixité sociale	3.1 Diversité de l'offre en logements (mixité de l'habitat)	-	-
	3.2 Equilibre quantitatif & spatial de la mixité sociale (mixité sociale ou diversité de la population)	-	-
	3.3 Mixité fonctionnelle (diversité des fonctions économiques & sociales)	Mixité globalement assurée	2
	3.4 Qualité du cadre de vie	Qualité globalement bonne	2
Moyenne			2
4. Articuler le développement de l'urbanisation avec les enjeux de la mobilité	4.1 Localisation des zones d'urbanisation par rapport aux équipements & services	Urbanisation à proximité des équipements & services	3
	4.2 Qualité de la desserte et du maillage du territoire (modes doux et transports collectifs)	Diversification modale moyenne	2
	4.3 Organisation et capacité des infrastructures	Infrastructures en capacité avec le développement	2
	4.4 Cohérence du territoire avec les enjeux supra communaux	L'accès aux principaux pôles est facilité	2
Moyenne			2,25
5. Prendre en compte les risques et limiter les nuisances	5.1 Risques naturels	Présence de risques, mais respect des prescriptions (PPRI, etc.)	3
	5.2 Risques technologiques	Pas de risque technologique sur les secteurs en développement	3
	5.3 Nuisances	Contraintes existantes (bruit,...), mais respect des prescriptions	2
	5.4 Sécurité routière	Amélioration des secteurs accidentogènes	2
Moyenne			2,5
6. Promouvoir une économie soutenable	6.1 Valorisation des ressources naturelles	Valorisation de ressources (éolien...), impact limité sur la ressource agricole	2
	6.2 Attractivité pour l'économie résidentielle	Cadre de vie de qualité et des espaces naturels & paysagers	2
	6.3 Soutien de l'activité	Valorisation des atouts de la Ville	2
	6.4 Cohérence spatiale et temporelle du projet	Boone cohérence globale	3
Moyenne			2,25

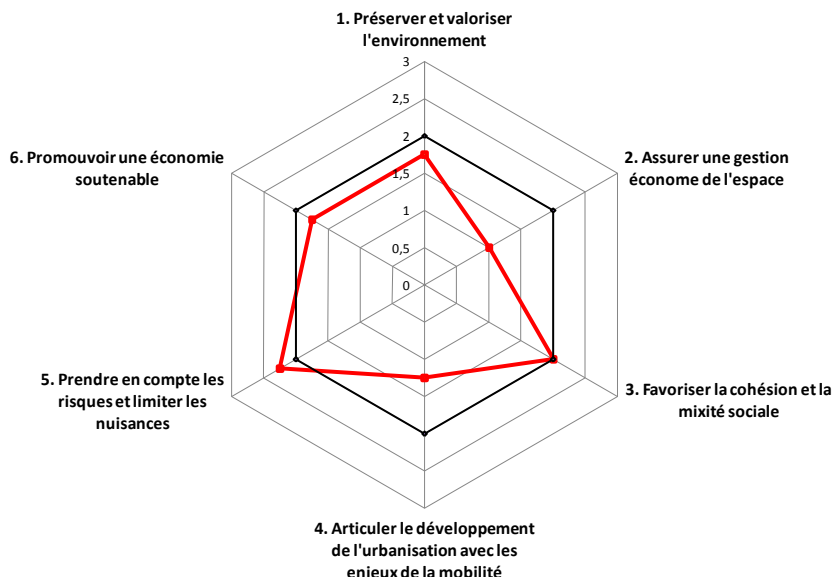
2.1.3 Evaluation du scénario n°3 : Développement urbain en extension nouvelle structurée

Objectif	Critère	Commentaires	Note sur 3
1. Préserver et valoriser l'environnement	1.1 Préservation des espaces naturels et bâtis et des paysages	Protection de la ZPPAUP, ensemble des coteaux protégés et ZNIEFF Type 1 moins impactée	2
	1.2 Préservation des ressources naturelles	Equilibre entre la capacité en eau potable, traitement des eaux usées,... et les besoins	2
	1.3 Optimisation des énergies renouvelables	Potentiel éolien, ensoleillement,...	2
	1.4 Préservation de la biodiversité	Pression sur la biodiversité liée principalement aux infrastructures	3
Moyenne			2,25
2. Assurer une gestion économe de l'espace	2.1 Optimisation de l'espace (densité)	Optimisation de l'espace par l'incitation à la densité	3
	2.2 Potentiel du renouvellement urbain	Valorisation de dents creuses proches du centre village	2
	2.3 Limitation de l'étalement urbain	Absence d'étalement urbain	2
	2.4 Maîtrise du développement de la croissance urbaine	Croissance totalement maîtrisée	3
Moyenne			2,5
3. Favoriser la cohésion et la mixité sociale	3.1 Diversité de l'offre en logements (mixité de l'habitat)	-	-
	3.2 Equilibre quantitatif & spatial de la mixité sociale (mixité sociale ou diversité de la population)	-	-
	3.3 Mixité fonctionnelle (diversité des fonctions économiques & sociales)	Mixité importante	2
	3.4 Qualité du cadre de vie	Qualité globalement bonne	2
Moyenne			2
4. Articuler le développement de l'urbanisation avec les enjeux de la mobilité	4.1 Localisation des zones d'urbanisation par rapport aux équipements & services	Urbanisation à proximité des équipements & services, et création de nouveaux équipements	2
	4.2 Qualité de la desserte et du maillage du territoire (modes doux et transports collectifs)	Diversification modale assurée	2
	4.3 Organisation et capacité des infrastructures	Infrastructures améliorées en lien avec le projet de développement	3
	4.4 Cohérence du territoire avec les enjeux supra communaux	L'accès aux principaux pôles répond aux enjeux communaux et potentiellement supra communaux	2
Moyenne			2,25
5. Prendre en compte les risques et limiter les nuisances	5.1 Risques naturels	Développement très limité sur les secteurs à risques	3
	5.2 Risques technologiques	Pas de risque technologique sur les secteurs en développement	3
	5.3 Nuisances	Contraintes existantes (bruit,...), mais respect des prescriptions	2
	5.4 Sécurité routière	Amélioration des secteurs accidentogènes	2
Moyenne			2,5
6. Promouvoir une économie soutenable	6.1 Valorisation des ressources naturelles	Valorisation de ressources (éolien...), mais fragilité de la ressource agricole	1
	6.2 Attractivité pour l'économie résidentielle	Cadre de vie de qualité et des espaces naturels & paysagers et potentiel fort de développement des équipements	2
	6.3 Soutien de l'activité	Valorisation des atouts de la Ville, mais impact du développement sur l'activité agricole	2
	6.4 Cohérence spatiale et temporelle du projet	Très bonne cohérence globale	3
Moyenne			2

2.1 4 Synthèse comparative de l'évaluation des trois scénarios

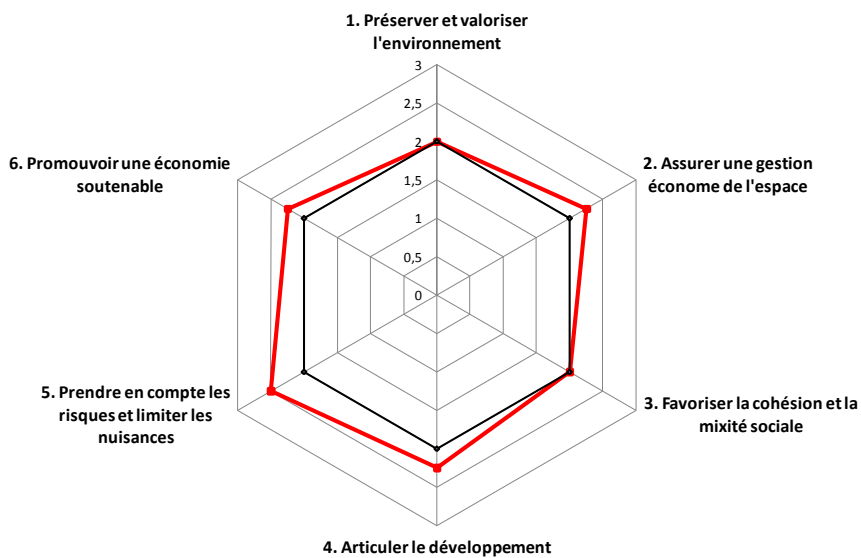
Scénario n°1

Avec 4 objectifs sur 6 ayant une note inférieure à 2, ce scénario ne répond pas à une démarche de développement durable



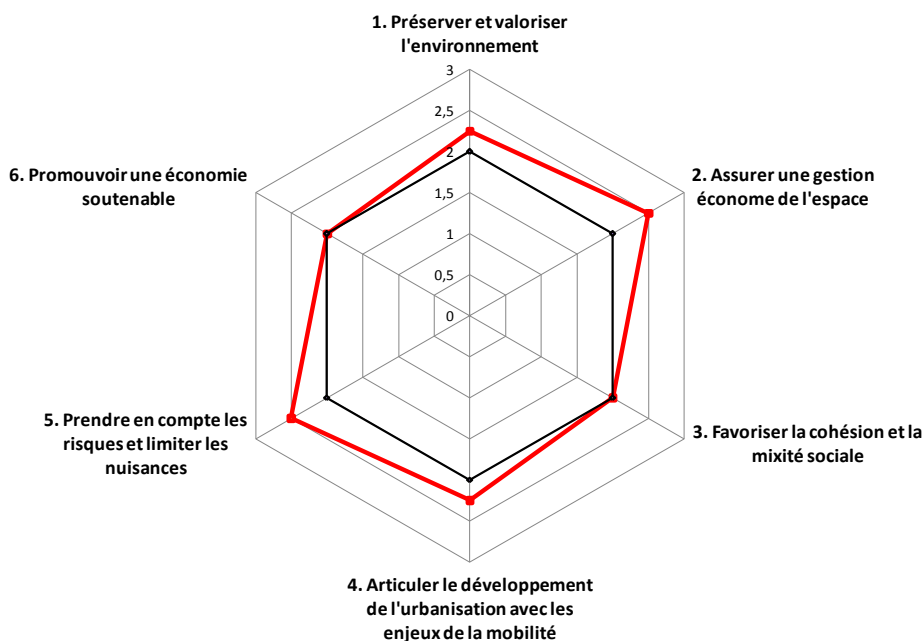
Scénario n°2

La transversalité, la cohérence globale et lisibilité à long terme de ce scénario se traduisent par une prise en compte plus forte des objectifs de développement durable (chaque objectif ayant une note au moins égale à 2)



Scénario n°3

Egalement, ce scénario se traduit par une prise en compte plus forte des objectifs de développement durable (chaque objectif ayant une note au moins égale à 2)



2.2 Conclusion et synthèse

2.2.1 Choix du scénario n°2

Les scénarios n°2 et n°3 permettent tous deux de répondre favorablement aux objectifs de développement durable. Cependant, **la Ville de Donzère s'oriente vers le scénario n°2** car il permet d'optimiser au mieux la problématique de limitation de la consommation d'espace. Ce scénario repose sur le triple axe de développement :

- une densification en plaine : dents creuses, axes structurants,... ;
- une urbanisation contenue sur le plateau des Opillas, en optimisant les espaces interstitiels ;
- et une urbanisation structurée en entrées de ville : au nord (secteur de Ferminas) et à l'est (secteur proche de l'aire de repos).

A terme, lorsque ce triple axe de développement aura été mis en œuvre (avec la réalisation d'environ 750 logements), se posera à nouveau la question de l'organisation spatiale du développement urbain. Compte-tenu de la configuration géographique de la commune et des contraintes du territoire (zone inondable, etc.), la problématique de l'extension urbaine (scénario n°3) se posera donc sur le plus long terme (après 2025), ou dans l'hypothèse de la volonté communale de tendre vers une croissance urbaine plus soutenue.

Le scénario n°2 permet de structurer son développement autour de plusieurs projets phasés dans le temps :

▪ Court terme

Il s'agit des **dents creuses en milieu urbain**, en particulier le **développement d'une polarité urbaine autour de la gare** visant à accueillir une pluralité de fonctions : habitat, activités (bureaux,...), équipements et services (avec notamment la création d'un PIMMS), etc. La mise en œuvre de cette polarité s'articule autour du réaménagement de la gare SNCF de Donzère et s'accompagnera à terme par :

- ✓ une requalification de l'avenue de la gare
- ✓ une extension du cimetière existant
- ✓ la création d'un franchissement piéton de la voie ferrée

Cette démarche s'inscrit dans une problématique de renouvellement urbain.

Les zones concernées sont des zones urbaines du PLU (constructibles immédiatement).

▪ Moyen terme

A moyen terme, **la Ville s'oriente vers une valorisation :**

- de **l'entrée de ville nord**, le long de la D844 (ancienne N7), autour de deux aménagements :
 - ✓ l'aménagement d'un gymnase au sud de la D844. Ce nouvel équipement public marquera l'entrée de ville nord ;
 - ✓ l'aménagement d'un nouveau quartier à dominante habitat au nord de la D844, au lieu-dit Ferminas-le-haut, en rive gauche du ruisseau des Riailles. L'objectif est d'y développer une urbanisation cohérente, structurée et de qualité. La 'maison verte' prévue sur ce secteur (voir l'orientation d'aménagement et de programmation) permet également de traiter de manière qualitative l'entrée de ville.

L'aménagement de cette nouvelle entrée de ville est renforcé par l'accès projeté (voitures / piétons / cycles) qui reliera la D844 (à hauteur du chemin rural n°29 - *chemin des Chevrières*) avec la dernière opération de logements en cours sur le quartier des

Bouchillons (Programme d'aménagement d'ensemble en cours en rive droite du ruisseau des Riailles).

La Ville accompagnera cette évolution du tissu urbain par l'aménagement de circulations douces en lien avec le village et, plus généralement, par un traitement global de la sécurisation des déplacements sur la séquence de la D844 comprise entre la D144 et le chemin rural n°29 – *chemin des Chevrières*.

- du secteur **ouest de la voie ferrée** (Condamine), en lien avec le pôle gare.
De par sa proximité avec le pôle gare et, plus largement, avec le cœur de ville (distance < 1km), ce secteur est favorable à un développement urbain.
Les deux problématiques principales concernent la proximité avec la voie ferrée :
 - ✓ en terme de bruit : cela nécessite la prise en compte des prescriptions constructives ad hoc (cf. réglementation en vigueur) ;
 - ✓ en terme de circulations douces : la sécurisation des traversées sera assurée par une infrastructure adaptée, en aérien ou en souterrain.
- d'autres secteurs, **en plaine** (Enclos, etc.) ou **sur le plateau** (Opillas), en réponse à la problématique d'optimisation des interstices urbains.

Les zones concernées sont principalement des zones à urbaniser 'ouvertes' du PLU (constructibles dans le cadre d'un aménagement d'ensemble).

▪ Long terme

Sur le plus long terme, le développement s'organisera autour de l'**entrée de ville Est** (à proximité de l'aire de repos), à l'emplacement d'une ancienne carrière (secteur au nord de l'avenue de Koenigsberg). L'objectif est d'aménager un nouveau quartier ouvert sur une **mixité des fonctions** : habitat, équipements, services, activité (compatible avec l'habitat), etc.

L'objectif visé est de développer une urbanisation cohérente et structurée, en favorisant :

- ✓ la densité ;
- ✓ l'inscription de l'opération dans son site : mise en valeur de la topographie du site, prise en compte des nuisances sonores, etc. ;
- ✓ l'effet 'vitrine' de cette future opération (recherche de qualité urbaine, architecturale et paysagère), très visible depuis la partie basse du territoire communal.

La zone concernée est une zone à urbaniser 'fermée' du PLU (constructible si modification ou révision du PLU).

2.2.2 Justification du lien entre le développement de l'habitat et le développement économique

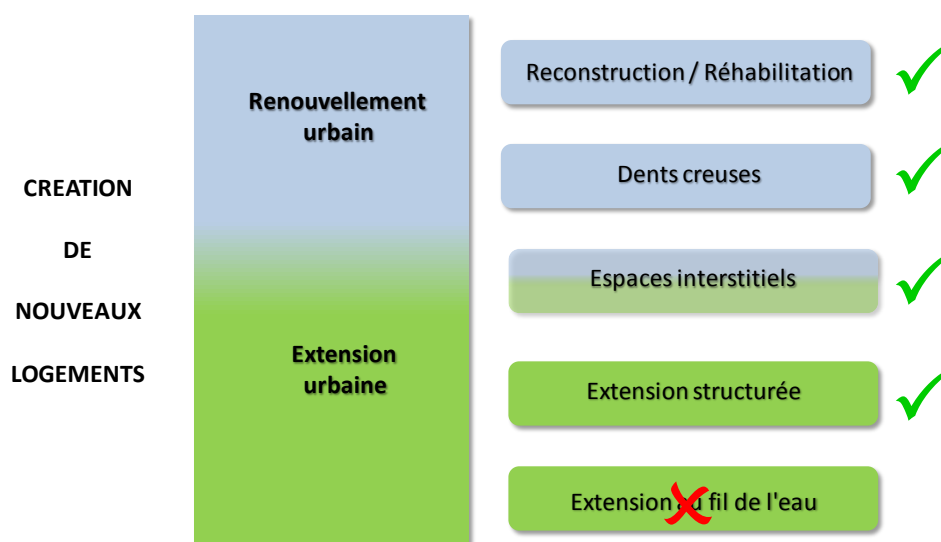
Les capacités de déplacements et la proximité de plusieurs bassins d'emplois pourrait entraîner un risque de résidentialisation du territoire, c'est à dire accueillir les actifs et non les activités. **La ville de Donzère souhaite limiter cette dynamique de résidentialisation en corrélant l'augmentation démographique et la dynamisme économique.**

Ce choix favorise un développement endogène du territoire, favorable à la rationalisation des flux de circulation. La mise en œuvre d'une stratégie économique génératrice d'emplois est donc une condition à la croissance de la population.

2.3 Éléments de programmation générale du scénario retenu

2.3.1 Comment l'organiser dans l'espace ?

En matière d'habitat, la Ville de Donzère privilégie dans son projet le renouvellement urbain qui inclue principalement deux problématiques : la reconstruction / réhabilitation et l'optimisation de dents creuses. Les extensions urbaines s'orientent quant à elles très largement autour de problématiques d'extension structurée et ne s'inscrivent que de manière exceptionnelle dans le cadre d'extensions au fil de l'eau. Entre ces deux problématiques, il faut souligner l'importance des espaces interstitiels sur le territoire communal : ils correspondent à des secteurs urbanisables généralement desservis et situés au cœur de « poches » urbaines constituées. L'ensemble des cas de figure rencontrés est résumé dans le schéma ci-dessous.



Hiérarchisation du projet communal :

A. Reconstruction / Réhabilitation

Problématique concernant principalement :

- ✓ le cœur de ville ;
- ✓ le quartier de l'Enclos.

B. Dents creuses

- ✓ Optimisation de dents creuses pour la création d'un **pôle gare** comprenant : la rénovation du bâtiment de la gare, la création d'un Point information médiation multi services (PIMMS), l'accueil potentiel de bureaux (ou autres activités) et la création de nouveaux logements sur des tènements fonciers pour lesquels le risque d'inondation a été levé suite à d'importants travaux réalisés par la Ville
- ✓ Urbanisation des **dents creuses** situées en milieu urbain, en particulier le long de l'avenue de Basse bourgade et dans le quartier de l'Enclos. D'autres secteurs urbanisés sont concernés.

C. Espaces interstitiels

Urbanisation des secteurs urbanisables desservis et situés au cœur d'enveloppes urbaines constituées :

- ✓ en plaine : partie ouest de la voie ferrée,...
- ✓ sur le plateau des Opillas, principalement à l'est de la D144.

D. L'extension structurée

- ✓ Urbanisation de l'entrée Nord, destinée à recevoir des équipements et de l'habitat
- ✓ Urbanisation de l'entrée Est, destinée à accueillir une diversité des fonctions (habitat, équipements, services, activités,...).

2.3.2 Comment l'organiser dans le temps ?

■ Evaluation globale de la capacité constructive

Zones au PLU	Densité de référence	Dents creuses		Espaces interstitiels		Interstice ou extension		TOTAL
		HA	NB. LGTS	HA	NB. LGTS	HA	NB. LGTS	
Ua	50 lgts/ha	-	-	-	-	-	-	-
Ub et Ubp	30 lgts/ha	1,00	30	3,00	90	-	-	120
Uc	20 lgts/ha	2,25	45	0,70	14	-	-	59
Ud	12 lgts/ha	2,25	27	9,00	108	-	-	135
AUc	20 lgts/ha	-	-	-	-	9,50	190	190
AUd	15 lgts/ha	-	-	-	-	12,00	180	180
AU	30 lgts/ha	-	-	-	-	2,25	68	68
TOTAL		5,50	102	12,70	212	21,50	438	752

TOTAL en HA **39,70**

NB : concernant la zone AU non indicée (en entrée Est de Donzère, à proximité de l'aire de repos), on considère qu'en moyenne la moitié de la zone environ (soit 2,25 ha) est susceptible d'accueillir de l'habitat. L'autre partie de la zone AU doit permettre d'accueillir, dans le cadre des objectifs de mixité urbaine, d'autres fonctions urbaines (équipements, services, activités,...).

L'évaluation globale de la capacité constructive s'appuie sur le rapport entre les emprises urbanisables et les densités moyennes applicables. Ces densités sont d'autant plus fortes que l'on se situe près du cœur de ville.

Avec environ 750 logements réalisés sur une emprise de 39,70 ha (dont les dents creuses au sein de zones déjà urbanisées et les espaces interstitiels), la **densité moyenne globale est proche de 20 logements/ha**.

■ Programmation dans le temps

	Zones au PLU	Densité de référence	Dents creuses	Espaces interstitiels	Interstice ou extension	
			NB. LGTS	NB. LGTS	NB. LGTS	
Court terme	Ua	50 lgts/ha	-	-	-	314
	Ub et Ubp	30 lgts/ha	30	90	-	
	Uc	20 lgts/ha	45	14	-	
	Ud	12 lgts/ha	27	108	-	
Moyen terme	AUc	20 lgts/ha	-	-	190	370
	AUd	15 lgts/ha	-	-	180	
Long terme	AU	30 lgts/ha	-	-	68	68
Total :						752

La programmation s'appuie sur la typologie des zones. De manière générale, on considérera que :

- les zones U sont susceptibles d'être aménagées immédiatement, et sans la nécessité d'une opération d'ensemble sur le plan du foncier. Elles relèvent du court terme ;

- les zones AU 'ouvertes' à l'urbanisation. Bien qu'elles peuvent être urbanisées immédiatement, on considère que le facteur 'foncier' implique un temps d'aménagement un peu plus long. Elles relèvent du moyen terme ;
- la zone AU 'fermée' relève du plus long terme. Son phasage dépend directement de la volonté de la commune de modifier ou réviser son PLU.

La répartition approximative du nombre de logements dans le temps est donc la suivante :

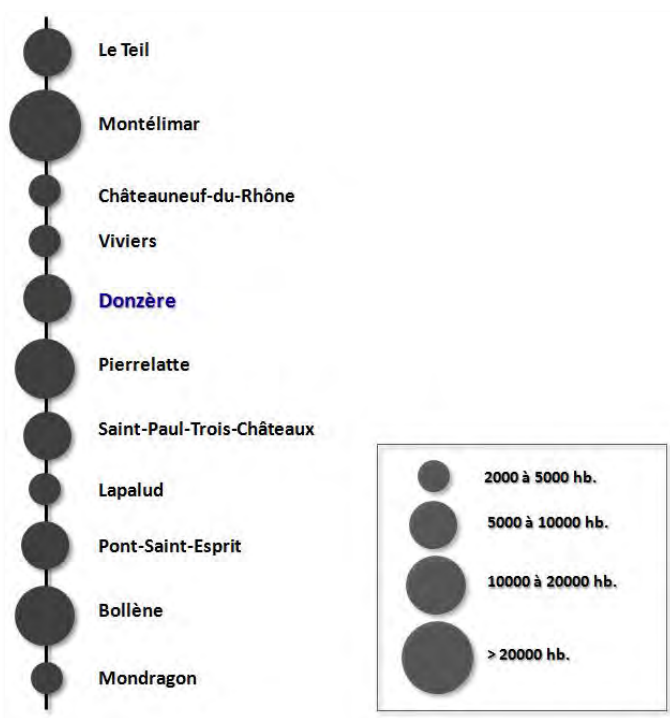
- ✓ environ 40% à court terme
- ✓ environ 50% à moyen terme
- ✓ environ 10% à long terme

3- Justification des choix de développement de la ville de Donzère à l'échelle supra-communale

Donzère est située à proximité de deux pôles urbains : Montélimar et Pierrelatte. Du fait de ce positionnement, une lecture simplificatrice du territoire pourrait amener à considérer que la ville de Donzère a *de facto* une marge de développement réduit. Or, la ville de Donzère a opté pour un développement volontaire, tant sur le plan de la population (croissance annuelle de 1%) que de l'activité (extensions et création de zones d'activités).

Malgré l'absence de document de planification de type SCOT (Schéma de cohérence territoriale), le développement stratégique de Donzère comme centre urbain de proximité se justifie à l'échelle supra-communale pour plusieurs raisons :

1- Donzère joue un rôle structurant à l'échelle d'un 'chapelet urbain' le long du Rhône



Outre le pôle urbain de Montélimar, le tissu urbain à proximité de la vallée du Rhône se traduit par une pluralité de polarités urbaines au rayonnement plus ou moins important. Ce constat s'applique de manière générale à l'ensemble de la vallée du Rhône à l'aval de Lyon, ce qu'illustre parfaitement sur le secteur Drôme provençale / nord Vaucluse la séquence de 40 km comprise entre Montélimar et Mondragon.

Parmi les communes de plus de 2000 habitants, se succèdent ainsi plusieurs villes, géographiquement très proches les unes des autres, formant un véritable 'chapelet urbain'.

Structure urbaine entre Le Teil et Mondragon Source : *Ad hoc Aménagement, 2011*

Dans ce contexte géographique spécifique, chaque entité urbaine est à même de se développer de manière plus ou moins importante, en fonction de son potentiel et de ses objectifs. Si l'aire d'influence de chaque ville est amenée à s'exprimer le long de l'axe formé par la vallée du Rhône (à travers une 'concurrence' naturelle entre les villes), elle s'établit principalement avec les territoires de l'arrière-pays (drômois et ardéchois) dont le tissu urbain est souvent constitué de communes de plus petite taille.

2- Donzère constitue un pôle local structuré relativement autonome par rapport à la polarité montilienne

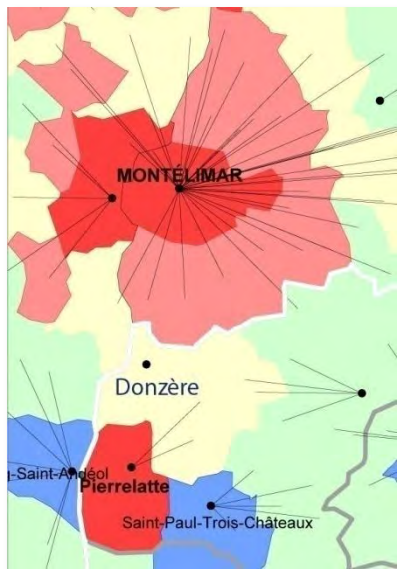
Etant donné la proximité entre Donzère et Montélimar, principal pôle urbain avec environ 35000 habitants, il est nécessaire de situer le développement de Donzère au regard du lien qui existe entre les deux villes.

L'analyse de ce lien repose sur deux approches :

- ✓ d'une part l'approche faite par l'INSEE au regard de la dynamique territoriale
- ✓ d'autre part l'approche résultant de la démarche de pays

2.1 Approche de l'INSEE au regard de la dynamique territoriale

Au regard de l'INSEE, Donzère se définit comme une ville puisque sa population dépasse 2 000 habitants. Cependant, **Donzère ne fait pas partie d'une unité urbaine** dans la mesure où il n'existe pas de continuité du tissu bâti (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) avec d'autres villes. Par rapport à ce critère, Donzère se définit, selon l'INSEE, comme une 'ville isolée'.



Au-delà du critère de continuité du tissu bâti, le critère de l'emploi est retenu par l'INSEE. A ce titre, **Donzère ne fait pas non plus partie d'une aire urbaine** spécifique, définie comme un « ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci ». La commune de Donzère n'est donc pas comme une commune périurbaine de Montélimar.

Donzère présente la spécificité d'être une **commune multipolarisée**, c'est-à-dire une commune « située hors des aires urbaines, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elles un ensemble d'un seul tenant ».

Zonages en aires urbaines et aires d'emploi de l'espace rural (ZAUER)

Source : d'après l'INSEE (extrait)

2.2 Approche résultant de la démarche de pays

Les « pays » ont été institutionnalisés par la loi 4 février 1995 qui les a définis comme un regroupement de communes ou d'intercommunalités exprimant « la communauté d'intérêts économiques, culturels et sociaux de ses membres » et constituant « le cadre de l'élaboration d'un projet commun de développement durable destiné à développer les atouts du territoire considéré et à renforcer les solidarités réciproques entre la ville et l'espace rural ». La loi du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire a modifié la procédure de création des pays, en les dotant d'un conseil de développement composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs et d'une charte exprimant le projet commun de développement durable qu'ils visent à mettre en œuvre.

Le pays « **Une autre Provence** » est constitué de 12 cantons regroupant 144 communes



Pays « Une autre Provence » Source : Diagnostic préalable à la mise en place du PSADER

drômoises localisées au sud du département, dont fait partie Donzère. Un CDPRA (Contrat de développement Pays Rhône-Alpes) a été établi en 2006. Ce territoire de près de 113000 habitants présente une cohérence géographique, au-delà des découpages administratifs actuels : à cheval sur deux départements (Drôme et Vaucluse) et deux régions (Rhône-Alpes et Provence Alpes Côte d'azur).

Dans le cadre de la loi de réforme des collectivités territoriales du 17 novembre 2010, le régime juridique spécifique auquel obéissent les pays a été supprimé. Il a été considéré qu'ils ne présentent plus aujourd'hui la même importance dans la perspective de l'achèvement et de la rationalisation de la carte intercommunale et ajoutent à la complexité du paysage institutionnel.

On retiendra cependant de cette approche, basée sur la communauté d'intérêts économiques, culturels et sociaux, que Donzère ne fait pas partie du même pays que Montélimar.

3- Donzère occupe une place de choix au sein de l'intercommunalité en cours de constitution

La loi de réforme des collectivités territoriales du 17 novembre 2010 s'oriente vers la rationalisation de la carte intercommunale d'ici à 2013. L'approche intercommunale est donc primordiale.

A ce titre, il importe de noter que par délibération du 22 octobre 2010, **la ville de Donzère a approuvé le principe d'élaborer une étude sur les possibilités de mise en place d'une intercommunalité**. Le périmètre de l'étude comprend les communes de Donzère, Pierrelatte, les Granges Gontardes, la Garde Adhémar et Malataverne.

Sur le plan de l'aménagement, l'un des axes de travail de l'intercommunalité consistera à définir un projet de territoire pour cet ensemble de communes regroupant plus de 20 000 habitants. On peut d'ores et déjà souligner **l'importance de la place occupée aujourd'hui par la ville de Donzère au sein de la future structure intercommunale**, dans la mesure où la commune représente :

- ✓ près d' 1/4 des actifs ayant un emploi (23%)
- ✓ près d' 1/4 de la population totale (24%)
- ✓ près d' 1/4 des résidences principales (23%)

On constate également que Donzère participe activement à la dynamique de croissance sur le territoire intercommunal projeté.

Commune	Croissance démographique annuelle (période 1999 – 2007)
Malataverne	+1,7%
Donzère	+1,5%
La Garde-Adhémar	+0,7%
Pierrelatte	+0,6%
Les Granges-Gontardes	+0,3%

Source : INSEE, RP 2007

Les orientations qui seront retenues dans le cadre du projet de territoire de l'intercommunalité devront s'appuyer sur les spécificités des communes et le potentiel de développement qu'elles présentent. **La ville de Donzère souhaite que le PLU constitue une assise à son projet urbain, lequel tient compte du potentiel de développement lié à la dimension intercommunale.**

Conclusion

Le développement soutenu de Donzère se justifie donc, à l'échelle supra-communale, au regard :

- du tissu urbain dans lequel la ville s'inscrit, en tant que composante du 'chapelet urbain' le long du Rhône ;
- du rôle localement structurant du pôle urbain donzérois et de sa relative autonomie par rapport à la polarité montilienne ;
- de la place notoire de Donzère au sein de l'intercommunalité en cours de constitution.

Chapitre 2 – Prise en compte des grands objectifs de développement durable dans le PADD

Les principaux objectifs de développement durable et leur prise en compte dans le PADD

A- Prise en compte dans le PADD des objectifs au titre de l'article L110 du code de l'urbanisme

Objectifs de l'article L110 du code de l'urbanisme	P A D D Orientation	P A D D Objectif général	P A D D Objectif détaillé
<i>Aménager le cadre de vie</i>	Orientation n°1 SOUTENIR LA DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE ET REPENDRE AUX BESOINS EN LOGEMENTS EN VEILLANT AUX ENJEUX DE DIVERSITE DE L'HABITAT	Attractivité en matière d'habitat Conforter, renforcer ou créer les services et les équipements publics nécessaires au bon fonctionnement urbain	Anticiper les besoins d'équipements à court, moyen et long terme Lisser dans le temps l'arrivée des nouveaux habitants Conforter le pôle de santé Renforcer les services à la petite enfance Conforter les équipements scolaires et les renforcer en fonction des besoins à terme Conforter les équipements de loisirs (piscine, salle polyvalente, etc.) Aménager un gymnase pour répondre aux besoins actuels et futurs
	Orientation n°2 FAVORISER UNE URBANISATION STRUCTURÉE EN PLAINE ET MAITRISÉE AU NORD DU CENTRE-BOURG	Renforcer la polarité en matière d'équipements scolaires, sportifs, d'animation et de santé autour des principaux sites Créer un nouveau pôle autour de la gare en s'ap- puyant sur une dynamique à plusieurs dimensions : habitat, activités, bureaux ou encore services publics avec la mise en place d'un Point information médiation multi services (PIMMS).	Le site de l'ancienne salle des fêtes qui, à terme, fera l'objet d'une restructuration Le site de la salle polyvalente qui, à terme, pourra être renforcé par l'implantation d'un nouvel équipement public L'entrée de ville Sud

		Objectifs d'aménagement des principaux quartiers	<p>Centre historique : objectifs de valorisation et de redynamisation</p> <p>Centre urbain : objectifs de densification principalement par le renouvellement urbain et de renforcement des équipements publics</p> <p>Secteur ouest voie ferrée : objectif de contenir le développement urbain et d'améliorer les liaisons avec le centre</p> <p>- Le plateau des Opillas : objectif de contenir le développement urbain dans les espaces interstitiels et de se relier à la D144</p> <p>Cité des Chênes : objectif de contenir le développement urbain et d'améliorer les liaisons piétonnes avec le centre</p> <p>Objectif d'aménager les « entrées » Nord et Est</p>
		Les réseaux et infrastructures	Assurer la cohérence entre le développement urbain et la mise en œuvre des réseaux (assainissement, gestion des eaux pluviales, etc.)
	Orientation n°4 ORGANISER LES DEPLACEMENTS A L'ECHELLE DE LA VILLE ET DU BASSIN DE MOBILITE	Améliorer le maillage viaire existant et prévoir la trame de desserte des futurs projets d'aménagement	<p>Améliorer l'accessibilité du plateau des Opillas en créant une connexion viaire entre la D144 et le secteur des Bouchillons et des Riailles</p> <p>Relier le futur quartier d'habitat durable aux grands axes par l'aménagement d'une nouvelle liaison urbaine :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en entrée nord de la Ville en réaménageant le chemin rural situé entre la Nationale 7 (au niveau du nouveau rond-point prévu sur la N7) et la D844 - en entrée Est de la Ville
<i>Assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources</i>	Orientation n°1 SOUTENIR LA DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE ET REPONDRE AUX BESOINS EN LOGEMENTS EN VEILLANT AUX ENJEUX DE DIVERSITE DE L'HABITAT	Accompagner la croissance urbaine par une approche globale en matière d'habitat	<p>Diversifier les typologies de logements (forme urbaine, nature, taille, statut) pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - maintenir les jeunes ménages et les personnes âgées sur la commune - accueillir une population nouvelle <p>Favoriser la mixité sociale avec un objectif global de 20% de logements locatifs aidés accessibles au plus grand nombre et répartis de façon équilibrée dans l'espace</p> <p>Favoriser la mixité intergénérationnelle afin d'anticiper le</p>

		Prise en compte des conditions d'accueil des gens du voyage	<p>vieillesse de la population Améliorer l'accessibilité au logement pour les personnes à mobilité réduite et les personnes âgées</p> <p>Prévoir l'aménagement d'une aire d'accueil des gens du voyage</p>
<i>Gérer le sol de façon économe</i>		Accompagner la croissance urbaine par une gestion maîtrisée de l'espace	<p>Favoriser une dynamique de renouvellement urbain Aménager les espaces urbains interstitiels dans le cadre d'une enveloppe urbaine globale cohérente Contenir les extensions urbaines « au fil de l'eau » Anticiper une extension urbaine structurée Favoriser la densité en l'adaptant au contexte urbain dans lequel s'inscrivent les opérations</p>
	Orientation n°2 FAVORISER UNE URBANISATION STRUCTURÉE EN PLAINE ET MAÎTRISÉE AU NORD DU CENTRE-BOURG	Conforter l'armature urbaine autour de pôles et d'axes structurants pour accompagner l'aménagement et le développement des quartiers	Conforter le pôle historique du cœur de ville, dans ses dimensions patrimoniale, commerciale et culturelle
<i>Réduire les émissions de gaz à effet de serre</i>	Orientation n°3 POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT ET LA DIVERSIFICATION DU TISSU ÉCONOMIQUE LOCAL	Renforcer l'armature commerciale donzéroise	<p>Renforcer le tissu commercial de proximité du centre ville, en s'appuyant sur les commerces existants et sur le potentiel du secteur de la gare Renforcer l'attractivité commerciale (entrée de ville Sud,...) par l'aménagement de nouveaux commerces</p>
		Organiser les activités d'extraction	Aménager un terminal fluvial
	Orientation n°4 ORGANISER LES	Favoriser l'utilisation des modes de transports alternatifs afin de réduire les	<p>Favoriser le développement du transport ferré autour du pôle gare Améliorer la desserte des transports interurbains, avec</p>

	DEPLACEMENTS A L'ECHELLE DE LA VILLE ET DU BASSIN DE MOBILITE	<p>émissions de gaz à effet de serre</p> <p>Traiter les effets de coupure urbaine des infrastructures routières en améliorant la perméabilité des circulations douces</p> <p>Développer un réseau fonctionnel de circulations douces entre les principaux pôles générateurs de trafic</p>	<p>notamment l'aménagement d'une gare routière Développer une politique en faveur des piétons et des cycles sur l'ensemble du territoire, notamment dans le cadre de l'aménagement de voies nouvelles Favoriser le covoiturage</p> <p>Entre le secteur à l'ouest de la voie ferrée et le centre ville en créant une traversée piétonne Entre la Cité des Chênes et le centre ville, en réaménageant et en valorisant le passage souterrain existant</p> <p>Prendre en compte la problématique des circulations douces dans l'aménagement du nouveau pôle commercial en entrée Sud</p>
<i>Réduire les consommations d'énergie</i>	Orientation n°5 VALORISER L'ENVIRONNEMENT ET LE CADRE DE VIE	Diversifier les ressources énergétiques	<p>Favoriser le développement des énergies renouvelables Inscrire les projets de production d'énergie renouvelable dans le contexte communal (démontrer la bonne adaptation du projet au site) et supra-communal (intercommunal, départemental, régional ou national)</p>
<i>Economiser les ressources fossiles</i>			
<i>Assurer la protection des milieux naturels et des paysages</i>	Orientation n°3 POURSUIVRE LE DEVELOPPEMENT ET LA DIVERSIFICATION DU TISSU ECONOMIQUE LOCAL	Maintenir une activité agricole dynamique	<p>Assurer un espace agricole fonctionnel et cohérent en préservant des îlots d'exploitation dynamiques Etudier l'opportunité d'inscrire une partie du territoire agricole en Zone agricole protégée – ZAP</p>
<i>Assurer la préservation de la biodiversité</i>	Orientation n°5 VALORISER L'ENVIRONNEMENT ET LE CADRE DE VIE	Gérer la ressource en eau de manière équilibrée et économe sur le territoire	<p>Maintenir la qualité des eaux souterraines (nappe du Rhône) et superficielles (Rhône et ses affluents) Réduire la vulnérabilité de la ressource en eau potable par la création d'une nouvelle ressource Rationaliser les prélèvements pour les différents usages (économie d'utilisation et de gestion) Anticiper les besoins futurs</p>

		Préserver les espaces naturels remarquables et les continuités écologiques	<p>Préserver les espaces naturels d'intérêt écologique (ripisylves et abords, lînes,...)</p> <p>Maintenir la fonctionnalité des continuités écologiques (maillage des haies et des boisements, largeurs de part et d'autre des cours d'eau) et restaurer certains corridors écologiques (connexions Est/Ouest, coupures sur les axes Nord/Sud)</p> <p>Réduire la fragmentation du territoire (espaces viables et cohérents) et l'artificialisation des espaces</p> <p>Recréer des espaces boisés classés (EBC) sur le territoire chaque fois que leur suppression s'impose dans le cadre d'un projet</p>
<i>Assurer la sécurité et la salubrité publiques</i>	Orientation n°4 ORGANISER LES DEPLACEMENTS A L'ECHELLE DE LA VILLE ET DU BASSIN DE MOBILITE	Prendre en compte la problématique de la sécurité routière et de l'accessibilité dans les aménagements existants ou futurs	<p>Compléter les aménagements de trottoirs sur certains axes</p> <p>Sécuriser certaines traversées le long des axes fréquentés</p> <p>Prendre en compte les personnes à mobilité réduite dans les projets d'aménagement</p>
	Orientation n°5 VALORISER L'ENVIRONNEMENT ET LE CADRE DE VIE	Limiter l'exposition de la population aux différents risques	<p>Risques naturels (inondation, feux de forêt)</p> <p>Réhabiliter la lîne du Bayard qui participe à la prévention du risque naturel d'inondation (plan Rhône)</p> <p>Risques technologiques</p>
<i>Rationaliser la demande de déplacements</i>	Orientation n°3 POURSUIVRE LE DEVELOPPEMENT ET LA DIVERSIFICATION DU TISSU ECONOMIQUE LOCAL	Renforcer l'armature commerciale donzéroise	<p>Renforcer le tissu commercial de proximité du centre ville, en s'appuyant sur les commerces existants et sur le potentiel du secteur de la gare</p> <p>Renforcer l'attractivité commerciale (entrée de ville Sud,...) par l'aménagement de nouveaux commerces</p>
		Organiser les activités d'extraction	<p>Aménager un terminal fluvial</p>

B- Prise en compte dans le PADD des objectifs au titre de l'article L121.1 du code de l'urbanisme

Objectif de développement durable (L110 du CU)	P A D D Orientation	Objectif général	P A D D Objectif détaillé
<i>Assurer, dans le respect des objectifs du développement durable, l'équilibre entre :</i> <i>a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la mise en valeur des entrées de ville et le développement rural</i> <i>b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;</i> <i>c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables</i>	Orientation n°1 SOUTENIR LA DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE ET REpondre AUX BESOINS EN LOGEMENTS EN VEILLANT AUX ENJEUX DE DIVERSITE DE L'HABITAT	Accompagner la croissance urbaine par une gestion maîtrisée de l'espace	Favoriser une dynamique de renouvellement urbain Aménager les espaces urbains interstitiels dans le cadre d'une enveloppe urbaine globale cohérente Contenir les extensions urbaines « au fil de l'eau » Anticiper une extension urbaine structurée Favoriser la densité en l'adaptant au contexte urbain dans lequel s'inscrivent les opérations
	Orientation n°3 POURsUIVRE LE DEVELOPPEMENT ET LA DIVERSIFICATION DU TISSU ECONOMIQUE LOCAL	Renforcer l'activité touristique	Conforter les atouts patrimoniaux (moulin,...) et poursuivre la mise en valeur du patrimoine bâti dans le cadre notamment de l'AVAP
		Maintenir une activité agricole dynamique	Assurer un espace agricole fonctionnel et cohérent en préservant des îlots d'exploitation dynamiques Etudier l'opportunité d'inscrire une partie du territoire agricole en Zone agricole protégée – ZAP
	Orientation n°5 VALORISER L'ENVIRONNEMENT ET LE CADRE DE VIE	Mettre en valeur le patrimoine bâti et l'architecture locale	Mettre en valeur le centre historique et se réapproprier le patrimoine culturel (moulin,...) Prendre en compte les prescriptions de l'AVAP
		Prendre en compte la dimension paysagère dans les projets d'aménagement	Protéger les coteaux boisés, éléments structurants du paysage et fronts visuels sensibles, en arrêtant le mitage Valoriser le passage du ruisseau des Riailles dans la traversée de la Ville

<p><i>Assurer, dans le respect des objectifs du développement durable, la diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat</i></p>	<p>Orientation n°1 [...]</p> <p>Orientation n°3 POUR SUIVRE LE DEVELOP- PEMENT ET LA DIVERSIFICA- TION DU TISSU ECONOMIQUE LOCAL</p>	<p>Prise en compte des conditions d'accueil des gens du voyage</p> <p>Diversifier le tissu économique local</p> <p>Renforcer l'activité touristique</p>	<p>Prévoir l'aménagement d'une aire d'accueil des gens du voyage</p> <p>Rechercher une diversification des activités en s'appuyant sur les atouts du territoire</p> <p>Conforter le pôle d'activités de la Chocolaterie et favoriser l'accueil de nouvelles activités tertiaires sur le site de la gare</p> <p>Augmenter la capacité d'hébergement en favorisant l'implantation d'activités hôtelières</p> <p>Diversifier l'offre en favorisant une complémentarité entre les différents modes d'hébergement</p>
<p><i>Assurer, dans le respect des objectifs du développement durable, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature</i></p>	<p>Orientation n°5 VALORISER L'ENVIRON- NEMENT ET LE CADRE DE VIE</p>	<p>Gérer la ressource en eau de manière équilibrée et économe sur le territoire</p> <p>Préserver les espaces naturels remarquables et les continuités écologiques</p> <p>Limitier l'exposition de la population aux différents risques</p>	<p>Maintenir la qualité des eaux souterraines (nappe du Rhône) et superficielles (Rhône et ses affluents)</p> <p>Réduire la vulnérabilité de la ressource en eau potable par la création d'une nouvelle ressource</p> <p>Rationaliser les prélèvements pour les différents usages (économie d'utilisation et de gestion)</p> <p>Anticiper les besoins futurs</p> <p>Préserver les espaces naturels d'intérêt écologique (ripisylves et abords, îlots, ...)</p> <p>Maintenir la fonctionnalité des continuités écologiques (maillage des haies et des boisements, largeurs de part et d'autre des cours d'eau) et restaurer certains corridors écologiques (connexions Est/Ouest, coupures sur les axes Nord/Sud)</p> <p>Réduire la fragmentation du territoire (espaces viables et cohérents) et l'artificialisation des espaces</p> <p>Recréer des espaces boisés classés (EBC) sur le territoire chaque fois que leur suppression s'impose dans le cadre d'un projet</p> <p>Risques naturels (inondation, feux de forêt)</p> <p>Réhabiliter la lône du Bayard qui participe à la prévention du risque naturel d'inondation (plan Rhône)</p> <p>Risques technologiques</p>

Diversifier les ressources énergétiques

Favoriser le développement des énergies renouvelables
Inscrire les projets de production d'énergie renouvelable dans le contexte communal (démontrer la bonne adaptation du projet au site) et supra-communal (intercommunal, départemental, régional ou national)

Chapitre 3 – Exposé des choix retenus pour la transcription du PADD sur les pièces du PLU

1- Transcription du PADD sur les pièces graphiques

1.1 Zonage du PLU

1.1.1 Les zones urbaines (U)

Définition :

« *Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter* » (R123-5 CU).

Les zones urbaines sont organisées sur la base de plusieurs indices, en fonction de la nature de la zone (mixte, à dominante habitat, à dominante activités,...), de la densité de l'habitat, de la forme urbaine et de la proximité par rapport au cœur de ville. On distingue cinq types de zones urbaines :

- ✓ la zone **Ua** est une zone mixte (habitat, commerces,...) correspondant au cœur de ville et qui présente des spécificités au niveau architectural, urbain et paysager. Ce caractère patrimonial est à mettre en lien avec l'AVAP (Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine) en cours d'élaboration. Afin d'assurer une bonne lisibilité, le périmètre de la zone Ua du PLU correspond au périmètre de la zone 'PU' du projet d'AVAP.
- ✓ La zone **Ub** est une importante zone mixte (habitat, activités, commerces, équipements, etc.) d'extension du cœur de ville. Dans cette large enveloppe d'urbanisation prolongeant le sud du cœur de ville, une optimisation de la densité est recherchée en matière d'habitat. Elle concerne des secteurs proches du cœur de ville ou positionnés le long d'axes structurants (avenue basse bourgade notamment) conduisant au cœur de ville.
 Cette zone comprend un secteur **Ubp** correspondant au quartier historique du faubourg. Il présente un caractère patrimonial au niveau architectural, urbain et paysager, à mettre en lien avec l'AVAP. Afin d'assurer une bonne lisibilité, le périmètre du secteur Ubp du PLU correspond au périmètre de la zone 'PF' du projet d'AVAP.
- ✓ La zone **Uc** correspond à des secteurs urbains qui présentent la particularité d'être moins denses et/ou plus éloignés par rapport au cœur de ville. La zone est à dominante habitat, mais une mixité des occupations du sol est autorisée (commerces, services, etc.). Le COS n'est pas réglementé, excepté dans les deux secteurs présents dans la zone Uc :
 - **Uc1** : secteur des cités historiques. Le COS maximal est de 0,35 afin de permettre des extensions très limitées.
 - **Uc2** : secteur plus éloigné du cœur de ville : quartier des Moutons à l'ouest du canal de Donzère et quartier des Chênes au sud (secteur d'extension de la cité historique). Une densification est possible, mais limitée (COS maximal = 0,3)

NB : le COS dans le secteur Uc1 est plus important que dans le secteur Uc2 (0,35 contre 0,30) car la taille des parcelles en Uc1 est extrêmement réduite, de l'ordre de 300m². Un COS de 0,35 permet des extensions limitées de l'ordre de 10 à 15 m² de SHON en moyenne, soit une pièce. Les parcelles dans le secteur Uc2 sont de tailles variables, mais sont en moyenne plus importantes. En conséquent, les possibilités d'extension sont (en m² de SHON) supérieures en Uc2 qu'en Uc1.
- ✓ La zone **Ud** correspond à l'ensemble urbanisé du plateau des Opillas et à la petite enveloppe bâtie le long de la D541. La zone est à dominante habitat, mais une mixité est autorisée. Les densités sont variables (habitat individuel 'lâche' ou plus resserré), mais la volonté globale est de trouver un équilibre entre la limitation de l'urbanisation diffuse et l'optimisation des derniers espaces constructibles avec une densité adaptée.

- ✓ La zone **Ue** est destinée à des activités de natures diverses : artisanales, commerciales, industrielles et de service.

La zone Ue comprend un secteur spécifique :

- **Ues** : secteur sur lequel sont autorisées les constructions permettant d'accueillir des établissements de santé (indice « s »).

1.1.2 Les zones à urbaniser (AU)

Définition :

« Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation » (R123-6 CU).

Les zones AU 'ouvertes'

Ce sont les zones pour lesquelles *« les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone ».*

- ✓ La zone **AUc** correspond à des secteurs susceptibles d'accueillir une extension de l'urbanisation dans les mêmes conditions que les zones Uc. La zone AUc est à dominante habitat, mais une mixité des occupations du sol est autorisée (commerces, services, etc.). La zone AUc comprend un secteur spécifique :
 - **AUc2** : secteur d'extension urbaine sur le quartier des Moutons, à l'ouest du canal de Donzère. Une densification est possible, mais limitée (COS maximal = 0,3)
- ✓ La zone **AUD** correspond à des secteurs susceptibles d'accueillir une extension de l'urbanisation dans les mêmes conditions que les zones Ud, excepté la SHON qui est de 0,5 (au lieu de 0,3 en zone Ud). La zone AUD est à dominante habitat, mais une mixité des occupations du sol est autorisée.
- ✓ La zone **AUe** correspond à des secteurs pouvant accueillir une extension de l'urbanisation dans les mêmes conditions que les zones Ue. La zone AUe est destinée à des activités économiques de natures diverses : artisanales, commerciales, industrielles, tertiaires, de service, etc. La zone AUe comprend un secteur spécifique :
 - **AUeL** : secteur à vocation de loisirs (indice « L »), susceptible d'accueillir un projet de type halte fluviale.

Les zones AU 'fermée'

Ce sont les zones pour lesquelles *« les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme ».*

- ✓ La zone **AU** correspond à des secteurs devant accueillir à plus long terme une extension de l'urbanisation, dont la destination est plurielle (habitat, équipements, activités,...).

Sites concernés :

- **l'entrée de ville Est**
La vocation de la zone AU est mixte : habitat, équipements, activités, services,...
- **l'extrémité sud du territoire**
La vocation de la zone AU est en lien avec des activités de stockage, dans le cadre d'un projet portuaire en réflexion, à l'échelle supra communale.

- le secteur de la **zone d'activités des Eoliennes**
La vocation de la zone AU concerne l'extension à terme de la zone d'activités. Cette réserve foncière est d'autant plus importante que l'aménagement de l'actuelle zone AUe définie au PLU sur ce secteur est programmée à court terme.

1.1.3 Les zones agricoles (A)

Définition :

« Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles » (R123-7 CU).

Le zonage de la zone agricole s'appuie sur le diagnostic réalisé en 2010 qui a permis de recenser l'ensemble des îlots d'exploitation en activité sur le territoire donzérois.

Un secteur Ap a été défini sur le plateau du Devois et en entrée de ville Est. Il existe sur ces secteurs d'importants enjeux paysagers. L'activité agricole peut s'exercer, mais les constructions nouvelles à vocation agricole ne sont pas autorisées.

1.1.4 Les zones naturelles (N)

Définition :

« Peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels. » (R123-8 CU).

La zone **N** correspond à des secteurs à dominante naturelle sur lesquels les extensions des constructions existantes sont possibles. La zone N comprend aussi plusieurs secteurs présentant des spécificités :

- ✓ Le secteur **Nc** ('carrière') correspond à un secteur à dominante naturelle sur lequel l'extraction de matériaux est autorisée.
- ✓ Le secteur **Nd** ('déchets') correspond à un secteur à dominante naturelle sur lequel se développe une installation de stockage de déchets non dangereux.
- ✓ Le secteur **Ne** ('équipements') correspond à un secteur à dominante naturelle sur lequel se développent des équipements d'intérêt général (aire d'accueil des gens du voyage, aire de repos, station d'épuration, etc.)
- ✓ Le secteur **Nf** ('fluvial') correspond à un secteur à dominante naturelle accueillant les équipements nécessaires à l'entretien, l'exploitation, l'amélioration et le renouvellement des ouvrages de la Compagnie Nationale du Rhône et les constructions réalisées par la CNR
- ✓ Le secteur **Np** ('patrimoine') correspond à un secteur à dominante naturelle dont le caractère patrimonial est marqué. Ce caractère patrimonial est à mettre en lien avec l'AVAP (Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine) en cours d'élaboration. Afin d'assurer une bonne lisibilité, le périmètre de la zone Np du PLU correspond au périmètre de la zone 'PN' du projet d'AVAP.
- ✓ Le secteur **Nr** ('remarquable') correspond à un secteur à dominante naturelle sur lequel se développent des éléments naturels de qualité remarquable : zone de biotope, zone natura 2000 et znieff de type 1. Dans ce secteur aucune implantation nouvelle ni extension ne sont autorisées.

1.1.5 Synthèse du zonage

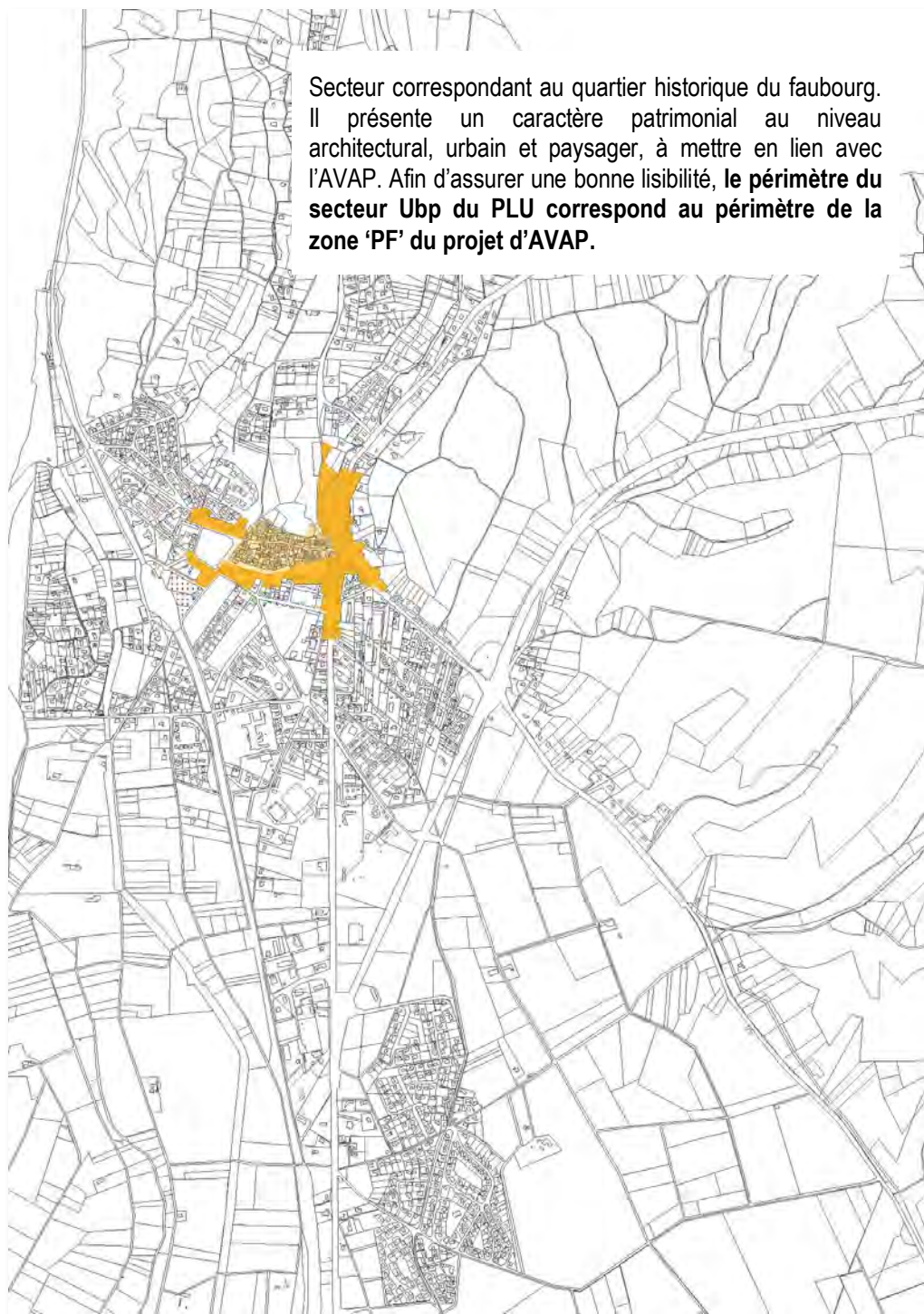
La zone Ua



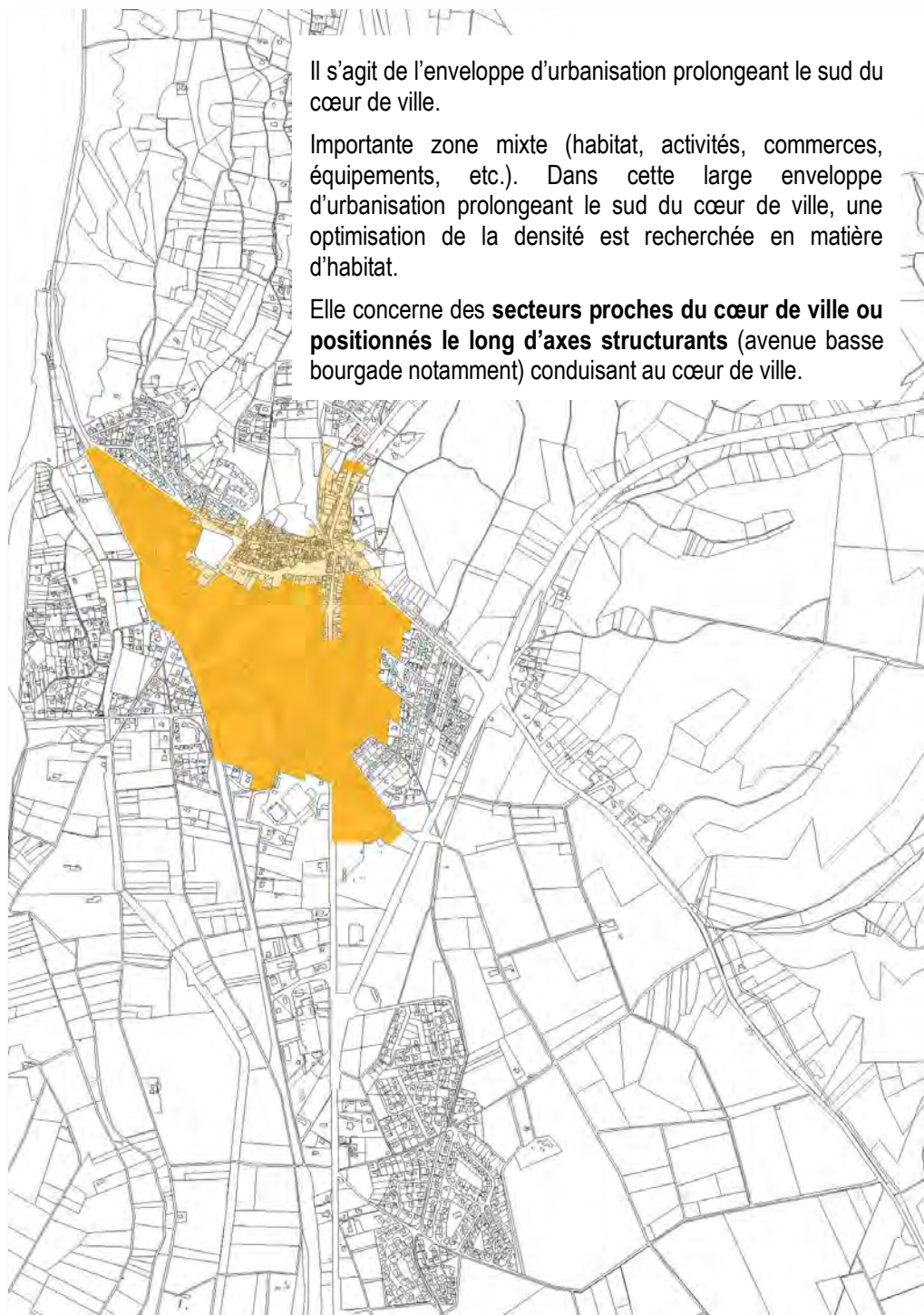
Zone mixte (habitat, commerces,...) correspondant au cœur de ville et qui présente des spécificités au niveau architectural, urbain et paysager. Ce caractère patrimonial est à mettre en lien avec l'AVAP (Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine) en cours d'élaboration.

Afin d'assurer une bonne lisibilité, **le périmètre de la zone Ua du PLU correspond au périmètre de la zone 'PU' du projet d'AVAP.**

Le secteur Ubp de la zone Ub



La zone Ub

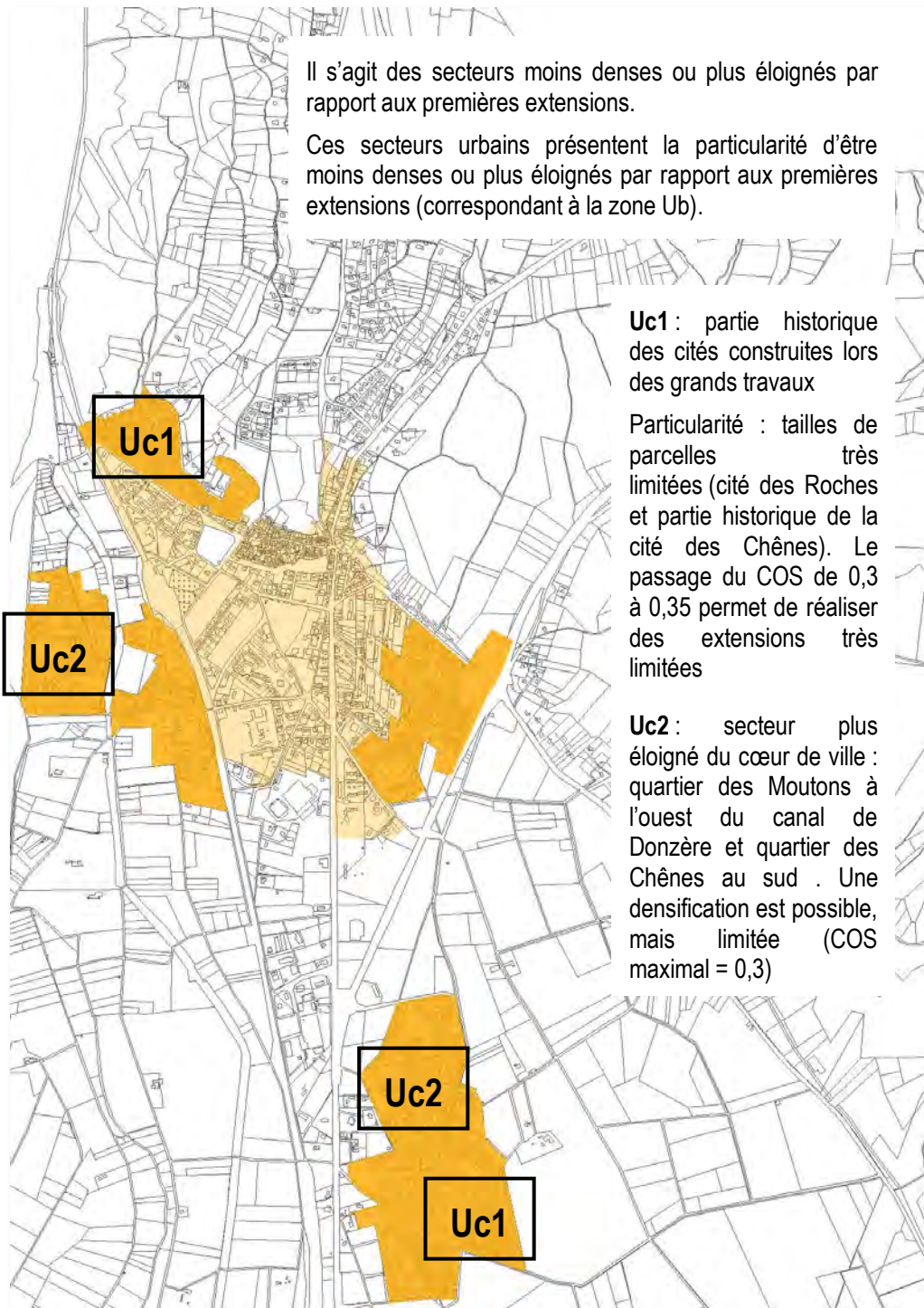


Il s'agit de l'enveloppe d'urbanisation prolongeant le sud du cœur de ville.

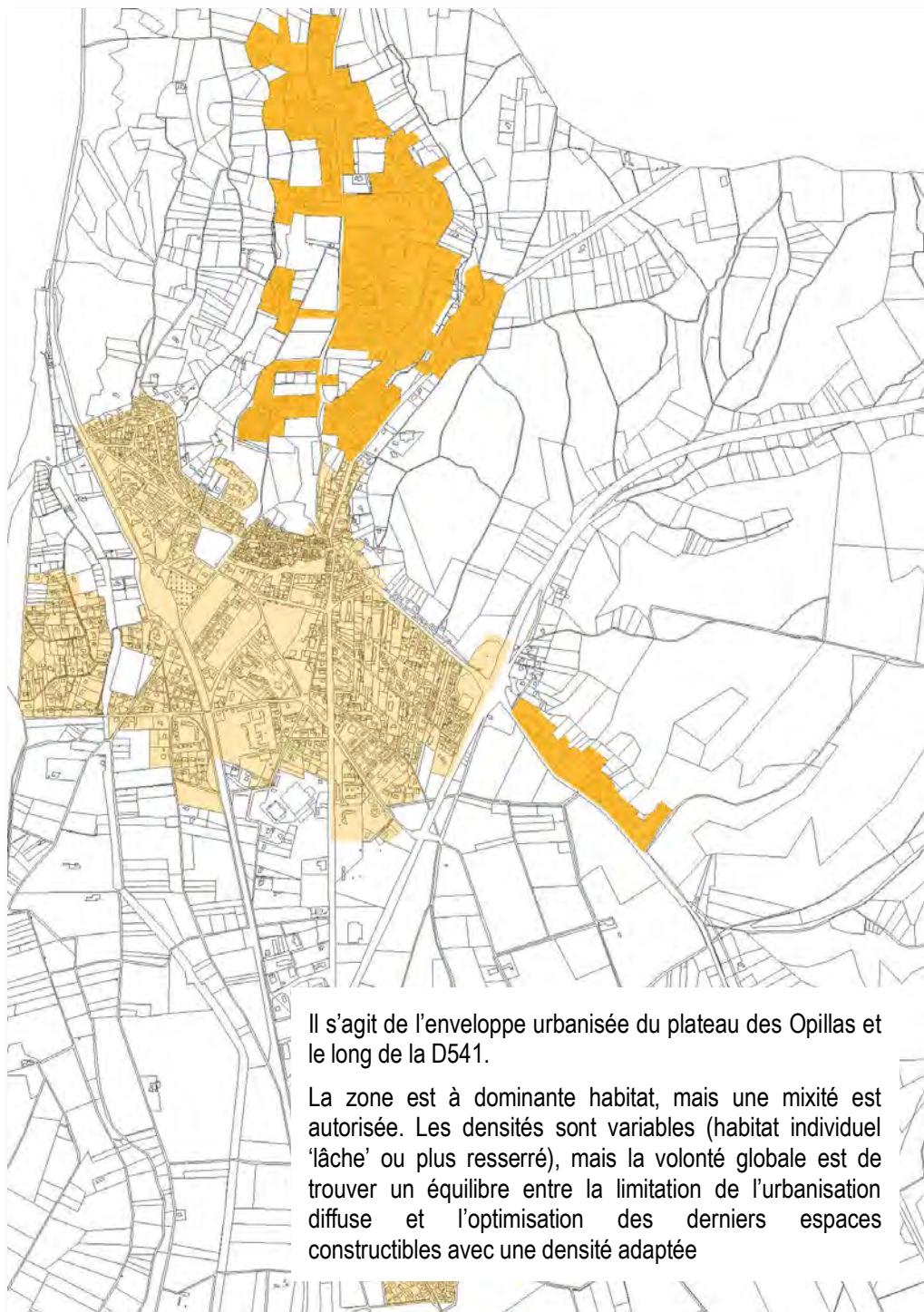
Importante zone mixte (habitat, activités, commerces, équipements, etc.). Dans cette large enveloppe d'urbanisation prolongeant le sud du cœur de ville, une optimisation de la densité est recherchée en matière d'habitat.

Elle concerne des **secteurs proches du cœur de ville ou positionnés le long d'axes structurants** (avenue basse bourgade notamment) conduisant au cœur de ville.

La zone Uc



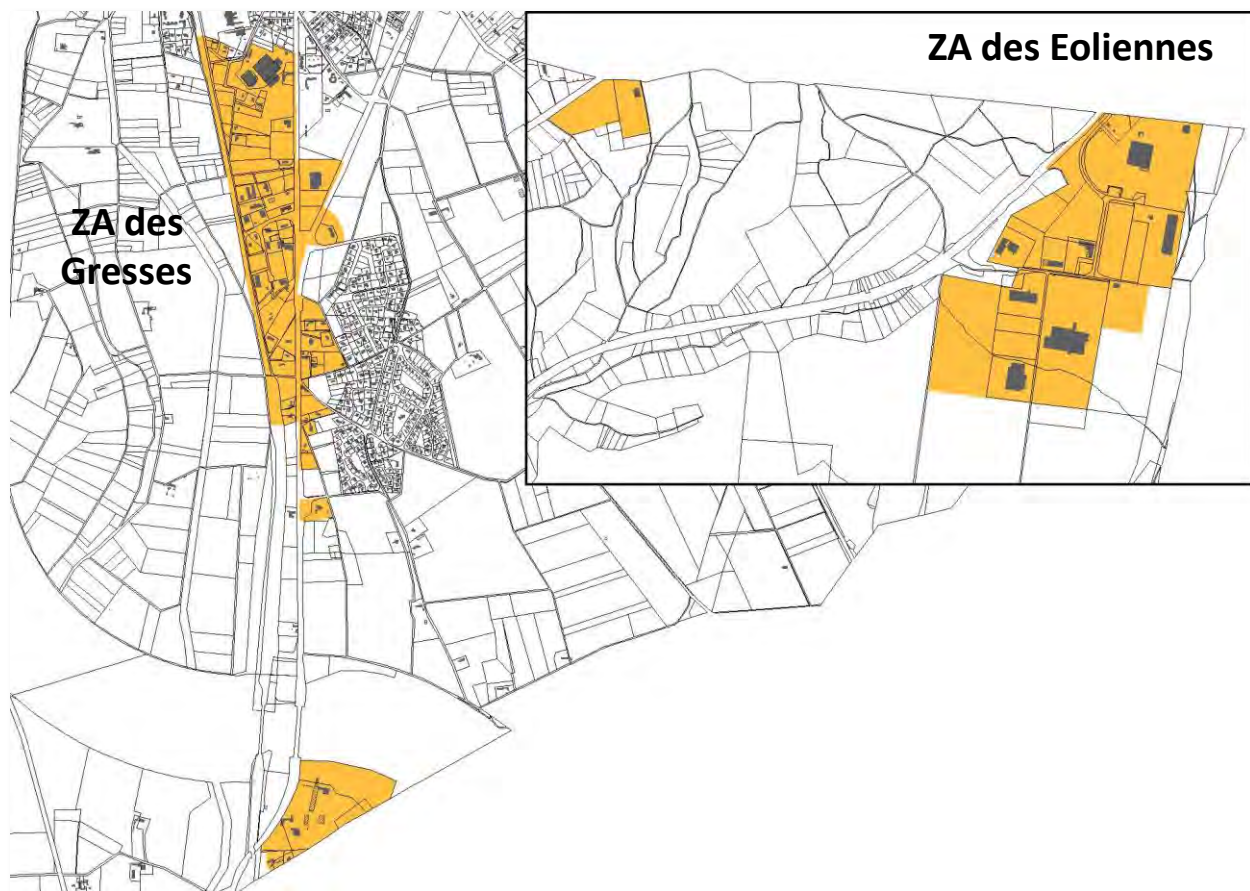
La zone Ud



Il s'agit de l'enveloppe urbanisée du plateau des Opillas et le long de la D541.

La zone est à dominante habitat, mais une mixité est autorisée. Les densités sont variables (habitat individuel 'lâche' ou plus resserré), mais la volonté globale est de trouver un équilibre entre la limitation de l'urbanisation diffuse et l'optimisation des derniers espaces constructibles avec une densité adaptée

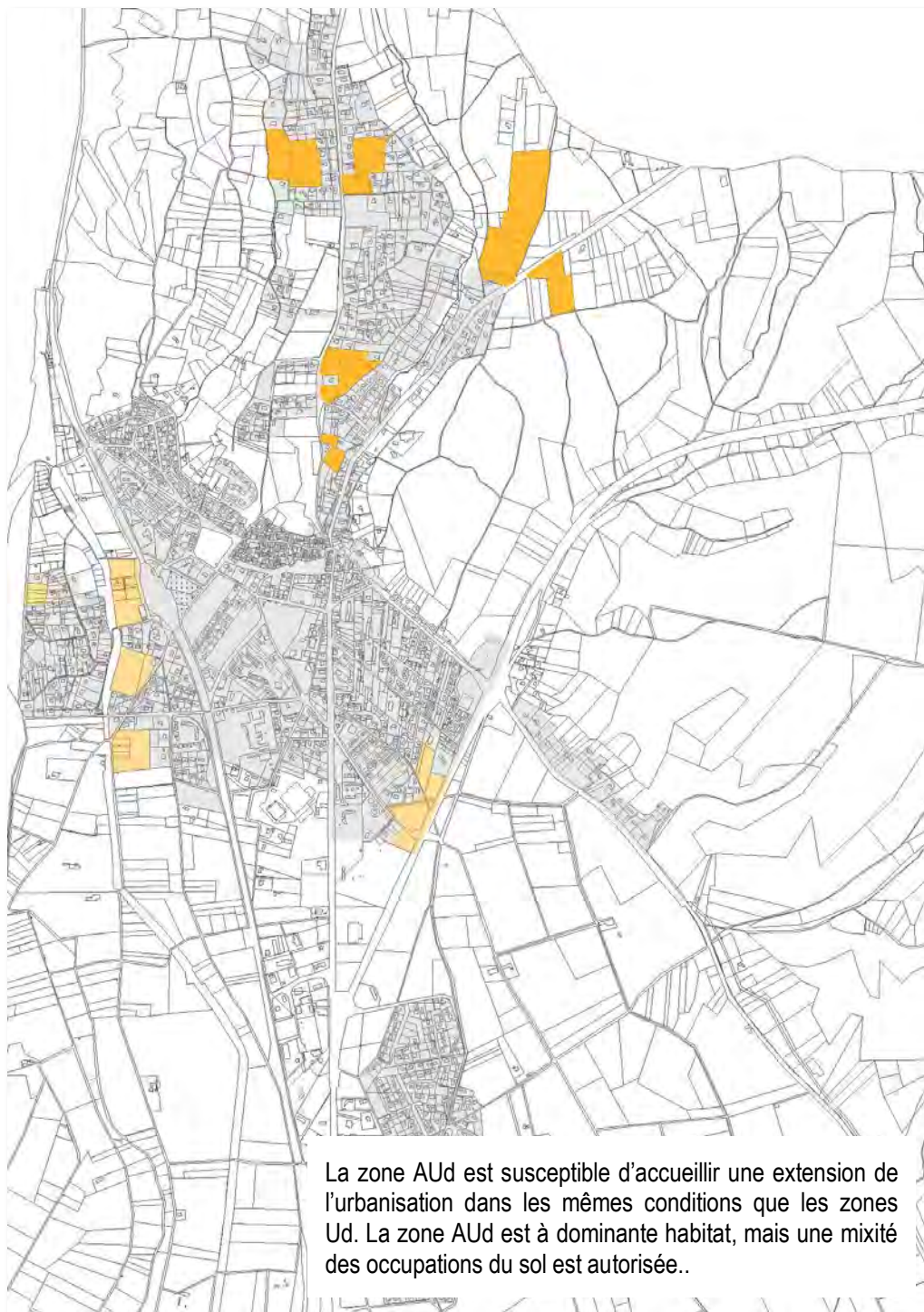
La zone Ue



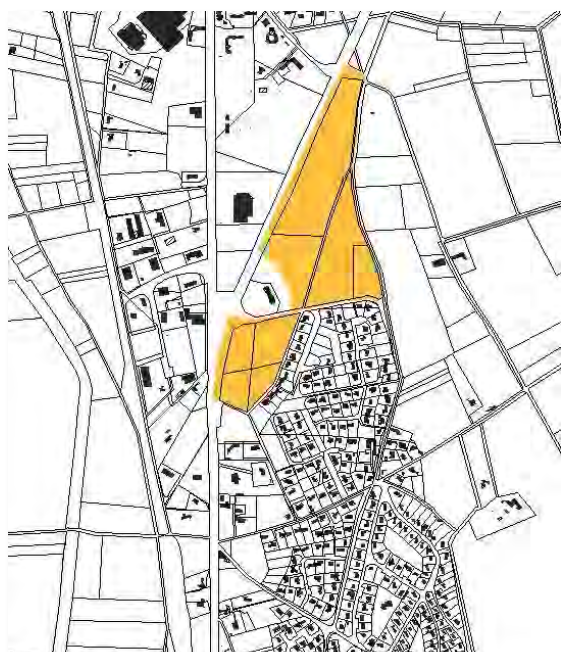
La zone AUc



La zone AUd

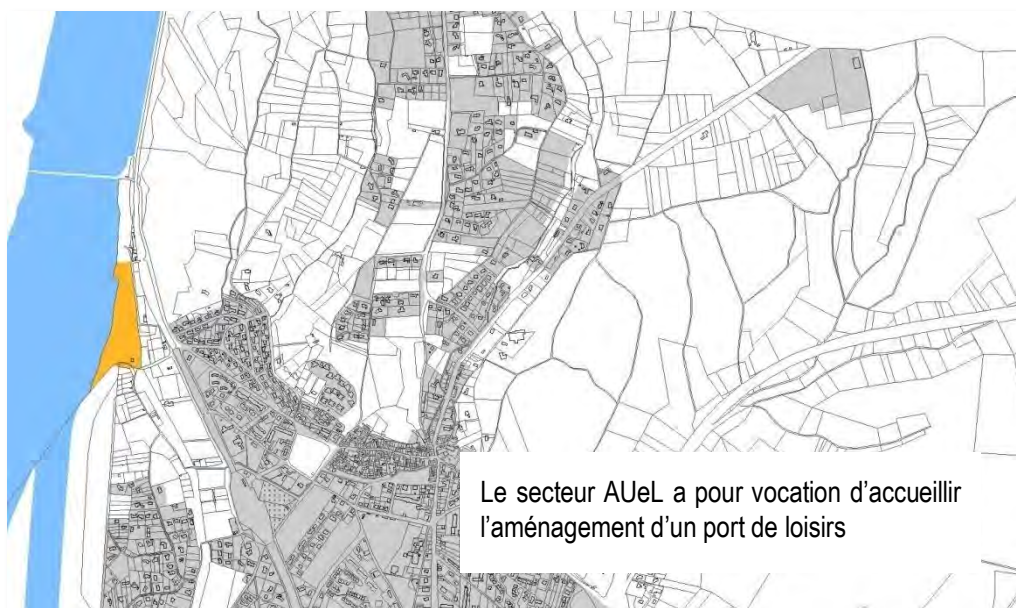
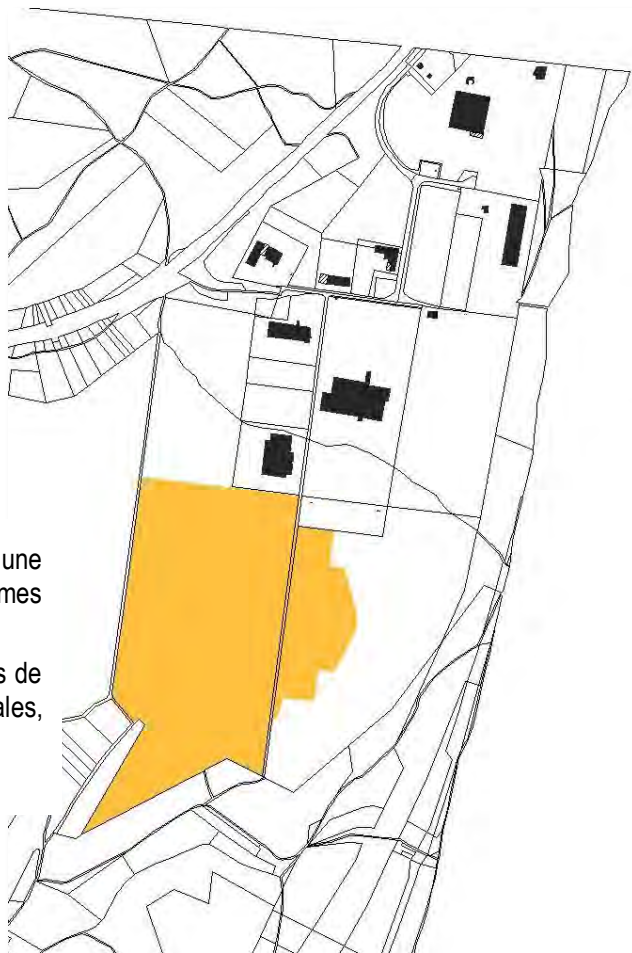


La zone AUe



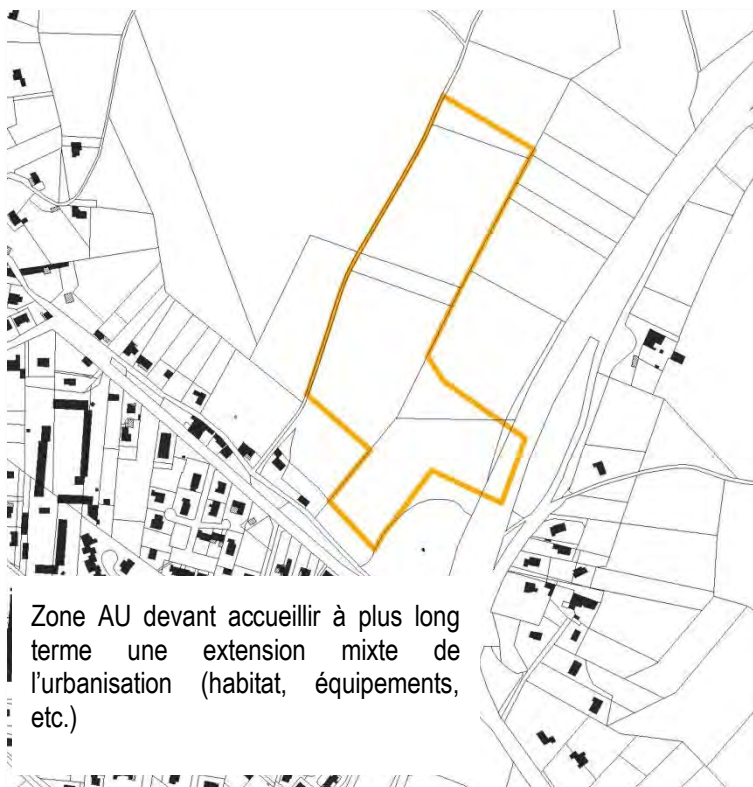
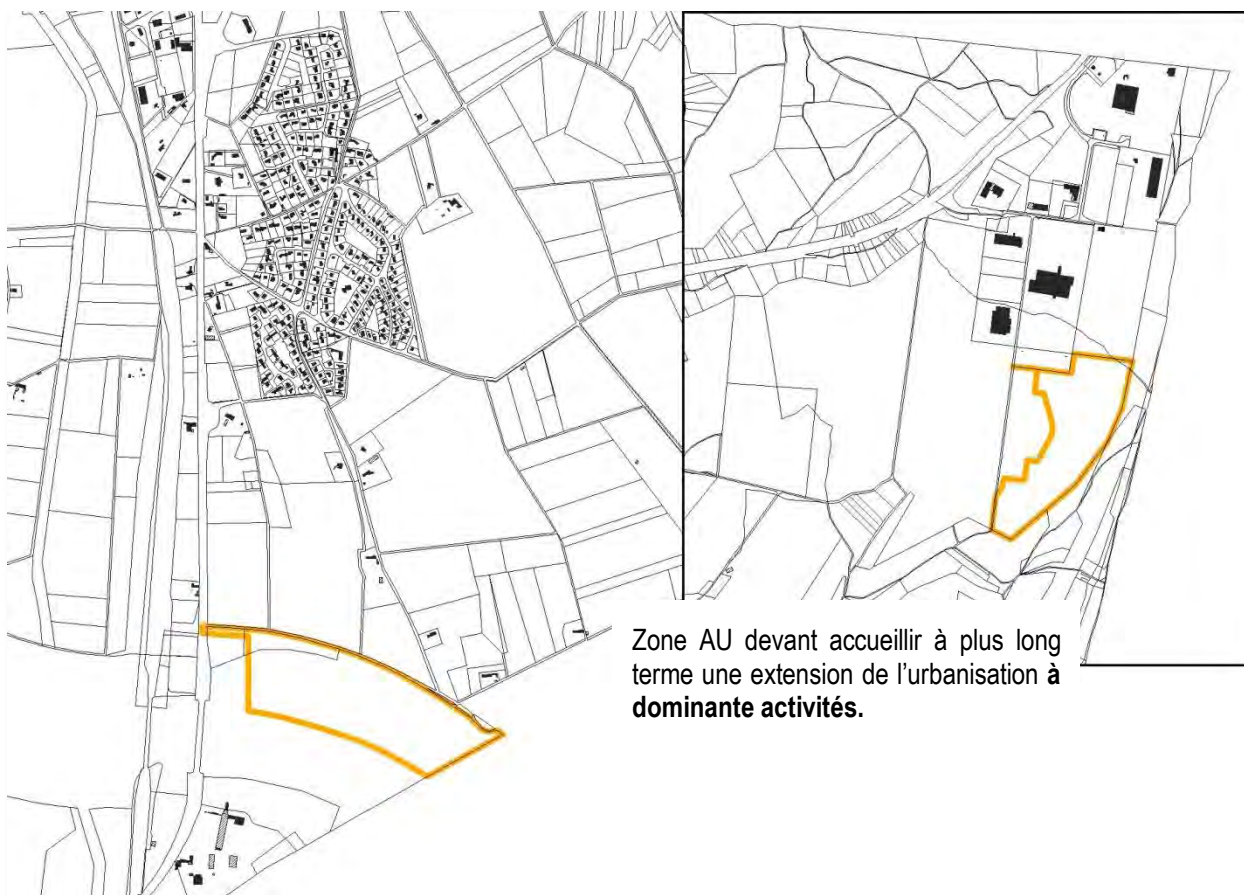
La zone AUe est susceptible d'accueillir une extension de l'urbanisation dans les mêmes conditions que les zones Ue.

La zone AUe est destinée à des activités de natures diverses : artisanales, commerciales, industrielles et de service.

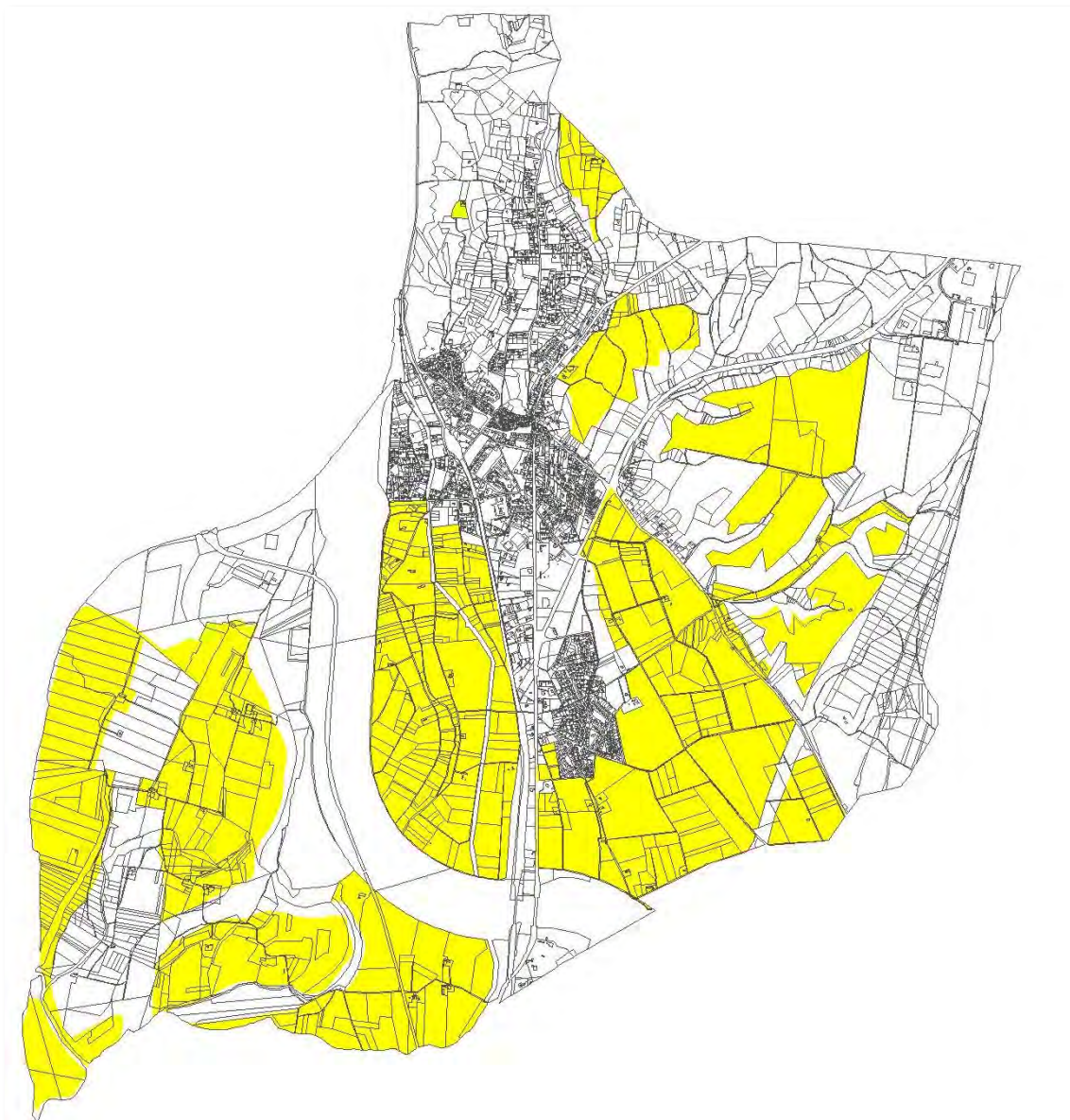


Le secteur AUeL a pour vocation d'accueillir l'aménagement d'un port de loisirs

La zone AU

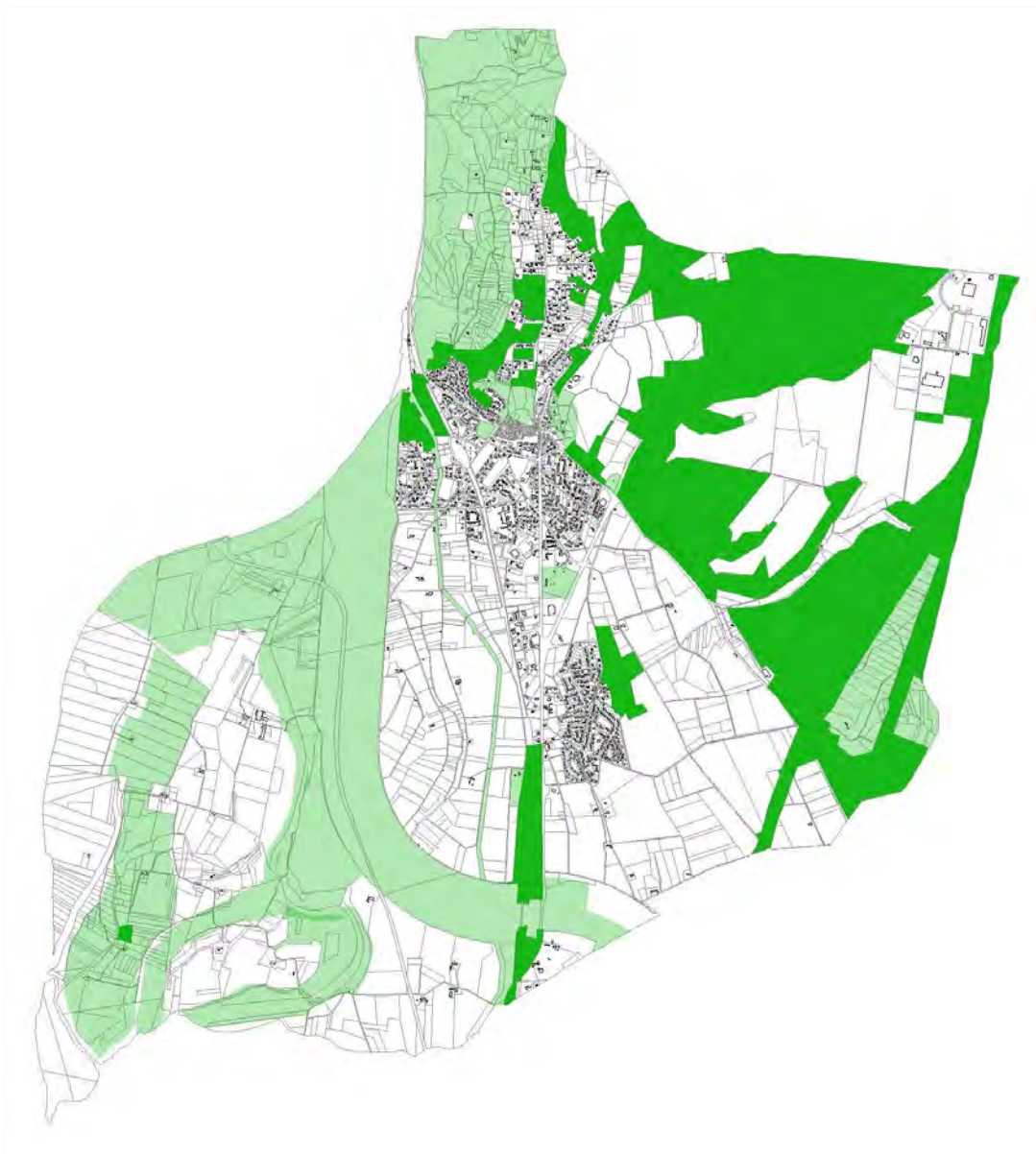


La zone A



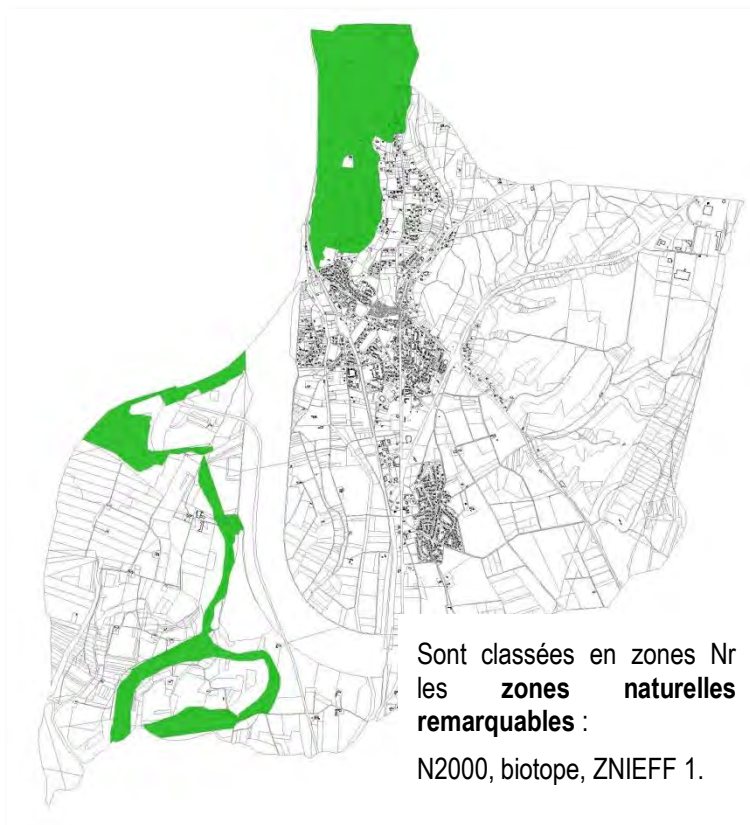
Sont classés en zone agricole (A) les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du **potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles**.

La zone N

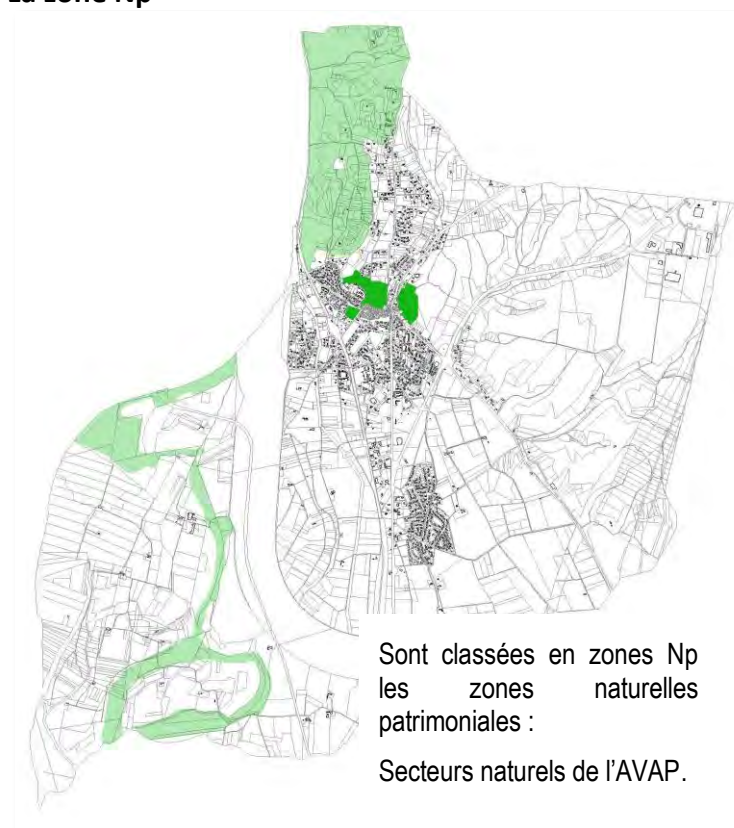


Sont classés en zone N les secteurs naturels de la commune, équipés ou non.

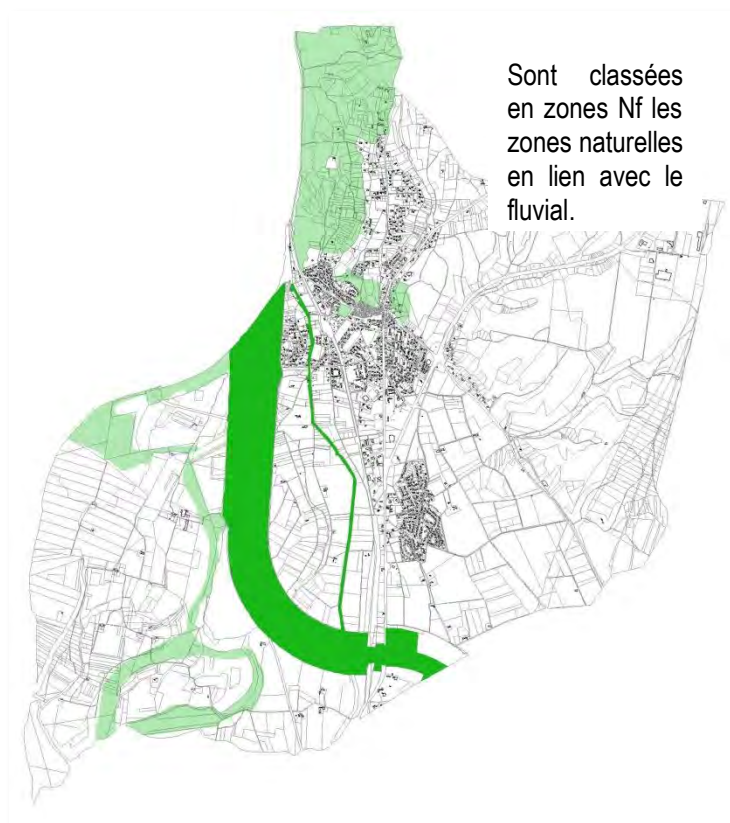
La zone Nr



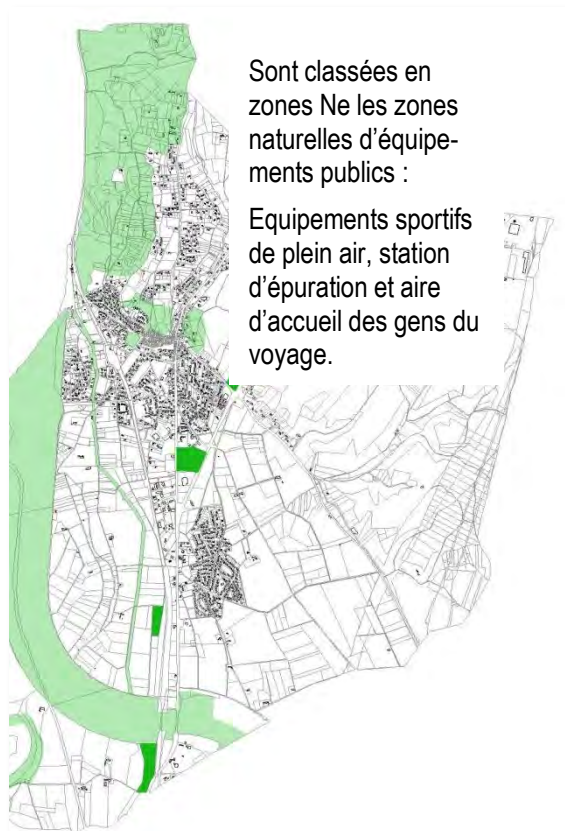
La zone Np



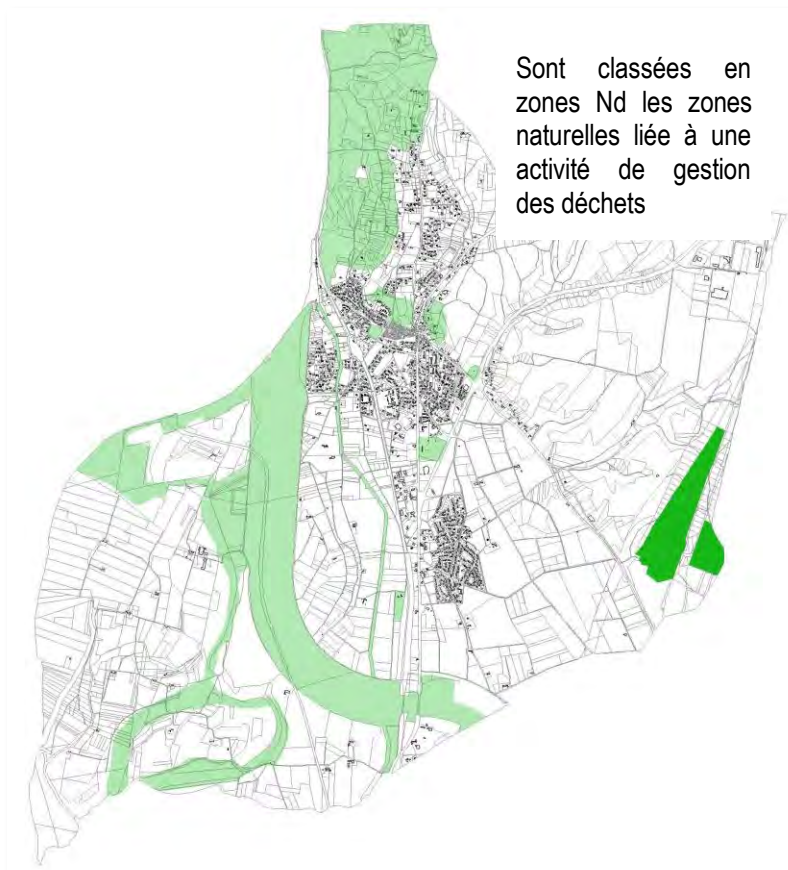
La zone Nf



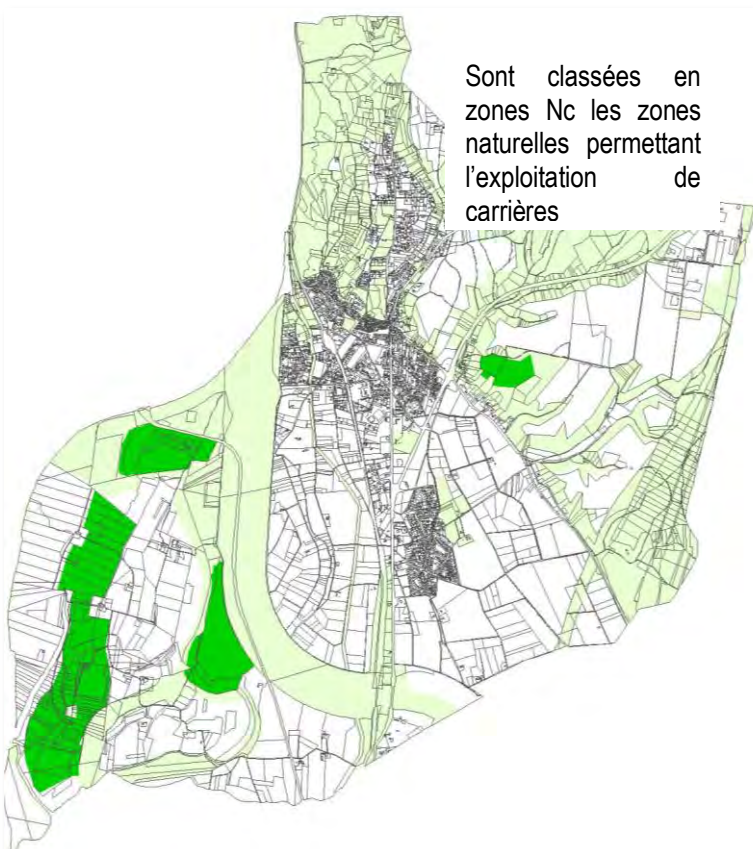
La zone Ne



La zone Nd



La zone Nc



1.2 Bilan des surfaces du PLU

POS 1991				PLU 2011			
Zones urbaines	UA	9	7,0%	Zones urbaines	Ua	4	11,0%
	UC	40			Ub	57	
	UD	107			Ubp	10	
	Ui	35			Uc	91	
	US	18			Ud	64	
					Ue	114	
Total U		209	11,5%	Total U		341	14,3%
Zones d'urbanisation futures	NA (fermé)	8		Zones d'urbanisation futures	AUc	9,5	
	NAa	16			AUd	14,5	
	NAb	4			AUe	43	
	NAc	12			AUeL	3	
	NAi	34			AU	35	
Total NA		74		Total AU		105	
Total NB		62	2,1%	N'existe plus		0	0,0%
Zones agricoles		1052		Zones agricoles		1216	
Total NC		1052	35,0%	Total A		1265	40,7%
Zones naturelles	ND	1411		Zones naturelles	N	609	
	NDa	16			Np	16	
	NDf	243			Nr	277	
					Nf	237	
					Ne	10	
					Nc	196	
Total N		1670,0		Total N		1396	
TOTAL COMMUNE		3005,0	90,6%	TOTAL COMMUNE		3106	85,7%

1.3 Dispositions graphiques particulières

Dans les secteurs délimités au document graphique par une trame spécifique au titre de la servitude L123-2 a) du code de l'urbanisme, l'urbanisation est autorisée à condition que la commune approuve au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur de la servitude un projet d'aménagement global.

La servitude est mise en place car les secteurs concernés relèvent d'une importance stratégique le long du canal de Donzère à Mondragon, et les enjeux en terme d'accessibilité et d'environnement sont importants. Une réflexion globale doit donc être conduite, en prenant en compte également les aménagements que la ville pourrait réaliser pour améliorer la desserte de ce secteur (sécurisation,...).

Dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations sont autorisées à condition qu'elles soient inférieures à 5m².

1.4 Les espaces boisés classés (article L130-1 du Code de l'Urbanisme)

Les espaces boisés classés, à conserver, à créer, à protéger, figurant au plan sont soumis aux dispositions de l'article L130-1 du Code de l'Urbanisme. Ce classement a des effets importants :

- tout changement d'affectation ou de mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements est interdit : tout défrichement volontaire de l'état boisé est donc exclu d'office (sauf exceptions prévues par l'article L. 130-1 du code de l'urbanisme),
- les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation préalable (sauf exceptions prévues aux articles R. 130-1 du code de l'urbanisme),
- le déclassement d'espaces boisés classés nécessite une révision du PLU.

Les EBC correspondent le plus souvent à des espaces déjà boisés. Cependant, certains secteurs non encore boisés sont classés en EBC. Il s'agit notamment des cas suivants :

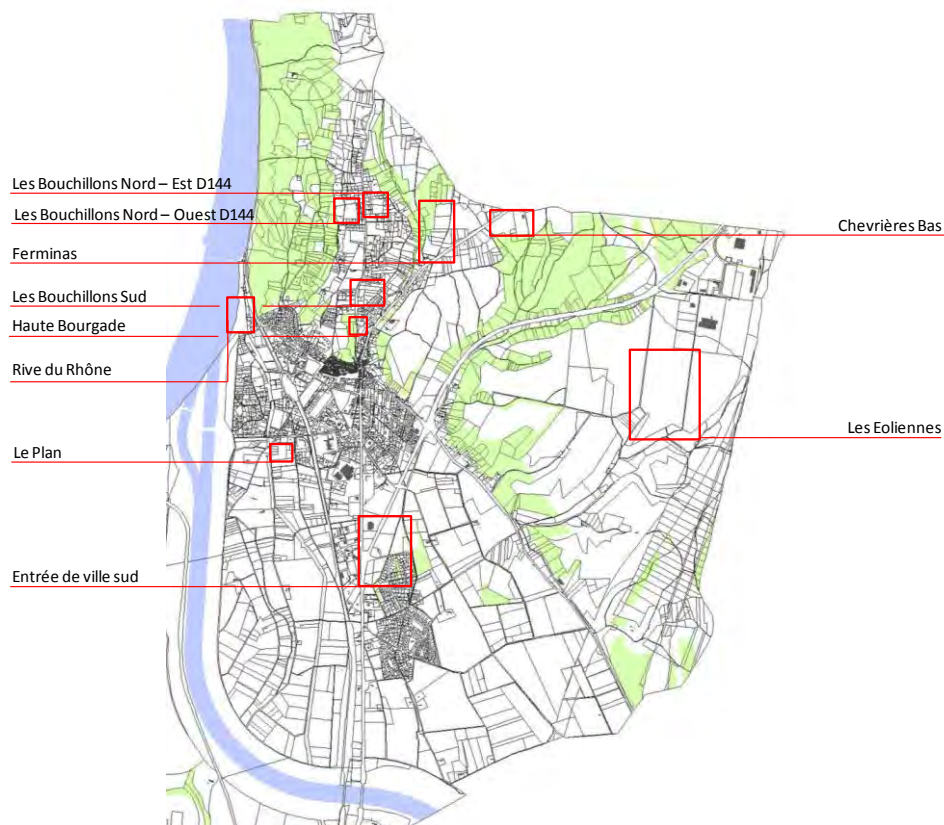
- en contrepartie d'autorisation de défrichement, des boisements compensateurs ont été réalisés sur la commune. Afin d'affirmer la pérennité de ces boisements, ceux-ci ont été classés en EBC (parcelles section T n°182 et 220). Par extension, les boisements limitrophes ont été également classés en EBC (parcelles section T n°209, 217, 219 et 263) ;
- certains secteurs naturels, en partie boisés, s'inscrivent dans le cadre de périmètres de protection réglementaires tels que le périmètre de biotope ou la zone natura 2000. Afin d'affirmer la pérennité de ces milieux naturels sensibles, ceux-ci ont été classés pour une grande partie en EBC ;
- de même, la sensibilité paysagère des coteaux boisés de la commune ont été pour partie classés en EBC. Soit sur des secteurs boisés existants, soit sur des secteurs naturels limitrophes. L'objectif est d'assurer la pérennité de cette coupure verte entre les plateaux et la plaine, marquant par là-même la fin du mitage ;
- etc.

1.5 Les orientations d'aménagement et de programmation

Les orientations d'aménagement et de programmation s'attachent à cadrer le devenir de zones urbaines ou à urbaniser, afin d'en garantir un aménagement économe et cohérent du territoire.

Les orientations d'aménagement permettent de prendre en compte les spécificités de chaque secteur et de donner les prescriptions en conséquence, en terme de typologie d'habitat, de trame paysagère, de principes de voirie, d'accès, etc.

La carte ci-après localise les secteurs qui font l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation. Il s'agit des zones AU 'ouverte' du PLU, ainsi que certaines zones U à enjeux.



1.6 Les emplacements réservés

Au titre des articles L. 213-1 8e et R. 123-10 à R. 123-12 du code de l'urbanisme, l'inscription d'un emplacement réservé permet de délimiter sur le plan de zonage des emprises destinées à la réalisation de voies ou ouvrages publics, d'espaces vert, etc. L'objet de l'emplacement réservé doit être précis et déterminé en accord avec la collectivité publique bénéficiaire.

Traduisant les orientations du PADD à différents niveaux, l'inscription de plusieurs emplacements réservés au PLU permet une politique volontariste de la commune visant à l'amélioration de l'accessibilité et du fonctionnement global de la commune et la mise en œuvre du réseau d'équipements publics.

Les emplacements réservés ont des vocations diverses :

- équipement et espace public
- voirie
- stationnement, etc.

D'autres sont créés afin d'améliorer les conditions de circulation existante : il s'agit d'élargissement de voirie et/ d'aménagement de carrefour. Plusieurs emplacements réservés ont aussi été définis afin de garantir la desserte des zones d'urbanisation future dans les meilleures conditions et ce, de façon précise, afin de garantir un maillage urbain cohérent non seulement à l'échelle du futur secteur d'urbanisation mais également à l'échelle de la ville.

La liste des emplacements réservés (ci-après) est reportée en annexe du PLU. Les emplacements réservés sont numérotés et repérés au plan de zonage.

Liste des emplacements réservés

Numéro	Localisation	Affectation	Bénéficiaire du droit de réservation	Superficie approximative
ER 1	Bouchillons (nord)	Création d'un cheminement doux	Commune	1 350 m ²
ER 2	Bouchillons (nord)	Création d'une voie de desserte	Commune	800 m ²
ER 3	Les Riailles	Elargissement de la voie de desserte	Commune	525 m ²
ER 4	Les Riailles	Bassin de gestion des eaux pluviales	Commune	1 600 m ²
ER 5	Les Riailles - D144	Création d'un cheminement doux	Commune	1 100 m ²
ER 6	Les Riailles - D144	Création d'un cheminement doux	Commune	760 m ²
ER 7	Le Molard	Aménagement paysager en lien avec l'entité archéologique (villa, nécropole, ferme)	Commune	1 600 m ²
ER 8	Chevrières-Bas à Coudouly	Création d'une voie de desserte	Commune	18 900 m ²
ER 9	N7, la Vialle nord	Aménagement d'un giratoire	Commune	19 000 m ²
ER 10	D844, Ferminas le bas	Aménagement d'un giratoire et des accès	Commune	4 180 m ²
ER 11	D844, Ferminas le bas	Voie de desserte	Commune	1 900 m ²
ER 12	Le Devois	Création d'un gymnase	Commune	13 000 m ²
ER 13	Pradas	Réaménagement de la desserte et création de stationnements	Commune	1 260 m ²
ER 14	Pradas	Aménagement d'un bassin de gestion des eaux pluviales	Commune	3 000 m ²
ER 15	Chocolaterie	Création d'une voie de desserte	Commune	3 000 m ²
ER 16	Gresses (sud)	Création d'une voie de desserte	Commune	4 700 m ²
ER 17	Les Kermes	Aménagement d'une aire de jeux	Commune	1 250 m ²
ER 18	Peyraud	Aménagement permettant le passage d'engins pour l'entretien et transformateur	Etat	3 000 m ²
ER 19	ZA Les Eoliennes	Création d'une voie de desserte	Commune	5 500 m ²
ER 20	Le Plan	Elargissement de la voie	Commune	400 m ²
ER 21	Les Moutons	Elargissement de la voie	Commune	320 m ²
ER 22	Les Moutons	Elargissement de la voie	Commune	450 m ²
ER 23	Les Ribières	Elargissement de la voie	Commune	650 m ²
ER 24	Les Roches	Aménagement du sentier	Commune	7 500 m ²
ER 25	Les Roches	Aménagement du sentier	Commune	2 600 m ²
ER 26	Saint-Ferreol	Aménagement d'un espace de loisirs	Commune	240 000 m ²
ER 27	Combelonge	Bassin de régulation des eaux de ruissellement sur le versant de Combelonge	Commune	20 000 m ²
ER 28	Pradas	Stationnement et équipement public d'animation	Commune	6 500 m ²
ER 29	Ferminas le bas	Maison de l'environnement et aménagements paysagers	Commune	5 500 m ²

1.7 Les sites archéologiques

Le PLU fait apparaître dans les pièces annexes les périmètres spécifiques pour les secteurs protégés en tant que site archéologiques. A l'intérieur des zones concernées, toutes les demandes relatives à l'occupation ou à l'utilisation du sol devront être transmises au Préfet.

1.8 Les Programmes d'Aménagement d'Ensemble (PAE)

Trois PAE ont été approuvés sur le territoire communal. Ils sont reportés en annexe du dossier de PLU.

2- Traduction du PADD sur le zonage, le règlement écrit, les orientations d'aménagement et les annexes

Orientation n°1 : Soutenir la dynamique démographique et répondre aux besoins de logements en veillant aux enjeux de diversité de l'habitat

Objectif général	Objectif détaillé	Traduction du PADD sur les autres pièces du PLU
1. Attractivité en matière d'habitat		
Favorisant une croissance urbaine maîtrisée à l'horizon 2025	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Soutenir une croissance démographique modérée s'inscrivant dans le cadre du projet global de développement du territoire ✓ Orienter la croissance annuelle de la population autour de 1% pour tendre vers 6000 habitants à l'horizon 2025, soit une moyenne d'environ 50 logements/an ✓ Lisser dans le temps l'arrivée des nouveaux habitants ✓ Anticiper les besoins d'équipements à court, moyen et long terme 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE/ REGLEMENT ECRIT - un dimensionnement des zones à urbaniser destinées à l'habitat adapté à l'objectif démographique, avec environ 40 ha (absence d'utilisation de coefficient de rétention foncière) - création de zones à urbaniser 'ouvertes' (urbanisables dès l'entrée en vigueur du PLU) et de zones à urbaniser 'fermées' (réserves foncières) - positionnement d'emplacements réservés destinés à l'accueil de nouveaux équipements (gymnase, etc.) ▪ ANNEXES - le zonage et le plan d'assainissement prennent en compte le zonage du PLU
Accompagner la croissance urbaine par une gestion maîtrisée de l'espace	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Favoriser une dynamique de renouvellement urbain <ul style="list-style-type: none"> - en favorisant la création d'un pôle gare - en optimisant les dents creuses ✓ Aménager les espaces urbains interstitiels dans le cadre d'une enveloppe urbaine globale cohérente ✓ Contenir les extensions urbaines « au fil de l'eau » ✓ Favoriser la densité en l'adaptant au contexte urbain dans lequel s'inscrivent les opérations 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ REGLEMENT ECRIT - le COS non réglementé en zones Ua, Ub et Uc favorise la densification des dents creuses ▪ ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION - Les OAP garantissent une forme urbaine compacte dans certains secteurs d'extension urbaine, mais aussi dans certaines zones urbaines stratégiques ▪ ZONAGE/ REGLEMENT ECRIT - La limite des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) définit une enveloppe urbaine globale cohérente ▪ PADD - Le PADD établit des objectifs de densité à atteindre
Accompagner la croissance urbaine par une approche globale en matière d'habitat	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Diversifier les typologies de logements (forme urbaine, nature, taille, statut) pour : <ul style="list-style-type: none"> - maintenir les jeunes ménages et les personnes âgées sur la commune - accueillir une population nouvelle 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION - Les OAP définissent différentes formes urbaines, plus ou moins compacte, qui permettent d'influer sur la programmation en logements -

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Favoriser la mixité sociale avec un objectif global de 20% de logements locatifs aidés accessibles au plus grand nombre et répartis de façon équilibrée dans l'espace ✓ Favoriser la mixité intergénérationnelle afin d'anticiper le vieillissement de la population ✓ Améliorer l'accessibilité au logement pour les personnes à mobilité réduite et les personnes âgées 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE / REGLEMENT ECRIT - Des dispositions graphiques spécifiques au titre du L123-2 du code de l'urbanisme. Certaines zones à urbaniser 'ouvertes' font l'objet d'un gel des terrains pendant au maximum 5 ans. L'urbanisation de ces terrains est possible dès qu'un projet global est validé en conseil municipal. Cette disposition est une garantie sur la qualité du projet (forme urbaine, desserte,...), mais aussi sur les produits logements qui seront proposés dans le cadre des aménagements futurs (mixité, accessibilité,...)
2. Attractivité en matière de services et d'équipements publics		
Conforter, renforcer ou créer les services et les équipements publics nécessaires au bon fonctionnement urbain	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Services <ul style="list-style-type: none"> - Conforter le pôle de santé - Renforcer les services à la petite enfance ✓ Equipements publics <ul style="list-style-type: none"> - Conforter les équipements scolaires et les renforcer en fonction des besoins à terme, en particulier en lien avec le nouveau quartier - Conforter les équipements de loisirs (piscine, salle polyvalente, etc.) - Aménager un gymnase pour répondre aux besoins actuels et futurs 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE / REGLEMENT ECRIT - Zonage des tènements fonciers communaux en zone mixte (Ub ou Uc) permettant le renforcement des équipements publics - Emplacement réservé pour la réalisation d'un gymnase
Prise en compte des conditions d'accueil des gens du voyage	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Prévoir l'aménagement d'une aire d'accueil des gens du voyage 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE / REGLEMENT ECRIT ✓ Zone Ne de 4,5ha destinée à l'aménagement d'une aire d'accueil des gens du voyage

Orientation n°2 : Favoriser une urbanisation structurée en plaine et maîtrisée au nord du centre-bourg

Objectif général	Objectif détaillé	Traduction du PADD sur les autres pièces du PLU
1. Les pôles structurants		
Conforter le pôle historique du cœur de ville, dans ses dimensions patrimoniale, commerciale et culturelle		<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE / REGLEMENT ECRIT ✓ Zonage et règlement spécifiques (Ua) <p><i>Pour mémoire : élaboration en cours d'une AVAP</i></p>
Renforcer la polarité en matière d'équipements scolaire, sportifs, d'animation et de santé autour des principaux sites	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le site de l'ancienne salle des fêtes qui, à terme, fera l'objet d'une restructuration ✓ Le site de la salle polyvalente qui, à terme, pourra être renforcé par l'implantation d'un nouvel équipement public ✓ L'entrée de ville Sud 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE / REGLEMENT ECRIT ✓ Les équipements sont implantés soit dans des zones urbaines mixtes (Ub, Uc), soit en zone Ne lorsque les équipements correspondent à des structures plus légères
Créer un nouveau pôle autour de la gare en s'appuyant sur une dynamique à plusieurs dimensions : habitat, activités, bureaux ou encore services publics avec la mise en place d'un Point information médiation multi services (PIMMS)		<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE / REGLEMENT ECRIT ✓ Zonage et règlement favorisant la densité et la mixité (Ub) ✓ Emplacement réservé pour améliorer la desserte et le stationnement ▪ ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION ✓ Les OAP assurent une extension globale cohérente
2. Les axes structurants		
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Structurer l'avenue Basse Bourgade comme une avenue urbaine d'entrée de ville, avec une composition d'ensemble qui souligne cette fonction ✓ Valoriser les aménagements urbains et paysagers de la rue Pierre de Coubertin ✓ Aménager la Grande rue par un traitement du bâti et de l'espace public mettant en valeur l'esprit du lieu ✓ Structurer les aménagements autour de la N7 (commerces, artisanat) dans le cadre d'un schéma d'ensemble cohérent de l'entrée de ville Sud 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE / REGLEMENT ECRIT ✓ Zonage et règlement favorisant la densité et la mixité (Ub) de part et d'autre de l'avenue Basse Bourgade ▪ ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION ✓ L'OAP assure une extension globale cohérente de l'entrée de ville sud

3. Aménagement et développement des quartiers

Objectifs d'aménagement des principaux quartiers

- ✓ Centre historique : objectifs de valorisation et de redynamisation
 - ✓ Centre urbain : objectifs de densification principalement par le renouvellement urbain et de renforcement des équipements publics
 - ✓ Secteur ouest voie ferrée : objectif de contenir le développement urbain et d'améliorer les liaisons avec le centre
 - ✓ Le plateau des Opillas : objectif de contenir le développement urbain dans les espaces interstitiels et de se relier à la D144
 - ✓ Cité des Chênes : objectif de contenir le développement urbain et d'améliorer les liaisons piétonnes avec le centre
 - ✓ Objectif d'aménager les « entrées » Nord et Est
- ZONAGE / REGLEMENT ECRIT
 - ✓ Zonage et règlement favorisant la densité et la mixité (Ua, Ub) dans le centre urbain et autour de l'avenue Basse Bourgade : absence de COS,...
 - ✓ Zonage et règlement différencié dans les quartiers à l'ouest de la voie ferrée (Uc2), avec notamment un COS limité (0,3) à l'ouest du canal
 - ✓ Zonage et règlement spécifiques sur le plateau des Opillas (Ud), avec l'utilisation de l'article L123-1-1 du code de l'urbanisme : *« si une partie a été détachée depuis moins de dix ans d'un terrain dont les droits à construire résultant de l'application du coefficient d'occupation des sols ont été utilisés partiellement ou en totalité, il ne peut plus être construit que dans la limite des droits qui n'ont pas déjà été utilisés »*
 - ✓ Limites d'urbanisation du quartier des Chênes (secteur à vocation habitat) identique à l'existant
 - ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION
 - ✓ Les OAP assure une cohérence globale des futures aménagements

4. Les réseaux et infrastructures

- ✓ Assurer la cohérence entre le développement urbain et la mise en œuvre des réseaux (assainissement, gestion des eaux pluviales, etc.)
- ANNEXE
- ✓ Zonage d'assainissement et plan des réseaux, en cohérence avec le zonage du PLU

Orientation n°3 : Poursuivre le développement et la diversification du tissu économique local

Objectif général	Objectif détaillé	Traduction du PADD sur les autres pièces du PLU
Renforcer l'armature commerciale donzéroise		
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer le tissu commercial de proximité du centre ville, en s'appuyant sur les commerces existants et sur le potentiel du secteur de la gare (ainsi que, à terme, sur le nouveau quartier d'habitat durable) ✓ Renforcer l'attractivité commerciale (entrée de ville Sud,...) par l'aménagement de nouveaux commerces 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE / REGLEMENT ECRIT ✓ Création de zones Ue ou AUe permettant l'accueil d'activités commerciales
Renforcer l'appareil industriel et artisanal de la commune en s'appuyant sur :		
Les activités économiques structurantes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organiser l'extension de la zone d'activités des Eoliennes et de la zone industrielle Sud ✓ Améliorer l'aménagement interne de la zone artisanale des Gresses ✓ Anticiper l'accueil d'activités nouvelles à plus ou moins long terme 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE / REGLEMENT ECRIT ✓ Création de zones Ue ou AUe permettant l'accueil de divers types d'activités ✓ Emplacements réservés de création de voirie sur la zone des Gresses ▪ Disposition graphique spécifique au titre du L123-2 du code de l'urbanisme. La ZI Sud fait l'objet d'une servitude d'urbanisme (gel des terrains pendant au maximum 5 ans. L'urbanisation de ces terrains est possible dès qu'un projet global est validé en conseil municipal) ▪ ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION ✓ Les OAP assurent une extension globale cohérente
Les activités économiques secondaires	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organiser l'extension de la zone logistique au nord de la commune, en limite avec Malataverne 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE / REGLEMENT ECRIT ✓ Création d'une zone Ue ▪ ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION ✓ L'OA assure une extension globale cohérente

Diversifier le tissu économique local	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rechercher une diversification des activités en s'appuyant sur les atouts du territoire : accès / desserte par les infrastructures routières, ferrées, mais aussi le canal de Donzère-Mondragon et le Rhône, etc. ✓ Conforter le pôle d'activités de la Chocolaterie et favoriser l'accueil de nouvelles activités tertiaires sur le site de la gare 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE / REGLEMENT ECRIT ✓ Le règlement de la zone Ue permet une diversification des activités
Maintenir une activité agricole dynamique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Assurer un espace agricole fonctionnel et cohérent en préservant des îlots d'exploitation dynamiques ✓ Etudier l'opportunité d'inscrire une partie du territoire agricole en Zone agricole protégée – ZAP 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE / REGLEMENT ECRIT ✓ La zone agricole (A) correspond à des terres agricoles exploitées (cf. diagnostic agricole de 2010) ✓ La zone A est composée de vastes zones A (pas de morcellement)
Renforcer l'activité touristique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Aménager un port à vocation de loisirs sur le Rhône ✓ Augmenter la capacité d'hébergement en favorisant l'implantation d'activités hôtelières ✓ Diversifier l'offre en favorisant une complémentarité entre les différents modes d'hébergement ✓ Conforter les atouts patrimoniaux (moulin,...) et poursuivre la mise en valeur du patrimoine bâti dans le cadre notamment de la future AVAP 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE / REGLEMENT ECRIT ✓ Zonage spécifique en AUL pour accueillir un port de loisirs ✓ Mixité des zones urbaines et à urbaniser dans le règlement écrit favorisant les activités touristiques ✓ Utilisation de la servitude d'urbanisme L123-2 a) du code de l'urbanisme sur la zone AUeL ▪ ANNEXES ✓ Inscription au titre des monuments historiques du moulin à vent de Beauvert <p><i>Pour mémoire : élaboration en cours d'une AVAP</i></p>
Réorganiser les activités d'extraction	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organiser les activités d'extraction ✓ Aménager un terminal fluvial 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE / REGLEMENT ECRIT ✓ Des zones Nc à vocation de carrières ont été définies sur le secteur des Iles et de Combelonge

Orientation n°4 : Organiser les déplacements à l'échelle de la Ville et du bassin de mobilité

Objectif général	Objectif détaillé	Traduction du PADD sur les autres pièces du PLU
Favoriser l'utilisation des modes de transports alternatifs afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Favoriser le développement du transport ferré autour du pôle gare <ul style="list-style-type: none"> - en terme de desserte (horaires, fréquences) - en terme d'organisation, en s'appuyant sur la rénovation du bâtiment de la gare ✓ Améliorer la desserte des transports interurbains, avec notamment l'aménagement d'une gare routière ✓ Développer une politique en faveur des piétons et des cycles sur l'ensemble du territoire, notamment dans le cadre de l'aménagement de voies nouvelles ✓ Favoriser le covoiturage 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE / REGLEMENT ECRIT ✓ Zone Ub autour de la gare SNCF et de la future gare routière dont le règlement favorise la densité
Traiter les effets de coupure urbaine des infrastructures routières en améliorant la perméabilité des circulations douces	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Entre le secteur à l'ouest de la voie ferrée et le centre ville en créant une traversée piétonne (passerelle ou passage sous-terrain) ✓ Entre la Cité des Chênes et le centre ville, en réaménageant et en valorisant le passage souterrain existant 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION ✓ L'OAP assure une extension globale cohérente
Développer un réseau fonctionnel de circulations douces entre les principaux pôles générateurs de trafic	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Prendre en compte la problématique des circulations douces dans l'aménagement du nouveau pôle économique en entrée Sud 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE ✓ Définition d'emplacements réservés pour cheminements doux

Améliorer le maillage viaire existant et prévoir la trame de desserte des futurs projets d'aménagement

- ✓ Améliorer l'accessibilité du plateau des Opillas en créant une connexion viaire entre la D144 et le secteur des Bouchillons et des Riailles
 - ✓ Relier le futur quartier d'habitat durable aux grands axes par l'aménagement d'une nouvelle liaison urbaine :
 - en entrée nord de la Ville en réaménageant le chemin rural situé entre la N7 (au niveau du nouveau rond-point prévu sur la N7) et la D844
 - en entrée Est de la Ville
- ZONAGE
 - ✓ Définition d'emplacements réservés pour voirie et cheminements doux

Prendre en compte la problématique de la sécurité routière et de l'accessibilité dans les aménagements existants ou futurs

- ✓ Compléter les aménagements de trottoirs sur certains axes
 - ✓ Sécuriser certaines traversées le long des axes fréquentés
 - ✓ Prendre en compte les personnes à mobilité réduite dans les projets d'aménagement
- ZONAGE
 - ✓ Définition d'emplacements réservés pour cheminements doux

Orientation n°5

Objectif général	Objectif détaillé	Traduction du PADD sur les autres pièces du PLU
Gérer la ressource en eau de manière équilibrée et économe sur le territoire	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Maintenir la qualité des eaux souterraines (nappe du Rhône) et superficielles (Rhône et ses affluents) ✓ Réduire la vulnérabilité de la ressource en eau potable par la création d'une nouvelle ressource ✓ Rationaliser les prélèvements pour les différents usages (économie d'utilisation et de gestion) ✓ Anticiper les besoins futurs 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE ✓ Définition d'une zone naturelle Ne autour du périmètre de captage
Préserver les espaces naturels remarquables et les continuités écologiques	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Préserver les espaces naturels d'intérêt écologique (ripisylves et abords, îlots,...) ✓ Maintenir la fonctionnalité des continuités écologiques (maillage des haies et des boisements, largeurs de part et d'autre des cours d'eau) et restaurer certains corridors écologiques (connexions Est/Ouest, coupures sur les axes Nord/Sud) ✓ Réduire la fragmentation du territoire (espaces viables et cohérents) et l'artificialisation des espaces ✓ Recréer des espaces boisés classés (EBC) sur le territoire chaque fois que leur suppression s'impose dans le cadre d'un projet 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE ✓ Définition de zones naturelles remarquables (Nr) sur les secteurs les plus sensibles (Natura 2000, ZNIEFF de type 1, zone de biotope) ✓ Définition de nouveaux EBC sur une importante partie de la zones Natura 2000, sur le secteur des Iles

Limitier l'exposition de la population aux différents risques	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Risques naturels (inondation, feux de forêt) ✓ Réhabiliter la lône du Bayard qui participe à la prévention du risque naturel d'inondation (plan Rhône) ✓ Risques technologiques 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE / REGLEMENT ECRIT ✓ Représentation sur le plan de zonage de l'aléa inondation à jour et définition de règles spécifiques (règlement écrit) en fonction de la nature de l'aléa ▪ ANNEXES ✓ Prise e compte du Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRI)
Mettre en valeur le patrimoine bâti et l'architecture locale	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettre en valeur le centre historique et se réappropriier le patrimoine culturel (moulin,...) ✓ Prendre en compte les prescriptions de l'AVAP 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ANNEXES ✓ Inscription au titre des monuments historiques du moulin à vent de Beauvert <p><i>Pour mémoire : élaboration en cours d'une AVAP</i></p>
Prendre en compte la dimension paysagère dans les projets d'aménagement	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Protéger les coteaux boisés, éléments structurants du paysage et fronts visuels sensibles, en arrêtant le mitage ✓ Valoriser le passage du ruisseau des Riailles dans la traversée de la Ville 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE / REGLEMENT ECRIT ✓ Zonage en zone naturelle (N) des principaux coteaux ▪ ZONAGE ✓ Zonage en Ud d'une partie du coteau de Combelonge : urbanisation possible mais très limitée car recul obligatoire de 75 m pour l'implantation de toute nouvelle construction de part et d'autre de l'axe de la D541 (marge de recul figurant au plan de zonage)
Diversifier les ressources énergétiques	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Favoriser le développement des énergies renouvelables ✓ Inscrire les projets de production d'énergie renouvelable dans le contexte communal (démontrer la bonne adaptation du projet au site) et supra-communal (intercommunal, départemental, régional ou national) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ZONAGE / REGLEMENT ECRIT ✓ Création d'une zone à urbaniser orientée vers la production d'énergie solaire (AUs) sur le site de la carrière de Combelonge



PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA VILLE DE DONZERE

Pièce n°1 : Rapport de présentation

Partie 4 : Prise en compte de l'environnement

Plan Local d'Urbanisme approuvé le	03.03.2012
Révision simplifiée n°1 approuvée le	27.02.2014

Sommaire

PARTIE 4 - PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT & EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Chapitre 1 – Prise en compte du milieu naturel

- 1 – Prise en compte des risques naturels
- 2 – Prise en compte des terres à vocation agricole
- 3 – Prise en compte des paysages, sites naturels et bâtis
- 4 – Prise en compte de la gestion de l'eau

Chapitre 2 – Prise en compte de l'environnement humain

- 1 – Prise en compte des risques technologiques
- 2 – Prise en compte de l'exploitation des carrières
- 3 – Prise en compte des exploitations agricoles
- 4 – Prise en compte du cadre de vie
- 5 – Prise en compte des servitudes d'utilité publique
- 6 – Prise en compte des normes supérieures
- 7 – Prise en compte du Schéma départemental d'accueil des gens du voyage

Chapitre 3 – Evaluation environnementale

- 1 – Analyse de l'état initial de l'environnement
- 2 – Analyse de la compatibilité du PADD avec les enjeux environnementaux
- 3 – Analyse des effets de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement et présentation des mesures permettant de réduire, compenser voire supprimer ces effets
- 4 – Les mesures de suivi
- 5 – Articulation du plan avec les autres plans et programmes
- 6 – Les méthodes employées
- 7 – Résumé

Chapitre 1 – Le milieu naturel

1- Prise en compte des risques naturels

1.1 Le risque inondation

Le risque inondation est pris en compte à trois niveaux :

- **le PADD**

Le projet communal fixe comme objectif de « Limiter l'exposition de la population aux différents risques », notamment le risque naturel d'inondation. Cela se traduit par la prise en compte des prescriptions relatives au Plan de prévention des risques naturels, tant sur le plan graphique que réglementaire.

- **le plan de zonage**

Le plan de zonage intègre une trame spécifique distinguant les six types d'aléa tels qu'ils figurent dans le PPRI :

- zone bleue "B2a" - Aléa faible et crue de 1988 ruisseaux
- zone bleue "B1a" - Aléa moyen ruisseaux
- zone rouge "Ra" - Aléa fort ruisseaux affluents
- zone rouge "Rr" - Rhône aléa fort
- zone rouge "Rr-d" - Rhône aléa fort digue
- zone bleue "B2r" - Rhône aléa modéré

La cartographie des aléas tient compte des travaux liés à la gestion des eaux pluviales réalisés récemment par la ville de Donzère. Suite à la réalisation de ces travaux, des études ont permis d'actualiser la cartographie des aléas par rapport à celle qui a été produite dans le cadre du PPRI initial. Une révision du PPRI a été engagée et le PLU intègre d'ores et déjà le résultat des récentes études réalisées. La trame graphique utilisée dans le PLU pour représenter les différents aléas se cale sur celle utilisée dans le cadre du PPRI afin d'assurer une bonne lisibilité du document.

Il importe de noter que la carte d'aléas à jour figure au plan de zonage du PLU : elle annule et remplace la carte de zonage du PPRI approuvé en 2005, actuellement en cours de révision.

- **le règlement**

Le règlement écrit du PLU renvoie au règlement du PPRI quant aux prescriptions urbaines spécifiques à prendre en compte pour chaque niveau d'aléa.

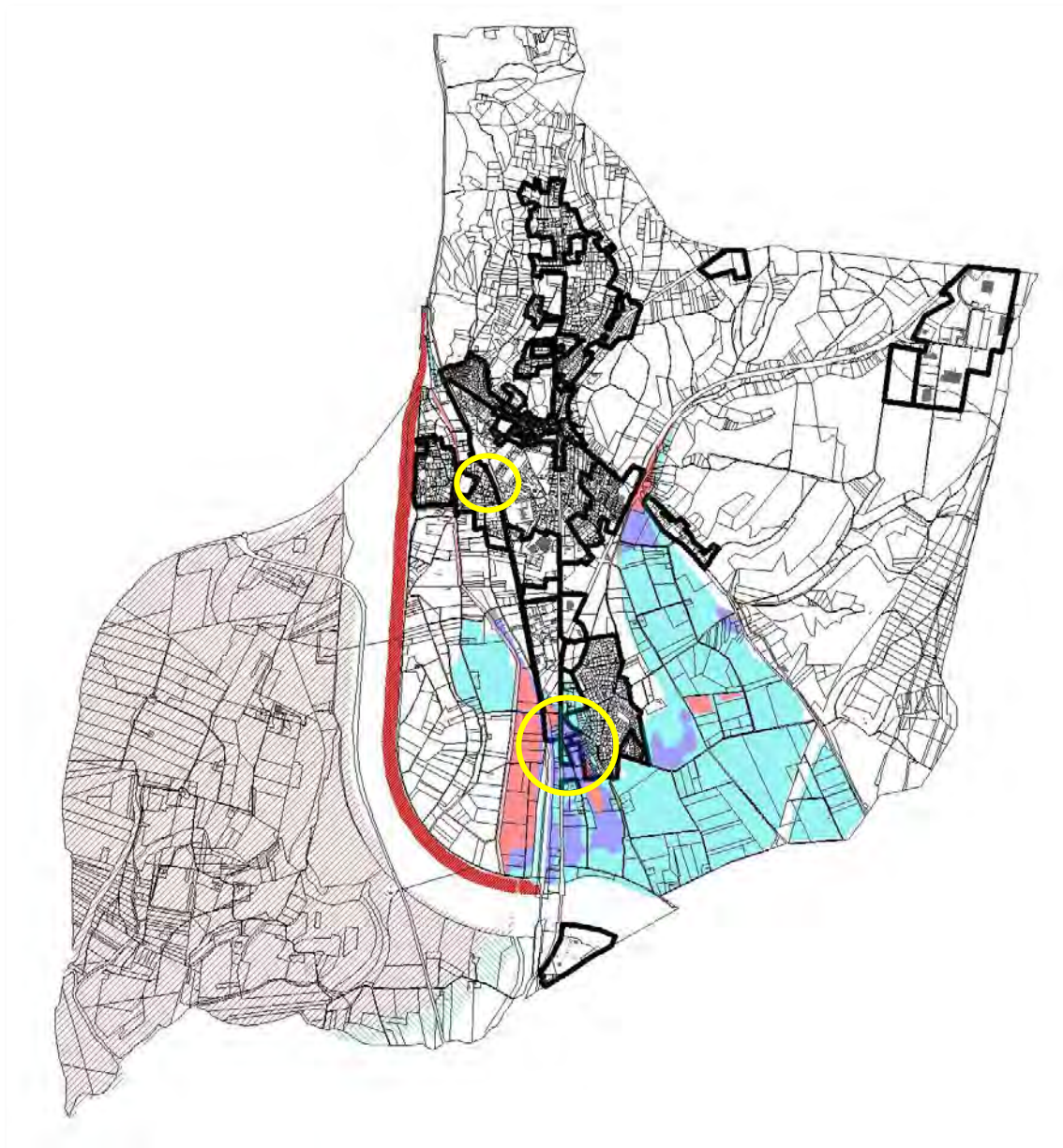
Enjeu relatif à la prise en compte du risque inondation

Le risque inondation, à l'échelle communale, a peu d'impact sur le développement urbain. Les cartes présentées page suivante montrent en effet que seuls des secteurs ponctuels sont concernés, et quasi exclusivement pour des zones urbaines. Dans ces secteurs, des dispositions réglementaires spécifiques s'appliquent, dans le respect du PPRI.

Aléas inondation et zones U (urbaines) du PLU

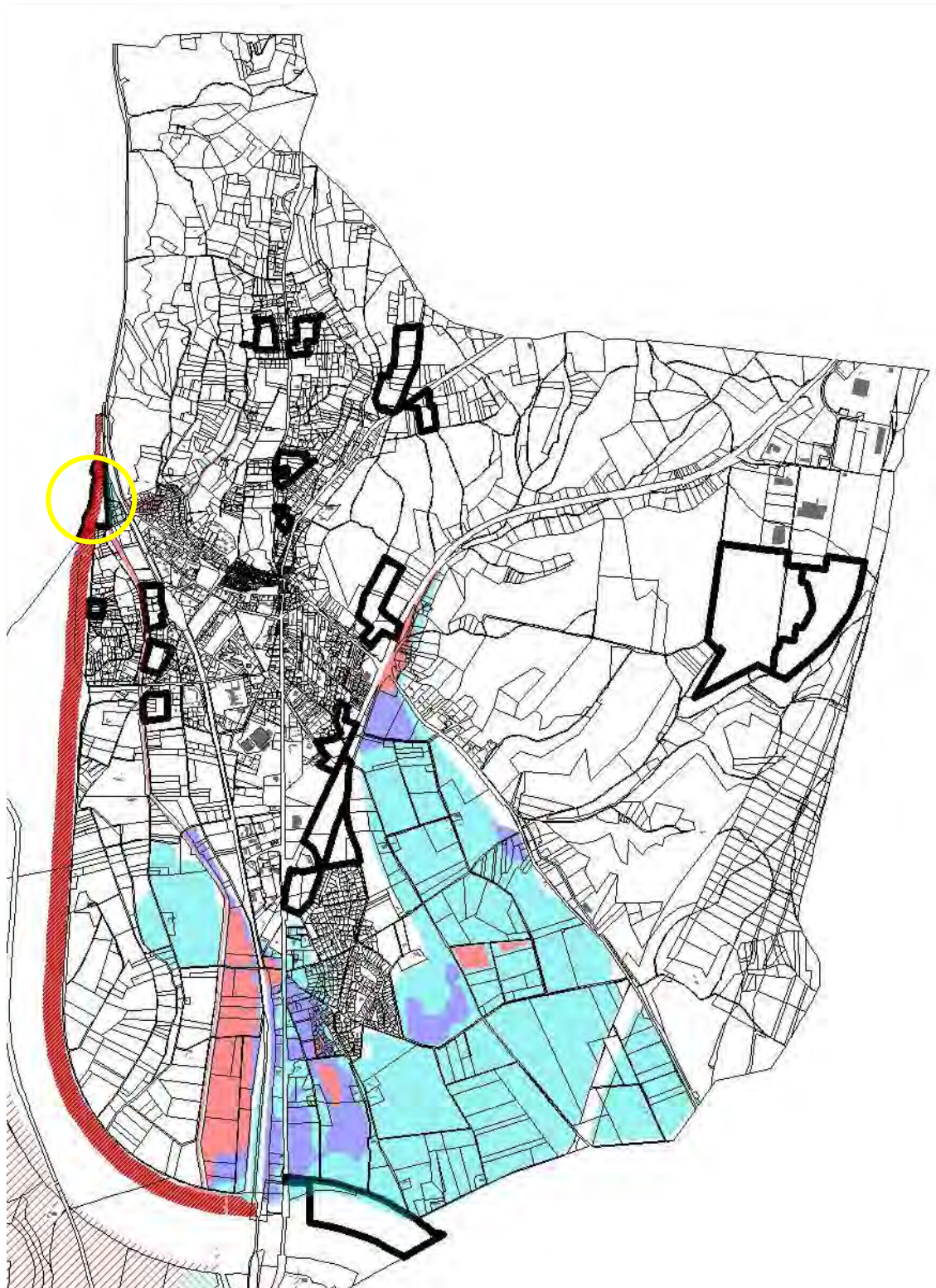
Dans les zones urbaines du PLU, peu de secteurs sont concernés par le risque inondation. Il s'agit principalement de la partie sud de la commune : extrémité sud de la zone d'activité des Gresses et pointe sud-ouest de la cité des Chênes. Dans une moindre mesure, l'extrémité nord de la cité des Roches est également concernée.

Le règlement du PLU renvoie sur les dispositions réglementaires spécifiques limitant ou interdisant les constructions, selon la nature de l'aléa.



Aléas inondation et zones AU (à urbaniser) du PLU

Dans les zones à urbaniser du PLU, seule un secteur est concerné par le risque inondation. Il s'agit de la zone AUL en bordure du Rhône qui doit accueillir un port à vocation de loisirs. Les équipements qui seront créés seront des structures légères et tiendront compte des contraintes réglementaires d'occupation du sol.



1.2 Le risque incendie de forêt

Le risque incendie de forêt est pris en compte à trois niveaux :

- **le PADD**

Le projet communal fixe comme objectif de « Limiter l'exposition de la population aux différents risques », notamment le risque naturel feux de forêt. Cela se traduit par la prise en compte de la carte d'aléas établie dans le cadre de l'atlas départemental des risques d'incendie de forêt (décembre 2002).

- **le plan de zonage**

Le plan de zonage n'intègre pas directement de trame de risque incendie de forêt car :

- la cartographie réalisée dans le cadre de l'atlas départemental n'est pas suffisamment précise (plan au 1/25000^e) pour être reportée à l'échelle du plan de zonage du PLU (1/3000^e) ;
- la présence ou la proximité du risque feu de forêt est à mettre en lien avec les moyens de lutte contre l'incendie.

Le principe retenu est d'intégrer dans le rapport de présentation une cartographie permettant d'évaluer la proximité entre l'urbanisation et les zones de risques (voir cartes ci-après) et d'analyser comment le risque est maîtrisé.

- **le règlement**

Il intègre des prescriptions spécifiques assurant la maîtrise du risque naturel feux de forêt.

Enjeu relatif à la prise en compte du risque naturel feux de forêt

Le risque feux de forêt a un impact limité sur l'urbanisation. La prise en compte de ce risque dans le PLU se traduit par une desserte optimale des outils de défense incendie.

Cas des zones U

Aujourd'hui, la quasi totalité des zones U est couverte par la défense incendie.

La réglementation sur les points d'eau est respectée et se caractérise notamment par :

- 120 m³ d'eau utilisable en 2 heures (sur place, en tout temps),
- des besoins satisfaits indifféremment par des bouches ou poteaux incendie, des réserves artificielles (citernes, lavoirs...) ou des points d'eau naturels (cours d'eau, mares, étangs, ...),
- une distance du premier point d'eau par rapport à la construction la plus éloignée des voies est inférieure à 200 mètres, excepté en zone d'activités (< 100 m) ou pour les établissements recevant du public - ERP (< 150 m),
- une distance entre le premier et de 2ème point d'eau est inférieure à 200 m pour les habitations et les ERP et inférieure à 150 m pour en zone d'activités.

Par ailleurs, il existe une servitude de débroussaillage de 50 mètres autour des habitations répertoriées en zone boisée (art.322.3 du code forestier).

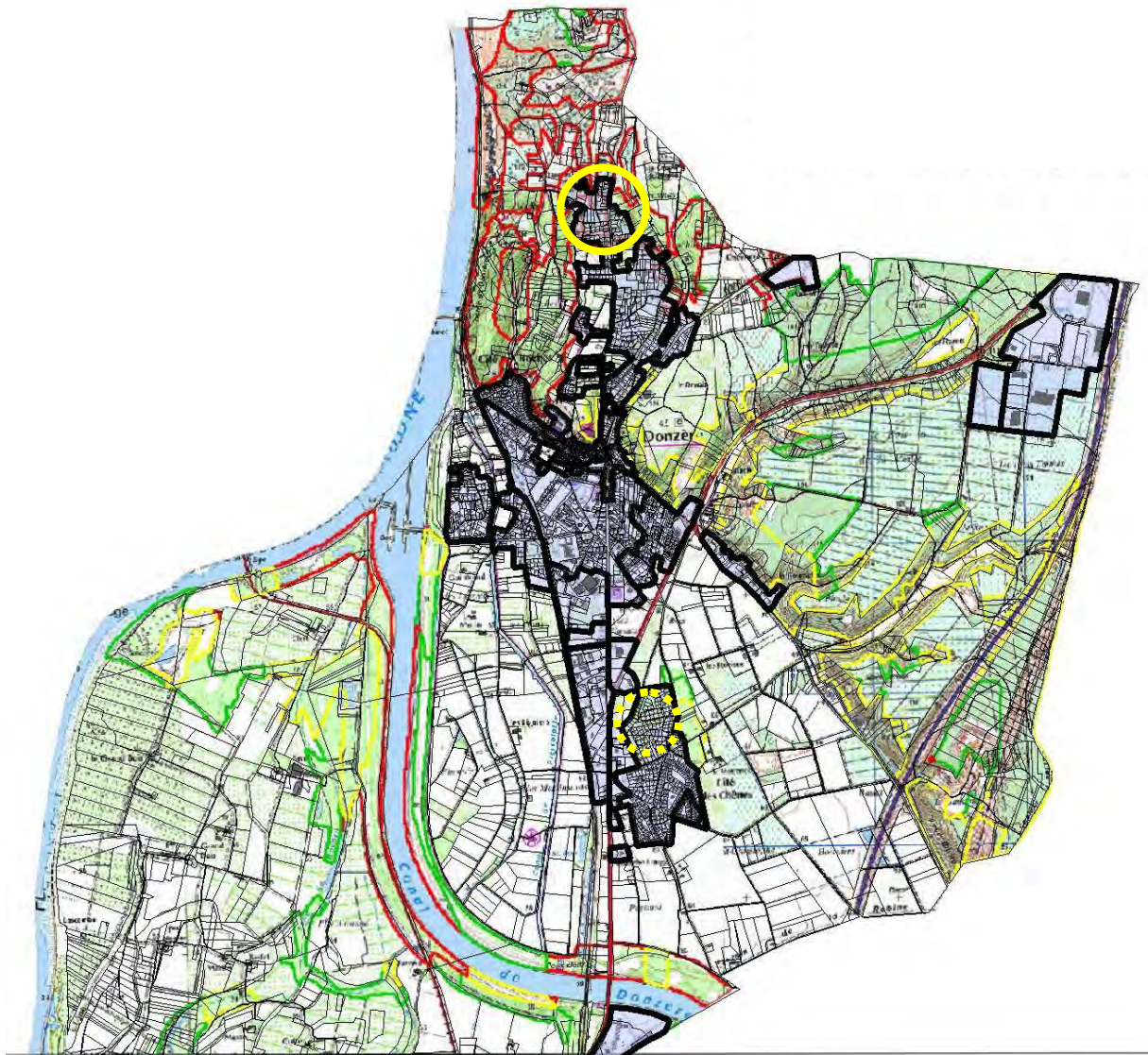
Cas des zones AU

Quant aux zones AU, elles sont destinées à être équipées : les équipements de défense incendie (hydrants) seront installés sur ces zones dans le cadre de leur aménagement. La défense incendie est assurée pour les constructions projetées :

- par l'utilisation des hydrants existants pouvant desservir une partir des constructions nouvelles,
- par la pose de nouveaux hydrants ou la création de réserves,
- par une largeur de voie adaptée (5 m minimum) et, le cas échéant, des aires de retournement dont le rayon minimum sera de 10,50 m,
- le cas échéant, une surlargeur sera aménagée dans les virages dont le rayon intérieur est inférieur à 50 mètres.

Aléas feux de forêt et zones U (urbaines) du PLU

Dans les zones urbaines du PLU, deux secteurs sont particulièrement sensibles : la zone urbanisée située au nord du plateau des Opillas et une partie (nord) de la Cité des Chênes (NB : ce secteur était boisé avant d'être ouvert à l'urbanisation) . D'autres zones U présentent une sensibilité liée à la proximité immédiate entre l'urbanisation et des zones à risque d'aléas variables (très faible, faible, modéré, moyen ou localement élevé).



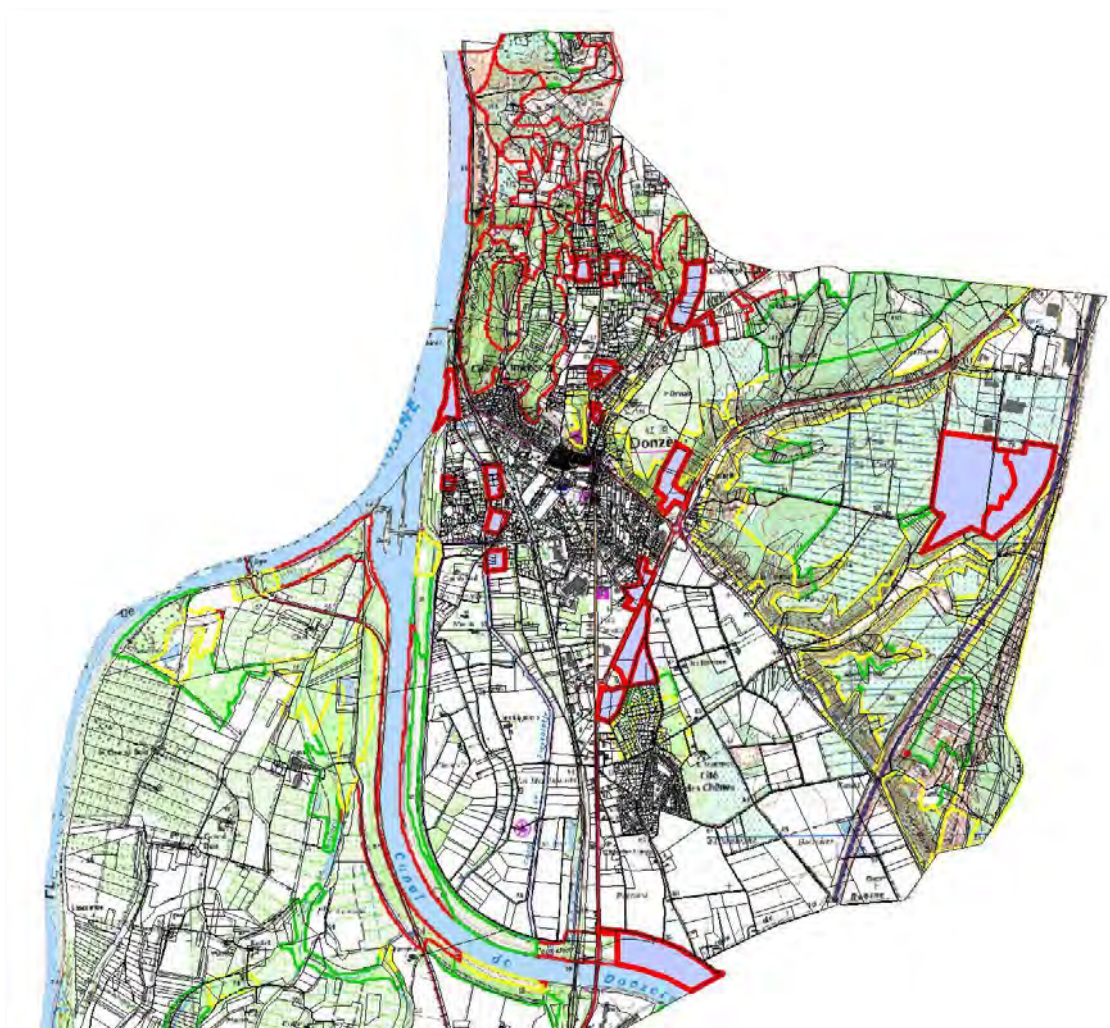
Prise en compte du risque feux de forêt dans les zones U (urbaines) du PLU par la présence des hydrants

La carte ci-dessus indique la localisation des hydrants (source : d'après le SDIS de la Drôme, données 2010). Un rayon de 150 à 200 m autour des hydrants permet de visualiser la zone couverte par la défense incendie. On constate que la quasi-totalité des zones sont couvertes par la défense incendie. Seuls quelques secteurs doivent faire l'objet d'une mise en conformité afin d'être desservi par des hydrants :

- la zone d'activités au lieu-dit Pont double, au sud de la commune,
- la zone correspondant à l'activité du transporteur Roustant,
- l'extrémité sud-ouest de la ZA des Eoliennes,
- l'extrémité Est de la zone Ud de Combelonge.

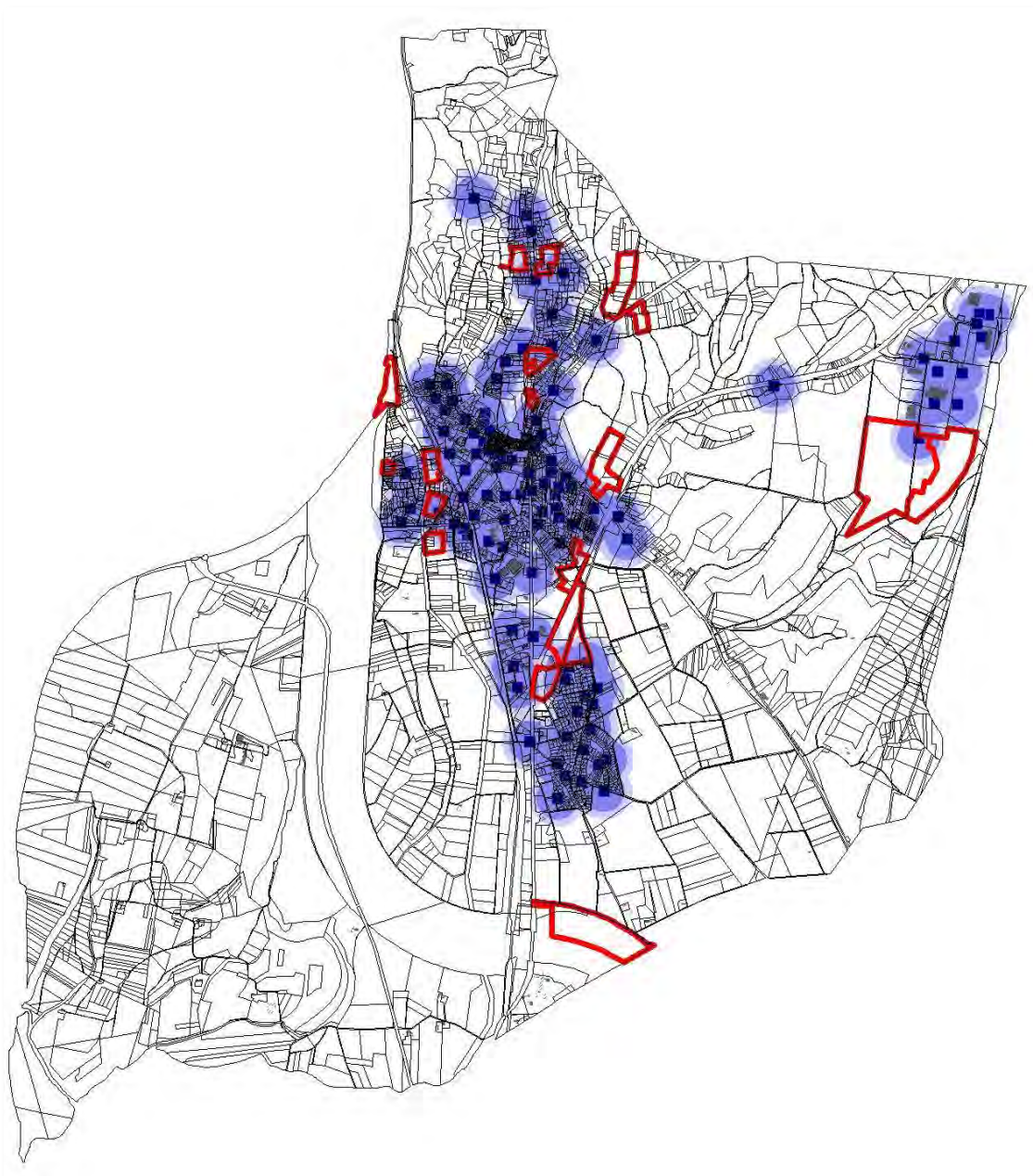


Aléas feux de forêt et zones AU (urbaines) du PLU



Prise en compte du risque feux de forêt dans les zones AU (à urbaniser) du PLU par la présence des hydrants

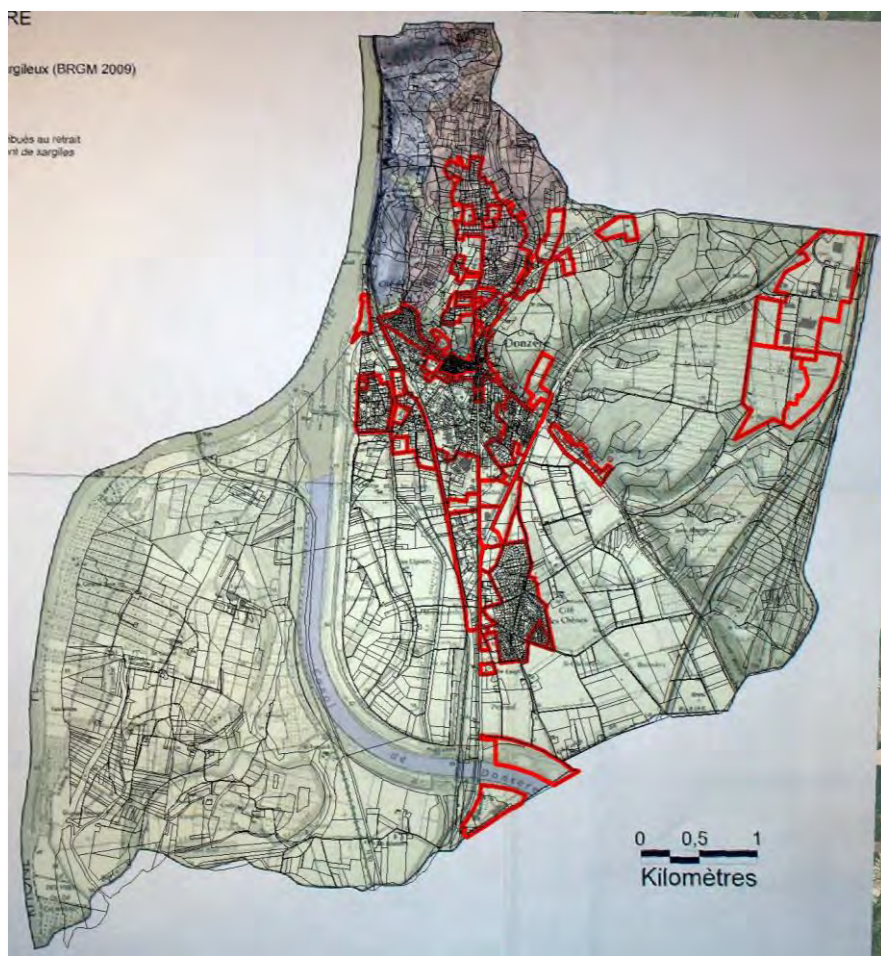
Pour la majorité des zones AU indicées ou non indicées, on note la présence des réseaux à proximité immédiate de la zone. Sur les secteurs où cela n'est pas le cas, la commune s'assurera, lors de l'ouverture à l'urbanisation, de la bonne mise en œuvre des hydrants.



1.3 Le risque mouvement de terrain

Il n'existe pas sur la commune de Plan de prévention du risque de mouvement de terrain (PPRMT). Cependant, la commune est affectée par des mouvements de terrains liés au gonflement et retrait des sols argileux. Les zones d'aléa et la localisation des sinistres attribués à ce risque ont été cartographiés par le BRGM.

Les zones d'aléa fort se situent sur le plateau des Opillas. Ce risque concerne principalement des zones U (urbaines) du PLU. Certains secteurs de la commune (coteau sud du plateau du Bois de la Vialle notamment) ont connu des sinistres alors qu'ils sont classés en zone d'aléa faible (cf. carte cidessous).



Carte d'aléa de retrait-gonflement des argiles, BRGM (2009)

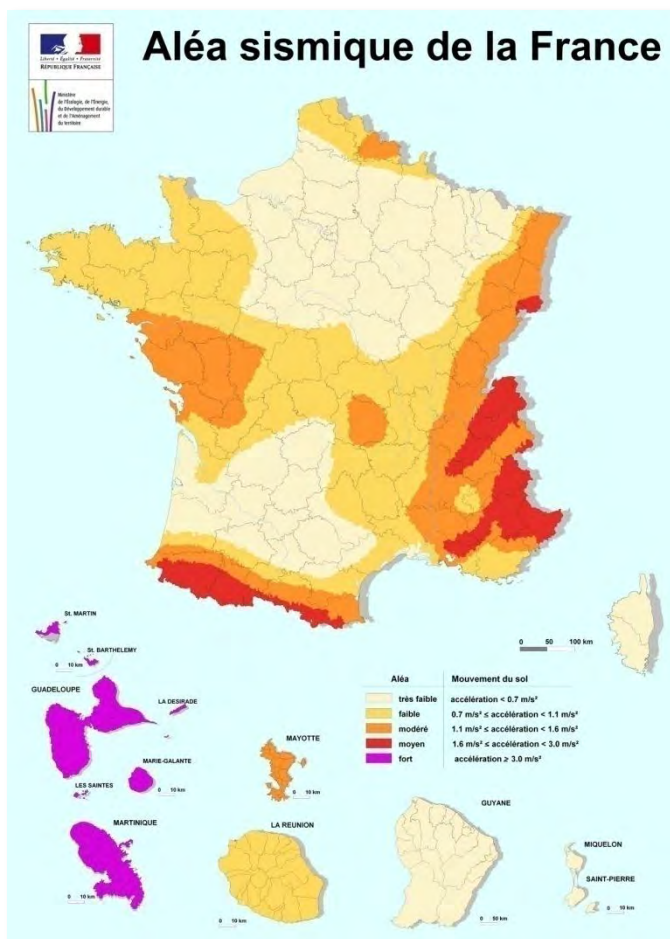
Enjeu relatif à la prise en compte du risque mouvement de terrain

Le risque mouvement de terrain lié au retrait-gonflement des argiles, a un impact nul sur l'urbanisation.

Le phénomène de retrait-gonflement de certaines formations géologiques argileuses affleurantes provoque des tassements différentiels qui se manifestent par des désordres affectant principalement le bâti individuel. ***Ce risque n'entraîne pas de contrainte d'urbanisme mais nécessite la mise en œuvre de règles constructives.***

1.4 Le risque sismique

Comme le précise le site internet www.planseisme.fr, le zonage sismique actuellement en vigueur en France a été rendu réglementaire en 1991 (décret n° 91-461 du 14 mai 1991, remplacé depuis par les articles R563-1 à R563-8 du Code de l'Environnement) : cependant, il est fondé sur des travaux scientifiques datant de 1984, issus essentiellement de l'étude de la sismicité historique utilisant une approche pseudo statistique.



Les futures normes de construction européennes Eurocode8 précisent la nature des règles de construction qui doivent s'appliquer sur un zonage sismique de type probabiliste prenant en compte différentes périodes de retour. En conséquence, la France devant se préparer à l'application de ces normes européennes sur son territoire, a engagé une révision du zonage en vigueur.

La première étape a consisté à établir une carte d'aléa sismique à l'échelle communale sur l'ensemble du territoire français.

Le Groupe d'Etude et de Proposition pour la Prévention du risque sismique en France (GEPP) a été chargé de proposer un zonage cartographique découpant le territoire en différentes zones de sismicité. Pour chacune de ces zones, le GEPP a attribué des mouvements sismiques de référence.

Une dernière étape reste à conduire : Il s'agit de définir les règles de construction applicables à chacune de ces zones qu'il reste à traduire en terme réglementaire.

Donzère est donc située :

- en zone 1b de sismicité faible au regard du décret n° 91-461 du 14 mai 1991
- en zone d'aléa modéré au regard du nouveau zonage d'aléa sismique

Enjeu relatif à la prise en compte du risque sismique

Le risque sismique a un impact nul sur l'urbanisation. En effet, la prise en compte du risque sismique passe par la mise en œuvre des règles de construction parasismiques dont la responsabilité incombe également aux maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrage.

Les nouvelles prescriptions qui deviendront applicables suite à la révision du zonage en vigueur devront être prises en compte à compter de leur entrée en vigueur.

2- Prise en compte des terres à vocation agricole

Ce volet de l'analyse a pour objectif d'expliquer comment le PLU limite la consommation des terrains naturels, en particulier agricoles. L'analyse relative au fonctionnement des exploitations agricoles est traitée dans le chapitre 2 (Environnement humain).

■ PADD

Les objectifs retenus dans le PADD concernant le développement de l'habitat et de l'activité s'appuient sur les principes visant à limiter la consommation et le morcellement de l'espace, notamment :

- l'urbanisation en continuité de l'existant
- le renouvellement urbain
- la densification des extensions urbaines

De ces objectifs découle une optimisation du foncier agricole.

Le PADD affiche par ailleurs l'objectif d'étudier l'opportunité d'inscrire une partie du territoire agricole en Zone agricole protégée – ZAP. Cette démarche pourrait être abordée à l'échelle intercommunale. Elle pourrait se décliner sur la commune et aboutir à l'inscription en ZAP d'une partie stratégique de la zone agricole.

Il s'agirait plus particulièrement du vaste secteur irrigué des lieux-dits Yborises, Petit Bognet et Bognet. La valorisation des terres agricoles irriguées fait d'ailleurs l'objet, plus largement, d'un projet du Syndicat du Tricastin comprenant notamment :

- l'enterrement des réseaux gravitaires
- la mise sous pression pour irriguer les plateaux (la Garde Adhémar, les Granges Gontardes,...).

Au total, il s'agit d'irriguer 450 à 500 ha supplémentaires de terres agricoles.

■ Plan de zonage

Caractéristiques du zonage agricole (A) :

- les zones agricoles forment de vastes îlots d'exploitation : le zonage évite donc un morcellement du territoire agricole (voir carte page suivante)

NB : seul un petit îlot agricole a été positionné sur le secteur de biotope, du fait de l'importante sensibilité environnementale du site.

- les zones agricoles ont été clairement identifiées en fonction de la dynamique d'exploitation. De nombreux secteurs à vocation agricole n'avaient pas été identifiés comme tel dans le cadre de l'élaboration du PLU de 2007. Le diagnostic agricole réalisé en 2010 a permis une revalorisation des terres agricoles.

La démarche de ZAP que prévoit d'engager la commune doit permettre de pérenniser le zonage agricole sur une partie significative du territoire. Quant à la diversité des terres agricoles, elle sera maintenue (voir graphique page suivante).

Enjeu relatif à la prise en compte des terres à vocation agricole

Le développement urbain de la commune entraîne un impact sur la consommation des terres agricoles. Cependant, l'impact est relativisé par une démarche de projet de développement ayant prioritairement favorisé :

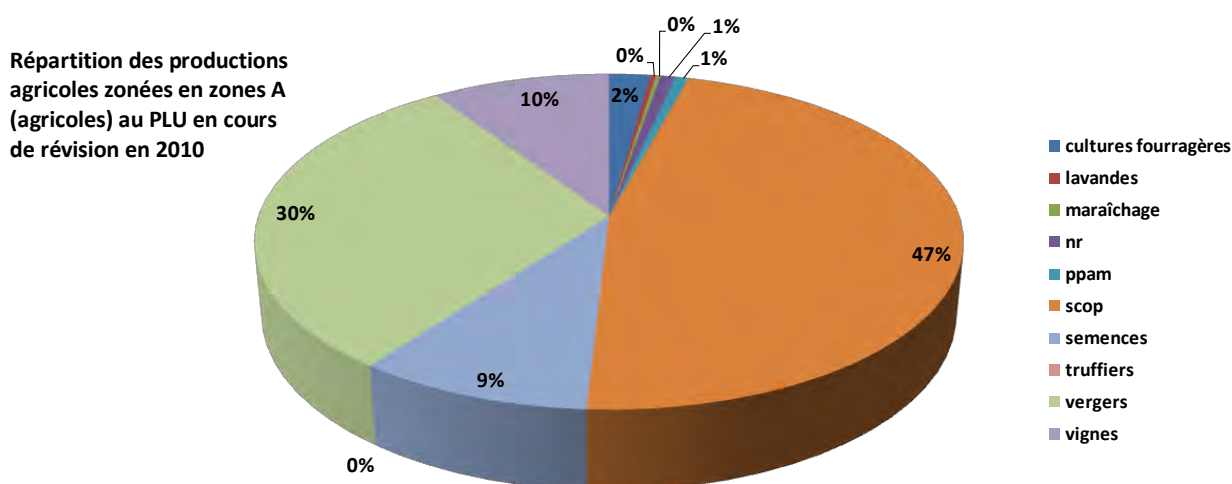
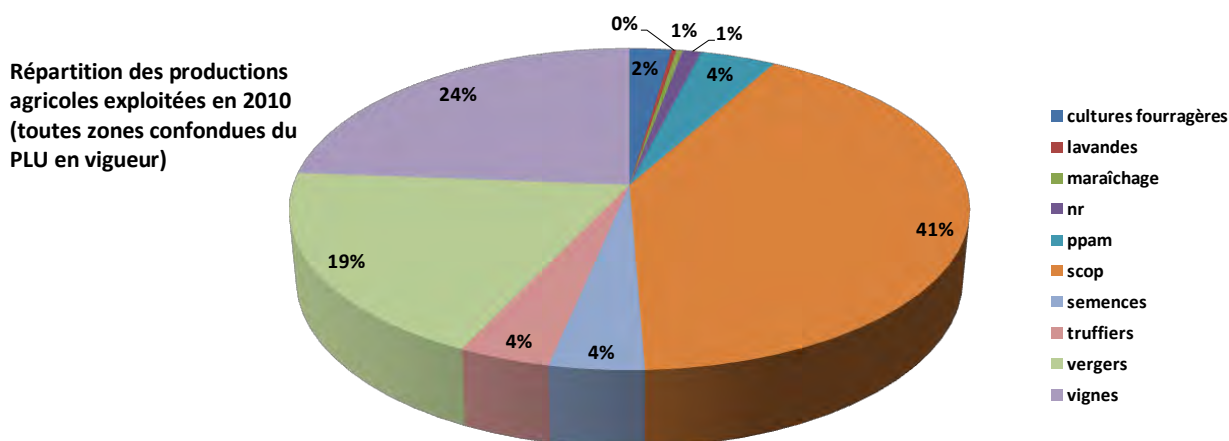
- le renouvellement urbain
- des extensions limitées grâce notamment à une volonté de densification
- une valorisation de la vocation des terres agricoles et de leur diversité
- une volonté de pérennisation des terres agricoles stratégiques par une ZAP

On constate que l'ensemble des îlots agricoles exploités ne sont pas zonés en zone agricole. N'ont pu être zonés en zone agricole :

- les secteurs d'exploitation de carrières autorisées par arrêté préfectoral (secteur des Iles)
- les zones carrières à plus long terme (secteur des Iles)
- les secteurs exploités en milieu urbain (lieu-dit Pradas au sud du centre-bourg ou Condamine sud) ayant une vocation de reconquête urbaine
- le secteur stratégique entre la Cité des Chênes et le sud de l'Enclos, permettant de relier l'urbanisation entre les deux entités de Donzère (objectif affiché dans le PADD)
- le secteur de la zone d'activité des Eoliennes sur lequel une extension de la zone d'activités est programmée, en continuité de l'existant
- le secteur Chevrières-Haut et Chevrières-Bas, sur lequel des zones d'urbanisation avaient été définies dans le PLU de 2007 et sur lesquelles des projets opérationnels sont en cours
- le secteur de la zone de biotope (Opillas ouest), milieu naturel remarquable

Maintien de la diversité des productions agricoles sur le territoire à l'horizon 2025

Malgré cette évolution, la diversité des productions agricoles est assurée à l'horizon 2025 (voir graphiques ci-dessous) : 2025 : on retrouve la plupart des productions actuelles, dans des proportions plus ou moins variables.



3- Prise en compte des paysages, sites naturels et bâtis

3.1 Boisements, EBC, Natura 2000 et ZNIEFF

La majorité des boisements recensés sur la commune ont été classés en zone naturelle.

Un nombre important d'entre eux, reconnus pour leur valeur écologique et / ou paysagère font l'objet d'un classement en Espaces Boisés Classés (EBC). Au total, ce sont plus de 590 ha d'espaces naturels classés en EBC.



Espaces naturels classés en EBC

Une évolution tient notamment au classement en EBC d'une partie significative de la zone Natura 2000 et, plus ponctuellement, sur d'autres secteurs :

- les limites de coteaux qui sont dorénavant mieux protégées. Le classement en EBC des coteaux se justifie également par rapport aux enjeux paysagers car ils permettent de mieux contenir l'urbanisation ;
- une partie de l'ancienne zone de carrière sur le secteur de Combelonge, aujourd'hui partiellement inscrite en zone Nc.

Sur les secteurs naturels remarquables, les EBC sont maintenus. Il s'agit notamment du secteur de l'arrêté de biotope, excepté :

- les parcelles exploitées par la SCEA Baume des Anges
- les parcelles sur lesquelles se trouvent des maisons pouvant être réhabilitées

L'arrêté de biotope précise en effet : « la modification des formations végétales attenantes à des maisons pouvant être réhabilitées est autorisée sur une surface maximale de 3000 m² lorsque la réhabilitation est juridiquement validée par la commune

ou lorsque la construction répond à une demande exprimée par un agriculteur exploitant et validée en terme d'urbanisme ».

Certains EBC sont situés le long des cours d'eau afin de protéger la ripisylve ou de créer des limites d'urbanisation de qualité.

Trois zones naturelles à enjeux ont été classées en zone Nr (zone naturelle remarquable) :

- la zone Natura 2000 (hors secteurs aujourd'hui inscrits en zone carrière) ;
- la zone de biotope ;
- La ZNIEFF de type 1 couvrant en partie le secteur de biotope.

Dans ces zones, les nouvelles constructions et les extensions sont interdites.

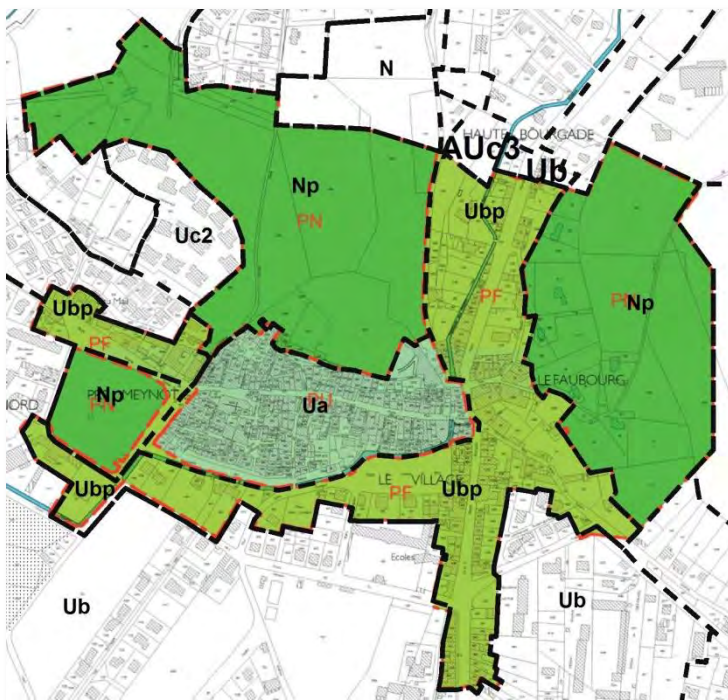
3.2 Sites et monuments historiques inscrits ou classés

La liste des sites et monuments figure en annexe du dossier du PLU.

Le rapport de présentation rappelle que sont et demeurent applicables au territoire communal, les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et notamment les périmètres de protection des monuments historiques classés ou inscrits en application de la loi du 31 décembre 1913, et ce jusqu'à l'entrée en vigueur de l'AVAP (Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine) en cours d'élaboration.

Le plan de zonage du PLU établit un lien direct avec le zonage de l'AVAP, afin d'assurer une cohérence et une lisibilité entre les deux zonages (voir carte ci-dessous) :

- la **zone Ua** du PLU correspond aux limites de la **zone PU** de l'AVAP
- la **zone Ubp** du PLU correspond aux limites de la **zone PF** de l'AVAP
- la **zone Np** du PLU correspond aux limites de la **zone PN** de l'AVAP



Projet d'AVAP et zonage du PLU

3.3 Prise en compte de l'assainissement

Le schéma d'assainissement

Les choix de développement de l'urbanisation ont été adaptés aux différentes modalités d'assainissement retenues à court, moyen ou long terme, en cohérence avec le Schéma général d'assainissement (SGA). L'assainissement collectif dessert la quasi-totalité de la commune.

Le SGA prévoit à terme la réalisation de l'assainissement collectif sur la plupart des secteurs à urbaniser. Le plan de zonage d'assainissement figure en annexe du PLU.

De plus, le règlement précise les conditions de réalisation des réseaux techniques :

- obligation de mise en œuvre d'un réseau séparatif,
- encadrement des rejets dans le réseau collectif des effluents provenant des activités artisanales, industrielles,
- infiltration des eaux pluviales sur l'unité foncière avant rejet dans le réseau collectif.

Adéquation entre la capacité de la station d'épuration et le développement de l'urbanisation

Capacité nominale de la station		13 050 EH
Nombre d'abonnés	2153	
Charge organique entrant (DBO ₅) – en moyenne annuelle		8 833 EH
Dépassements occasionnels*	+ 98kg/j	+ 1633 EH
Projets de raccordement des quartiers de Combelonge, Chevrière et les Joannins (communes de Malataverne)		+ 200
Projet de développement de l'urbanisation à l'horizon 2025 : 1219 logements (sur la base de 2,5 EH/foyer)		+ 3000 EH
Total sans dépassement		12 033 EH
Total avec dépassement		13 666 EH

* dépassement par rapport à la convention de rejet (300kg/j de DBO₅) passée entre la collectivité et l'entreprise Boiron-Faugier - valeur constatée en juin 2010.

D'après le rapport de Véolia, l'occurrence de dépassement de la capacité de la station concernant le paramètre DBO₅ est de l'ordre de 20%.

La capacité de la station d'épuration permet donc le développement de l'urbanisation tel qu'il est prévu dans le cadre du PADD dans la mesure où les conventions de rejet des industriels sont respectées. Le bon fonctionnement de la station passe donc par une maîtrise des rejets industriels.

4- Prise en compte de la gestion de l'eau

4.1 Prise en compte du SDAGE

Les objectifs du SDAGE (cf. partie 2 du rapport de présentation) ont été pris en compte, avec notamment :

- la gestion de l'eau. Le zonage prend en compte le schéma directeur d'assainissement qui a été élaboré concomitamment au PLU. De plus, le règlement s'efforce de favoriser la gestion de l'eau à la parcelle en favorisant les surfaces libres engazonnées ou plantées ;
- la gestion des risques d'inondation avec leur prise en compte dans le zonage et le règlement ;
- la lutte contre les pollutions industrielles avec l'indication d'un prétraitement des eaux usées industrielles dans le règlement des zones urbaines destinées à recevoir de l'activité économique.

4.2 Prise en compte de la gestion des eaux pluviales sur les secteurs à enjeux

Sur la commune de Donzère le quartier Combelonge reste un des derniers secteurs de la commune à connaître des problèmes pluviaux. En effet ce quartier présente des bassins versants pentus, avec des occupations de sol hétérogènes donnant lieu à des coefficients de ruissellement allant de 0.05 pour les bassins naturels jusqu'à 0.95 pour les voiries (RN7).

Actuellement il n'y a pas d'exutoire aménagé capable de stocker ou capable de faire transiter les eaux du bassin versant qui atteignent le rond point de la RN7 du quartier l'Enclos et qui fond déborder régulièrement le ruisseau de Combelonge. A partir de la pluviométrie, les débits en sortie de chaque sous-bassin versant pour les occurrences 10, 20, 30, 50 et 100 ans ont été calculés.

La législation demande que les eaux de pluie soient traitées à hauteur de l'évènement trentenal pour un rejet dans le milieu à hauteur de l'évènement biennal. Il a été choisi également de faire apparaître la protection nécessaire pour un évènement décennal et un rejet dans le milieu à hauteur de l'évènement biennal.

Les volumes à stocker sont importants à cause d'un ruissellement prédominant (forte pente et pluviométrie de type cévenole). Il est possible de coupler certaines rétentions (étude en cours de finalisation).

De plus, plusieurs exutoires ont été explorés. Le plus probable est d'utiliser un exutoire artificiel existant. Cette solution est en cours d'analyse, avec la possibilité de se raccorder à l'exutoire du canal principal de réseau d'irrigation du Tricastin (réseau du Syndicat Intercommunal d'Irrigation du Tricastin).

4.3 Prise en compte de la ressource en eau potable

Les périmètres de protection du captage d'eau potable présent sur la commune sont reportés en annexe du dossier de PLU.

Les réseaux de distribution d'eau potable ont été identifiés et le rapport de présentation rappelle que la ressource en eau est suffisante pour couvrir les besoins actuels de la commune. Cependant, étant donnée la présence d'un seul captage, et compte-tenu des besoins à long terme de plusieurs communes proches de Donzère, le SIVOM du Navon a étudié la possibilité de créer un château d'eau.

La faisabilité a été étudiée et se traduirait par l'aménagement d'un château d'eau le long de la D844 (point haut). La question du montage financier reste d'actualité.

Chapitre 2 – L’environnement humain

1- Prise en compte des risques technologiques

La commune n'est pas concernée par un Plan de Prévision des Risques Technologiques (PPRT). Cependant, plusieurs problématiques ont été prises en compte : les ICPE, les installations nucléaires et les carrières.

1.1 Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Parmi les établissements visés par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, conformément à la circulaire du 24 juin 1992, figurent des établissements faisant l'objet d'une attention prioritaire de l'État compte tenu des risques présentés "devant faire l'objet d'une action de maîtrise de l'urbanisation dans les formes prévues par ladite circulaire." Cela ne concerne aucun des ICPE sur la commune.

Enjeu relatif à la prise en compte du risque sismique

Le risque technologique lié aux ICPE a un impact nul sur l'urbanisation. En effet, sur la commune, les six établissements classés ICPE ne génèrent pas de phénomènes dangereux dont les effets significatifs sont susceptibles de dépasser les limites de l'établissement. Il n'existe donc pas de disposition spécifique relative à la maîtrise de l'urbanisation.

1.2 Les installations nucléaires

Le Plan particulier d'intervention (PPI) du site nucléaire du Tricastin est un plan interdépartemental d'urgence approuvé en 2004 conjointement par les Préfecture de la Drôme, du Vaucluse, de l'Ardèche et du Gard. Il s'agit d'un document opérationnel utilisé par l'ensemble des services afin de mettre en œuvre des actions de protection des populations, en cas de crise nucléaire et/ou chimique sur le site.

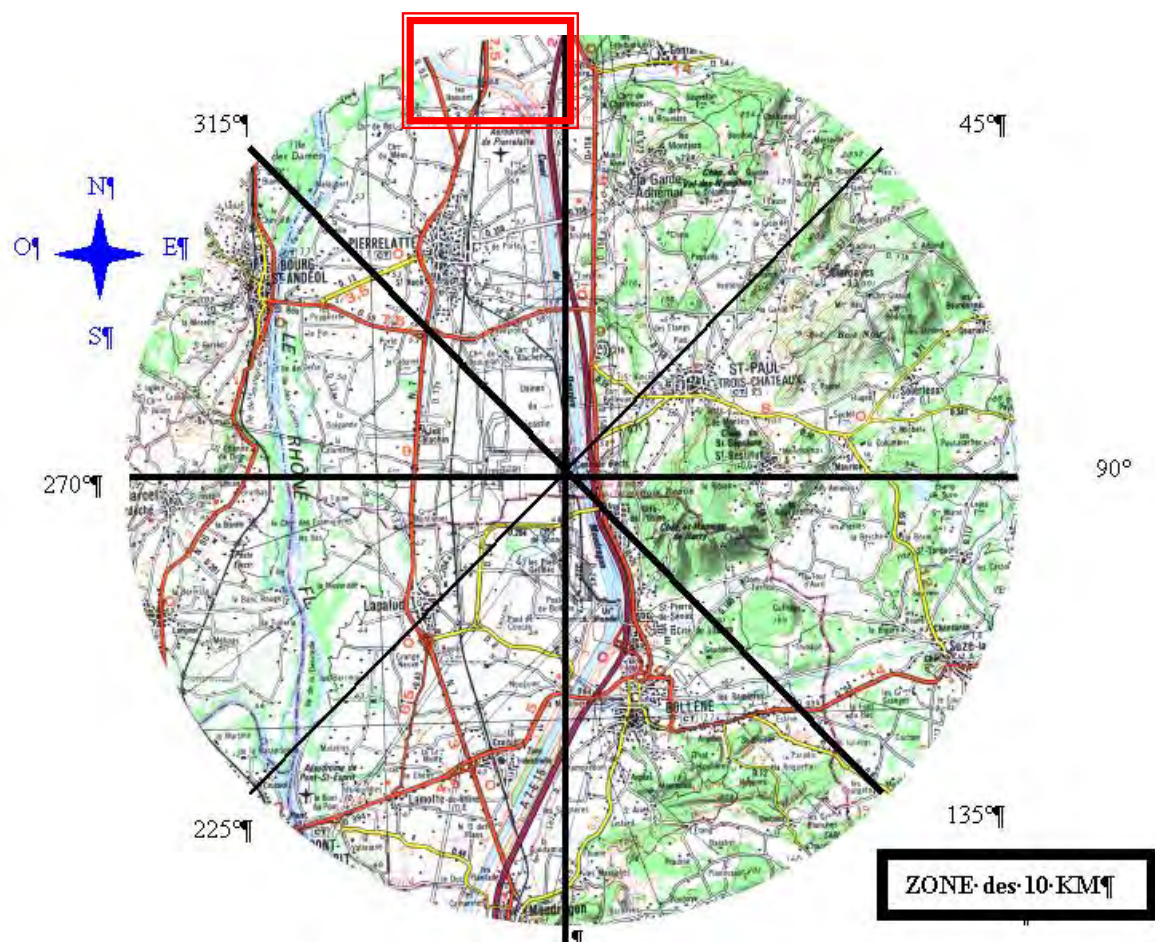
Au total trois périmètres circulaires autour de l'installation (3,5 km, 5 km, 10 km) définissent les zones théoriques dans lesquelles sont préconisées les actions de protection des populations :

- le périmètre de danger immédiat ou 'PPI Réflexe' (0 – 3,5 km)
A l'intérieur de ce périmètre, des actions d'alerte, de mise à l'abri et éventuellement d'évacuation de la zone entière sont organisées.
- le petit périmètre (3,5 – 5 km)
A l'intérieur de ce périmètre, des actions de mise à l'abri et éventuelle évacuation partie de zone sous le panache, puis zone entière sont organisées.
- le grand périmètre (5 km – 10 km)
A l'intérieur de ce périmètre, des actions de mise à l'abri / évacuation sont organisées en cas de situation exceptionnelle.

Donzère est située, à la marge sud de son territoire, à l'intérieur du grand périmètre 5 km – 10 km (voir carte ci-après).

Enjeu relatif à la prise en compte du risque nucléaire

Le risque nucléaire a un impact faible sur l'urbanisation car des actions de mise à l'abri peuvent être assurées grâce à la capacité des nombreux équipements publics présents sur le territoire. De même des actions d'évacuation sont assurées grâce à l'importance et à la qualité du réseau routier sur le territoire, dans toutes les directions (nord, sud, est et ouest).

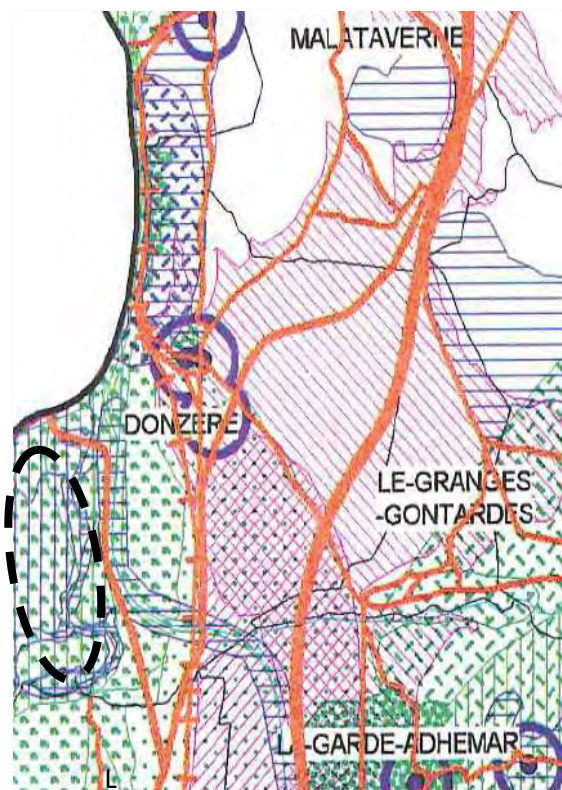


Zone PPI Grand périmètre (5-10 km)

Source : PPI, 2004

2- Prise en compte de l'exploitation des carrières

Le schéma départemental des carrières de la Drôme, qui définit les conditions générales d'implantation des carrières dans le département, a été approuvé par arrêté n° 3991 du 17 juillet 1998.



Extrait de la carte des sensibilités environnementales

Source : Schéma départemental des carrières de la Drôme, 1998

Au titre de la prise en compte des contraintes environnementales, il définit trois classes. Chacune est représentée sur le territoire communal :

- la classe 1 (exploitation interdite) au regard de l'arrêté préfectoral n°07-1685 créant une zone de protection des biotopes dite « Le Robinet, les - Roches, Malemouche, les Oliviers » ;
- la classe 2 (sensibilité très forte – en bleu) au vu des abords des monuments historiques, des ZNIEFF de type 1 et des paysages exceptionnels ;
- la classe 3 (zones particulières – en vert) au vu de 2 sites inscrits (Remparts du Château de Donzère et leurs abords, et Robinet du Défilé de Donzère), 1 ZNIEFF type 2 et un site Natura 2000 (Milieux alluviaux du Rhône aval).

La carte ci-contre présente la cartographie des sensibilités environnementales. Le tireté noir situe le secteur des Iles à Donzère, sur lequel a été regroupé l'activité des carrières (zones Nc du PLU).

Concernant la carrière la plus importante en superficie (zone Nc de 121 ha autorisée par arrêté préfectoral – secteur des Iles), les mesures envisagées pour réduire les incidences du projet sur les milieux naturels ainsi que les mesures de suivi concernent :

- une intervention sur le milieu définie hors secteurs naturels sensibles, atténuant ainsi les effets potentiels de l'exploitation sur le milieu naturel,
- la mise en place d'un suivi écologique annuel sur les lînes (Bayard, Caderousse et Saint-Ferréol). L'état initial des lînes avant le début de l'exploitation a été réalisé en 2008-2009 ; il comprend des relevés concernant la flore et les habitats, les insectes, les amphibiens, les oiseaux, les reptiles et le castor d'Europe. Il constituera la base d'un suivi mené sur toute la phase d'exploitation.
- la mise en place d'un suivi piézométrique annuel,
- la mise en place d'un suivi qualité des eaux souterraines annuel,
- l'abattage des poussières grâce aux méthodes d'extraction en eau, à l'arrosage intégré des pistes au niveau de la plate-forme de traitement des matériaux et à l'arrosage des pistes d'exploitation à l'aide de camions citernes,
- le soin apporté à l'organisation même de l'ensemble de l'exploitation, toutes activités comprises,
- l'optimisation des mouvements d'engins,
- la gestion des déchets et le maintien de la propreté du site et donc des alentours,
- la conservation la plus stricte des zones boisées (zone boisée, écran boisé, haie...) existantes (laissées hors du périmètre d'exploitation de la carrière), qui permettront également une meilleure insertion dans l'environnement paysager, et limiteront l'impact visuel. L'exploitant

portera une attention toute particulière pour le maintien et la protection de la végétation existante bordant le site,

- l'information et sensibilisation du personnel d'exploitation,
- la mise en place d'une clôture entre le site Natura 2000 et les emprises de la plate-forme de traitement afin d'éviter toute dégradation accidentelle par les engins. Enfin, dès le démarrage de l'exploitation, les espèces identifiées ainsi que leur environnement naturel (habitats d'espèce) aux abords du projet devront faire l'objet de mesures d'accompagnement concrètes (dont le maintien, la récréation et la surveillance de lieux de pontes et de gîtes convenables) pour assurer leur conservation sur le secteur d'étude.

La remise en état du site constitue la principale mesure compensatoire des incidences du projet sur l'environnement. Les objectifs essentiels de cette remise en état sont :

- Restituer ces zones à "leur vocation écologique naturelle" proche du milieu présent autrefois dans les grandes vallées fluviales (écosystèmes alluviaux – zones humides).
- Elaborer un plan de gestion restauratrice et conservatoire des milieux pour garantir l'avenir écologique de ce site. Ce plan de gestion intégrera, sera cohérent et complémentaire, avec la future gestion des zones Natura 2000 (site de la Moyenne Vallée du Rhône FR 8201 677).
- Faire de ces lieux un site exemplaire de compatibilité d'activité extractive et restitution de milieux d'intérêt écologique comme par exemple ECOPOLE en FOREZ.
- Les principes de cette remise en état sont :
- Renforcer la connectivité des différents habitats naturels à proximité du site, c'est à dire favoriser les flux d'espèces et échanges entre populations aujourd'hui fragmentées en restaurant les corridors que représentent le réseau hydrographique (ex : îlons) et les ripisylves qui accompagnent les cours d'eau.
- Développer un réseau-mosaïque composé d'habitats aquatiques, boisés et herbacés en facilitant l'extension des habitats naturels limitrophes du site, sur celui-ci.

Enjeu relatif aux carrières

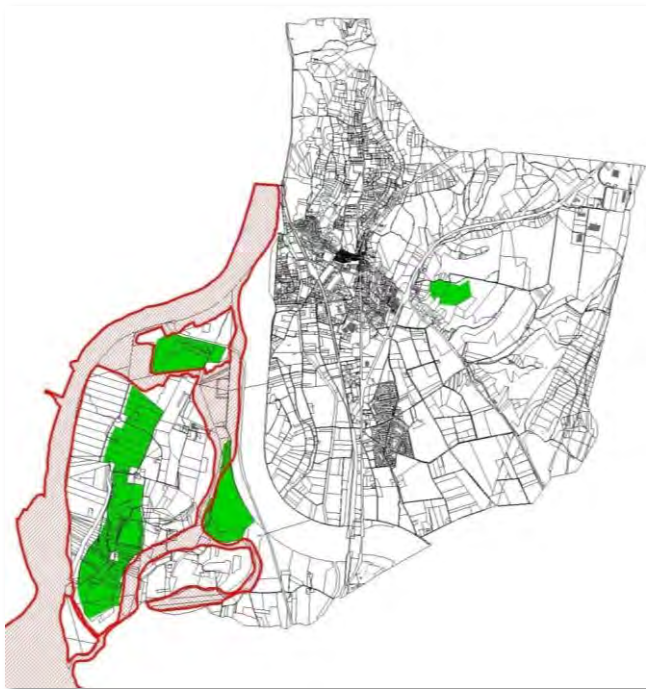
L'activité d'extraction présente une sensibilité forte du fait de la qualité environnementale des sites sur lesquels elle se développe. Les zones Nc sur lesquelles l'exploitation des carrières est autorisée au titre du document d'urbanisme se situent en classe 2 ou 3. **Le zonage du PLU est donc compatible avec le schéma départemental des carrières.**

La totalité des zones Nc font d'ores et déjà l'objet d'arrêtés préfectoraux autorisant leur exploitation. Or les arrêtés préfectoraux ont été délivrés suite à d'importantes études d'impact. De facto, les problématiques environnementales ont été prises en compte en détail (en particulier les zones Natura 2000).

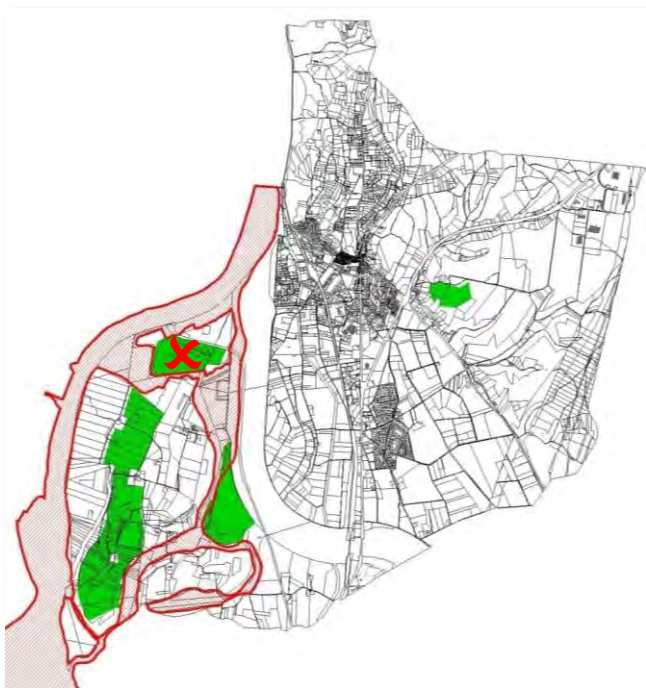
Une hypothèse de travail avait été émise au cours de l'élaboration du PLU pour zoner en zone carrière le secteur de Saint-Ferreol (Iles) qui ne fait l'objet d'aucune autorisation d'exploitation. Au regard des conclusions de l'évaluation environnementale, ce secteur *in fine* n'est pas zoné en Nc (zone carrière).

La carte ci-après localise les zones carrières en comparaison des zones Natura 2000.

Zones carrières pressenties initialement et emprise Natura 2000



Zones carrières retenues et emprise Natura 2000



3- Prise en compte des exploitations agricoles

Ce volet a pour objectif d'évaluer la prise en compte par le PLU des exploitations agricoles en tant qu'entités économiques.

La plupart des terrains exploités font l'objet d'un zonage agricole (A) visant à pérenniser l'activité agricole. Sur certains secteurs (voir chapitre précédent – *milieu naturel*) les exploitations ont dû faire l'objet d'un zonage différent en fonction de la vocation qui a été retenue (Nc, U, AU,...). L'objectif recherché est d'**évaluer la part que représentent les terrains exploités, mais non zonés en A ou N, par rapport à la totalité des surfaces exploitées sur la commune.**

L'analyse a permis de définir trois niveaux d'enjeu :

- enjeu faible à moyen : exploitations agricoles dont moins de 10% des terres sont situées en dehors des zones A du PLU
- enjeu moyen à fort : exploitations agricoles dont 10 à 35% des terres sont situées en dehors des zones A du PLU
- enjeu fort à très fort : exploitations agricoles dont plus de 35% des terres sont situées en dehors des zones A du PLU

Ces niveaux d'enjeu sont indicatifs : ils correspondent à des points de vigilance. Il n'existe pas de lien direct entre le niveau d'enjeu et le caractère pérenne des exploitations.

Exploitation	Superficie en zone A (en ha)	Superficie en zone N où l'exploitation est possible (en ha)	Superficie agricole exploitable (en ha)	Superficie en zone Nc, U ou AU (en ha)	Superficie totale exploitée sur la commune (en ha)	Part de l'exploitation en zone Nc, U ou AU	Niveau d'enjeu sur la commune
	[A]	[B]	[A] + [B]	[C]	[D]	[C/D]	
SCA Fruits des Iles FAVEL	133,3	6	139,3	0	139,3	0%	Faible à Moyen
SCEA Baume des Anges	0,7	4,7	5,4	0	5,4	0%	
ARNAUD Philippe	87,7	-	87,7	2,3	90	3%	
GAEC Aubert Frères	112,5	2,5	115	7	122	6%	
MORIN Jean-François	31,4	1	32,4	3,1	35,5	9%	
DEBRUYN Yves	22,9	1,8	24,7	3,1	27,8	11%	Moyen à fort
DOULMET Thierry	7,8	-	-	2,2	10	22%	
BOUSQUET Michèle	6,9	-	6,9	2	8,9	22%	
SCEA Grand Bois FAVEL	68,2	-	68,2	38,9	107,1	36%	Fort à très fort
BEDEL Jean-Pierre	109,6	-	109,6	77	186,6	41%	
BARLIER Jacques	22,4	-	22,4	19,5	41,9	47%	
DE DECKER Michel	16,7	-	16,7	15	31,7	47%	
ROUSTAN Régis	-	5,1	5,1	5,3	10,4	51%	
EARL Colombelle	2,1	-	2,1	20,5	22,6	91%	
LANCON Hervé	-	-	-	39,5	39,5	100%	

Part des exploitations agricoles dont les terres sont situées en dehors des zones A ou N du PLU

Source : groupement Ad hoc Aménagement, d'après le diagnostic agricole et le zonage du PLU, 2010-2011

Le tableau ci-dessus permet à la collectivité d'être éclairée sur les **enjeux potentiels** liés à chaque exploitation agricole. **A partir de cette base de travail la commune de Donzère est en mesure d'approfondir avec les partenaires agricoles la question de la pérennité de certaines exploitations au regard du PLU**, en s'adaptant aux caractéristiques de chaque exploitation (terres agricoles exploitées en outre sur d'autres communes, etc.).

4- Prise en compte du cadre de vie

4.1 Prise en compte des déplacements doux

Dans le cadre du développement urbain, la ville a prévu de relier les futurs quartiers et les futurs équipements (gymnase, etc.) au tissu urbain existant, bâti et naturel. A cette fin :

- les orientations d'aménagement prennent en compte la problématique de la desserte en liaisons douces ;
- des emplacements réservés ont été créés.

Les liaisons douces qui seront créées devront respecter la largeur minimum réglementaire :

- pour les piétons : largeur de 1,40 m minimum pour les Personnes à mobilité réduite (PMR) et l'absence de plantations risquant de créer un obstacle à leur rencontre ;
- pour les aménagements cyclables : soit des bandes (1,50m hors marquage), soit des pistes (1,50m minimum pour les unidirectionnelles et 2,50m pour les bidirectionnelles) ;
- pour les aménagements mixtes piétons-cycles, une largeur minimale de 3,50m est conseillée.

Les aménagements définitifs devront permettre d'assurer la sécurité optimale de ces deux catégories d'utilisateurs.

4.2 Prise en compte des déplacements motorisés

Pour les voies communales

L'urbanisation prévue dans le cadre du PLU s'organise autour du renforcement des voies de desserte existantes et de la création de nouvelles voies desservant les différentes opérations : habitat, activités, équipements,... Les orientations d'aménagement prévues (pièce n°2.2 du PLU) garantissent un maillage viaire global cohérent à l'échelle communale, et donc des déplacements maîtrisés. La qualité du cadre de vie est donc assurée.

Pour les voies supra communales

Certains projets du PLU concernent des voies départementales ou nationales, dont certaines sont classées à grande circulation. On retiendra notamment :

- l'extension de la zone d'activité des Eoliennes, qui sera à l'origine de nouveaux flux de circulation. Afin d'anticiper sur ce développement, la commune a engagé sur ce secteur l'aménagement d'un nouveau giratoire sur la N7. Cela va permettre un nouvel accès à la zone d'activités, aujourd'hui desservie uniquement depuis l'extrémité nord (sur la commune limitrophe de Malataverne). Les études réalisées portant sur l'implantation d'un équipement commercial sur la zone d'activités des Eoliennes (études présentées en Commission Départementale d'Aménagement Commercial - CDAC) indiquent que l'extension de la zone d'activités aura un impact limité et que la création du giratoire, dont les travaux sont actuellement en cours, permettra de drainer les flux. Parallèlement, le giratoire permettra de sécuriser cette séquence de la N7 avec un effet de modération de la vitesse des véhicules.
- L'extension de l'urbanisation à dominante activités en entrée de ville sud. Les nouveaux flux s'organisent autour du giratoire actuel, calibré pour absorber des flux supplémentaires. On ne note pas d'impact en terme de congestion du trafic en amont ou en aval du giratoire car :
 - les zones d'activités prévues en entrée de ville sud sont réparties de part et d'autre de la route des Chênes verts ;
 - l'ensemble des îlots d'activités est desservi par un maillage viaire structuré et hiérarchisé qui garantit une bonne fluidité du trafic.

La nature même des activités influe sur la bonne gestion du trafic et de la sécurité puisque les différentes zones d'activités sont de natures variées : commerce, artisanat,

tertiaire, etc. Or les heures de fréquentation varient en fonction de la nature des activités. Cette diversification permet donc d'assurer un bon équilibre des flux.

- Sur le secteur des Iles, entre Saint-Ferreol nord et Saint-Ferreol sud, un emplacement réservé a été défini (ER 26). Il a pour objet l'aménagement d'un espace de loisirs d'environ 24 ha. Le site est limitrophe avec la D93N, voie classée à grande circulation. Il importe de souligner que ce projet n'aura pas d'impact significatif sur les déplacements empruntant la D93N, de part la nature même des aménagements de loisirs envisagés. En effet, il ne s'agit pas pour la ville de Donzère de créer un espace de loisirs 'intensif' visant une forte fréquentation. Au contraire, l'objectif de la ville est d'aménager un espace de loisirs respectueux des caractéristiques environnementales. L'espace de loisirs est en effet situé en grande partie sur la zone Natura 2000. La ville souhaite donc adapter les futurs usages à la sensibilité du site, ce qui implique nécessairement une fréquentation limitée. Les aménagements de loisirs devront donc répondre aux double objectif de la ville d'ouvrir le site aux habitants, avec des aménagements légers respectueux de la sensibilité environnementale. A ce titre, aucun impact significatif n'est donc à prévoir sur le trafic de la D93N.

4.3 Prise en compte de la limitation de la consommation d'espace

La prise en compte de l'environnement suppose une politique d'urbanisation maîtrisée sur le plan spatial.

La délimitation des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du PLU s'appuie essentiellement sur :

- la préservation de secteurs agricoles pérennes,
- une localisation des nouvelles zones à urbaniser en continuité de l'existant,
- une densification des secteurs d'extension urbaine,
- une limitation de l'extension urbaine dans les secteurs les moins favorables

L'impact des espaces urbanisables sur les espaces naturels et agricoles est limité car le PLU prend en compte une maîtrise dans l'espace (utilisation de limites naturelles telles que boisements, cours d'eau...) et dans le temps (phasage de l'urbanisation des zones à urbaniser).

Par ailleurs, les conditions de constructibilité imposée à l'urbanisation future (densification, opérations d'aménagement d'ensemble, compatibilité nécessaire des constructions avec un aménagement ultérieur cohérent du secteur, ...).

4.4 Prise en compte de l'existence de voies bruyantes

Les voies à grandes circulations considérées comme bruyantes sont en annexe du PLU. Il convient de se reporter aux réglementations d'isolation acoustique correspondantes. Les zones de recul prescrites par les services de l'Etat hors agglomération ont été intégrées dans le plan de zonage.

4.5 Prise en compte de la satisfaction des besoins en équipements

Le PLU participe à la satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'équipements et d'espaces publics et collectifs ainsi que d'activités sportives et culturelles d'intérêt général, grâce notamment à :

- la définition des objectifs du PADD,
- la définition, la délimitation et la réglementation particulière des secteurs à vocation spécifique d'équipements (activités de loisirs, de détente et de sports)
- l'autorisation des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sur l'ensemble du territoire communal :

- la définition de plusieurs emplacements réservés destinés à la réalisation d'espaces ou d'équipements publics.

5- Prise en compte des servitudes d'utilité publique

La liste des servitudes d'utilité publique est mise en annexe du PLU et comprend un plan des servitudes.

6- Prise en compte des normes supérieures

6.1 Au regard du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)

La Commune de Donzère n'est concernée par aucun schéma de cohérence territoriale, mais le projet de révision simplifiée répond aux principes du développement durable et en particulier ceux énoncés à l'article L 121-1 du Code de l'urbanisme : équilibre entre les espaces, diversité des fonctions urbaines et respect de l'environnement.

6.2 Au regard du Programme Local de l'Habitat (PLH)

La Commune de Donzère n'est concernée par aucun PLH.

6.3 Au regard du Plan de Déplacements Urbains (PDU)

La Commune de Donzère n'est concernée par aucun PDU.

7- Prise en compte du Schéma départemental d'accueil des gens du voyage

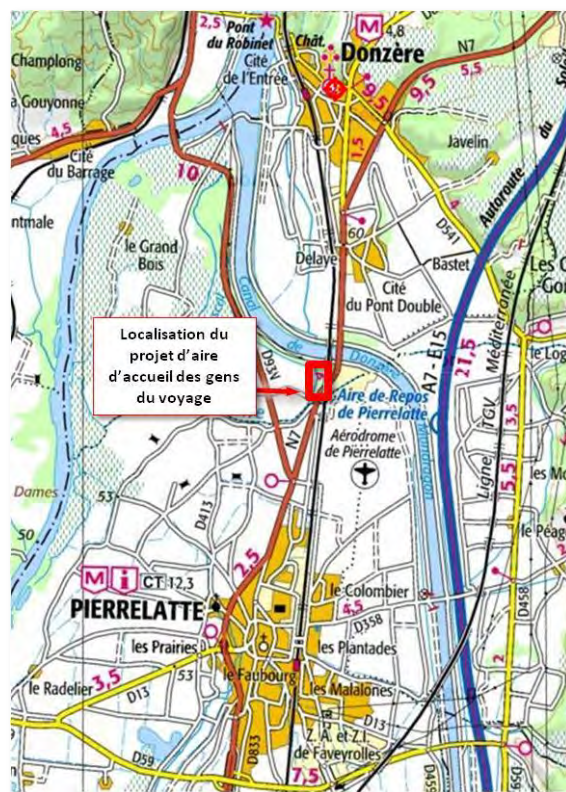
La loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage prévoit que les communes concernées par les dispositions du schéma départemental sont tenues de participer à sa mise en œuvre. Le Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage de la Drôme a été approuvé le 12 juillet 2002, par le Préfet de la Drôme et le Président du Conseil Général de la Drôme. Il prévoit la réalisation d'une aire sur le secteur géographique des communes de Saint-Paul-Trois-Châteaux et Pierrelatte. La ville de Donzère prévoit dans le PLU, dans le cadre plus large d'une coopération élargie avec les villes de Pierrelatte et Saint-Paul-Trois-Châteaux, une zone destinée à l'aménagement d'une aire d'accueil des gens du voyage. Cette aire d'accueil permettra de créer environ 49 places réparties comme suit :

- Donzère : 15 places
- Pierrelatte : 18 places
- Saint-Paul-Trois-Châteaux : 16 places.

L'aire, située au sud de la commune de Donzère, présente un double avantage :

- facilité d'accès : l'aire est reliée à la N7 par un chemin existant (le long du canal de Pierrelatte) ;
- proximité des principaux équipements et services urbains : l'aire se situe à proximité immédiate de l'entrée nord de Pierrelatte. L'accès aux équipements (scolaires,...) et aux services (santé,...) est donc aisé.

Carte de localisation de l'aire d'accueil des gens du voyage projetée dans le PLU



Chapitre 3 – Evaluation environnementale

1 - Analyse de l'état initial de l'environnement

1.1 - Le profil environnemental du territoire communal

Dimensions de l'environnement	Bilan environnemental	
	Les richesses	Les faiblesses
Biodiversité et milieux naturels Objectif : préserver la biodiversité et la vitalité des écosystèmes par le maintien de leurs conditions de reproduction	Milieux naturels et fonctionnalités Des milieux d'intérêt écologique en lien avec le cours du Rhône (forêts alluviales, îlots) et répertorié dans le réseau Natura 2000. Des milieux et des espèces d'intérêt (garrigue, pelouse sèche) sur le plateau protégé par un APPB. Des corridors écologiques d'intérêt régional (Rhône et canal) pour l'avifaune et la faune piscicole. Le rôle important de la Berre et de ses rives dans les continuités Est/Ouest.	Milieux naturels et fonctionnalités Une biodiversité fortement réduite au droit des espaces agricoles. Une fragmentation écologique importante avec de nombreuses infrastructures et un étalement des espaces urbanisés. Des entités naturelles fragmentées et déstructurées : des boisements résiduels morcelés, des espaces agricoles mités et en régression
Pollutions et qualité des milieux Objectif : minimiser les rejets dans les milieux et adapter ces rejets aux capacités de ces milieux	Air, climat, énergie Une bonne qualité de l'air avec une absence de dépassement des seuils de pollution. Un potentiel intéressant de production d'énergies renouvelables : éolien, solaire, hydroélectricité, biogaz. Eau Une qualité physico-chimique des eaux du Rhône de bonne qualité malgré d'importantes particules en suspension	Air, climat, énergie Des axes routiers à fort trafic et peu d'alternative à la voiture individuelle. Un mode de développement (habitat individuel et dispersé) très consommateur d'énergie. Sols Un seul site pollué est recensé sur la commune Eau Une dynamique fluviale perturbée par les différents aménagements et des affluents court-circuités souvent en assec.
Ressources naturelles Objectif : assurer l'utilisation durable des diverses ressources naturelles physiques en les prélevant de manière à ce que les générations futures puissent avoir le même niveau de développement	Eau Des eaux souterraines de bonne qualité, utilisées pour l'alimentation en eau potable. Un juste équilibre entre la ressource et les besoins en eau potable.	Eau Une unique ressource pour l'alimentation en eau potable fragilisant la sécurité de l'approvisionnement, mais un projet d'interconnexion. D'importants prélèvements effectués pour l'industrie et pour l'irrigation agricole.

	<p>Matériaux</p> <p>Secteur stratégique pour l'extraction des matériaux alluvionnaires (sables et graviers). 3 carrières de grande superficie sont en activité.</p>	<p>Matériaux</p> <p>La zone stratégique pour l'extraction de matériaux se localise dans le secteur des lînes, très sensibles d'un point de vue hydraulique et écologique.</p>
<p>Risques</p> <p>Objectif : minimiser et prévenir les risques naturels, sanitaires et technologiques pour l'homme et pour la nature afin de lutter contre tout ce qui peut porter atteinte à la santé de l'homme et aux autres espèces vivantes.</p>	<p>Risques naturels</p> <p>Présence d'un PPRN pour réglementer et maîtriser l'urbanisation vis-à-vis des risques d'inondations</p> <p>Risques technologiques</p> <p>Des risques technologiques (ICPE, lignes haute tension) et des nuisances éloignés des secteurs urbanisés</p>	<p>Risques naturels</p> <p>Des risques d'inondations liés au Rhône et à ses affluents, qui concernent des zones urbaines du centre bourg et des extensions.</p> <p>Risques technologiques</p> <p>Des risques liés à la rupture des digues de protection.</p>

1.2 - Identification et hiérarchisation des enjeux

Les principaux enjeux environnementaux du territoire de la commune de Donzère découlent, pour chacune des composantes de l'environnement, de l'analyse de l'état initial de l'environnement.

Qu'est-ce qu'un enjeu environnemental ?

On entend par enjeux d'environnement, les éléments de la problématique environnementale locale qui engagent fortement l'avenir du territoire et expriment sa vulnérabilité face au processus de développement. Ils peuvent être liés, par exemple, à :

- *La richesse d'une composante ou d'une ressource à préserver ou valoriser.*
- *Une composante environnementale dégradée sous l'effet d'une pression trop forte.*
- *La fragilité d'une composante par rapport aux effets supposés mais méconnus d'une pression.*
- *La consommation des ressources.*

1.2.1 - Les enjeux thématiques :

Dimensions de l'environnement	Enjeux environnementaux
Biodiversité et milieux naturels	<p>Préservation des espaces naturels d'intérêt écologique : ripisylves et abords du Rhône, lînes, plateau au dessus du défilé, espaces boisés en côtère.</p> <p>Maintien de la fonctionnalité des continuités écologiques et restauration de certains corridors écologiques (connexions Est/Ouest).</p> <p>Réduction de la fragmentation du territoire et de l'artificialisation des espaces.</p>
Ressource en eau	<p>Maintien de la qualité des eaux souterraines et superficielles du Rhône</p> <p>Réduction de la vulnérabilité de la ressource en eau potable</p> <p>Rationalisation des prélèvements pour les différents usages (eau potable, irrigation, milieux naturels, industrie,...)</p>

Dimensions de l'environnement	Enjeux environnementaux
Ressources naturelles air, sol, énergie	Rationalisation des activités d'extraction de matériaux en cohérence avec la sensibilité environnementale de la plaine du Rhône. Réduction des déplacements automobiles en limitant l'étalement urbain et en densifiant l'urbanisation à proximité des polarités.
Risques naturels et technologiques	Non aggravation des risques d'inondation en limitant l'imperméabilisation en amont et en préservant les zones d'expansion des crues du Rhône. Limitation de l'exposition de la population aux risques et nuisances sonores (RN7 notamment).
Qualité du cadre de vie	Préservation des caractéristiques des paysages naturels du territoire : cours du Rhône et son défilé, paysages de lônes, côtière boisée, plaine agricole,... Réduction des impacts du développement économique (gravières, zone d'activités,...) et résidentiel (urbanisation du plateau) sur les paysages

La conciliation des enjeux écologiques avec le développement économique et résidentiel de la commune constitue un des enjeux les plus importants. En effet, la plaine du Rhône constitue à la fois un secteur riche en biodiversité et un secteur stratégique pour l'extraction des matériaux.

Par ailleurs, le territoire a fait l'objet d'un étalement urbain important qui a entraîné une forte consommation d'espace et une fragmentation écologique. L'enjeu sera de ne pas accroître cette fragmentation et de rationaliser la consommation d'espace pour les besoins futurs, aussi bien dans la plaine que sur le plateau.

Enfin, en raison de la topographie de la commune, les sensibilités paysagères sont relativement fortes avec des perceptions importantes aussi bien dans la plaine, sur la côtière que sur le plateau. L'enjeu d'intégration des nouvelles constructions est important et sera dépendant de leur positionnement vis-à-vis des entités paysagères et de leur accroche vis-à-vis du tissu urbain existant.

1.2.2 - Les enjeux transversaux :

Les enjeux transversaux font appel à plusieurs dimensions de l'environnement. Ils sont liés à la maîtrise de l'urbanisation et des déplacements, à la contribution du territoire à des phénomènes globaux.

Les sensibilités environnementales du territoire sont essentiellement liées à la présence d'un patrimoine naturel d'intérêt écologique majeur (milieux alluviaux du Rhône, plateau calcaire couvert de garrigue et de pelouses sèches) et d'une ressource en eau très présente et aux nombreux usages (alimentation en eau potable, irrigation, navigation, industrie,...).

Le centre historique s'est développé au pied de la côtière puis s'est étiré selon deux axes : en longeant le pied de côtière et selon un axe Nord/Sud en s'étalant dans la plaine au Sud et sur le plateau des Opillas au Nord. Le développement résidentiel, même si de nombreuses opérations de logements collectifs ont été réalisées ces dernières années, s'est essentiellement orienté vers les constructions individuelles, entraînant un étalement urbain important dans la plaine (cité des Chênes par exemple) et un mitage prononcé sur le plateau des Opillas.

L'enjeu sera de se réapproprier les espaces à proximité du centre bourg et des polarités, en recherchant l'intégration de formes urbaines moins consommatrices d'espace, afin de réduire les distances des trajets et l'espace consommé pour accueillir les nouveaux habitants. La densification de ces espaces proches doit être privilégiée avant de poursuivre l'urbanisation dans la plaine et sur le plateau (Opillas et Devois).

Cette densification à proximité des polarités et notamment dans les secteurs desservis par les transports collectifs (gare de Donzère à proximité du centre) est un enjeu prioritaire pour la commune qui ne bénéficie actuellement pas d'un réseau de transport collectif structurant en l'absence d'un poids de population suffisamment important et d'une densité minimale à la mise en place d'un tel système de transport.

1.2.3 - Les enjeux territorialisés :

Les enjeux territorialisés sont définis pour les espaces soumis à des pressions particulières.

Sur le territoire communal, trois secteurs présentent des enjeux particuliers vis-à-vis du développement urbain :

- Le secteur des lônes, qui présente une richesse écologique et une vulnérabilité vis-à-vis du fonctionnement hydraulique des annexes du Rhône, mais qui fait également l'objet d'extraction de matériaux : le développement des activités d'extraction sur ce site stratégique doit être fait dans le respect des habitats naturels et de leurs fonctionnalités, tout en veillant au bon équilibre hydraulique relativement fragile.
- Le plateau des Opillas et celui du Devois : le plateau des Opillas a fait l'objet d'un mitage relativement important et laisse par conséquent d'importantes surfaces qu'il serait préférentiel d'urbaniser, en cherchant à reconstituer un tissu urbain cohérent, avant de poursuivre l'urbanisation du plateau, notamment en direction du plateau du Devois, qui constitue pour l'instant une entité agricole à part entière.
- Le secteur faisant la transition entre le centre ville et la cité des Chênes, relativement excentrée du centre, mais qui a été progressivement rattrapée sans structuration urbaine forte : l'élargissement de l'enveloppe urbaine dans la plaine aux dépens d'espaces agricoles à l'Est de la RN 7 doit être argumentée par un objectif fort de restructuration de cet espace de transition afin de raccrocher les différentes entités urbaines.

2 - Analyse de la compatibilité du PADD avec les enjeux environnementaux

Cette analyse de compatibilité des orientations permet de vérifier que les orientations et les objectifs en matière de développement économique et d'équité sociale ne sont pas absents des objectifs environnementaux, et que les propositions de développement économique et social sont compatibles avec les objectifs environnementaux du PLU.

Ce premier stade de l'évaluation permet une intégration des contraintes environnementales, économiques et sociales dans la première formulation des orientations et des objectifs.

Le projet d'aménagement et de développement durable s'articule autour de 5 orientations :

- Orientation n°1 : Soutenir la dynamique démographique et répondre aux besoins de logements en veillant aux enjeux de diversité de l'habitat
- Orientation n°2 : Favoriser une urbanisation structurée en plaine et maîtrisée au nord du centre bourg
- Orientation n°3 : Poursuivre le développement et la diversification du tissu économique local
- Orientation n°4 : Organiser les déplacements à l'échelle de la ville et du bassin de mobilité
- Orientation n°5 : Valoriser l'environnement et le cadre de vie

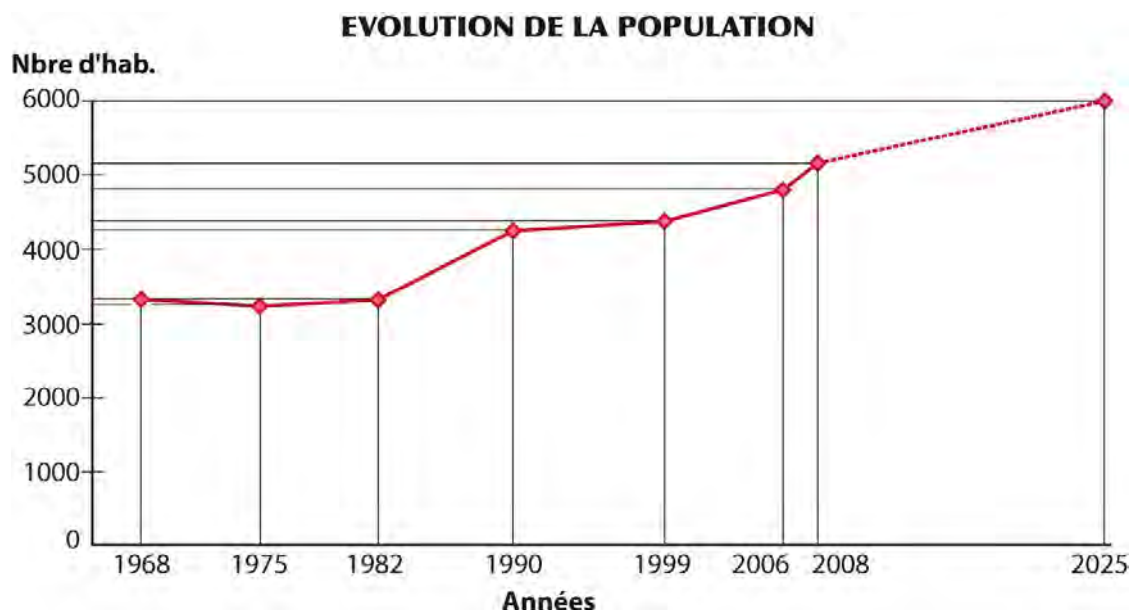
Aucune incompatibilité majeure n'apparaît entre les orientations du PADD et les enjeux environnementaux, même si le projet retenu exercera une certaine pression sur les milieux et ressources naturelles (effet d'emprise et de fragmentation sur les milieux, augmentation des déplacements, accroissement des besoins en eau,...). Avant d'analyser les incidences du projet sur l'environnement, il est nécessaire de détailler les différentes composantes du projet et des choix exprimés au travers du PADD et de les analyser sous l'angle environnemental : le taux d'évolution annuel, la répartition des logements, la typologie de l'habitat, la stratégie de développement économique, la consommation d'espace, les fonctionnalités urbaines et la prise en compte transversale des enjeux environnementaux.

2.1 - Le taux d'évolution annuel

Le choix d'une croissance modérée (1% par an) a été fait afin de concilier d'une part, la nécessité de renforcer le pôle de Donzère dans le paysage régional, au regard de ses atouts et de ses capacités d'attractivité (bonne desserte routière et ferroviaire, pôle économique important et en croissance), et d'autre part, les richesses et sensibilités environnementales et paysagères qui peuvent quelques fois limiter l'extension de l'urbanisation.

Donzère se définit en effet comme un pôle local structuré relativement autonome par rapport à la polarité montilienne et souhaite mettre à profit, sur le long terme, ses capacités de développement afin de devenir un pôle structurant à l'échelle intercommunale. Les réflexions actuellement en cours à l'échelle supra-communale conduiront éventuellement à une réorientation des choix de développement en fonction de la stratégie d'organisation multipolaire du territoire intercommunal.

Cette hypothèse de développement démographique, qui correspond à la moyenne drômoise, se traduira par l'accueil d'environ 800 habitants supplémentaires d'ici 2025 (par rapport à une population en 2008 de 5174 habitants, soit environ 6000 habitants en 2025). Cela nécessitera la réalisation d'environ 735 logements (soit environ 50 logements par an).



Les disponibilités foncières dans le tissu urbain existant sont importantes mais ne suffiront pas pour accueillir la totalité des logements à créer. Des extensions de l'enveloppe urbaine actuelle seront donc à prévoir, avec un étirement urbain prévisible dans la plaine et sur les plateaux.

Par ailleurs, le territoire ne bénéficie pas actuellement d'un transport collectif structurant, permettant d'offrir une alternative concurrentielle à la voiture individuelle. Le développement démographique devra probablement et nécessairement être échelonné avec la montée en puissance des transports collectifs sur la commune et notamment de la desserte ferroviaire (gare à proximité du centre ville), afin de trouver une cohérence entre le développement urbain et la desserte en transports collectifs, qui constitue un des objectifs de la Loi Grenelle.

2.2 - La répartition géographique des nouveaux logements

Le PADD envisage la répartition des nouveaux logements selon trois principes :

- Dans le centre ville, notamment autour de la gare (création d'une nouvelle polarité) et dans les dents creuses situées à proximité du centre ville.
- Dans des espaces interstitiels à l'intérieur de l'enveloppe urbaine globale, notamment sur le plateau des Opillas et à l'Ouest de la voie ferrée.
- Dans des extensions urbaines périphériques, élargissant ainsi l'enveloppe urbaine du côté du Sud-Ouest et des abords du plateau du Devois (partie Sud-Est et secteur de Ferminas-le-haut).

Les opérations de renouvellement du bâti existant et d'urbanisation des dents creuses permettront de réaliser une économie d'espace non négligeable et de maintenir une dynamique urbaine dans le centre ville et de limiter les besoins en déplacements. L'aménagement du pôle gare doit constituer un projet prioritaire auquel devront s'accrocher des opérations de logements afin de faire vivre cette nouvelle polarité à deux pas du centre ville.

Certaines extensions urbaines sont quelque peu éloignées des polarités (distance supérieure à 1 km). Une sécurisation des modes doux est nécessaire pour limiter l'utilisation de la voiture dans les trajets entre le logement et les équipements, commerces ou services.

Les nouveaux logements qui seront réalisés dans le centre ville bénéficieront d'une desserte en transport collectif (gare à proximité du centre ville). Les autres logements ne bénéficient pas pour l'instant d'une desserte en transport collectif à proximité, mais ils se localisent à proximité de la RN 7 qui pourrait bénéficier à moyen ou long terme d'une desserte en transport collectif cadencée en direction des villes voisines.

2.3 - La stratégie de développement économique

La stratégie de développement économique s'oriente vers un fort développement et une diversification du tissu économique local. D'un point de vue spatial, cette stratégie se traduit par :

- L'extension de la zone d'activités des Eoliennes, en bordure de l'A7, avec notamment l'implantation potentielle d'un projet commercial ;
- Le développement de la zone artisanale des Gresses, à l'Est de la RN 7, dans le cadre d'un aménagement de l'entrée de ville Sud ;
- L'extension de la zone logistique au Nord de la commune et de la zone industrielle Sud ;
- Le renforcement des polarités commerciales (entrée de ville Sud) et la création de nouvelles polarités dans le secteur de la gare ;
- Le développement et la concentration des activités de gravières dans le secteur des Iles, avec notamment l'aménagement d'un terminal fluvial ;
- L'aménagement d'un nouvel espace d'activités en bordure du canal de Donzère Mondragon (extension de Fabémi) ;
- Le développement des activités touristiques avec l'aménagement d'une halte fluviale sur le Rhône ;
- Le confortement du pôle d'activités de la Chocolaterie.

Parallèlement, le PADD met en exergue la volonté de maintenir un espace agricole fonctionnel et cohérent en préservant des îlots d'exploitation dynamiques. La mise en œuvre du projet communal engendrera toutefois des effets d'emprise importants sur des espaces agricoles de la plaine.

Cette stratégie de développement économique s'appuie sur l'atout de la commune qui concerne sa bonne accessibilité depuis des axes de transports structurants tels que l'autoroute A 7, la RN 7 et le canal de Donzère. En revanche, la desserte en transport collectif de ces sites reste inexistante ou marginale. La desserte TC et modes doux doit être développée, d'autant plus que les polarités économiques et commerciales sont relativement dispersées sur le territoire.

L'aménagement d'un terminal fluvial au droit du canal de Donzère s'inscrit dans le cadre du développement des activités d'extraction de matériaux dans le secteur des Iles. Ce terminal permettra le transport des matériaux extraits par voie fluviale en évitant ainsi la circulation de nombreux camions (aucune estimation réalisée à ce jour).

2.4 - La consommation d'espace

Le PADD fixe des objectifs de modération de la consommation d'espace et affirme notamment la volonté d'une diversification des typologies de logements (forme urbaine, nature, taille, statut), en retenant comme objectif la réalisation :

	Part des logements à créer	Nombre de logements	Densité brute	Consommation d'espace
habitat individuel	45%	330	10 lgt/ha	33 ha
habitat groupé	35%	257	25 lgt/ha	10.5 ha
habitat collectif	20%	147	35 lgt/ha	4 ha

Le PADD apporte donc une réponse à la problématique de consommation d'espace et fixe un objectif chiffré de 47.5 ha pour la réalisation de 734 logements (soit une moyenne de 15 logements à l'hectare). Mais il faut rappeler que le chiffre de 734 logements correspond au besoin en logements sur la commune et ne correspond pas tout à fait aux besoins en construction neuve. En effet, une part (mineure) des logements à créer pourra être réalisée dans des bâtiments à réhabiliter et ceux-ci ne nécessiteront pas de foncier neuf. Ainsi, les besoins en foncier neuf devraient être légèrement inférieurs aux 47 ha annoncés théoriquement. La répartition des logements selon renouvellement/réhabilitation, remplissage des dents creuses et extension urbaine n'est pas précisée au stade du PADD.

2.5 - Les fonctionnalités urbaines

Le PADD affirme le renforcement des polarités existantes en matière de commerces, d'équipements et de services. L'enjeu sera d'accueillir le plus grand nombre de logements à proximité de ces polarités afin de réduire une part des déplacements automobiles et des nuisances associées. Pour les secteurs d'habitat plus éloignés du centre ville et des polarités, le développement de liaisons douces sécurisées est indispensable, même si l'existence d'une infrastructure mode doux ne garantit pas son usage - la distance à parcourir jouant beaucoup (et la pente également). Il serait d'ailleurs souhaitable que l'aménagement des secteurs de logements soit subordonné à leur réalisation. Le PADD envisage ainsi l'amélioration des circulations douces de part et d'autre de la voie ferrée et de part et d'autre de la RN 7.

Le PADD exprime également la volonté de développer les modes de transports alternatifs à la voiture individuelle avec notamment le développement du pôle gare et l'aménagement d'une gare routière dans le centre ville. L'enjeu sera de favoriser les accès piétons et cycles à ces deux pôles multimodaux, par des infrastructures adaptées, attractives et sécurisées.

2.6 - La prise en compte de l'environnement dans le PADD

L'orientation générale n°5 correspond à la volonté de préservation de l'environnement et du cadre de vie. Cette orientation rappelle les principaux enjeux dans chacune des dimensions environnementales, et se traduit essentiellement par la prise en compte des périmètres des milieux naturels remarquables et des risques et par la préservation de certains éléments paysagers. Les principales continuités écologiques sont également intégrées dans le projet de territoire.

Par ailleurs, la prise en compte des enjeux environnementaux transversaux relatifs à la réduction de la consommation d'espace et des émissions de gaz à effet de serre notamment, transparaît dans le projet avec la volonté d'organiser le pôle gare et de réduire la consommation d'espace liée aux extensions urbaines. Des extensions urbaines quelque peu éloignées du centre ville ou des polarités sont toutefois envisagées et des réflexions plus approfondies concernant l'organisation des déplacements seront nécessaires afin de développer progressivement, à l'échelle de la commune et de l'intercommunalité, une offre de transports alternative à l'utilisation de la voiture individuelle : aménagement d'un réseau cyclable structurant, organisation d'une navette bus entre les principaux pôles générateurs de déplacements, mise en place d'un pédibus,...

3 - Analyse des effets de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement et présentation des mesures permettant de réduire, compenser voire supprimer ces effets

Cette phase permet d'identifier les objectifs susceptibles de générer les principaux conflits avec l'environnement. Pour ces derniers, un approfondissement de l'analyse des impacts est nécessaire.

L'évaluation permet de reconnaître l'acceptabilité environnementale de certaines propositions :

- *de définir les inflexions nécessaires pour garantir la compatibilité avec les objectifs environnementaux de certains autres ;*
- *d'affirmer la gravité des atteintes à l'environnement qui accompagneraient l'adoption des propositions.*

Toute proposition d'orientation et tout objectif d'aménagement et de développement doivent être confrontés à chacune des composantes du profil environnemental

3.1 - Les différentes composantes du projet de PLU

La mise en œuvre du PLU va dans le sens d'un développement des capacités d'accueil en matière d'habitat et d'activités économiques. Plusieurs zones d'extension sont envisagées et celles-ci engendreront un effet d'emprise et de substitution important de l'ordre de 100 ha soit au total près de 3.1 % de la surface communale.

De façon générale, les différentes créations ou extensions urbaines auront pour conséquence :

- Un effet d'emprise, et ponctuellement de coupure, sur l'espace agricole et les milieux naturels
- Une transformation des ambiances paysagères
- Une augmentation de l'imperméabilisation des sols
- Une augmentation des rejets d'effluents
- Une augmentation des besoins en déplacements (trafic routier et nuisances associées)
- Une augmentation des besoins en termes d'équipements, de services et de commerces

3.1.1 - Les extensions urbaines à vocation d'habitat

En matière d'habitat, le PLU prévoit :

- des possibilités de renouvellement urbain, de densification dans le centre ville et de « remplissage des dents creuses » dans les zones Ub et Uc notamment : soit 6.4 ha.
- des possibilités d'extensions urbaines à l'Ouest de la voie ferrée (zones AUc et Uc), soit 5.6 ha.
- des possibilités d'extension dans la partie Nord de la commune, sur le plateau des Opillas (4 zones AUd, dont celle de Ferminas en cours d'aménagement et des disponibilités en zones Ud), soit 21.5 ha.
- Une extension en entrée Est de la ville (ancienne carrière), de l'ordre de 5 ha.

Le plan de zonage traduit en partie la volonté de regroupement de l'urbanisation au plus proche du centre ville et des polarités, et dans la continuité du bâti existant (excepté pour l'équipement envisagé en zone AUd à Ferminas-le-Bas, qui se localise en rupture avec le bâti existant).

Les potentialités d'urbanisation combinées aux ratios de densité proposés pour chacun des secteurs, donnent les répartitions géographiques suivantes pour la réalisation des futurs logements :

- 30% des nouveaux logements seront réalisés dans l'enveloppe urbaine existante à proximité du centre ville, dont 37% de ces logements à proximité du pôle gare ;
- 16% des nouveaux logements seront réalisés dans des zones d'extension urbaines dans la plaine, en périphérie du centre ville (Enclos Est, sud-ouest voie ferrée) ;
- 30% des nouveaux logements seront réalisés sur le plateau des Opillas (Ferminas et Opillas) ;
- 24% des nouveaux logements seront réalisés à l'entrée Est (ancienne carrière).

Un rééquilibrage apparaît dans la répartition des nouveaux logements sur le territoire avec une proportion significative de ceux-ci sur le plateau des Opillas comparativement au nombre de logements créés dans le centre ville. Le PLU traduit l'émergence de nouvelles polarités en périphérie du centre ville, avec de nouveaux points d'intensité urbaine autour de la gare et à terme en entrée Est de la ville.

3.1.2 - Les secteurs d'accueil du développement économique

En matière de zone d'activité économique, le PLU prévoit :

- Les extensions des zones d'activités existantes (zone logistique Nord, ZA éoliennes, ZA Sud), soit plus de 65 ha de zone disponible en Ue, AUe, AU. Il s'agit essentiellement d'extensions des sites existants, qui en raison de la nature des activités implantées, sont localisées en dehors de l'enveloppe urbaine, au contact des infrastructures de transport.
- L'extension de la zone d'activités des Gresses à l'Est de la RN 7, en plusieurs secteurs : deux zones AUe (environ 6,5ha) au contact des zones pavillonnaires et une zone AUe (environ 6 ha) en bordure de la RN 7. Même si des activités économiques et commerciales sont localisées à proximité, l'aménagement de ce site engendrera certaines modifications paysagères en raison de son positionnement au contact de zones résidentielles et en bordure de la RN 7.
- L'aménagement d'un site à vocation économique (AU de 15 ha environ) en bordure du canal de Donzère, au nord du site existant, pour répondre aux besoins d'extension de l'activité en place de l'autre côté du canal (Fabemi).
- Des possibilités de mutation et, de manière limitée, de densification sont également possibles au sein du tissu d'activités existant dans le tissu bâti (zones Ue).
- Les zones d'extraction de matériaux (soit 196 ha) essentiellement dans le secteur des Iles, bénéficiant toutes d'une autorisation par arrêté préfectoral. On notera également la mise en place d'un emplacement réservé sur l'ancienne carrière Joly (en zonage Nc), dans le secteur des Iles, afin d'y aménager un espace de loisirs.
- Le terminal fluvial envisagé n'est pas localisé avec précision mais il pourra venir s'implanter dans le zonage Nf du domaine fluvial, au sein duquel les aménagements de ce type sont autorisés.

3.2 - Incidences de la mise en œuvre du PLU sur la consommation d'espace

L'ensemble des zones potentiellement constructibles représente 37 ha pour les logements et environ 63 ha pour le développement économique, soit un total d'environ 100 ha. Cette superficie représente environ 3.1 % de la superficie communale.

Les besoins de foncier annoncés dans le PADD sont de 47 ha pour la réalisation des 735 logements, alors que le plan de zonage ne prévoit que 37 ha pour l'habitat. Ainsi, parmi les 735 logements à créer, certains ne nécessiteront pas de foncier neuf (renouvellement, réhabilitation) et les densités de logements devront être supérieures afin de remplir les objectifs fixés.

Le règlement autorise une densification importante dans les zones Ua et Ub avec un coefficient d'occupation du sol non règlementé et des hauteurs permettant des constructions allant jusqu'à 5 étages. Ces zones Ub représentent 17% des surfaces potentiellement constructibles et accueilleront 29% du volume de logements.

Les zones AUc et AUd sont plus importantes en surface et présentent, sur certains secteurs, des restrictions de hauteur et d'occupation du sol. Les densités de logements potentielles sur ces secteurs sont variables.

Ainsi, il sera globalement consommé 37 ha pour la réalisation d'environ 735 logements, ce qui entraîne une densité moyenne de l'ordre de 20 logements/ha pour les nouveaux secteurs bâtis. La densité est néanmoins variable selon les secteurs d'urbanisation :

- Entre 30 et 35 logements à l'hectare sur les autres secteurs : Enclos, entrée Est, pôle gare. → 50% des logements à créer.
- Autour de 20 logements à l'hectare pour les quartiers à l'Ouest de la voie ferrée (AUc). → 15% des logements à créer.
- Entre 12 et 15 logements à l'hectare pour le plateau des Opillas et le secteur de Ferminas. → 35% des logements à créer.

	Coefficient d'occupation du sol	Hauteur maximale des constructions	Surfaces au plan de zonage
Ua, Ub	Non règlementé	14 m	61 ha
Uc	Uc1 : 0.35 Uc2 : 0.3	9 m	91 ha
AUd	0.5	6.5 m	15 ha
AUc	0.5	9 m	9 ha
AU	Non règlementé	Non règlementé	42 ha

Certains efforts ont été réalisés sur certains secteurs d'habitat pour permettre une utilisation plus économe de l'espace. En revanche, concernant les espaces d'activités économiques, les surfaces allouées dans le PLU sont relativement importantes (63 ha). Même si les objectifs de la collectivité sont de développer les emplois sur le territoire, un certain niveau de densité pourrait être exigé dans le cadre de l'aménagement des nouvelles zones d'activités afin d'avoir une consommation plus rationnelle de l'espace tout en accueillant le même nombre d'emplois.

3.3 - Incidences de la mise en œuvre du PLU sur les milieux naturels

3.3.1 - Incidences globales sur les milieux naturels

Le territoire communal est concerné par un certain nombre d'inventaires mettant en évidence l'intérêt écologique de certains milieux tels que les milieux alluviaux du Rhône et le défilé de Donzère. Les différents périmètres relevant des inventaires officiels ne bénéficient pas tous d'un zonage naturel (Nr) les préservant de l'urbanisation. La mise en œuvre du PLU est susceptible d'engendrer des effets d'emprise et des perturbations écologiques des milieux d'intérêt, notamment :

- Sur le secteur des Iles, avec le développement des potentialités d'extraction de matériaux (cf. chapitres 3.2.2 à 3.2.3)
- Sur le plateau calcaire, dans une moindre mesure, avec des possibilités d'extension de la zone résidentielle (cf. chapitre 3.2.4)

En dehors de ces incidences sur les milieux naturels inventoriés, les effets d'emprise seront essentiellement réalisés au détriment d'espaces agricoles (vigne, verger, culture, prairie) dont une grande partie ne présente pas un fort intérêt écologique en raison de la faible diversité et qualité des habitats naturels. Ces espaces « ordinaires » constituent toutefois des milieux « relais » permettant le refuge temporaire, le lieu d'alimentation ou de passage tout simplement de certaines espèces animales. Le maintien de ces espaces est par conséquent important dans le fonctionnement du réseau écologique.

L'extension de l'enveloppe urbaine et l'importante consommation foncière envisagée d'ici 2025 entraînera de fait une réduction des milieux naturels ordinaires. Cette réduction sera notamment importante dans la plaine du Rhône avec des effets d'emprise localement importants.

Ces différentes extensions urbaines engendreront également des effets de coupure significatifs en réduisant les potentialités d'échanges et de déplacements entre les différentes entités naturelles :

- Le développement de la zone d'activités économiques et commerciales des Gresses à l'Est de la RN 7 réduira les perméabilités actuellement existantes pour des déplacements Est/Ouest dans la plaine et poursuivra la fragmentation écologique de la plaine agricole.
- Sur le plateau des Opillas, la densification des secteurs actuellement libres de construction réduira la perméabilité de cet espace.
- L'entité agro-naturelle du plateau du Devois est préservée mais certains projets sont envisagés sur ses franges (zone AUd réservée pour un équipement et zone AU en entrée Est), se cumulant à l'urbanisation déjà existante en bordure ou pied du plateau.

Le projet de halte fluviale, envisagé sur la rive gauche du Rhône, au lieu-dit Le Robinet, modifiera l'occupation des sols de l'espace rivulaire du Rhône, déjà en partie artificialisé. Au contact du site Natura 2000 Vieux Rhône et îlons du Rhône, sans être directement concerné, ce projet est susceptible d'engendrer certaines incidences sur les milieux naturels présents en modifiant l'état des berges et leur occupation. L'enjeu du projet portera sur la préservation des continuités écologiques le long de la rive du Rhône.

Les principales fonctionnalités écologiques, qui reposent essentiellement sur le réseau hydrographique, ne seront pas perturbées par la mise en œuvre du PLU. Néanmoins, une pression plus forte s'exercera sur les milieux et les obstacles routiers seront renforcés par l'augmentation de trafic lié à l'accueil de la population. Dans le secteur des Iles, le développement des activités de carrières aura des répercussions sur les fonctionnalités écologiques du secteur, qui seront modifiées au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation.

Par ailleurs, le projet d'infrastructure envisagé au Nord de la commune, reliant la RN 7 à la RD 844, engendrera également un effet de coupure dans le massif en partie boisé, même si le tracé choisi correspond à un chemin existant. Les autres infrastructures nouvelles qui seront créées sont des voies de desserte des nouveaux secteurs aménagés et n'engendreront pas des effets de coupure en eux-mêmes.

Les espaces boisés classés (EBC) représentent 505 ha sur le territoire communal. Ils concernent essentiellement les forêts bordant le Rhône et les îlons, les boisements localisés sur le plateau des Opillas et les boisements de la côtière et des petites combes perpendiculaires. Ces espaces sont plus ou moins continus,

mais ils permettent toutefois une préservation optimale des espaces boisés localisés sur la commune. Les discontinuités observées pour les EBC du secteur des Iles correspondent aux espaces nécessaires pour l'acheminement des matériaux à la plate-forme de traitement localisée en bordure du canal. Les espaces boisés longeant le canal de Donzère ne font pas l'objet d'un classement en EBC.

On remarquera d'ailleurs que l'aire d'accueil des gens du voyage (figurant en Ne) en limite communale sud s'inscrit dans un espace boisé, entre le canal et la RN 7.

3.3.2 - Incidences sur le site Natura 2000 « Milieux alluviaux du Rhône aval »

La commune de Donzère est concernée par le site Natura 2000 « Milieux alluviaux du Rhône aval » qui s'étend sur une superficie globale de 2112 ha et qui abrite une grande diversité de milieux : forêt alluviale, forêt mixte, prairies à molinie, pelouses calcaires, ... Le site abrite ainsi 3 habitats d'intérêt communautaire prioritaires et est intéressant pour un grand nombre d'invertébrés, de poissons et de mammifères (dont la loutre et le castor).

Les milieux localisés sur la commune représentent environ 8.6% de la superficie totale du site Natura 2000, dont le Document d'Objectifs a été réalisé par l'association des amis de l'île de la Platière en 1998 et remis à jour en 2007. Sur la commune, le site englobe les milieux localisés en bordure du Rhône, mais également les différentes annexes fluviales (lône Caderousse, lône du Bayard, lône de Saint-Ferréol) localisées dans la plaine.

Cette plaine constitue également un site stratégique pour l'extraction de matériaux (sables et graviers alluvionnaires) et a déjà fait l'objet d'activités d'extraction dans le prolongement de la lône du Bayard, à proximité du canal de Donzère. Cette carrière (dite carrière Joly), d'une superficie de 20 ha bénéficie d'une autorisation d'exploitation jusqu'en 2015 avec une capacité de 150 000 tonnes par an. Des mesures compensatoires de reboisements (8 ha environ répartis sur la commune) ont été mises en place pour compenser les incidences de cette activité qui s'inscrit entièrement dans le site Natura 2000 (mais aucune étude d'incidences n'avait été réalisée lors de la demande d'autorisation en 2000). Une remise en état est prévue au fur et à mesure de l'exploitation (réhabilitation du site en plan d'eau) et le site bénéficie d'ailleurs d'un emplacement réservé, afin de permettre l'aménagement d'un espace récréatif et de loisirs à plus long terme, autour du plan d'eau.

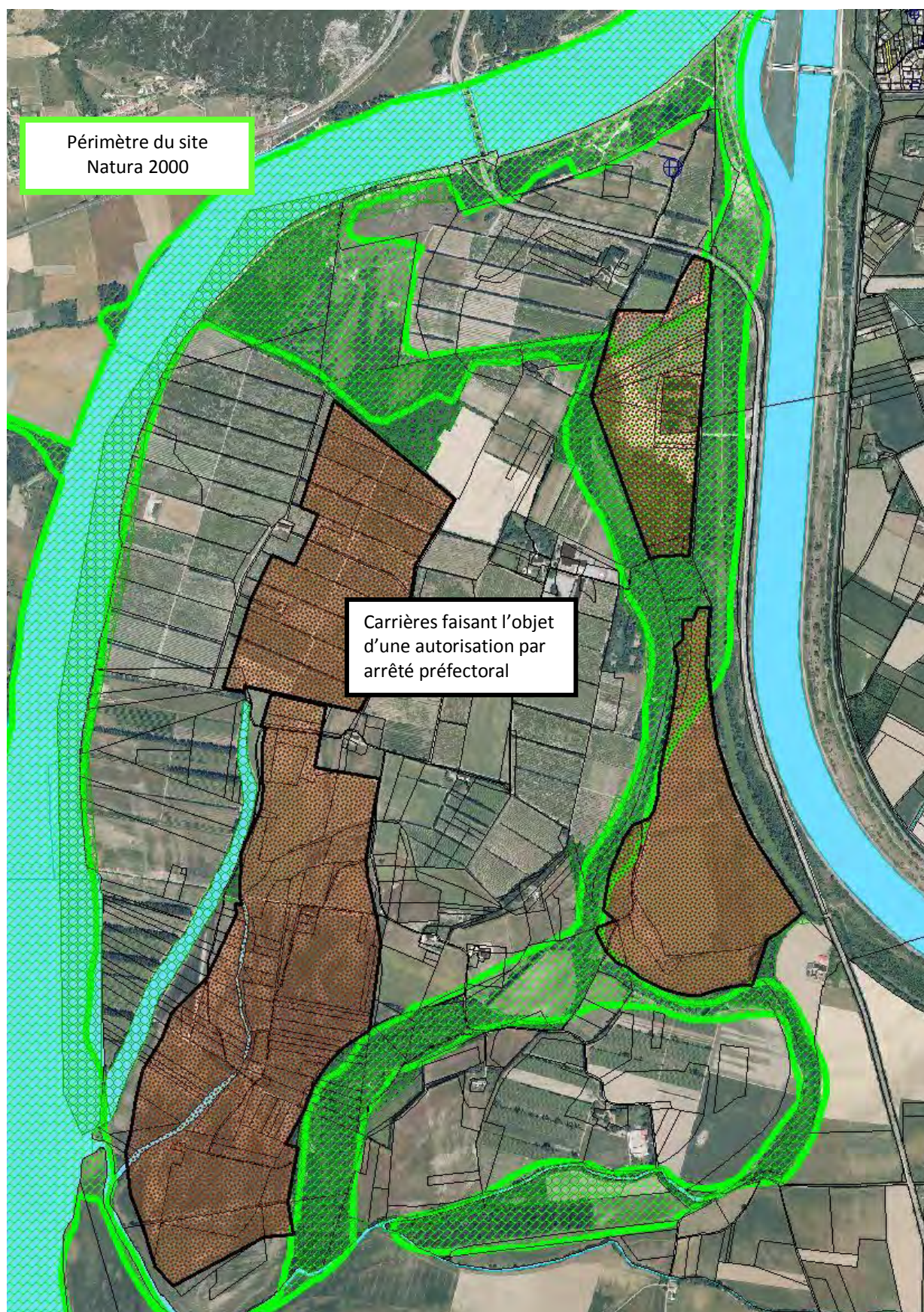
Le secteur a également fait l'objet plus récemment d'une nouvelle autorisation pour l'exploitation de matériaux par Drôme Ardèche Granulats. L'arrêté préfectoral date du 12 juillet 2006 et l'autorisation est accordée jusqu'en 2031 sur une superficie de 155 ha, répartie en deux sites : l'île Armand (zone de traitement en partie nord de 11 ha et zone d'extraction en partie sud de 23 ha) et le secteur des îles Margerites (120 ha). Les surfaces bénéficiant de cette autorisation figurent en zonage Nc (carrières) sur le plan de zonage du PLU.

L'exploitation est menée à ciel ouvert. Elle se décompose en trois phases :

- le décapage et traitement des zones superficielles,
- l'extraction des matériaux,
- l'évacuation vers les structures de traitement pour la valorisation des matériaux,
- une remise en état coordonnée.

Les matériaux extraits seront acheminés vers l'installation de traitement par une bande transporteuse, mobile sur une partie, puis fixe pour la traversée de plaine. Une seule bande transporteuse traversera la plaine. Elle sera déplacée au cours de l'exploitation.

Site Natura 2000 et carrières autorisées



Le programme d'exploitation s'articule en plusieurs phases :

1. Secteur "Ile Armand" : 3 phases pendant 5 ans.
2. Secteur "Nogier-Grange Neuve" : 11 phases pendant 11 ans.
3. Secteur "Grand-Bois" : 7 phases pendant 7 ans.

Les valeurs temporelles de ces phases sont donc totalement inégales. Le potentiel de gisement offre une durée d'exploitation de 25 ans.

L'étude d'impact réalisée dans le cadre de la demande d'autorisation en 2004 met en évidence l'absence d'impact notable sur les milieux et espèces recensés sur le secteur des îles. En effet, le périmètre autorisé n'a aucun effet d'emprise directe sur les habitats du site Natura 2000. L'étude d'impact précise que « le projet se caractérise par des emprises entièrement situées dans des espaces cultivés ou en friches banals. L'exploitation de ces terrains entraînera au fur et à mesure du décapage, la disparition d'une partie de ces milieux, ce qui correspondra à une réduction de la surface même de ces biotopes et non à une destruction. Cette réduction de superficie de développement n'implique pas de dégradation de la valeur floristique du secteur. Les impacts potentiels du projet sur les habitats sont représentés par le risque accidentel de dégradation ponctuel de forêts-galeries à *Salix alba* et *Populus alba*, habitat naturel d'intérêt communautaire. »

Les mesures envisagées pour réduire les incidences du projet sur les milieux naturels ainsi que les mesures de suivi concernent :

- une intervention sur le milieu définie hors secteurs naturels sensibles, atténuant ainsi les effets potentiels de l'exploitation sur le milieu naturel,
- la mise en place d'un suivi écologique annuel sur les lînes (Bayard, Caderousse et Saint-Ferréol). L'état initial des lînes avant le début de l'exploitation a été réalisé en 2008-2009 ; il comprend des relevés concernant la flore et les habitats, les insectes, les amphibiens, les oiseaux, les reptiles et le castor d'Europe. Il constituera la base d'un suivi mené sur toute la phase d'exploitation.
- la mise en place d'un suivi piézométrique annuel,
- la mise en place d'un suivi qualité des eaux souterraines annuel,
- l'abattage des poussières grâce aux méthodes d'extraction en eau, à l'arrosage intégré des pistes au niveau de la plate-forme de traitement des matériaux et à l'arrosage des pistes d'exploitation à l'aide de camions citernes,
- le soin apporté à l'organisation même de l'ensemble de l'exploitation, toutes activités comprises,
- l'optimisation des mouvements d'engins,
- la gestion des déchets et le maintien de la propreté du site et donc des alentours,
- la conservation la plus stricte des zones boisées (zone boisée, écran boisé, haie...) existantes (laissées hors du périmètre d'exploitation de la carrière), qui permettront également une meilleure insertion dans l'environnement paysager, et limiteront l'impact visuel. L'exploitant portera une attention toute particulière pour le maintien et la protection de la végétation existante bordant le site,
- l'information et sensibilisation du personnel d'exploitation,
- la mise en place d'une clôture entre le site Natura 2000 et les emprises de la plate-forme de traitement afin d'éviter toute dégradation accidentelle par les engins. Enfin, dès le démarrage de l'exploitation, les espèces identifiées ainsi que leur environnement naturel (habitats d'espèce) aux abords du projet devront faire l'objet de mesures d'accompagnement concrètes (dont le maintien, la récréation et la surveillance de lieux de pontes et de gîtes convenables) pour assurer leur conservation sur le secteur d'étude.

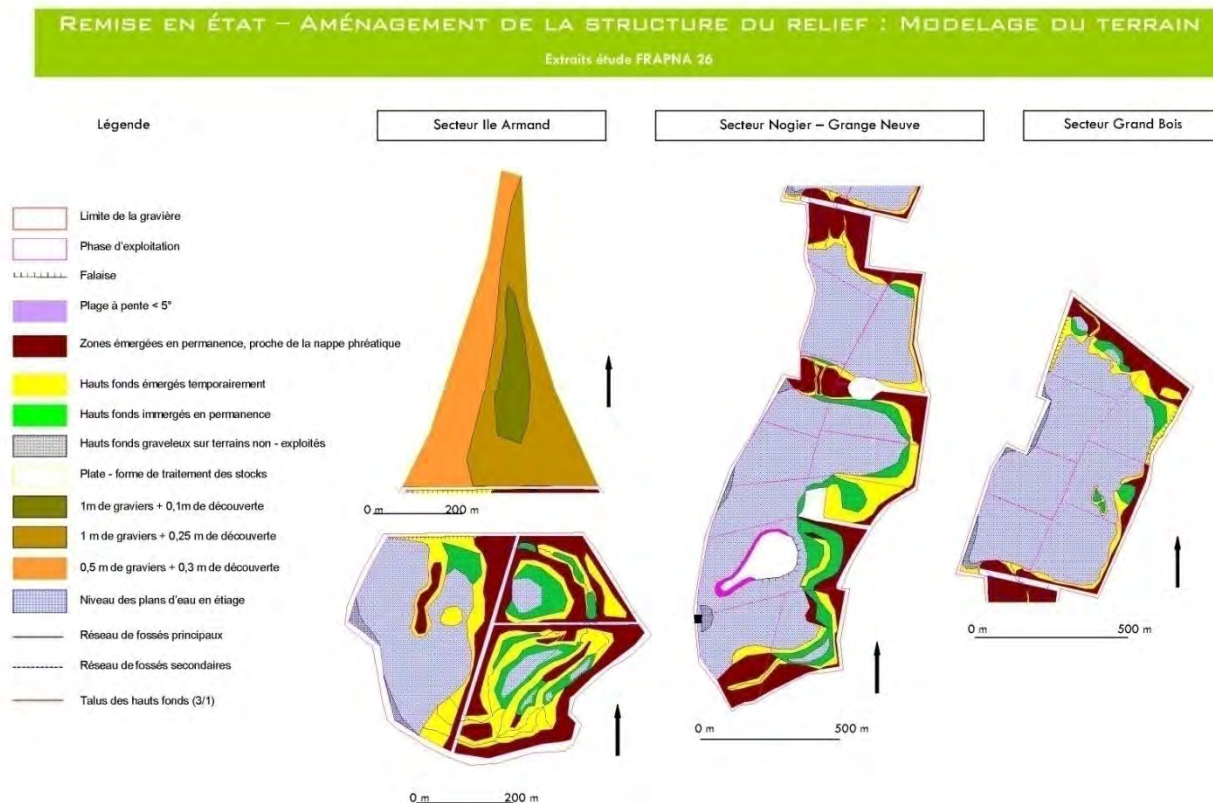
La remise en état du site constitue la principale mesure compensatoire des incidences du projet sur l'environnement. Les objectifs essentiels de cette remise en état sont :

- Restituer ces zones à "leur vocation écologique naturelle" proche du milieu présent autrefois dans les grandes vallées fluviales (écosystèmes alluviaux – zones humides).
- Elaborer un plan de gestion restauratrice et conservatoire des milieux pour garantir l'avenir écologique de ce site. Ce plan de gestion intégrera, sera cohérent et complémentaire, avec la future gestion des zones Natura 2000 (site de la Moyenne Vallée du Rhône FR 8201 677).
- Faire de ces lieux un site exemplaire de compatibilité d'activité extractive et restitution de milieux d'intérêt écologique comme par exemple ECOPOLE en FOREZ.

Les principes de cette remise en état sont :

- Renforcer la connectivité des différents habitats naturels à proximité du site, c'est à dire favoriser les flux d'espèces et échanges entre populations aujourd'hui fragmentées en restaurant les corridors que représentent le réseau hydrographique (ex : îlons) et les ripisylves qui accompagnent les cours d'eau.
- Développer un réseau-mosaïque composé d'habitats aquatiques, boisés et herbacés en facilitant l'extension des habitats naturels limitrophes du site, sur celui-ci.

Illustration N°45



Source : Etude d'impact DAG - IATE 2004

Illustration N°46

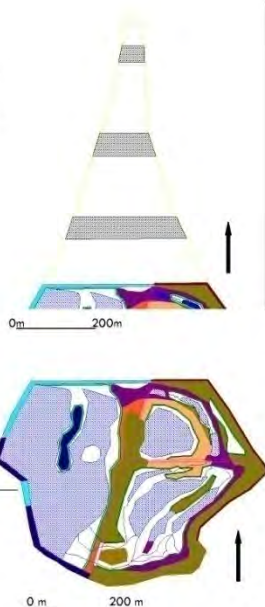
REMISE EN ÉTAT – REVÉGÉTALISATION DU SITE

Extraits étude FRAPNA 26

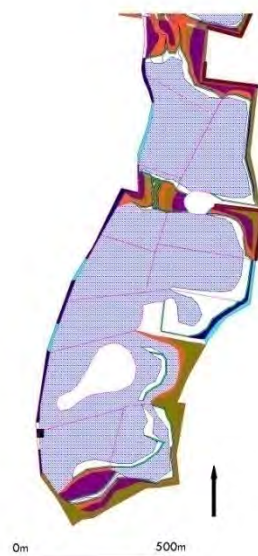
Légende

- Limite de la gravière
- Phase d'extraction
- Création de roselières sur hauts-fonds émergés temporairement
- Création de roselières sur les zones émergées en permanence
- Création des magnocarpicaies sur les zones émergées en permanence
- Création de saulaies par bouturage
- Reconstitution des Aulnaies - frênaies des Aho-padon
- Aide au départ pour le développement d'une ripisylve
- Plantation de fruticées/haies
- Semis sur les berges non-boisées
- Aide au développement des prairies hygrophiles et méso-hygrophiles
- Aide au développement des formations herbues sèches
- Plate - forme de traitement des stocks
- Seuil de passage de crues
- Mares permanentes

Secteur Ile Armand



Secteur Nogier – Grange Neuve



Secteur Grand Bois



Illustration N°47

REMISE EN ÉTAT – SYNTHÈSE

Extraits étude FRAPNA 26

Aperçu général des aménagements du relief



- Limite de la gravière
- Plate - forme de traitement des stocks
- Réseau des chemins et routes
- Réseau des fosses principales
- Réseau des fosses secondaires
- Plans d'eau en éléage
- Hauts-fonds immergés
- Hauts-fonds émergés
- Milieux terrestres basses
- Milieux terrestres élevés (niveau actuel)

0m 1000m

Aperçu général des milieux créés et de leur connectivité biologique avec les milieux naturels, boisés, limitrophes



- Limite de la gravière
- Réseau des chemins et routes
- Réseau des fosses principales
- Réseau des fosses secondaires
- Plans d'eau en éléage
- Hauts-fonds immergés
- Hauts-fonds émergés
- Milieux terrestres basses
- Milieux terrestres élevés (niveau actuel)

0m 1000m

Source : Etude d'impact DAG - IATE 2004

Outre ces espaces qui bénéficient d'une autorisation préfectorale, le plan de zonage du PLU prévoyait initialement d'autres espaces en zone Nc :

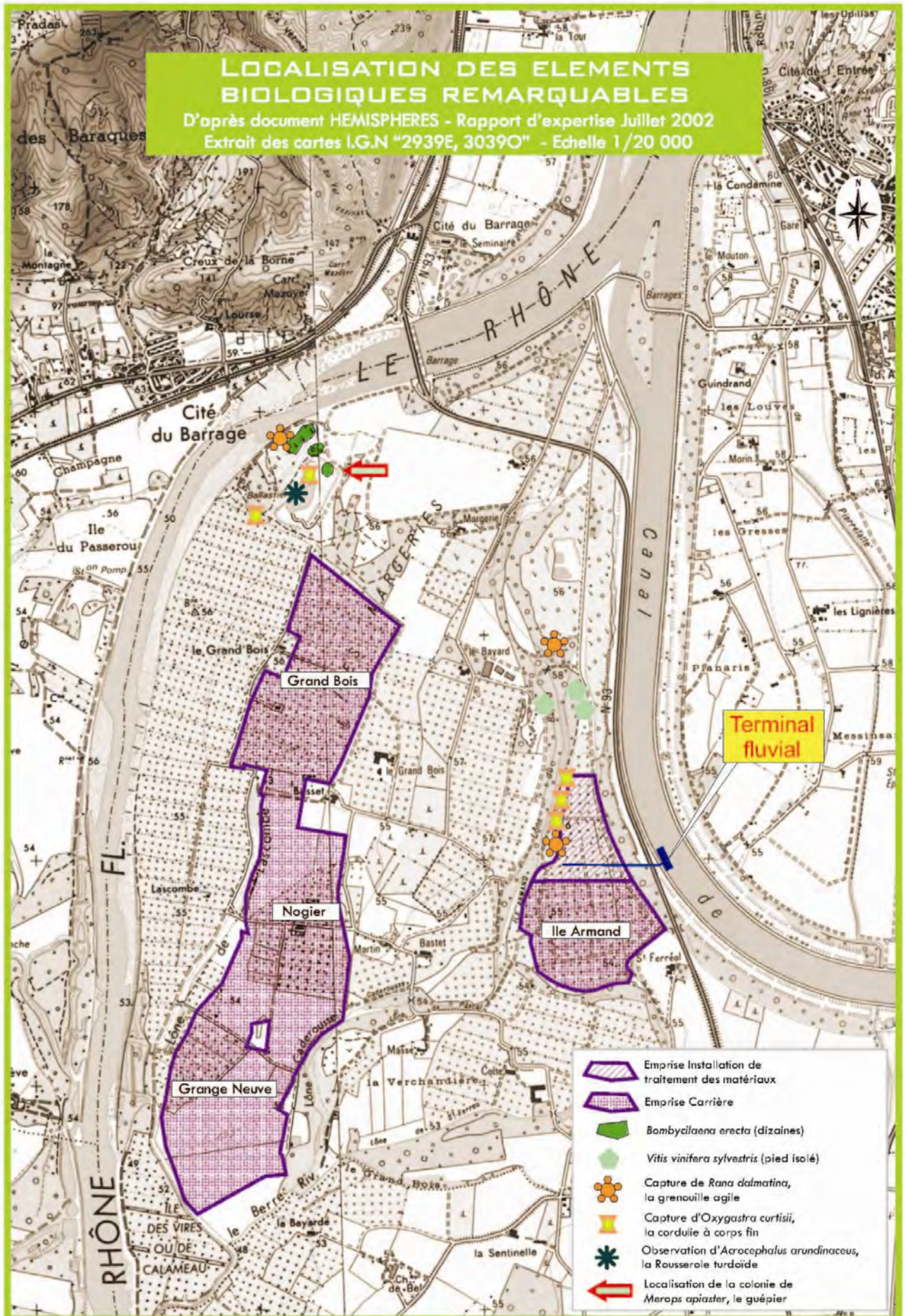
- Le secteur Saint-Ferréol Nord (lieu-dit Clerc), dans le triangle entre le Rhône et le canal de Donzère, sur une surface d'environ 35 ha, actuellement occupé à des fins agricoles.
- La carrière « Evesque », à l'Est du centre ville (environ 15 ha), en fin d'exploitation.

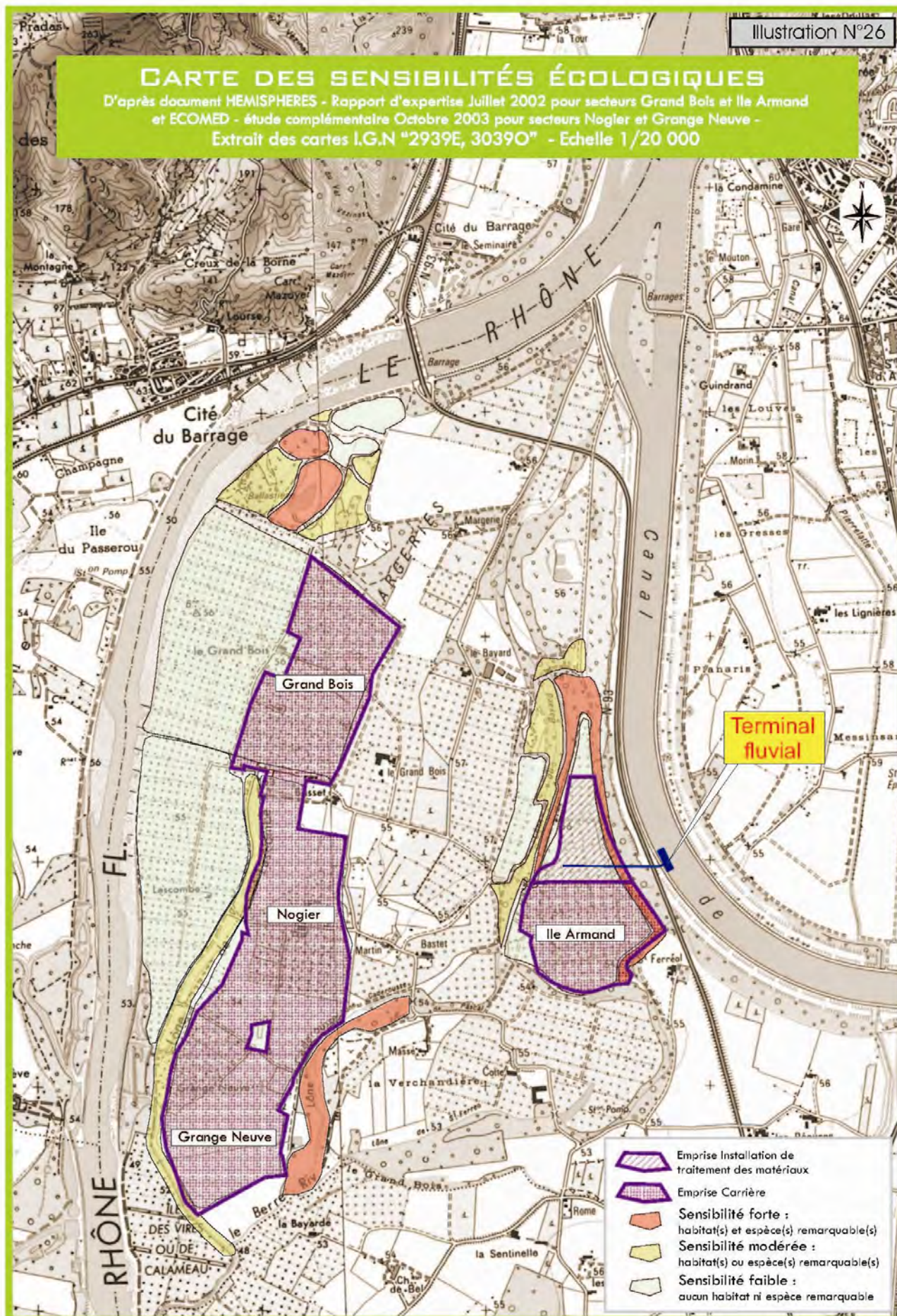
Le secteur de Saint-Ferréol nord s'inscrit en limite du site Natura 2000 répertorié. Cette partie du site Natura 2000 est considérée comme un des secteurs les plus sensibles de la plaine avec des espèces (grenouille agile, cordulie à corps fin, rousserole turdoïde, guépier) et des habitats remarquables (cf. cartes des sensibilités écologiques issues de l'étude d'impact). L'aménagement de gravières à proximité de ce site sensible est par conséquent susceptible d'engendrer des impacts notables sur les habitats et les espèces présentes (modification des habitats en lien avec une perturbation des écoulements hydrauliques, perturbation des espèces,...). C'est pourquoi il a été décidé sur le secteur de Saint-Ferréol Nord, dans le triangle entre le Rhône et le canal de Donzère, de ne pas inscrire en zone carrière la surface d'environ 35 ha pressentie initialement.

Les différents secteurs envisagés pour les activités de gravières se localisent en bordure des limites définies pour le site Natura 2000, mais leur positionnement en bordure des lînes (Caderousse, Saint-Ferréol) risque de perturber leur fonctionnement hydraulique (drainage de la nappe ou au contraire relèvement de la nappe). La modification du fonctionnement hydraulique des lînes aura pour conséquence plus ou moins directe la modification des habitats naturels présents et de fait une modification des espèces pouvant y être accueillies.

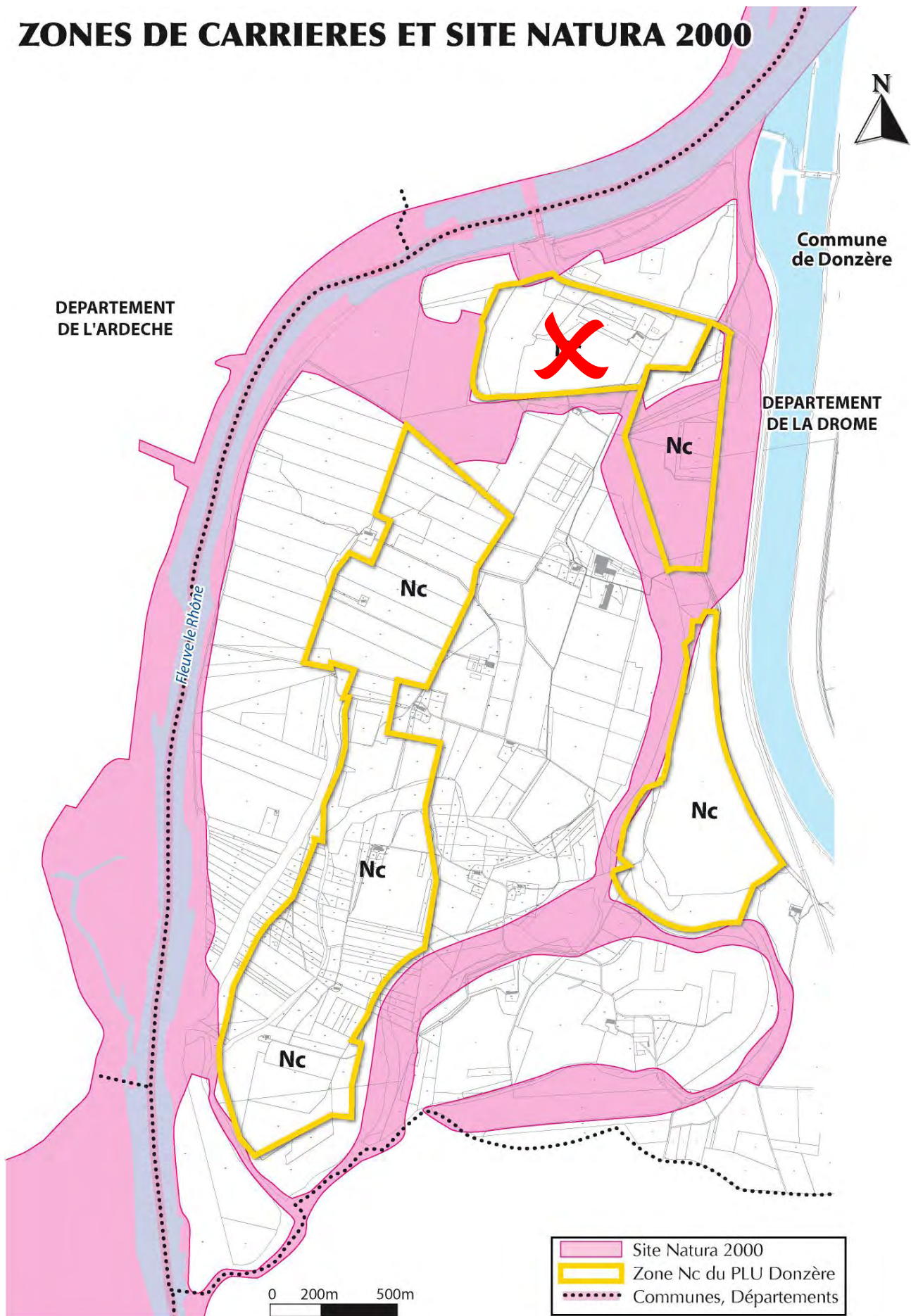
Cette incidence indirecte est valable pour l'ensemble du secteur des îles ; c'est pourquoi, dans le cadre des activités de gravière autorisées, un suivi piézométrique a été mis en place pour surveiller le fonctionnement de la nappe (cf. incidence sur la ressource en eau). En effet, le fonctionnement écologique de ces milieux est clairement lié à la distribution spatiale des débits échangés entre la nappe et les lînes qui constituent ses points de débordement, mais aussi à la variabilité temporelle de ces débits qui est en rapport avec le cycle biologique annuel de l'écosystème.

Par ailleurs, l'ouverture de la lîne Bayard est inscrite dans le Plan Rhône dans l'objectif de réduire les risques d'inondation dans la vallée du Rhône. Cet aménagement nécessite le creusement de la lîne et aura par conséquent une incidence sur les habitats naturels et les espèces présentes (destruction des habitats). Les incidences de ce projet seront précisées devront être précisées en préalable à la réalisation de ces travaux et des mesures compensatoires devront également être mises en place.





ZONES DE CARRIERES ET SITE NATURA 2000



3.3.3 - Incidences sur la Znieff I « Canal de Donzère Mondragon et aérodrome de Pierrelatte »

Cette Znieff de type I s'étend sur plusieurs communes et concerne une superficie d'environ 579 ha répartie sur deux sites : le canal de Donzère à Mondragon et ses abords, et l'aérodrome de Pierrelatte. Les abords du canal de Donzère sont classés depuis 1954 en réserve de faune et revêtent une grande importance pour l'hivernage des canards et oiseaux d'eau. Les milieux rivulaires présentent également un intérêt écologique avec la présence d'insectes et d'oiseaux.

L'ensemble du site (sur le territoire communal) figure en zonage naturel Nf dans lequel sont autorisés les constructions, installations, équipements et ouvrages techniques ainsi que l'utilisation du sol (affouillements, exhaussements, etc.) nécessaires à l'entretien, l'exploitation, l'amélioration et le renouvellement des ouvrages de la Compagnie Nationale du Rhône et les constructions réalisées par la Compagnie Nationale du Rhône dans le cadre de la concession à buts multiples qui lui a été délivrée par l'Etat, à condition que les constructions autorisées respectent les diverses réglementations en vigueur.

Le terminal fluvial envisagé dans le cadre des activités d'extractions de matériaux de DAG s'inscrira dans cette Znieff et sera susceptible d'engendrer des impacts sur la faune et la flore recensée : destruction d'habitats, perturbation des espèces. La nature et l'importance des impacts devront être précisées dans le cadre de l'étude d'impact préalable à la réalisation de ce projet.

3.3.4 - Incidences sur la Znieff I « Vieux Rhône et îlons du Rhône de Viviers à Pont-Saint-Esprit »

Cet espace recensé en Znieff de type I s'étend sur une superficie totale de 869 ha et concerne les milieux alluviaux du Rhône de Viviers à Pont-Saint-Esprit. Une grande diversité d'habitats naturels est recensée : bancs de graviers, pelouses calcaires, aulnaies frênaies, saussaies, ...

La fiche Znieff liste les espèces animales et végétales recensées sur ce site :

- Les espèces végétales : jonc fleuri, souchet brun, hydrocharis morène, léersie faux riz, naïade marine, petit nénuphar, orchis à odeur de vanille, renoncule scélérate, rubanier émergé.
- Les espèces animales : crapaud calamite, rainette méridionale, pélodyte ponctué, campagnol amphibie, castor d'Europe, autour des palombes, rousserolle turdoïde, martin-pêcheur d'Europe, héron cendré, héron pourpré, bouscarle de Cetti, petit Gravelot, cisticole des joncs, pic épeichette, aigrette garzette, faucon hobereau, bécassine des marais, milan noir, bihoreau gris, balbuzard pêcheur, rémiz penduline, sterne pierregarin, chevalier guignette, alose feinte, toxostome, brochet, apron.

La mise en œuvre du PLU aurait été susceptible d'avoir une incidence sur la nature et la fonctionnalité des milieux recensés avec la mise en place d'un zonage Nc permettant le développement des activités d'extraction de matériaux en limite du site recensé en Znieff (secteur de Saint-Ferréol nord). Le développement d'activités de carrières à proximité de ce site aurait risqué par conséquent d'entraîner la perturbation d'habitats naturels et d'espèces protégées. C'est la raison pour laquelle ce secteur a été zoné finalement en zone A (agricole).

3.3.5 - Incidences globales et cumulées des carrières sur les milieux naturels

Une partie significative du secteur des Iles (184 ha) figure en zonage « carrière », alors que ce secteur constitue un site remarquable avec des habitats naturels et des espèces d'intérêt patrimonial. Deux enjeux sont à concilier sur cette plaine puisqu'elle constitue un site stratégique dans la vallée du Rhône pour l'extraction de matériaux, mais elle abrite également des habitats d'intérêt communautaire. Toutes les surfaces d'exploitation sont actuellement autorisées par arrêté préfectoral. Le plan de zonage proposait initialement des surfaces supplémentaires sur le secteur de Saint-Ferreol (soit 35 ha) qui ne semblaient pas être justifiées au regard :

- Des surfaces de carrières déjà autorisées qui permettent une exploitation et une production importante (1 000 000 de tonnes de matériaux par an) sur les 25 prochaines années.
- Des incidences potentielles sur les habitats et les espèces et sur le fonctionnement hydrologique de la nappe et des lônes, ayant un lien direct avec la nature des habitats naturels et leur fonctionnement.

C'est pourquoi le PLU a finalement retenu uniquement les carrières autorisées par arrêté préfectoral et n'a pas retenu le maintien des 35 ha prévus sur le secteur de Saint-Ferreol.

Il est rappelé que le schéma départemental des carrières de la Drôme précise que des ouvertures de carrières peuvent être autorisées dans ces zones sensibles (classe 2) sous réserve que l'étude d'impact démontre que le projet n'obère en rien l'intérêt du site et que des prescriptions particulières très strictes pourront y être demandées.

L'objectif de la commune est de regrouper les activités de carrières dans le secteur des Iles. La carrière Evesque, localisée à l'Est du centre ville et qui a une autorisation accordée jusqu'en 2012, ne sera plus exploitée.

3.3.6 - Incidences sur la Znieff I « Robinet de Donzère »

Cet espace recensé en Znieff de type I occupe une superficie de l'ordre de 365 ha et concerne aussi bien les falaises du défilé que le plateau calcaire, recouvert d'une garrigue dense, de boisements de chênes verts et de pelouses sèches.

La partie Est du plateau est partiellement urbanisée, le long du chemin du paradis, sur une largeur de 300 mètres environ. Il s'agit essentiellement de maisons individuelles implantées de manière diffuses ou sous forme de lotissements.

Le PLU classe la majorité de cette Znieff en zonage naturel (N ou Nr) qui permet de protéger le site de nouvelles constructions. En revanche, la partie urbanisée du plateau figure en zone Ud (correspondant à un vaste secteur d'urbanisation diffuse sur lequel la densification des terrains déjà urbanisés est limitée en application de l'article L123-1-1 du Code de l'urbanisme, compte-tenu des enjeux environnementaux et territoriaux) au sein de laquelle certaines parcelles sont encore libres de construction (environ 12 ha) et réparties de manière diffuse. Le plateau des Opillas faisait l'objet d'un PAE et les surfaces constructibles ont été fortement réduites dans le cadre du nouveau plan de zonage. Il reste toutefois quelques parcelles disponibles, dont certaines font déjà l'objet de permis de lotir avant l'arrêt du nouveau projet de PLU.

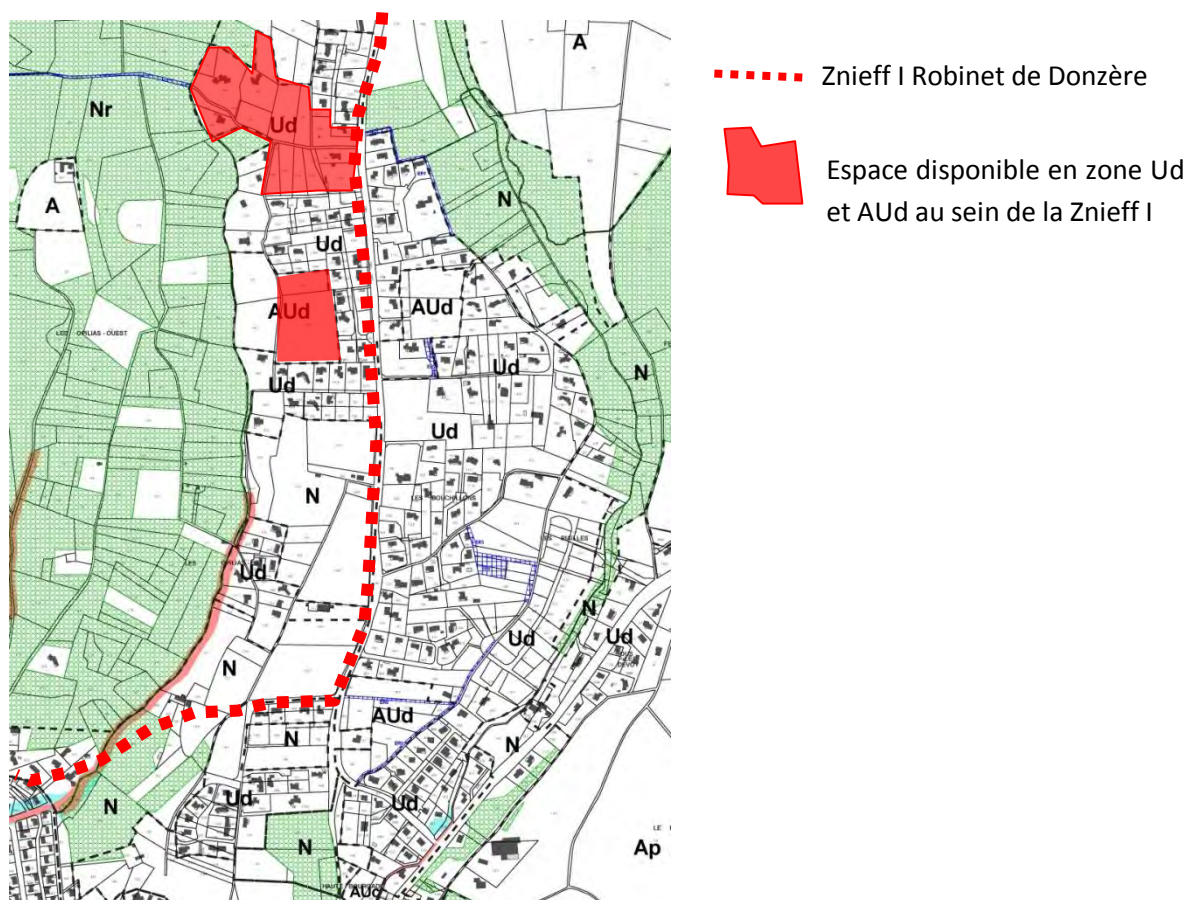
Ces parcelles sont composées de boisements ou de pelouses sèches, susceptibles d'abriter des espèces protégées (flore, oiseaux,...). La fiche Znieff liste les espèces inventoriées sur ce site :

- Espèces végétales : orchis à longues bractées, ciste à feuilles de sauge, colchique de Naples, euphorbe à têtes jaune d'or, euphorbe sillonnée, corbeille d'argent à gros fruits, jasmin buissonnant, genévrier de Phénicie, orchis à trois dents, stipe d'Offner.

- Espèces animales : martinet à ventre blanc, grand-duc d'Europe, bouscarle de Cetti, alouette lulu, merle bleu, petit murin, grand murin, grand rhinolophe, petit rhinolophe.

Ces espaces potentiellement urbanisables (et pour lesquels des orientations d'aménagement sont réalisées) ne représentent qu'une faible partie du site (<3%) mais participent de manière globale à la mosaïque de milieux à l'origine de l'intérêt écologique du secteur. Des orientations d'aménagement encadrent l'urbanisation de ces parcelles et prévoient ainsi une faible densité permettant une large présence du végétal. Néanmoins, les échanges écologiques seront limités par les différentes clôtures et voiries qui seront aménagés.

En outre, le site intègre également une petite zone agricole A permettant la création de bâtiments d'exploitation autour du siège.



3.4 - Incidences de la mise en œuvre du PLU sur les espaces agricoles

Sur les 290 ha qui seront consommés par les différents projets (habitat, économie et carrières), près de 80% présentent une vocation agricole. Cet effet d'emprise correspond à environ 20% de la surface agricole utile de la commune et équivaut à la suppression théorique des surfaces exploitées de 3 à 4 exploitations (taille moyenne d'une exploitation agricole sur la commune). Environ 14 exploitations (sur les 32 existantes sur le territoire) seront affectées par la mise en œuvre du plan de zonage avec des effets d'emprise variables.

Les effets d'emprise s'exerceront essentiellement sur des espaces de vergers (secteur des Iles) et de cultures dans la plaine. Dans le secteur des Iles, l'ouverture progressive des carrières autorisées permettra aux exploitations concernées d'anticiper les mutations annoncées.

L'impact de la mise en œuvre du PLU sur l'économie des exploitations agricoles est analysé dans le rapport de présentation : enclavement ou suppression des sièges d'exploitation, emprise par rapport aux surfaces exploitées totales,.... La Chambre d'Agriculture a été associée à l'élaboration du PLU.

3.5 - Incidences de la mise en œuvre du PLU sur la ressource en eau

3.5.1 - Incidences globales sur la ressource en eau

La mise en œuvre du PLU est susceptible d'engendrer des impacts sur la ressource en eau de deux manières :

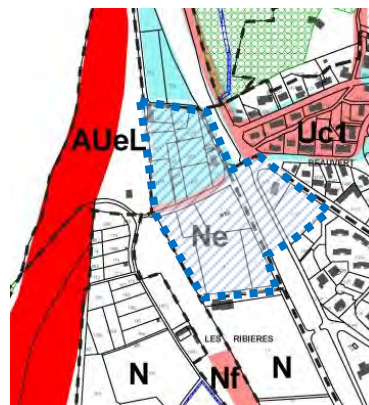
- De manière « directe », en envisageant des zonages affectant directement un milieu aquatique ou un espace stratégique pour la ressource en eau
- De manière « indirecte », en lien avec les surfaces imperméabilisées prévisibles, les rejets d'eaux usées engendrés et les besoins en eau potable engendrés par l'accueil de nouveaux habitants.

Les incidences directes sur les milieux aquatiques

Les impacts directs sur les milieux aquatiques (superficiels et souterrains) et humides pourront potentiellement être générés par le développement des activités de carrières dans la plaine du Rhône. Les incidences de telles activités sur la nappe et les lînes sont en cours d'étude dans le cadre du projet DAG autorisé sur 155 ha. Le dispositif de suivi piézométrique et les incidences de tels aménagements sont développés dans le chapitre suivant 3.4.2.

Les secteurs stratégiques pour la ressource en eau

Le périmètre de protection du captage des Ribières, utilisé pour l'alimentation en eau potable de la commune, bénéficie en partie seulement d'un zonage Ne (zone naturelle sous secteur équipement). La partie Est figure en zone Ub. Les aménagements prévus sur ces espaces devront respecter les prescriptions mentionnées dans l'arrêté préfectoral définissant le périmètre de protection.



Périmètre de protection du captage des Ribières

L'imperméabilisation des surfaces

La mise en œuvre du PLU est susceptible d'engendrer une imperméabilisation des surfaces de l'ordre de 50 à 70 ha, ce qui correspond à une augmentation d'environ 30% des surfaces actuellement imperméabilisées estimées sur la commune à environ 200-230 ha (estimation approximative). Le développement de telles surfaces nécessitera l'aménagement d'espaces de rétention des eaux pluviales en amont afin de réduire les volumes d'eaux de ruissellement rejetés dans les milieux récepteurs situés en aval (ruisseau des Riailles et des Opillas notamment qui s'écoulent en direction du centre ville au pied de la coteière).

Des efforts devront également être réalisés dans le cadre des différents aménagements afin de réduire l'imperméabilisation des surfaces, notamment pour les espaces de stationnement. Le règlement du PLU précise que toutes les dispositions doivent être envisagées pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise des débits et de l'écoulement des eaux pluviales des parcelles, sans toutefois fixer des objectifs chiffrés.

Les besoins en eau potable

La gestion qualitative et quantitative de l'eau potable est jugée satisfaisante sur le territoire. L'eau potable distribuée sur la commune provient uniquement du captage des Ribières. La fragilité liée à l'unicité de la ressource sera prochainement réduite par la mise en place d'un château d'eau sur la colline du Navon, géré par le SIVOM du Navon et regroupant différentes ressources.

L'accueil d'une population supplémentaire et de nouvelles activités engendrera des nouveaux besoins, mais ceux-ci seront satisfaits sans problématique majeure. Les aménagements futurs nécessiteront une extension et un renforcement des réseaux, mais la ressource en eau disponible est en adéquation avec les besoins.

Les besoins d'assainissement

Le traitement des eaux usées est assuré par la station d'épuration située au Sud de la commune, qui présente une capacité d'épuration de l'ordre de 13 000 équivalents-habitants. Les charges d'effluents supplémentaires liées au développement économique et résidentiel peuvent être estimées à environ 2500 équivalents-habitants mais seront variables en fonction de la typologie des entreprises accueillies. Cette charge supplémentaire semble pouvoir être traitée au droit de la station d'épuration actuelle, qui présente des capacités de traitement supplémentaires estimées à 4200 équivalents-habitants. La marge d'amélioration des capacités de traitement de la station pourra être optimisée par la réduction des rejets effectués par les différentes entreprises raccordées.

Les différents aménagements nécessiteront l'extension et le renforcement des réseaux d'assainissement. Les futures zones d'urbanisation seront toutes raccordées au réseau d'assainissement collectif.

3.5.2 - Incidences des activités de carrières sur le système lône/nappe

Les lônes ont pour origine d'anciens bras du Rhône abandonnés et partiellement colmatés. Elles constituent à présent de légères dépressions dans le paysage soulignant les anciens lits mineurs du fleuve, occupées par des zones humides et par des plans d'eau dans les secteurs les plus bas. Les différentes lignes d'eau sont en relation hydraulique avec la nappe alluviale. Globalement, les lônes fonctionnent comme des zones de débordement de la nappe, et sont donc très influencées par son niveau piézométrique. Ceci explique que, bien que le drainage général s'effectue du nord vers le sud et de l'est vers l'ouest en direction du cours naturel actuel du Rhône, l'écoulement dans les lônes n'est continu qu'en période de hautes eaux.

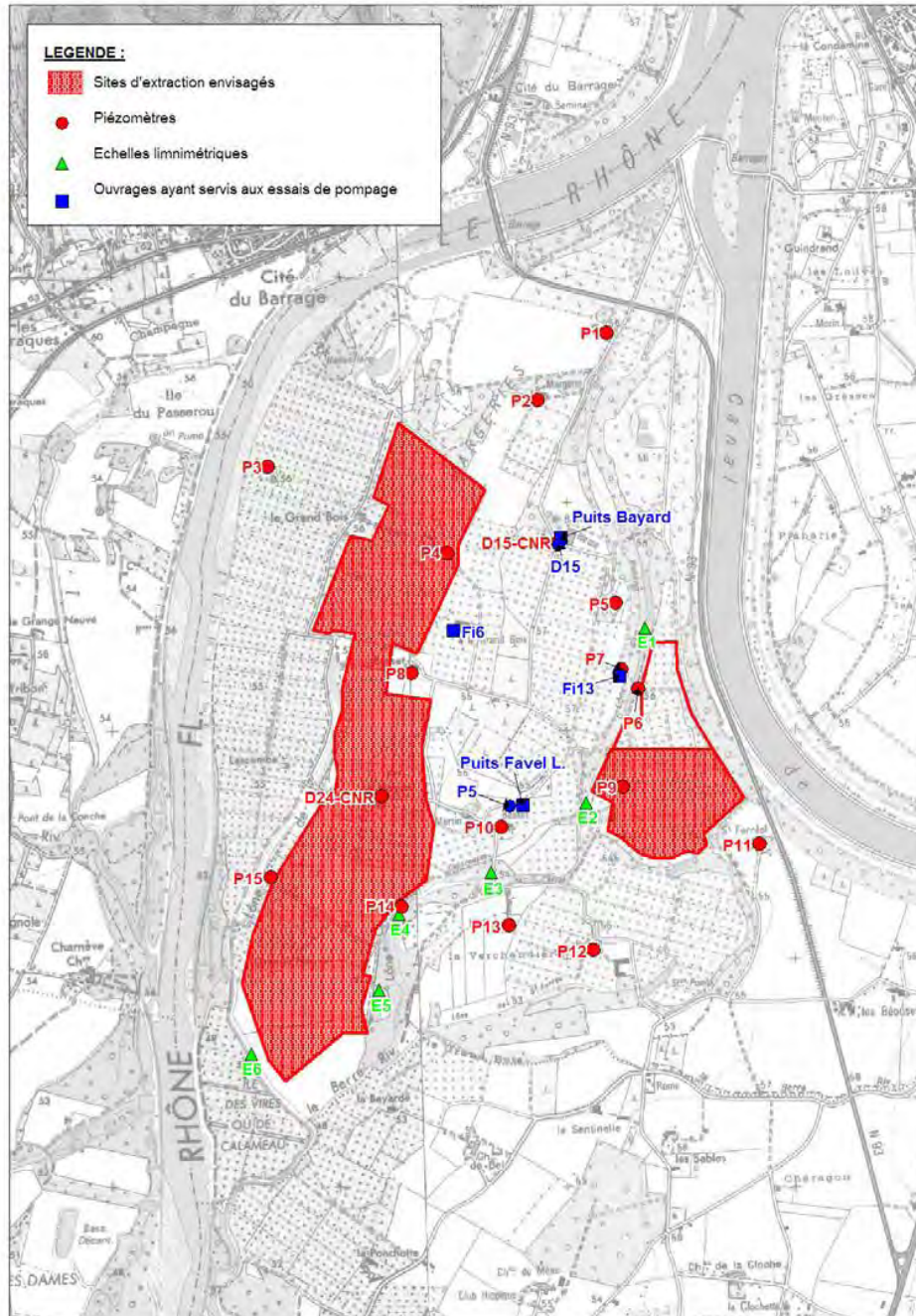
Tout aménagement qui peut influencer le régime hydrodynamique de la nappe peut donc avoir un impact sur celui des lônes. Les futures gravières constitueront des excavations dont le fond correspondra au substratum argileux de la nappe alluviale ; elles seront donc en eau pendant l'exploitation et le demeureront après sa cessation. Les gravières ouest, les plus étendues, se développeront selon un axe nord-sud sur près de 2,5 km, orthogonalement à la direction générale est-ouest de l'écoulement de la nappe.

Sur le plan hydrodynamique deux types d'impacts sont attendus :

- Pour ce qui concerne l'état moyen de la nappe, les plans d'eau qui interceptent la totalité de l'extension verticale de l'aquifère vont constituer une zone de très forte perméabilité à gradient hydraulique quasi nul, entraînant un abaissement du niveau piézométrique à l'amont et un relèvement à l'aval. Selon la piézométrie de juillet 2002, le gradient moyen de la nappe, dans le secteur des futures gravières ouest, est de l'ordre de 2 m par km. Un plan d'eau de 500 m d'extension, dans le sens de l'écoulement, concernerait donc une portion de nappe où la perte de charge initiale serait de l'ordre de 1 m, qui ramenée à zéro, impliquerait donc un rabattement de 0,50 m à l'amont et une remontée équivalente à l'aval. Le plan d'eau s'établirait ainsi aux alentours de la cote moyenne initiale de la nappe dans le secteur.

Carte de localisation des mesures réalisées

Etude de l'impact hydrogéologique de l'exploitation de granulats sur la commune de Donzère
- Sogreah janvier 2010



- Concernant l'impact sur la variabilité saisonnière de la nappe : Un plan interceptant une nappe souterraine constitue une zone de stockage locale d'eau par différence de coefficient d'emménagement entre le milieu d'eau libre (100%) et le milieu aquifère (environ 10%). Ceci a pour conséquence qu'en période de recharge la nappe remonte plus vite que le plan d'eau et qu'en période de tarissement elle descend plus rapidement. Il en résulte que le plan d'eau exerce un effet régulateur sur les variations piézométriques dans la mesure où il a tendance à alimenter la nappe en période sèche et à la drainer en période humide. Ce phénomène est d'autant plus marqué que la surface du plan d'eau est importante. On peut donc s'attendre à une réduction de la variabilité saisonnière de l'alimentation des lônes dans la zone d'influence des gravières.

Les mesures proposées concernent la réduction de la perméabilité des berges des plans d'eau en amont de l'écoulement, afin de freiner l'écoulement souterrain et de provoquer ainsi une remontée piézométrique. Ainsi, les gravières, au lieu de faciliter l'écoulement de la nappe, constituent un barrage hydraulique dont l'effet est notable étant donné leur extension perpendiculaire à l'écoulement régional. Le modèle mathématique prévoit une remontée de la nappe par rapport à la situation initiale dans le secteur de la zone de Caderousse.

Afin de vérifier l'impact de l'activité d'extraction sur le fonctionnement des lônes et d'améliorer la connaissance des systèmes hydrologiques, un suivi piézométrique a été mis en place. Les résultats permettront de mieux évaluer les mesures compensatoires qui s'avéreront éventuellement nécessaires au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.

L'expertise hydraulique réalisée en 2006 par Hydratec conclut que le projet de carrière s'inscrit à l'extérieur de l'espace de mobilité fonctionnel du fleuve et qu'il n'influencera donc pas le régime de transport solide du fleuve et sa dynamique fluviale. En outre, avec les mesures compensatoires envisagées, le modèle met en évidence que la totalité des débits supplémentaires transitant dans le lit majeur au droit du projet de carrière sera ainsi restituée au Rhône dans la partie aval du projet. De ce fait les résultats ne font pas apparaître d'impact significatif en cote et en débit dans la plaine de Donzère sur la commune de Pierrelatte en aval du projet.

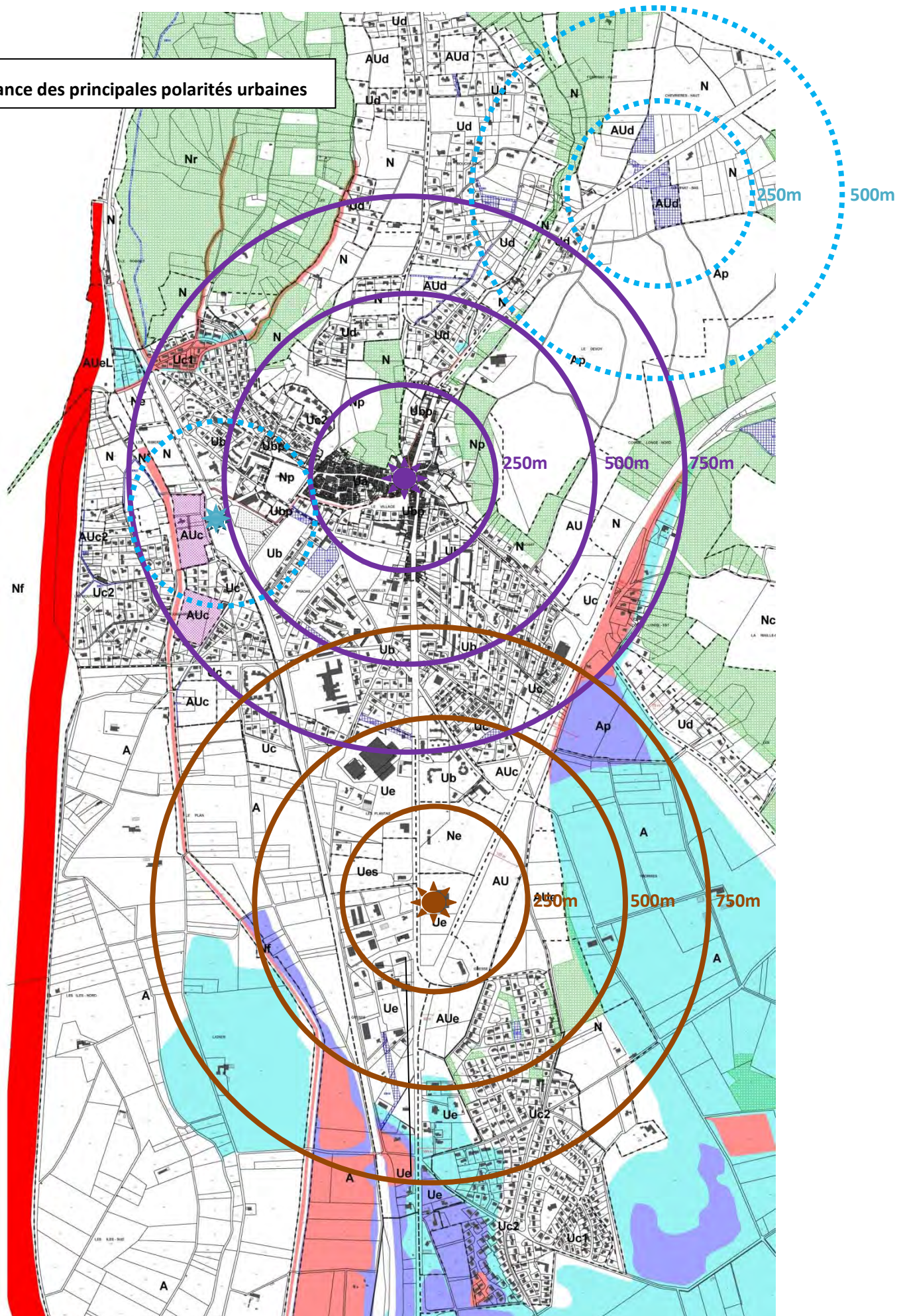
3.6 - Effets de la mise en œuvre du PLU sur les ressources naturelles

3.6.1 - Les consommations énergétiques

Globalement, la mise en œuvre du PLU va dans le sens d'une meilleure maîtrise des consommations énergétiques, aussi bien dans le domaine résidentiel que dans celui des transports, même si la configuration relativement étendue de la commune n'est pas propice à la réduction des trajets automobiles.

Le potentiel de renouvellement urbain par réhabilitation n'est pas estimé, mais il permettrait d'améliorer, sans toutefois être significatif, la performance énergétique du parc de logements. De même, le développement de formes urbaines plus denses permettra également de réduire les déperditions énergétiques liées au chauffage des constructions. Les économies d'énergie liées aux formes urbaines auraient pu être accrues par la mise en œuvre de densités plus importantes sur le territoire. Le règlement permet par ailleurs l'installation de dispositifs permettant l'utilisation des énergies renouvelables.

Distance des principales polarités urbaines



La commune bénéficie d'une desserte ferroviaire avec une gare à proximité du centre ville et est également desservie par les transports collectifs départementaux. Néanmoins, la commune ne dispose pas d'une desserte cadencée permettant d'offrir une réelle offre alternative à la voiture individuelle.

Dans le secteur de la gare, des zones d'urbanisation future (AUc) sont envisagées et certaines zones Ub présentent encore des disponibilités importantes. Le rapprochement vers cet équipement permettra aux futurs habitants de relier Montélimar en 10 minutes et Valence en 40 minutes.

Les autres zones d'urbanisation future, qui accueilleront 70% des logements à créer, ne bénéficient pas d'une desserte en transport collectif à proximité. Les différents pôles d'emplois répartis sur le territoire ne bénéficient pas non plus de desserte en transport en commun. Les déplacements domicile/travail des actifs seront par conséquent plus importants, ce qui engendrera une augmentation des consommations énergétiques.

Pour les secteurs les plus proches de polarités (distance inférieure à 500 m), les déplacements pourront éventuellement être réalisés en mode doux, dans la mesure où le réseau cyclable et piétonnier de la commune se développera parallèlement. Il est d'ailleurs possible d'estimer à environ 20% la part des futurs logements qui seront réalisés à plus de 750 m d'une polarité existante. Le PLU envisage la création d'une nouvelle polarité d'équipement en partie nord du plateau du Devois, de part et d'autre de la route. Le positionnement des emplacements réservés pour ces équipements, relativement isolé et éloigné des zones urbaines denses, s'inscrit plus dans un contexte intercommunal que communal.

Par ailleurs, il est regrettable que les orientations d'aménagement esquissées pour les aménagements envisagés sur le plateau des Opillas (Bouchillons, Haute Bourgade) intègrent parfois la réalisation de voiries en impasse, ne favorisant pas ainsi pleinement la circulation et la perméabilité des espaces aménagés du plateau. Il aurait en outre été intéressant de prévoir l'aménagement d'un réseau modes doux reliant les polarités aux principaux espaces urbanisés.

3.6.2 - La qualité de l'air

L'accueil de nouveaux habitants et de nouvelles activités vont engendrer une augmentation du trafic routier (véhicules légers et poids lourds) qui peut être estimée approximativement entre 4800 et 6 000 véhicules/jour (sans compter les poids lourds), et qui se répartira sur l'ensemble du réseau routier.

Néanmoins, au regard de la localisation des zones d'urbanisation future, l'augmentation de trafic (avec une hypothèse de 2 voitures par logements et d'un seul aller-retour par jour) sera essentiellement supportée par la RN 7, la RD 844, la RD 144 et la route communale permettant le franchissement de la voie ferrée.

On remarquera que certains projets sont en cours de réflexion concernant l'aménagement d'un terminal fluvial dans le cadre des activités d'extraction de matériaux dans la plaine (projet porté par la société Drôme Ardèche Granulats) et d'un port fluvial au Sud de la commune (La Garde Adhémar). L'utilisation du canal de Donzère pour le transport de matériaux divers permettra de limiter à terme le nombre de poids lourds sur les RN 93 et RN 7. Aucune estimation n'est actuellement disponible concernant le trafic fluvial envisagé.

Même si certains trajets (les plus courts) pourront être effectués à pied ou à vélo, l'augmentation de trafic sera significative et se traduira par une augmentation des émissions de polluants et des gaz à effet de serre, qui ne peut être appréciée quantitativement. La qualité de l'air sur le territoire est fortement liée au trafic routier et aux rejets industriels, mais elle ne semble pas présenter de dégradations particulières. Certaines zones d'urbanisation actuelle ou future sont localisées en bordure de la RN 7 (l'Enclos) et seront par conséquent soumises à cette augmentation des concentrations de polluants.

3.6.3 - Les nuisances sonores

Cette augmentation de trafic se traduira également par une augmentation des nuisances sonores. L'ambiance sonore sera essentiellement dégradée aux abords des principales voiries qui supporteront l'essentiel du trafic (RN7, RD 844, RD 144). Les secteurs dont l'ambiance acoustique est et sera dégradée sont localisés à proximité de la RN 7 (l'Enclos) et en bordure de la voie ferrée.

L'aménagement des zones d'urbanisation future localisées en bordure de la voie ferrée devra mettre en œuvre une protection efficace contre les nuisances sonores liées au trafic ferroviaire.

Les différents pôles d'activités prévus sont relativement éloignés des habitations et seront par conséquent peu générateurs de nuisances. On notera toutefois le développement de la zone d'activités artisanales et commerciales au contact de la cité des chênes, qui pourrait affecter légèrement la tranquillité des habitations situées en périphérie.

Les activités de carrière dans la plaine du Rhône seront également susceptibles d'engendrer des nuisances acoustiques vis-à-vis des riverains, en lien avec le trafic des poids lourds, mais également de l'activité d'extraction elle-même.

3.6.4 - L'extraction des matériaux

Le territoire communal bénéficie d'un site stratégique pour la ressource alluvionnaire (sables et graviers). La plaine du Rhône fait déjà l'objet d'une exploitation avec une autorisation sur une surface totale de 155 ha, permettant une production de l'ordre de 1 000 000 tonnes par an sur une durée de 25 ans.

Le PLU envisage environ 35 ha de surfaces supplémentaires en zone de carrière dans le secteur des Iles du Rhône, relativement sensible d'un point de vue écologique et hydraulique.

3.7 - Incidences de la mise en œuvre du PLU sur les paysages

3.7.1 - Les grands équilibres paysagers

La mise en œuvre du PLU va entraîner certaines évolutions ou modifications des caractéristiques et ambiances paysagères des différentes entités structurant le territoire. Ainsi, le secteur des Iles, la plaine agricole et le plateau des Opillas seront concernés par une évolution de leurs paysages en lien avec le développement de l'urbanisation et des activités de gravières. En revanche, la mise en œuvre du PLU n'aura pas d'incidence directe sur les qualités paysagères du site inscrit du Robinet du défilé de Donzère. Les espaces agricoles du plateau du Devois bénéficient d'un zonage Ap mettant en évidence les enjeux paysagers du plateau.

L'accessibilité aux principaux espaces naturels et/ou de loisirs ne sera pas modifiée par les différents projets envisagés dans le cadre du PLU. L'accessibilité au Rhône pourra être valorisée par l'aménagement d'un port de loisirs pour lequel un zonage AUeL est prévu. Aucun autre projet n'est envisagé dans le cadre de la valorisation du fleuve ou du canal de Donzère. Les abords de ce dernier seront d'ailleurs modifiés par l'aménagement du terminal fluvial et de la zone AU envisagée pour augmenter les surfaces de stockage de l'entreprise Fabemi.

Certains projets d'urbanisation modifieront de façon significative les perceptions caractérisant les entités paysagères ; il s'agit principalement de :

- L'extension de la zone d'activités des Gresses
- L'urbanisation sur le plateau des Opillas
- Le développement des activités de carrières dans la plaine du Rhône

3.7.2 - Les incidences spécifiques à certains secteurs d'urbanisation future

L'extension de la zone d'activités des Gresses

L'extension de la zone d'activités des Gresses modifiera également les perceptions en développant un lien bâti continu entre la cité de Chênes et le reste de la ville. L'effet d'une urbanisation linéaire sera renforcé par cette continuité bâtie sur plus de 5 km entre le Nord et le Sud de la commune.

Par ailleurs, le « franchissement » à l'Est de la RN 7 marque le début d'un étalement urbain dans la plaine agricole, réduisant de fait les perceptions lointaines possibles depuis la route nationale. Un traitement architectural soigné devra être apporté à l'ensemble de l'extension afin de limiter les impacts paysagers de ce nouveau front bâti en bordure de RN.

L'urbanisation sur le plateau des Opillas

Les impacts paysagers engendrés par le développement de l'urbanisation sur le plateau des Opillas seront moins perceptibles dans la mesure où le développement de l'habitat sera diffus et de faible densité. Le caractère boisé et vallonné du secteur contribuera également à la réduction des perceptions paysagères.



Le développement des activités de carrières dans la plaine du Rhône

Le développement des activités de gravière dans la plaine du Rhône modifiera l'ambiance paysagère de ce secteur, sans toutefois avoir des incidences sur les perceptions lointaines (même si des perceptions sont possibles depuis les points hauts alentours). Les modifications paysagères seront liées à la suppression des vergers au profit des différents mouvements de terre permettant l'extraction des matériaux. Une partie de ces mutations pourra être visible depuis l'axe de la RN 93 qui longe cette plaine.



Modification de l'occupation agricole de la plaine au profit des extractions de matériaux

Le secteur de la gare

La densification progressive des espaces localisés à proximité de la gare va également modifier les perceptions et l'ambiance paysagère du secteur, qui sera redynamisé avec la création d'une deuxième polarité urbaine.



3.8 - Effets de la mise en œuvre du PLU sur les risques

3.8.1 - Les risques naturels

Le territoire est concerné par les risques d'inondations liées au débordement du Rhône et au ruissellement des eaux pluviales en provenance des différents plateaux.

Aucune zone d'urbanisation future n'est directement concernée par le risque d'inondation. Certaines parcelles disponibles en zone Ue au Sud de la commune sont toutefois concernées par les aléas faible et moyen. En outre, les secteurs d'urbanisation existants et futurs situés à l'Ouest de la voie ferrée sont concernés par le risque de rupture de digue.

L'augmentation de l'imperméabilisation des surfaces aura pour conséquence une augmentation des volumes d'eaux de ruissellement pouvant accroître les risques d'inondation en aval. Des mesures devront être envisagées pour réduire les taux d'imperméabilisation et retenir l'eau le plus en amont possible, afin que les volumes finalement rejetés ne soient pas significatifs par rapport au bassin versant du Rhône. Les surfaces imperméabilisées seront augmentées dans la plaine du Rhône et sur le plateau des Opillas. Des espaces de rétention des eaux pluviales seront nécessaires afin de ne pas aggraver les volumes de ruissellement qui s'écoulent en aval, en direction de zones urbanisées.

Par ailleurs, on notera le projet d'ouverture de la lône Bayard, envisagé dans le Plan Rhône, dans l'objectif de réduire les risques d'inondation dans la vallée du Rhône. Une étude est en cours de réalisation afin de mieux connaître l'incidence d'un tel projet sur les aléas d'inondations.

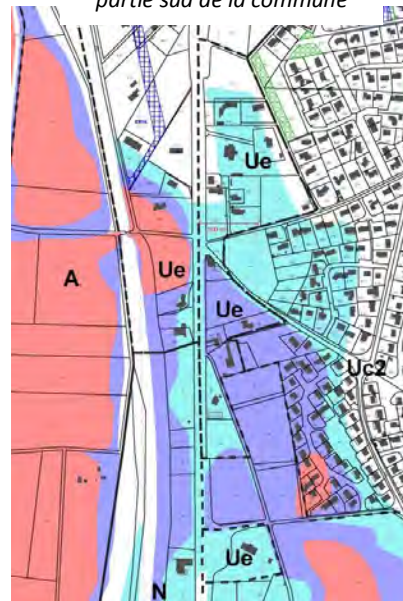
3.8.2 - Les risques technologiques

Le territoire communal présente certains établissements à risques, mais ces derniers restent maîtrisés à l'intérieur des limites de l'établissement. Un périmètre de risque de 200 m est toutefois affecté au site de SITA MOS, localisé à l'Est de l'A 7.

Aucune zone d'urbanisation future n'est concernée par un risque industriel ou technologique. Ainsi, la mise en œuvre du PLU n'engendrera pas une augmentation de la population exposée aux différents risques.

Enfin, d'anciens sites industriels (stockage de produits chimiques, stockage de gaz) ont été recensés dans le centre ville. Il conviendra par conséquent d'être prudent lors de l'aménagement de ces sites en évaluant les risques potentiels de pollution des sols.

Les aléas inondations dans la partie sud de la commune



4 - Suivi de la mise en œuvre du PLU

Dans le cadre de la mise en place d'un suivi de la contribution du PLU à l'environnement, il est recommandé de définir des indicateurs d'état de l'environnement susceptibles de mesurer son évolution. Les indicateurs de suivi proposés dans le tableau ci-dessous ont été définis en tenant compte de la hiérarchisation des enjeux environnementaux et des impacts les plus significatifs afin de sélectionner certains paramètres cruciaux. Ainsi, l'identification des transformations des dimensions de l'environnement les plus sensibles constituera une base de connaissance pour la prochaine révision du PLU. Ce tableau propose une série d'indicateurs. La commune pourra choisir certains de ces indicateurs afin de suivre l'état de l'environnement sur son territoire.

Élément ou problématique à caractériser	Indicateur proposé	Origine des données	Fréquence du suivi
Maintien des espaces naturels et agricoles			
Utilisation des sols et consommation d'espace	Surfaces des espaces artificialisés, des espaces naturels, des espaces agricoles	données permis de construire Chambre d'agriculture	Tous les 2 ans
Milieux naturels	Suivi écologique dans la plaine du Rhône en lien avec le développement des gravières	DAG	Tous les 2 ans
Gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau			
Gestion qualitative et quantitative des eaux souterraines	Pollution de la nappe par les nitrates ou les pesticides Suivi piézométrique de la nappe dans le cadre des activités de carrières	Agence de l'eau DAG	Tous les 2 ans
Gestion qualitative et quantitative de l'eau potable	Suivi de la qualité des eaux issues du champ captant des Ribières	Syndicat	Tous les ans
Rejets urbains	Capacité résiduelle de la step et suivi des rejets Linéaire de réseaux d'eaux usées	commune	Tous les 2 ans
Maîtrise de l'exposition aux risques technologiques et naturels			
Vulnérabilité aux risques	Surfaces des zones urbanisées dans les zones de risques et population résidant dans ces zones	commune	Tous les 2 ans
Cadre de vie	Nombre de personnes exposées à des niveaux de bruit gênants	DDT	Tous les 2 ans
Maîtrise de l'énergie			
Trafic routier	Trafic routier sur les principaux axes, part modal des déplacements	CG26	Tous les ans
Offre alternative	Part modal des déplacements, linéaire du réseau de bus, fréquentation Linéaire de pistes/bandes cyclables	CG26, commune	Tous les 2 ans
Equipements de production d'ENR	Installations de production d'énergie renouvelable (chaufferie bois, panneaux solaires,...)	Espace Info Energie, commune	Tous les 2 ans

5 - Articulation du plan avec les autres plans et programmes

Selon l'article L111-1-1 du code de l'urbanisme modifié par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) doivent être notamment compatibles avec les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) et les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). Les PLU doivent prendre en compte les schémas régionaux de cohérence écologique et les plans climat-énergie territoriaux lorsqu'ils existent. Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de trois ans.

L'objectif de ce chapitre est de décrire l'articulation du PLU avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale, avec lesquels le PLU doit être compatible ou bien qu'il doit prendre en considération. Les plans et programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale sont mentionnés dans l'article L122-4 du code de l'environnement. Il s'agit entre autre des Plans de Déplacements Urbains (PDU), des SDAGE, des Plans Départementaux d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA), des Schémas Départementaux des Carrières (SDC) et des programmes situés à l'intérieur du périmètre d'un site Natura 2000.

En l'absence de définition juridique précise de la notion de compatibilité, la jurisprudence du conseil d'État permet de considérer qu'« un projet est compatible avec un document de portée supérieure lorsqu'il n'est pas contraire aux orientations ou aux principes fondamentaux de ce document et qu'il contribue, même partiellement, à leur réalisation ». Ainsi un PLU est compatible si ses dispositions ne sont « ni contraires dans les termes, ni inconciliables dans leur mise en œuvre » avec les orientations des documents de niveau supérieur.

5.1 - La compatibilité avec les plans et programmes

5.1.1 - Le réseau des sites Natura 2000

La constitution du réseau Natura 2000 a pour objectif de maintenir les espèces et les habitats d'intérêt communautaire dans un bon état de conservation. La Directive Oiseaux (1979) et la Directive Habitats (1992) établissent la base réglementaire du grand réseau écologique européen. Les sites désignés au titre de ces deux directives forment le réseau Natura 2000. Ce réseau abrite des habitats naturels d'intérêt communautaire ou habitats d'espèces animales ou végétales participant à la richesse biologique du continent européen.

La commune de Donzère est concernée par le site Natura 2000 « Milieux alluviaux du Rhône aval » qui s'étend sur une superficie globale de 2112 ha et qui abrite une grande diversité de milieux : forêt alluviale, forêt mixte, prairies à molinie, pelouses calcaires, ... Le site abrite ainsi 3 habitats d'intérêt communautaire prioritaires et est intéressant pour un grand nombre d'invertébrés, de poissons et de mammifères (dont la loutre et le castor).

Le PLU n'envisage aucun effet d'emprise directe sur les sites répertoriés dans le réseau Natura 2000 (cf. chapitre 3.2.2). Néanmoins, le développement de zones de carrières à proximité immédiate des sites naturels est susceptible d'engendrer certaines perturbations des habitats et des espèces en place (dérangement, modification des habitats).

5.1.2 - Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée

Le territoire de Donzère est concerné par le SDAGE Rhône Méditerranée, approuvé le 20 novembre 2009. Le SDAGE s'articule autour de 8 orientations fondamentales, dont certaines ont une incidence directe sur les orientations du PLU :

- concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques : Le PLU limite les possibilités de dégradation des milieux aquatiques en assurant la préservation des espaces en bordure des rivières et en limitant les activités polluantes à proximité. Il permet toutefois le développement de carrières dans le secteur des lles, en bordure de lônes, où le système nappe/lône est extrêmement fragile.
- lutter contre les pollutions : Le PLU prescrit des conditions de rejets pour préserver les milieux récepteurs. En outre, il met l'accent sur la préservation du captage d'alimentation en eau potable des Ribières, mais permet toutefois l'urbanisation dans le périmètre de protection de celui-ci.
- atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir : Le PLU n'a pas d'interaction avec cet objectif.
- gérer les risques d'inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau : Le PLU préserve les champs d'expansion des crues des différents cours d'eau et limite l'aggravation des risques d'inondation en incitant à la réduction de l'imperméabilisation des surfaces.

En revanche, le PLU n'aura pas directement d'interactions avec les autres orientations du SDAGE Rhône Méditerranée : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité, intégrer les dimensions sociales et économiques de la mise en œuvre des objectifs environnementaux et renforcer la gestion locale de l'eau et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau.

5.1.3. - Le Plan Régional pour la Qualité de l'Air de Rhône Alpes

Le Plan Régional sur la Qualité de l'Air de Rhône Alpes, adopté en février 2001, est un outil d'information, de concertation et d'orientation qui se décline en quatre axes majeurs : développer la surveillance de la qualité de l'air, réduire les effets de la pollution sur la santé et l'environnement, maîtriser et réduire les émissions de pollution et mieux informer le public.

Les orientations du PLU ne sont pas en contradiction avec celles du PRQA, mais la mise en œuvre de celui-ci va engendrer un accroissement des déplacements automobiles en lien avec le développement résidentiel et économique. En l'absence d'un réseau de transport collectif structurant, l'augmentation de trafic générée se traduira par un accroissement des émissions de polluants dans l'atmosphère.

5.2 - La prise en compte des autres plans et programmes

Afin d'assurer la cohérence avec les autres documents d'urbanisme, l'élaboration du PLU est adossée à de nombreux documents, généralement de portée régionale ou départementale. Ces documents doivent être pris en compte ce qui signifie qu'ils ne doivent pas être ignorés par le PLU, mais ne justifie pas d'une compatibilité. Ces documents sont détaillés dans la liste ci-après (non exhaustive).

5.2.1 - Le Schéma Départemental des Carrières de la Drôme

Le schéma départemental des carrières fait apparaître que le territoire de la commune de Donzère comporte des zones à éléments ou préjugés favorables (ZEF ou ZPF selon classification des cartes géologiques du SDC) sans contrainte environnementale majeure (contraintes de niveau I à interdiction directe ou indirecte ou de niveau II à sensibilité forte, selon classification des contraintes du SDC). Les orientations prioritaires du

schéma visent à préserver l'accessibilité aux gisements essentiels, à rechercher des gisements de proximité et à économiser la ressource en matériaux alluvionnaires.

Le PLU prend en compte les besoins de matériaux à l'échelle du département en réservant un espace conséquent pour l'extraction de granulats. Le site fait déjà l'objet d'une extraction, autorisée par arrêté préfectoral.

5.2.2 - Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets de la Drôme

Le Plan Interdépartemental d'Elimination des Déchets (PIED) de la Drôme a été approuvé par arrêté interpréfectoral du 21 décembre 1995 et sa révision approuvée par arrêté du 9 novembre 2005. Le PIED prévoit une baisse de la production de déchets par habitants ce qui correspondrait pour les départements de l'Ardèche et de la Drôme, à une quantité variant de 262 000 à 309 000 tonnes en 2012. Par ailleurs, le Plan interdépartemental d'élimination des déchets du BTP a été approuvé par arrêté en juin 2004.

Aucune disposition particulière n'est envisagée sur la commune de Donzère. Le PLU prévoit toutefois l'extension du centre de stockage de SITA MOS de l'autre côté de la ligne LGV.

6 - Les méthodes employées

6.1. Cadre méthodologique général

Cette évaluation environnementale est réalisée conformément à la circulaire du 12 avril 2006 relative à l'évaluation de certains plans, schémas, programmes et autres documents de planification ayant une incidence notable sur l'environnement.

L'évaluation environnementale est une démarche qui permet de s'assurer que l'environnement est effectivement pris en compte, dans les mêmes conditions que les autres thématiques abordées dans le plan, afin de garantir un développement équilibré du territoire. Elle est l'occasion de répertorier les potentialités environnementales de celui-ci et de vérifier que les orientations, envisagées dans le plan, ne leur portent pas atteinte.

L'évaluation environnementale doit s'appuyer sur l'ensemble des procédés qui permettent de vérifier la prise en compte :

- des objectifs de la politique de protection et de mise en valeur de l'environnement, qui doivent se traduire par des engagements aussi précis que ceux relatifs à l'aménagement et au développement,
- des mesures pour limiter les incidences négatives et renforcer les effets positifs des orientations retenues,
- des résultats des débats de la concertation sur la compatibilité des différents enjeux territoriaux : économiques, sociaux et environnementaux.

La démarche de l'évaluation environnementale comporte plusieurs phases d'étude :

- l'analyse de l'état initial de l'environnement dégagant les enjeux et les objectifs environnementaux,
- l'évaluation des incidences des orientations sur l'environnement, à chaque étape de l'élaboration du projet,
- la recherche de mesures réductrices et correctrices d'incidences, sur la base de l'évaluation,
- le suivi et le bilan des effets sur l'environnement, lors de la mise en œuvre du plan au moyen d'indicateurs.

Il est précisé que l'avis du Préfet est préparé sous son autorité par la Direction Régionale de l'Environnement, en liaison avec les services de l'Etat concernés. L'avis porte à la fois sur l'évaluation environnementale et sur l'intégration de l'environnement dans le Plan Local d'Urbanisme.

6.2. L'évaluation environnementale du PLU

6.2.1 - La démarche d'évaluation environnementale appliquée au PLU

La démarche d'évaluation s'est déroulée en 5 grandes phases :

- analyse de l'état initial de l'environnement et identification des grands enjeux environnementaux du territoire (profil environnemental),
- analyse de la compatibilité des orientations du PADD avec les enjeux environnementaux du territoire,
- analyse des incidences du plan sur l'environnement,
- propositions de recommandations et de mesures d'accompagnement susceptibles de développer, renforcer, optimiser les incidences potentiellement positives, ou de prendre en compte et de maîtriser les incidences négatives,
- préparation des évaluations environnementales ultérieures en identifiant des indicateurs à suivre, afin de pouvoir apprécier les incidences environnementales effectives du PLU.

6.2.2 - Caractérisation de l'état initial

Les données nécessaires à la caractérisation de l'état initial de l'environnement ont été recueillies auprès des différents organismes compétents, par entretiens et visites de terrain, durant l'année 2009.

L'analyse de l'état initial du territoire a ainsi permis d'établir un bilan environnemental détaillant les atouts et faiblesses de chaque dimension de l'environnement et de définir les enjeux par thématique, les enjeux transversaux et les enjeux territorialisés.

6.2.3 - Evaluation des incidences du PLU

A partir des sensibilités recensées dans l'état initial de l'environnement, les impacts directs ou indirects ainsi que les mesures permettant de supprimer, réduire ou compenser les effets négatifs, ont été définis. Il a d'abord été procédé à une analyse de la compatibilité des orientations du PADD avec les enjeux environnementaux puis à l'analyse plus fine du plan de zonage.

Ensuite, chaque composante du projet (extensions urbaines, zone d'activité, voirie,...) a été analysée au regard des différents enjeux environnementaux (consommation d'espace, espaces naturels, ressource en eau, espaces agricoles, risques naturels et technologiques, cadre de vie, maîtrise de l'énergie,...) identifiés sur le territoire.

Le travail de démarche itérative a été réalisé dans un temps très court : une réunion de travail portant sur le PADD a été réalisée en avril 2010 et une autre réunion portant sur le plan de zonage a été conduite en novembre 2010.

Concernant le PADD, les points abordés lors de la réunion de travail (avril 2010) ont portés sur :

- l'analyse des différents scénarios de croissance analysés
- la justification du choix d'un développement démographique soutenu
- l'estimation du potentiel de renouvellement urbain
- la répartition des créations de logements en fonction de leur nature : dents creuses, reconstruction, extension urbaine,...
- les densités urbaines envisagées
- la priorisation du développement du pôle gare
- le phasage des différents projets d'urbanisation

Concernant le plan de zonage, les points abordés lors de la réunion de travail (novembre 2010) étaient :

- la consommation importante d'espace envisagée pour le développement résidentiel et économique, notamment sur le plateau du Devois
- les incidences du développement d'activités à l'Est de la RN 7 sur les paysages
- les incidences du zonage « carrières » sur des espaces recensés dans le réseau Natura 2000
- les incidences de l'urbanisation du plateau des Opillas sur les milieux naturels
- les densités autorisées dans les différentes zones d'urbanisation future
- l'équilibre géographique de la répartition des futurs logements

Plusieurs remarques ont été suivies permettant notamment :

- de limiter les impacts directs du zonage « carrières » sur le site Natura 2000
- de diminuer légèrement le secteur de développement du plateau du Devois

Début 2011, certaines composantes du projet de PLU ont été modifiées : l'ambition démographique a été revue à la baisse entraînant ainsi une réduction des espaces dédiés aux logements. Ainsi, le plateau du Devois, initialement envisagé pour un développement futur d'habitat et d'activités, a retrouvé une vocation essentiellement agricole dans le cadre du nouveau projet de PLU. Par ailleurs, les surfaces envisagées pour le

développement des activités de gravières ont également été revues à la baisse, limitant ainsi les risques de perturbation des milieux naturels (site Natura 2000).

6.2.4 - Les limites de la démarche

La méthode d'évaluation environnementale reprend, en l'adaptant, le contenu de l'étude d'impact des projets, à la différence près que, visant des orientations d'aménagement du territoire, les projets qui en découlent ne sont pas encore localisés avec précision sur ce territoire. Chaque projet fera ensuite lui-même l'objet d'une évaluation environnementale particulière. Il est donc précisé que les enjeux à prendre en compte et les mesures à proposer ne sont ni de même nature, ni à la même échelle et au même degré de précision que ceux évalués dans le cadre d'un projet d'aménagement localisé et défini dans ses caractéristiques techniques.

Les incidences des actions du PLU ont pu être quantifiées lorsque cela était possible (estimation de la consommation d'espace, des effets d'emprise, du nombre de logements, du trafic engendré,...).

6.3 - Auteurs des études

La démarche d'évaluation environnementale a été conduite par le bureau d'études SOBERCO Environnement (Chemin de Taffignon 69630 Chaponost).

7 - Résumé

L'analyse du profil environnemental a mis en évidence les principales sensibilités environnementales du territoire qui sont essentiellement liées à la présence d'un patrimoine écologique majeur et d'une ressource en eau très présente. Les principaux enjeux soulevés concernent l'arrêt de l'étalement urbain dans la plaine et du mitage sur le plateau des Opillas. Le regroupement de l'urbanisation autour de la gare ou à proximité des axes facilement desservis par les transports collectifs constitue également un enjeu territorial sur cette commune qui souhaite avoir un développement soutenu. Trois secteurs à enjeux ont également été identifiés : le secteur des Iles, qui présente à la fois une richesse écologique mais également un site stratégique pour l'extraction des matériaux, le plateau des Opillas, qui est sollicité pour un développement de l'urbanisation, et le secteur de transition entre le centre ville et la cité des Chênes, qui nécessite une réelle restructuration.

Les orientations du PADD ne présentent pas d'incompatibilité majeure avec les enjeux environnementaux, et tentent de répondre aux enjeux de réduction de la consommation d'espace et de réduction des obligations de déplacement, malgré la configuration topographique particulière de la commune et un étalement urbain existant déjà important, éloignant de fait les zones de développement futur. Par ailleurs, les enjeux écologiques et ceux liés à la ressource en eau sont pris en compte, mais la mise en œuvre du projet risque d'engendrer certaines pressions sur la ressource et les milieux.

Le développement démographique d'un territoire, même modéré, entraîne nécessairement une consommation d'espace, notamment lorsque les disponibilités dans le tissu urbain existant ne suffisent pas pour accueillir les 735 logements à créer d'ici 2025.

L'analyse du plan de zonage met en évidence les points suivants :

- l'émergence de nouvelles polarités en périphérie du centre ville : pôle gare, Ferminas, entrée Est, renforcement de la polarité commerciale en entrée Sud.
- une consommation d'espace estimée à environ 100 ha, dont 37 ha pour l'habitat et 63 ha pour l'activité économique (sans compter les surfaces de gravières estimées à environ 200 ha).
- des densités de logements relativement fortes pour 2/3 des constructions futures, et plus faibles pour 1/3 des constructions futures.
- des incidences indirectes potentielles sur les milieux naturels et le fonctionnement du système nappe/lônes, en lien avec un développement excessif des zones de carrières dans le secteur des Iles.
- des incidences potentielles sur les milieux naturels (Znieff I) en lien avec le développement de l'urbanisation sur le plateau des Opillas.
- une accentuation de la fragmentation écologique du territoire.
- une suppression de l'ordre de 20% de la surface agricole utile (pourcentage comprenant notamment 200 ha de zones de carrières, dont 175 ha autorisées par arrêté préfectoral) équivalent aux surfaces théoriques exploitées de 3 à 4 exploitations (taille moyenne d'une exploitation agricole sur la commune).
- L'adéquation de la ressource en eau potable et des capacités d'épuration avec l'accueil d'une population supplémentaire, même si une vigilance reste de mise vis-à-vis des capacités de la station d'épuration.
- L'augmentation des consommations énergétiques en lien avec un accroissement de la population et des déplacements automobiles, en l'absence d'un transport collectif offrant une réelle alternative à la voiture.
- L'absence de zones d'urbanisation future concernées par des nuisances sonores importantes ou des risques naturels et/ou technologique.
- La modification de certains équilibres paysagers avec le développement d'un espace d'activités en bordure de la RN7.